

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 15 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Conséquences du Brexit	p. 590	Troubles de l'apprentissage	p. 616	39 ^e séance	Mercredi 29 juin 2016
Prestations familiales	p. 575	Sommaire des séances publiques n°s 39 à 41	p. 626	40 ^e séance	Judi 30 juin 2016
Casier judiciaire	p. 584	Sommaire des questions parlementaires	p. Q224	41 ^e séance	Mardi 5 juillet 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



24 septembre 2016: Journée portes ouvertes des institutions

Samschdes, de 24. September 2016 maachen nees eng ganz Rei national an europäesch Institutionen zu Lëtzebuerg hir Dier fir de Public op: Eng gutt Geleeënheet, fir sech net just d'Gebaier unzekucken, mä och fir sech iwwert d'Roll an de Funktiounement vun deene verschiddenen effentlechen Akteuren ze informéieren.

D'Institutionen am Stadkär sinn op vun 10:00 bis 18:00 Auer, déi um Kierchberg just

nomëttes vu 14:00 bis 18:00 Auer. Am Nomëtteg funktionéiert eng Busnavette tëschent dem Zentrum an dem Europaquartier. All d'Gebaier sinn op d'mannst zum Deel accessibel fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit.

Denkt w.e.g. drun, Är Carte d'identité matzebréngen! Déi aktuell Emstänn maache leider gewëss Sécherheetsmesuren noutwendeg. Mir bieden em Aert Versteesdemech.

À l'occasion de la Journée portes ouvertes, la Chambre des Députés proposera des visites guidées organisées au fur et à mesure dans les langues courantes du pays.

Les visiteurs ne sont cependant pas obligés de se joindre à un groupe.

Ils peuvent circuler librement dans le bâtiment.

S'ils le désirent, ils pourront télécharger un audioguide sur leur portable.

Des écouteurs seront mis à leur disposition sur place.



Impression de la journée portes ouvertes 2012

Plusieurs institutions nationales et européennes à Luxembourg ouvriront leurs portes au public le samedi 24 septembre 2016. Les citoyen(ne)s intéressé(e)s auront donc l'opportunité de visiter les bâtiments et de s'informer sur place sur le rôle et le fonctionnement des différents acteurs publics.

Les institutions situées au centre-ville accueilleront le public entre 10:00 et 18:00 heures, celles du Kirchberg pourront être visitées entre 14:00 et 18:00 heures. Au cours de l'après-midi une navette par autobus reliera les deux sites. Tous les bâtiments sont au moins partiellement

accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Munissez-vous s'il vous plaît d'une pièce d'identité. Malheureusement, dans le contexte actuel, certaines mesures de sécurité s'imposent. Merci de votre compréhension.

* * *

Am Samstag, 24. September, laden die nationalen und europäischen Institutionen in Luxemburg alle Bürger zum Tag der offenen Tür ein. Wagen Sie einen Blick hinter die Fassade der öffentlichen Einrichtungen und informieren Sie sich über die Arbeitsweise und die Aufgaben der einzelnen Institutionen.

Les institutions suivantes participent à la Journée portes ouvertes:

Luxembourg-ville (de 10 à 18 heures)
Chambre des Députés
Ministère d'État
Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
MAEE - Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire
Ministère de la Culture
Conseil d'État
Cour des comptes

Cour supérieure de justice et Parquet général
Banque centrale du Luxembourg (BCL)
BCL - Espace numismatique et didactique
Maison de l'Union européenne
Kirchberg (de 14 à 18 heures):
Parlement européen
Cour de justice de l'Union européenne
Banque européenne d'investissement

Die Gebäude der Institutionen in der Altstadt sind von 10 bis 18 Uhr geöffnet, die Einrichtungen auf dem Kirchberg nachmittags von 14 bis 18 Uhr. Nachmittags verkehren gratis Shuttle-Busse zwischen dem Stadtzentrum und dem Europa-Viertel auf dem Kirchberg. Alle Institutionen sind für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich.

Denken Sie bitte an Ihren Personalausweis. Leider sind wegen der aktuellen Umstände gewisse Sicherheitsmaßnahmen notwendig. Wir bitten dafür um Ihr Verständnis!

* * *

Concours photos sur Instagram et Twitter de la Chambre des Députés

Ne ratez pas l'occasion de participer à notre concours photos pour la Journée portes ouvertes! Taggez vos photos de votre visite à la Chambre des Députés avec #ChambreLux. Nous repostons les plus originales et avec un peu de chance vous gagnerez un prix. Hashtag: #luxopendoors et #ChambreLux. Toutes les infos - notamment les horaires de la navette de bus - sur www.chd.lu.



Le programme de la Journée portes ouvertes a été présenté par les représentants de diverses institutions.

«Le Parlement ne chômera pas»

À l'occasion de la rentrée parlementaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo revient sur les moments forts de la dernière session et évoque les enjeux d'une prochaine session qui s'annonce chargée.

C'est la rentrée. Peut-on vraiment faire une pause en tant que responsable politique?

«Décontracter et recharger les batteries: oui! Mais se déconnecter totalement: non! J'ai passé mes vacances à la mer Baltique et j'ai pu suivre la campagne électorale dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale.»

Quels étaient pour vous personnellement les moments forts de la session parlementaire 2015-2016?

«Il y en avait beaucoup! Mais ce qui m'a impressionné le plus, c'est l'approche responsable des députés lors des débats liés à la problématique des réfugiés. Concernant d'autres sujets d'actualité, que ce soit les débats sur le TTIP ou le Brexit, je suis extrêmement content que la Chambre des Députés ait fait preuve d'initiative et de caractère.»

Des regrets?

«Non, pas vraiment. Le Parlement a clairement fait savoir au Gou-

vernement qu'il ne veut pas voter des lois en toute vitesse et en dernière minute, mais qu'il se laisse le temps pour travailler sérieusement sur les différents dossiers. Avant les vacances le Parlement a évacué un nombre impressionnant de projets, mais sans bâcler leur évacuation.»

Pour la prochaine session de grands dossiers sont à l'agenda: la réforme fiscale, les réformes de la politique familiale ou encore la création du fonds de gestion pour les églises - des sujets qui divisent l'opinion publique. Craignez-vous que les débats soient déjà marqués par les campagnes électorales à venir?

«Effectivement, la prochaine session tombera dans une année d'élections communales. J'espère que cela n'hypothéquera pas nos travaux d'autant plus que nous allons traiter des dossiers qui ont un impact direct sur les communes comme la réforme des finances communales, la réforme des services de secours ou encore la redéfinition des relations entre les communes et l'église. D'autre part, il y a également des réformes importantes comme la loi sur la nationalité où je vois un grand consensus. Cette attitude consensuelle sera également de mise pour mener à bien les travaux sur la Constitution. La réforme

fiscale, le congé parental et les projets concernant l'éducation nationale, la simplification administrative, la réforme de la police ou la réforme de l'assurance dépendance sont d'autres exemples qui montrent que le Parlement ne chômera pas.»

Quel rôle pouvez-vous jouer en tant que Président de la Chambre dans les débats animés?

«J'essaie de garder le calme et de recentrer les discussions en apportant un brin d'humour. Je me considère comme médiateur, si nécessaire. Dans les coulisses, je travaille pour trouver un consensus de façon à ce que tout le monde soit écouté, qu'il soit membre de la majorité ou de l'opposition.»

C'est votre troisième rentrée en tant que Président de la Chambre. En quoi est-elle différente des autres? Une certaine routine s'est-elle installée?

«Je ne suis pas un ami de la routine. Quand je fais passer les différentes sessions en revue, la première était marquée par des points d'interrogation liés à la nouveauté. Je me demandais si j'étais la bonne personne au bon endroit, ayant moi-même été un député plutôt combatif... Pour la deuxième, la fonction m'avait conquis. Désormais, le plus



Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo

grand défi c'est de bien mener tout le travail. Le nombre et l'envergure des projets de loi et des réformes structurelles qui nous attendent sont vraiment spectaculaires. J'espère que tout le monde aura profité des dernières semaines pour se reposer et

trouver la motivation nécessaire pour faire face au travail considérable qui nous attend. Les mois à venir seront durs en termes de quantité de travail et d'importance des dossiers. Personnellement, je suis confiant et pleinement motivé.»

Visite de la Ligue d'amitié parlementaire du Japon



Après la visite du Premier Ministre japonais, M. Shinzō Abe en décembre 2015, la Chambre des Députés a accueilli, le 5 septembre 2016, une délégation de la Ligue d'amitié parlementaire entre le Japon et le Luxembourg.

Le combat contre la déflation que le Japon mène depuis quatre décennies, les défis posés par une population vieillissante et le Brexit sont parmi les sujets abordés lors de l'entretien des invités japonais, conduits par M. Yoshimasa Hayashi, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Le traité de libre-échange transpacifique avec les États-Unis a été évoqué lors de la rencontre de la délégation japonaise avec les membres de la Commission des Affaires étran-

gères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et les membres du Bureau de la Chambre.

Nucléaire et tourisme

Parmi les autres sujets abordés figuraient le nucléaire après Fukushima, les contrôles de sécurité ainsi que de nouveaux standards dans un pays où la population reste très sceptique vis-à-vis de l'énergie nucléaire.

En ce qui concerne le tourisme, la barre des 30 millions de visiteurs d'outre-mer a été franchie et le Japon compte en accueillir 40 millions en 2020. Finalement, les délégations luxembourgeoise et japonaise se sont félicitées du nouvel essor des relations entre les ligues d'amitié de leurs parlements respectifs.

Les membres du groupe d'amitié parlementaire entre le Japon et le Luxembourg

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Recherche d'un modèle efficace de diplomatie multilatérale



Du 2 au 4 septembre 2016, les députés nationaux et européens se sont retrouvés à Bratislava (Slovaquie) pour discuter de l'Union européenne (UE) en tant que partenaire mondial et de la recherche d'un modèle efficace de diplomatie multilatérale.

La Conférence interparlementaire qui se réunit chaque semestre dans la capitale de l'État membre exerçant la présidence européenne tient compte des nouveaux pouvoirs et instruments donnés aux institutions européennes en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense; elle permet aux députés nationaux de s'échanger avec les membres du Parlement européen ainsi que d'autres institutions européennes.

Ainsi, la Haute-Représentante pour les affaires étrangères et la politique

de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, a présenté la stratégie globale commune de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité publiée le 28 juin 2016 et qui est axée sur les capacités militaires et la lutte contre le terrorisme, mais aussi sur l'emploi, l'avènement de sociétés inclusives et les droits de l'Homme. Elle traite en outre de la consolidation de la paix et de la résilience des États et des sociétés, en Europe et dans son voisinage.

L'idée que l'Europe est exclusivement une «puissance civile» ne correspond plus à la réalité, a souligné Mme Mogherini, rappelant que l'Union européenne déploie actuellement 17 opérations civiles et militaires. Dans ce contexte, elle a plaidé

pour le renforcement de la politique de défense européenne en privilégiant notamment une coopération structurelle commune pour mieux pouvoir répondre à l'accroissement des défis dans le voisinage immédiat de l'Union européenne. Elle a soutenu les actions concrètes et directes et s'est prononcée pour la mise en œuvre d'un plan d'implémentation au lieu d'un Livre blanc sur la défense européenne.

D'autres sujets abordés concernaient les perspectives d'élargissement et la situation des Balkans occidentaux en particulier, la politique européenne de voisinage, une approche globale en matière de politique de migration et le Livre blanc pour une défense européenne.

M. Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, et M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés (à droite)

Visite du Président du Parlement portugais



Le Président du Parlement portugais et sa délégation reçus par le Président et des membres de la Chambre des Députés.

«Ici, vous êtes chez vous» ont été les mots de bienvenue du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, envers son homologue portugais. Le Président de l'Assemblée de la République du Portugal, M. Eduardo Ferro Rodrigues, accompagné d'une délégation composée de députés des plus grands partis portugais, était en visite officielle à Luxembourg du 11 au 14 septembre 2016.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné que le Luxembourg fait de grands efforts pour faciliter l'accueil et l'intégration sociale et scolaire de la communauté lusophone qui représente la communauté étrangère la plus importante vivant au Grand-Duché. Il a rappelé que la communauté portugaise occupe une place essentielle dans la vie quotidienne du Grand-Duché.

La question de la mobilité sociale ainsi que le chômage des jeunes sont également des soucis communs exprimés par les deux Présidents. Dans le contexte actuel de la crise des réfugiés, les deux interlocuteurs ont souligné que l'immigration ne représente pas un danger, mais qu'il faut

la voir comme une opportunité. «Le Luxembourg, en tant que pays multiculturel et avec ses différentes vagues migratoires, peut être un modèle pour l'Europe», a expliqué M. Di Bartolomeo.

Le Brexit et l'avenir de l'Union européenne étaient au cœur des débats de l'entrevue avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Les deux délégations ont partagé l'avis que le sommet informel européen du 16 septembre à Bratislava constitue une réunion essentielle pour réorienter le projet européen dans la bonne direction.

Dans ce contexte, elles se sont félicitées du fait qu'elles sont sur la même longueur d'onde en ce qui concerne l'avenir d'une Europe plus proche des citoyens.

Finalement, les délégations luxembourgeoise et portugaise ont soutenu l'idée que le Brexit ne doit pas bloquer les grands chantiers européens, à savoir l'emploi des jeunes et la relance des investissements en Europe.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter

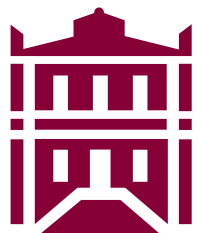


Coopérer dans l'intérêt du citoyen

Le 6 septembre 2016, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu la nouvelle Chef de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg. Mme Yuriko Backes a pris ses fonctions au 1^{er} septembre.

La coopération et l'échange d'informations entre le Parlement national et les institutions européennes au Luxembourg étaient au cœur de cette première entrevue.

M. Mars Di Bartolomeo et Mme Yuriko Backes



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°15 • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

«Classes prépas»

6591 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Le projet de loi poursuit plusieurs objectifs:

Premièrement, il s'agit de donner une base légale aux classes préparatoires en vue de l'accès aux concours des grandes écoles françaises, tout en ancrant ces classes dans le système de l'enseignement supérieur luxembourgeois. Ainsi, des classes préparatoires pourront être organisées dans tous les lycées intéressés du Grand-Duché de Luxembourg. Le projet de loi permet également d'étendre l'offre académique aux trois filières traditionnelles des grandes écoles (économique, scientifique et littéraire).

Le deuxième grand objectif du projet de loi est de sanctionner les études susmentionnées avec

un diplôme «d'études supérieures générales». Ainsi, si le candidat n'arrive pas à se classer en rang utile à l'examen-concours des grandes écoles françaises, ce nouveau diplôme lui donnera la possibilité de s'orienter vers d'autres filières universitaires. Le projet de loi définit les modalités de ce nouveau cycle d'enseignement supérieur, notamment les objectifs, l'organisation des études, l'admission aux études ainsi que les conditions de délivrance dudit diplôme.

Finalement, le projet de loi entend introduire dans la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur le cadre général des sanctions disciplinaires concernant les étudiants inscrits dans les formations «BTS» (brevet de technicien supérieur) et les classes préparatoires. Concrètement, il s'agit de définir les infractions et les sanctions

afférentes ainsi que les autorités disciplinaires compétentes.

Par le biais de deux séries d'amendements parlementaires adoptés respectivement le 25 janvier 2016 et le 9 mai 2016 d'autres précisions ont été apportées à la loi précitée du 19 juin 2009.

Ces modifications concernent:

- les modalités d'implantation et d'accréditation de formations d'enseignement supérieur étrangères sur le territoire luxembourgeois;

- la création de la base légale nécessaire à la fixation des indemnités des membres des différents groupes intervenant dans le cadre des formations menant au BTS et au diplôme d'études supérieures générales.



Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.07.2013

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

11.01.2016 Présentation du projet de loi

25.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires

09.05.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

13.06.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°143, page 2424

Casier judiciaire

6820 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire,

2) du Code d'instruction criminelle,

3) du Code pénal

1. Évolution du casier judiciaire au Luxembourg

Les origines du casier judiciaire luxembourgeois remontent à l'arrêté royal du 20 janvier 1886 portant approbation du règlement pour l'organisation d'un casier judiciaire. Le premier casier judiciaire luxembourgeois était instauré au parquet général et reprenait les peines criminelles et correctionnelles prononcées envers les sujets luxembourgeois depuis 1855 et 1865 respectivement. La liste des condamnations faisant l'objet d'une inscription au casier comprenait également les déclarations de faillite et bon nombre d'autres faits comme par exemple les condamnations pour tapage nocturne ou le scandale pour ivresse publique.

Des extraits de casier pouvaient être délivrés aux officiers du ministère public, aux administrations publiques du Grand-Duché et de l'étranger ainsi qu'à des particuliers. La délivrance d'un extrait de casier d'une tierce personne à un particulier était soumise à l'accord préalable du procureur général.

Le règlement relatif au casier judiciaire a par la suite été modifié par les arrêtés grand-ducaux du 21 avril 1901 et du 14 septembre 1917, le premier précisant entre autres les données personnelles à inscrire aux casiers, le second fixant des durées d'inscription maximales pour les différentes catégories de condamnation.

L'arrêté grand-ducal du 25 septembre 1934 voyait apparaître dans le casier les infractions commises contre la réglementation de la circulation sur les voies publiques. Les condamnations conditionnelles n'y étaient plus inscrites à condition qu'aucune condamnation n'ait été intervenue dans les cinq ou deux années antérieures, selon les cas de figure.

L'arrêté grand-ducal du 14 mai 1956 définissait ensuite en détail les délais d'inscription des condamnations à un emprisonnement prononcé par le tribunal, à un emprisonnement simple de police, à des amendes et peines de police, à des amendes correctionnelles et à la mise à disposition du Gouvernement des mendiants et vagabonds ainsi que de sourds-muets ayant agi sans discernement. Les arrêtés grand-ducaux du 24 juin 1957 et du 30 mai 1960 procédaient à des rectifications dont les dispositions relatives aux amnisties, aux révisions et aux arrêtés d'expulsion pris par le Grand-Duché contre les étrangers.

Le règlement grand-ducal du 14 septembre 1976 introduisait pour la première fois trois bulletins différents, ventilant ainsi les inscriptions au casier selon la nature des condamnations et les finalités des extraits de casier demandés. Le bulletin n°1 comprenant l'intégralité des inscriptions ne pouvait dès lors être délivré qu'aux autorités judiciaires.

Les dispositions réglant l'organisation du casier judiciaire ont par la suite été modifiées par les règlements grand-ducaux du 28 décembre 1976, du 27 avril 1984 et du 28 février 1985.

La création et l'exploitation d'une banque de données de personnes figurant au casier judiciaire remonte, quant à elle, au règlement grand-ducal du 20 février 1984.

Le règlement grand-ducal du 14 avril 2005 a précisé plus particulièrement que le bulletin

n°1 ne pourrait être délivré qu'aux autorités judiciaires ainsi qu'au membre luxembourgeois d'Eurojust.

Plus de 125 ans après sa création, le casier judiciaire luxembourgeois a finalement reçu sa première législation avec la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne.

2. Objet du projet de loi

La loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne a été publiée au Mémorial A du 6 mai 2013 et est entrée en vigueur en date du 1er août 2013.

Or, dès les premiers mois d'application, cette nouvelle loi a donné lieu à diverses critiques portant notamment sur les conséquences de la suppression du bulletin n°3, l'extension subséquente des inscriptions dans le bulletin n°2, le droit de l'employeur d'exiger du candidat salarié un extrait de son casier judiciaire ainsi que la situation discriminatoire des demandeurs d'emploi luxembourgeois munis d'un casier comportant des inscriptions par rapport aux demandeurs d'emploi de nos pays voisins ayant subi les mêmes condamnations mais pouvant néanmoins présenter un bulletin «néant».

Le présent projet de loi tente de trouver un équilibre entre, d'une part, les revendications de la part du public et, d'autre part, les impératifs et les finalités du casier judiciaire. Le présent texte redresse aussi des incohérences dans la loi du 29 mars 2013 qui sont dues à la circonstance que des changements majeurs n'avaient été décidés qu'au cours des discussions à la Commission juridique de la Chambre des Députés.

L'un des points phares du projet de loi est la création de plusieurs bulletins avec une ventilation des inscriptions en fonction de la finalité pour laquelle le bulletin est délivré. Ces bulletins sont nouveaux et ne correspondent ni aux bulletins antérieurs à la loi de 2013 ni au système actuel. Ainsi, le projet de loi sous rubrique est innovant du fait qu'il prévoit que certaines inscriptions ne seront plus portées sur les bulletins n°2, n°3, n°4 et à n°5 du casier judiciaire après l'écoulement des délais déterminés.

Quant à l'inscription des interdictions de conduire dans le nouveau bulletin n°2, il y a lieu de noter qu'après l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2013, elle avait suscité de nombreuses critiques. Pour en tenir compte, il est notamment proposé de créer un bulletin spécial incluant les interdictions de conduire qui peut être délivré à la personne concernée et au Ministre des Transports pour l'instruction de certaines demandes.

D'autres critiques formulées à l'encontre de la loi portaient sur le fait que le bulletin n°2 recevait dorénavant inscription de toutes les condamnations applicables à la même personne physique ou morale, à l'exception des seules condamnations à une peine d'emprisonnement assorties du bénéfice du sursis d'une durée inférieure à six mois avec ou sans mise à l'épreuve. Ce bulletin n°2 avait ainsi un contenu plus vaste que les extraits du casier de nos pays voisins de sorte qu'il mettait souvent un demandeur d'emploi luxembourgeois dans une situation défavorable par rapport à un demandeur d'emploi français, belge ou allemand présentant les mêmes antécédents judiciaires.

Le projet de loi restreint les inscriptions portées sur les bulletins qui ne sont pas délivrés dans le cadre d'une poursuite pénale (bulletins n°2,

n°3, n°4 et n°5). Ceux-ci ne comportent dorénavant que les seules condamnations pour crimes ou délits. Les contraventions n'y sont mentionnées que si, en raison du lien d'indivisibilité ou de connexité avec un crime ou un délit, elles ont été prononcées par la même juridiction. Les décisions comportant exclusivement des condamnations pour contraventions ne figurent plus que sur les bulletins n°1 délivrés en matière pénale.

Le projet de loi sous rubrique revient également sur la pratique, introduite par la loi du 29 mars 2013, consistant à permettre uniquement à la personne physique concernée de demander un extrait de son casier judiciaire.

Il est proposé de nuancer cette pratique en permettant à la personne physique concernée de mandater expressément une tierce personne ou une administration ou personne morale de droit public de demander la délivrance

de son casier. Avec l'accord exprès de l'intéressé, un extrait peut être directement délivré à une administration ou une personne morale de droit public ayant à traiter une demande de l'administré en question.

Il convient de noter que le projet de loi fixe les conditions dans lesquelles les employeurs sont en droit de demander la délivrance des extraits de casier respectifs par les candidats à un poste de travail. Sauf dans des cas exceptionnels, le délai de conservation des extraits du casier judiciaire par le patron est de deux mois. Le non-respect des délais de conservation est punissable d'une amende.

Finalement, le projet de loi introduit un «droit à l'oubli» en stipulant que les inscriptions dans le casier judiciaire relatives à une personne physique sont effacées à sa mort, ou au plus tard 100 ans après sa naissance.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.05.2015

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

20.05.2015 Présentation du projet de loi

23.09.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

07.10.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

09.03.2016 Examen des avis

Présentation et adoption d'une proposition d'amendements parlementaires

23.03.2016 Examen des avis

Présentation et adoption d'une proposition d'amendements parlementaires

01.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°154, page 2640

Prestations familiales

6832 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant

Le projet de loi sous rubrique a pour principal objet la réforme et la modernisation du système des prestations familiales. Modernisant la politique familiale et sociale, il propose un nouveau système de prestations familiales intégré et interférant avec un système cohérent de mesures ayant comme objectif ultime le bien-être et le développement de l'enfant. Il ne doit donc pas être perçu de manière isolée, mais comme faisant partie d'un ensemble de mesures en faveur de l'enfant.

Dans un souci de lisibilité et de simplification des différents textes, des adaptations législatives et réglementaires ainsi que des nouvelles dispositions, les auteurs du présent projet de loi ont opté pour un nouveau «Livre IV Prestations familiales» à inclure dans le Code de la sécurité sociale. Le toilettage des textes a également été nécessaire afin d'améliorer certaines dispositions en fonction des expériences faites au cours des décennies passées, ainsi que pour prendre en compte la jurisprudence et les adaptations législatives européennes.

Un des changements majeurs du présent projet de loi porte sur l'individualisation du montant de l'allocation familiale par enfant et l'adaptation parallèle des montants des différentes allocations. Mentionnons que l'allocation familiale en tant que telle est désormais dénommée «allocation pour l'avenir des enfants».

Le nouveau système débouche sur une individualisation des droits de l'enfant selon l'adage «un enfant = un enfant». Des études ont pu démontrer que les coûts dus à l'arrivée d'un enfant ne sont donc ni linéaires, ni plus que proportionnels; au contraire, ils sont en général plus faibles pour le deuxième et pour le troisième enfant. L'individualisation des allocations familiales abolit ainsi la notion de groupe familial qui prévoyait une augmentation plus que proportionnelle de l'allocation de famille avec le nombre d'enfants.

L'objectif de la réforme étant de ne pas priver les familles des montants qu'elles perçoivent actuellement et avec lesquels elles comptent mensuellement pour les dépenses du ménage, les auteurs du texte ont opté pour un système transitoire. En effet, la mise en œuvre d'un nouveau modèle introduisant différents montants risquerait d'entraîner certaines familles dans une situation de précarité. Le «gel» des montants actuels de l'allocation familiale de base fera en sorte, à nombre d'enfants bénéficiaires inchangé, qu'aucun enfant ne percevra moins que ce qu'il perçoit actuellement.

Dès lors, l'introduction d'un montant unique de 265€ par mois et par enfant s'appliquera aux bénéficiaires qui ouvrent droit aux allocations familiales. Il s'agit dans ce cas des enfants nés après la date pivot de la mise en vigueur de la réforme ou tombant sous son champ d'application du fait qu'un des parents s'installe ou commence à travailler au Luxembourg après cette date.

À côté des allocations familiales proprement dites, d'autres allocations au bénéfice des enfants sont reprises dans le présent projet de loi, dont certaines ont été modifiées.

Ainsi, l'allocation spéciale supplémentaire, ayant comme objectif la compensation des charges supplémentaires résultant du handicap d'un enfant, est augmentée de 185,6€ à 200€. L'allocation de naissance est reprise sous les dispositions de l'ancienne législation et elle distingue désormais plus clairement entre les trois tranches qui la composent et pour lesquelles les conditions d'octroi diffèrent.

Les dispositions relatives à l'indemnité de congé parental ne subissent pas de modifications dans le cadre de ce projet de loi; la réforme du congé parental et de l'indemnité font l'objet d'un projet de loi séparé (PL 6935).

Le présent projet de loi introduit encore une modification au niveau de la Caisse nationale des prestations familiales. Celle-ci s'appellera dorénavant «Caisse pour l'avenir des enfants» / «Zukunftskess», afin de visualiser davantage les changements et la modernisation en matière de politique familiale. La Caisse aura comme mission le paiement et la gestion des prestations familiales, en espèces et en nature. Le volet des prestations en nature, en l'occurrence l'émission et la gestion des cartes et des



contrats d'adhésion au chèque service, s'ajoutera aux missions traditionnelles de l'ancienne CNPF. Le Gouvernement a souhaité œuvrer

dans cette direction afin de rassembler les montants payés en faveur des enfants au sein d'une seule et même entité.

certaines intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Le projet de loi a pour objectif de transposer la directive 2015/2060/UE du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (directive «épargne»), ce qui revient à abroger la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE.

En effet, suite à la transposition de la directive 2014/107/UE, la directive «épargne» est devenue obsolète étant donné que les deux directives se recoupent largement. De plus, en vertu de la directive 2014/48/UE du Conseil du 24 mars 2014 modifiant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne

sous forme de paiements d'intérêts, le Grand-Duché de Luxembourg aurait théoriquement dû adopter, au plus tard pour le 1^{er} janvier 2016, le dispositif législatif nécessaire pour se conformer à ladite directive. Or, en raison de l'abrogation de la directive 2003/48/CE, la directive 2014/48/CE n'a plus besoin d'être transposée.

Après l'introduction en droit interne luxembourgeois de la nouvelle norme mondiale d'échange automatique de renseignements (NCD) par la loi du 18 décembre 2015, le présent projet de loi tend à abroger la législation européenne afférente à la fiscalité de l'épargne afin d'éviter des doubles emplois en matière d'échange automatique d'informations financières et de soulager les charges administratives des établissements financiers.

Finalement, le projet de loi prévoit également l'adaptation de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (loi «RELIB») puisque celle-ci se réfère largement à la loi abrogée du 21 juin 2005.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 03.07.2015

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

- 25.01.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 14.03.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 23.03.2016 Examen des avis des chambres professionnelles
- 29.04.2016 Adoption des amendements en relation avec le projet de loi
- 06.06.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport
- 22.06.2016 Présentation et adoption d'un rapport complémentaire

Vote en séance publique: 29.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°138, page 2348

Aide financière pour étudiants

6975 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi vise à modifier la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, tout en maintenant les grands principes de cette loi. Ainsi, les composantes de l'aide financière pour études supérieures restent le prêt et la bourse, cette dernière étant déclinée en différentes catégories: bourse de base, bourse de mobilité, bourse sur critères sociaux et bourse familiale. Le prêt et la bourse de base peuvent être majorés suite à la prise en compte des frais d'inscription.

Le projet de loi prévoit d'apporter les modifications suivantes au système d'aides financières:

- Les montants de la bourse de mobilité et de la bourse sociale sont augmentés. Le but est de renforcer la mobilité internationale des étudiants et le critère de la sélectivité sociale.

À partir de la rentrée académique 2017-2018, les montants des deux bourses précitées ainsi que de la bourse de base et de la bourse familiale, c'est-à-dire de l'ensemble des bourses prévues à l'article 4 de la loi du 24 juillet 2014, varieront proportionnellement à l'évolution de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires. Une fois le système en place, les montants visés seront adaptés proportionnellement avec effet pour l'année académique qui suivra celle pendant laquelle la cote d'application de l'échelle mobile des salaires aura évolué d'une ou de plusieurs tranches. Le cas échéant, une première adaptation pourrait donc avoir lieu au plus tôt pour l'année académique 2018-2019.

- L'étudiant en situation de handicap reconnue pourra bénéficier de bourses et de prêts pen-

dant un maximum de deux semestres supplémentaires par cycle par rapport aux dispositions en vigueur pour des études de premier cycle, de deuxième cycle et dans le cycle «formation à la recherche». Ceci vaut pour un maximum de quatre semestres supplémentaires par rapport aux dispositions en vigueur en matière de cycle unique.

- Les autres modifications proposées dans le cadre du projet de loi sous rubrique sont d'ordre technique et servent à simplifier les procédures administratives et à clarifier certains aspects du texte de la loi de 2014:

- * Adoption d'une démarche semestrielle en matière d'attribution, de calcul et de liquidation de l'aide financière: Si l'année académique reste toujours la période de référence des études supérieures, le volet de l'attribution, du calcul et de la liquidation de l'aide financière est ramené à une démarche semestrielle.

- * Renforcement de la cohérence en matière d'éligibilité: dans l'optique d'une simplification administrative pour le public, la définition de l'éligibilité des formations à une aide financière est adaptée à celle qui est utilisée en vue de l'inscription d'un grade, diplôme ou certificat dans le registre des titres de l'enseignement supérieur telle qu'elle est proposée dans le projet de loi 6893 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Ainsi il est évité qu'un étudiant puisse inscrire son diplôme ou certificat dans le registre précité tout en ayant eu un refus pour l'obtention d'une aide financière de l'État.

- * Précisions en matière d'anticumul: le volet concernant les dispositions anticumul est reformulé dans son ensemble pour tenir compte des expériences antérieures et pour rendre ainsi le texte afférent plus clair et opposable.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 24.03.2016

Rapporteuse: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

- 13.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°143, page 2430

Fiscalité de l'épargne

6978 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE

en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.03.2016

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 07.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 21.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2016

Loi du 23 juillet 2016

Mémorial A: 2016, n°139, page 2363

Procédure d'orientation

6985 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi sous rubrique entend réorganiser la procédure d'orientation des élèves au quatrième cycle de l'enseignement fondamental, et ceci à partir de la rentrée scolaire 2016-2017. Il y a lieu, par conséquent, de modifier les articles 24 et 26 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Il est prévu de mettre en place un nouveau processus d'orientation. Ce processus, qui mise sur l'implication et la responsabilisation des parents, commence dès le cycle 4.1, au cours duquel auront lieu trois échanges individuels entre l'enseignant et les parents. Lors d'une réunion générale d'information, le titulaire de classe fournit de plus amples informations sur la procédure d'orientation. Au cours du troisième et dernier échange individuel au cycle 4.1, les parents et l'enseignant s'expriment sur les perspectives d'orientation de l'élève sur base du «bilan intermédiaire».

Au cycle 4.2, deux échanges individuels sont prévus entre les parents et le titulaire de classe qui renseignent sur les bilans intermédiaires et le progrès d'apprentissage de l'élève. Un troisième échange, étant considéré comme un en-

tretien d'orientation, marque la fin de la nouvelle procédure d'orientation participative, sous réserve d'accord des parties.

Les épreuves communes (épreuves en allemand, français et mathématiques), faisant partie intégrante de la procédure d'orientation, renseignent sur le développement des compétences de l'élève par rapport à la moyenne nationale et par rapport aux exigences à la fin du cycle 4.2. Il convient encore de préciser qu'il ne s'agit toutefois pas d'un examen de passage.

Dans le cas où un désaccord persiste lors de l'entretien d'orientation, le titulaire transmet toutes les informations recueillies à la Commission d'orientation de l'arrondissement. Présidée par l'inspecteur de l'arrondissement, cette commission comprend des membres invités (les parents de l'élève, le titulaire de l'élève, le psychologue si les parents ont opté pour son intervention), ainsi que des membres permanents, à savoir: le président, un enseignant du quatrième cycle de l'enseignement fondamental, un psychologue du Centre de psychologie et d'orientation scolaires, un professeur assurant une tâche dans l'enseignement secondaire en tant qu'enseignant-orienteur, et d'un professeur ou instituteur assurant une tâche dans l'enseignement secondaire technique en tant qu'enseignant-orienteur.

Chaque membre, à l'exception du psychologue, dispose d'une voix aux délibérations de la Commission d'orientation.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.05.2016

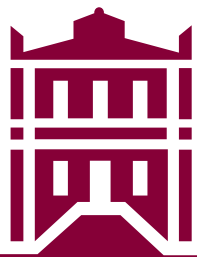
Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

- 01.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 08.06.2016 Examen de propositions d'amendements parlementaires
- 15.06.2016 Examen de propositions d'amendements parlementaires
- 22.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2016



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. 6832 - Projet de loi portant modification
 1. du Code de la sécurité sociale;
 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant
 - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum
 - Discussion générale: M. Marc Spautz (dépôt de trois motions, interventions de M. Gilles Baum), M. Max Hahn, Mme Taina Bofferding, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Claude Wiseler
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Motion 2: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
 - Motion 3: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Marc Spautz
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
3. 6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport“ (MRTT) (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6820 - Projet de loi portant modification
 - 1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire,
 - 2) du Code d'instruction criminelle,
 - 3) du Code pénal
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion), M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding, M. Marc Baum
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Motion 1: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Gilles Roth
 - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
6. 6946 - Projet de loi concernant le transfert national de déchets
 - 6945 - Projet de loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux
 - Rapports de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia
 - Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
 - Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen heimat d'Setzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Minister. A mer ginn dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer, dem Projet de loi 6832: Adaptatiounen zum Kannergeld. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Gilles Baum, deen och scho prett ass.

2. 6832 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Gudde Mëtteg, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, wat wier d'Liewen oui Léift?

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Wat wier d'Liewen oui Kanner? Déi eegen natierlech, vläicht awer och en Neveu, eng Niess oder d'Kanner vu Familjen, Frënn a Bekannten. Wat wier d'Liewen oui déi vill Glécksmomenter, déi d'Kanner eis schenken?

Wann ech esou hei duerch d'Bänke kucken, gesinn ech eng ganz Rei Mammen, eng ganz Rei Pappen, an där, déi et geschwé wäerte sinn, an deen een oder aneren heibannen,...

(Brouhaha)

...deen een oder aneren heibannen ass och schonn eng Generatioun méi wäit. An ech mengen, mir sinn eis eens, dass déi Gefiller, déi natierlech d'Eltere fir hir Kanner verspiere, dass dat ganz spezieller sinn. Kommt, mir denken eemol kuerz drun zrëck, wéi mer fir d'éischte Kéier eise Puppelchen am Aarm gehalten hunn, wéi de Puppelchen eis fir d'Éischt ugelaacht huet,...

► **Plusieurs voix.**- Ooh! Aah!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- ...wéi mer déi éischte Kéier „Mamma“ oder „Pappa“

genannt gi sinn, un déi éischt Schrëtt, an duerno vläicht den éischte Schouldag, deen éischte Goal, dee geschoss ginn ass, vläicht déi éischt Medail am Schwammen oder an der Liichtathletik an dee Stolz, dee mir als Eltere verspiere, wann eise Kanner eppes gléckt méi spéit am Liewen, wa se an der Schoul gutt schaffen, hiren Ofschluss maachen oder hir Studien, an dann dat Gefill ze hunn, dass mir als Elteren alles gemaach hunn, dass si an hirem Liewe réusséieren.

Kolleeginnen a Kollegen, ech mengen, déi Glécksmomenter, déi Freed, deen Houfert, de mer verspiere: Ass et net dat, wat eist Liewe liewenswäert mécht an oft erfüllt? Jo, mir wesen et och alleguer, d'Kanner verlaangen eis alles of. Si fuerderen eis all Dag op en Neits eraus a si kënnen engem och heiansdo richtig op d'Strëmp goen. Mä ech muss lech soen, wa mäi Klengt mech mat der Hand hëlt, fir mer eppes ze weisen oder eppes ze erzielen, dat huet haut nach fir mech ëmmer eppes Mage-sches u sech. An och, wa se eis heiansdo rose maachen, ass dat Gléck, Kanner ronderëm sech ze hunn, weder mat Gold nach mat Geld opzeweien!

Här President, fir dass d'Koppele Kanner kënnen kréien an déi Momenter, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, erliewe kënnen, ass et wichtig, dass och dat ronderëm klappt. Et ass wichtig, dass d'Politik Konditiounen schafft, dass ee Mamm a Papp ka ginn, oui saï Beruff mussen op Äis ze leeën. Aner Länner weisen et.

Investéiert eng Regierung net a Kannerbetriebsstrukturen, hunn d'Elteren nëmme schwéier d'Méiglechkeet, fir Beruff a Familjen enner e Hutt ze kréien. An d'Antwort ass dann oft séier geholl: D'Koppelen décidéieren sech géint d'Kannerkréien.

Et ass awer och wichtig a richtig, net nëmme d'Ramebedéngungen ze schafen, mä dass de Stat d'Elteren och finanziell ënnerstëtzt. An domat wiere mer da beim Thema vun de Mëtteg: dem Kannergeld an de Familjeleeschungen.

E kuerze geschichtleche Réckbléck. Den Ursprung vum Kannergeld geet zrëck op d'Period vum Éischte Weltkriech, an de Joren 1916, 1917, wou déi grouss industriell Entreprene, dorëner d'Siderurgie, Familjenzoulagen ausbezuelt hunn, déi ganz à charge ware vum Arbeitgeber, vum Patron also. An d'Zil war et natierlech, déi zousätzlech Fraisen, déi entstinnen, wa Kanner an de Stot kommen, ofzefiedereren.

Eng éischt Proposition de loi gouf 1926 déposiert, an et war eréischt 1947, wou déi éischt legal Basis fir d'Familjenzoulage fir Salaréiert geuecht ginn ass. Dës Zoulagen an d'Prestations de naissance goufen integral duerch d'Cotisations vum den Employeure finanziert. Spéider gouf d'Gesetz och fir d'Non-salariés erweidert.

1959 gouf e Régime général agefouert, wat de Finanzement ugeet. D'Prestations de naissance ware fir de Stat, dee sech ab elo un de Familjenzoulage bedeelegt huet. 1977 sinn d'Gebuertsprimmen agefouert ginn. Si ware gekoppelt un déi obligatoresch medezinnesch Ennersichung vun der Mamm a vum Kand, an dat haaptsächlech, fir géint d'Kannerstierflechkeet virzegoen.

An den 80er Jore koumen eng Rei Gesetzer, fir d'Konzept vun der Familjen méi attraktiv ze maachen an och fir méi Gebuerten ze kréien, dat nom Rapport Calot vun 1978 iwwert déi demographesch Entwécklung hei am Land.

1980 goufen d'Allocations de maternité agefouert an 1985 gouf d'CNPF, d'Caisse nationale des Prestations familiales gegrënnt, fir all d'Servicer enner engem Daach ze vereenegen.

1986, nom zweete Rapport Calot, gouf d'Kannergeld majoréiert, dat heescht, et gouf mat sechs Joer a mat zwielef Joer ugepasst, an d'Schoulgeld, d'Allocation de rentrée scolaire, gouf agefouert.

1999 kouw de Congé parental, deen den Elteren et erlaabt, hir berufflech Aktivitéit während enger Zäit ze ënnerbriechen, fir bei hirem Kand ze bleiwen. Et kann een no der Gebuert, a bis zum Alter vu fënnf Joer, entweder sechs Méint ganz op halle mat schaffen oder zwielef Méint halleftags, mat der Garantie, erëm zrëck kënnen a saï Beruff ze klammen.

Opgrond vun engem Tripartite-Accord sinn d'Familjenzoulagen 2006 agefruer ginn, dat heescht, se goufen net méi wéi virdrun un den Index ugepasst. Parallell dozou goufen d'Strukture fir d'Garde vun de Kanner ausgebaut an de fréiere steierlechen Abatement fir Kanner ass ëmgewandelt ginn an e Steierbonus, deen all Familjen pro Kand bäikritt huet.

Dir gesitt, d'Familjegelid an d'Familjenzoulagen hu schonn e laange Wee hanneru sech, an de Mëtteg mam Projet de loi 6832 wäerte si eng weider Étaap huelen.

Wat ännert sech elo konkret, wann d'Gesetz bis a Kraaft trëtt? Baséierend op däitschen a Schwäizer Etüden, déi feststellen, dass e weidert Kand am Stot net proportionell zu méi Käschte bäidréit, wäert de Groupe familial, dat heescht déi proportionell Staffellung, ofgeschafft ginn.

E Kand ass e Kand, an et wäert fir all Kand, dat nom Stéichdag op d'Welt kënn, deeselwechte Montant vun 265 Euro ausbezuelt ginn. Dës Montant setzt sech zesummen aus dem Kannergeld an dem Kannerbonus an ass liicht no uewen ugepasst ginn. D'Majoration d'âge, déi geet vu 16,17 Euro op 20 Euro erop fir Kanner ab sechs Joer a vun 48,52 Euro op 50 Euro fir Kanner iwwer zwielef Joer.

Dir gesitt also, et wäert souguer fir d'Familjen e béisse méi eraussprange wéi bis elo. E puer Beispiller: Eng Familjen huet scho Kanner a wëllt keng weider Kanner méi. Fir dës Familjen bleift alles beim Alen, si behält integral dat Kannergeld, wat se bis elo ausbezuelt kritt huet.

Eng Familjen huet schonn zwee Kanner a wënscht sech en drëtt Kand. D'Familjen behält dat Kannergeld, wat se bis elo fir déi zwee Kanner kritt. Fir dat drëtt Kand gëtt et dann 265 Euro dobäi.

Eng Familjen huet ee Kand. Dës Familjen fällt an den neie System a kritt direkt 265 Euro fir hiert Kand an 265 Euro fir all weidert Kand.

Eng Koppel huet nach keng Kanner: Da gëtt et 265 Euro fir all Kand, wat op d'Welt kënn.

E bésselche Statistik de Mëtteg, Kolleeginnen a Kollegen: Op den 31. Dezember 2015 gouf Kannergeld un 110.022 Stéit ausbezuelt, 48% vun deene Stéit haten ee Kand, 37% haten zwee Kanner, 12% haten dräi Kanner. An déi 3%, déi bleiwen, hate véier Kanner oder méi.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Sou wéi mir zwee. D'Gesamtzomm, déi am Laf vun engem Joer ausbezuelt gëtt, beleeft sech op ronn 1,1 Milliard, an dovunner bleiwe 54% hei am Land.

An Zukunft bezilt de Stat also 265 pro Kand, wat nom Akraafttriede vun der Reform op d'Welt kënn.

E Vergläich mat eisen Nopeschlänner: An Däitschland gëtt et 190 Euro fir dat éischt Kand an dat zweet Kand, 196 Euro fir dat drëtt Kand an 221 Euro dobäi fir all weidert Kand. An der Belsch gëtt et 90 Euro fir dat éischt Kand, 167 Euro dobäi fir dat zweet Kand an 250 Euro dobäi fir all weidert Kand. A Frankräich gëtt et näischt fir dat éischt Kand. Fir zwee Kanner kritt een 130 Euro zesummen, net fir jiddwer eenzelt. Bei dräi Kanner sinn et 296 Euro zesummen. Fir all weidert Kand kommen 166 Euro dobäi. Ech wëll lech awer soen, dass a Frankräich d'Montant vum Kannergeld och un de Revenu plafonéiert sinn.

Onnëtz ze soen, dass eis CNPF, déi elo geschwënn Zukunftskeess heescht, och de ganzen Différentiel weider wäert bezuelt vun deene Leit, déi bei eis schaffe kommen, déi bei eis cotisiéieren kommen, deenen hir Kanner awer net hei am Land liewen.

No all deenen Zuele kommen ech awer zrëck op d'Kannergeld, dat ausbezuelt gëtt un d'Kanner, déi hei am Land wunnen, respektiv

un d'Elteren, déi hei an d'Land schaffe kommen.

D'Kannergeld gëtt ausbezuelet, bis ee säi Secon-daire hanneru sech huet, dat ass jo an der Regel mat 19 Joer. Maximal gëtt awer ausbezuelet bis zum 25. Gebuertsdag. Duerno kënn een op den Aarbechtsmaart, respektiv et geet een op d'Uni an et kritt een dann eng Bourse iwwert de CEDIES.

Ech wëll ervirsträchen, dass d'Bestëmmungen, fir d'Kannergeld ab 18 Joer ze behalen, e gutt Stéck méi lerge gemaach gi sinn. Am ale System si vill Kanner duerch de Kuert gaangen, obwuel se nach an d'Schoul gaange sinn, dat, well hir Studie weder als „secondaire“ nach als „supérieur“ agestuuft goufen.

Als Beispill fir déi Kanner - déi kruten da weder Kannergeld nach eng Bourse! -, zum Beispill d'Infirmierschüler an der Belsch; Jonker, déi hiren Apprentissage am Ausland gemaach hunn; aner Jonker, déi virun hirem Unisjoer e Virberedungsjoer hy misse maachen; awer och Kanner aus der Education différenciée an a verschidde spezifesche Formatiounen.

Wat den Iwwergangsregimm ugeet, den „freeze“ oder den „gel“, esou wéi e genannt gëtt: Well de Montant agefruer gëtt, esou wäert am Fall, wou ee Kand aus dem System erausfällt, net méi déi leschten, déi deécksten Tranche ewechfalen, mä genau deen Deel, deen d'Kand duerstellt, well de Groupe familial jo ofgeschaaft gëtt.

Ech wëll lech heizou zwee Beispiller ginn. Eng Famill huet zwee Kanner an deen Eelste geet op d'Uni a fällt aus dem System eraus. D'Famill, déi wär am viregte Regimm an de Grupp 1 vun engem Einzelkand zréckgefall an da wäere fir dat Kand 262,48 Euro bliwwen. Am Iwwergangsregimm kritt se vun deem agefruerene Montant d'Halschent, dat sinn 297,24 Euro, also ronn 35 Euro méi.

Eng Famill kritt Kannergeld fir dräi Kanner, deen Eelste geet op d'Uni a fällt aus dem System eraus. Am Iwwergangsregimm kritt d'Famill also een Drëttel vum Kannergeld ofgehale a fällt awer net an de Grupp vun zwee Kanner zréck. Konkret: D'Famill behält fir hir zwee Kanner 688,92 Euro amplatz vun 594,48 Euro, wéi et am ale System de Fall gewiescht wär.

Dësen Iwwergangsregimm, dee wuel eng méi favorabel Situatioun fir d'Leit am jëtzege System mat sech bréngt, ass dann och quasi déi eenzeg Beanstandung, déi de Conseil d'État a sengem Avis opgeléicht huet. Déi aner Punkte waren éischter Klenggekeiten, déi mer zesummen an der Kommissioun konnten aus dem Wee raumen.

Dir hutt och matkritt, dass d'Familljenzoulage säit 2006 net méi un den Index ugepasst gi sinn. Abee, am November 2014 huet d'Regierung mat de Sozialpartner festgehale, e Mechanismus a Kraaft ze setzen, fir des Zoulagen erëm regelméisseg all zwee Joer unzepassen, soubal en Écart tëschent der Entwécklung vun de Familljenzoulage par rapport zum Salaire médian festgestallt gëtt.

Dëse Mechanismus wäert och en eegent Gesetz kréien an all zwee Joer agesat ginn. Am Konsens wäert da festgehale ginn, wat mat deene Sue soll geschéien, ob se a weider Saachleeschtunge fléissen oder ob se sollen ausbezuelet ginn. De Projet ass an der Zwëschenzäit déposéiert an déi éischt Upassung kënn schonn am Joer 2018.

D'Allocation de rentrée scolaire, d'Schoulgeld also, gëtt no uewen ugepasst. 115 Euro fir e Kand tëschent sechs an zwielef Joer, dat heescht e Kand am Primärschoulsalter. Dee Montant ass just liicht no uewen ugepasst ginn, well an der Primärschoul d'Schoulbicher jo gratis sinn.

Fir déi Kanner ab zwielef Joer gëtt de Montant unique, deen elo fir ee Kand ausbezuelet gëtt - 161,67 Euro -, op 235 Euro gehuewen, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass am Lycée d'Käschte fir d'Schoulbicher effektiv vill méi héich sinn. Dobäi ass ze bemerken, dass och hei de Groupe familial, grad ewéi beim Kannergeld, ofgeschaaft gëtt, well beim Schoulgeld, mengen ech, do mécht e wierklech net ganz vill Sënn.

D'Allocation spéciale supplémentaire, déi Eltere kréien, déi ee Kand mat engem Handicap hunn, klëmmt vun 185 Euro op 200 Euro a gi bis zum 25. Liewensjoer ausbezuelet, wann d'Kand respektiv dee jonken Erwuessenen ab 18 Joer weiderhin d'Konditiounen erfüllt, fir an de Genoss vun deem Kannergeld ze kommen.

Bei den Allocations de naissance, déi an dräi Tranchen ausbezuelet ginn - d'Allocation pré-

natale, d'Allocation de naissance proprement dite an d'Allocation postnatale - ännert sech net vill. D'Opdeeling vun den Artikelen ass eng aner an et sinn eng Rei Detailer geännert ginn. Dat Wesentlecht bleift: E Montant vun am Ganze 1.740 Euro gëtt an dräi Tranchen ausbezuelet, wann d'Mamm an de Puppelchen enner virgeschriwwene Konditiounen medezinesch suivéiert ginn.

De Finazement vun der Zukunftskeess gëtt och vereinfacht. D'Zukunftskeess kritt eng Dotation unique. Just de Stat, d'Gemengen, d'Sécurité sociale, d'Syndikater an d'Beruffskummere bezuelen eng Cotisatioun. D'Établissements publics falen ewech, esou konnte mer enger weiderer Suerg vum Conseil d'État Rechnung droen.

D'Zukunftskeess wäert och intern nei organisiert ginn. D'Keess ennersteet engem Comité directeur, deen déi aldeeglech Geschäfte gèreiert: de Budget opstellen, d'Décompté vun de Recettes an den Dépenses maachen, Personaldécisionen huelen.

De Comité besteet, nieft dem President, aus véier Verrieder vun de representatiivste Gewerkschaften aus dem Secteur public an dem Secteur privé, dräi Verrieder vun de Chambres professionnelles an engem Verrieder vun de Fräiberuffler.

De President gëtt op Proposition vun der Regierung vum Grand-Duc genannt an, am Géigesaz zu haut, gëtt dee Posten an der Zukunftskeess verankert an et ass keng Activité accessoire méi vun engem Beamten aus dem Familljeministère. Déi aner Membere gi vum Minister genannt, deen d'Famill a sengen Attributiounen huet. De President vum Comité directeur leet och déi administrativ Geschäfte vun der Zukunftskeess.

Eng nei Missioun fir d'Zukunftskeess, dat wësst Der, dat wäert d'Gestioun vun de Chèques-services fir d'Frontaliere sinn.

Fir all weider Informatiounen zum Projet de loi 6832, zum Beispill déi ganz extensiv Aweise vun de Beruffskummeren, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, d'Familljepolitik vun deser Regierung ass e Gesamtkonzept, an dëst Gesetz ass ee vun de Piliere. Weider Piliere sinn natierlech de Congé parental an déi gratis multilingual Kannerbetreuung. Ech sinn iwwerzeugt, dass mir mat dese Mesuren net nëmmen de gesellschaftleche Realitéite vun haut Rechnung droen, mä och dozou bäidroen, dass d'Familljen hiert Liewen e Stéck méi einfach gemaach kréien.

A mäi Kolleg Max Hahn wäert a senger Interventioun op déi verschidden Aspekter agoen.

Loosst mech zum Schluss nach e puer Merci lassginn: Un d'Madamm Corinne Weis aus der DP-Fraktioun an awer och un den Här Jean-Paul Bever, deem säin éischte Rapport et war. An ech mengen, déi zwee hunn eng exzellent Aarbecht geleescht. E grouse Merci geet awer och un d'Madamm Myriam Schanck, Presidentin vun der CNPF, déi eis mat hirem Wëssen an hirem Kompetenz an de Kommissiounssëtzunge bäigestanen huet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - A loosst mech ofschléisse mat engem Zitat vum däitsche Schrëftsteller Erich Kästner, wat mir ganz gutt gefält, a wat, mengen ech, och ganz gutt heihinner passt: „Nur wer erwachsen wird und ein Kind bleibt, ist ein Mensch.“

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert kritt elo direkt den éischte Spriecher, den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Alleréischte wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleg Gilles Baum, villmools Merci soe fir säi Rapport.

Et ass och fir mech déi éischte Kéier, haut en neie Moment, vun do un, dass ech 2004 d'Chance hunn, hei als Deputéierten ze setzen, nämlech dass e Rapport complémentaire mat virgestallt gëtt, soudass et och fir mech haut eng Neierung ass, wa mer haut déi Debatte heiriwwer féieren, well et déi éischte Kéier ass, op alle Fall fir déi Kollege säit 2004 - bei deene Kollege wéi dem Här Wolter an dem Här Body an der Madamm Brasseur, dat ass schonn e bësse méi laang hier, do ass et dat scho vläicht ginn -, mä op alle Fall, säit 2004 ass et dat mat engem Rapport complémentaire nach ni ginn! Also och eng Neierung fir eis haut an där Prozedur.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, haut stëmme mer iwwer eng Reform vun de

Familljenzoulagen of. Virun 30, 40 a 50 Joer hate mir eng aner gesellschaftlech Situatioun, déi komplett verschidde war zu deem, wat mer haut kennen, a wou och d'Liewensgewinnechte vun de Leit ganz aner waren.

Och fir d'CSV ass et dofir kloer, dass d'Rezepter vun der Vergaangenheet oft net méi de Problemer vun der Zukunft gerecht ginn. An dofir si mir vum Prinzip hier och d'accord, dass een d'Familljepolitik muss op eenzelne Punkte reforméieren.

Mä de Problem an deem ganzen Dossier ass, dass an eisen Aen d'Vue d'ensemble feelt. D'CSV stéisst do mat där Kritik op daf Quere mat hirer Demande, dass een hätt fir d'Éischt missen eng Bestandsopnam maachen. An dat hu mer och an eisem Wahlprogramm geschriwwen gehat, a mir haten och an där leschter Legislaturperiode schonn iwwer verschidde Annerunge mat eisem deemolege Koalitionspartner diskutéiert an och deemools festgestallt, dass et wichteg wier, dass mer misste verschidde Saache fir d'Éischt kontrolléieren an op hir Effikasitéit analyséieren.

Ech ginn do virun allem op eng Nott a vun der Inspection générale des finances vun 2012, wou deemools, wou et dem Land wirtschaftlech net esou gutt gaangen ass wéi haut, wou et drëm gaangen ass, fir op verschidde Punkten nei Mesuren ze huelen an ze kucken, wou mer kënnen eng aner Finanzpolitik maachen, fir dass mer de Budget an den Équiliber kréien.

Deemools huet d'Inspection générale des finances eng Nott gemaach gehat vun iwwer 34 Säiten, wou et drëm gaangen ass, fir Analysen ze maachen: Wou gëtt de Stat Suen aus an op wat fir enge Punkte kann een do eppes ennerhuelen; wou kéint een do spueren; wou kéint een do eng Emverdeelung maachen; wou kéint een do kucken, wat een aneschtens kéint maachen?

An deem Dokument huet d'Familljepolitik, wéi mer se deemools kann hunn, iwwer acht Säiten ausgemaach! Ech soe bewosst: „wéi mer se deemools kann hunn“, well deemools waren d'Chèques-services an alles dat, wat déi Betreuung ubelaangt, nach e Bestanddeel vum Familljeministère. Bei där neier Regierung ass dat jo vum Familljeministère, dee Kompetenzberäich, bei den Educationministère eriwergaangen.

Do ass enner anerem dovu geschwat ginn, wat mer muss maache mat der Allocation de naissance, Allocation de maternité, Allocation de rentrée scolaire, Allocation d'éducation, dem Congé parental, dem Boni pour l'enfant. Eng Milliard an 30 Millioune sinn deemools ausgi ginn, wat ausgemaach huet 10% vum Budget ordinaire. Do ass gekuckt gi bei de Familljenzoulagen: Wat kann een do maachen? Déi eng hu geschwat vu Besteuerung, déi aner hu gesot, bei dräi an hallefmol de Mindestloun, anerer hu gesot bei fënnemol de Mindestloun misst Schluss sinn.

Mir hu vun der Allocation de rentrée scolaire geschwat, wou et drëm gaangen ass, bei der Allocation de rentrée scolaire, wéi mer géifen domat weiderueren, dass mer Ennerscheeder hätte vu sechs bis zwielef Joer a vun zwielef bis 18 Joer. Ech mengen, de Gilles Baum hat dat och virdrun nach eng Kéier a sengem Rapport ennerstrach, vum Primaire bis net de Primaire.

Mir hu geschwat iwwert d'Indemnité de congé parental, wat zwar haut net Bestanddeel ass vun deemem Projet de loi, mä wou mer jo nach wäerten an den nächste Méint, huelen ech emol un, an der Chamber nach op dee Projet zréckkommen, wann den Avis vum Conseil d'État virläit. Do ass et drëm gaangen, ob mer bei sechs Méint géife bliwen, wat en Total vun 10.265 Euro ausgemaach huet, ob mer géifen op véier Méint goen, ob mer géifen op dräi Méint goen oder op acht Méint goen.

Et ass drëm gaangen, fir ze kucken, ob mer d'Allocation pré-natale, natale a postnatale, ob een déi kéint aneschtens usidelen. Wou een awer muss wëssen, dass dat virun allem, wéi se agefouert ginn ass, och deemools eng Fuenderung war, dass een dat soll bäibehalen, fir dass et sécher ass, dass déi medezinesch Versuergung am Virfeld bei der Mamm an am Postérieur och beim Puppelche géif gemaach ginn, an déi waren dodru gekoppelt.

Et ass drëm gaangen, fir ze kucken, wéi een d'Allocation d'éducation aneschtens kéint stafelen. An Zwëschenzäit, vun der Allocation d'éducation schwätze mer net méi: Si ass ratzelk ofgeschaaft ginn!

Et ass drëm gaange beim Congé parental, ech hat et scho gesot, ob mer op véier Méint géife goen oder op sechs Méint. Et muss een nämlech wëssen, dass d'europäesch Direktiv och aner Moyene wéi déi vu sechs Méint festgehale huet, mä et ass deemools awer gesot ginn.

Mir haten de Congé parental jo ursprüngelech agefouert, manner als familljepolitesch Moossnam. Mä am Tripartites-Beschloss, wou de Congé parental agefouert ginn ass, do ass et drëm gaangen, dat och am Kader vun der Beschäftigung ze kucken an dass, wa Leit géife mam Accouchement, déi féinef Méint, zwee Méint virdrun, bis zu dräi Méint hannendrun, wann den Allaitement gespilt huet, plus déi sechs Méint, géif dat zu engem Joer féieren, wou dee Salaré net méi am Betrib wär, dass dat och kéint hëllefen, den Emploi unzekerbeelen. Wou een awer festgestallt huet, dass dat net de Fall war.

Mir hunn deemools driwwer geschwat, wat een an de Maisons relais an an de Chèques-services misst maachen. Deemools ware bei de Chèques-services - haut, ech mengen, wann den Här Meisch hei wär, dee géif bei deem Chiffer just staunen, obwuel hien en och selwer weess -, mä déizäit hu mer 222 Millioune ausgi fir dat, wat de Chèque-service géif kaschten.

Mir hunn deemools Calcule gemaach, fir aner Formelen unzewenden, wéini de Chèque-service zur Geltung kënn. An dat si jo d'Projets de loi 6409 a 6410 gewiescht, wou schonn eng Kéier am Virfeld Annerunge gemaach gi sinn an och duerno.

Dir Dammen an Dir Hären, also Dir gesitt, och mir hunn deemools, zesumme mam Koalitionspartner, driwwer nogeduecht, fir Annerungen ze maachen. Mir haten och Diskusiounen mat der Familljeministesch an och mam Minister aus där Zäit, wou mer gekuckt hunn: Wat kënnen mer maachen a wéi kënnen mer dat aneschtens maachen? A mir hunn och gesot, dass et wichteg wier, awer eng Bestandsopnam ze maachen iwwer alles dat, wat dra war.

Mir hunn dat duerno iwwerholl och an eisem Wahlprogramm, wat ech scho virdrun gesot hunn. An et ass dat, wou mir der Meinung sinn, dass een hätt fir d'Éischt esou eng Analys misse maachen, fir da kënnen ze kucken: Wat fir eng Moossnamen ännert een a wat fir eng Moossnamen ännert een net?

Well dat Éischt, wat mir festgestallt hunn, wat jo gemaach ginn ass, dat ass, dass den 1. Juli 2015 d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité ofgeschaaft goufen. Domadder sinn zesummen iwwer 74 Millioune agespuert ginn, an dat ass um Kapp vu ronn 15.000 Famillje geschitt!

Ech erkläre mech: 8.357 fir d'Allocation d'éducation a 6.600 fir d'Allocation de maternité, wat sech bezitt op d'Budgetsjoer 2013. Dat heescht, iwwer 8.000 Familljen hunn déi Erzéierungszoulage kritt gehat. An dat war jo och, fir kënnen doheem ze si beim Kand.

Ech muss awer dobäi soen, bei deenen 8.000 Famillje waren och 2.121 Elteren dobäi, déi d'Allocation kritt hunn, obwuel se schaffe gaange sinn. Dat ware Monoparentauxen, mä dat waren awer och Familljen, wou de Salaire u sech vun deenen zwee, déi schaffe gaange sinn, de Papp fir de Mindestloun an d'Mamm hat e Mi-temps, net duergaangen ass. An déi konnten dann e Complément kréien, deen do ausbezuelet ginn ass, an déi haten och Urecht op d'Allocation d'éducation.

An der Kommissioun hu mer driwwer geschwat, den 13. Januar 2014, an dat steet och am Procès-verbal. Do ass gemengt ginn, dass de Fait, dass esou eng Allocatioun misst ausbezuelet gi fir Leit, déi géife schaffe goen, dass dat aller Logik géif entbieren.

Elo kann een doriwver streiden oder net, ob dat aller Logik entbiert. Da misste mer vläicht iwwert d'Tariffpolitik schwätzen an ob et dann normal ass, dass hei zu Lëtzebuerg Leit schaffe ginn, fir mat esou engem Revenu auszekommen, wou awer bis elo eng Primm vu 500 Euro de Mount deene Leit zegutt komm ass.

Ech war virun allem iwwerrascht, dass dat op eemol gestrach ginn ass, well dat virun allem an de Koalitionsverhandlungen vun 1988 ee vun den Haaptpunkte war an ee vun den Haaptsträitpunkte war, a wou der CSV hire Koalitionspartner vun deemools drop insitéiert huet, dass mer dat esou géifen aféieren, dass et wichteg wier, dass dee Complément géif kommen.

Der CSV hire Koalitionspartner vun deemools ass och elo an der Regierung dobäi, an ech stellen also do e Paradigmewissel op deem Punkt fest, well ech weess, dass dat bei eis am Ufank - bei eis, ech war déizäit nach net dobäi -, mä dass déizäit bei der CSV do d'Begeeschtung am Ufank net esou grouss war. Mä wou mer eis awer duerno vun den Argumenter vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei iwwerzeuge gelooss hunn an dofir si mer elo verwonnert,...

(Interruptions diverses)

Dofir si mer elo verwonnert, dass d'Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei dat mat ofgeschaaft huet.

Ech wëll och soen, an dofir wonnert et mech nach méi, dass déi gréng Fraktioun... Bei der Debatt am Dezember 2014 huet d'Madamm Loschetter gesot, dass et wichteg wier, well déi Allocation d'éducation elo géif ofgeschaaft ginn, dass awer alles géif gemaach ginn, fir déi Leit, déi dovun betraff sinn, geziilt opzefänken. Dat kënnt Der noliesen am Procès-verbal zu de Budgetsdebatten vum Dezember 2014. An do wier jo d'Méiglechkeet bei der Reform vum Congé parental oder vum RMG.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et sinn elo méi wéi 18 Méint vergaangen an dat do ass ofgeschaaft ginn, mä et ass awer nach ëmmer näischt amplaz komm. Wéi steet et mat enger Famill, wou zwee Leit berufstäteg sinn, déi zwee kleng Kanner hunn an déi en Akommes vun enner zweemol de Mindestloun hunn? Déi hu virdrun d'Allocation d'éducation kritt, obwuel se weider schaffe gaangen sinn. Déi kréien elo näischt méi!

Wéi steet et mat enger elengerzéiender Mamm oder engem Papp, deen 1,5-mol de Mindestloun kritt an deen d'Allocation d'éducation kritt huet opgrond vun der Kannerzuel, en ass awer weider schaffe gaangen, en hat Urecht dorop, an huet déi net méi kritt, déi Allocation d'éducation? Wat an eisen Aen awer berechtigt war, dass déi Leit, wa se esou wéineg verdéngt hunn, dat géife kréien.

An dofir géif ech, Här President, wann Der erlaabt, lech eng Motioun ginn zu deem dote Punkt, well mir der Meenung sinn, dass do eppes muss änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'allocation d'éducation a été supprimée en date du 1^{er} juin 2015;

- rappelant que Madame la Ministre de la Famille a, lors d'une réunion de la Commission de la Famille et de l'Intégration en date du 13 janvier 2014, défendu la suppression de cette allocation au motif que le versement d'une telle allocation aux personnes qui exercent une activité rémunérée manquait de logique;

- rappelant encore que cette allocation n'était pas uniquement versée aux parents qui ont décidé d'arrêter leur activité professionnelle pour s'occuper principalement de l'éducation de leur(s) enfant(s), mais que cette allocation était aussi destinée aux parents qui travaillaient, mais qui ne disposaient pas d'un certain seuil de revenu;

- soulignant dès lors à nouveau le caractère social de l'allocation d'éducation, caractère souvent occulté;

- constatant dès lors que la suppression de cette allocation pénalise en premier lieu les familles socialement défavorisées ayant des enfants à charge et qui ne bénéficient plus d'une aide appropriée;

- rappelant qu'il est tout à fait pertinent de venir en aide aux familles les plus démunies dans le cadre d'une politique familiale responsable et cohérente;

- rappelant encore que Monsieur le Premier Ministre, qui lors de sa déclaration relative au paquet d'avenir et au budget 2015 a justifié la suppression de l'allocation d'éducation par la volonté du Gouvernement de changer de paradigme en matière familiale, a néanmoins souligné dans ce contexte la volonté du Gouvernement de mieux tenir compte de la situation précaire des familles monoparentales en adaptant la législation relative au revenu minimum garanti (RMG);

- rappelant que si les familles monoparentales sont souvent les premières à être touchées par la précarité, elles n'ont pas le monopole de celle-ci;

- constatant en effet qu'il existe de nombreuses familles dont les deux parents travaillent et qui néanmoins se retrouvent dans une situation précaire;

- constatant que l'allocation d'éducation était un moyen de venir en aide à ces familles;

- constatant encore que, contrairement aux affirmations de Monsieur le Premier Ministre, aucun projet de loi n'a été déposé à l'heure actuelle concernant une adaptation de la législation relative au RMG;

- rappelant dans ce contexte que lors des débats relatifs aux projets de loi 6720, 6721 et 6722 le 18 décembre 2014, le CSV a introduit une motion invitant le Gouvernement «à prévoir, au cas où le Gouvernement maintiendrait sa décision de supprimer les allocations d'éducation et de maternité, des mesures alternatives pour les familles défavorisées»;

- rappelant encore que les mesures annoncées dans le cadre de la réforme fiscale ne profiteront pas à toutes les personnes démunies respectivement ne constituant pas une réponse adéquate à leurs besoins;

invite le Gouvernement

- à prendre toutes les mesures alternatives nécessaires pour les familles défavorisées ayant des enfants à charge et ce dans les délais les plus brefs notamment en réformant les dispositions relatives au RMG.

(s.) Marc Spautz, Françoise Hetto-Gasch, Octavie Modert, Paul-Henri Meyers, Claude Wiseler.

M. Marc Spautz (CSV). - Fir awer als CSV net ëmmer erëm op d'Kannererzéiungszoulag zrëckzekommen, well d'Madamm Minister huet och nach de Moien um Radio gesot, mir géifen ëmmer erëm domadder zrëckkommen: Mir hätten eis och kënne virstellen, dass en aner Saache mécht. Mir wieren och bereet gewiescht, doriwuer mat ze diskutéieren, iwwer Alternativen, wat mer jo 2012 an 2013 mat eisem deemolege Koalitionspartner och a Gesprécher gemaach hunn, déi awer - an dat wësst Der alleguete firwat - net méi zum Ofschloss komm sinn, well mer éischter bei d'Urn gaange sinn. Dofir hate mer deemools schon d'Bereitschaft erklärt, dat ze maachen.

Mir bleiwen a sinn där Meenung, dass et d'Zil vun der Familljepolitik och muss sinn, de Familljen de Choix ze loossen, an datt och déi Familljen, déi de Choix huelen, doheem ze bleiwen an d'Kannererzéiung ze maachen, sollen ennerstëtzt ginn.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Marc Spautz (CSV). - Ze behaupten domadder, dass mir eng Politik géifen dreiwien, d'Fraen doheem hannert d'Kachdëppen oder eng sougenannten „Kinder-Küche-Kirche“-Politik bedriwwen hunn, ass net akzeptabel, well déi reell Entwécklung vun der Fraenaarbecht dobaussen an deene leschte Jorzénge weist, dass déi Virwërf net richtig sinn. A se wäeren och nëmme da berechtigt, wa mir eng Politik gemaach hätten, wou mer eesäiteg nëmme deenen engen hëllef an an déi eng oder déi aner Richtung ginn.

Mat all eise Koalitionspartner, ob dat d'DP oder, wéi déi meeschten Zäit, d'LSAP war, hu mir eis agesat, eng zäitgerecht Familljepolitik ze maachen, déi kee Familljemodell privilegéiert. An et war och eng CSV-geféiert Regierung, déi de Chancgläichheitsministère, oder am Ufank huet e Fraeministère geheescht, agefouert huet. An et war och do, wou déi éischt Fraepläng verëffentlecht gi sinn, a wou et eis drëm gaangen ass, fir do den Akzent ze setzen. An et war och eng CSV-Regierung, déi dono gesot huet, mir brauche kee Fraeministère méi, well dat wier och diskriminatoresch, mir hätte gären e Chancgläichheitsministère. An dofir fanne mer dach esou Virwërf e bësse komesch.

Une voix. - Très bien!

M. Marc Spautz (CSV). - Kannergeld, Zoulage bei der Gebuert, Zoulage fir Fraen, déi erwaarden, Zoulage fir d'Erzéiung vun de Kanner a fir de Schoulufank, Zoulage fir jonk Stéit beim Erëmbezuue vu Préten, bei Congée vu Krankheet vun de Kanner an natierlech de Congé parental bezeien des Ustrengung, fir eng équilibréiert Familljepolitik ze maachen.

Niewent all deenen Zoulagen hu mir eis och fir den Ausbau vun den Infrastrukturen am Beräich vun de Foyers de jour, de Garderien, de Crèchen agesat. 2004, wéi mer mat der LSAP erëm an eng Regierung komm sinn, hate mer 7.700 Crècheplazen. Den 1.1.2014 waren dat der iwwer 49.000. Dat ass also de Beweis: Dat ass net „Kinder-Küche-Küche“, mä mir si vu 7.700 op 49.000 an d'Luucht gaangen, a gläichzäiteg ass och de Chèque-service enner enger CSV-LSAP-Regierung agefouert ginn.

D'Famill kritt déi Ennerstëtzung vum Stat, déi mir der Famill als Stat schëlleg sinn. Mir wollten ëmmer, dass d'Elteren de Choix kënne maachen tëschent Beruff a Famill, respektiv et hinne méi einfach maachen, fir déi zwee, Beruff an Erzéiung vun de Kanner, matenee kënne ze verbannen.

Wéi d'Regierung ugetrueden ass, huet et geheescht: Familljepolitik, do muss alles geännert ginn, well d'CSV eng Strenzpoltik gemaach huet. All déi Moosnamen, déi ech elo opgezielt hunn, konnte mir sécherlech maachen, well mir de Budget dozou haten, mä mir hunn zesummen awer déi Zoulagen net gemaach, fir d'Geld lasszeginn. Déi Zoulagen hatten d'Zil, d'Familljen ze ennerstëtzen a virun allem och déi sozial schwach Familljen ze ennerstëtzen.

An ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn déi Politik net eleng gemaacht. Mir hunn déi Politik gemaacht an CSV/DP-Regierungen, an déi längsten Zäit dovun an CSV/LSAP-Regierungen. An des Mesurë ware souwuel sozial wéi selektiv. Familljepolitesch selektiv, wéi schonns gesot, ass besonnesch d'Allocation d'éducation, wou d'Famillje mat engem klengen Akommes méi staark favoriséiert gi sinn wéi d'Famillje mat engem héijen Akommes.

Eng staark sozialpolitesch Komponent huet och d'Allocation spéciale supplémentaire, wou Famillje mat engem handicapéierte Kand ennerstëtzt gi sinn, gehat. Dat aktuell Kannergeld huet och eng sozial Selektivitéit. Mir hunn eng sozial Upassung, well d'Kannergeld linear erhéicht gëtt mat der Unzuel vun de Kanner, déi am Stot sinn.

Jo, et ass richtig, wéi de Rapporteur Gilles Baum gesot huet, dass 2006 d'Kannergeld net méi un den Index ugepasst ginn ass. Et ass richtig, dass an der Tripartite vun 2006 décidéiert ginn ass, d'Kannergeld géif net méi un den Index ugepasst ginn a mir géifen aner Saache maachen an der Familljepolitik, an de Familljen mat anere Moosnamen hëlfehen, an dofir géif d'Indexéierung net méi stattfannen. Ech wëll och do soen, dat war net d'CSV eleng, déi 2006 an der Regierung war, mä do war och e Koalitionspartner. An et ass och vläicht interessant fir verschidden Deputéierten, déi deemools net an der Koalition waren, wa se géife kucken, wéi deemools heibannen iwwert dee Punkt ofgestëmmt ginn ass.

Et ass ennerstrach gi vum Gilles Baum, et kéim elo en neie System an d'Kannergeld géif erëm ugepasst ginn. Et ass richtig, d'Kannergeld gëtt erëm ugepasst, wann de Projet de loi 7003 kënnt, mä et gëtt awer net ugepasst un den Index. Well dee Projet de loi, deen d'Madamm Minister d'lescht Woch déposéiert huet, wann Der deen am Detail liest, do kommen Upassungen un d'Médiane, an dono gëtt mat de Sozialpartner gekuckt: Wou maache mer déi Upassungen?

Um Kannergeld ennerstëtze mer aner Strukturen, fir méi an d'Kanner kënne ze investéieren, mä et ass awer keng „Wiedereinführung“ - fir dat däitsch Wuert ze gebrauchen - vum ale System, dass et erëm géif un den Index ugepasst ginn. An et ass, wann ech et richtig gelies hunn, och net deeselwechte System, wéi d'Studentprimmen an Zukunft wäerten ugepasst ginn, well dat ass en ennerschiddleche Modell. An och do kann ee sech d'Fro stellen, ob et glécklech ass, dass mer dann an Zukunft dräi verschidde Moyens d'adaptation hunn: dat eent mam Index, dat anert iwwert deen dote Wee, an dat drëtt ass déi Moosnam vun de Studenten, ob een do net och hätt kënne e Mëttelwee fannen.

Et heescht am Moment: Eng Famill mat engem Kand huet 185,60 Euro Kannergeld kritt; mat zwee Kanner waren et der 440,72; eng Famill mat dräi Kanner: 802,74; bei véier Kanner kritt een 1.164, a mat fënnf Kanner 1.526 Euro. Esou ass dem Stat de Moment en Einzelkand 185,60 Euro wäert an da kënnt natierlech de Boni pour l'enfant do derbäi.

Am Regierungsprogramm vun 2013, deen net vun der CSV geschriwwen ginn ass, mä vun der LSAP, der DP an deene Gréngen, steet nozeliere beim Kapitel Familljepolitik, dass d'Kritäre sech wäert mussen un der «Sélectivité sociale selon des critères à déterminer» orientéieren. Ech wees just net... Ech hu se op alle Fall - mä dat ass och vläicht meng Onachtsamkeet gewiescht, dass eng Kéier do déi Definitioun, wéi se an der Regierungserklärung steet, hei ausgedeeft ginn oder erkläert ginn ass - bis elo néierens fonnt, néierens gelies an néierens gesinn.

Well wou ass déi sozial Selektivitéit? Ech hunn dat net am Projet de loi entdeckt vun haut. Dee vun der Upassung hunn ech nach net am Detail gelies, ech si just eng Kéier grouss iwwert den Exposé des motifs gefuer. An och beim Congé parental si Changementer dran, sinn Upassungen dran, awer d'sozial Selektivitéit hunn ech net fonnt.

A wat si schlussendlech déi Kritären, iwwert déi d'Koalition sech géif eenegen, fir dat ze maachen? Souwuel d'Statsbeamtegewerkschaft wéi d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an och de Statsrot kritiséieren, dass d'Reformvirschléi vun der Regierung kenger - ech ennersträchen „kenger“ - sozialer Selektivitéit Rechnung droen. An de Statsrot, dee jo déi lescht Woche fir aner Saachen an der Diskussioun war, huet extra ennerstrach an all Rapport, dass do keng sozial Selektivitéit do ass.

Dofir wonnert et mech och besonnesch, dass, well ech awer d'LSAP a menger aktiver Zäit ëmmer als Koalitionspartner mat erlieft hat, wou et ëmmer drëm gaangen ass, d'sozial Selektivitéit grousszeschreiwen, dass dann elo op eemol beim Kannergeld alles dat, wat virdrun do war, net méi richtig ass an dass bei deem neie Kannergeld géif der sozialer Selektivitéit Rechnung gedroe ginn, mä ech dat net fonnt hunn. Mä ech kréien dat awer hoffentlich vun dem Riedner vun der LSAP herno erklært.

(Interruption)

Eng sozial Selektivitéit, ass dat en uniformt Kannergeld? An Zukunft soll jo all Kand deeselwechte Montant an Héicht vun 265 Euro

kréien, onofhängeg dervun, wéi vill Kanner am Stot liewen. Sozial Selektivitéit ass fir mech an och fir d'CSV eppes anescht.

D'Regierung huet d'Opfaassung, dass d'Augabe vun der Famill net linear oder proportional mat der Unzuel vun de Kanner an d'Luucht ginn. Dofir proposéiere se jo de Montant unique. Fir de Montant unique ze rechtfertigen, an domadder d'Argument, dass e Stot, ob en elo een, zwee, dräi oder nach méi Kanner huet, net méi Ausgaben huet, baséiert sech d'Regierung op auslännesch Etüden.

An de Kollege Gilles Baum huet virdrun nach eng Kéier d'Schwäiz an Däitschland zitéiert. Dofir muss ech dann awer nach eng Kéier - Dir gesitt, ech hunn e gutt gelies - de Regierungsprogramm vun där neier Regierung zitéieren, dass do drasteet, dass: «(...) diversité des prestations introduites depuis la création de la Caisse nationale des Prestations familiales, et considérant le volume important des prestations, il y a lieu de procéder à une analyse approfondie et critique sur base d'un état des lieux détaillé».

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn vun der LSAP, der DP an deene Gréngen, ass fir mech onverständlech, dass Der et dann an Are Regierungsprogramm schreift, dass Der et iwwerall sot an da baséiert Der lech herno op Etüden aus dem Ausland.

Wann een näamlech esou eppes liest, kéint ee jo mengen, dass mer den Etat des lieux gemaach hunn, ier mer esou en neie Paradigmewissel an der Familljepolitik géifen ugoen, a mir géifen eis net op Modeller baséieren, déi am Ausland gemaach ginn. A ganz am Ufank ass jo och ëmmer déi Schwäizer Etüd zitéiert ginn, fir des Reform vum Kannergeld ze rechtfertigen. An déi Kritik, déi ech elo hei bruecht hunn, mécht jo net nëmme d'CSV, mä och de Conseil d'Etat, de Statsrot. Dat anert Gremium, wat iwwer Gesetzer mat zu Rot gefrot gëtt, huet och ennerstrach, dass et et komesch fënnt, dass hei net fir d'Éischt esou eng Etüd gemaach ginn ass a sech op aner Länner beruff gëtt.

Wéi schonns gesot, d'Regierung huet keng Bestandsopnam vun de Familljeleeschungen hei zu Lëtzebuerg gemaach. Déi auslännesch Etüde spigelen net déi Realitéiten erëm, mat deenen d'Familljen hei am Land konfrontéiert sinn.

A virop, d'Logementspräisser...

Une voix. - Très bien!

M. Marc Spautz (CSV). - ...zu Lëtzebuerg sinn anescht wéi d'Logementspräisser bei eise franséische Kolleegeen, bei eise belsche Kolleegeen a bei eisen däitsche Kolleegeen, déi all Dag schaffe kommen. A si si virun allem och anescht fir déi Leit, déi an deene Länner wunnen, wou d'Etüd hei als Basis geholl ginn ass, well unanime si mer eis jo heibannen eens, dass Lëtzebuerg déi héchste Wunnungspräisser huet, déi et um Marché gëtt. Et ass dofir bedauerlech, dass do net fir d'Éischt esou eppes gemaach ginn ass.

D'Regierung huet och esou e schéinen Tableau gemaach, wou se dat neit uniformt Kannergeld drop ausrechent. Am éischte Bléck mengt een: Olala, 80 Euro méi!, well do geet et dann op eemol vun 185 op 260 an d'Luucht. Do steet awer ganz kleng ennerdrënner, et misst een awer déi 74 Euro vum Boni pour l'enfant derbähuelen. Och dat ass eng Aart a Weis, déi dach awer e bësse komesch ass, well se net grad éierlech ass. „Éierlech“ ass e schlecht Wuert, et ass jo net falsch. Et steet jo ganz kleng ennerdrënner, dass de Boni pour l'enfant dra spillt, mä et ass awer net grad „die feine englische Art“. Dat dierf ee jo elo net méi soen, well „die feine englische Art“, dat wier jo Brexit. Mä dat wëlle mer jo haut net diskutéieren, dat maache mer muer, dass dat net gutt ass.

Do war souguer eng Zeitung hirer Zäit viraus. Dat war awer eng aner, wéi déi, déi haut hirer Zäit wollt viraus sinn. Näamlech den 22. Dezember 2015 huet d'„Tageblatt“ geschriwwen: „Mit Reform ins neue Jahr. Familienzulagen treten ab Januar in Kraft.“ Dat war den 22. Dezember 2015; si war hirer Zäit viraus. A si hunn och do den Tableau drop publizéiert, dee vum Ministère verëffentlecht gi war. An do stoung: De Betrag vum Kannergeld geet vun 185,60 op 265 Euro an d'Luucht, fir zwee Kanner vun 220 op 265, wou do dat vum Boni och ganz kleng ennerdrënner stoung.

Do gesitt Der, dass Der net nëmme mech domadder duerjernee gemaach hat, mat där Erhéijung, mä och d'Press an d'„Tageblatt“, dat jo net derfir bekannt ass, dass se onbe-

déngt ganz no zu der CSV steet, mä dass och si d'Schwierigkeiten haten, dat esou ze verstoen. An och dat Ganzt soen net nëmmen dann d'CSV an d'„Tageblatt“, mä d'Chamber des Salariés an hirem Avis, den OGB-L, den LCGB. An de Statsrot himself ënnersträicht dat och a sengem Rapport ganz grouss.

Dat aktuell Kannergeld fir eng Famill mat engem Kand läit am Moment bei 185,60 Euro, mä de Boni pour l'enfant muss ee mat arechnen. An de Boni pour l'enfant, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, an hei si jo awer Kollegeinnen a Kollegen derbäi, déi eng ganz grouss Erfahrung hunn, och op der Regierungsbänk, déi kënnen sech jo awer nach erënneren, firwat de Boni pour l'enfant komm ass. Do ass emol vun enger Negativsteuer geschwat ginn.

An de Boni pour l'enfant war och ee vun deene Bestanddeeler. Ech stelle mer elo just d'Fro, mä ech hu keng gliese Kugel, ob net déi Leit, déi sech deemools agesat hunn, fir de Boni pour l'enfant ze kréien, elo soen: Domadder ass en Accord net méi agehalen, wou mer deemools ofgemaach hunn, dass dat soll agefouert ginn als eng Aart Negativsteuer. An do géif ech lech bieden, fir alleguerten déi, déi dat wëlle maachen, et ass just eng Recommendation, emol eng Kéier dat nozeliesen, wéi de Boni pour l'enfant agefouert ginn ass a wéi bei der deemoleger Steuerreform laang doriwwer debattéiert ginn ass, wie wat do heibanne gesot huet.

Et muss een also feststellen, dass d'Duerstellung dobaussen e bësse komesch ass. Mä déi mat engem Kand, déi kréien zwee Euro bäi, dat ass richtig, an ab dono gëtt et fir déi Kanner, déi eréischt gebuer sinn, wann d'Gesetz a Kraaft ass, awer da vill manner, wéi dat bis elo de Fall ass.

An dat ass dat, wat mir e bësse komesch fannen. Mir fannen, dass dat net dee richtige Wee ass. An ech wëll och ënnersträichen, dass déi héich Kierperschaft, de Statsrot, souguer schreift, dass mer keng zwee Modeller Kannergeld an Zukunft hunn, mä dräi: den ale Modell; den Iwwergangmodell, deen 18 Joer op d'mannst, 25 Joer maximal, well mer jo elo erëm schreiwen op 25 Joer erop, kann daueren; an den neie Modell.

An dat gi jo ganz ënnerschiddlech Situatiounen. Ass Aert Kand gebuer, wa mer elo emol driwwer nodenken, dass dat Gesetz hei haut - hoffentlech net, mä ech mengen dach - gestëmmt gëtt, dann trëtt et a Kraaft zwee Deeg, nodeem et am Memorial war, de Mount drop. Dat wier jo dann, wann et alles esou geet, wéi ech mer et a mengem Käppche virstellen, den 1. August.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Käppchen...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Oh, Merci, Madamm Loschetter. Wann et dann den 2. August gebuer gëtt oder den 31. Juli, da gëtt et eng aner Behandlung mam Kannergeld.

An da gëtt et jo och eng aner Diskussioun. Wéi ass et da mat der Egalité devant la loi? Ass dat net eng relativ laang Iwwergangszäit? Dir kënnt elo soen, an ech ginn dervun aus, dass och ee vun de Kollege vun der Majoritéit mer dat herno wäert soen... Dir hutt schon heibannen Iwwergangszäit gëstëmmt, déi 40 Joer daueren, dofir firwat reegt Der lech op, bei eis mat 25 Joer? Jo, dat ass richtig, mä ass dat de richtige Wee, fir an déi Richtung ze goen?

Familljepolitik ass jo awer Sozialpolitik, oder war op alle Fall och fir d'CSV och nach e Volet vun der Sozialpolitik. An et war jo och bis elo ëmmer e Bestandteil, d'Familljepolitik, vum Code des assurances sociales, a se ass och ëmmer esou berücksichtigte ginn. An et ass jo och ëmmer ënnerschriwwen ginn, ënnerstrach ginn an all deenen Debatten, dass och d'Kanner mat driwwer decidéieren, wéi d'familiär Situatioun ass.

D'Aarmutsgrenz. D'Madamm Minister huet de Moien nach op engem Radiosender gesot, datt virun allem Monoparentale mat ville Kanner aarmutsgefährdet sinn. Si huet net gesot, all Mënsch wier an Aarmut, deen esou ass, mä dass déi Leit méi aarmutsgefährdet sinn. Am Sozialalmanach vun der Caritas gëtt dat och all Joer ënnerstrach.

An dofir verst mir einfach net, dass Dir einfach sot als Majoritéit: „Et ass keen Ënnerschied, ob Der een, zwee oder dräi Kanner hutt.“ An dofir géif ech lech hei eng Motioun ginn, Här President, wou mir der Meenung sinn, dass eng Allocation pour familles nombreuses misst agefouert ginn. Wann ech gelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- prenant acte que jusqu'à présent les différentes prestations familiales étaient versées aux familles avec enfant(s) en fonction du groupe familial, c'est-à-dire du nombre d'enfants vivant dans la famille considérée et de l'âge de(s) l'enfant(s);

- notant que le Gouvernement actuel entend supprimer le groupe familial et introduire ainsi le principe d'un montant unique pour chaque enfant en ce qui concerne les allocations familiales;

- constatant ainsi que le futur montant de l'allocation familiale ne sera plus progressif suivant le nombre d'enfants, mais sera fixé à 265 euros par enfant, quel que soit le nombre de personnes composant la fratrie;

- constatant que la fixation d'un montant unique pour l'allocation familiale va réduire, à partir du deuxième enfant, le montant effectivement perçu par les futures familles;

- constatant plus particulièrement qu'avec les nouveaux montants une famille avec deux enfants touchera 773,76 euros en moins par an en allocations familiales (La famille recevra 6.360 euros par an au lieu de 7.133,76 euros actuels.);

- constatant encore qu'une famille avec trois enfants touchera, quant à elle, 2.860,56 euros en moins par an en allocations familiales (La famille recevra 9.540 euros par an au lieu de 12.400,56 euros actuels.);

- notant in fine qu'une famille avec quatre enfants touchera 4.944,96 euros en moins par an en allocations familiales (La famille recevra 12.720 euros par an au lieu de 17.664,96 euros actuels);

- constatant que l'impact financier négatif pour les futurs bénéficiaires se poursuivra avec le nombre croissant d'enfants vivant dans le ménage;

- constatant dès lors que si le nouveau système pénalise les familles dès la survenue du deuxième enfant, ce sont surtout les familles nombreuses, celles ayant trois enfants ou plus à charge, qui seront les grandes perdantes;

- constatant par ailleurs que les charges liées à la survenue des enfants ne sont pas linéaires;

- soulignant ainsi que si les charges financières pesant sur les familles augmentent avec la survenue de chaque enfant, celles-ci augmentent de manière beaucoup plus importante dès la survenue d'un troisième enfant;

- constatant encore que les familles nombreuses sont souvent plus touchées par la pauvreté;

- rappelant que la crise économique de 2007-2008 a eu un grand impact sur le bien-être des familles et plus particulièrement des enfants dont la pauvreté a augmenté partout en Europe de manière significative ces dernières années;

- rappelant encore dans ce contexte qu'au Luxembourg le taux de pauvreté infantile est de 24%, classant le Luxembourg ainsi dans le tiers des pays européens ayant le taux de pauvreté des enfants le plus élevé;

- rappelant in fine que les transferts sociaux ont un impact positif sur la réduction de la pauvreté;

- concluant dès lors qu'il échet d'accorder une attention particulière aux familles nombreuses, à savoir celles ayant au moins trois enfants, alors que ce sont ces familles qui sont les plus touchées par la réforme des allocations familiales et qu'elles encourent le plus grand risque de tomber dans la pauvreté,

invite le Gouvernement

- à instaurer, parallèlement à la mise en place du montant unique en matière d'allocations familiales, une «allocation pour familles nombreuses» pour les futurs bénéficiaires du nouveau système des allocations familiales ayant à leur charge au moins trois enfants.

(s.) Marc Spautz, Françoise Hetto-Gaasch, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- En anere Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kommen dann op d'Allocation de rentrée scolaire ze schwätzen. De Rapporteur, den Här Gilles Baum, huet et och schon ënnerstrach: Och bei der Allocation de rentrée scolaire ginn et Annerungen. Do gëtt et och e Montant unique. Dat bedeit, déi Kanner zwëschen sechs an eef, déi kréien 1,85 Euro eropgesat zum aktuelle Montant, an d'Zoulag zwëschen zwielef an 18 geet em 74,33 Euro an d'Luucht. Wann een awer elo erëm kuckt, wéi dat wier, wann een zwee Kanner huet, da gesäit ee ganz genau wéi beim Kannergeld, dass dat manner favorabel ass, wéi dat an Zukunft ass.

Ech hunn dann a mengem Donnée gewullt, an do waren eng Kéier d'Fraktiounschaffen an d'Parteicheffe vun den deemoleger Koalitionsparteien, der CSV an der LSAP, opgefuerdert

ginn, fir e Bréif eranzerechen un de Finanzminister an de Statsminister, wou een iwwerall kéint Adaptatiounen maachen a wou een iwwerall kéint spueren. An do ass och gesot gi bei der Rentrée scolaire, dass ee sech do d'Fro géif stellen, ob déi och wierklech géif fir dat benotzt ginn, firwat se do wier, näamlech fir d'Schoul. Dat gëtt de 25. August ausbezuelt.

An et géife verschidden - ech wëll elo kengem ze no trieden, mä - Confédération mengen, dass déi Suen och géife gebraucht ginn net onbedéngt fir Schoulbicher a fir Schung, mä och fir aner Saachen, wat si a bestëmmte Rayone gesinn... Do géifen dee Moment d'Montanten an d'Luucht goen, déi deem entsprechen.

Do hate mer schon diskutéiert, déi fréier Koalitioun, fir aus där Geldleeschtung gegebenfalls eng Saachleeschtung ze maachen. Dat ass net geschitt. Och dat ass eppes, wat eis wonnert. An ech sinn do virun allem och verwonnert iwwer d'Partei vun der Familljeministes, well de Fraktiounschef vun der DP huet mech hei an de Budgetsdebatten 2013 attackéiert a gesot, d'CSV géif alles mat der Strenz maachen, well et hätt ee jo déi Allocation de rentrée scolaire och kënnen a Saachleeschtungen ëmwandelen. Dofir sinn ech e bësse paff.

Ech hunn deemools geäntwert: „Majo, mir sinn och der Meenung, dat kéint een ëmwandelen.“ Dass den Här Berger mir dat virgeworf huet, an elo... Ech sinn awer net esou, Här Berger. Ech soen elo net: „Här Berger, da maacht et elo selwer.“ Mä et ass awer dach e bësse komesch. Deemools hu mer dat virgeworf kritt an elo sëtzen déi Leit do, déi eis et virgeworf hunn. Se hätten et kënnen änneren a se maachen et net.

► **M. Eugène Berger** (DP).- De Gesamt-package!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Gelif?

► **M. Eugène Berger** (DP).- De Gesamt-package!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ah, de Gesamt-package. Ah, okay.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Deen ass och net vill besser.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Beim neie Kannergeld wéi och beim Schoulufangsgeld, wa beim neie Kannergeld, déi Kanner, déi de Moment op der Welt sinn, et och net spieren, bis hir eelste Schwëster oder hiren eelere Brudder vläicht eng Kéier erausfällt aus der Kannergeldberechtigung bei der Schoulufangszoulag, wäert awer jiddweree betraff sinn. Hei gëtt et keng Iwwergangsperiod fir déi Kanner, déi elo schon op der Welt sinn. Hei gëtt et do an deem Fall iwwerhaapt näischt.

An de Slogan vun der Regierung an och vum Här Baum: „Mir huele kengem eppes ewech“, ass domat awer ganz kloer falsch, well an der Allocation de rentrée scolaire huet Der, soubal d'Gesetz gestëmmt ass, jiddwerengem eppes ewech.

An ech wollt och dofir, Här President, hei lech eng Motioun ginn, dass mir där Meenung sinn, dass fir alleguerten déi Kanner, déi elo op der Welt sinn, en Iwwergangssystem soll geschafe ginn an dass een dono och soll déi Prestatiounen a Prestation-en-nature ëmwandelen zu engem spéidere Stadium. Wann ech gelift, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que jusqu'à présent les différentes prestations familiales étaient versées aux familles avec enfant(s) en fonction du groupe familial, c'est-à-dire du nombre d'enfants vivant dans la famille considérée et de l'âge de(s) l'enfant(s);

- constatant que le Gouvernement actuel entend réformer de fond en comble le système des prestations familiales notamment en supprimant le groupe familial, introduisant ainsi le principe d'un montant unique pour chaque enfant en ce qui concerne les allocations familiales, mais aussi l'allocation de rentrée scolaire;

- notant que le projet de loi prévoit un système transitoire pour les bénéficiaires actuels des prestations familiales qui, d'après les auteurs du projet de loi sous rubrique, ne devraient pas percevoir moins que ce qu'ils ne perçoivent sous l'empire de la législation actuelle (à nombre d'enfants bénéficiaires inchangé);

- constatant que le système transitoire de «gel» des montants perçus par les bénéficiaires ne concerne que les allocations familiales proprement dites, mais pas les majorations d'âge, ni l'allocation de rentrée scolaire;

- notant ainsi en ce qui concerne l'allocation de rentrée scolaire qu'en absence d'un système transitoire, la fixation d'un montant unique pour l'allocation de rentrée scolaire de 115 euros pour les enfants entre six et onze ans et de 235 euros pour ceux à partir de douze ans, s'appliquerait aussi aux enfants nés avant la réforme;

- prenant acte que, en comparaison avec les montants actuellement perçus par les familles, l'effet du montant unique appliqué à l'allocation de rentrée scolaire va réduire, à partir du deuxième enfant, le montant annuel effectivement perçu par les familles;

- constatant que la mise en place d'un montant unique pour les allocations de rentrée scolaire aura un impact financier négatif pour les bénéficiaires actuels;

- soulignant encore que le Gouvernement s'était engagé en 2013 dans le cadre du programme gouvernemental de promouvoir davantage «les prestations en nature par rapport aux prestations en espèces»;

invite le Gouvernement

- à prévoir une période transitoire pour l'allocation de rentrée scolaire pour les enfants qui sont nés avant l'entrée en vigueur du projet de loi en question à l'instar du système prévu pour les allocations familiales proprement dites;

- à remplacer progressivement l'allocation de rentrée scolaire par des prestations en nature conformément au programme gouvernemental de 2013.

(s.) Marc Spautz, Françoise Hetto-Gaasch, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech mengen, den Här Baum wëllt eng Fro stellen, Här President. Wann Der mer se net op meng Auerzäit rechent, dann ass et gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Neen, Dir hutt méi wéi genuch Zäit, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ah, dann ass et gutt. Ech sinn eréischt am éischte Véierel, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo.

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Ech wollt dem Här Spautz äntwerten op déi Proposen, déi en elo gemaach huet zur Allocation de rentrée scolaire. Wéi Der alleguer wësst, hunn ech jo 19 Joer laang an enger Primärschoul Schoul gehalen. Ech weess also e bëssen, wat d'Schoulmaterial kascht. Ech hunn a menger Zäit ëmmer fir d'Kanner d'Schoulmaterial kaaft, dat heescht d'Hefter, Classeuren, e Block, Zeecheblieder, et cetera, et patati et patata.

Dat Eenzegt, wat ech net kaaft hunn, dat war eng Schachtel, e Schoulsak a Molfaarwen. An ech kann lech soen, an deene Joren, wou ech dat gemaach hunn, huet dat Schoulmaterial, wat ech lech elo opgeléicht hunn a wou ech ëmmer gekuckt hunn, dass och eng Reserv do wär, well ech net wollt an d'Hausaufgabebüchleche schreiwen: „Gitt Ärem Klengen e Pech kafen“, mä ech hat ëmmer ee prett do leien, dass d'Schoulmaterial, dat ech elo opgezäit hunn, ëmmer variéiert huet tëschent 25 an 30 Euro.

Dat heescht, vun deenen 115 Euro bleift awer nach e gudd Pak, fir eng Schachtel, fir Molfaarwen a fir e Schoulsak ze kafen. A gleeft mer et, aus menger Erfahrung: Net all Kand kënnt all Joer mat enger neier Schachtel, mat engem neie Schoulsak oder mat neie Molfaarwen. Soudass ech mengen, dass dee Montant vun 115 Euro, wann e fir dat geduecht ass, firwat e geduecht ass, Här Spautz, dat heescht fir d'Schoulmaterial, dann denken ech, dass dee Montant vun 115 Euro absolutt gerechtfertigt ass.

De Montant vun 235 Euro, deen eropgesat ginn ass fir Kanner am Lycée...

► **Une voix**.- Dat ass awer keng Fro, Här Baum. Dat ass awer keng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass e bësse laang, Här Baum, effektiv.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, also et ass mer egal.

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Da soen ech lech just, dass ech och ganz e bëssen...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Da loosst seng Auer lafen a maacht meng aus, Här President.

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Et geet op meng Zäit.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Also ech modifizéieren lech dat dote selbstverständlech nach.

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Här Spautz, Dir kënnt et op d'Zäit vu menger Fraktioun huelen hannendrun, soss muss ech nach eng Kéier erausgoen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Aah!

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Och déi 235 Euro am Lycée, ech hu jo och do e bëssen Erfahrung. An Dir wësst sougutt wéi ech, dass do och ënnert de Geschwëster e ganzen Deel

vun de Bicher recycléiert ginn. An ech mengen, dass och dee Montant vu 235 Euro absolut adaptéiert ass un d'Besoine vun de Familljen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här Baum, Merci fir déi Erklärungen. Mä ech géif lech awer vläicht roden, Dir géift d'Documentation parlementaire kucken, wéi déi Allocation de rentrée scolaire agefouert ginn ass. Well wann Der et esou argumentéiert, wéi Dir et elo argumentéiert, wier et net schlecht, dat liesen ze goen, firwat dat deemools komm ass. Do steet näämlech extra dran, dass et net nëmme ass fir Schoulbicher, mä dass et ass fir déi zousätzlech Belaaschtungen, déi d'Familljen hunn, wann d'Schoul ugeet.

Do ginn d'Schung mat erwänt, do gétt Gezei mat erwänt! An do ass e groussen Ennerscheed! A wann een do de Verglach mécht, deen ech bewosst net wollt maachen heibanen, wann een dee Verglach mécht, da muss een zrëckgoen op d'Basis vum Gesetz a liesen, firwat dat Gesetz deemools gestëmmt ginn ass, fir de Familljen ze hëllef, wann d'Schoul ugeet. An dat ass d'Differenz! An dann ass et net, fir elo ze soen, de Bic ass méi deier oder d'Heft ass méi deier! Mä dat war d'Ursach, firwat d'Allocation de rentrée scolaire agefouert ginn ass, och fir d'Kanner anzekleeden! Dat kënnt Der noliesen am Exposé des motifs, wéi d'Gesetz komm ass!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Schickimicki... Schickimicki-Politik.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, just den Här Spautz huet elo d'Wuert.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Der gesitt also ganz kloer, dass bei der Rentrée scolaire de Slogan vun der Majoritéit: „Mir huele kengem eppes ewech“, dass dat net richtig ass. An ech wëll och soen, net nëmme mir als CSV kritiséieren dat, mä d'Chambre des Salariés, d'Chambre des Métiers, d'Caritas an och de Conseil d'État. De Statsrot, dat ieweg Gremium oder deen anere Pouvoir, och dee kritiséiert, dass dat esou gemaach ginn ass. Et gétt näämlech keng Klausel vun enger Iwwergangphas, a si géife sech dach awer doriwwer verwonneren, well domadder géif een déi Famillje strofen, mat zwee, dräi oder méi Kanner.

Ech weess, et ginn net vill Familljen, oder et ass vläicht net méi esou interessant bei deene Familljen iwwer dräi, well et ginn der net méi esou vill, well de Gros hunn een oder zwee Kanner, mä och Famillje mat dräi gétt et an et gétt och Famillje mat véier. An et sollt een och déi net strofen.

D'CSV gétt jo ëmmer duergestallt, wéi wa mir stur un der aktueller Familljepolitik géifen unhalen. Mä, wéi ech scho gesot hunn, och mir wëssen, dass een an der Familljepolitik nei an aner Weeër muss goen. Dofir kéinte mir eis och virstellen, dass déi Allocation de rentrée scolaire géif ëmgewandelt ginn a Saachleeschungen.

An da muss een iwwer déi Saachleeschungen schwätzen an diskutéieren, well och do gétt et ganz grouss Ennerscheeder am Primaire. Well net all Gemeng mécht et d'selwecht. A wa mer alleguerte wëssen, wat déi eng bei den Ausflich bezuelen an déi aner bei den Ausflich bezuelen a wat d'Famillje mussen bäileeën, iwwer alles dat hätt ee kënnen diskutéieren. Mir wieren als CSV dozou bereet gewiescht. Mir hunn dat och hei zweemol signaliséiert, mä et huet einfach geheescht, dat géif d'Majoritéit net interesséieren, wat mir dozou géife soen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech wollt och nach kuert op d'Allocation fir déi handicapiert Kanner agoen. Et ass richtig, wat den Här Baum heibanen gesot huet, déi Annerungen, déi do komm sinn. Ech géif awer och d'Leit alleguerte bieten, eng Kéier den urspréngleche Projet de loi ze liesen, well am urspréngleche Projet de loi sollt et bei deene Kanner, déi de Pech haten, en Handicap ze kréien, aneschtens gi mat der Spezialzoulage.

Hei am Land benefisziéieren net manner wéi 2.272 Leit vun där Primm, an dofir begrësse mir et ausdrécklech, dass dat vun 185,60 op 200 Euro de Mount an d'Luucht gesat gétt. Viru war et bis 27 Joer, an dat a verschiddene Fäll. Elo ass et dann an Zukunft bis op 25 Joer, wou déi Leit kënnen dervu Gebrauch maachen. Mir sinn der Meenung, dass dat richtig a gutt ass, mä et muss een awer och éierlech sinn, dass den urspréngleche Projet dat net wollt maachen. An et ass et just opgrond vun den Avisen. An ech wier frou gewiescht, wann des Regierung och an anere Punkten d'Avisen esou konsultéiert hätt, fir och déi Punkte kënnen matzemaachen.

Mat deem Gesetz, wat haut zur Ofstëmmung steet, kréie mir e Paradigmewissel an der Familljepolitik, wéi eist Land en nach ni gesinn

huet. Opgrond vun all deem, wat ech och elo hei explizéiert hunn an och deelweis chiffriert hunn, kënnt een zur Konklosioun, dass hei mat dëser Reform um Bockel vun de Familljen, an domadder um Bockel vun de Kanner, deelweis och nach vu Kanner mat engem Handicap, gespuert gétt. Dat ass an eisen Aen inakzeptabel an a mengen Ae schonn deelweis... Jo, ech soen et léiwer net.

D'Famill an d'Familljepolitik ginn zu engem groussen Deel Affer vum Austeritéitsprogramm. Zweek Drëtzel vun de Spuermoosname ginn an der Familljepolitik geholl. Net manner wéi 15 Milliounen gi schonn eleng d'Joer gespuert. 2018 leien d'Erspuermissen da scho bei iwwer 32 Milliounen, fir dann iwwer 86 Milliounen Euro am Joer 2026 ze errechen, esou wéi et um Tableau steet, deen am Projet de loi 6832 op der Säit 69 steet. Domadder gesäit een, dass hei zu Lëtzebuerg un der Zukunft vun eise Kanner gespuert gétt.

De Wäert vun engem Kand a vun der Famill muss fir jiddwieren de Räichtum vun enger Natioun duerstellen, an dofir si mir där Meenung, dass dat hei déi falsch Politik ass, déi falsch Moosnam ass, well d'Kanner gi gestrooft an déi Familljen hunn net méi de Choix esou ze decidéieren, ouni finanziell Begleedung vum Stat, wéi dat de Fall ass.

Mat der CSV wier esou eng Familljepolitik net méiglech gewiescht an d'CSV wäert och esou eng Familljepolitik nimools matdroen. An dofir verstitt Der jo alleguerten, dass d'CSV dese Projet hei net wäert matstëmmen. An net nëmme, dass mer en net matstëmmen, mä mir leenen des Aart a Weis, Familljepolitik ze maachen, strikt of!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Si misst den Numm „Familljeministescht“ oferkannt kréien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

► **M. Max Hahn** (DP).- Här President, erlaabt mer, mat engem genderpolitesch net ganz korrekten Sproch unzefänken. Wat sinn déi dräi Saachen, déi e Mann a sengem Liewe muss gemaach hunn? En Haus bauen, e Bam planzen a Papp ginn. Jo, et ass vläicht plakativ, mä wann ech mer d'Fro stellen, wat d'Suerge vu menger Generatioun sinn, da leie mer vläicht do net allze wäit ewech.

Am Ufank ass et: Packen ech de Sprong an d'Beruffswelt? Duerno sichts de no engem Doheem. An da kënnt bei ganz villen de Kannerwonsch an d'Fro: Wéi kréien ech d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen enner een Hutt? Dann ass ee frou, wann de Stat engem d'Konditiounen an d'Ennerstëtzung bitt, déi dat erlaben.

D'Familljenzoulage sinn esou eng Stäip. Se gehéieren zum Häerzstéck vun der Lëtzebuerger Sozial- a Familljepolitik. D'Familljenzoulage sinn deemools agefouert ginn, fir déi zousätzlech Käschtchen ze decken, déi e Kand an engem Stot mat sech bréngt. Dese Prinzip stellt d'Reform net a Fro.

Der Demokratescher Partei ass et awer virun allem wichtig, sech ze vergewësseren, dass déi verschidde Mesuren hir Ziler erfëllen. Kommen zum Beispill d'Suen, déi fir d'Kanner geduecht sinn, och bei hinnen un? Erfëllen d'Prestatiounen déi Qualitéit, fir de Kanner déi beschte Startchancen an d'Liewen ze garantéieren?

Als eng vun deenen éischten Entscheedungen an hirem Amt huet d'Familljeministescht decidéiert, all d'Familljeprestatiounen op de Leescht ze huelen. Eng Analys huet déi eenzel Zoulagen op hir Finalitéit iwwerpréift, dat heescht, ob se déi Ziler, fir déi se geschafft goufen, och wierklech an nach ëmmer erfëllen.

De Montant vum Kannergeld war bis elo ëmmer un de Groupe familial gebonnen. Eng Famill, déi méi Kanner huet, kritt pro Kand méi Kannergeld. Hei si mer ganz kloer an engem Kontext vun enger natalistescher Politik, dat heescht an enger Politik, déi d'Leit soll motivéieren, méi Kanner ze kréien. An esou gouf deemools, wéi d'Kannergeld agefouert gouf, och explizit argumentéiert. D'Zoulage sollen d'Gebuertenzuelen ukuerbelen, nom Motto: „Wat méi Kannergeld, wat méi Kanner.“

Fir dat zweet an dat drëtt Kand krut d'Famill méi Kannergeld wéi fir dat éischt. Elo, haut, kënnen mir op e puer Jorzéngten zrëckkucken, an eis d'Fro stellen, ob dat dann och eppes bewierkt huet. Ech mengen, d'Statistike weisen ganz kloer, dass déi Ziler net erreicht goufen. D'Gebuertequot hei am Land bleift relativ niddreg par rapport zu aneren europäesche Länner. 85% vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg Kanner hunn, hunn een oder zwee Kanner.

Här President, bei deem Constat ass d'Analys awer net bliwwen, well d'Fro, déi ee sech

hannendru gläich muss stellen, ass, wat d'Koppelen dozou beweegt, Kanner ze kréien. Wat sinn d'Besoine vun de Familljen? Wéi eng Mesuren ennerstëtze si an hirem Alldag? Wéi eng Fuerderunge stelle si un de Stat um Niveau vun der Familljepolitik?

Et ass interessant, sech am Ausland ëmzueucken, fir ze gesinn, wat et ass, wat d'Koppelen dozou beweegt, fir Kanner ze kréien. Ausschlaggebend ass d'Gläichberechtigung tëschent Männer a Fraen. Ausschlaggebend sinn d'Mesuren, déi et den Elteren erlaben, Familljeliewen a Beruffsliewen enner een Hutt ze kréien. Et sinn d'Ramebedéngungen, déi mussen stëmmen. Jo, et sinn d'Saachleeschungen, déi ausschlaggebend sinn, an net d'finanziell Hëllef.

Betreiungsstrukturen, mä och e flexibele Congé parental gehéieren zu dese Ramebedéngungen. Mä eleng d'Unzuel vun de Betreiungsplaz geet awer hei nach laang net duer. D'gesellschaftlech Akzeptanz, dass d'Kanner och ausser Haus optimal kënnen betreit ginn, muss natierlech bestoen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass déi qualitativ Kritären, déi elo mat der Reform vun de Chèques-services agefouert goufen an déi och bei der gratis Kannerbetreuung wäerte festgeluecht ginn, nach méi zu där Akzeptanz wäerte bäidroen.

Här President, jo, mir hunn och als Zil, d'Fraen an der Aarbecht ze halen. Mä dat ass net nëmme d'Uleies vun där heiteger Regierung. Neen, dat huet déi heiteger Regierung net erfouert. Dee Wee gouf schonn ënnert der fréierer Ministesch Jacobs ageschloen. Während hirem Mandat gouf villes drugesat, fir d'Fraen am Beruffsliewen ze halen. An dat vëllig zu Recht! Esou goufen zum Beispill ganz vill Crècheplaz geschafft. Et ass also keen neit Zil hei am Land a scho guer net an der Europäescher Unioun, wou säit Jore villes drugesat gétt, fir d'Beschäftigungsquot bei de Fraen an d'Luucht ze setzen.

Mä woufir ass eis d'Uleies eigentlech esou wichtig? Ma well mir de Leit, a besonnesch de Fraen, keng falsch Ureizer verschafe wëllen, andeems mir si encouragéieren, wéinst der Erziehung vun de Kanner ganz opzehalen mat schaffen.

Här President, virdrun ass behaupt ginn, mam Ofschafe vun der Allocation d'éducation wier de Leit de Choix fortgeholl ginn, doheem beim Kand ze bleiwen. Den Här Spautz schwätzt vill vum Choix.

Mä d'Fro, déi ech mer stellen, ass: Wien hat dann eigentlech de Choix? Wie konnt et sech dann eigentlech leeschten, während 20 Méint mat 485 Euro Akommes ze liewen, an dat ouni sécher Perspektiven, duerno nees schaffen ze goen, ouni Urecht op Chômage, well ee säin Job aus fräie Stécker opginn huet? Ech mengen net, dass et déi Kleng- a Mëttelverdänger waren.

Wann den Här Spautz konsequent a senger Iddi wier, misst hie jo regelrecht en Ersatzrevenu fir Mammen, déi doheem sinn, verlaangen, fir dass jiddweree sech de Choix leeschte kann. Ech hunn awer bis haut nach keng esou eng Fuerderung héieren.

(**Interruptions diverses**)

Här President, e puer Zuelen, déi ee bedauere kann, mä se si Realitéit. All zweet Bestietnis gétt gescheet. A 86% vun de Familles monoparentales si Fraen. An 20% vun dese Frae mussen vum RMG liewen.

Säit Jore kréie mir vun alle Säite gesot, dass et zu Lëtzebuerg déi Elengereinnung sinn, déi engem besonnesch héijen Aarmutrisiko ausgesat sinn. Virun deem Hannergrond sinn d'DP an des Regierung och der Meenung, dass et als Stat onverantwortlech ass, Frae weiderhin dozou ze encouragéieren, net schaffen ze goen, keng sozial Ofsécherung ze hunn a sech an eng finanziell Ofhängegkeet ze beginn, déi sech an ze ville Fäll als eng Aarmutsfal erweist.

Et ass vill méi wichtig, eng Politik ze hunn, déi et den Elteren erlaabt, bei hire Kanner ze sinn, ouni aus dem Beruff erauszeklammen. Genau dat erlaabt de Congé parental, mat méi flexibele Modeller an enger regelrechter Ersatzpai. De Congé parental wäert op déi verschidde Besoien, déi et an deene verschidde Famillje ginn, eng méi individuell Äntwert kënnen ginn.

Här President, ech kann et net gëlle loosse, d'Familljepolitik op d'Kannergeld ze reduzéieren, well da vergësst een, dass d'Familljepolitik näämlech aus ville Puzzlestécker besteet. A Puzzlestécker passe jo bekanntlech aneneen. An esou wéi Puzzlestécker aneneen passen, si mir och amgaang, eng kohärent Familljepolitik op d'Been ze setzen.

Dat ass eng Familljepolitik, déi de Kanner a Jugendlechen déi beschten Éducatioun ubidde kann. Dat ass eng Familljepolitik, an där all

Kand datselwecht wäert ass. Eng Familljepolitik, déi alle Kanner déiselwecht Startchancen ubitt. Dat fänkt mat der gratis Sprochfeederung an der Kannerbetreuung fir all Kand tëscht engem an dräi Joer un. Eng kohärent Familljepolitik ass eng Familljepolitik, déi jonke Famillje beim Wunnen ënnert d'Äerm gräift. Dat ass eng Politik, déi mat der Subvention Loyer a mat engem verbesserte Steuerabatement op de Scholdzense vum Eegenheim d'Finanze vun de Familljen entlaascht.

Dir gesitt also, dass op ganz ville Punkten eppes fir d'Generatiounen gemaach gétt, déi an der „Rushhour“ vun hirem Liewe stinn.

Här President, ech begrëssen d'Familljepolitik vun dëser Regierung, well et mir wichteg ass, dass d'Koppele sech net géint de Kannerwonsch entscheiden aus Suerg, Privat- a Beruffsliewen net enner een Hutt ze kréien; well et mir wichteg ass, dass d'Méiglechkeete fir d'Eltere geschafte ginn, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, a well et mir wichteg ass, dass d'Eltere mat rouegem Gewesse weiderhi schaffen kënnen goen, ob Deel- oder Vollzäit, well si als Eltere wëssen, dass hiren Nowuess gutt opgehewen ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dem Rapporteur, mengem Parteikolleg Gilles Baum, op dëser Plaz nach eng Kéier e ganz besonnesche Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport a ginn domat hei och nach eng Kéier, well ech mengen, hien hat et scho gemaach, den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP. Madamm Bofferding!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Déi eenzel Changementer huet den Här Baum schonn esou gutt erkläert, dass ech dann a menger Interventioun fir d'LSAP just déi Punkten ervirhiewen, déi eis besonnesch um Häerz leien an déi och méi kontrovers diskutéiert ginn.

D'Kannergeld an all déi aner Familljeprestatiounen goufen agefouert als finanziell Bähëllef, fir d'Famillje bei der Betreuung an der Erziehung vun hire Kanner ze ennerstëtzen. D'Kannergeld garantéiert nach laang kee Luxusliewen! Mir wëssen, dass et vill Sue kascht, Kanner grousszeéien. An dobäi wëllen a musse mir hëllef.

Esou wéi am Regierungsprogramm festgehale, gétt de Fonctionnement, d'Organisatioun an d'Finanzierung vun der Kannergeldkeess nei geregelt. Bei dëser Reform steet awer och de politesche Wëllen am Vierdergrond, ee Kand wéi dat anert ze behandelen. D'Vereenheetlechung vun de Kannergeldsätz läit engem alichtende Prinzip zugronn, dass an Zukunft all Kand gläichbehandelt gétt. Dat zweet, drëtt oder véiert Kand kann a soll dem Stat net méi wäert si wéi dat éischt. Sozial selektiv ass net, wann dat drëtt Kand duebel esou vill wäert ass wéi dat éischt, onofhängeg vum Akommes vum Stot.

D'LSAP hat an hirem Wahlprogramm, wat iwwerregens jiddweree kann noliesen a wat och elo net esou nei ass, mir haten do festgehale, dass mer wëllen dofir suergen, dass all Kand zukünftig gläichbehandelt gétt an d'Kannergeld esou ausgeriicht soll ginn, dass fir all Kand deeselwechte Montant ausbezuelt gétt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Mat dëser Reform elo ginn d'Kannergeld an de Kannerbonus zesummegeleucht an et gétt sech beim Montant vun 265 Euro un deem orientéiert, wat aktuell bei engem Kand ausbezuelt gétt a souguer lichter no uewen opgeronnt.

Wat de Kannerbonus betrëfft - ech sinn zwar nach net esou laang am Haus wéi munch aner -, esou mengen ech, mech awer kënnen drun ze erënneren, dass et deemools en Deel vun der Steuerreform vun 2008 war, dass et sollt eng Negativsteuer ginn, awer net huet dierfen esou genannt ginn. Et war awer, mengen ech, vun Ufank u kloer, dass et méi eng Familljemesure wéi eng Steiermesure war. An dofir ass jo och de Kannerbonus direkt vun der Kannergeldkeess an net vun der Steierverwaltung oder vum Patron ausbezuelt ginn.

Wichtig fir meng Partei bei dëser Reform ass e rouegen Iwwergang am System, eng Transi-

tionsphas, wou garantéiert gëtt, dat bestoend Kannergeld vun de Familljen net weider ze veränneren. Dofir soll déi nei Regelung nëmme fir déi neigebuerer Kanner respektiv fir déi Kanner, déi elo an de System erakommen, zielen. Well déi Transitionphas esou einfach wéi méiglech gehale soll ginn, wäerte souguer verschidde Familljen an Zukunft, eben duerch déi Afréierung vun de Montanten, während e puer Joer finanziell besser ewechkomme wéi aktuell.

D'Argument, dass dës Reform just zum Zil hätt, op Käschte vun de Kanner ze spueren, ass dohier falsch! Ënnert dem Stréch wäert de Stat manner Kannergeld ausbezuelen. Dat ass richtig. Et gi manner Geldleeschungen. Dofir gëtt awer méi a Saachleeschungen investéiert, déi de Familljen zeguttkommen.

Et gëtt also op anere Plaze kompenséiert. Ech denken do konkret un Investitiounen an der Kannerbetreuung, souwuel an der Qualitéit wéi an der Quantitéit, d'Fréikandfërderung an déi bilingual Betreuung, net ze vergiessen déi finanziell Entlaaschtung duerch déi ugekënnegt Steuerreform.

An ech denken och ganz besonnesch um Moosnamen, déi et den Eltere méi einfach maachen, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien, wéi eben d'Reform vum Congé parental, dem Congé pour raisons familiales oder och d'Congés spéciaux.

D'Familljepolitik ass mëttlerweil Aufgab vun enger ganzer Regierung ginn, ressortiwwergräifend an domadder sinn och e puer Ministerë gefuerdert, de Biergerinnen an de Bierger de beschte Kader fir d'Grënnung vun enger Famill unzibidden an de Kanner déi beschtméiglech Zukunftschancen ze ginn.

Verschidde Reformen, an ech mengen, dat muss och d'Regierung zur Kenntnis huelen, schleefen. Trotzdem sollen déi verschidde Reformen, déi elo ustinn, net als eenzel Mesuren erausgepickt, mä als e Ganzt betruucht ginn.

D'Familljepolitik ass nëmmen méi wéi just d'Ausbezuere vum Kannergeld. Bewusst ginn awer Saachleeschungen ausgeblent, well dat vereinfacht de polemischen Discours, fir kënnen de Regierungsparteie virzegeheien, si géifen net genuch an d'Kanner investéieren an um Bockel vun de Famillje spueren.

Iwwerraschen deet et mech also net, dass de Riedner vun der CSV just d'Montante vun der Allocation familiale betruucht, an domadder de Majoritéitspartei virwërft, Erspuerner um Bockel vun de Familljen ze maachen.

Mä erstaunt sinn ech awer driwwer, wann esou gemaach gëtt, wéi wann et mat der CSV keng Aspuerung géif ginn. Dobäi war et dach hire Fraktionschef, deen ugangs November an enger Radioemission, also net allze laang hier, op d'Fro, wat d'CSV anescht géif maachen, geäntwert huet, dass si natierlech awer Spuermoosname virgeschloen hätten, sécher net d'Allocation d'éducation ofzeschaffen, mä si hätten Aspuerungen op d'Schëllere vu sämtleche Famillje verdeelt.

Majo dann, wann dat keng esäiteg Mesure ass, wa pauschal bei alle Prestatiounen géif gekierzt ginn, an dat emol ouni Géigeleeschung! Et erënnert mech och staark drun, wéi en CSV-Minister, dat war sengerzäit de Luc Frieden, bei der Budgetvirlag fir 2013 proposéiert hat, d'Kannergeld pauschal ëm 10% ze kierzten, wéi och de Congé parental d'office vu sechs op véier Méint ze reduzéieren, an och deemools ouni Géigeleeschung!

Här President, mat dëser Reform gëtt bei kengem Kand an och bei kenger Famill de roudé Stéft ugesat. Beim Kannergeld verléieren déi aktuell Bénéficiairen näischt. Eischte Punkt.

Zweite Punkt ass, dass eng Partie Montanten an d'Luucht ginn, wéi eben d'Majoration d'âge oder och d'Allocation spéciale supplémentaire, déi de Stat nach zousätzlech u Kanner mat enger Behënnung ausbezilt. Och wäerten d'Montante vun der Allocation de rentrée scolaire anescht berechent ginn. Dës Allocatioun ass wichtig, well de Schoulufank ass fir eng Famill eng zousätzlech Dépense an hirem Budget. Do wëlle mer och d'Famillje weiderhin ënnerstëtzen.

Dass awer bei der Berechnung vun der finanzieller Ënnerstëtzung de Groupe familial gekuckt gëtt, entbiert eigentlech aller Logik. D'Bicher, d'Hefter, de Schoulsak gi fir e Kand net méi deier, wann nach Gesëschter am Stot sinn. Firwat kritt en aachtjäregt Kand ouni Gesëschter 113,15 Euro a fir e gläichaltregt Kand, dat nach Gesëschter vun engem oder dräi Joer huet, déi selwer nach net an d'Schoul

ginn, firwat kritt dat 323,34 Euro? Firwat mécht de Stat hei eng Differenz? Mat sozialer Gerechtegkeet huet dat op jidde Fall näischt ze dinn!

Déi proposéiert Montante si fir eis elo méi kloer. Och hei gëtt sech um Betrag, dee fir ee Kand ausbezult gëtt, orientéiert an no uewen adaptéiert. Bei de Kanner ab 12 Joer ass et nach vill méi signifikativ: Do leet de Stat bei déi aktuell 115 Euro nach emol 73 Euro dobäi.

An der Debatt zur Lag vun der Natioun hat ech scho betount, dass d'LSAP fir eng méi staark a selektiv Ënnerstëtzung bei de Schoulbicher fir Famillje mat Kanner, déi nach an de Lycée ginn, antrëtt. Deene finanziell méi schwache Ménagë soll méi geziilt ënnert d'Aerm gegräff ginn. Eng Pist kéint sinn, esou eng Hëllef zum Beispill un d'Allocation de vie chère ze koppelen. Mir sinn der Meenung, dass dës konkret liddi iwwerpréift soll ginn, fir ze kucken, ob esou eng Kopplung méiglech wär.

En drëtte Punkt, firwat den neie System vum Kannergeld keng schéi verpaakte Spuermesure ass, besteet an der Entschlossenheet, d'Kannergeld net méi op onbestëmten Zäit anzefréieren, mä periodesch Adaptatiounen ze maachen. Mir sinn dofir besonnesch frou, dass sech zesumme mat de Gewerkschaften op e Mechanismus géeneegt ginn ass, fir d'Familljeprestatiounen an awer och d'Chèques-services ze analyséieren an un d'Entwécklung vum Salaire médian unzepassen.

D'Regierung huet sech et mat dësem neie Modell bestëmmt net einfach gemaach. De Rechnungsmodus, muss een agestoen, ass zimlech komplex. Mä am Endeffekt féint d'LSAP et awer gutt, dass u sech all Kéiers eng Décisioun driwwer geholl wäert ginn, wéi d'Gelder verdeelt an optimal agesat kënnen ginn. Dëse Mechanismus geet u sech eigentlech méi wäit wéi déi reng Indexregelung.

Och wann, laangfristeg gesinn, manner Geldleeschungen beim Kannergeld ausbezult ginn, sou gëtt weiderhin an d'Familljen, an d'Kanner investéiert, an dat ass e weidere wichtige Punkt.

Meng Partei setzt op eng héichwäerteg, frëikandlech Bildung fir all Kanner. Eng gutt Bildung ass eng wichteg Viraussetzung, fir de Kanner eng gesellschaftlech Participatioun an eegestänneg Liewensgestaltung ze erméiglechen. An do steet déi öffentlech Hand fir eis a besonnescher Verantwortung, fir déi bescht Konditiounen fir d'Eruwuesse vun deene Kleng vum Liewensufank un ze schafen.

An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass déi Suen, déi deemools bei der Desindexierung vum Kannergeld fräi gi sinn, dass déi net einfach agespuert, mä investéiert goufen. An deene leschte Jore gouf massiv an d'Kannerbetrieungsstrukturen investéiert, fir de Familljen eng héichwäerteg a flächendeckend Kannerbetreuung ze offréieren.

Fir ze illustréieren, e Beispill: D'Offer vun de Plazen ass vu 7.712 am Joer 2004 op 51.124 Plazen 2015 geklommen. A bei de Chèques-service goufen d'lescht Joer 43.120 Dekonte gezielt - dat mécht eng Populatioun vun 53,3% aus -, géigeniwwer 25.972 Dekonten am Joer 2009. Dir gesitt also, et ass massiv investéiert ginn.

Här President, mat der Individualiséierung vun de Rechter vum Kand nom Prinzip „all Kand ass datselwecht wäert“ gesäit den neie System net méi vir, dass d'Kannergeld exponentiell zur Unzuel vun de Kanner am Stot an d'Luucht geet. Ech schwätzen hei konkret vum Ewechfale vum Groupe familial, deem entgéintgesat gëtt, dass awer all weidert Kand am Stot och méi Dépense fir d'Eltere bedeit.

Nun, eng Partie Etüde relativéieren dat a weisen drop hin, dass d'Kannergeldausgabe pro Kapp an engem Ménage mat engem Kand am héchste sinn. D'Kritiker leien net falsch, wa se drop hiweisen, dass bis elo keng Etüd d'Situatioun hei am Land erfaasst.

Am Exposé des motifs vum Projet de loi gëtt op verschidde Etüden aus dem Ausland Referenz geholl. Ech hu mer déi ugekuckt an do geet draus ervir, dass déi direkt Käschte fir e Kand sech op ëm 500 Euro pro Mount belafen. De Mountant berechent sech fir en Einzelkand. Si méi Kanner am Ménage, verréngere sech proportional gesinn d'Dépenses, well vill Saachen net duebel musse kauft ginn.

Beim Einzelkand ginn et an der Regel méi Dépense fir Eischtuschaftungen, wéi zum Beispill d'Bébeausstattung, eng Kannerkutsch, Kleeder oder Aänleches, déi gewéinlech an engem Méikannerhaushalt fir dat zweet oder drëtt Kand erneit genotzt ginn. Et huet sech erausgestallt, dass d'Chargé fir all weidert Kand ëmsou méi niddreg sinn, wa méi Kanner am Ménage liewen. Et gouf och festgehalen, dass tëschent dem Alter vun de Kanner an der Héicht vun der Charge fir de private Konsum

eng enk Relatioun besteet, an dofir ginn et jo och d'Majoration-d'âge beim Kannergeld.

Och wann dës Etüden net d'Situatioun hei am Land analyséiert hunn, sou weisen déi Studien aus Däitschland, der Schwäiz an Eisträich awer op allgemeng Tendenzen hin. Elo kann een natierlech soen: „Et ass mir egal, wat déi Etüden ausweisen: Ech weess, wat ech un Dépenses hunn, an ech weess och, wéi vill Enn des Mounts am Portmonni nach iwwreg ass.“

An och dat ass net bei all Famill gläich. Bei deem engen ass dat Lach am Portmonni méi grouss wéi bei deem aneren. Och wann deen ee méi Geldleeschungen kéint gebrauchen, ginn d'Familljen awer duerch vill Saachleeschungen ëmsou méi finanziell entlaascht. Et ass zum Virdeel fir d'Kanner, a Saachleeschungen ze investéieren.

Pauschal Kannerelderhéijunge fir all Familljen, och fir déi räich, sinn net de Garant fir méi Gerechtegkeet. Dass Allengerzéier a kannerräich Familljen engem méi groussen Aarmutrisiko ausgesat sinn, ass eng Tatsaach, an där muss och d'Politik Rechnung droen.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass déi Ménagen, déi a prekäre Situatiounen sinn, weiderhi vun der öffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn. Noutwendeg sinn dofir Efforten, déi all politesch Niveaue mat abezéien. Mä einfach elo d'Kannergeld massiv an d'Luucht ze hiewen, erschénge eis net géegent, déi sozial Schiflag ze behiemen, an där sech d'Familljen hei am Land befannen. Déi schonns méi akommesstaark Ménagë géifen nach méi begéngt ginn an am ënneschten Akommesberäich dogéint géif d'Erhéijung net duergoen, fir d'Situatioun vun de Kanner spierbar ze verbesseren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Am internationale Verglach ass Lëtzebuerg och no der Reform nach ëmmer dat Land mam héchste Betrag u Kannergeld. Allerdéngs läit eis Aarmutrisikoquot net ganz hannen. De skandinavesche Länner geléngt et, trotz engem méi klengen Undeel u Kannergeld, dätilech besser d'Kanneraarmut ze reduzéieren. Dat ass e wesentleche Punkt. Si setze méi op Saach- wéi op Geldleeschungen.

Fir d'LSAP beschränkt sech dofir eng fortschrëttlech Familljepolitik net just op d'Ausbezuere vu Suen, mä besteet eben aus engem Mix mat Saachleeschungen, mat Mesuren, déi allgemeng d'Konditiounen fir d'Famillje verbesseren.

Ier ech zu mengem Schluss kommen, awer nach eng Remarque zu deem berüumte Choix, deen ëmmer an all Debatt ronderëm d'Familljepolitik nees optaucht, wat eigentlech net verwonnerlech ass, wa dass d'Meenungen hei ganz wäit ausereeginn: Op där enger Säit hu mer Parteien, déi un engem traditiounsgenonnenen a konservativen Ideal festhalten, an op där anerer Säit Parteien, déi méi eng modern an zäitgeméis Familljepolitik ustriewen.

(Protestations)

Mat der Ofschaffung vun der Allocation d'éducation...

(Interruptions)

Ech wëll et awer trotzdem nach eng Kéier widerhuelen: Mat der Ofschaffung vun der Allocation d'éducation gouf awer kenger Famill hei am Land de Choix ewechgeholl. D'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité wäeren dach keng Instrumenter, fir Wahlfriheet oder fir Autonomie ze garantéieren. Dir wëllt eis jo awer hei net verklickeren, dass déi 485 Euro de Mount, déi just bis zween Joer, also bis d'Kand zween Joer hat, ausbezult gi sinn, dass eng Famill domadder iwwert d'Ronne komm ass, eng Famill sech konnt ernären an domadder e Logement leeschten.

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Wien huet dat gesot?

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Neen, dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet! An dee Choix, vun deem ëmmer hei geschwat gëtt, besonnesch vun den Oppositionsparteien, ass dach kee wickleche Choix. Et ass e Choix, et war an et bleift e Choix, dee sech dach nëmmen déi finanziell gutt situéiert Famillje kënnen leeschten, well deem enge säi Salaire muss fir déi ganz Famill duergoen.

► **Plusieurs voix.** - Ganz richtig! Bravo!

(Interruptions diverses)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - D'Madamm Bofferding huet eleng d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Jo, fanne ech och.

An déi Saach vum Choix fonctionnéiert och nëmmen esou laang, wéi d'Ënnerstëtzung vum Partner do ass, respektiv esou laang, wéi et déi

Koppel gëtt. A mir wëssen awer, dass d'Ënnerbréichung vun enger Carrière eben duerch d'Décisioun, sech jorelaang ëm Kanner an Haushalt ze këmmere, en negativen Impakt op déi finanziell Ofsicherung an deene meeschte Fäll ebe vun de Mammen huet, sief dat, wat d'Chancë betrëfft, herno erëm eng Aarbechtsplaz ze fannen, oder wat d'Pensioun betrëfft, besonnesch dann, wann eben eng Scheedung d'Liewensplanung duerchkräizt.

A genau déi dote Problemer gi gären an der Diskussioun ausgeblent. Doriwwer wëllt kee schwätzen. Firwat? Et ass net schéin, et ass net bequeem a virun allem demontéiert et d'Bild vum fräiwëllege Choix.

Och fréier war dee Choix net vill anescht wéi haut. Déi Fraen, déi net schaffe gaange sinn, fir eben doheem sech ëm d'Éducation vun de Kanner ze këmmere, hu vum Stat ni wierklech méi kritt. Déi Familljenorganisatioun hat ëmmer zur Konsequenz, dass d'Fra sech vum Mann wirtschaftlech ofhängeg gemaach huet. Dofir sollen déi Stëmme, déi elo behaupten, et géif kee Choix méi ginn, emol konkret soen, wat se da fuerderen.

Kommt, mir diskutéieren emol weider a mir kucken emol, wat da këinten d'Solutiounen sinn. Well et ginn eigentlech dorop zwou Äntwerten:

Déi eng wär, eng Aart Betreuungsgeld anzeféieren, dat de Stat fir d'Netbenotze vun enger öffentlecher Betrieungsstruktur géif ausbezuelen, wéi zum Beispill dat ëmstridde Erzieungsgeld an Däitschland, wat och herno als „Herdprämie“ bezeechent a spéider souguer a verschidde Bundesländer ofgeschaaft gouf.

Déi zweet Alternativ wär, eng Pai fir d'Mammen oder eben d'Pappen anzeféieren, déi aus dem Berufsliewen erauskammen, fir sech doheem exklusiv ëm d'Erzieung vun de Kanner ze këmmere. Da misst dat awer schonn eppes si wéi e Mindestloun, well d'Allocation d'éducation jo just ausbezult gouf, bis d'Kand zween Joer hat, an de Mountant - emol net 500 Euro de Mount - definitiv ze geréng ass, fir iwwert d'Ronne ze kommen. Wann dat gefuerdert ass, da muss dat och kloer gesot ginn.

Well d'Fro stellt sech nëmmen direkt hannendrun, ob mer esou staatlech Subventionéierung wierklech wëllen aféieren.

Wëlle mer eng eegestänneg Existenzsicherung erschwéieren an d'Fraen an déi finanziell Ofhängegkeet vum Partner oder vum Stat féieren, si da spéider engem Aarmutrisiko aussetzen a se mat Hongerrenten, wéi mer et haut scho maachen, ofspeisen?

Wëlle mer wierklech Elteren dofir bezuelen, wa si hiert Kand net an eng Maison relais ginn, hinne eng Primm dofir ginn, wa si eng öffentlech Dénsgschleeschung net an Usproch huelen, an domadder grad Kanner aus bildungsferne Milieuen déi beschtméiglech Bildungschancë verweigeren?

A wëlle mer wierklech, dass ee sech tëschent Famill a Beruff muss decidéieren, obwuel mer wëssen, dass vill Eltere guer net méi wëllen dat eent opginn, fir dat anert ze hunn?

An engem Punkt, Madamm Presidentin, ginn ech dem Riedner vun der CSV recht. Et kënnt zu engem Paradigmewissel, an dat ass och richtig, well d'Liewenswierklechkeet vun de Familljen huet sech verännert. Deen ale Modell, wou de Mann d'Suen heembréngt an d'Fra sech ëm Haushalt a Kanner këmmert a vläicht nach eppes Klenges niewelaanscht verdéngt, deen entsprécht net méi de Wënsch vun den heitegen Elteren.

Mir hu bei de Frae vu 15 bis 64 Joer en Taux d'emploi, deen 2012 bei 59% louch. Zum Verglach: 1983 waren et 38,6%. E weideren interessante Verglach ass dee vum Congé parental. 1999, wou en agefouert gouf, hunn 1.433 Persoune Congé parental geholl. D'lescht Joer waren dat der scho 4.595, woubäi och d'Unzuel vun de Pappen extrem geklommen ass. Mir maachen also hei net eng Politik, déi just e geréngen Deel vun den Elteren uschwätzt, an dofir wär et wichteg, den ideologesche Brëll auszedoen an der Realitéit an d'Aen ze kucken.

(Interruptions)

An och soll opgehele ginn, d'Fraen ze bevormunden an ze suggeréieren, dass si dach am Endeffekt net berufflech aktiv wëllen sinn. Schaffegoe gëtt duergestallt, wéi wann et eng désagréabel Flicht wär. Vill Frae ginn awer gäre schaffen. Et erméiglecht hinne, an der Balance ze bleiwen, fir hir Kanner optimal op hirem Wee ze begleeden, hinne kënnen e Virbild ze sinn, selbststänneg ze sinn an ze weisen, dass Fra a Mann sech op Aenhéicht kënnen begéien.

Fir meng Partei steet fest, dass et de Famillje fräisteet, hiert Familljeliewen esou ze organiséieren, wéi si et fir richtig fannen. Am Géigesaz heizou ass awer net richtig, wat virdu ge-

sot ginn ass, dass elo nach just ee Familljemodell géif favoriséiert ginn, well de Stat subventionéiert haut schonns déi familiär Kannerbetreuung. An dat gëtt och ëmmer erëm gären an der Debatt vergiess.

Ech schwätzen hei ganz konkret vun den Droits dérivés, wou zum Beispill bestueten an net beruffstateg Mamme bei der Kranken- a Fleegeversicherung gratis matversécherert sinn, oder d'Pension de survie, wou d'Käschte vun der CNAP ganz gedroe ginn, oder nach de Splittingeffekt vun der Steierklass 2.

An déi Systemer, déi si jo net spurlos laanscht eis gaangen. D'Droits dérivés an der Sozialversicherung an am Steiersystem gi jo awer vum Stat iwwerholl. Et ass also falsch ze behaupten, dass de Stat dee Familljemodell net géif ënnerstëtzen.

Fir eis verdéngen Erzéiungsleeschtunge vun Eltere grouse Respekt an Unerkennung. Mir wëllen awer net suggeréieren, dass nëmmen Elteren, déi hir Kanner doheem betrieien, hir Kanner erzéien. Dat ass näamlech falsch. Vill Familljen haut verlaange vun der Politik Ennerstëtzung, fir Famill a Beruff besser ze vereeneegen. Mir setzen eis dofir an, dass d'Konditioune verbessert gi fir d'Familljen, fir dass d'Partner sech kënnen zesumme gutt em d'Kanner, de Stot an och de Beruff këmmereen.

Ofschléissend wëll ech hei bei der Reform vum Kannergeld ervirhiewen, dass d'LSAP et begréisst, dass all Kand gläichbehandelt gëtt. An Zukunft kritt all Kand deeselwechte Betrag, well all Kand datselwecht wäert ass. Kengem gëtt eppes ewechgeholl.

A weider hale mer drop, dass d'Kannergeld an déi aner Familljeprestatioune den Elteren hëllef solle, d'Käschte fir hir Kanner méi einfach ze bewältegen, ouni selbstverständlech déi vill Investissementer a Saachleeschtungen ze vergiessen, an d'Veereenbarkeet vu Famill a Beruff ze verbessereen.

Wéi gesot, eng fortschrittlech Familljepolitik beschränkt sech net op d'Veerdeele vu Geldleeschtungen, mä besteet aus engem Mix mat Saachleeschtungen, mat Mesuren, déi allgemeng d'Konditioune vun de Familljen an och besonnesch vun de Kanner verbessereen.

An domadder ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roberto Traversini.

Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie, Signora Presidente. Merci un de Gilles Baum fir den ausféierleche Rapport, an och wann e puer kleng Saache méi kleng geschriwwen waren, déi stoungen op alle Fall dran. Dat kann een net ëmmer esou soen.

Léif Kollege, en Kollege, dese Gesetzesprojet, em den haut geet, huet d'Zil, d'Kannergeld ze reforméieren. Dëst ass niicht dem verbesserte Congé parental, dee geschwënn hoffentlech wäert heihinnerkommen, dem Iwwerschaffe vum Chèque-service oder de sellegen Initiative fir d'Kannerbetreuung ee vun de Bausteng, déi derzou féieren, eis Familljeleeschtung besser op dat auserichten, wat gutt ass fir eis Kanner a wat hiren Eltere wierklech hëllef solle.

Selbstverständlech ass a bleift et wichteg, de Familljen ënnert d'Äerm ze gräifen, wa se e Kand kréien. E Kand bedeit evidentereis eng zousätzlech finanziell Laascht. Mä e Kand, wéi och scho gesot ginn ass, bréngt och ganz, ganz vill, wat net mat Suen ze bezuelen ass. Dofir Merci, Här Baum, fir dat, wat Der virdrun alles gesot hutt.

D'Eltere brauchen awer och nach Hëllef vum Stat. An dat soll och weider esou goen. Anerersäits soll een awer net vergiessen, dass eis Gesellschaft staark evoluéiert huet am Laf vun deene leschte Joren. Hautdesdaags si mer mat Erausforderunge konfrontéiert, déi et viru Joréngen net esou gouf oder op alle Fall net esou akut waren.

Wéi kënnen mer zum Beispill de Fraen hëllefen, déi e Bëbee kritt hunn, no enger kuerzer oder méi langer Paus schnell erëm an d'Aarbecht ze fannen? A mir wëssen allegueren, dass eng gutt Aarbecht den Outil de choix ass am Kampf géint d'Aarmut.

Här Spautz, ech hunn déi grouss Chance, zënter eelef Joer zu Déifferdang am Schäfferot ze sinn an zënter dräi Joer Buergemeeschter do ze sinn. Ech kann lech soen, déi Honnerte Fraen, déi bei mech koumen, déi wierklech am Misär sinn, fir et net anescht auszedrücken, allegueren hu se gesot: „Wat war dat e Feeler, wéi ech Kanner kritt hunn, fir opzehale mat schaffen!“ Do war net eng derbäi, déi dat net

gesot huet. Ech weess, dass der och derbäi sinn, déi dat ganz gutt fannen. Mä op alle Fall déi Fraen, déi dohinnerkoumen, déi hu mer allegueren gesot: „Hei, wat war dat e Feeler, dass ech doheem bliwwen sinn an opgehale hu mat schaffen.“

Oder wéi kënnen mer d'Multiplikatioun vun deene méi neien an ëmmer méi verbreete Familljestrategie berücksichtegen, wéi zum Beispill d'Famille-monoparentallen, déi mat spezifesch Schwierigkeete konfrontéiert sinn, oder d'Familles recomposées, déi sougenannte „Patchworkfamilljen“?

D'Zil vun der Verbesserung vun de Sozialleeschtunge muss et sinn, gerecht a performant Antworten op des Froen ze fannen, an zwar unhand vu Mesuren, déi méi effikass sinn an d'Kand an d'Mëtt vun eise Préoccupatioune setzen, an dat ouni onbedéngt eis Ausgaben ze erhéien. Ech denken, dass des Reform vum Kannergeld dofir e weidere Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Éischtens wëll ech och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass d'Kannergeld an eise Land extrem generéis ass an och wäert bleiwen. Mir schwätzen hei vun 265 Euro pro Mount pro Kand. Domat ass Lëtzebuerg bäi Wäitem op der éischer Plaz an der EU.

Wann ech elo e kuerze Verglach maachen, an dat huet den Här Baum jo och gemaach: Däitschland 184 Euro, Belsch 90, Frankräich 0 respektiv beim zweete Kand kréie se eppes. Ech wëll awer och verschidde Länner kucken, wou et eise Sozialsystem (veuillez: wou wéinst hirem Sozialsystem) mer oft op se eropkucken, wéi zum Beispill Dänemark 196, Schweden 118, Finnland 104 an an Holland sinn et nëmme 64 Euro; just fir ze weisen. An ech weess och do, dass mir jo aner Loyerer hunn. Mä och do ass jo gesot ginn, wat des Regierung scho gemaach huet.

Dobäi soll een net vergiessen, dass d'Majorations d'âge bestoe bleiwen a souguer liicht an d'Luucht wäerte klammen. Mir schwätzen hei - wierklech liicht - vun 20 Euro amplaz 16 fir e Kand bis eelef Joer, an da vun eelef Joer u sinn et der 50 (veuillez lire: fir e Kand vu sechs bis zwielef Joer, an da vun zwielef Joer u sinn et der 50); bis elo waren et der 48,5.

Datselwecht gëllt fir d'Allocation de rentrée scolaire, dat ass och scho gesot ginn, déi op 115 respektiv op 235 wäert klammen. An deem leschte Fall ass et awer eng Augmentatioun vun 73 Euro.

Wat ännert dann elo? Konkret soll de Groupe familial ofgeschafft ginn. Dat heescht, dass an Zukunft all neigebuerent Kand genesou vill kritt wéi dat anert. En éischt Kand ass genesou vill wäert wéi en zweet oder en drëtt Kand. D'Kannergeld pro Kand wäert also net méi proportional zu der Zuel vun de Kanner am Stot klammen. Et klëmmt mat deem Gesetz elo op 265 Euro pro Mount a pro Kand a bleift pro Kand datselwecht, egal wivill Kanner dat een da kritt.

Et kann een natierlech och laang diskutéieren, ob zwoe Kanner méi deier fir eng Famill gi wéi dat Duebelt vun engem Kand. Déi eng soen „jo“, déi aner soen „neen“. Et gëtt souguer Étuden, déi zur Konkusioun kommen, dass en zweet Kand ënner Emstänn manner kascht wéi dat éischt. Et fënnt een och Étuden, déi de Contraire natierlech soen.

Well dat och fir déi Gréng en zentrale Punkt vun deser Reform ass, erlabeen ech mer, heizou e puer zousätzlech Considératioune ze maachen.

Éischtens emol gleewen ech kaum, dass eng Koppel a Fonctioun vum Kannergeld décidéiert, ob se méi oder manner Kanner kritt. Entweder et wëllt een een, zwoe, dräi oder méi Kanner, oder et wëllt ee se net.

Kanner kréien ass eng perséinlech Entscheedung, déi sécherlech vu ville Facteuren ofhänkt. Mä ech ka mer einfach net virstellen, dass 30 oder 50 Euro pro Mount e Facteur décisif wieren an dass d'Ofschaffung vum Groupe familial d'Gebuertenzuel negativ géif beaflossen.

Ech mengen, dass déi jonk Leit aner Saachen hautdesdaags kucken. Wou wunne mer? Wunne mer sécher? Déi Problemer all mam Logement. Dat sinn all déi Froen, déi sech jonk Koppelen doheem stellen. An doropshi gëtt zesummen décidéiert, ob een e Kand wëllt oder net. An ech mengen och, dass do, wéi de Gilles gesot huet, och d'Leift... Wat wëlle mer, wat wëlle mer weiderginn, wat wëlle mer vun eise Wäerter, wëlle mer dat weiderginn oder net?

An ech mengen do wierklech net an ech sinn iwwerzeegt, dass haut nach ëmmer d'Leit géife Kanner kréien, och wa se näischt géife kréien. Ech sinn iwwerzeegt dovunner!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Meng zweet Considératioun ass déi, dass ee souwisou

net vu virera soe kann, ob déi zwoe Kanner tatsächlech méi deier kaschte wéi dat éischt. Dat hänkt näamlech vu ville Saachen of. Sinn et zwoe Jongen, zwoe Meedercher, e Jong an e Meedchen? Komme se no beieneen? Ass den Altersënnerschied net ze grouss? Dat kënn op datselwecht eraus. Kann ech d'Kleeder oder d'Spillsaache verwaerten?

Also ass et ganz, ganz schwéier ze soen, ob et méi deier gëtt oder net. Deemno wéi d'Situatioun ass, kann et eemol sinn, dass d'Dépense méi héich sinn an eng Kéier kann et natierlech sinn, dass se méi niddreg sinn. A grad dofir kann een hei net einfach behaupten, dass de Groupe familial per se gerecht wier. A sécherlech och net méi gerecht wier wéi deen, deen elo proposéiert gëtt vun der Regierung.

An drëtens: En plus muss een, wéi ech et virdrun erwänt hunn, déi méi komplex Familljestrategie betruechten. Bei de sougenannte Familles recomposées gëtt et ëmmer méi schwierig anzuschätzen, wéi vill Kanner tatsächlech an engem Stot wunnen. Am neie Gesetz anerersäits bleift e Kand e Kand a kritt déiselwecht Zomm, egal wou et wunnt oder wou et hiplënnert, egal bei wéi engem Elterendeel et wunnt oder wien d'Autorité parentale huet.

Par rapport zu der Realitéit um Terrain, zu den aktuelle Familljesituatioune, déi sécherlech kee Randphenomeen méi sinn, ass des Reform also éischtens emol méi gerecht. An zweetens mécht se d'Situatioun och dättelech méi einfach, net nëmmen administrativ. Se mécht d'Saach méi einfach fir d'Kannergeldkeess, mä virun allem och fir d'Elteren, d'Kanner, also fir déi, em déi et wierklech heibäi geet.

Méi gerecht a méi einfach déngt awer alles näischt, wann et esou wär, dass d'Kanner an d'Familljen an Zukunft méi schlecht ewechkomme géifen. Dass ass awer absolut net de Fall. Egal wéi dacks dat och hei gesot gëtt an egal mat wéi enge Rechebeispiller: Dat ass net esou!

Et ass scho vun de Virriedner a vum Rapporteur gesot ginn: Éischtens emol ännert sech fir déi Kanner, déi haut scho Kannergeld zegutt hunn, guer näischt. Si kréien also an Zukunft weider deeselwechte Betrag, dee se haut kréien, an heiansdo souguer ganz e bësse méi. Kuerz: Neen, mat deser Reform kréien déi aktuell Kanner oder Eltere keng Suen ewechgeholl, si kréien näischt gekierzt!

Just déi Kanner, déi elo bäikommen, kommen an de Genoss vun neie Kannergeldregimm, deen awer, ech hunn et dacks awer och elo betount, an eisen Ae méi Gerechtegkeet mat sech bréngt an eng Vereinfachung duerstellt par rapport zum alen.

Virun allem därff een awer dese Projet och net isoléiert kucken. Et kënn jo schliisslech dobäi, dass souwuel déi Kanner, déi bäikommen, wéi och déi, déi schonn do sinn, vun den Dénagschleeschtunge kënnen profitéieren, déi des Regierung fir d'Kanner op d'Bee gestallt huet, wat zum Beispill den Accès zu de Crèches ubelaangt mam Chèque-service an ech hoffen och geschwënn dann de Congé parental, an d'Bourssen net ze vergiessen.

D'Kannergeld ass also net lassgeléist vun anere staatleche Leeschtunge fir d'Kanner an d'Familljen. Et därff een et awer och net mat enger cibléierter Sozialpolitik verwiesselen. D'Kannergeld ass a bleift fir déi gréng e wichteg Grondrecht fir all Kand. Dofir ass et par définition kee gutt Instrument, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen. De Problem kréie mer näamlech net mat engem wesentlech méi héije Kannergeld geléist.

Fir eis ass et kloer, dass de Stat muss geziilt deenen hëllefen, déi et brauchen. Dofir: Eng gerecht an effikass Sozialpolitik muss cibléiert virgoen. An e gerecht an effikass Kannergeld muss all Kand d'selwecht behandelen. A genee dat maache mir hei.

Ech betoune et nach eng Kéier: Et ass ganz kloer, dass keen eppes ewechgeholl kritt. Mir hunn haut vill komplex Situatioune. D'Familljepolitik vun der Regierung brauch eng Rëtsch flexibel sozial Moyenen, fir drop ze reagéieren. Deen neie Kannergeldregimm ass ee vun deene Moyenen. An ech si frou am Numm vun eiser grénger Fraktioun dat kënnen ze approuvéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu vum Här Baum e ganz gudd Résumé vun engem wichtige Projet de loi héieren. Dofir soe mer him Merci fir säi Rapport a mer stelle fest, dass hei d'Regierungskoali-

tioun an d'Regierung eis proposéiert, nees eng gesellschaftspolitesch Moderniséierung virzehalen.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Et ass net déi éischt, déi des Regierung mécht. Et ass awer eng vun deene wichtige soi-disant Moderniséierungen. Mir hunn als ADR näischt géint Moderniséierung. Mir wäeren op ville Punkte matgaangen, fir en neit Gesetz ze maachen, wann et drëm geet, fir eng Simplification administrative ze maachen, fir Experienze ze valoriséieren, Adaptatioune, Insécuritées juridiques aus dem Text ze huelen, d'Situatioun vun deene getrennten oder gescheete Leit ze considéieren. Alles dat si Saachen, déi och an deemem Projet ugeschwat ginn. Alles dat si Saachen, wou mir och gesot haten, mir misste mat eiser Zäit goen an aus den Experienze léieren an de System reforméieren.

Dat hei ass awer keng Moderniséierung an deem Sënn. Et ass eng ganz aner. Et ass en neien ideologesche Konzept! D'Regierung seet, si wëllt d'Kannergeld an d'Realitéit vun haut upassen. Dat ass dat, wat se seet. Mä déi Realitéiten, sinn dat déi, déi eis Gesellschaft kennt, oder sinn et déi, déi d'Regierung sech wënscht oder esou wéi si d'Gesellschaft wëllt gesinn?

An et ass éischer, wann ee kuckt, d'Geschicht vun deser Regierung, eng Ëmsetzung vun deem, dat d'Madamm Cahen praktesch vum éischen Dag un, wou se am Amt war als Familljeministesche, gesot huet, näamlech eng antinatalistesche Politik. Well em wat et an deemem Gesetz eigentlech geet, trotz alle Versich, d'Realitéiten hei ze ëmschreien, ze verschéieren, ze verstopen, wéi och ëmmer: Et ass e Gesetz géint d'Familljen a géint d'Kanner, an dat vun der Familljeministesche!

Et gëtt manner Geld fir d'Familljen, egal wéi ee probéiert, et ze dréieren. Et ass einfach esou, dass vläicht all Kand, wat elo do ass, soi-disant näischt verléiert. Mä all zukünfteg Kand verléiert par rapport zu där aktueller Situatioun.

D'Regierung seet an engem Zynismus, wéi een et ganz siele gesäit, dat wär e Gesetz „en faveur de l'enfant“, „lutter de manière ciblée contre la pauvreté des enfants“, wann et manner Geld gëtt fir d'Kanner. Ech mengen, den LCGB, an engem sechs Säite laange Bréif, huet eng ganz gutt Analys gemaach, ënner anerem. Den Här Spautz huet der e puer genannt. An d'Konklusioun vun enger grousser Gewerkschaft ass, dass dëst Gesetz „aucune lutte efficace contre la pauvreté des enfants“ bréngt. Dat ass d'Realitéit! Mir kënnen et hei ëmschreien, wéi mer wëllen, et gëtt manner Geld an Zukunft.

An d'Argumentatioun vun der Regierung berout u sech op zwoe Prämissen - eng Fro u sech -; déi éischt ass: „Et gëtt net méi Natalitéit“ - mir hunn dat haut e puermol diskutéiert hei - „wann et méi Sue gëtt.“ Dat ass emol eng Behauptung, mä déi eigentlech Fro, déi derhannertsteet, gëtt an deemem Projet de loi net beäntwert. D'Regierung seet eis net: Wat ass hiren demographesche Konzept fir d'Lëtzebuerger Land. Wat stellt se sech vir ënner der demographescher Entwécklung? Wat ass d'Zil?

Mir schwätze vu Croissance, mir schwätze vun engem Milliounestat eventuell. An een Aspekt ass dach: Wou sollen déi Kanner hierkommen, déi zukünfteg Aarbechtskraaft? Sollen dat Kanner sinn, déi hei am Land gebuer ginn? Vu wéi enge Familljen? Oder ass dat méi wichteg, wat d'Regierung eis hei viru e puer Méint gesot huet, dass mer d'Immigratioun, d'Refugiéee brauchen aus demographesche Grënn, wéi d'Regierung et hei gesot huet. Wou sollen déi Kanner hierkommen? Wat ass dat demographesch Zil? Wat ass d'Virstellung vun der Regierung iwwer eng Famill, déi hei am Land wunnt? Mir wëssen et net.

Op jidde Fall kënnen mer awer soen, dass d'Regierung mat deemem Gesetz keen Incentive schafft, fir dass d'Familljen, déi hei am Land wunnen, solle méi Kanner kréien. An trotzdem bedreift se e Wuesstumskonzept fir dëst Land, wat awer en dätteleche Plus u Bevelkerung brauch. Do ass eng ongeléiste Fro.

Déi zweet Behauptung ass déi vun den „nombreuses études“ aus dem Ausland, déi solle behaupten (veuillez lire: beweisen), dass, wann ee méi Kanner huet, dass dat zweet oder dat drëtt net méi kascht wéi eent. Wie soll dat iwwerzeegen?

All Famill hei am Land, déi zwoe oder dräi Kanner huet, dräi Kanner, déi sielen, déi nach véier Kanner hunn, op jidde Fall, déi de Courage hunn, sech fir méi Kanner ze décidéieren, déi wëssen, dass domadder méi Ausgabe ver-

bonne sinn. Dir kennt mat Etüden an Experte kommen, esou vill wéi Der wëllt, d'Realitéit, d'Erliewe vun de Leit seet hinnen eng aner Wourecht. An et ass dat, wat d'Leit gleewen. A si wëssen, datt se an Zukunft par rapport zu haut manner Sue kréien an enger Situatioun, wou se awer batter néideg all Ennerstëtzung brauchen.

Et revoltéiert mech, wann ee mat ville Leit emol ka schwätzen, déi wierklech schlecht dru sinn, aarm dru sinn, wéi dann hei iwwer 20, 50 Euro oder esou geschwat gëtt. Fir vill Leit ass dat e groussen Ennerscheid all Mount an der Pai.

De Rasonnement selwer ass och vun enger Primitivitéit. D'Kroun vum Rasonnement vun der Regierung ass: E Kand ass e Kand. Jo, e Kand ass e Kand, mä et geet jo net drëm, eng Tautologie hei opzestellen! Et geet drëm, ze kucken: Wou ass dat Kand an der Rangfolleg an der Famill? Wéi eng Käschte verursaacht dat Kand? Wat ass mat deem Kand verbonnen, ob et elo dat zweet, dat drëtt ass, a senger Scolaritéit méi wäit oder nach net esou wäit, oder ass et nach ganz kleng?

Déi Vereinfachungsfloskele sinn einfach der Intelligenz vun de Leit net ugemiess. Mir kënne jo och net soen, wa mer an den Tautologie bliwen: eng Regierung ass eng Regierung. Well eng Regierung mat der DP ass eng Regierung géint d'Famill a géint d'Kanner. An eng Regierung mat der ADR wär eng Regierung fir d'Famill a fir d'Kanner.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien! Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Eng Reform vun den Allocations familiales ass einfach, wann et eng ass wéi déi heiten, déi do ass, fir Suen op Käschte vun de Familljen ze spueren. Et ass en Démantèlement social, dee vu lénke politesche Parteien hei organiséiert gëtt! Et ass interessant, dat festzestellen.

An ech mengen, wie seet, dat wär net de Fall, dee brauch nëmmen déi Tabellen ze kucken, déi d'Regierung eis selwer gëtt. 2016 Spuereffekt minus 13 Komma iergendeppes Milliounen, 2026 schonn e Spuereffekt vu 74 Milliounen. Jo, déi Sue mussen jo iergendwou hierkommen. A si komme vun deem Geld, wat de Familljen zousteet a wat se elo net méi kréien.

Et ass och nach an der Wuertverwandlung, do mécht dës Regierung eng fantastesch Aarbecht. All Kéiers, wa si vun Zukunft schwätzt, geet se de Leit un de Portmonni! Et ass d'Allocation pour l'avenir des enfants, an d'Kanner kréie manner Geld. Et ass d'Zukunftskess, an d'Demographie vum Land ass eng ongeléiste Fro. Wien huet lech Är Riede geschriwwen? Den George Orwell? Deen hätt dat do kënne maache mat der Zukunft.

Am Zukunftspak hutt Der d'Allocation de maternité ewechgeholl an d'Allocation d'éducation. Wéi gesot, d'Zukunft ass an den Ae vun eis op jidde Fall, an eiser Analys: All Kéiers, wann d'Regierung vun Zukunft schwätzt, dann ass dat e schlecht Zeechen!

Dir gitt et selwer zou, well Dir maacht jo e Système transitoire an an den Texter steet, de Système transitoire wier do, fir eng materiell Verschlechterung elo ze verhënnern. Dir sot souguer an Ären eegenen Texter, et wär wichteg - ech sichen den Text -, well „certaines familles“ kéinten „dans une situation de précarité“ sinn, wann Der net e Régime transitoire géift maachen.

Dir gitt also selwer zou, datt domadder eng drastesch Verschlechterung vun der Situatioun vun de Famillje verbonnen ass! Wéi gesot, mat dräi Kanner 21%. Et gëtt x Berechnungen, déi ech elo hei net kann opzielen aus Zäitmangel. Mä et feelt net u Berechnungen zu deem heiten Thema. An d'Realitéit ass eben déi an net iergendeng aner.

Wat ass d'Familljepolitik vun dëser Regierung? Wat ass se konkret? Si ass emol éischters eesäiteg. Et ass einfach esou, dat Der aus materiellem Zwang de Familljen oder deenen alermeeschte Familljen de Choix ewechhuet, ob se d'Kanner wëllen a Strukture ginn oder se selwer erzéien. Et ass d'Striwe vun enger Regierung, d'Striwe vu Parteien, vun engem Stat, fir d'Kontroll iwwer d'Kannererzéiung ze kréien.

Mäi Virriedner huet gesot, wéi eng Wäerter an d'Leit géife sech decidéieren, ënner anerem, ob se wëlle Kanner kréien, mat där Fro: Wéi kënne se hir Wäerter viruginn? Mä wéi kënne d'Familljen hir Wäerter viruginn, wa se praktesch

gezwonge ginn, se a staatlech Strukturen ze ginn?

An d'sozialistesche Sprächerin huet hei nach gesot: „Wat ass dat dann“, ech paraphraséieren, „wa Leit en öffentlech Angebot refuséieren?“ Mä dat ass hiert Recht! D'Leit sollen de Choix hunn, ob se eng öffentlech Struktur an eiser Gesellschaft wëllen notzen, oder ob se et selwer wëlle maachen. Dat ass en Deel vun der Fräiheet. Well déi Wäerter, déi an öffentleche Strukture vermittelt ginn, dat si vläicht net déi, déi d'Leit fir sech an hir Kanner als prioritär gesinn.

Dir wëllt Mammen a Pappen ofwäerten. Dat ass dat, wat Der maacht duerch Är Politik. D'Fraen zu engem exklusiv Wirtschaftsfacteur maachen, och dat ass en Deel vun der Wourecht. An d'Famill, déi verléiert u gesellschaftlech Wäert duerch Är Politik.

Mir sinn net d'accord a mir wëllen hei de Leit an lech och ganz kloer soen, datt et eng Wiel gëtt, och an der Politik, tëschtent Ärer Politik - déi, wéi gesot, de Familljen de Choix ewechhëlt, manner Sue fir d'Kanner gëtt - an enger anerer Approche, näamlech enger, déi konsequent fir d'Famill ass a fir d'Kanner. An dat ass de Modell vun der ADR.

Jo, jo - fir déi Virriedner, déi et nach net héieren hunn -, mir féieren eng Pai an fir déi Elteren, déi doheem bliwen an hir Kanner selwer wëllen erzéien, well mir valoriséieren d'Aarbecht vun den Elteren. Mir respektéieren dat a fir eis ass et guer keng Onéier, fir doheem ze bliwen an d'Kanner ze erzéien. Dat ass eng extrem wichteg Aarbecht, eng wäertvoll Aarbecht. An eis ganz Gesellschaft géif dovun profitéieren, wa méi Kanner erëm kéinte vun hiren Eltere profitéieren. Well wéi vill Problemer hu mer a Schoul, a Gesellschaft, well eben net genuch Zäit do ass, wou d'Leit sech kënne selwer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner këmmern.

Mir wäerten, op jidde Fall an eisem Modell, d'Kannergeld nom aktuelle System bäibehalen. D'Kannergeld soll viru bezuelt ginn, soll gestaffelt bliwen. Et soll och gestaffelt bliwen. An doniewent féiere mer e Familljegelid an, an Elteregelid, wat ganz kloer als Pai, als Ersatzpai, wéi dat haut gesot ginn ass, ze considéieren ass, an all Famill kritt dat. All Famill!

An et ass d'Famill, déi souverän a selwer decidéiert, ob se mat deem Geld, wat se kritt, eng Struktur wëllt bezuelen, also eng öffentlech Struktur wëllt an Usproch huelen, oder dat Geld fir sech behält als Ersatzpai fir deen, deen doheem bleibt an d'Kanner erzitt. Dann huet se e richtige materiellen, realistesch Choix, wat se wëllt maachen.

An dat Geld, wat déi Famill kritt, dat ënnerläit soziale Kritären. Et gëtt e Fräibetrag. Wat driwwer erausgeet, ënnerläit der Steier. Domadder hu mer eng sozial Gerechtegkeet dran. An et gëtt sozialversicherungspflichteg. Dat heescht, wann elo zum Beispill - well hei d'Beispill vun de Mammen koum, mä et gëtt jo och Pappen, déi an där Situatioun sinn -, wann dann eng Scheedung kënnt no esou vill Joer, dann ass op Héicht vun där Pai an d'Sozialversicherungssystemer abezuelt ginn, dat heescht: eegen Uspréck, eege Pensionsrechter. An domadder hu mer déi Prekaritéit vun deene Leit effikass bekämpft!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass eise Modell a mir ginn domadder e reelle Choix mat soziale Kritären an och déi Fro vun der Scheedung ass domadder geléist. D'Durée ass gekoppelt un déi aner Prestatiounen, déi de Stat elo souwisou bezilt, wéi Chèque-service an anerer. Mir koppelen eis Proposition un dat, wat am Abléck souwisou schonn ugebuede gëtt.

An d'Tabell, déi ech lech kuerz wëllt évoquéieren, déi ass exemplaresch, also exemplativ éischter, well déi wär och gestaffelt. Bei engem Kand géife mer am Ufank, niewent dem Kannergeld, wéi gesot, 1.000 Euro de Mount virgesinn, bei zwee Kanner 1.750, bei dräi Kanner 2.250, bei véier Kanner 2.500 an esou weider.

Elo ass d'Fro gestallt ginn: Wie bezilt dat? An ech héiere se och hei am Sall.

(Interruption)

Majo, ma dann... Mä dat ass näamlech eng wichteg Omissioun, wann hei Verrieder vun de Regierungsparteien heihinnerkommen a soen: Et gëtt jo gratis Crèchen, gratis Crècheplazen. Et gëtt keng gratis Crècheplazen! D'Gesellschaft bezilt ëmmer fir d'Crècheplazen. Et ass en deiert Investissement, fir der ze schafen. Et gëtt keng gratis Crècheplaz! Mir alleguer, als Lëtzebuurger Gesellschaft, mir bezuele vill Sue pro Mount fir all Crècheplaz.

Wa mer de Familljen d'Méiglechkeet vun Choix ginn, da gi manner Kanner a Crèchen,

kaschten also d'Gesellschaft an deem Sënn manner. An no eise Berechnung kascht eng Crècheplaz am Mount vill méi wéi dat, wat mir als Elteregelid géife bezuelen. Et ass also en Nettogewënn, e finanzielle Gewënn fir d'Gesellschaft. Et ass awer virun allem natierlech e mënschleche Gewënn fir d'Famill a fir d'Gesellschaft.

Mir géifen des Weideren, fir d'Finanzéierung ze garantéieren - net nëmmen, datt mer manner Crècheplaze missten ubidden -, mä mer géifen all d'Familljenzoulagen, ausser dem Kannergeld, géife mer zesummeleeën an domadder, aus all deenen anere Leeschtungen, déi Pai matbezuelen, wat och mat sech bréngt, datt eng daitlech Simplification administrative domat verbonne wär, manner Bürokratie, also erëm e Facteur, wou de Stat massiv spuert.

Dat ass also den alternative Modell. Mir hunn der haut zwee hei am Sall héieren, dräi, pardon. D'CSV hat méi oder manner - ech wëll elo net do d'CSV interpretéieren, si kann dat selwer maachen -, mä méi oder manner Referenz geholl op e weiderentwéckelte Status quo vun deem, wat mer kann hunn. Dat ass eng Optioun.

Mir hunn déi dräi Regierungsparteien an d'Regierung selwer héieren, déi wëllen op de Wee goe vun enger eesäiteger staatlecher Erzéiung, soi-disant fir d'Kanner profitéieren ze loosse. Do gëtt da gesot, eng multilingual Offer an de Crèchen, also wou d'Kanner dann och nach op Franséisch erzu ginn, anescht wéi dann an de Familljen, wou et da vläicht op Lëtzebuergesch wär.

A mir hunn de Modell vun der ADR, deen eenzege Modell, dee wierklech de Familljen e realistesche materielle Choix gëtt, fir sech ze decidéieren, ob se hir Kanner selwer wëllen erzéien oder d'Kanner an eng staatlech Struktur ginn.

Mir bewäerten dat net. Mir maachen net dee Feeler, fir ze soen - aus Respekt virun de Leit -, dat eent ass dee bessere Modell an dat anert ass dee méi schlechte Modell. Dat ass net eis Zoustännegkeet.

Mir hätte gär, datt d'Famill souverän a selwer kann decidéieren, wat fir si an hiren Aen déi richteg Optioun ass. Et ass e Stéck Fräiheet. Dat ass déi konsequent Haltung vun der ADR an der Politik, net nëmmen an der Familljepolitik. Mir sti fir d'Fräiheet vun de Familljen, fir d'Souveränitéit vun de Familljen. An dofir wäerte mer dëst Gesetz vun lech och net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien! Dat war bis elo dat Besch!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, Här Gibéryen, den Här Kartheiser hat just de Présent mam Conditionnel verwieselt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Kartheiser ass doudsécher mat mir averstanen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Trotz menger Modestie!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat ass de Wee fräi fir deen nächste Riedner, den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, universell Sozialleeschungen hunn an enger Gesellschaft verschidde Fonctiounen:

Éischters suerge se dofir, datt jiddwereen um Finanzement vun deene Leeschtungen bedeelegt ass, sief et duerch Cotisatiounen, sief et duerch progressiv Steieren, an och jiddwereen an de Genoss vun esou Leeschtungen ka kommen. Si sinn d'Fundament vun engem sozialstaatleche Gesellschaftsvertrag, zu deem och de Generatiounevertrag gehéiert.

Zweetens hu Sozialleeschungen eng ëmverdeelend Wierkung vun geschafene gesellschaftleche Rächstum. Si verstärken domadder de gesellschaftlechen Zesammenhalt.

An drëttens schütze Sozialleeschungen virum Aarmutsrisiko. Wuelverstanen: Si schütze virun. Si bekämpfen net d'Aarmut, well de Kampf géint d'Aarmut ass de Beräich vun der selektiver Sozialpolitik, déi dofir och dacks de Charakter vun enger Aarmutspolitik huet. Sozialleeschungen schütze virum Aarmutsrisiko. Si hunn also e preventive Charakter.

Grad dësen drëtten Aspekt ass, wann een hei am Land iwwer sozial Transferteleschtungen schwätzt, an dëst besonnesch a Bezuch op d'Familljeleeschungen, e wichteg Element. Aus dem Sozialpanorama vun der Salariumsnummer geet kloer ervir: Ouni sozial Transferten en amont géif den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg net bei vill ze héije 16% leien, mä bei 21%. A bei deenen 21% sinn natierlech d'Pensiounen net mat agerechent, well wann een déi Transferteleschtungen och géif matrechnen, da wier ee wäit iwwer 40%.

Eng Kierzung vun Kannergeld - an domadder hu mer et hei awer ze dinn - oder vu Prestatiounen kann also just en negativen Impakt op d'Entwécklung vun Aarmutsrisiko hunn. Datt an deene leschte Joren den Aarmutsrisiko vun 11% op elo 16% geklommen ass, huet och domadder ze dinn, datt d'Leeschungen vun universellen a preventive Sozialstat successiv an deene leschte Joren zrëckgeschrauft goufen, dëst och grad bei de Familljeleeschungen.

D'Resultat gesi mer: D'Aarmut klëmmt vu Joer zu Joer. Weider Kierzung beim Kannergeld, a si kënne in extremis bis zu e puer Dausend Euro d'Joer goen - d'Beispiller hu mer gesi bei dräi bis véier Kanner -, dës Kierzungen accélérieren dëse Prozess nach weider.

Dëst Gesetz hei setzt also déi negativ sozialpolitisch Entwécklung fort. An anere Wieder: D'DP/LSAP/déi gréng-Koalitioun ass an där Hiischt komplett en ligne mat deenen zwou CSV/LSAP-Virgängerregierungen, well schonns zënter 2008 sinn d'Familljeleeschungen net méi un d'Inflatioun ugepasst ginn, wat dozou gefouert huet, datt se all Joer u Wäert verluer hunn.

D'Desindexéierung vun de Familljeleeschungen vun der CSV/LSAP-Regierung huet zu engem Wäertverloscht vun insgesamt 19% gefouert. 19% Wäertverloscht an aacht Joer!

Här President, dëst Gesetz ass a bleift een Element vun der Austeritéitspolitik vun der Regierung. Déi grouss Linne vun dësem Projet sinn eis och an deem Kontext virgestallt ginn, näamlech am Kader vum Spuerpak 2014, gënee wéi d'Ofschafung vun anere Sozialleeschungen, wéi d'Allocation de maternité an d'Allocation d'éducation, déi ersatzlos gestrach gi sinn.

Et kann ee sech natierlech iwwer de Bienfondé vun deenen enzelnen Allocationen ënnerhalen, mä et muss ee festhalen: Si sinn ersatzlos gestrach ginn. Wuelverstanen: Am Kader vum Spuerpak, net am Kader vun iergendengem Familljepak oder iergendengem Sozialpak; am Kader vum Spuerpak.

De Budgetséquilibre huet iwwer all aner Consideratioun priméiert. An dat weist och d'Fiche financière vum Gesetz ganz gutt. An éischter Linn ass et ëm Aspierungen gaangen. D'ailleurs gouf dat och deemools esou argumentéiert. D'Nettoerspuerniss vum Stat klëmmt successiv all Joer. Bis 2026 sollte schonn 78 Milliounen Erspuernisser erreicht gi par rapport zu engem Modell, wann een et net verännert hätt.

Déi Mesurë sinn deemools mat der schwiegerer budgetärer Situatioun begrënt ginn. Bon, mëttlerweil gouf jo awer festgestallt, datt op eemol méi Suen do sinn. Allerdéngs fléissen déi dann net an d'Sozial- oder d'Familljepolitik, also an de Sozialstat, mä se fléissen a Steiererlichterunge fir all méiglech Akommesgruppen an a Benefisser vun Entreprises. Et ass also en plus eng Reduktioun vu Steierrecetten; mat deene d'Steierrecettë kéinten och sozial Transferte finanziert ginn.

Dëst Gesetz ass eng weider Verschlechterung vun der Enveloppe, vun der globaler Enveloppe vun Kannergeld. Dat Argument, datt kengem eppes géif ewechgeholl ginn, ass a Wierklechkeet een allen Trick, fir strukturelle Sozialofbau ze legitiméieren.

Den ehemolege Gesondheitsminister weess e Liddchen dovunner ze sängen, well en eng Rentenverschlechterung mat Zoustëmmung vun deene véier grouse Parteien iwwer 40 Joer duerchgesat huet. Hei hu mer et mat enger Transitionphas vu 25 Joer ze dinn. D'Methodik ass awer äänlech a geet in fine an déiselwech Richtung, näamlech a Richtung Sozialofbau.

Wat d'Famill méi grouss gëtt, wat och de finanzielle Schued méi grouss gëtt. An dobäi wësse mer dach, datt grad de Facteur „Kanner“ och elo schonn een ass, deen den Aarmutsrisiko erhéicht. An och hei besonnesch betraff sinn allengerzéiend Eltere vu méi Kanner. D'Salariumsnummer huet eng ganz Retsch Rechebeispiller ugefouert, wéi gesot, déi bis zu Dausenden Euro d'Joer kënne goen.

Här President, dës Kierzung vum Kannergeld ginn eis da verkaaft als sougenannten „Moderniséierung“ vun der Familljepolitik. Enger net funktionéierender natalistescher Politik, bei där ee pro weidert Kand méi Sue krut, soll en Enn gesat ginn, an am Géigesaz e quasi individuell Urecht vum Kand op dat Geld bestoen, wat eng Staffelung vun de Montanten, wéi se bis elo bestanen huet, géif als ongerecht ausschléissen.

Als Lénk hu mir a priori kee Problem domadder, datt all Kand datselwech wäert ass. Mä dofir hu mir awer e Problem mat der Stoussrichtung a mat der Héicht vum Montant vun deene Prestatiounen.

An d'Moderniséierung, vun där hei geschwat gëtt, ass a Wierklechkeet en Deckmäntelche fir

d'Spuerpolitik. Si huet vill manner mat familjepolitescher, ideologescher Orientéierung ze di wéi mat effektiver Spuerpolitik bei de sozialen Transferten. Well déi dote Moderniséierung gëtt eigentlech net wesentlech erkläert oder begrënnert. Et gëtt lapidar op verschidden „nei“ Realitéiten higewisen. An ech froe mech: Wat sinn dann Elementer vun neie Realitéiten?

Den Aarmutrisiko ass an deene leschte Joren eropgaangen. Dat ass eng Realitéit! D'Aarbechtsverhältnissen ginn ëmmer méi prekär a méi onsécher, och wann ëmmer méi Frae schaffen ginn. Dat ass eng Realitéit! En onbefristeten Aarbechtsvertrag ass scho laang net méi d'Regel. Dat ass och d'Realiteit! D'Liewenshaltungskäschen zu Lëtzebuerg ginn ëmmer weider erop a ginn net duerch wuessend Léin kompenséiert. Dat ass och eng Realitéit! A wéi vill Leit, a besonnesch Fraen, géife gär Vollzäit schaffen, mä kënnen et net? Dat ass och eng Realitéit! Si kënnen et net, net onbedéngt weinst de Kanner. Si kënnen et net, well de Patron et net zouléist. Dat ass eng Realitéit! An dat betrëfft och a grad d'Botzpersonal.

Ech hunn de Moien och d'Madamm Cahen héieren um 100,7, wéi se vun der allengerzéiender Botzfra geschwat huet. Ech géif mer wënschen, d'Regierung géif d'Botzpersonal kohärent ënnerstëtzen an hirer Lutte fir d'Unerkennung vun hirer Qualifikatioun no zéng Joer Berufstätigkeit. Domadder wier dem Botzpersonal och ganz vill gehollef!

All dës Realitéite järezen dach nom Ausbau vun engem sozialen Netz, amplaz Mënschen a Masche vun deem sozialen Netz ëmmer weider ausenanerzéeien, soudatt ëmmer méi Leit derduerch falen, an dann op eng liberal Aarmutspolitik, genannt „sozial Selektivitéit“ mussen zrëckzegräfen. Et ass näamlech och dat, wat de Robert Urbé gemengt huet, wéi e gesot huet, d'„sozial Selektivitéit“ wier d'Unwort des Jahres. Ech gesinn, dat awer och haut d'CSV ëmmer erëm op sozial Selektivitéit setzt amplaz op den Ausbau vun den universale Rechter.

Här President, wann een eng seriö Reform vun de Familienzoulagen hätt wëlle maachen, dann hätt een dach fir d'Éischt kucke misse, wéi héich d'Fraisen eigentlech sinn, déi ee Kand fir eng Famill bedeit. An dat haut an hei zu Lëtzebuerg.

Wéi evoluéieren déi Käschen, wann zousätzlech Kanner derbäikommen? Dat ass ni kloer festgestallt ginn hei zu Lëtzebuerg. Dës Reform steet net um Buedem vun den Tatsaachen, mä baséiert op onbeluechte Behauptungen. Dir hutt och bis haut keng seriö Etüd an Optrag ginn, obwuel dat scho laang gefrot ass. Firwat?

Dir féiert zwar ëmmer erëm eng Etüd aus dem Ausland un, déi beleet soll, datt de Coût moyen pro Kand erofgeet, wat méi Kanner am Stot liewen. Mä ass dat och zu Lëtzebuerg esou? A wéi een Impakt huet zum Beispill de Wunningspräis, wa mam zweeten, drëtten Kand op eemol eng méi grouss Wunneng kaaft oder gelount soll ginn? Op all déi Froe ginn et keng wierklech Antwerten.

D'Regierung argumentéiert zum Deel, datt d'Wunningssituatioun, wat zu Lëtzebuerg jo ee vun deene ganz grouss Facteure vu Käschen ass, fir Eltere mat Kanner zum Deel duerch d'Subvention de loyer opgefaange géif ginn. Mä och hei muss ee soen: D'Subvention de loyer kréien éischtens just d'Locataires, an zweetens just deen Deel vun de Locataires, déi méi wéi 33% vun hirem Revenu fir de Loyer bezuelen. An d'Staffellung vun der Subvention de loyer dréit der Kannerzuel awer eigentlech net vill Rechnung.

En Eenzelstot kritt 124 Euro, a fir all weidert Kand bei der Subvention de loyer kommen da 25 Euro derbäi. 25 Euro, dat ass den Zouschoss bei der Subvention de loyer fir all weidert Kand am Stot.

Interessant ass awer: Beim Gesetz vun der Subvention de loyer gëtt e Seuil de faible revenu définéiert, ënnert deem ee leie muss, fir kënnen d'Subvention ze kréien. Dëse Seuil klëmmt awer pro zousätzlech Kand ëm 531 Euro. Aha! Hei gëtt et also eng Berechnung vun de Käschen vum Kand, déi bis zu 531 Euro kënnen goen. An ech froe mech: Wou kennt dee Montant hier?

Interessant ass awer och, d'Wiesselwierkung ze kucke mat anere Mesuren, déi dës Regierung geholl huet, wéi zum Beispill d'Studiebahnhëllef fir d'Studenten, an op Inkohärenzen doranner opmierksam ze maachen.

Här President, d'Kannergeld bleift och bei deem Gesetz weider desindexéiert. Déi Upassung un de Medianloun, wéi mer se jo nach an engem anere Gesetz diskutéiere wäerten, bedeit eben net, datt de Montant vum Kannergeld automatesch un d'Inflatioun ugepasst gëtt. Dëst Gesetz ass a bleift Sozialofbau.

D'Regierung versicht, eis dee schmackhaft ze maachen, andeem se op aner Gesetzestexter

verweist, déi nach an der Maach wieren. Mä net nëmmen d'Salariatskummer, och de Statsrot kritiséieren zu Recht, datt et keng kohärent Vue d'ensemble vun all deenen ugekënnegte Mesuren a Mesuretté géif ginn, an och net vun den Auswierkungen dovunner.

Eppes schéngt awer kloer ze sinn: Den universale Sozialstat gëtt heimadder weider geschwächt, an d'Masche vum sozialen Netz ginn auserneen. Nodeem déi vieregte Regierungen d'Familjeleeschungen desindexéiert, also entwärt haten, nodeem déi vieregte Regierung Leeschtungsverschlechterunge bei de Pensiounen iwwer 40 Joer programméiert haten, no all deem huet sech dës Regierung scheinbar der nächster Generatioun verschriwwen. Fir d'Éischt d'Studenten, deenen hir Studiebahnhëllef drastesch gekierzt goufen, an elo d'Kannergeld.

Här President, mir wäerten deem Sozialofbau sécherlech net zoustëmmen. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum.

Ech wollt dem Här Baum just soen: De fréiere Sozialminister huet mer just an d'Ouer geflüstert, datt e mat senger Pensiounsreform, déi eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber hat, fir déi nächst Generatiounen de Rentensystem mat stabiliséiert huet an datt de Rentensystem hei am Land dee generéisten insgesamt op der Welt bleift. Ech hat gemengt, ech misst lech dat a sengem Numm soen, well e jo net de Fait personnel kann invoquéieren.

(Hilarité)

Dat gesot, ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madamm Familjeminstesch Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir d'Éischt emol dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säin exzellente méndlechen a schrëftleche Rapport. Da géif ech awer och gären all de Memberen aus der Kommissioun Merci soen. Et ware flott a ganz konstruktiv Diskussiounen, déi mer déi lescht Méint haten.

An dann natierlech géif ech och gären de Riedner de Mëtteg Merci soen, déi all gewisen hunn, dass d'Kanner ons alleguer interesséieren an dass mer am Fong geholl wierklech alleguer nëmmen dat Beschit fir d'Kanner wëllen, och wa mer net an allem ëmmer enger Meenung sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech déi éischte Kéier als Minister hei an d'Chamber erakomm sinn, du kouw eng Deputéiert bei mech an déi huet gesot, mir missten eppes maachen, fir dass d'Chamberssätzungen, Här President, net méi dënschdes an donneschdes méttens wieren, mä eng aner Zäit an der Woch, well dënschdes an donneschdes méttens hätten d'Kanner jo schlisslech keng Schoul. Et war eng Deputéiert net aus der Majoritéit.

Ech zielen dat, well genau hei si mer um Punkt ukomm, fir ze wëssen: Wéi organiséiere mer ons, wa mer Kanner hunn? An ech mengen, dass et e groussen Ennerscheid gëtt tëschent der Theorie an der Praxis. Ech mengen, dass ee muss kënnen däreffe Kanner hunn, och wann ee wëllt oder muss schaffen goen. An dat gëllt souwuel fir Frae wéi och fir Männer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech ka mech och erënnere un en Interview mat enger frësch gebakener Ministesch viru menger Zäit, do war ech nach net an der Politik, déi gefrot ginn ass: „Wat ass da fir lech dat Wichtigst, elo wou Der Ministesch sidd?“ An déi Persoun huet geäntwert: „Ma dat Wichtigst ass, dass ech awer weiderhi mäi Kand kann an d'Crèche siche goen, owes wann d'Crèche dann zoumécht.“

Mä dat ass immens wichtig! Et ass wichtig, kënnen säi Kand ofhuelen ze goen, wann d'Crèche zoumécht. Et ass och net ganz agréabel, als Lescht ze kommen. An et ass wichtig, dass een, egal ob ee Minister ass, ob een Deputéierten ass, ob een am Botzsecteur schafft oder soss iergendzwousch, dass ee sech kann organiséieren, als Mamm an als Papp.

Mir hunn haut d'Reform 6832 hei leien an ech mengen, et ass relativ vill gesot ginn. Dee Projet de loi hei ass ee vu ganz villen, déi scho gestëmmt goufen oder déi nach wäerte gestëmmt ginn.

Ech géif lech awer eng Kéier kuerz soen: D'Gesamtstrategie vun dëser Regierung, wou d'Kanner am Mëttelpunkt stinn, dat ass net nëmmen d'Kannergeld, wat mer haut stëmme, mä och de Congé parental, wou mer nach ëmmer op den Avis vum Statsrot waarden - an ech hoffen, dass deen an nächster Zäit wäert kommen -, an och d'Congés extraordinaires, well et gëtt jo

näischt méi Schlëmme, wéi dass moies, wann ee muss aus dem Haus goen, d'Kand krank ass an et muss ee sech organiséieren.

Elo schwätze mir hei op Lëtzebuergesch. Elo hu mir nach d'Chance ganz dacks, eng Bomi ze hunn oder e Schoulcopain ëm den Eck oder iergendwéi eng Nopesch, déi ee scho laang kennt. Mä mir hunn der awer och ganz vill, bal d'Halschent vun der Populatioun, déi vläicht keng Bomi ëm den Eck wunnen hunn an déi sech och mussen organiséieren.

D'gratis Kannerbetreuung ass ënnerwee, déi multilingual Frëifërderung, d'Subvention loyer ass scho gestëmmt ginn, den Adaptatiounsmechanismus, vun deem jo vill scho geschwat ginn ass an op deen ech bestëmmt nach wäert zrëckkommen, an dann natierlech d'Steierreform, déi den 1. Januar 2017 wäert a Kraaft treden.

Erlaabt mer awer vläicht emol, op déi verschidde Punkten aus der Diskussioun vun de Mëtteg kuerz anzegoen. Den Deputéierte Marc Spautz huet gesot, dass virun 30, 40, 50 Joer d'Gesellschaft eng aner war. An ech mengen, dass mer ons do wierklech eens kënnen sinn, dass virun 30, 40, 50 Joer d'Gesellschaft eng aner war.

An et ass jo normal, dass een dann no esou laanger Zäit och emol Saachen upasst a Saachen ännert, déi vläicht finalement net esou waren, wéi een am Ufank gemengt huet, dass se wieren. An ech schwätzen do zum Beispill déi natalistesche Politik un.

Ech maache kengem zum Virwurf, dee virun 30, 40 oder 50 Joer gemengt huet, dass, wann een de Leit méi Sue fir weider Kanner géif ginn, dass d'Leit da méi Kanner géife kréien. Mir wëssen awer haut, dass dat net stëmmt. Mir wëssen awer haut, dass et net d'Sue sinn oder de Montant - well mir hu jo och héieren, dass et ni wäert duergoen, well Kanner si vill méi deier, wéi dat, wat mir och hei zu Lëtzebuerg als héchst Kannergeld wäit a breet kënnen bezuelen -, deen ee wäert kréien. Mä mir wëssen awer haut ganz genau, dass déi natalistesche Politik just duerch Ramebedingunge ka gestalt ginn a gefërdert ginn.

Mir wëssen dat a mir brauche just zwee Nopeschlänner ze kucken hei vu Lëtzebuerg: Däitschland a Frankräich. A Frankräich, wou ech jo laang gelieft hunn, do war et awer ëmmer plus ou moins normal, dass d'Frae weider matschaffe gaange sinn. Do hunn d'Fraen 2,07 Kanner pro Fra, an an Däitschland, wou awer ganz dacks d'Fraen nach doheem bliwwen sinn, hunn d'Fraen 1,4 Kanner pro Fra.

Wann een elo Skandinavien mat den europäesche Mëttelmierlänner vergläicht, do gesäit een dat nach vill méi däitlech.

Wann d'Ramebedingunge stëmme a wa mir d'Leit net jugéiere par rapport zu hire Choixen, mä se hir Choixen fräi treffe loosse a se sech organiséiere loosse, a wann de Stat hinnen d'Moyene gëtt, sech ze organiséieren, da kréien d'Leit méi Kanner. Dee Beweis, deen ass definitiv do! Wéi gesot, ech maache kengem e Stréck draus, dass viru Jorzéngten dat aneschtens gesi ginn ass, mä mir hunn eben elo dee Recul a mir gesinn, dass dat eben aneschtens war.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass mat där Reform vun haut kee Mënsch eppes verléiert, well mer et jo afréieren, an dann dat heiten eréischt wäert gëlle fir déi Kanner, déi an Zukunft op d'Welt kommen an déi och vun zukunftsge Prestatiounen wäerte kënnen profitéieren, wéi notament déi gratis Kannerbetreuung, déi multilingual Frëifërderung.

Vläicht e klengt Wuert dozou. Iwwer 60% vun de Kanner schwätzen hei zu Lëtzebuerg kee Lëtzebuergesch doheem. An et ass ons immens wichtig, dass déi Kanner vun Ufank un och ons Sprooch léieren.

Et ass ons och wichtig effektiv, dass ons Kanner, déi Lëtzebuergesch doheem schwätzen, och eng aner Sprooch léieren, déi awer nach ëmmer extrem wichtig ass hei zu Lëtzebuerg.

Well dat, wat ons wichtig ass, wat dës Regierung wichtig ass, dat sinn d'Zukunftschancé vun de Kanner, dat ass, dass d'Kanner alleguer gläich sinn an dass d'Kanner alleguer déi nämleche Zukunftschancé musse kënnen hunn an der Schoul, an dat muss een esou fréi wéi méiglech kënnen férdere.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Et ass hei och gesot ginn, dass d'Chrëchëplazen, Här Spautz, vu 7.000 op 50.000, ech ronnen elo op, an d'Luucht gaange sinn a weinege Joren. Mä firwat sinn déi Chrëchëplazen dann an d'Luucht gaangen? Ma well se gebraucht gi sinn, well e Besoin do ass!

An ech kréien am Moment nach immens vill Mailen - obwuel se net direkt fir mech ge-

ducht sinn, well Dir hutt dat jo richtig gesot, d'Attributioun sinn haut aner -, wou Leit net direkt eng Plaz an enger Crèche kréien a wou dat wierklech problematesch ass, wa se plënnere an dann op eng Waardelëscht kommen.

Et ass e Choix ganz dacks vun de Fraen a vun de Männer, fir hiert Berufsliewe weiderzeféieren, och wa se Kanner kréien. An dofir musse mer och weider dorunner schaffen, dass jiddwereen dee Choix kann hunn, fir dass een och ka seng Kanner dann effektiv an eng Crèche ginn, wann een dat brauch a wann een de Besoin dofir huet.

D'Kannergeld ass net méi un den Index ugepasst ginn, ass och gesot ginn, zënter 2006. Dat ass e bëssen iwwerall kritiséiert ginn. Mir hunn decidéiert, duerfir deen Adaptatiounsmechanismus anzeféieren. An dat ass am Fong vill méi wéi d'Indexéierung, well am Salaire médian ass natierlech d'Indexéierung mat dran.

An d'Regierung wäert dann d'Zomm, nodeems ee weess, wéi vill Suen dann do verluer gaange sinn an de Prestatiounen - an all de Prestatiounen, en nature et en espèce -, wäert d'Regierung, no Consultatioun mat de Sozialpartner kucken: Wou ginn déi Suen da réellement gebraucht? An dat kann iwwerall sinn. Dat ka souwuel beim Montant vum Kannergeld si wéi och an anere Prestations en nature vläicht. Dat kann dann déi jeeeweileg Regierung all Kéiers selwer decidéieren.

An dann nach e Wuert zu de Logementspräiser, well déi jo och e puermol ernimmt gi sinn. Mir hunn d'Subvention loyer agefouert virun e puer Méint. Mir wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg de Logement deier ass. Dat ass net dat Eenzege, wat hei zu Lëtzebuerg vläicht e bëssche méi deier ass wéi am Ausland.

Mir wëssen awer och, dass, wa mer soen, mir kucken d'Etüden, ob dat zweet Kand méi deier kascht wéi dat éischt, da schwätze mir net iwwert d'Héicht vum Montant, mä da schwätze mir just doriwwer, fir ze kucken, ob dat zweet Kand méi kascht wéi dat éischt. Dat ass net de Fall, dass dat zweet oder dat drëtt méi kascht wéi dat éischt Kand. Allerdéngs ass et esou, dass do och dës Regierung sozial selektiv a cibléiert agéiert an deene Familjen hëllef, déi et brauchen.

A mir schwätzen do vun de Monoparentallen, déi duerch d'Steierreform och nach eng Kéier wäerte gehollef kréien. Mä och an der Organisatioun bei de Monoparentallen ass et wichtig, ze hëlfe, fir dass och déi, virun allem d'Fraen, mä och d'Männer, kënnen eens ginn.

A vläicht well et awer hei e puermol och ugeklongen ass aus dem richtege Liewen, ausserhalb vun der Chamber: Ech hat ganz dacks Frae bei mir am Büro sëtzen, déi opgehale hate mat schaffen. Ech hat ganz dacks Frae bei mir am Büro sëtzen, déi och eppes geliert hatten, déi e Beruff haten, net direkt mä Beruff, mä e Beruff, an déi quasi gebiedelt hunn, fir eng Plaz ze kréien, well de Mann wär fort, aus wéi engem Grund och ëmmer - dat ass jiddwerengem säi gutt Recht, souwuel Fra wéi Mann -, a si wëissten net méi weider. Si hätten een, zwee, dräi Kanner. Si hätte keng Aarbecht. Si géife keen Ennerhalt bezuelen kréien. Si missten de Loyer bezuelen, deen nach ëmmer d'nämleche deier kascht, respektiv de Prêt weider ofbezuelen.

An ech mengen, dass een dat wierklech muss verhënnere, dass jiddweree muss seng Responsabilitéit huelen, à court terme, à moyen terme, à long terme. An dofir sinn ech och immens frou, dass mer ons geschwënn, an e puer Méint, wäerten hei op dës Plaz hoffentlech kënnen zrëckgesinn, fir och deen neie Congé parental dann zesummen ze diskutéieren an hoffentlech ofzestëmme, fir dass alleguer d'Elteren, alleguer d'Mammen an alleguer d'Papp, dovunner kënnen profitéieren, méi dovunner profitéieren, fir méi kënnen bei hire Kanner ze bleiwen, ouni de Choix mussen ze maachen, opzehale mat schaffen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Familjeminstesch. Mir wäeren dee Moment um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert de Projet de loi 6832 ukomm a mir géifen elo iwwert den Ensembl vum Text ofstëmme.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6832 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 6832 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 28 Nee-Stëmmen adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Brouhaha)

Bon, ech gleewen emol, dass dat éischt Resultat deem zweete Resultat entsprécht. An da ginn ech emol dovun aus, dass mer d'Dispens hätten. Oder musse mer nach eng Kéier ofstëmmen?

(Négation)

Merci.

Da géife mer zu de Motiounen iwwergoen. Ass gewënscht, d'Motiounen nach ze motivéieren, oder kann ech dovun ausgoen, dass den Här Spautz dat a senger Ried ganz kloer an ausféierlech gemaach huet?

Motion 1

Wann dat esou de Fall ass, géif ech zu där éischter Motioun iwwergoen, wou gefrot gëtt, fir no alternativen Hëllefene ze sichen, fir manner gutt situéiert Familljen ze ënnerstëtzen.

Wie wëllt dozou Stellung huelen?

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, ech ka vläicht eppes dozou soen. Mir sinn am Moment amgaangen, den Text vum RMG ze finaliséieren, wéi ech och de Moie scho gesot hat. Mir konsultéieren elo nach um Terrain. An ech wäert esou séier wéi méiglech, soubal den Text finaliséiert a fäerdeg ass, da mat deem Text souwisou an d'Chamber kommen.

Ech kann lech awer elo schonn assuréieren, dass mer do natierlech och wäerte kucke bei de Monoparentallen, fir ons do speziell och ëm déi ze këmmen. An dofir proposéieren ech, dass ech, soubal ech den Text fäerdeg hunn, natierlech an d'Chamber kommen. An dofir géif ech proposéieren, déi Motioun hei net ze votéieren.

Merci.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ëmgedréit wär logesch! Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wa keng weider Wuertmeldungen do sinn, géif ech proposéieren, dass mer iwwert déi éischt Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An do ass et ëmgedréit: 28 Jo-Stëmme an 32 Nee-Stëmmen. Domat wär déi éischt Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Motion 2

Déi zweet Motioun vum Här Spautz, am Numm vun der CSV, ass och presentéiert ginn an et geet drëm, fir eng speziell Allocatioun fir Famillje mat ville Kanner ze schafen. Och do d'Madamm Minister.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Ech hunn elo grad alleguerten d'Mesuren opgezielt, déi d'Regierung wäert maachen, och fir d'Familles nombreuses. A well dat heite jo eng extrem wäit Zukunftsmusek souwisou ass, géif ech och hei proposéieren, déi heite Motioun ofzeleenen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wa keng Wuertmeldungen do sinn, géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Och hei datselwecht Resultat: 32-mol Neen an 28-mol Jo. Ech géif mengen, dass hei ee fir mech ze séier gedréckt hat.

Domat ass d'Motioun mat 28 Jo-Stëmme bei 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Motion 3

A mer géifen zu där drëtter Motioun iwwergoen. D'Motioun, wou et ënner anerem ëm d'Schafe vun enger Période transitoire fir d'Allocation de rentrée scolaire an de Remplacement vun der Allocation de rentrée scolaire progressiv duerch Prestations en nature geet. Och do kann ech dovun ausgoen, Här Spautz, dass se motivéiert ass an da géif ech der Regierung d'Wuert ginn.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, éischters kann ech natierlech mat där heiter Motioun guer net liewen, well da géife jo vill Leit manner kréien. Well mir hunn näamlech d'Allocation de rentrée scolaire vun 161 op 235 Euro eropgesat bei Kanner ab 12 Joer, well déi jo effektiv och hir Bicher selwer bezuelen.

Wat elo d'Prestations en nature ugeet, do wëlle mer natierlech ëmmer méi op dee Wee goen. Dat hu mer jo och gesot als Regierung. Allerdéngs läit déi heite Prestation en nature souwisou och beim Bildungsministère, also ass et mir hei net zougestan, fir dozou eppes ze soen direkt. Ech mengen, mir wëllen net, dass een eppes verléiert a mir wäerten och net wëllen, dass elo een 161 Euro kritt amplaz 235. An ech géif dofir proposéieren, och déi heite Motioun ze rejetéieren. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech sinn elo just e bësse paff, dass d'Madamm Ministesch seet, si hätt näischt domat ze dinn. Et ass an hirem Projet de loi, wou et ëmgeännert gëtt. Si seet elo just, si wier net dofir zoustänneg. Nach ëmmer schafe mir hei an dësem Gesetz Faiten, wat d'Rentrée scolaire ubelaangt.

Dofir sinn ech e bëssen erstaunt, wann d'Ministesch da seet: „Ech sinn dofir net zoustänneg.“ Da froen ech mech, firwat dat an dësem Gesetz steet an deen zoustänneg Minister net hei ass.

Oder d'Madamm Minister ass awer zoustänneg? Ech weess et net, Här President. Dir, mat Ärer Wäisheet, wäert eis jo elo do kënnen soen, wann den elo zoustänneg ass. Merci.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Pardon, ech hat mech vläicht falsch ausgedréckt. Mir wëllen op de Wee vu Prestations en nature goen, mä an deem heite Fall si mer nach sécherlech net esou wäit. An dofir géif ech proposéieren, dat ze rejetéieren. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Här Spautz, domat kann ech mer meng Wäisheet fir eng aner Kéier spueren.

(Hilarité)

A mer géifen dann zur Ofstëmmung iwwert déi drëtt Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer an d'Resultat ass licht aneschtens: 26-mol Jo, 32-mol Neen an zwou Abstentiounen. Domat wär déi drëtt Motioun och verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

3. 6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport“ (MRTT) (suite)

A mer géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Wéi gëschter Owend ugekënnegt, stëmme mer haut iwwert déi fäerdeg diskutéiert Projete vu gëschter of, fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 6940, de sougenannten „Multi Role Tanker Transport“. An ech géif dann direkt d'Ofstëmmung, wa mer prett sinn, lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6940 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6940 ass mat 55 Jo-Stëmme, 2 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,

Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

4. 6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie (suite)

Mer géifen zu der Ofstëmmung iwwert deen zweete Projet vu gëschter iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6952. A mer kënnen direkt mat der Ofstëmmung ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6952 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Deputéierten hunn un der Ofstëmmung deelgeholl: 57-mol Jo an 2 Abstentiounen. Domat ass och de Projet 6952 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6952 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mer géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi Nummer 6820, dee betrëfft d'Organisatioun vum Casier judiciaire. An d'Wuert huet elo direkt d'Berichterstatterin, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 6820 - Projet de loi portant modification

1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire,

2) du Code d'instruction criminelle,

3) du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Villmools Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, Dir wësst ganz bestëmmt, datt eise Casier judiciaire zrëckgeet op d'Joer 1886, wou en duerch e kinnekleche Beschluss an d'Liewe geruff ginn ass. Am Laf vun der Zäit ass en dunn duerch eng Hällewull vu groussherzogleche Reglementer ëmgeännert a moderniséiert ginn.



Mam Gesetz vum 29. Mäerz 2013 ass de Casier, wéi en am Volleksmond genannt gëtt, dunn eng éischte Kéier gesetzlech geregelt ginn: also 125 Joer no senger Kreatioun, besser gesot 127 Joer! Dat gutt gemengt Zil vun deem Gesetz war, méi Transparenz eranzekréien, den Dateschutz ze verbesseren an den Émgang mam Casier ze vereinfachen.

Allerdéngs, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet d'Begeeschterung iwwert dat Gesetz net laang ugehalen, well d'Protester vun de Gewerkschaften, vun der Ligue des droits de l'Homme an och vun aneren Akteuren ëmmer méi haart gi sinn. An dat zu Recht!

Kuerz gesot goug et bei deene Protester ëm dräi Problemer. Deen éischten a méi generelle Problem war an ass och nach haut, datt de Casier ëmmer manner mat senger originärer Aufgab ze dinn huet. Dat heescht, datt en ëmmer méi oft a Kontexter gebraucht gëtt, fir déi en eigentlech guer net geduecht war.

Aus deem Grond huet d'Ligue des droits de l'Homme schonn am Joer 2013 verlaangt, datt de Casier méi variabel opgestallt sollt ginn, an zwar en fonction vum Gebrauch, fir deen e geduecht ass. Dat heescht, datt eng Ventilatioun vun den Aschreiwunge soll stattfannen en fonction vun hirer Finalitéit.

Den zweete Problem ass deen, datt de Casier ëmmer méi oft gebraucht oder scho bal méissbraucht gëtt als eng Zort vu Certificat de moralité, fir eng Persoun eigentlech moralesch ze jugéieren, och wann et sech guer net ëm eng Procédure judiciaire oder aner speziell Situations handelt. Dat bréngt eng ganz Rei Schwierigkeete mat sech, virun allem fir be- traaffe Leit, am Hibleck op eng Astellung oder op eng Réinsertion au travail.

Den drëtten Problem, an dat ass dee wichtegsten, ëm deen et haut geet, ass deen, datt déi Lëtzebuerger Résidenten duerch déi aktuell Gesetzgebung vis-à-vis vun den auslänneschen Demandeurs d'emploi benodelegt ginn oder souguer diskriminéiert ginn, wa se sech op eng Aarbechtsplaz mellen. Dës Ongerechtheet erkläert sech doduerch, datt zu Lëtzebuerg d'Zuel vun de Strofen um Extrait vum Casier méi héich ass, déi drageschriwwen ginn, wéi an den Nopeschlänner. Dat féiert dozou, datt auslännesch Demandeurs d'emploi a gewëssene Fäll en Extrait vierge vum Casier kënnen virleeën, och dann, wa se déiselwecht Strofdot be- gaangen hu wéi e Lëtzebuerger Résident.

Sou huet zum Beispill e Résident, deen zu engem Joer Prisong mat Sursis veruerteelt ginn ass, dat Uerteel a sengem Casier stoen. E Grenzgänger, sengersäits, deen zu engem Joer Prisong mat Sursis veruerteelt ginn ass, ka sengersäits e Casier vierge presentéieren, wann hie sech op d'Aarbechtsplaz mell.

D'Resultat ass natierlech, datt de Lëtzebuerger Résident wéinst sengem Casier riskéiert, d'office aus der Kandidatellëscht gestrach ze ginn - dat erlieft een an de Gemengen och -, während de Grenzgänger och bei Plazen, wou e sech drop mell, d'Plaz ka kréien, well en nun emol e Casier vierge virleet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dës Problemer hunn dozou gefouert, datt de Justizminister Félix Braz den 19. Mee 2015 dësen neie Gesetzesprojet déposéiert huet, dëst mam Zil natierlech, méi e groussen Équilibre hierzestellen tëschent den Interesse vun der Allgemeng- heit an der eigentlecher Finalitéit vum Casier.

Errecht gëtt dëst Zil éischters doduerch, datt d'Lëscht vun den Aschreiwunge generell no ënne revidéiert gëtt, an zweetens doduerch, datt de Casier an Zukunft net méi just aus zwee Bulletinen, mä aus fënnf Bulletine besteet, fir d'Aschreiwunge méi variabel kënnen ausze- riichten.

Här President, ech kommen zu deene fënnf Bulletinen, déi ech just a kuerze Wieder wéilt beschreiben.

Wat de Bulletin 1 ugeet, muss ee wëssen, datt dee Bulletin ausschliesslech den nationalen an internationale Justizautoritéiten an eise Member vun Eurojust zougängelech ass, fir datt se hir juristesche Missiounen kënnen erfëllen. An dee Bulletin 1 ginn an Zukunft och all Strofen a Veruerteelungen ageschriwwen, soudatt sech näscht wäert dorun änneren.

Deem géinteniwwer ginn déi aner véier Bulet- tine mat deem Gesetzesprojet nei organiséiert respektiv ganz nei opgestallt, well mer momen- tan jo just zwee Bulletinen hunn.

Ech fänken u mam Bulletin 2, an deen hautdes- daags all rechtskräfteg Uerteeler agedroe ginn, déi eng Peine criminelle oder eng Peine correc- tionnelle mat sech zéien, inklusiv de Verkéiers- delikter mat oder ouni Sursis. Eng Ausnam bil- den haut schonn d'Prisongsstrofe vu maximal sechs Méint mat Sursis, definitiv Prisongsstrofe vu manner wéi acht Deeg, Geldstrofe vu man- ner wéi 251 Euro an d'Veuerteelung wéinst Falschparken.

Am Bulletin 2 stinn zanter der Applikatioun vum Gesetz vum 2013 och d'Mesures de place- ment, datt heescht déi Fäll, wou en Täter net zourechnungsfäeg war an dowéinst och net stroferechtlech verantwortlech war fir seng Strofdot.

An deemselwechte Bulletin 2 stinn och déi Strofen, déi duerch e Gericht an engem aneren EU-Memberstaat ausgesprach goufen, ouni datt eng béidsäiteg Stroffbarkeet, eng "double incrimination" muss bestoen. Dat heescht, datt e Vergoer, wat an engem aneren EU-Land zu enger Veruerteelung gefouert huet, och dann an de Casier stoe kënn, wann et zu Lëtzebuerg net zu enger Veruerteelung koom. Dat ass zum Beispill de Fall bei Steierhannerzéiung, déi et zu Lëtzebuerg net an deem Term gëtt. Mir schwätzen zu Lëtzebuerg vu Steierbedruch. Ech zitieren d'Beispill vum Gilles Roth, dee Rapporteur war am Joer 2013.

Ënner dem Strich kann een also haut feststel- len, datt am System, dee mir elo hunn, bal all Condamnatiounen vun enger Persoun am Bulet- tin 2 optauchen, och dann, wann d'Strof scho jorelaang zrëckläit a längst ausgefouert ass.

Mam Projet de loi vun haut, Dir Dammen an Dir Hären, soll de Bulletin 2 folgendermoossen emgéännert ginn: Gestrach ginn éischters all Condamnatiounen zu enger Geldstrof mat Sursis. Ewech falen och zweetens all déi Décisiounen, bei deenen de Prononcé vum Geriicht am Suspens gehale gëtt, drëtens all aner Condam- natiounen mat Sursis, déi net ausgefouert gi sinn oder déi der betraffener Persoun net zouge- stellt gi sinn. Donieft ginn d'Condamnatiounen zu enger Geldstrof vu bis zu 1.000 Euro an d'Condamnatiounen zu engem sougenannten „travail d'intérêt général" ab engem Délai vu fënnf Joer no der gerichtlecher Décisioun aus dem Bulletin 2 gestrach.

An der Praxis heescht dat, datt de Bulletin 2 an Zukunft nach just Veruerteelunge fir Ver- briechen an Delikter ouni Sursis respektiv Place- mentsmoosnamen enthält an datt eng Condamnatioun zu engem Verbuet, enger In- capacitéit oder enger Déchéance nach just esou laang am Bulletin 2 stoe bleift, bis d'Strof- moosnam ausgefouert ass.

Wat d'Dispositionen betrëfft, déi sech op d'Per- sonnes morales bezéien, verweisen ech aus Zäitgrënn op mäi schrëftleche Rapport, soss gëtt et wierklech ze laang.

Wien huet Zougang zum Bulletin 2? Éischters, zougängelech ass de Bulletin just op Demande hin, an dëst fir öffentlech Verwaltungen a staat- lech Institutiounen, déi an engem entsprech- ende Règlement grand-ducal festgehale ginn.

Donieft huet och de SREL op Demande hin Zougang zum Bulletin 2. Do muss een derbäi- soen, datt aus Grënn vun Transparenz de SREL forcéiert ass, d'Lëscht an d'Motiver vu sengen Demandé bei der sougenannter Autorité de contrôle vum Dateschutz ze hannerleeën.

Accès zum Bulletin 2 huet schlussendlech och den Transportminister am Kader vun der Ges- tion vum Registre électronique national, an deem d'Berufsschaffere opgefouert sinn.

Prinzipiell kann de Bulletin 2 an Zukunft just gefrot ginn, wann et ëm d'Besetze vu Poste mat spezielle Responsabilitéiten oder ëm aner limitativ Fäll geet. Dat heescht, e gëtt net méi vun de Gemengen oder aneren Employeuren ugefrot bei Postenausschreiwungen. Dat ass dann de Bulletin 3, op deen ech elo kommen.

Dëse Bulletin gëtt nei agefouert a gëtt méi res- triktiv gehandhabt wéi de Bulletin 2. Et ass, wéi gesot, dëse Bulletin, deen an Zukunft eng wichteg Roll spillt, wann eng Persoun eng Aar- bechtsplaz sicht. Eng Fro, déi vill Leit interes- séiert, zemoos déi, déi am Fall sinn, ass natier- lech déi: Wat kënn dann elo an dee Bulletin 3? A wat steet net méi dran?

Hei kann ee festhalen, datt de Bulletin 3 prinzi- piell iwwer sämtlech Condamnatiounen zu enger Peine criminelle oder correctionnelle in- forméiert. Net ageschriwwen ginn awer folgend Strofen:

1. Prisongsstrofe vu bis zu 24 Méint mat Sursis,
2. Geldstrofe mat Sursis,
3. eng oder méi Geldstrofe mat engem Total vu maximal 2.500 Euro, wat déi physisch Per- sounen ubelaangt,
4. sämtlech aner Condamnatiounen mat Sursis, déi am juristesche Sproochgebrauch als „non avenue" betruecht ginn oder der betraffener Persoun net zougestallt gi sinn,
5. gerichtlech Décisiounen, bei deenen de Pro- noncé a Suspens gehale gëtt a
6. d'Condamnatiounen zu engem Travail d'in- térêt général.

Wéi gesot, déi Opzielung bezitt sech op déi Condamnatiounen, déi net an de Bulletin kom- men.

Derbäi kënn, datt eng Rei Condamnatiounen an engem gewëssenen Délai aus dem Bulet- tin 3 gestrach ginn, wat bis elo net an deem Mooss de Fall ass, wat natierlech eng grouss Er- lichterung fir d'Demandeurs d'emploi duer- stellt.

Ech ginn e puer Beispiller: Sou zum Beispill ginn d'Condamnatiounen zu enger Geldstrof ab engem Délai vu fënnf Joer no der Décisi- ion aus dem Bulletin 3 erausgeholl. Wat ee- molog Prisongsstrofe vu maximal zwielef Méint ugeet, sou stinn déi net méi am Bulletin vun deem Dag un, wou d'Prisongsstrof ausgefouert ass. Wat d'Fuerverbueter ugeet, sou bleiwen och déi nach just esou laang am Bulletin 3 stoen, bis d'Verbuet opgehuewen ass.

Fir weider Detailer, och hei fir de Volet vun de Personnes morales, verweisen ech nach eng Kéier op mäi schrëftleche Rapport.

Wien huet Zougang zum Bulletin 3?

1. Zougang zum Bulletin huet d'Persoun selwer oder eng Drëttersperson, déi eng Procuratioun vun der betraffener Persoun ausgestallt kritt huet.

2. Zougang huet och den Employeur, deen op seng Demande hin en Extrait vum Bulletin 3 zougestallt ka kréien, sief et vun der Persoun selwer, sief et iwwer Procuratioun.

3. A grad wéi beim Bulletin 2 hunn och öffent- lech Verwaltungen um In- an Ausland Accès zum Bulletin 3, dëst awer just am Kader vun hire jeeweilege Missiounen.

D'Lëscht vun de Verwaltungen a moralesche Persounen, déi Zougang kréien, ginn an engem Règlement grand-ducal opgefouert.

Ech kommen dann zum neie Bulletin 4. Dëse Bulletin bezitt sech op d'Verkéisdelikter ganz speziell an ass ausschliesslech fir physisch Per- sounen geduecht. Momentan ass et esou, datt sämtlech Veruerteelunge wéinst engem Ver- kéiersdelikt am Bulletin 2 vum Casier stinn, mat Ausnam vun der Veruerteelung wéinst Falschparken, wat ech virdu scho gesot hat.

Wann eng Persoun beispillsweis wéinst Alkohol um Steier veruerteelt gi war, dann ass dat haut am Extrait vun hirem Casier ze gesinn, dee si hirer Kandidatur op eng Plaz muss bäileeën. Mam neie Gesetzesprojet ännert de System an deem Sënn, datt nieft den Aschreiwungen, déi schonn am Bulletin 3 stinn, och d'Fuerverbue- ter an de Bulletin 4 stoe kommen, allerdéngs net fir ëmmer an éiweg, well se ginn dräi Joer no hirer Exekutioun aus dem Bulletin gestrach. Guer net opgeléicht ginn d'Fuerverbueter mat Sursis vun deem Moment un, wou se als non avenue betruecht ginn.

De Bulletin 4 ass fir den Transportsecteur a fir de Rekrutement vu Chauffeure reservéiert.

Wien huet Zougang zu deem Bulletin? E gëtt ausgehändegt just un déi betraffe Persoun oder un eng Drëttersperson iwwer Procuratioun res- pektiv un de Minister, dee kompetent ass fir den Transport, an eise Fall de Minister vum Développement durable, an un aner kom- petent Autoritéiten vun europäesche Member- staten a vun Drëttlänner. Dëst am Fall vu bes- tëmten, définierten Instruktiounen oder Konventiounen um Niveau vum Transport, wéi zum Beispill bei der Erneierung vum Führer- schäin, der Demande d'agrément vun der Conduite accompagnée oder awer och am Beräich vum Taxiswiesen, der Fligerei oder der Eisebunn.

Ech kéim dann zum leschte Bulletin, dem Bulet- tin 5. Dëse Bulletin gëtt et schonn an enger anerer Form, e gëtt awer elo hei nei definéiert. En ass dem Kanner- a Jugendberäich virbeha- len. E beinhalt sämtlech Condamnatiounen an Décisiounen, déi wéinst engem Vergoe géint- eniwwer engem Mannerjäregegen zu engem Pla- cement gefouert hunn. Doriwir eraus stinn an deem Bulletin och all Décisiounen, déi enger Persoun verbidden, a regelméissegem an direktem Kontakt mat Mannerjäregegen ze stoen.

Dëse Bulletin bezitt sech méi speziell op de Rekrutement vu Persounen, déi professionell oder bénévolé am Kanner- a Jugendberäich wëlle schaffen.

Wien huet Zougang zu deem Bulletin? Zou- gang huet d'Persoun selwer oder eng Drëtter- person iwwert de Wee vun enger Procuratioun. Dat ass jo bei all Bulletin esou. Donieft kréien och déi responsabel physisch a moralesch Per- sounen aus dem Kanner- a Jugendsecteur an déi öffentlech Verwaltungen op hir Demande hin Asicht an de Bulletin 5. Dëst nees eng Kéier am Kader vun hire jeeweilege Missiounen an ënner der Konditioun, datt déi betraffe Per- soun hiren Accord gëtt.

Souvill zu deene fënnf Bulletinen, déi eng grouss Neierung duerstellen, dat hutt Der elo festgestallt.

Nach ee Punkt, dat, wat d'Conservatioun vun den Extraiten ugeet, dat heescht: Wéi laang

kann ee se halen? Do muss een ervirsträchen, datt en Extrait vum Casier am Normalfall maxi- mal zwee Méint vun engem Patron versuergt däerf ginn an datt den Extrait duerno zerstiéert muss ginn. All Netrespekt vun där Dispositioun féiert zu enger Strof.

Wichtig ass och ze wëssen, datt dëse Projet de loi en Droit à l'oubli aféiert, dat heescht, datt d'Aschreiwungen, déi sech op eng physisch Persoun bezéien, entweder direkt nom Doud vun där Persoun zerstiéert musse ginn oder spëtstens honnert Joer no hirer Gebuert, dëst am Fall, wou den Doud vun der Persoun aus gewëssene Grënn net vun den zoustännegen Autoritéiten erfaasst konnt ginn.

Här President, dat waren, vereinfacht duerge- stellt, déi Haaptunkte vun deem Gesetzes- projet.

Ech kéim nach ganz kuerz zu den Avisen, déi zum Deel esou extensiv waren, datt ech guer net kann op den Inhalt agoen, ausser bei deem vum Statsrot. Deen éischte war vum 17. Juli 2015, den Avis complémentaire vum 3. Mee 2016. D'Haaptunkten, déi de Statsrot opgeworf huet, hu sech op juristesche Prozedu- ren an Terminologé bezunn an hu kee Problem duergestallt. Et ass och ëm d'Kohärenz vun de verschiddene Gesetzgebungen am Beräich vun der Protection des données gaangen. Eng Op- position formelle louch net vir.

An de Sëtzunge vum 23. September 2015, vum 7. Oktober 2015 a vum 1. Juni 2016 huet d'Justizkommissioun sech mat deenen Avisa befaast an huet dem Statsrot senge Remarqué méiglechst Rechnung gedroen.

Ech soen nach just, wi weider Avisen eraginn huet: Dat war d'berodend Mënschrechtskom- missioun, d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, déi national Dateschutzkommissi- on, d'Chambre des Métiers, d'Action Luxem- bourg Ouvert et Solidaire zesumme mat der Ligue des Droits de l'Homme, d'Association Luxembourgeoise des Avocats Pénalistes, d'ALAP.

Generell ware mir frou feststellen, datt dëse Projet de loi vun alle Vertriedunge positiv avi- séiert ginn ass, natierlech mat verschiddenen Nuancen. Am Ganzen huet d'Justizkommis- sioun sech a fënnf Sëtzunge mam Projet de loi befaast an huet mäi Rapport de 15. Juni mat just enger Abstentiuon ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech nach enger Rei Per- sounen Merci soe fir hir kompetent Hëllef an dë- ser dach zimlech kniwweleger Matière: Dat sinn d'Madamm Claudine Konsbrück vum Jus- tizministère - dat ass eng ganz kompetent Ma- damm -...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rappor- trice.** - ...d'Madamm Marie-Jeanne Kappweiler vum Parquet, den Här Laurent Besch als Sekretär vun der Justizkommissioun an donieft och d'Marion Muller, eis Mataarbechterin an der Fraktioun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. Mäerz 2013 huet d'Chamber mat 56 Jo-Stëmmer e schlecht Gesetz gestëmmt. Haut stëmme mer e gutt Gesetz, hoffentlech mat nach méi enger grousser Majoritéit, e Gesetz, wat vill Benodeelegungen aus der Welt wäert schafen an zu méi Gerechtheet um Aar- bechtsmaart wäert féieren.

An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice, wou ech mengen, dass se och nach der Chamber wollt Merci soen, dass se Gedold hat, dass de Rapport e bësse méi laang war.

► **Une voix.** - En ass kniwweleg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här Pre- sident. Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt der Madamm Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci fir e wierklech ausféierleche Rapport. Et ass en densé Gesetzesprojet, a si huet dat och am Detail erkläert.

Et ass richtig, et sinn Upassung vun engem Gesetz, dat mer am Mäerz 2013 gestëmmt hunn, iwwregens deemools mat 56 vu 60 Stëmmer hei an der Chamber. An 2013 hate mer, éierlech gesot, eng méi grondleeënd Re- form vun dem Casier judiciaire, well mir hu fir d'Éischt emol eng gesetzlech Basis geschafen, fir dass iwwerhaupt de Casier judiciaire kéint elektronesch verwalt ginn.

Dorun ugeschloss war och d'Méiglechkeet, dass mer en Austausch hate mat aneren EU-Memberstaaten a souguer Drëttlänner. Dat heescht, wann ech am Ausland, zum Beispill an Däitschland, fir Steierhannerzëiung veruerteelt gi sinn, obschonns d'Steierhannerzëiung - Hannerzëiung - hei zu Lëtzebuerg net als Strofdot ugesinn ass, steet déi awer automatesch a mengem Casier.

Da war eng wesentlech Neierung och déi, dass mer 2010 fir d'Eischt zu Lëtzebuerg emol d'Responsabilité pënale, also d'stroferechtlech Responsabilitéit vu Betriber, vu Personnes morales agefouert hunn, an dass dat sech och 2013 an der Reform niddergeschloen huet.

Dann eppes, wat och méi déif gräifend war, dat war, dass mer eng europäesch Décision-cadre émgesat hunn, nämlech déi, dass, wann ech eng Strofdot géintiwuer vun engem Mineur maachen, also engem Mannerjärege, déi gëtt zanter 2013 eenzel bei eis an dem Casier opgefouert.

Zousätzlech koum nach, an dat ass haut vläicht de klengen Hick, dass de Casier zanter 2013 nach vill méi informativ ginn ass, informativ an deem Sënn, dass mer bis 2013 dräi Bulletinen haten, an op deem drëtte, do stoung net ganz vill. Mä zanter 2013 hu mer nach zwee Bulletinen, mat dem Resultat, dass och op dem Bulletin 2, deen eigentlech fir d'Bierger iwwerall zoungleech ass, alles dropsteet, wat méi wéi sechs Méint Prisong mat Sursis ass, a virun allem, dass och Verkëiersdelikter opgefouert sinn, zum Beispill e Führerschäinsentzuch.

An d'Madamm Lorsché huet et virdu manner daitlech gesot, mä et kann een et ganz cru soen: Grad dat, wat un Transparenz an un informativem Gescht an dem Casiersgesetz vun 2013 stoung, dat ass eis Lëtzebuerg eigentlech e bëssen zum Verhängnis ginn. Firwat? Jo dach, wann e Lëtzebuerg sech bei engem Privatpatron gemellt huet, fir eng Plaz ze kréien, da stoung natierlech vill méi, oder steet haut och nach vill méi a sengem Casier, wéi dat bei Frontalieren ass, déi aus engem Nopeschland kommen. An domat war dat wierklech net eng Diskriminatioun, mä et war e wesentlechen Désavantage, deen de Lëtzebuerg op dem privaten Aarbechtsmarché hat.

Ech mengen, dat war och de Grond, firwat dass dës Ännerung komm ass. An ech soen et direkt, mat aller Bescheidenheet: D'CSV wäert och duerfir dee Gesetzesprojekt matstëmmen, well et ass eng noutwendeg Upassung, notamment am Bild vun der Gläichstellung zwëschen Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg um Niveau vun onsem Aarbechtsmaart.

D'Fro, déi sech eigentlech stellt, ass déi: Ass d'grondleend Philosophie vun 2013 mat deem Gesetzesprojekt a Fro gestallt? Neen, dat ass net de Fall. Et kommen eenzel Upassungen. Sinn déi Upassung gerechtfertigt? Jo. Sinn déi Upassungen am Sënn vun engem méi grousser Transparenz, vu méi Informatioun? Do géif ech soen: Neen. Firwat? Et muss ee jo einfach soen, dass, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, vill manner Informatiounen iwwer eng Persoun an engem Strofgëstern stinn. Dat ass nun emol esou!

Ass dee Gesetzesprojekt hei manner komplizéiert? Do géif ech soen, dat sief dohinne gestallt! Well mir kommen elo erëm vun 2012, wou mer dräi Extraiten aus dem Casier haten, 2013 hu mer der nach zwee, a vun zwee gi mer elo op fënnf. Dass et net manner komplizéiert ass, verdäitlecht eigentlech folgend Beispill:

Wann ech mech op eng Plaz mellen, da kann de Patron vu mir, wann en dat och motivéiert an a seng Offre d'emploi, also déi Annonce, déi en an d'Zeitung mécht, schreift, en Extrait aus dem Casier froen. Dat ass an der Regel de Bulletin oder den Extrait N°3.

D'Madamm Lorsché huet virdu och scho gesot, op deem Extrait N°3, do ass och e Führerschäinsentzuch opgefouert. Dee Führerschäinsentzuch op dem Extrait N°3, dee steet awer nëmmen esou laang do, wéi ech mäi Führerschäin effektiv entzunn hunn. Kréien ech de Führerschäin erëm, da fällt dee Vermierk op dem Bulletin 3 flaach, mä e steet awer nach op dem Bulletin 4. An zwar wéi laang? Mä genau dräi Joer nodeem ech de Führerschäin erëm erëmhun.

Elo ass et awer esou, dass den Extrait 4 vum Patron nëmme ka gefrot ginn, wann en eng Aarbechtsplaz ausschreift, fir déi ech de Führerschäin och effektiv brauch, dat heescht zum Beispill bei engem Chauffeur professionnel. Dat ass also net alles méi onkomplizéiert ginn.

En zweet Beispill ass dat vun deem sougenannte Bulletin N°5.

De Bulletin N°5, do stinn all déi Infraktiounen drop, déi ech géintiwuer vun engem Mannerjärege begaangen hunn, zum Beispill Ugrëff op d'Schimmt.

De Bulletin N°5, dee ka froen en Employeur, sief dat eng Gemeng, sief dat eng Asbl, déi zum Beispill eng Maison relais exploitéiert oder eng Crèche exploitéiert, well do jo forcément de Kontakt mat de Kanner per se ginn ass.

De Bulletin N°5 kann awer och froen zum Beispill e Veräin, e kulturelle Veräin, wann déi en Dirigent fir eng Jugendmusek asetzen, oder besonnesch am Sport, e Jugendtrainer zum Beispill am Schwammberäich oder am Fussball oder an aner Sportarten.

Déi Persoun, déi de Bulletin N°5 gefrot kritt, kann deen theoretisch refuséieren. Gëtt se en awer of, da stellt sech och déi Fro, wann déi Persoun net rekrutéiert gëtt, also net als Kandidat zréckbehale gëtt, da muss den Employeur, sief dat de Veräin, sief dat d'Gemeng, sief dat d'Asbl, déi d'Maison relais exploitéiert, da muss deen dee Bulletin direkt zerstéieren. Wann deen Kandidat zréckbehale gëtt, dann huet en d'Flicht - de Patron -, spéitstens no engem Mount, wou de Kontrakt ofgeschloss ass, och de Bulletin ze zerstéieren. Maache se dat net, dann ass de Patron, sief dat de Veräinsdirigeant, sief dat d'Gemeng, sief dat d'Asbl, da sinn déi stroferechtlech haftbar mat engem Delikt, wat bis zu engem Joer Prisong ka féieren.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, de Sënn an d'Ausrichtung vun deem neie Gesetz, déi si richtig. Si stellen och d'Grondphilosophie vum Gesetz vun 2013 net a Fro. Ech muss lech awer soen, dass et fir de Bierger dobaussen extrem schwierig ass, all den Detaile vun deene Bestëmmunge vun 2013 zesumme mat elo den Upassunge vun 2015 (veuillez lire: 2016) nozefolgen.

An duerfir, Här President, erlaben ech mer, am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun ze déposéieren, wou eigentlech d'Regierung opgefuerdert gëtt, fir déi Bestëmmungen, souwuel déi vun 2013 mat den Upassunge vun 2016, eigentlech op eng einfach an transparent Aart a Weis, sief et iwwer den Internet, sief et iwwer Broschüren, all deene Leit, déi herno mat Casieren, Extraite vu Casiere konfrontéiert sinn, méi nozebréngen.

Ech mengen, dat ass noutwendeg, well besonnesch dat lescht Beispill, wou notamment zum Beispill Veräinsdirigeanten an engem gutt gemengte Gescht vun enger Persoun en Extrait vun dem Casier froen, well se sech och wëllen ofséieren, wann déi Persoun, sief et als Jugendtrainer oder als Dirigent vun enger Jugendmusek, herno mat Kanner a Kontakt kënnt, a si vergiessen, gewollt oder ongewollt, deen Extrait no engem Mount ze zerstéieren, da fale se selwer gegebenenfalls ënnert d'Stroferecht. An ech mengen, fir de Leit dat nozebréngen, wier et gutt, wa mer esou schnell wéi méiglech, wann dat Gesetz hei a Kraaft ass, all déi Bestëmmungen op eng einfach, lieserlech Aart a Weis géife bäibréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi n°6820 portant modification 1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, 2) du Code d'instruction criminelle, 3) du Code pénal (le «Projet de loi»);

- saluant l'ambition des auteurs du Projet de loi de rationaliser le recours au casier judiciaire;

- notant que pour y parvenir les auteurs du Projet de loi ont notamment prévu la création de cinq types de bulletins avec une ventilation des inscriptions en fonction de la finalité pour laquelle le bulletin est délivré;

- considérant qu'au vu de la multiplicité de ces bulletins, des personnes non avisées risquent de s'exposer facilement à des sanctions pénales en sollicitant des bulletins dont (lisez: auxquels) ils n'ont pas accès en vertu de la loi ou en omettant de détruire le bulletin endéans les délais légaux,

invite le Gouvernement

- à informer les parties concernées (citoyens, administrations, employeurs) de l'entrée en vigueur de ce nouveau texte de loi, tout en leur fournissant sous une forme aisément accessible et compréhensible les informations appropriées au sujet des différents types de bulletins et leur utilisation,

- à présenter aux membres de la Chambre des Députés le bilan de la mise en application du nouveau texte de loi deux ans après son entrée en vigueur.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

Fir de Rescht, Här President, wëll ech soen, dass mat deem neie Gesetzesprojekt éischtens d'Philosophie vun 2013 net a Fro gestallt ass an

zweetens, dass et ee richtegen Équiliber ass téschent engersäits dem Schutz vun der Privatsphär vun dem eenzelne Bierger an anerersäits awer och dem Recht op Sécherheet vun der Allgemengheet. An duerfir stëmme mer dese Gesetzesprojekt als CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Fir d'Eischt e grouse Merci un d'Josée Lorsché, d'Rapportrice, fir e gudder méndlechen a schrëftleche Rapport, deen och ganz komplett war. Dat heescht, dass ee sech kann op dat Essenziell da limitéieren.

De Casier judiciaire ass en heikelt Thema, well en zwee Imperative muss matenee verbannen: d'Protektioun vun den Interessie vun der Gesellschaft engersäits an de Schutz vun der Privatsphär a vun der Réinsertioun vun de Personnen anerersäits.

Mir als LSAP fanne prinzipiell, dass dese Projet de loi e gudden Équiliber fäerdegbréngt téschent desen zwee Zwecker. E féiert, wéi scho gesot, fënnf Bulletinen an, déi variabel sinn an ugepasst un den Zweck, dee se sollen erfüllen. E begrenzt och d'Zäit, während där se dierfe gehale ginn. E verankert e gewëssenen Droit à l'oubli an en hält als Prinzip fest, dass kee Bulletin dierf ugefrot ginn, ouni den Accord vum Bierger oder sengem Vertrieeder.

Dat ass fir eis en akzeptabelen Équiliber, wéi gesot, téschent dem Recht op e Schutz vun der Privatsphär, vun der Réinsertioun, an op där anerer Säit dem Schutz vum öffentlechen Intéret, wann e Casier gefrot gëtt.

Ech géif gären dräi Bemierkunge maachen zu deem Projet de loi.

Dat Éischt ass, dass, wéi scho gesot virdu, dese Projet de loi an der Haaptsaach Schluss mécht mat enger Diskriminatioun, déi Lëtzebuerg Residentë betrëfft, well hire Casier ebe méi Informatiounen hat, wéi déi vu Residentë vun anere Länner. Doduerch haten d'Lëtzebuerg Demandeurs d'emploi et oft méi schwéier wéi auslännescher.

Eng wichteg Fro ass, ob dat dann elo mat deem neie System, ob mat deem neie System all Risk vun Diskriminatioun aus dem Wee geschaaft ass. Et war an der Kommissioun an enger vun den éischten Diskussiounen ronderëm dese Projet de loi suggeréiert gi vun eiser Fraktioun, dass mer sollen en Tableau maachen, en Tableau comparatif, dee géif eist Gesetz vergläiche mat deem vun anere Länner an en particulier mat deem vun den Nopeschlänner, fir sécherstellen, dass eise Casier déiselwech Informatiounen hätt, wéi deen op d'mannst vun onsen Nopeschlänner.

Ech mengen net, dass et - an ech hunn d'Travaux parlementaires nach eng Kéier nogekuckt - zu deem Exercice komm ass. Ech ginn dovunner aus, dass de Ministère dat gemaach huet an dass séchergestallt ginn ass, dass eist Gesetz alignéiert ass op deem Punkt op d'mannst mat deem vu Frankräich, der Belsch an Däitschland.

D'Ligue des Droits de l'Homme hat zum Beispill an hirem Avis gefrot, dass de Bulletin 3 sollt adaptéiert ginn op dat franséisch Gesetz, wat d'Prisongstrofe vu manner wéi zwee Joer ouni Sursis ugeet, well soss weiderhi géif e Risiko vun Diskriminatioun bestoen.

Där Beispiller gëtt et vläicht nach méi. Ech mengen, et soll een dëst am A behalen an och net zécken nozebesseren, wann ee gesäit, dass et weiderhin Désavantage gëtt fir Lëtzebuerg Residenten, haaptsächlech an der Demande d'emploi.

Zweetens fanne mer et och gutt, dass mer den Affekte vu Prévenuen och elo Zougang zum Bulletin 1 ginn, wou jo all d'Condamnatiounen drastinn, wat dee komplettste Bulletin ass. Dat ass an eisen Ae justifiéiert an dat ass och gefrot gi vun der Association des avocats pénalistes, fir de Prévenuen a stroferechtliche Prozeduren déiselwech Rechter - déi faméis Egalité des armes - ze ginn, wéi dem Parquet. Dat begreisse mer ausdrécklech am Sënn vun de Rechter vun der Défense.

Drëtte a leschte Punkt: Mir fannen et och gutt a wichteg, dass d'Fuerderung no engem Extrait vum Casier elo muss an den Annoncé stoen, déi de Posten ausschreien. Och dat war en Amendement, dee mer gemaach hunn an der Commission juridique. Dat ass souwuel beim Bulletin 3 wéi beim Bulletin 4 de Fall, dee jo speziesch fir Leit do ass, déi op hire Permis de conduire ugewise sinn.

D'Chambre des Salariés hat iwwregens an hirem Avis op d'Geforen an op d'Abusen higewisen, déi an der Aarbechtswelt kënnen entstoan

am Zesammenhang mam Casier judiciaire. An an eisen Aen ass deen Encadrement, deen hei staftfënnit elo duerch déi Amendementen, eng gutt Saach.

Voilà, dat gesot, géif ech nach eng Kéier gär der Rapportrice Merci soen an den Accord bréngen vun der LSAP zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop och vu mir en härerleche Merci un d'Madamm Lorsché fir hiren exzellente schrëftlechen a méndlechen Rapport. An ech schlësse mech direkt och de Mercien un un d'Madamm Konsbruck fir hir konstruktiv Hëllef an deem dach schwierige Projet.

2013 hu mer déi éischte Kéier - mir hunn dat elo héieren - no 127 Joer dem Casier judiciaire, deen e ganz wichteg Instrument ass an eise System, eng Base légale ginn. Déizäit war ee gespaant, wat et géif ginn, well mir hunn haaptsächlech de Bulletin Nummer 3 ofgeschaaft, mir hunn eng Extensioun gemaach op Personne-morallen a mir hunn och den Échange intra-Etats membres vun der Communauté méiglech gemaach.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, an eise Liewen - haaptsächlech an eise Länner - hu mer zwou Zorte vu Visittekaarten:

Déi éischt, dat ass déi, déi mer owes an der Täsche hunn, wa mer ënnerwee sinn, a wou mer iergendenger sympathescher Persoun, wou mer keng Loscht hunn iergendepes zu kritzelen, eng matgi mat eise Coordinnéeën, fir dass mer nach kënnen mat hir a Kontakt bliwen.

Déi zweet Visittekaart - an déi geet an d'Déift, déi geet an d'substantifique Moelle -, dat ass eise Casier. Do gëtt ganz genau gekuckt, ob mer als Bierger och e stroffräie Parcours hanneren eis hunn, an dofir ass dat e ganz wichteg Instrument.

Ech mengen, déi meescht vun eis - oder ech géif souguer soen: all vun eis - hunn iergendwéi an hirem Liewe scho missen de Casier presentéieren, sief et an engem éischte Virstellungsgespräch fir bei de Patron oder sief et, fir soss iergendwéi e Posten ze kréien. De Casier ass einfach eng Mussesaach, wann een iergendepes wëllt vu Responsabilitéitsposten an deem Land. An da wollt de Patron haaptsächlech an der Aarbechtswelt ëmmer wëssen: Wier hu mer da vis-à-vis? Ass e seriö? Ass en, stroferechtlech gesinn, clean?

Haut, wou mer elo deen neie Projet de loi wäerte stëmmen, ass et net anescht wéi viru laange Joren, notamment an der Aarbechtswelt; dat ass elo scho wéivillmol hei ugeklongen. D'Patrone wësst gär: Wier ass mäi Vis-à-vis an ass en an där Hisiicht seriö?

Ech ginn net méi dorop an; mir hunn dat alleguerten héieren. Et ass héich Zäit, dass mer mat deem Text déi Diskriminatioun ofschafen.

Effektiv mat deem System, dee mer do 2013 gemaach hunn, sinn d'Lëtzebuerg par rapport zu den Demandeurs d'emploi aus der Groussregioun, de Frontalieren, wierklech diskriminéiert, well ebe keng Unicité, keng Harmonisatioun zwëschen europäesche Casiere gewiescht ass. Dann hate si näischt am Casier an d'Lëtzebuerg haten eng „Kamell“ dra stoen, wéi mer am professionelle Jargon soen, an dann haten déi iwwerhaapt keng Chance vis-à-vis vun engem Demandeur aus der Groussregioun. An dofir ass et wichteg, dass dat aus der Welt geschaaft gëtt.

Just e puer Iwwerleeungen zu den Hauptpunkten: Jo, mir maachen elo erëm fënnf Bulletinen. Mir hunn de Bulletin Nummer 3 ofgeschaaft, mä mir maachen elo fënnf Bulletinen, wou mer awer d'Finalitéit an d'Accessibilitéit relativiséieren. Et soll méi kloer ginn.

Et hänt alles dovun of, Här President, wéi dat do gehändelt gëtt. An, wéi gesot, d'Iddi vum Gilles Roth, fir eng Vulgarisatioun ze maachen, iergendeng Zort Flyer, fir notamment der breeder Mass vun all eise Verbänn dat schmackhaft ze maachen an ze soen, dass et elo méiglech ass, déi Iddi ass schonn ze begrëssen.

E puer Iwwerleeungen, hunn ech gesot: Dir wësst, dass de Casier an éischer Linn geduecht ass, fir der Justiz ze hëllefen, eng Zort Historique ze kréie vun all Persoun, déi iergendwéi betraff ass. Et gëtt gekuckt, ob eng Persoun stroferechtlech..., ob se e Casier mat Rallongen huet, wéi mer am Milieu soen, oder awer ob se clean ass, an et gëtt gekuckt, wann eng Strofdot gemaach ginn ass, ob et méiglech ass, Sursis ze kréien, ob deen net méiglech ass, ob et e Récidiviste ass an esou weider an esou virun.

Um Niveau vun dem Aarbechtssecteur ass et och nach déiselwech Logik haut. D'autant plus mat eise System, wou mer ëmmer méi Gäscht an Demandeurs d'emploi hunn, no-

tamment aus der Groussregioun an och vu méi wäit, ass et awer wichteg, dass iergendwéi Dokumenter kënnen geliiwert ginn, fir de Caractère sérieux vun enger Persoun vis-à-vis vun dem Gesetz kënnen ze thematiséieren.

Et ass esou, an dofir ass dat, mengen ech, wat mer haut maachen, extrem wichteg. Ech hu scho wéivillmol a menger professioneller Carrière kënnen erliewen, dass mat Momenter nëmmen de Casier gezielt huet, och wann nëmmen eng kleng „Kamell“ dra war, wéi mer soen. An da konnten d'Expéienz an d'Kompetenze vun därjéineger Persoun, egal wéi dichteg déi Persoun war, net méi berücksichtegt ginn, well eben am Casier eppes stoung.

An elo mat deem System, wou mer dat alléigieren, mengen ech, maache mer wierklech eppes en faveur vun den Demandeur-d'emploien, déi vläicht eng kleng kommegeleoss hu vis-à-vis vum Gesetz, déi fir de Rescht awer trotzdem seriö Bierger sinn.

Wat ass esou wichteg an deem neien Text? Éischtens gëtt manner drageschriwwen an zweetens gëtt d'Dauer vun den Inskriptiounen verkierzt. Ech mengen, dat ass am Interesse vun de Bierger. Et muss een effektiv kucken, den Här Roth huet et gesot, fir en Équilibre ze kréien. Et steet elo effektiv manner am Casier, mä dat empêcheiert jo awer net, dass en nach ka compléiert ginn.

Déi Saachen, déi manner drakommen - dat ass och wichteg -, dat ass, dass keng Contraventione méi ageschriwwen ginn, dat heescht kleng Delikter; déi komme ganz eras. D'Prisongstrofe mat Sursis vu manner wéi engem Joer oder equivalent, déi kommen och net méi dran.

De Bulletin Nummer 4, dee mécht eis allegueren ëmmer Suerge vis-à-vis vun allméigleche Leit, déi wëllen e Beruff ergräifen, wou se de près ou de loin eppes mam Führerschäin ze dinn hunn. Ob et elo Taxichauffere sinn oder Livreuren oder soss iergendeen, dee muss fir de Patron fueren, dat war ëmmer u sech e Problem, fir dann eng Aarbecht ze kréien, wann eppes am Casier stoung iwwert de Führerschäin.

Elo ass et esou, dass mat deem neie System éischer eng Momentopnam gemaach gëtt, wou de Patron den Ist-Zoustand vun deem Moment gesot kritt, an et huet een dann awer net de ganze Casier do virun den Aen. An där anerer Hisiicht muss et och en Aarbechtskontrakt ginn, wou kloer spezifiziert ass, dass de Führerschäin en Élément essentiel vum Kontrakt ass, well soss kann de Patron dat net einfach esou froen. An dat ass och gutt, well dat hëlleft ville Leit virun.

De Bulletin Nummer 5 ass och ganz wichteg. Ech mengen, et ass vu menge Virriedner gesot ginn. Allegueren déi Leit, ob et elo Professioneller sinn oder ob se am Bénévolat si mat all eise Veräiner, déi de près ou de loin eppes mat Jonken ze dinn hunn, mat Mineuren, do ass et extrem wichteg, dass ee sech kann e Bild maachen, ob net iergendwéi an enger opaquer Situatioun vun engemjéinegen, och wann en déi beschten Intentionen hat, vun Traineren oder Dirigenten, awer op eemol eppes kéint do sinn, wat ee potenzielle Souci kéint sinn.

Wat wichteg ass, dat ass, dass de SREL, deen eng extra Missioun huet, och hei d'Méiglecheiten huet, fir sech Extrakte vum Casier ze beschafen, ouni dass en dem Accord vun deenejéinege Leit anhëlt; ech mengen, ça coule de source. Wat awer och wichteg ass, dat ass, dass de SREL all véier Méint dem Organe compétent d'Léscht muss ënnerbreede vun den Nimm vun de Leit, vun deenen en de Casier gefrot huet, an och vun de Grënn, firwat de Casier gefrot ginn ass. Ech mengen, dat ass Transparenz, dat ass Kontroll; dat steet eis gutt zu Gesicht.

Wat mer ganz gutt gefält an deem neie Projet, dat ass och d'„Schredderpflicht“ - ech erlabe mer dat esou ze dréinen - vun de Patronen. Wann en een astellt, da muss en no engem Mount schredderen, a wann en en net astellt, muss en direkt schredderen.

Éischtens si mer dann an der Rei vis-à-vis vum Dateschutz an op där anerer Säit empêcheiere mer mat deem System, dass potenziell Abusen iergendwéini kënnen gemaach ginn. Et muss een effektiv awer elo all Mensch informéieren, dass dat do an deem neien Text steet, fir dass d'Leit sech däre do ganz bewusst sinn.

Den Droit à l'oubli ass och eppes, wat u sech ganz interessant ass. Dat heescht, nom Doud vun enger Persoun, oder op d'mannst honnert Joer no engem senger Gebuert, muss alles aus dem Casier vun därjéineger Persoun gestrach sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt aus mengen Ausféierungen, dass ech am Numm vun der DP nëmme kann dese Projet de loi begréissen. Ech wäert nach eng Kéier soen,

quité dass et elo eng Redite ass, dass dee Projet do fir eis exzellent ass, vu dass en nach e besseren Équilibre mécht tëschent de Rechter vun de Bierger, der Transparenz an awer enger effikasser Justiz an engem effikasse gesellschaftleche System.

An dofir bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Beissel. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen, och vun eiser Säit villmools Merci fir de Rapport. Dee war wierklech ganz, ganz super. An ech denken, och een, deen déi Viraarbecht net suivéiert hätt, dee wéisst elo genau, wourëm datt et geet.

Mir wäerten als ADR dese Projet matstëmme aus all deene positive Grënn, déi genannt gi sinn, dat awer net ouni d'Bedenken, wéi de Franz Fayot se virgedroen huet, matzedroen, an och déi, déi vun CSV-Säit virbruecht gi sinn.

Et gëtt e puer Punkten am Dossier, déi mer net gefalen. Wann ee kuckt, wat net am Casier Nummer 3 - also ech soen einfach elo mol: „den normale Casier“ - agedroe gëtt, da fënnt een do Prisongstrofen ënner zwee Joer, wann déi mat Sursis sinn, Sursis intégral oder Sursis probatoire. Par contre ginn Amendes ageschriwwen ab 2.500 Euro.

Wéi pervers dat ass, gesi mer un engem einfache Beispill: De Patron, deen net „schreddert“, wéi d'Simone Beissel gesot huet, ka veruerteelt ginn zu enger Amende vun 3.000 Euro laut deem Text. Dat heescht, deem Patron oder deem Buergermeeschter seng Condamnation kennt an de Casier stoen; par contre kennt eng Prisongstrof bis zu zwee Joer mat Sursis, wat jo awer scho ganz hefteg Fall sinn, wou déi gesprach ginn, net dran.

Mir stëmme hei andauernd Texter, wou ëmmer méi Amendes drastinn. Ech erënnere un eisen Text iwwert d'Produits phytosanitaires. Do hu mer Amendé virgesi vu bis zu 240.000 Euro, y inclus a Fall, wou Regëstere zum Beispill net richtig gefouert ginn, dat heescht reng administrativ Virgäng. Dat kennt also an e Casier stoen; par contre kennt eng Prisongstrof ënner zwee Joer mat Sursis net drastoen. E Vol domestique, dee begaange gëtt an enger grousser Fiduciaire an dee bestrooft gëtt mat engem Joer Prisong mat Sursis a 1.500 Euro Amende, dat ass einfach elo emol e Fallbeispill, kennt net an de Casier vun där Persoun stoen.

Datselwecht géllt och bei deem, wéi d'Casiere geläsch ginn: Amendes eréischt no fënnf Joer, fest Prisongstrofen ënner zwielf Méint awer dann, wa se verbüsst sinn. Ganz konkret: Een, deen néng Méint feste Prisong kritt, dat ass scho rar, dat ass schonn e ganz hefteg Vergehen, deen huet no deenen néng Méint, wann en erauskënnt, e Casier vierge. Par contre huet eng Persoun, déi eng Amende krut vun eppes Klenges méi wéi 2.500 Euro eréischt no fënnf Joer e Casier vierge. Dat kann ech net novollzéien.

Wat d'Patronen ugeet, hunn ech och do eng ganz kloer Kritik: Et gouf hei geschwat vun deem berüümte Bulletin 4 fir Chauffieren an dem Bulletin 5 - ganz wichteg - fir all déi Leit, déi mat Mineuren ëmginn. A béide Fäll kann een dee Casier nëmme froen, wann een engagiert. Dat ass e grouse Problem. Wat mécht dann ee Veräin, deen e Jugendtrainer zum Beispill engagiert, wann deen e Casier vierge huet dee Moment, an da kommen awer Rumeuren op, deen hätt sech u Kanner vergaangen a se kënnen (veuillez lire: an de Veräin kann) keen neie Casier froen? Dat ass e Rise-problem.

An déi Schredderpflicht, déi esou ervirgestrach ginn ass: Och déi ass e grouse Problem. Well wéi soll ech da kënnen nowiesen als Responsable vun zum Beispill där Musek oder vun deem Sportsveräin, datt ech meng Sorgfaltspflicht erfëllt hunn, datt ech de Casier gefrot hutt? A wéi soll ech dann dokumentéieren, datt deen dee Moment néant war, wann ech muss schredderen?

A wann dee jo néant ass, wat fir ee Mëssbrauch kéint da passéiere mat deem Casier? Wou wier de Problem, wann dee kéint gehale ginn? Dat ass och eppes, wat absolut net novollzéierbar ass. Ech denken, an enger zukünftiger Reform misst ee soen, datt bei Chauffieren a bei Leit, déi mat Mineuren ze dinn hunn, och nom Engagéiere vun där Persoun ëmmer erëm kann e Casier gefrot ginn a gewëssenen Zäittraim, an och datt dee Casier fir d'Dokumentation vun enger gudder Gouvernance vun deem Veräin, vun där Gemeng oder vun deem Club ka behale ginn.

Ënner deene Virbehalter bréngen ech also, wéi gesot, den Accord vun der ADR a soen lech

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir kënnen deem Projet och nëmmen zoustëmme. Den Här Roth huet et gesot, virun dräi Joer hat mäi Virgänger, de Serge Urbany, hei ganz hefteg Bedenken ubruecht, wat derzou gefouert huet, datt hien d'Gesetz net mat votéiert huet. De Félix Braz hat och Bedenken ubruecht, huet et awer dunn trotzdem mat votéiert.

Dese Bedenke gëtt elo heimadder Rechnung gedroen, wéi mir fannen, op eng ganz gutt Aart a Weis, och wéi an der Kommissioun deene verschiddenen Aweise Rechnung gedroe ginn ass. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten och. An ech menge jo dann, datt mer des Kéier d'Unanimitéit kréien. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Merci och direkt un d'Rapportrice fir hire ganz kompletten a ganz gudden méndleche wéi schréffleche Rapport. Merci awer och deene Leit - ech schlësse mech dann deene virdrun un -, déi desen Text am Ministère mat verfaasst hunn: d'Madamm Konsbruck, awer och d'Madamm Marie-Jeanne Kappweiler vum Parquet général.

Dat Gesetz, wat mer haut ofänneren, ass e Gesetz, wat relativ séier an d'Kritik geroden ass. Et huet als Ambitioun, eng grouss Vereinfachung hinzekriegen am Casier. De Constat war relativ séier, dass d'Vereinfachung vläicht ze vill grouss gerode wier an dass manner Vereinfachung vläicht besser gewiescht wier.

D'Haaptproblemer hu sech, wéi scho gesot, um Marché du travail ganz séier erauskristalliséiert a mir hunn als Regierung relativ fréi no der Vereedegung am Gespréich mat deenen, déi Problemer soulevéiert hunn, ausgemaach, dass mer géife ganz séier en Text op den Dësch leeë mat der Ambitioun, genau deen dote Problem spezifesch unzegoen, fir séier kënnen e Gesetz an der Chamber ze déposéieren.

Ech hunn dunn eng grouss Reunion aberuff, wou all déi dote Parteie mat um Dësch souzen, vu Patronatsäit, vu Gewerkschaftsäit, fir ze kucken: Wat ass spezifesch dat, wat mer sollen esou séier wéi méiglech modifizéieren? An et huet een awer relativ séier och gespuert, dass aus där Diskussioun eigentlech de Bedarf erausgaangen ass fir méi eng wäitgeend Reform. An ech hunn deene Partenären och d'Fro kloer gestallt: Sot mer elo, wat Der wëllt! Wëllt Der ganz séier de Minimum änneren, dee mer müssen änneren? Oder däreft et och e bësse méi laang daueren, mä da kënnen mer och e bësse méi eng déifgräifend Reform maachen?

D'Partner allegueren hu sech ausgeschwat fir déi zweet Variant. Léiwer en Dépôt, deen e puer Méint méi spéit intervenéiert, wann awer dofir en contrepartie eng Rei méi prinzipiell Saachen awer och nach ofgeännert ginn. A wann och dëst Gesetz d'Philosophie, wéi den Här Roth sech ausgedréckt huet, vum aktuelle Gesetz net fundamental ännert - domat mengt en haauptsächlech, dass déi Saachen, déi gutt gerode waren, kënnen bestoe bleiwen -, sou ännert dëst Gesetz awer zimlech wäitgeend.

Déi aktuell Legislatioun ass eigentlech eng richtig Reform vum Casier an net nëmmen eng Antwort op dee Problem, dee mer um Marché du travail identifizéiert haten. Wourunner maachen ech dat fest?

Éischtens dorunner, dass mer weider beim Prinzip bleiwen, dass nëmmen de betraffene Bierger selwer däreft iwwer säi Casier verfügen. Allerdéngs maache mer elo eng Mesure de simplification administrative an dem Text an deem Sënn, dass de Bierger awer kann eng Verwaltung chargéiere mam Erhanuele vum Casier. De Bierger muss et also net méi selwer maachen, mä hien decidéiert awer weiderhin eleng, wien e Casier ka kréien. E kann awer och elo een a sengem Numm delegéieren. Déi Aarbecht huet déi betraffe Persoun manner.

Zweetens: Et ass scho geschwat gi vun dem Bulletin 5, dee ka gefrot ginn, am Fall wou eng Strofdote géint Mineure virläit. Och do kann ech wierklech nëmmen den Appell ënnerstëtzen u jiddwereen, dee Leit rekrutéiert, fir mat Kanner ze schaffen, ob dat ass fir eng fest Plaz als Salarie, ob dat ass am Kontext vu Federatiounen oder vu Veräiner: Dir hutt alleguer d'Méiglecheit nom besteende Gesetz, an dat bleift och esou, dee Casier ze froen.

Natierlech ass déi betraffe Persoun fräi, driwwer ze decidéieren, ob si de Casier gëtt oder net gëtt. Et ass awer net schlëmm, wa si en net

gëtt, well dann hunn déi Leit, déi wëlle rekrutéieren, och hir Antwort kritt. Een, dee refuséiert, de Casier ze weisen, wat säi gutt Recht ass, huet bei deene keng Chance, fir déi Plaz och ze kréien. An domat ass den Zweck vun deem Casier och erfëllt.

Dat ass eng wichteg Mesure, an déi gëtt selbstverständlich am Text bäibehalen. An ech ka wierklech nëmmen en Appell hei lancéieren un all d'Associatiounen, Federatiounen an Employeuren, déi Leit sichen, fir mat Kanner ze schaffen, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an net ze waarden, dass en anerer dat fir si mécht. Dofir ass dat Recht agefouert ginn. A wien dat Recht net notzt, ass selwer schold, wann en duerno ee rekrutéiert huet, deen eventuell esou e Casier huet, an en hätt dat virdrun net erausfonnt. Hei muss och jiddweree seng Verantwortung assuméieren, an dofir ass d'Gesetz och do.

Drëtte Punkt: Mir hu geschwat vun der Transparenz am aktuellen Text. Jo, déi war warscheinlech ze grouss. Ass se dofir verschwonnen duerch deen neien Text? Neen, si wäert duerch deen neien Text net verschwannen, mä si wäert iwwerall nach do präsent sinn, wou se och gebraucht ass, ob dat ass bei den Interdictions de conduire oder ob dat eben ass bei deenen, déi Strofdote géint Mineure gemaach hunn.

Ëmmer dann, wann et e spezifesch Grond gëtt, spezifesch Informatiounen ze kréien, erlaabt och dëst Gesetz - dat reforméiert Gesetz - selbstverständlich, dass déi Transparenz do spillt. Se spillt net méi do, wou se virdrun och excessiv war, wou se eigentlech net enger proportionéierter Demande entsprach huet, mä d'Transparenz bleift do, wou se gefuerdert ass, an dat ass natierlech eng Exigence.

Da gëtt gesot, den Text géif elo méi komplizéiert ginn. Dat ass richtig an och net. Wann een natierlech vun der Iddi ofréckelt, bei zwee Bulletinen ze bleiwen, an et geet een net erëm zrëck op dräi Bulletinen, mä et geet ee carrément op fënnf Bulletinen erop, dann ass dat vläicht méi komplizéiert. Ech géif awer éischer soen, dat wier elo méi detailléiert a méi prezis. Et erfëllt elo all Bulletin säin Zweck méi prezis, méi proportionéiert, an dat ass eigentlech Sënn an Zweck dovun. Komplizéiert, mengen ech, ass dat net. Et gëtt fënnf Bulletinen, a wat an deene Bulletinen drasteet, ass kloer an och verständlech.

Et kennt derbäi, dass mer elo, an dat ass awer eng richtig Reform, ganz prezis Konditiounen opstelle fir d'Ausstellung vun engem Extrait, am Fall wou e Patron wëllt rekrutéieren. Déi Konditioun muss an der Aarbechtsoffer virgesi sinn, fir dann un de Bulletin 3 ze kommen. Et muss schréfflech ugefrot ginn. Et kann een dat net am Büro maache beim Ustelligungsgespréich, et muss schréfflech gefrot gi vum Patron, an dee muss och begrënnen, firwat dass dat fir dee Posten do noutwendeg ass.

E Mount duerno muss de Bulletin zerstiéiert ginn. A wann déi Persoun net rekrutéiert gëtt, muss e souwisou direkt och zerstiéiert ginn. An et kann ee just en neie Bulletin froen, am Fall wou dat mat engem Changement d'affectation och raisonnablement begrënt ass, well eng Fro vun Eierbeeket vum Kandidat sech bei där Mutation interne géif stellen.

Do gëtt also och de Bulletin benotzt, wann e richtig ass, an net, fir Leit ze informéieren an iwwer ee kënnen Saache gewuer ze ginn, déi eigentlech mat där Plaz, déi et ze besetze géllt, nääsch wierklech ze dinn hunn.

Dat, wat gebraucht gëtt, gëtt alles assuréiert. Dat, wat net gebraucht gëtt, geet eigentlech och keen Drëtt eppes un. Dat ass d'Ligne de démarcation vun deem dote Text. An ech mengen, dat ass ausdrécklech richtig. Et gëtt och Strofsanktiounen fir déi Leit, déi sech un déi dote Konditiounen net halen. Dat muss och sinn, well soss brauch kee sech un déi Dispositionen ze halen, wann e keng Sanktioun fäert.

A mir hunn och de SREL, deen natierlech muss Zougang hunn, awer keen direkten Zougang, mä och de SREL huet den Zougang iwwert de Parquet général. De Parquet général féiert och Buch dodriwwer, wat de SREL freet, an da gëtt all puer Méint, all véier Méint gëtt och kontrolléiert, wat de SREL gefrot huet an aus wéi engem Grond. Och do gëtt et also kee Wee, fir ni vu ni connu u jiddwereengem säi Casier ze kommen. Dat géllt och fir de SREL. Och do géllt deesweche Prinzip: Dat, wat richtig a begrënt ass, kann de SREL kréien; dat, wat net richtig a begrënt ass, ass och fir de SREL net zougänglech. An et gëtt och kontrolléiert. An dat schéngt mir ganz wesentlech Elementer ze sinn.

Dat gesot, Här President, soen ech all deene Merci, déi d'Zoustëmmung zu dësem Text wäerte ginn. Mir hu virun 2013 beim aktuellen Text 56 Jo-Stëmme gehat. Mir waren allegueren iwwerzeegt, déi eng méi, déi aner manner, dass deen Text ganz richtig wier. Haut kréie mer 60 Stëmme derfir. Dann huelen ech un, dass deen nach méi richtig ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Waarde mer emol!

(**Hilarité**)

Merci dem Här Justizminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6820 iwwerzouen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6820 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 59 Participatiounen, 58-mol Jo an eng Kéier Neen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6820 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emilie Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Max Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Bresseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Dee mécht e Casier.

(**Hilarité générale et brouhaha**)

► **Une autre voix.** - Här President, wie war dat dann?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hutt Der...? Ass et esou, oder...?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Aah!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - De Computer ass manner effikass wéi ech selwer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, dann... Den Non war vläicht op déi falsch Säit geruscht.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, neen, ech...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann ee wëllt Jo stëmme, muss ee lénks drécken!

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass also nach keng Spaltung ënnerwee. Mir maachen d'Berichtung. Also Unanimitéit, awer net 60!

► **Une voix.** - Deen huet e Casier, dass jiddwereen op dee gekuckt huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech weess net, wien dee bedauerlechen Deputéierten ass, dee bei 59 Kollegee kee fonnt huet, fir en ze vertrieben.

► **Une voix.** - Den Här Wolter! Et ass den Här Wolter.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, also mir ginn där Saach op d'Spur. Mä ech mengen, et ass d'Unanimitéit, an dat do ass eigentlech secondaire. A mer ware bis elo esou fein bei dësem Projet, dann...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gell? Maja, voilà!

Da wollt ech lech nach just froen, ob Der d'Dispens vum zweete Vott gitt.

(**Assentiment**)

Dat ass dann esou decidéiert.

Motion 1

An dann hu mer eng Motioun, fir dat komplizéiert Gesetz e bësse méi einfach ze maachen an der effentlecher Duerstellung. Ech mengen, et ass genuch virgestallt ginn. An den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wollt den Auteur vun der Motioun froen, ob en d'accord ass, säin zweeten Invite un d'Regierung ze strächen, do wou e freet, dass an zwee Joer e Bilan gemaach gëtt. Dat schreiw mer oft bei esou Motiounen. Ech mengen, dat hei ass awer grad e gutt Beispill. Dat weist, dass, wann e Gesetz net gutt ass, da brauch ee keng zwee Joer, fir dat erauszefannen. Bei deem aktuelle Gesetz hate mer dat schonn no sechs Méint ganz kloer gemierkt, dass dat Gesetz esou net géif funktionéieren.

Duerfir géif ech proposéieren, dass mer dat eraushuelen. Par contre sinn ech mat deem éischten Invite d'accord. Dat war souwies d'Intentioun vum Ministère. Mä ech fannen dat aus deene Grënn absolutt sënnavoll, dass een eng gewësse Publicitéit deem neie Gesetz a sengen Dispositiounen gëtt.

A wann Der d'accord sidd, deen zweeten Tirt ze strächen, géif d'Regierung der Chamber proposéieren, d'Motioun och unzehuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, et geet der CSV wéi ëmmer ëm de Fong an net ëm d'Form.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An duerfir si mer selbstverständlech mat där Suggestioun vun dem Justizminister d'accord.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi n°6820 portant modification 1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, 2) du Code d'instruction criminelle, 3) du Code pénal (le «Projet de loi»);

- saluant l'ambition des auteurs du Projet de loi de rationaliser le recours au casier judiciaire;

- notant que pour y parvenir les auteurs du Projet de loi ont notamment prévu la création de cinq types de bulletins avec une ventilation des inscriptions en fonction de la finalité pour laquelle le bulletin est délivré;

- considérant qu'au vu de la multiplicité de ces bulletins, des personnes non avisées risquent de s'exposer facilement à des sanctions pénales en sollicitant des bulletins dont (lisez: auxquels) ils n'ont pas accès en vertu de la loi ou en omettant de détruire le bulletin endéans les délais légaux, invite le Gouvernement

- à informer les parties concernées (citoyens, administrations, employeurs) de l'entrée en vigueur de ce nouveau texte de loi, tout en leur fournissant sous une forme aisément accessible et compréhensible les informations appropriées au sujet des différents types de bulletins et leur utilisation.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Octavie Modert, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géif ech froen, ob mer kënnen duerch Handophiewen iwwert déi Motioun ofstëmme.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dergéint?

Abstentiounen?

Unanime ass domat déi Motioun, déi amendéiert Motioun 1 ugeholl.

A mir géifen dann elo zum leschte Projet vun eisem Ordre du jour, oder Projete vun eisem Ordre du jour kommen. Et sinn d'Projeten 6946 an 6945 betreffend d'Déchetes respektiv d'Taxen, déi opzehiewe sinn. Den Här Anzia seet eis elo genee, wat hannendrustécht.

6. 6946 - Projet de loi concernant le transfert national de déchets

6945 - Projet de loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux

Rapport de la Commission de l'Environnement sur le projet de loi 6946

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech spieren hei e gewëssenen Drang, fir datt ech dat soll kuerz a knackeg maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Ech probéieren dann och, Aren Erwaardunge méiglechst gerecht ze ginn. Herno maache mer de Bilan!

Déi Projets de loi, mir maachen déi zwee mateneen oder hannereneen, déi ech hei als Rapporteur wäert virstellen. Deen éischte wär de Projet de loi 6946 betreffend den Transfert national de déchets, also den Transport vun Offall hei am Land, eben hei zu Lëtzebuerg, innerhalb vun eise Grenzen.

Ech komme fir d'Éischt zu den Antécédents. Den Dépot ass hei gemaach ginn de 17. Februar dëst Joer vun der Émweltministesch. De Conseil d'État huet säin éischten Avis ginn de 24. Mee dëst Joer. D'Chambre des Saliariés, d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen eraginn eng Kéier de 17. Februar an eng Kéier den 13. Mee. D'Émweltkommissioun war de 24. Februar zesummen an huet mech selwer als Rapporteur nominéiert.

Mir hunn u sech den Avis vum Conseil d'État eben an der Sëtzung vum 8. Juni ënnersicht an do hu mer och en Amendement parlementaire virgeholl. Deen ass op dee Wee gaangen. Mir haten den Avis complémentaire vum Statsrot virleien den 21. Juni 2016, an den Dag drop hu mer deen Avis schonn ënnersicht, an um Datum vum 22. Juni hu mer dese Rapport hei ugeholl.

Èm wat geet et?

Et geet hei drëm, d'Bedéngungen an d'Modalitéite beim Transport vun Offall hei zu Lëtzebuerg also festzeleeën. An zwar ginn hei zwee Règlement-grand-ducallen ersat, deen éischte betreffend also den Transport, deen zweete betreffend d'Taxen, well des Règlement-grand-ducallen u sech keng gesetzlech Basis méi hunn. Dat hat de Statsrot d'lescht Joer schonn eng Kéier a sengem Avis complémentaire, an zwar zum Déchetsgesetz, zum Projet de loi 6771 de 17. Juli, ugemierkt. A mir droen deem elo Rechnung, andeem datt mer déi Règlement-grand-ducallen u sech erëm an eng gesetzlech Basis erabrénge mat dësem Projet de loi.

En huet also zum Objet, fir Rechtssécherheet ze suergen an och fir Transparenz an dësem Dossier.

Ech kommen zum Avis vum Statsrot. Bei dësem ganz techneschen Dossier oder Projet de loi wëll ech nëmme op déi wichteg Ännerungen agoen, déi mer an dëser Kommissioun virgeholl hunn. An déi wëll ech lech hei virdroen.

Mir haten eng Opposition formelle um Artikel 2. Den Artikel 2, dee sollt d'Annexen zu dësem Projet de loi festleeën a kënnen ofännerbar maachen duerch Règlement grand-ducal. An natierlech widdersprecht de Statsrot deem a seet: „Dir musst déi Annexen an d'Gesetz aschreiw.“ A mir hu folgendermoossen an der Kommissioun dorop reagéiert, fir dësen Opposition-formellen aus dem Wee ze goen.

Éischtens: Den Artikel 2 ass gestrach ginn.

Zweetens: Et gëtt nëmme eng Annex an déi Annex, déi gehéiert zu dësem Gesetz. Dat ass déi Annex, déi betrëfft u sech all Informatiounen an Dokumenter betreffend d'Notifikatioun zu engem Transport vun Offall hei am Land.

Drëtens: D'Annexen, am originale Projet de loi waren dat d'Annexe 4 a 5, déi kommen an ee separate Règlement grand-ducal, esou wéi de Conseil d'État dat eben och virgeschloen huet.

A véiertens: Fir déi aner Annexe gëtt Referenz geholl op e Règlement CE, dat ass d'Nummer 1013/2006. An op déi Referenz gëtt eben dann, wéi gesot, zréckverwisen. Da brauche mer se net an enger Annex drastoen ze hunn.

Bon, wéi schonns gesot, et ass e ganz technesche Projet de loi. Et geet ëm den Transport vun Offall hei am Land. Et geet ëm déi entsprechend Dokumenter, déi noutwendeg sinn, fir esou een Transport ze ënnerhuele respektiv fir deen ze begleeden. An duerfir verweisen ech op mäi ganz ausféierleche Rapport an op déi 29 Artikelen, déi am Projet de loi hei drastinn, fir u sech ze kucken, wat d'Ausféierungsbestëmmungen da wieren.

De Rapport huet 42 Säiten, wou wierlech all Detail, mengen ech, dran erëmfanne wier.

Rapport de la Commission de l'Environnement sur le projet de loi 6945

Domat géif ech schonn zu deem nächste Projet de loi kommen, dem Projet de loi 6945. Hei

geet et dann elo ëm d'Taxen, Taxen, déi opgehuewe gi grad op deenen Documents de notification, déi u sech des Transfers de déchets begleeden, awer net nëmme op nationalem Plang, mä och iwwert d'Grenzen eraus.

Bon, zu den Antécédents ass et datselwecht wéi zum Projet de loi, deen ech elo grad ernimmt hunn. Och do war den Dépot de 17. Februar dëst Joer. An de Rapport ass och ugeholl ginn den 22. Juni dëst Joer. De Reschtetail dozou géif ech lech erspieren.

Èm wat geet dese Projet de loi?

Ma deen adaptéiert d'Gesetz vum 24. November 1988 un d'Realitéite vun haut, an zwar betreffend, éischstens, d'Dokumenter vun enger Notifikatioun zum Transfert, also den Transport vun Offall hei am Land, wuel wëssend, dass 1999 dës Dokumenter allegueren schréfflech eragereecht si ginn. Mä och elo si mer schonn dësem Projet de loi viraus, an zwar säit dem drëtten Trimester d'lescht Joer, also 2015, huet d'Émweltverwaltung schonn en elektronische Site, wou een u sech ka genau dës Dokumenter per Internet also erarechen. Et gëtt awer des Weideren och nach déi Méiglechkeet opgemaach, fir per Mail oder per Fax oder natierlech, wéi och fréier dat war, per Bréif déi Dokumenter der Émweltverwaltung zouzesstellen.

An zweetens ginn an dësem Projet de loi déi entsprechend Taxen da festgeluecht, wat eben dës Documents de notification ugeet.

Ech kommen zum Avis vum Statsrot. Zwou Opposition-formellen hate mer do. Éischtens, de Principe vun der Redevance muss formell am Gesetz ageschriwwen ginn; zweetens, vu dass et sech ëm eng Aart Taxe de quotité, also eng Aart Steiertax handelt, muss en Taux unique fir all Prestatioun, déi d'Verwaltung u sech mécht, am Gesetz fixéiert ginn. An do sinn dann, dat kënnt Der am Text noliesen, eng Kéier eng Tax, fir den Dossier ze erstellen, vu 50 Euro, fir 2 Euro, wann et per Voie électronique eragereecht gëtt, oder fir 5 Euro fir all déi aner Méiglechkeeten, wou een déi Dokumenter erareecht, sief et per Mail, per Fax oder per Courier.

Dës zwou wichteg Recommandatiounen huet d'Kommissioun am Projet de loi iwwerholl. Fir all aner Modifikatiounen, déi virgeschloen gi sinn an déi mer och ugeholl hunn, wëll ech lech da weider och erëm eng Kéier op mäi schréffleche Rapport verweisen, wou allegueren dës Detailler festgeluecht sinn.

An zum Schluss vun dësen zwee Projet-de-loien, nach eng Kéier de Projet de loi 6945 an de Projet de loi 6946, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Dann hunn ech Wuertmeldung vu Här Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Wéi den Här Anzia sech selwer elo bescheinigt huet, huet en e ganz ausféierleche Rapport gemaach, ech mengen, der Chamber all déi néideg Erklärungen ginn. Mir soen em duerfir Merci an och eisen Accord zu dësen zwee Projeten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann den Här Negri.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. An och e grouse Merci un de Rapporteur Gérard Anzia. Ech bréngen och domadder den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Bon, ech schlësse mech deene Wierder dann un: e grouse Merci un de Rapporteur fir de schréfflechen a mëndleche Rapport, a ginn domat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nach Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Da ginn ech dovun aus, dass déi zoustänneg Ministesch sech ganz vill doriwuer freet an eis dat och elo seet.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, ech wëll mech dann de Mercien uschlëssen. Merci dem Här Anzia fir dee gudden mëndlechen a schréffleche Rapport. An ech soen och alle Fraktiounen Merci fir d'Ënnerstëtzung. Wéi gesot, en techneschen Dossier, dee mer awer schnellstméiglech mussen evakuéieren. Domadder hunn ech alles gesot.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Merci! An da kéinte mer direkt zur Ofstëmmung iwwert déi zwoe Projeten iwwer-geen. Stëmme mer do separat of?

(Assentiment)

Jo, gellt? Fir d'Éischt iwwert den 6946.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6946 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo..., ma déi hänkt bei 59. Ah, elo 60! De Projet de loi 6946 ass un-anime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann elo zum Projet de loi 6945 iwwer-geen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6945 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo direkt - wien huet nach net? - ofgeschloss. 59 Participatiounen an 59-mol Jo. Domat ass och dëse Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6945 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude

Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

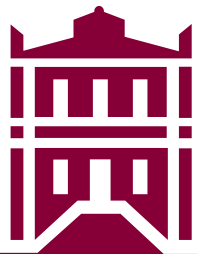
(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir gesinn eis muer de Mëtten um zwoe Auer erëm fir d'Fortsetzung vun eisen Aarbechten. Merci!

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.48 heures)



SÉANCE 40

JEUDI, 30 JUIN 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Discours de solidarité envers les victimes de l'attentat perpétré le mardi 28 juin 2016 à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

4. Déclaration gouvernementale sur les conséquences du résultat du référendum du 23 juin 2016 en Grande-Bretagne, suivie d'un débat

- Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

5. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la déclaration auprès de la Commission européenne que le Luxembourg souhaite que l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) soit un accord mixte

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

- Discussion générale: M. Marc Angel, M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Marc Baum

- Vote sur la motion (rejetée)

7. 6959 - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6998 - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Josée Lorsché et Mme Lydie Polfer), M. Claude Lamberty

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6978 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner, M. Gast Gibéryen

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. 6591 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6975 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel

- Discussion générale: Mme Martine Hansen (interventions de M. le Ministre délégué Marc Hansen), M. Claude Lamberty (intervention de Mme Martine Hansen), Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam (intervention de Mme Martine Hansen), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche (interventions de Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert et M. David Wagner)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen heimadder d'Setzung op a froen de Premierminister, ob en eis eng Matdeelung ze maachen huet.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, gläich. Merci. Mir kommen an enger Minutt zu der Deklaratioun vun der Regierung.

2. Discours de solidarité envers les victimes de l'attentat perpétré le mardi 28 juin 2016 à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul

Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir d'Chamber ze informéieren, dass ech, am Numm vun der Chamber, eis Betreffenheet a Solidaritéit vis-à-vis vun deene bluddegen Terrorakten an der Türkei iwwermittelt hunn. Ech mengen, och wann dat e bësse méi wäit vun eis ewech ass, ass et ubruecht, d'selwecht ze reagéieren, wéi wann déi Attentater e bësse méi no bei eis sinn. Merci och un déi Kollegen, déi an déiselwecht Richtung geduecht hunn.

Dat gesot, hunn ech eng Wuertmeldung fir den Dépôt vun enger Motioun vum Här Fernand Kartheiser.

3. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Motioun, déi ech wëll hei am Numm vun der ADR deponéieren, betrëfft de CETA-Accord mat Kanada. Mir hate jo elo héieren, dass déi Europäesch Kommissioun deen Accord wëllt als exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun presentéieren an domadder eppes maachen, wat mir hei net wollten. Mir wollten näamlech e gemëschten Accord. Mir wollte jo, als Lëtzebuurger Parlament, wéi och déi aner Parlamenten, d'Geleeënheet hunn, eis iwwert deen Accord auszuschwätzen an en dann och eventuell ze ratifizéieren.

Dat war eppes, wat, mengen ech, all d'Parteien heibannen als rout Linn bezechent haten. Alieguer ware mer der Iwwerzeugung - a mir hatten och eng Motioun an deem Sënn gestëmmt, déi och vun der Regierung matgedroe gouf -, dass mer eis sollten engagéieren, dass dës e gemëschten Accord sollt sinn.

Verschidder kriteséieren den Zäitpunkt. Dat war wierklech net delikat. Mä et ass net den Zäitpunkt eleng, well, ob dat elo direkt nom brittesche Referendum oder zu engem aneren Zäitpunkt gewiescht wär, d'Fro stellt sech ëmmer, ob dat do déi richteg Prozedur ass.

Et ass e Vertrauensverloscht an d'Kommissioun domat verbonnen, eventuell och e Ruff no méi Demokratie an den europäeschen Institutiounen. Mä et ass och e strukturelle Problem, dee bei aneren Accorde wéi beim TTIP och an enger änlecher Form nees kann opdauchen. Dofir wollte mir als ADR Konklusiounen zéien, institutionell Konklusiounen, fir dass esou eng Situatioun net méi ka virkommen.

An an deem Sënn, Här President, wollt ech lech eng Motioun hei iwwerrechen. Ech soen lech Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber

stellt mat Erstaune fest,

- dass en Dënschdeg, den 28. Juni, de President vun der Europäescher Kommissioun bekannt ginn huet, dass déi Europäesch Kommissioun et net fir néideg hält, de Fräihandelsaccord mat Kanada („AECG/CETA“) als „accord mixte“ ze betruuechten;

erënnert drun,

- dass d'Chamber de 7. Juni eng ëffentlech Debatt iwwert deen Accord gefouert hat;

- dass an dëser Sëtzung all d'Parteien sech kloer derfir ausgeschwatt hunn, dass deen Accord als „accord mixte“ muss betruuecht ginn an dass dowéinst och déi national Parlamenten mussen deen Accord fir eng eventuell Ratifizéierung virgeluecht kréien;

- dass dobäi d'Chamber, mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen, eng Motioun ugeholl huet, déi ënner anerem d'Regierung invitéiert «à persister au sein du Conseil sur le caractère mixte de l'ac-

cord AECG/CETA afin de garantir aux parlements nationaux leur mot à dire en ce qui concerne la ratification»;

- dass d'Lëtzebuurger Regierung sech engagéiert huet, fir dës Motioun ëmzesetzen a fir sech an den Europäeschen Institutiounen fir den „accord mixte“ anzusetzen;

invitéiert dowéinst d'Regierung,

- der Europäescher Kommissioun kloer an dätlech matzedeelen, dass Lëtzebuerg fuerdert, den Accord mat Kanada als „accord mixte“ ze deklaréieren;

- dës Décisioun innerhalb vum Europäesche Rot an aller Dätlechkeet ze verdeedegen;

- Moossnahmen anzeleeden, fir den Traité iwwert d'Europäesch Unioun op dese Punkten änneren ze loosseren;

- dass international Accorden nëmme nach opgrond vun engem Mandat an enner permanentem Matwierke vun alle Memberstate vun der Europäescher Kommissioun am Numm vun der Unioun dierfe verhandelt ginn;

- dass en internationalen Accord, dee vun der Kommissioun am Numm vun der Unioun verhandelt gouf, nëmme nach dann dierf a Kraaft trieden, wann e vun allen nationalen Parlamenten aus de Memberstate ratifizéiert ass an dass domat déi Konzepter vun enger „exklusiver europäescher Kompetenz“ an engem „provisoreschen Akraft-trieden“ ofgeschaaft ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser.

Mir kommen dann zu dem éischten eigentleche Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Konsequenze vun dem brittesche Referendum, besser bekannt ënner dem Brexit. Uschlëssend féiert d'Chamber eng Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

4. Déclaration gouvernementale sur les conséquences du résultat du référendum du 23 juin 2016 en Grande-Bretagne, suivie d'un débat

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, fir d'Éischt wëll ech lech Merci soen, dass Der als Conférence des Présidents mer d'Méiglechkeet gitt, fir haut bei lech ze kommen.

Ech hunn déi lescht 48 Stonnen, also en Dënschdeg an e Mëttwoch, zu Bréissel verbruecht, wou mer zwee Deeg Conseil haten a wou et och, nieft dem Brexit, an duerfir erlaabt mer och just, ze insistéieren, wichtig aner Sujete gi sinn: iwwert d'Flüchtlingskris, wou am Moment d'Situatioun sech am Mëttelmier net verbessert. Dat soll een net vergiessen. An och, wann dat weéng Eechoen an der Press fonnt huet, soll een och déi aner Sujeten, déi mer abordéiert hunn, net vergiessen, déi mënschlech fir mech ganz, ganz wichtig sinn.

An erlaabt mer och dann direkt, Här President, éier ech elo mam Brexit ufänken, eppes zu dem Här Kartheiser senger Motioun ze soen. Jo, mir hunn als Regierung selbstverständlech dat respektéiert, wat d'Chamber decidéiert huet. Den éischte Pouvoir huet der Regierung gesot, wat e vum CETA-Accord géif halen, wéi dee sollt och négociéiert ginn.

Ech muss soen, ech war e bëssen iwwerrascht, wéi, während dem Conseil, op eng Kéier de Kommissiounspräsident eis matgedeele huet, dass d'Juriste géife soen, dass et keng Compétence partagée wär, mä dass et eng Compétence exclusive wär. Dat wäeren d'Juriste vun der Kommissioun, déi dat géife soen.

Mir bleiwen der Meenung, dass et eng Compétence partagée sollt sinn. Mir hu mat Däitschland, Frankräich an Eisträich och dat am Conseil gesot. Dat heescht, am Fong, dass dës Motioun superfétatoire wär, a mengen Aen, fir elo eppes ze froen, wat scho gemaach ginn ass. Mä selbstverständlech ass et un der Chamber, ze decidéieren, wat se dovunner hält.

Mä, wéi gesot, mir hu vun lech gesot kritt, wat d'Positioun wär vun der Lëtzebuurger Chamber. Mir hunn déi och respektéiert. An et schéngt es - an dat ass dann eben eis Positioun, duerfir géif ech mengen, dass dat heite superfétatoire och wär -, dass d'Kommissioun haut de Moien, oder gëschter, schon e bësse méi nuancéiert geklongen huet, andeems se gesot huet, dass een dann d'Parlamenten kéint awer abannen, wéi, wat oder wou. Mir hunn op jidde Fall als Regierung gesot, dass mer dat dote wéilte maachen, dass mer d'Parlamenten wéilte mat abannen.

An et soll ee just den Ennerscheid och kucken, den Ennerscheid tëschent au préalable mat de

Parlamenten ze diskutéieren oder no enger Ratifikatioun, wann et eng Compétence mixte ass. Ce n'est pas la même chose! Well, wann et keng Compétence mixte ass, besteet de Risiko, dass an engem Conseil, wou eng Majorité qualifizéiert kann decidéieren, dass et dann awer eng Compétence exclusive ass, an da sinn d'Parlamenten ausgeschloss. Dowéinst hu mir insistéiert an et schéngt jo, wéi wann d'Kommissioun elo an eng aner Richtung géif goen.

A mir waarden op d'Proposition vun der Kommissioun an deem doten Dossier, éier mer elo solle soen, a wéi eng Richtung et géif goen. Dowéinst wär ech der Meenung, an dat war och d'Haltung vun der groussherzoglecher Regierung zu Bréissel, andeems mer gesot hunn: „Elo waarde mer emol op d'Proposition an da kënne mer eben déi aner Schrëtt aleeden.“ An ech mengen, dass dat och dat ass, wat sollt zréckbehale ginn.

An dowéinst, Här President, wär d'Positioun vun der Regierung - wann Der erlaabt, dass d'Regierung hei op jidde Fall eng Positioun ka bezéien zu enger Motioun, déi vun der Chamber gemaach gëtt, vum éischte Pouvoir -, fir ze soen, dass fir eis op jidde Fall deen doten Text superfétatoire an deem heite Fall wär.

Här President, den 23. Juni ass zu Lëtzebuerg en Datum, dee fir eis eng aner Bedeutung huet, an der Vergaangenheet an och am Présent. Awer an Zukunft, wa mer eisen Nationalfeiertag hunn, huet deen och e Lien mat engem wichtige Dag fir Europa. Och wann et eng knapp Majoritéit war, wa et eng eendeiteg Majoritéit vun de Britten, déi decidéiert hunn, dass d'Vereenegt Kinnekräich soll aus der Europäescher Unioun austrieden.

Esou, wéi ech et scho gesot hunn: Dës Décisioun ass ze respektéieren. Mir respektéiere se, mä mir bedauere se! Et ass net gutt, dass Groussbritannien sech fir e Brexit ausgeschwatt huet. Et ass net gutt, well d'EU domadder e wichtige Partner an ee vun de gréisste Membere verléiert. Et ass net gutt, well och Groussbritannien ee vun deene gréisste Contribueteure beim Budget ass, op drëtter Plaz. Och mam Britten-Rabatt, an och, wann een d'Subventionen ofrechent, bleiwen duerno an Zukunft fënnf Milliarden Euro am Budget, déi wäerte feelen.

Mat Groussbritannien fällt och eng vun deene wichtigste Wirtschaftsatiounen an der EU ewech. An et ass en enorme Marché fir Produiten aus dem Rescht vun der EU an och fir Lëtzebuerg, mat virun allem Produiten aus dem Finanzsektor. E Partner, deen do verluer geet.

Fir Lëtzebuerg fällt och iwwerdeems e Partner ewech, mat deem mer ganz oft gemeinsam Intérete verteidegt hunn, fir d'Kompetitivitéit och justement vun de Finanzplazen ze verteidegen. Dat heescht, et gëtt kee Grund, fir sech ze freeën. A fir eis waren déi lescht Deeg, och zu Bréissel, net déi, wou e Regierungschef oder e Statschef sech gefreet huet.

Déi éischt Sitzung war zu 28, wou mer dann och vum David Cameron d'Analys vun dem Resultat vum Referendum matgedeele kritt hunn. An duerno hu mer eis zu 27, den Dag drop, nach eng Kéier consultéiert.

E puer Saache sinn do ganz kloer erauskomm, an déi si fir mech ganz, ganz wichtig. Dat éischt, dass mer eis kloer si just iwwert d'Regelen: De Ball läit elo bei der brittescher Regierung. Dat muss ee wëssen. Et sinn d'Prozeduren, déi dat virgesinn.

Am Moment gëtt et guer kee Changement vis-à-vis vun Groussbritannien, soulaang London de Brexit net offiziell lancéiert, dat heescht, den Artikel 50 och invoquéiert. Kee Changement heescht och, dass een, an dat ass immens wichtig, net kann an net soll negociéieren, soulaang den Artikel 50 net invoquéiert gëtt.

Well, wa mer géifen ufänken ze negociéieren, wa mer géifen ufänken ze diskutéieren, éier den Artikel 50 invoquéiert gëtt, si mir tributaire vun der Satisfaktioun vu London, fir ze soen, wéini si den Artikel 50 dann endlech invoquéieren. Duerfir ass et wichtig, dass elo net diskutéiert gëtt, elo net organiséiert gëtt, soulaang déi Demande vu brittescher Säit och net komm ass, fir d'Prozedur ze lancéieren.

Et gëtt och am Moment keng Méiglechkeet, fir en „in“ an en „out“ ze hunn. Déi lescht Deeg ware jo verschidde Politiker aus Groussbritannien, déi gesot hunn, dass ee géif de Marché, zum Beispill de Marché unique, dee géif ee gären hunn, awer déi aner Saachen net.

Et steet och an de Konklusiounen - an ech weess net, Här President, ob jiddweree se kritt huet; ech hunn en Exemplaire matbruecht, deen och offiziell um Site vum Conseil ass -, déi och kloer soen, dass een nëmme kann... Also: „access to the single market requires (veuillez lire: means) acceptance of all four freedoms“. Dat heescht, et ass esou wéi mat deenen anere Partner, wéi mer mat der Schwäiz jo elo déi

«clause guillotine» invoquéiert hunn: C'est le tout ou c'est rien! Dat ass och ee Punkt, dee wichtig ass.

Et ass elo also, wéi gesot, un der brittescher Regierung, fir den Artikel 50 ze invoquéieren. Duerno ass an den Texter eng Period vun zwee Joer festgehalde ginn, wou d'Verhandlungen justement iwwert d'Modalitéte vun deem Austrëtt och festgeluecht ginn. An déi Period fänkt awer eréischt un, wann dee Bréif kënnt.

Mir hunn an deem Text vun de Konklusiounen awer och geschriwwen, dass dat soll esou séier wéi méiglech geschéien. Den Här Cameron huet eis matgedeele, dass den 9. September de Premierminister géif feststoen a Groussbritannien, an dass hie sech net kéint am Fong elo engagéieren vis-à-vis vun enger Regierung, déi elo nach net am Amt ass.

Ech muss lech soen, wat mer awer e bësse Suerge mécht, dat ass dat Gefill, wat ee kritt als Observateur, dass déi nei Regierung net domat gerechent hat, dass de Brexit géif kommen. An dass se och e bëssen net wëssen, a wéi eng Richtung se solle goen. An duerfir ass et immens wichtig, dass mer esou séier wéi méiglech och déi Klarheet schafen, an dat heescht och, dat respektéieren, wat a Groussbritannien diskutéiert ginn ass.

Firwat déi Onsécherheet och net gutt ass: Et huet een, éischters, eng gewëssen Nervositéit bei den EU-Bierger, et huet een eng Nervositéit bei den Awunner aus Groussbritannien, déi sech vill Froe stellen. Och déi, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, stelle sech vill Froen. Wéi geet et weider? Wéi geet et mat menge Kanner an der Schoul weider, an der Europaschoul weider? Dat sinn déi praktesch Froen, déi berechtigt sinn.

Mir hunn eng Entwécklung, déi a Groussbritannien déi lescht Deeg net gutt war. Dir gesitt, dass d'Pond gefall ass vis-à-vis vum Euro oder och zum Beispill dem Dollar, mä den Euro souguer matgezu ginn ass no ënnen. Also, mir brauchen alleguerete Stabilitéit a mir brauchen och Prévisibilitéit. An, wéi gesot, mer hoffen, dass dat och dann am Hierscht de Fall wäert sinn.

An de leschten Deeg kréie mer selbstverständlech och d'Fro gestallt - ech hunn lech virdrun och gesot, wat déi praktesch Froe si vun deene Leit, déi hei wunnen, déi mat deem Pass aus Groussbritannien hei sinn -, wat d'Répercussioune sinn, wat d'Krankekeess betrëfft. All déi Froen, déi materiell Froen, déi schoulesch Froen, déi Froen, déi ee sech all Dag ka stellen. An do muss ech direkt soen, wat eis Relatiounen mam Kinnekräich betrëfft, ännert sech am Moment, wéi gesot, näischt.

Et ännert sech näischt. All Accorden an all d'Lienen, déi mir bis elo mat de Britten hunn, bleiwen onverännert. An et ass just zum Ofschloss vun de Verhandlungen, dat heescht, wann den Artikel 50 invoquéiert ginn ass an déi zwee Joer Délai sinn, wou dann effektiv Groussbritannien net méi Member vun der EU ass, wou dann och eben déi Répercussioune matkommen.

Et ass awer gutt méiglech an et ass awer och wahrscheinlech, et ass net nëmme d'Méiglechkeet, et wäert och eng Wahrscheinlechkeet sinn, dass mir selwer als Regierung solle kucken, fir bilaterale Accorde mat Groussbritannien och ze ënnerschreien, justement déi ofzeschlëssen. Mä, wéi gesot, do si mer nach... Et ass net fir muer, wou déi sollen ënnerschriwwen ginn. Mä et kann een awer esou lues, awer sécher och Kontakt huele mat senger Kollegen a Groussbritannien, fir ze kucken, wéi een op deem engen oder op deem anere Punkt zesumme weiderschaffe kann.

Déi aner Fro, déi sech och an deene leschten Deeg gestallt gouf, ass, ob dat Opportunitéiten huet och fir eis Wirtschaft. An ech krut gëschter d'Fro gestallt, ob mir elo bereet wieren, fir déi Institutioun ze récupéieren an déi Institutioun ze récupéieren. Den Artikel 50 ass nach net invoquéiert. Dowéinst soll een elo, wéi gesot, ofwaarden, bis d'Prozedur lancéiert ass, an dann déi eng oder déi aner Punkten huelen.

Et huet een d'Gefill, wann ee verschidde Leit esou nolauschert, dass d'Regierung elo misst dann hyperaktiv ginn an elo endlech London entdecken a soen, firwat de Standuert Lëtzebuerg gutt wier. Ech muss lech soen, dass Lëtzebuerg scho laang um Radar ass. Scho laang um Radar ass! A mir hunn elo net op den 23. Juni gewaart, fir och d'Promotioun vun eisem Standuert ze maachen.

De Finanzminister war an de leschten zwee an en halleft Joer véiermol a Groussbritannien, fir do mat Leaderen och vun Entrepreneuren a Vertrieber vu wichtige Wirtschaftsverbänn ze schwätzen. An eis Promotiounsagence, Luxembourg für Finance, huet an deene leschten zwee an en halleft Joer am Ganzen 18 Visitten an de Royaume-Uni organiséiert, fir eis Positioun ze



stärken an, zesummen och mat London, verschidde Punkten ze diskutéieren, déi wichteg waren, well mer och op ganz ville Punkte complémentaire waren.

Ech selwer war iwwregens och d'lescht Joer am Oktober zu London, wou ech Rendez-vousen hat mat Vertrieeder aus der Wirtschaft a wou ech och eng Ried gehalen hunn op der London School of Economics, fir bei de Schüler a bei de Studenten d'Atoute vu Lëtzebuerg och kënnen ze erklären.

De Wirtschaftsminister huet net op den 23. Juni gewaart, fir elo eng Visitt a Groussbritannien ze plangen, wou en am nächste Mount zu London Entreprisé wäert besichen, Rendez-vousen huet mat Responsabele vu Federatiounen an och mat der brittescher Press wäert zesumme kommen. Dat heescht, mir hu gutt Lienen, mir hu gutt Kontakter, mir hu gutt Réseauen, déi et eis och sollten erlaben, Aktivitéiten an Opportunitéiten ze notzen.

Mä, wéi gesot, et soll een elo net direkt soen: „Alles, wat zu London ass, muss heihinner kommen!“ Et kommen doudsächer Répercussiouen. Mä deen, deen haut ka soen, wéi déi Répercussiouen ausgesinn, dee wëll ech gären héieren! Well d'Repercussiouen wäerte mer an drai, véier, fënnf oder sechs Joer eréischt definitiv kënnen analyséieren.

A mir sollen eis just bewosst sinn, wann zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg kommen, dass och Leit heihinner schaffe kommen, dass dat och nei Erausforderunge mat sech bréngt. A mir sinn eis als Regierung däers och bewosst a mussen dat dann och eben nach weider diskutéieren.

Ech hunn am Ufank vu menger Interventioun gesot, Här President, dass d'Décisioun vum brittesche Vollek fir e Brexit e schlecht Zeechen ass. E schlecht Zeechen ass, dass esou e wichteg Land net méi um Dësch zu Bréssel sëtzt, wa mer zesummen diskutéieren. Et ass e schlecht Signal och. E schlecht Signal, an et brauch keen et schéinzerieden. Et ass esou!

Europa ass net attraktiv am Moment bei ganz ville Bierger, wa se d'Fro gestallt kréien: Wat ass Europa fir lech? An de Vott vum 23. Juni soll méi wäit goe wéi de Sujet vum Brexit. Et soll eis och erlaabt sinn, eis d'Fro ze stellen, ob Europa dat ass, wat d'Leit sech virstellen. Wann ee bedenkt, wat déi lescht Wochen a Méint a Groussbritannien gesot ginn ass vum David Cameron a vun all de Leit vum „in“, vum „remain“, vun deenen Argumenter, déi géife kommen, an dass déi d'Leit awer net iwwerzeegt kritt hunn, fir awer net den „leave“ ze stëmmen!

Mir sollen eis bewosst sinn - a mir feieren d'nächst Joer de 70. Anniversaire vum Traité de Rome -, dass deemools, 1957, d'Iddi war, fir zesummen e Friddensprojet op d'Been ze stellen. A vun 1957 u bis haut huet op deem Kontinent kee Land e Krich kannt! Dat schéngt en Acquis ze sinn.

Ech wëll just drun erënneren, dass e Land, wat méi Europa wollt hunn, an enger Situation très tendue ass, an zwar d'Ukrain, well se gesot hunn, si wëlte vläicht méi Europa och kréien.

Mir sollen eis bewosst sinn, dass et haut normal ass, wann een an d'Vekandz fiert, dass een do kann an d'Spidol goen, bei den Dokter goen, en Affekt kréien, dass ee ka studéiere goen, dass ee ka verléift sinn, dass ee ka bestuet ginn. Dat schéngt alles ganz normal ze sinn.

Mir müssen eis d'Fro stellen, ob Europa déi sozial Dimensioun net ze laang vergiess huet. Dat heescht, dass d'Leit d'Gefill hunn, dass Europa just en Echange vu Capitax, vu Marchandisen ass, an dass een d'Gefill huet, dass awer dat sozialt Europa, wat wichteg ass, dass dat net d'äerch dorop reduzéiert ginn, dass ee méi bëlleg Aarbechtskräfte ka kréien an engem anere Land duerch e sozialen Dumping duerch d'Texter.

Mir müssen eis einfach d'Fro stellen, ob Europa net och vill Positives bréngt. A mir hunn alleguer eng Responsabilitéit als Politiker. Alleguer! Wann eppes gutt geet, dann ass et ëmmer eise Verdéngscht. Emitter mir hunn et gutt gemaach. A wann iergendeppes kënn, wat eis net passt, da war et Bréssel.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Genau!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- A mir sollen ni vergiessen, dass Bréssel mir sinn. Mir sëtzen zu Bréssel am Conseil. Mir decidéiere mat, wat zu Bréssel geschitt. A mir sollen ophalen, ze maachen, wéi wann zu Bréssel Marsmännerchen wäeren, mat deene mer näischt ze dinn hätten.

Mir sollen elo net e Cours maachen, wéi Europa fonctionnéiert, mä eis déi Fro stellen - an duerfir sinn ech och ganz frou, dass mer eis engagéiert hunn am September zu Bratislava, eis informell ze gesinn an eis déi Fro ze stellen -, wéi Europa nees kann déi Stären an den Ae vun

de Leit kreéieren, wou een nees eng Loscht op Europa kritt. Mir dierfen d'Saachen net ënnerschätzen. An dowéinst muss ech lech soen, dass déi Ausso, grad no engem Brexit, fir ze soen: „Mir wëllen d'Parlamentar ausschléisen“, grad awer elo net dat ass, wat positiv ass!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir müssen et fäerdegbréngen, dass d'Leit d'Gefill hunn, dass Europa fir si gemaach ass, dass Europa en Europa des citoyens pour les citoyens ass, an net en Europa, wou et just drëms geet: Kapital an Economie, mä och Rechter fir den eenzelne Bierger, an egal a wéi enger sozialer Schicht en och ass.

An da krut ech selbstverständlech d'Fro gestallt: Mä, Här Bettel, en „Luxit“, wier dat dann net eppes? Ech kann lech soen: Mat deser Regierung net! Mir hu keng Zukunft oui Europa! A mir sollen eis däers bewosst sinn.

Ech weess, dass Europa vläicht net d'Léisung fir all Problem ass, mä mir sollen eis bewosst sinn, dass Europa ganz oft d'Léisung ass, fir Problemer ze léisen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An ech hat des Woch zu Bréssel och bei den Diskussiounen verschidde Kolleegen, déi mer gesot hunn: „Europa dierf just dat nach sinn, wat mech arrangéiert.“ Ech muss soen, bei den Diskussiounen, déi ech matkritt hunn déi lescht Wochen a Méint zu Bréssel, hat een d'Gefill, dass Solidaritéit eppes ass, wat net méi zielt.

Mir hunn als Lëtzebuerger Land... An ech sinn houfreg op déi Diskussioun, déi mer och hei an deser Chamber haten, Här President, wou mer eis bewosst waren, dass Leit, déi viru Krich, viru Terrorismus fortgelaf sinn a liewe wollten, och eng Zukunft kéinte bei eis hunn, an dass mer zesummen hei an engem awer zimlech breede Konsens et fäerdegbruecht hunn, ze weisen, dass och Solidaritéit eppes ass, wat an Europa wichteg ass.

A wat ech awer héiere bei verschidde Kolleegen, do huet een d'Gefill, dass een do net iwwer Mënsche schwätzt, mä iwwer Material, wou een decidéiert, wivill een der hält, wéi ee se kritt a wouhinne ee se stockéiert, an net kuckt, au contraire, fir deene Leit och eng Chance, eng Perspektiv ze ginn, an och eng Perspektiv, fir vläicht zrëck an hiert Land ze goen, wann dat sech berouegt huet. Mä op jidde Fall eng Zukunft, dat ass dat, wat déi Leit sech wënschen.

Duerfir, Här President, ech si frou, dass mer et elo fäerdegbruecht hunn, déi Diskussioun ze hunn, dass Europa zu 27 eng gemeinsam Position geholl huet. Et wier dramatesch gewiescht, wann hei Verschiddenheeten, verschidde Interpretatiounen komm wieren: Mir müssen négociéieren, mir müssen hei e bëssen, mir müssen do.

Mir sinn eis eens zu 27: Artikel 50 gëtt invoquéiert! Wann den Artikel 50 invoquéiert gëtt, ginn d'Négociatiounen un. Négociatiounen heeschen: Wann ee wëllt déi eng positiv Saach vun Europa kréien, da geet et net, dass een dann de Rescht net hält. C'est un tout. Et kann een net en Europe à la carte hunn. Europa ass e Friddensprojet, e Solidaritéitsprojet, e gemeinsame Projet, an net e Projet vun Egoïsme a vun nationalen Interessien!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister. An éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 23. Juni 2016, den Dag vum Brexit wäert an d'Geschichtsbicher agoen als e schwaarzen Dag fir d'Europäesch Unioun. Op eisem Nationalfeierdag hunn d'Britten, oder soe mer virun allem d'Engländer, mat enger ganz knapper Majoritéit decidéiert, fir aus der Unioun erauszutreden. Dat ass et nach ni ginn. Keen huet richteg dru gegleef. An dach si mer alleguer um fréie Freidegmoien opgestane mat engem décke Kapp: Well d'Europäesch Unioun ass vun enger grousser politescher, wirtschaftlecher, kultureller, diplomatescher an och strategescher Nation amputéiert ginn - oui Nout, mat falschen Argumenter!

Awer déi souverän an demokratesch Décisioun vum brittesche Vollek ass ze respektéieren, vun de Britte selwer a méi nach vun deenen anere Membere vun der Europäescher Unioun.

Wat sinn d'Konsequenzen aus deem knappe Referendum? Ech wëll fir d'Éischt emol ufänke mat de Konsequenzen fir Groussbritannien. D'Britten hu sech selwer aus der EU eraus-

gewielt, zwar net juristesch bindend, awer dach politesch kloer an däitlech. Dat soen och praktesch alleguer déi politesch Stëmmen op der Insel.

An dat muss elo geschéien: Ouni Hetz, awer dach méiglechst séier muss elo den Artikel 50 vum Lissabonner Vertrag, also den Austrëttsartikel, vu London déclenchéiert ginn, oder „getriggered“ ginn, wéi si dat an hirem Langage soen, fir dat déi offiziell Austrëttsverhandlungen zäitno ufänke kënnen an dann och züeg ofgeschloss kënnen ginn. Well all Dag, dee mer onnëtz waarden, mécht d'Onsecherheet vun de Leit a vun de Marchéen heiheim an dobaussen nach méi grouss a schwächt domadder Europa an d'Europäer. An iwwregens och d'Britte selwer! Dofir kënnen mer eis kee Spill op Zäit leeschten.

Nom Referendum ass et also elo net d'Zäit vun de Motzeken a vum Revanchismus. Et ass elo d'Zäit vun de kloer Käpp, vu Kloertext an der Diagnos, vu politischem Leadership a vun enger nei ze definéierender Partnerschaft mat eise brittesche Frënn an NATO-Alliéierten. Well och ausserhalb vun der Unioun wäerte se dat sécher bleiwen. Wann de Brexit richtegerweis als Scheedung vun der EU beschriwwen ginn ass, dann ass et elo wéi am richtige Liewen: Et geet drëms, fir des Scheedung a gudden Termen esou schnell wéi méiglech hinze kréien, och fir, wéi am richtige Liewen, deene Jonke weider Perspektiven opzeloossen. Mir sinn dozou bereet a bidden och der Regierung all eis Ennerstëtzung u fir dat, wat si als Lëtzebuerger Regierung am Kader vun de Bréisseler Diskussiounen ze maachen huet.

Et muss een elo sécherstellen, dass aus deem Brexit-Aerdbiewe keng grouss tektonesch Verschiebungen oder e geopolitische Chaos entstinn. Nom Referendum dierf net virum Referendum sinn, dee jo schon an e puer Länner gefrot gëtt. Mir müssen d'Brexit-Suite kontrolléieren an de Schued a Grenzen halen. De sougenannten Dominoeffekt ass ze vermeiden, soss kéint dat ganzt Gebai séier un d'Wackele kommen.

An anere Wieder: Mir müssen Europa elo emol stabiliséieren, oui awer an de Business als usual zrëckzegoen. Well wann eis d'Britten ee Message ginn, dann ass et dee vum Bewosstsäinwandel. Insofern ass de Brexit och d'Geleeënheet, fir sech selwer a Fro ze stellen, fir Europa nei ze lancéieren, nei ze begrënnen, oui d'Britten op der Brems - well dat hu mer elo net méi als Excuse, an dat hu mer jo och heiansdo als Excuse gebraucht -, fir Europa nei ze erzielen, nei ze liewen och heiansdo, oui awer elo d'Kand mat der Bidden auszuschëdden, wéi d'Populisten an d'Extremisten dat heiansdo wëllen.

Dofir si mer der Meenung, dass net nëmme den Artikel 50 schnell muss déclenchéiert ginn, mä datt och de Schnëtt muss kloer an däitlech sinn. Et kann elo net zum sougenannten „cherry picking“ kommen, wou d'Britte sech d'Kiische vum Kuch géifen eraushuelen, oui d'Contrainten ze hunn. Et kann een net just libre Circulation vun de Wueren, de Servicer a vum Kapital wëllen, oui fräie Persounenverkéier ze akzeptéieren. Et kann een net alles kréien an näischt wëlle ginn!

Dat als Europa ze akzeptéieren, wär en éischte Push, deen en Dominoeffekt géif déclenchéieren. Dat dierf net sinn! Mir sinn der Meenung, den Artikel 50 soll schnell déclenchéiert ginn, a mir sinn der Meenung, datt et och net ka sinn, datt elo Prénégociatiounen stattfannen, datt d'Britten elo kucken, wéi esou Négociatiounen kéinten ausgoen, an dorops dann decidéieren, wéini den Artikel 50 déclenchéiert gëtt. Dat ass just eng Aart a Weis, fir Drock op d'EU opzebauen, an dofir sollt d'EU dat Spill net matmaachen! An et muss och e spierbaren Ennerscheid ginn tëschent Länner, déi an der EU sinn, a Länner, déi decidéiert hunn, net méi an der EU ze sinn.

Mat onfairen a lamentabelen, jo, mat bewosst falschen Argumenter an Ursache gouf och zu groussen Deeler déi dacks, muss ech soen, onwierdeg Brexit-Campagne gefouert.

Fir d'Éischt muss een hei soen, datt de politesche mediale Mainstream a Groussbritannien während Jorzéngten Europa schlechtgemaach huet! Dann ass een och net kredibel, wann ee gewëssermoossen iwwer Nuecht kënn an Europa op eemol erëm gutt fënn a verteidegt. Dat ass einfach net glawwierdeg! An ech mengen, dass wat virun allem de Problem vum Premier Cameron.

Doriwwer eraus ass de Referendum vum David Cameron 2013 versprach ginn, eleng fir Drock an der konservativer Partei ze kanaliséieren a fir Wahlen ze gewannen, och géint d'UKIP, déi 2013 bei 18% stoungen!

Dat heescht, datt déi historesch Memberschaft vu Groussbritannien vu Cameron a Konsorte mësbrauch ginn ass aus innenpoliteschen, jo,

aus innerparteileche Carrièresgrënn! An d'Spill, well dat ass en onverantwortlecht Spill, ass net opgaangen, leider, fir Europa. Insofern ass d'Demissioun vum Cameron nëmme konsequent.

Här President, mä och an der Labour-Partei ass de Brexit fir parteintern Muechtspillercher mësbrauch ginn. Alles dat mécht ee jo am Fong rosen.

Mä méi rosen nach maachen eis déi falsch Versprieche aus dem Brexit-Camp, virop vun den Häre Johnson a Farage. Hei gouf mat falsche Milliardebeträg operéiert, déi all Woch op Bréssel iwwerwise géife ginn, vermeintlech. Virum Referendum ass gesot ginn, datt des deelweis fiktiv Suen nom Brexit an déi brittesch Gesondheetskeess géife flëssen. Nom Referendum gouf dës Versprieche, iwwer Nuecht, als „mistake“ ëmklässiert. Datt dës Manöver och nach elektorale Succès hat, ass bei esou enger strategescher Décisioun wéi dem EU-Austrët absolut tragesch, a mengen Aen. Nach steet awer elo déi Décisioun vun de Britten.

Esou ass dat bei engem Referendum: Um Enn zielt am Fong just d'Resultat. Mir hunn och zu Lëtzebuerg déi Erfahrung gemaach!

Mä et kann een awer fir d'Zukunft doraus léieren. Jiddefalls huet d'Brexit-Campagne an hirer Violenz net zum gudden Bild vu Politik a vu Medie bäigedroen. An, wann Der mer erlaabt, just ee Gedanken hei un d'Jo Cox, déi Affer vun Haass a vun Intoleranz während där Campagne ginn ass!

Mir müssen Europa nei erzielen, als Zukunftsprojet vu Fräiheet a Gläichheet, Wuelstand a Gerechtegkeet fir jiddwieren. An da muss mer och tatsächlech liwweren, net just iwwerméisseg vill Direktiven, hei muss mer Europa éischer zrëckfuere.

Europa muss vill méi aus sengem Fräilichtmuseum-Status eraus an erëm kreéieren, souwuel Iddie wéi och Entreprisen, awer och eng nei europäesch Identitéit, net géint, mä nieft där nationaler a regionaler Identitéit. Well Europa ass méi wéi eng Fräihandelszon, méi wéi eng geografesch Entitéit, méi wéi en onduerchsiichteg juristescht Sui-generis-Gebilde.

Et ass am Fong eng fantastesch Iddi, déi Wirklechkeet ginn ass, déi sech awer elo e weéne verrannt huet a leschter Zäit. Mat dem Brexit hu mer haut d'Chance, den Usproch an d'Wirklechkeet vun Europa erëm méi no beineen ze kréien. Mir dierfen dës ongewollten an eis opgezongene Chance net verpassen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir des Brexit-Chance, wann ech dierf desen Ausdruck gebrauchen - an ech gebrauchen en net gär, mä trotzdeem -, fir se ze ergäife brauche mer - an ech soen dat kloer - elo keen neien Traité, zumindest net haut an net muer. Iwwermuer kënnen mer vläicht doriwwer schwätzen, mä haut a muer brauchen d'Leit an Europa näischt manner wéi eng Traités-Debatt mat enger Abberzuel vun neie Referenden, déi vun alle Populisten als Post-Brexit-Referende géife mësbrauch ginn.

Villméi muss een emol alleguer d'Méiglechkeeten, déi de Vertrag vu Lissabon eis bitt, ausnotzen. Ech denken hei besonnesch un d'Coopération renforcée, déi eigentlech de Gedanke vum Käuropa nei opgegraff huet. Hei kënnen eenzel Länner virgoen an aner Länner lues a lues matzéien. Wat mer awer och haut net brauchen, dat ass eng däitsch, franséisch an italiensches Allianz, déi Europa wëllt dirigéieren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass a mengen Aen net de Gescht vun Europa. Virun allem awer muss d'Politik zrëck bei d'Suergen a bei den Alldag vun de Leit, bei dat wirklecht Liewe vun den Aarbechter a Beamten, Entrepreneuren a Wirtschaftsleit, Mammen a Pappen, Grousselteren a Kanner. Des Suergen, awer och d'Leit selwer muss mer erëm vill méi eescht huere, wéi dat an der Vergaangenheet ze dacks de Fall war.

Dat heescht, a mengen Aen, paradoxerweis, datt Europa sech virun allem erëm em déi wirklecht grouss Saache muss bekëmmern. Hei brauche mer méi an e bessert Europa. Ech denken hei virun allem un eng gemeinsam Aussen- a Sécherheitspolitik, déi zwar éischt Succèsen, zum Beispill am Nukleardeal mat dem Iran, konnt verzechnen, déi awer nach zu groussen Deeler inexistent ass.

An ech soen, hei gëtt Europa erwaart als Partner, ebenbürtege Partner vu Russland, vu China, vun Amerika. Dat muss mer hikeréien. Well an enger globaliséierter Welt gëtt just nach eng gemeinsam Stëmm gehéiert an och

gelauscht. Zemoos wann et sech ëm en ale Kontinent handelt, deen demografesch a wirtschaftlech ofhëlt an dee geopolitisch eigentlech just eng Weiderféierung vun Asien a Richtung Atlantik ass.

Grad dofir muss mer an dës Brexit-Zäiten e kloert Signal vu politischer Stabilitéit an d'Welt erausschécken. An eng Welt, déi ganz sécher net méi haut op Europa waart, déi awer nach ëmmer heiansdo op Europa kuckt.

Eng weider grouss Saach, op déi mer eis muss konzentrieren, ass d'Sécherheet vun de Leit. Grad an Zäite vun ëmmer méi grousser Terrorismen muss Europa méi enk zesummeschaffen. Do och gëtt Europa erwaart. An do ware mer wierklech an der leschter Zäit net ëmmer gutt.

Grad am Beräich vu Police a vu Geheimdénkschter, fir d'Europäer nach besser ze protegieren wéi bis elo, awer och um Niveau vun den Arméie muss mer méi enk zesummeschaffen, och wa mer elo mat der brittescher Arméi eng vun eise beschte verluer hunn, déi net méi an Europa ass.

An och de Schutz vun eisen Aussegrenze gehéiert dozou, och wa meng Fraktioun an ech eis keng Festung Europa mat engem pickegen Drot kënnen virstellen.

Mä, wéi scho gesot, muss Europa virun allem a Saache Croissance an Aarbecht endlech liwweren. Hei brauche mer net onbedéngt méi Europa, awer mir brauchen en Europa mat mander Regulatioun, ouni awer déi sozial Projektiounen ze afferen. Mä mir brauche keng Iwwerreglementatioun vun Duschkäpp a vu Kännercher vun Olivenelech. Do kënnen mer Europa, gudd Gewëssens, richtig zrëckféieren.

Europa muss villméi erëm e Kader schafe fir wirtschaftlech Croissance a fir sozial Kohäsioun, an domadder och fir Investitiounen an Innovatioun.

Virun allem, awer net nëmmen, fir jonk Leit am Süden zum Beispill vun eisem Kontinent. Europa steet nämmlech grad bei jonke Leit am Süde vun Europa vill ze dacks fir Chômage a fir vermeintlech Austeritéit. Spueren ass richtig a gutt, mä d'Maastricht-Kritäre sinn awer kee Selbstzweck. De Pakt steet net just fir Stabilitéit, mä fir Stabilitéit a fir Croissance. A grad de Volet Croissance muss mer an deene Länner an Zukunft stäerken.

Ech wëll hei awer och soen, dass ech déi rezent Kriticken an der Persoun vum Kommissiouns-president Jean-Claude Juncker onfair an eigentlech lamentabel fannen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Hei gëtt e weidere Brexit-Mëssbrauch gemaach, deen net am Interessi vun Europa ass. Mir sti jiddefalls hantert dem Kommissiouns-president, deen alles gemaach huet, fir Groussbritannien an der Unioun ze halen.

Net heibannen. Ech mengen europäesch. Just, dass mer eis kloer sinn.

A mir verwieren eis entschiede géint Kriticken, besonnesch vun auslänneschen Regierungvertreder. A mir hoffen eigentlech, dass d'Regierung dat och mécht. Well wann Europa eppes elo net ka brauchen, dann ass dat eng nei Personaldebatte.

Mä d'Kris vun Europa ass déif. Et ass ugaange mat enger Kris vun de Finanzen a vun der Wirtschaft. Dës Kris hu mer bal iwwerwonnen. Awer d'Kris vun der Solidaritéit, vun den nationalen Egoismen, jo, vun Nationalismus huet grad eréischt ugefaangen. Spéitstens mat dem Brexit ass dës Kris zu enger globaler europäescher Kris ginn. An et ass och déi eigentlech Gefor vun Brexit, wäit iwwert den Austritt vun Groussbritannien eraus; déi grouss Gefor vun eiser Zäit ass also den Exit aus der europäescher Iddi an aus der europäescher Konstruktioun. Et ass d'Ofraffe vun gemeinsamen europäeschen Haus, nom Erausplënnere vun de Britten.

Dës Gefor an dës Risike fir Europa a fir d'Europäer si reell. Mä mer dierfen a sollen trotzdem net a Panik verfallen. Well och, wann d'Wierklechkeet heiansdo hannert der Iddi hannendrunnhipt, esou bleift déi europäesch Iddi an enger transnationaler Welt méi aktuell wéi jee-mools virdrun!

Wien, ausser de Britten, mengt wierklech, iergendeng europäesch Natioun wier haut méi staark ouni Europa? Wie mengt, iergendeng europäesch Natioun hätt iergendeng Chance an der Welt vu muer ouni Europa? Wie mengt wierklech, dass eis Fräiheet, eis Sécherheet, eise

Wuelstand, eise Rechtsstat, eis Demokratie kéinten nohalte ofgeséichert ginn ouni Europa? A souguer vill Britten, déi den 23. Juni fir de Brexit gestëmmt hunn, mierken haut, dass d'Zäit vun Empire dach nun awer definitiv eriwwer ass.

Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht, dass mir Europa erëm vun ennen erop mussen bauen. Mir dierfen et net méi vun uewen erof imposieren. Mir müssen d'Leit erëm iwwerzeegen an hire Gemengen, an hire Regiounen, an hire Natiounen, och an hire Groussregiounen. Europa dierf net just en Ideal vun den Elite sinn, wéi de Jean Asselborn gëschter op dem däitsche Radio sot. Europa muss erëm zu engem Dram vun de Leit ginn. Zu engem Dram, dee sech och an der Wirklechkeet, an der dagdeeglecher Wirklechkeet vun de Leit erëmfënt.

Dat heescht, dass Europa net géint d'Natiounen, net géint d'Regiounen, net géint d'Gemenge gerichtet ass, am Géigendeel. Nieft der Neibeliewung vun der Solidaritéit brauche mer dofir och eng Neibeliewung vun der Subsidiaritéit. Och dat ass eng Lektioin aus dem Brexit-Resultat. Well d'Europäesch Unioun ass och eng Unioun vun den Natiounen, de Regiounen, de Groussregiounen an de Gemengen, an net just vu Brësseler Beamten a vun nationale Regierungen.

Mir müssen aus eiser Europäescher Unioun erëm eng Unioun vun den Europäer maachen. Et ass eigentlech schued an traureg, dass mer, fir zu dëser Erkenntnis ze kommen, e Brexit brauchen. Mä an der Politik ass et heiansdo wéi am richtige Liewen: Et brauch een heiansdo e gewëssene Schock, fir sech op dat Wesentlech ze besinnen, fir seng Gewunnechten ze verännern, fir nei unzefänken, fir zu sech selwer erëmfänken, fir nei Mut a fir nei Hoffnung ze fannen.

Well Europa ass a bleibt e Kontinent vun der Hoffnung an der ganzer Welt. Dat weisen d'ailleurs déi Milliounen Flüchtlingen, déi no Europa onbedéngt wëlle kommen. An och dës Migrationskris muss mer an de Grëff kréien. Awer, wéi gesot, net mat enger Festung-Europa-Mentalitéit a -Method, mä villméi mat enger méi grousser legaler Immigration, mat gezielten Hëllef, och mat enger gemeinsamer an neier Asylpolitik, awer eben och mat séchere Grenzen a mat Réckféierungen, wann et muss sinn a wann d'Kris erëm eriwwer ass.

Mä och a grad fir d'Europäer selwer muss Europa erëm zu engem Kontinent vun der Hoffnung ginn. Mir müssen dofir aus der Unioun dat maachen, wat eis Natiounen scho sinn: Eng Gemeinschaft vu Leit, eng Gemeinschaft vu Wäerter, eng Gemeinschaft vu Vergaangenheet, Géigewaart a virun allem vun Zukunft.

De Brexit kann eis hei, wann och tragescherweise, hëllef als eng Zort kontinentalen „wake-up call“. Mir mussen just de Wecker héiere schellen. Net de Wecker vun de Britten, mä de Wecker vun den Europäer, dee vun de Leit, vun de Leit, déi an Europa de Wee müssen zrëckfannen.

Här President, haut ass et an dëser Diskussioun, an eisen Aen, ëm de Brexit gaangen, seng europäesch a seng international Konsequenzen. Et ass en anere Sujet, an eisen Aen, wat déi national Konsequenzen op Lëtzebuerg, eis Economie, eis Finanzplaz sinn. Do gëtt et sécher och vill driwwer ze soen.

Dofir hu mer fir d'nächst Woch gefrot, fir kënnen notament mam Wirtschafts- a mam Finanzminister iwwert déi national Konsequenzen eng Diskussioun heibannen ze féieren, well mer och déi zwou Debatten net wollte matenee vermischen. A mer sinn och gespaant op déi Debatt, déi mer kënnen d'nächst Woch doriwwer mat der Regierung hunn.

An de Premierminister huet et schonn ugeschwat. Et sinn och sécherlech eng Rei Froen, déi alldeeglech Froe vun de Leit sinn, déi mussen beäntwert ginn: d'Studenten zu Lëtzebuerg, Lëtzebuerger Studenten an England, Leit, déi hei schaffen, Lëtzebuerger, déi an England schaffen.

Mir wëssen, dass déi éischt Deeg elo näischt fir si ännert, mä et kommen awer Ännerungen op se zou. Mir wëssen och, dass weder d'Lëtzebuerger Regierung nach aner Regierungen elo déi Antwerte wëssen. Schlussendlech sinn déi de Sujet vun den Négociatiounen, déi kommen. An dach muss ee kucken, dass déi Leit esou schnell wéi méiglech op déi Ängscht, déi se awer berechteterweis hunn, Antwerten dorobber kréien a wëssen, wou et och mat hinne higeet.

De Brexit ass net d'Enn vun Europa an net d'Enn vun der Europäescher Unioun. Et ass an eisen Aen d'Zäit, fir zesummenzestoen an am Fond fir nei unzefänken. A vläicht, vläicht kënt jo enges Daags e méi jonkt Groussbritannien oder méi e jonkt England a méi eng jonk, an

eng méi lieweg Unioun vun den Europäer zrëck.

Well d'Geschicht ass keng Fatalitéit! Si ass ëmmer d'Resultat vun Décisiounen. Vill ze dacks d'ailleurs vu falschen Décisiounen, wéi déi vun Brexit. Heiansdo awer och vu richtigen, wéi der Grënnung vun der Europäescher Unioun gëschter. Oder vun der Neibegrënnung vun enger neier Unioun vun den Europäer haut a muer.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschten Donneschdeg huet Europa e politesch Aerdbeben erlieft. Hei ass et net esou, dass risikieren, zwee Kontinenter auserenezedriften, mä hei gesäit et esou aus, wéi wann e Stéck vun Kontinent Europa selwer géif politesch ewechdriften.

Ronn 52% vun de Britten hu sech fir de Brexit ausgeschwat. An et gesäit esou aus, dass elo, no iwwer 40 Joer, Groussbritannien wäert aus der Europäescher Unioun austrieden. Och wann engem dës Décisioun net gefält, mussen mer se awer respektieren, mat all hire Konsequenzen.

Et gouf vill an deene leschten Deeg analyséiert, firwat et dozou komm ass, wat falsch gelaft ass, wat een hätt kënnen besser maachen, aneschtens maachen. An dobäi gëtt och ganz vill a gäre mam Finger op Brëssel oder op d'EU gewisen. Sécherlech ass hei an der Europäescher Unioun net ëmmer alles optimal gelaft. Ech wäert herno nach eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Mä wéi ee sech och dréit a kéiert, de Brexit ass virun allem d'Resultat vun engem britteschen Debakel, wou eenzel Politiker hire Kapp wollte retten, andeems se liichtfankeg d'Zukunft vu Groussbritannien op d'Spill gesat hunn.

An der Campagne, mir konnten dat jo alle guete verfollegen, hunn eng Rei, ech géif soen, ganz vill Onwourechte gesot an och eng Rei Populiste vill dozou bägedroen, dass et zu deem Resultat komm ass, wat mer elo hunn. Ech mengen, et bréngt eis elo net vill, wa mer no hanne kucken.

Déi Fro, déi jo elo jiddweree beschäftegt, mat där mir eis eigentlech haut och scho beschäftegen, ass: Wéi geet et elo weider? Wéi geet et elo weider mat Groussbritannien an der Europäescher Unioun? Oder nieft der Europäescher Unioun? Wéi geet et weider an der Europäescher Unioun selwer?

Ech mengen, an de leschten Deeg ass ganz vill analyséiert gi vun Experten, Politiker, Journalisten an esou weider. Et ass een iwwerhäuft gi mat ganz villen Analysen. Dat ass och richtig, dass ass och gutt esou. Mä et muss ee lues a lues ufänken, den Iwwerbléck ze kréien.

Et ass och um politeschen Niveau, wou agéiert ginn ass. Mir haten e Sommet zu Brëssel. An ech sinn och ganz frou, dass - wéi gewinnt, dass ass schonn eng gutt Gewunnecht ginn - de Premier och direkt duerno, nom Sommet, hei an d'Chamber komm ass, fir eis e Bilan ze maachen an och fir eis seng Vuen zu deem Sujet ze gi respektiv fir eis och d'Geleeënheet ze ginn, fir hei an der Chamber kënnen driwwer ze diskutieren.

Eng Realitéit, déi mer awer elo hunn - bei all deenen Analysen, déi mer amgaange sinn, ze maachen -, dass ass, dass mer elo an enger Phas vun der Ongewëssheet sinn. An dat ass net gutt, déi Ongewëssheet, weder fir d'Bierger an Europa nach fir d'Bierger an England, a Schottland oder zu London. Dat bréngt Nervositéit. Den Europapolitiker Guy Verhofstadt huet vun „toxic climate“ geschwat.

Mä déi Nervositéit ass och net am Interessi vun der Stabilitéit am europäesche Wirtschaftsraum. A wann een och déi lescht Zuele gesäit... Nach haut huet de Statoc verschidden Zuelen analyséiert respektiv presentéiert, wou ee gesäit, dass dat sécherlech elo an enger éischer Phas negativ Konsequenzen huet.

Ech mengen, et ass also haut och net méiglech, fir millimetergenau do eng Roadmap virzeleeën, wéi et da konkret weidergeet, virun allem, an do huet de Premier jo och drop insistéiert, well mer de Moment net eleng Maître du jeu sinn an deem Spill hei. Groussbritannien muss de Wee fräi maachen. Si sinn och déi Eenzeg, déi kënnen de Wee fräi maachen, fir ze kucken, wéi et weidergeet. A wat mussen se maachen? Jo, si müssen den Artikel 50 vum Traité invoquéieren.

An do gesäit ee jo op eemol, do schéngt een awer elo op der Insel net méi gradesou pres-

siert ze sinn, fir eben déi Konkusiounen vun Referendum vun der Majoritéit vun de Leit, déi sech ausgeschwat hunn, fir déi ëmzesetzen. An och hei gëtt een elo d'Gefill net lass, dass do eenzel politesch Akteuren a Groussbritannien fir d'Éischt no sech selwer kucken, amplaz dem Optrag vun der Majoritéit vun de Wieler nozekommen.

Bon, de Premier huet seng Konsequenze gezunn, en ass zrëckgetratt. Hannendru sinn zwar Verschiddener presséiert, fir déi Plaz elo ze iwwerhuelen, mä et schéngt awer keen esou presséiert ze sinn, fir dann awer och prett ze sinn a respektiv den décisiven Akt ze maachen an deen Artikel 50 ze invoquéieren.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

D'Verhandlungen, déi kënnen also eréischt ugoen, wann den Artikel 50 offiziell vun der Insel ugefrot gëtt. An, jo, dass kann nach Méint daueren. Dat läit elo an den Hänn vun de Leit, oder vun den Décideuren a Groussbritannien.

An et muss ee wëssen, bis dohinner, bis dass dat geschitt, ass Groussbritannien nach wie vor e vollwäertige Member vun der Europäescher Unioun. An och, wann dann d'Prozedur bis uleeft, wäert et wahrscheinlech zwee Joer daueren am optimalen, am normale Fall, bis déi nei Relatiounen dann ausgehandelt wäerte sinn an a Kraaft wäerten trieden.

Mä eppes ass fir eis kloer - an do stëmmen ech dem Premier, ech géif net soen zu 100, mä zu 110% zou -: Et dierfen elo, en attendant, keng informell Verhandlungen starten. Dat géif onendlech, taktesch, diplomatesch Gespills ginn. An d'Engländer si jo och ëmmer ganz gutt doranner. An dat géif risikieren, déi Phas vun Onsécherheet onnéideg ze verlängeren.

Ech mengen, Groussbritannien muss elo seng Décisioun voll assuméieren. A wann déi Phas dann ugeet, dann ass et och der EU, der Kommissioun hir Pflicht, awer och strikt no den Interesse vun deene 27 ze kucken. Dass ass dann hir Pflicht. Oder fir et aneschtens ze soen: Et dierf dann och keng Extrawurscht méi fir d'Insel gemaach ginn.

Domadder kënnen mer och e kloert Zeeche setzen an Europa. Ech mengen, dass ass en Zeechen dann, wa mer méi streng, méi gerecht sinn, dass aner Memberstaten oder och Rietspopulisten de tout poil an Europa einfach mussen wëssen: Et gëtt keen Europa à la carte! Europa ass a bleibt e gemeinschaftleche Projet. Entweder et ass e Member mat alle Rechter a Pflichten oder et ass een et net, mä dertëscht dierf et näischt ginn.

Wat sinn elo déi méiglech Zeenarien, fir déi zukünftige Relatiounen tëschent der EU a Groussbritannien? Et gëtt grosso modo dräi Méiglechkeeten.

Déi éischt, dass wier: Groussbritannien trëtt, wéi zum Beispill Norwegen, dem europäesche Wirtschaftsraum bäi. Dat wier dann den héchstméigleche Grad vu Kooperatioun. Dat géif och heeschen, dass d'Britten nach géife ronn 80% vun hire heiteger Bedeelegung um Europabudget bezuelen. A si missten och e groussen Deel vun der europäescher Legislatioun iwwerhuelen, ouni awer da kënnen matzebestimmen.

Eng zweet Méiglechkeet ass déi, dass d'Britten, wéi zum Beispill d'Schwäiz, e bilateraal Offkomm mat der Europäescher Unioun ofschléissen. Och hei géife se dann en Deel an den EU-Budget abezuelen a si wieren och zu engem gewëssenen Deel an d'EU-Legislatioun agebonnen. Mä hei wieren d'Handelsrelatiounen awer méi ageschränkt.

Eng drëtt Méiglechkeet ass, dass Groussbritannien sech géif op seng Memberschaft an der Welthandelsorganisatioun an aneren Traitée berufen an da relativ souverän eegen Handelsbeziungen, mä och aner Relatiounen an aneren Domänen dann opbauen. Bon, déi drëtt Variant, déi ech elo opgezielt hunn, dass wier natierlech déi, déi dee gréissten Impakt hätt op d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Groussbritannien.

Egal wéi, muss een awer och soen, bleiwen awer och grouss Risiken a Konsequenze vun Brexit op déi brittesch Innenpolitik, op Groussbritannien selwer. Ech mengen, verschidde Leit hu jo fir de Leave gestëmmt, well se gemengt hunn, do géifen elo eng Rei Saache besser ginn. Vlächtt sinn déi haut och schonn, eng Woch méi spéit, méi schlau.

Et war jo eigentlech relativ interessant, fir ze gesinn, dass praktesch deen Dag, wéi d'Resultater komm sinn, op eemol an England immens vill Leit op Google gaange sinn, fir iwwerhaupt emol ze kucken, wat dat dann alles bedeit, wa se net méi an der Europäescher Unioun sinn. An do hunn der vill awer ganz grouss gestaunt, well se gesinn hunn, dass dat awer eng ganz Rei Nodeeler mat sech bréngt, dass se eventuell an Zukunft net méi kënnen fräi zirkuléieren, fräi schaffen an Europa, dass se keen Accès als En-



reprisé méi un de Bannemaart hunn an esou weider.

Wat geschitt elo mat deem schottesche Wëllen, fir onofhängeg ze ginn, well déi léiwer wëilten an der Europäescher Unioun bleiwen? Wat geschitt, wann tëschent Irland an Nordirland géif eng gesécher Grenz etabliert ginn? Riskéieren do net erëm al Wonnen an Nordirland opzeplatzen?

Madamm Presidentin, mat aller Entschlossenheet, déi mer also elo während de Verhandlungen, déi wäerten dann eng kéier ugoen, brauchen, dierf een awer och net vergiessen, datt Groussbritannien och an Zukunft e Partner soll a muss bleiwe vun der Europäescher Unioun an och vu Lëtzebuerg. Well mir müssen awer och wëssen: Mir profitéieren net nëmme vun engem staarke Groussbritannien, wat eis Handelsbeziéungen ubelaangt, mä och vun engem staarke Groussbritannien, wat e wichtige Pilier an eiser gemeinsamer Verteidigungspolitik ass. Groussbritannien ass och e wichtige Partner, wat d'Bekämpfung vum organiséierte Verbriechen ubelaangt. Et ass och e wichtige Partner, wat d'Bekämpfung vum internationalen Terrorismus ubelaangt.

Ech mengen, Här President, ech hat virdu gesot... Madamm Presidentin, pardon, ech hat virdu gesot, mir müssen natierlech och kucken: Wat ass eventuell an Europa déi lescht Zäit, déi lescht Joren net esou richtigegelaft, wat och vläicht do derzou bäigedroen huet, datt vill Leit respektiv d'Majoritéit vun de Britten dann dee Choix gemaach hunn, dee se dee leschten Donneschden ebe gemaach hunn?

Wat ass falschgelaft? Wat muss mer änneren an der Europäescher Gemeinschaft?

Bon, all kéiers, wann eng Kris oder wann eppes schiffléift, da ginn et der - an dat si jo net där mannster, wann ech dat richtig gelies hunn, de Kommissiounspräsident, awer och de Parlamentspräsident vum Europaparlament -, déi mengen, déi richtig, déi adequat Äntwert wier nach méi eng verstärkten Integratioun, nach méi en déif reechend Europa.

Ech mengen, dat ass an eisen Aen net dee richtige Wee. Et geet elo net drëm, ob mer als Konsequenz méi oder manner Europa brauchen. Dat, wat mer brauchen, dat ass e bessert Europa. An eng vun den Ursache vum Vertrauensverloscht an der EU ass sécher déi, datt vill Bierger, ech géif soen, jo, dat berechtigt Gefill hunn, datt d'Diskussionen an d'Décisionen zu Bréssel wäit vun de Suergen ewech, wäit vun de Problemer ewech vun de Bierger geholl ginn.

Dat ass jo eigentlech dat Bild, wat oft vun de Bierger gezeecht gëtt. Et ass eng grouss, komplizéiert, oniwiersichtlech Maschinerie, eppes, wat iergendwou an enger Dunkelkammer passéiert. Dat ass awer net d'Europäesche Gemeinschaft. An duerfir muss mer jo allegueren Ustrengunge maachen, fir Europa de Bierger erëm méi no ze bréngen a fir hinne virun allem ze weisen, datt Europa letztendlech fir si, fir de Bierger do ass.

An duerfir muss mer vläicht eng kéier déif Loft huelen an eis drop konzentréieren, de Leit erëm loscht op den europäesche Projet ze ginn. De Premier hat dat an enger éischer Stellungnam och esou gesot. An ech fannen, dat ass wierklech e flotten, e richtigen Term: Kommt, mir ginn de Leit erëm d'Loscht zréck op Europa, andeems mer hinne weisen, wat Europa ass!

Europa muss een de Leit, de Bierger erëm weisen, hinne weisen, wat d'Ierfschaft vun de Grénner vun Europa ass. Et ass och scho gesot ginn: 70 Joer Friden op engem Kontinent, ce n'est pas rien. Dat ass, mengen ech, datt bleift dee gréisste Mérite vun der Europäescher Unioun. An dat war och nëmme méiglech duerch esou e gemeinschaftleche Projet. Moolt lech emol eng kéier aus, wa verschidde Länner aus der Balkanregioun schonn an den 90er Jore Member vun der Europäescher Unioun gewiescht wieren: Dann hätte mer do kee Krich gehat! An dann hätte mer vill Leed, dat bis haut dauert, net do gehat.

Mir müssen de Leit och d'Loscht op Europa zréckbréngen, andeems mer dem Bierger kloer soen, wat Europa deem Eenzelne bitt, wat fir eng Chancen et em bitt, wat fir eng Avantage et em bitt, souwuel am Sozialen, an de Grundrechter, am Kulturellen, am Wirtschaftlechen, an datt eigentlech Europa fir jiddwereen eng Zukunftsperspektiv bitt.

Zum Beispill: Wat ass Europa? Jo, Europa, dat ass d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen, ouni datt een all Dag op enger Grenz kontrolléiert gëtt a muss dann och nach direkt seng Douanesakzise versteieren. Europa, dat sinn déi Jonk, déi kënne fräi an Europa zirkuléieren, studéieren, sech enzwousch anescht etabléieren.

De Congé parental: Deem seng Originne si bei engem europäescher Direktiv. Dat hunn der

ganz vill vergiess! Dat ass eigentlech och een Element vun engem europäescher Politik, déi am Intérêt, am sozialen Intérêt och vun den eenzelne Bierger ass.

Eng gemeinsam Wäring; dat vergiess mer vill ze vill. Et geet awer net, datt, wa mer op Tréier akafe ginn, mer müssen d'Mark an de Portmonni stiechen, oder fir op Diddenuewen muss mer erëm d'franséisch Frangen an de Portmonni stiechen. Neen, mir kënne mat enger Wäring an engem ganz grouss Raum akafe goen, an d'Vakanz goen, bei den Dokter goen, wat weess ech.

A mat esou enger gemeinsamer Wäring hu mer och ganz gutt d'international Finanzkrisen iwwerstanen. Europa, dat ass e gemeinsame Wirtschaftsraum, an deem d'Entreprisë kënne Aarbecht ubidden, Servicer ubidden, nei Aarbechtsplaze kreéieren.

Europa, dat sinn Ëmweltpoliticken, déi am Intérêt vun der Liewensqualität vun dem Eenzelne sinn. An et muss ee jo och wëssen, datt ganz vill national Ëmweltpoliticken inspiréiert gi si vun Initiativen aus Europa. An dat war eigentlech och am Endeffekt am Intérêt vun der Liewensqualität vun de Mënschen.

All dat, mengen ech, ass wichtig, datt mer de Leit dat och emol nees soen, an datt mer hinne soen: Dat, an nach vill, vill méi, dat ass alles Europa.

Madamm Presidentin, e lescht Wuert zu der Fro, wat fir eng Auswierkungen de Brexit op d'Lëtzebuerg, op Lëtzebuerg, op d'Lëtzebuerg Finanz- a Bankeplaz wäert hunn. Mir hunn d'nächst Woch eng Heure d'actualité ugefrot, wou mer dat dann och nach eng kéier kuerz wäerten uschneiden. Ech wollt awer elo schonn dorobber agoen.

Ech mengen, fir dat ze kucken, d'Konsequenzen, déi dat kéint hunn, de Brexit op Lëtzebuerg an haauptsächlech och op d'Banken- a Finanzplaz, wëll ech emol zwou Saache virausschécken.

Et soll een eigentlech fir d'Éischt emol net vergiessen, ech hat et scho gesot, datt Groussbritannien egal wéi, och wa se muer den Artikel 50 invoquéieren, nach zwee Joer an der EU bleift, bis datt d'Verhandlungen also ofgeschloss sinn. Et sinn also elo keng Solden ugesot, wou ee muss moies deen Éischten op der Braderie sinn, fir do anscheinend déi bescht Afären ze maachen. Et soll een also elo emol e kloere Kapp behalen an net blannen Aktivismus un den Dag leeën. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach, déi ech do wëll soen, dat ass: London a Lëtzebuerg ware wierklech ni Konkurrenten op Däiwel komm eraus. Villméi waren a si se weiderhin zwee Partner, déi oft complémentaire Rollen an der Finanzwelt iwwerholl hunn. Ech kéint d'Beispill vun de Fongen huelen, wou Lëtzebuerg éischer am Beräich vun der Verwaltung, vun der Gestioung spezialiséiert ass; an der City ass et vläicht éischer beim Investment management, wou se eng wichtige Roll iwwerholl hunn. Einfach nëmme, fir ze soen, datt also och eng gewësse Spezialisatioun tëschent deene verschidde Plazen entstanen ass an datt een net och vun engem Dag op deen aneren alles, wat elo zu London gemaach ginn ass, einfach kéint hei esou zu Lëtzebuerg maachen oder et gemaach kéint ginn.

Bon, sécher wäert déi eng oder déi aner Bank oder Firma aus der City kucken, fir op Lëtzebuerg ze kommen oder eventuell hir Succursalen hei ze verstärken; ech mengen, virun allem och an der Optik, well se fir eng Rei Aktivitéiten eben den Avantage vun dem sougenannten europäesche Pass wëlle behalen. Bon, et gëtt och Stëmme, déi mengen, Lëtzebuerg hätt awer misse méi proaktiv sinn, fir net ze soe méi aggressiv am Virfeld vum Brexit sinn, fir dann eben elo massiv all déi Entreprene a Banken unnezéien.

Ech mengen, dat ass sécher net déi Method, déi ee soll ugoen. An et dierf ee jo och net mengen, datt déi grouss Gesellschaften zu London elo just kucken, wien am haartste jäizt, fir dann dohinner ze goen, oder wien am meeschte mam Fändel wénkt. Et ass jo... Mir hunn datt gelies an den Zeitungen: Frankfurt huet eng Hotline agericht. Mengt Dir da wierklech - huele mer iergendeng grouss Boîte vu London -, Goldman Sachs, déi hätten op eemol e Freiden an aller Panik do zu Frankfurt bei der Hotline ugeruff a gesot: Wat solle mer dann elo maachen? Dat ass dach net seriö!

Ech mengen, och esou engen Entreprene hir Experten hu schonn am Virfeld gekuckt, wat fir eng Zeenarie méiglech wieren. Si hu sech ausgerechent, wat eventuell kéint passéieren, an hunn och du scho gekuckt: Wou kënne mer eventuell dann herno, wa mer net méi kënne zu London alles maachen, wou hu mer den Know-how? Wou sinn déi beschte Konditiounen? Wou kënne mer an der Communautéit weiderfueren?

An ech mengen, dat ass jo och d'Politik an d'Strategie vum lëtzebuergesche Finanzminister, dem Pierre Gramegna, an de leschten zwee an halleft Joer gewiescht. An do hu mer och net op e Brexit gewaart oder och net op e Brexit gehofft, fir eis Bankeplaz ze stäerken. Dat ass net d'Strategie vun dem Finanzminister gewiescht.

Ech mengen, d'Politik vun der Regierung ass déi, datt mer Lëtzebuerg nei opgestallt hunn, andeems mer eng Rei Transparenzreformen duerchgezunn hunn. Doduerjer si mer vun de groen a vun de schwaarze Lëschten erfokomm an hunn eben d'est kombinéiert: erof vun de Lëschten, e gudden Know-how, dee mer schonn ëmmer hei zu Lëtzebuerg hunn, d'Innovatioun, déi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass eigentlech de Plus, dee Lëtzebuerg elo erëm ausmécht, mat oder ouni Brexit. An dat wäert also och Lëtzebuerg attraktiv maache fir Entreprene, déi eventuell aus Groussbritannien, vu London, wëllen heihinnerkommen, mä, ech mengen, sécherlech och fir aner Entreprene an der ganzer Welt iwwerall. An dat ass eigentlech déi beschte Reklam, fir dat ze maachen.

Duerfir ass Lëtzebuerg insgesamt, mengen ech, gutt preparéiert. Eis Finanzplaz ass wierklech optimal opgestallt, fir Investissementer unzezéien. An ech mengen, et ass eigentlech op déi smart Aart a Weis, wéi de Finanzminister an de leschten zwee Joer net nëmme duerch Europa, mä duerch d'ganz Welt gereest ass, fir de potenziellen Investisseuren all déi Avantage duerzustellen. Dat ass dat, wat Lëtzebuerg haut méi wéi jee attraktiv mécht. An duerfir wäerte sécherlech och déi Efforten herno belount ginn, datt mer dann och nei Créneue kënne opmaachen. Ech denken do nëmme un d'FinTech, wou mer och amgaange sinn, eis ganz gutt ze positionéieren.

Ben, fir dat einfach nëmme ze soen: Ech maache mer also manner Suergen ëm d'Zukunft, déi kuerzfristeg, awer och déi mëttel- a laangfristeg Zukunft vun der lëtzebuergescher Finanzplaz, well do si mer mat oder ouni Brexit elo gutt opgestallt. Wat mir eigentlech méi Suege bereet, dat ass d'Zukunft vun der Europäescher Unioun, vun deene 27 Memberstaaten, déi dann nach wäerte bleiwen, a wou en fin de compte déi Lëtzebuerg Zukunft da ganz enk dermadder bestëmmt gëtt respektiv beaflosst gëtt.

Jo, de Brexit bréngt nei Problemer fir d'Europäesch Unioun mat sech. An déi muss mer elo esou séier wéi méiglech upaken. Mir muss se esou séier wéi méiglech léisen. De Brexit bréngt awer och Chancë fir de gemeinsamen europäesche Projet. Duerfir muss dat Europa vun den Extrawürschen a vun den zwou Vitesen elo endgültig eriwuer sinn, well mir sinn nëmme staark, an dozou gehéiert Lëtzebuerg och, wa mer an der Europäescher Unioun, an der europäescher Gemeinschaft zesummen a solidaresch un engem Strang zéien an d'Interesse vun de Bierger am Vierdergrond stinn. Dat ass déi Erausforderung, mä dat ass och déi Chance, déi sech der EU elo ubitt. A mir sollen déi elo konsequent ugoen an all d'Chancen notzen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beïssel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Berger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Regierungsmemberen, léif Kolleginnen a Kollegen, ier ech op de Brexit ze schwätze kommen, wollt ech dem Premierminister Xavier Bettel awer Merci soen, dass e sech am Conseil européen and agest huet an déi Motioun respektéiert huet, déi des Chamber gewielt huet, wat d'CETA-Ofkommens ubelaangt, a gesot huet, dass mer drop halen, dass et en Accord mixte gëtt, dass en dat do verteidegt huet an dass e mat anere Kollegen Allianz sicht, fir dass déi Décisioun emgéännert gëtt.

Ech wëll awer och eng aner Remarque maachen. Mir hunn haut virun enger Woch, wéi a Groussbritannien gewielt ginn ass, eisen Nationalfeierdag gefeiert. An et fret mech, dass mer - net nëmme, well et e speziellen 23. Juni war, mä well dat all Joers esou ass - op Nationalfeierdag net nëmme iwwer eist Land schwätzen, mä och Europa ganz an de Vierdergrund setzen an dass mer niewent eiser Nationalhymn och d'Europahymn sangen. Ech mengen, dat ass e Symbol, dat gehéiert zu Lëtzebuerg. An ech si stolz, an engem Land ze liewen, wat op sengem Nationalfeierdag, wéi gesot, seng Hymn séngt an och d'Europahymn séngt.

Ech hunn elo, Dir Dammen an Dir Hären, 23 Minuten Zäit, fir iwwer eng Zukunft ze schwätzen, déi ech net kennen, déi kee vun

ons heibanne kennt. Schold dorunner, dass mer haut net vill soe kënne, ass un éischer Stell den David Cameron. Hie war et, deen aus renger Machtpolitik eraus en interne Konflikt vu senger konservativer Partei op EU-Niveau ausdroe gelooss huet a seng 27 Partner quasi gezwongen huet, sech mat brittesche Sonderwësch ausernezesetzen, statt sech ëm EU-Politik ze këmmere an Europa no vir ze bréngen.

Mir sinn natierlech traureg. Dat hu mer och am Februar gesot, wéi mer déi éischt Debatt iwwert de Brexit hei haten, dass mer hoffen, dass eis brittesch Frënn an der EU bleiwen. Mir sinn traureg iwwert dat Resultat.

Mä erlaabt mer och, eng ganz kleng Freed hei auszudrücken. Dat ass, dass mer deen Deal, deen den Här Cameron am Februar ausgehandelt hat mam Europäesche Conseil, elo an d'Dreckskecht kënne geheien. Ech hunn et näamlech am Februar schonn hei op dëser Tribün gesot: D'Verschlechterung vun de soziale Standarde war fir ons Sozialisten net akzeptabel. D'LSAP-Fraktioun ass erlichert, dass mer dee Virstouss elo endgültig lass sinn.

Nodeems den Här Cameron dunn de Referendum verluer hat, huet e sech net wéi e Statsmann beholl, de Vott vum Vollek ze respektéieren an direkt mat der Ëmsetzung unzufänken, wéi en dat versprach hat, mä en huet säin Hutt geholl a wëllt am September trëppelen. Domat huet en da Groussbritannien zousätzlech och nach mat engem Machtvakuum zréckgelooss, deen d'Period vun der Unsécherheet weider wäert verlängere a souwuel d'Britte wéi och déi 440 Milliounen EU-Bierger am Donkelen doriwwer léisst, wéi d'Zukunft wäert ausgesinn.

Dës Unsécherheet schuet net nëmme der Wirtschaft, se schuet net nëmme dem Maart, mä si schuet virun allem de Mënschen. An ech denken do net nëmme un déi bal 7.000 Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, mä och ganz konkret zum Beispill un de brittesche Student, deen zu Paräis studéiert an net weess, ënner wéi enge Bedéngungen en zu Paräis säi Studium ka fäerdeg maachen. Ech denken och an eng litauesch Famill zum Beispill, déi säit Joren an England lieft a schafft a sech elo do net méi wëllkomm fillt.

Säit dem Lissabonner Vertrag gëtt et jo mam Artikel 50 eng Prozedur, fir en Austréit aus der Europäescher Unioun ze regelen. An un déi muss sech gehale ginn. Eréischt wa Groussbritannien d'Prozedur aleet an den Artikel 50 déclenchéiert, da wäerten d'Verhandlungen lassgoen. Et wäerte keng Virverhandlungen ginn. Dat ass och ze begrëssen. Do waren déi 27 Memberstate schnell driwwer eens. Et ass ee bal iwwerrascht, dass eng Décisioun nach esou schnell kann an Europa geholl ginn.

Villes iwwert d'Zukunft vun der EU a vu Groussbritannien hänkt natierlech vun de Verhandlungen an deenen nächsten zwee Joer of. Et ass awer ganz kloer, dass de Vott fir e Brexit Konsequenze wäert hunn a virun allem negativ Konsequenzen, an d'est natierlech um wirtschaftlechen, mä och um politeschen an um strategesch-militäresche Plang.

An dem Vereenegte Kinnekräich waren déi Konsequenzen zumindest wirtschaftlech iwwer Nuecht ze spieren. D'brittescht Pond huet 7% un Wäert verluer an ass op den déifste Stand säit 1985 gefall. D'Bourse si weltwäit an de Keller gaangen, net nëmme an Europa, mä och an den USA, China, Japan oder Australien.

Fir d'EU schätzt d'Europäesch Zentralbank, dass de PIB ëm 0,3 bis 0,5% manner wäert wuesse wéi virgesinn. Hei zu Lëtzebuerg hu mer bis elo nach keen direkten Impakt op ons Wirtschaft gespuert, mä ons Regierung, wéi mer gëscher vum Finanzminister héieren hunn, et och elo vum Premierminister an och am Detail vum Eugène Berger héieren hunn, ass op en Zeenario virbereet, och wa mer, wéi mir allegueren, mat engem anere Resultat gerechent an drop gehofft haten.

Den Austréit vum Vereenegte Kinnekräich ass net gutt fir onst Land, mä vu dass mer virbereet sinn, och keng Katastroph. A mer muss versichen, dat Bescht draus ze maachen.

Et wäerte wuel eng Rei Firmen a Banken Aktivitéite vu London op Lëtzebuerg verleeën; och vläicht eng oder déi aner europäesch Agence. Mir verléieren awer mat London och en direkte Partner an Alliierten a Finanzfroen.

Ech wëll mech hei net ze laang mat de Wirtschaftsa- a Finanzfroen ausernezesetzen, well dat wäeren, éischters, zu dësem Zäitpunkt vill Spekulationen, an zweetens wäert dat Thema eis nach an deenen nächste Méint a jore laang begleeden. A mer hu jo héieren, dass mer den

nächsten Donneschden hei eng Debatt driwwer hunn, wat d'Konsequenze vum Brexit op de Wirtschafts- a Finanzstanduert Lëtzebuerg sinn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kollegen, de brittesche Referendum huet zu engem Resultat gefouert, dat d'Populisten an eng absolutt nei Situatioun befördert. Si hu gewonnen. Dat muss mer unerkennen. Aus där Lektuon, aus där Aart a Weis, wéi d'Populistecampagnen dominéiert hunn, dorauer muss mer léieren.

Jo, d'Populisten hu gewonnen. An elo? Statt ze meckeren a géint déi aner ze hetzen, muss se elo liwweren. A si mussen elo mat deem Ganzen eens ginn, wat si kreéiert hunn. Wat waren dann hir wichtegst Messagen? A wéi gesäit e elo domadder aus?

D'Verspriechen, d'Suen, déi op Bréssel ginn, staddessen an hiren nationale Gesondheetsystem ze stiechen, huet keng 24 Stonnen iwwerliefert. Net weider verwonnerlech, vu dass d'EU mam brittesche Gesondheetsystem näischt ze dinn huet an et ganz einfach de feelende Wëllen ass vun der neoliberaler Politik vun der Tory-Regierung, net méi Suen an den nationale Gesondheetsystem ze stiechen.

Si wollten och keng Sue méi op Bréssel schécken, an den EU-Budget eraginn, mä elo entdecker ganz Regiounen vu Groussbritannien, dass si vun de Strukturfonnen vun der Europäescher Unioun ofhängeg sinn, oder dass zum Beispill an Nordirland Agrarsubsidien 90% vum Akommes vun de Baueren ausmaachen. An ob se des Subside vun hirer nationaler Regierung wäerten ersat kréien, dat ass nach net sécher.

Mat am schlimmsten ass awer den Haass innerhalb vun der Bevëlkerung, deen duerch déi populistesch Parole geschürt gouf. An och ech wëll hei op deser Plaz un déi jonk Parlamentarierin vu Labour Jo Cox erënneren, déi Affair vun deem Haass ginn ass. Wann ee mat nationalisteschen a mat auslännerfeindleche Parolen hantéiert, brauch ee sech net ze wonneren, wann och Rassisten all Hemmschwelle fale loosse. E polnesch Kand, dat kräischt, well a senger Schoul en anert Kand Ziedele verdeelt, wou dropsteet, si missten elo endlech all eraus a Plaz fir richtig Engländer maachen, ass kee Bild, dat ech jee wëll erliewen! An et ass och kee Bild, dat zu eisen europäesche Valeure passt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Leider hu sech des Zorte vu Berichter explosionsaarteg vermehrt säit der Décisioun vum Brexit. Et ass traureg, wéi schnell d'Leit hir Empathie iwwer Bord geheien. An och all déi domm Commentairen, déi ee vun EU-Bierger op de soziale Medie liest géint d'Britten, géint d'Engländer, mengen ech, si genauos ze condemnéieren wéi deen Haass, deen op der Insel géint Europäer an aner Auslänner geschürt gëtt.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Zu allem lwwel ass dem Boris Johnson awer dunn näischt aneschtens agefall, wéi ze behaupten, dass d'Immigratioun kee groust Thema beim Referendum gewiescht wär. Hoffentlech fannen déi Hären Johnson a Farage genuch Kräid, fir ze friessen! Déi schéi Kräidfielse vun Dover wäerte jo hoffentlech dobäi duergoen.

(**Hilarité**)

Dat schéngt jo scho geschitt ze sinn, well den Här Johnson huet jo viru Kuerzem bekannt ginn, dass hien net den „right man“ wär, fir England a Groussbritannien an eng Zukunft ze féieren.

Den offizielle Slogan, Dir Dammen an Dir Hären, vun där Brexit-Campagne war: „Take back control“. Wien iwwerhëlt d'Kontroll? Tories a Labour zerfleesche sech intern. An et ass och nach net kloer, wien dann den 9. September Premier gëtt bei den Tories.

Kontroll wouriwwer iwwerhaupt nach? Iwwer e Land, deem seng Bevëlkerung déif gespalten ass: a Befürworter op där enger Säit a Géigner vu Brexit; a Jonker, déi sech vun der aler Generatioun em hir Zukunft bedru fillen; an Experten, vun deenen ee jo scheinbar d'Nues esou voll hat.

D'Kontroll wouriwwer? Iwwer eng Natioun, fir déi et net kloer ass, wéi laang hir Grenzen nach existéieren, wou d'Schotte sech op en zweete Referendum virbereeden an d'Nordiren net wëssen, wéi et fir si wäert weidergoen. An et ass ze hoffen, dass et do net zu neie Grenzen an Nordirland kënnt a virun allem zu neie Gewaltausbréch. Well mir wëssen, wéi vill Hon-

nerte vun Doudeger, wann net Dausende vun Doudeger deen Konflikt iwwer Jorzéngte bruecht huet.

Dir Dammen an Dir Hären, EU-bashing ass einfach. Der EU hir Feeler opzezielen, sech bei onpopulären Décisionen hannert der EU ze verstoppen, dat konnten d'Brexit-Leit richteg gutt. Elo muss se Alternative liwweren. Mä bis elo ass hinnen awer näischt aneschtens agefall, wéi den Erhalt vun den EU-Errungenschaften, déi se elo scheinbar nees entdecken, ze fuerderen. Vum Boris Johnson hu mer bis elo just héieren, dass hien de vollen Zougang op den EU-Banemaart erhalte wëllt an dass d'Britten och hir voll Reesfräiheet solle behalen, genau wéi d'Méiglechkeet, iwwerall an der EU ze wunnen an ze schaffen.

Et ass fir ons, an ech denke fir d'EU allgemeng, ganz klor, dass des Fräiheeten, déi hien elo awer gären erhalte géif, just am gemeinsame Pak vun alle véier Grundfräiheeten kommen. Wie gäre fräie Wuerverkéier hätt, wie gäre fräie Kapitalverkéier hätt, wie gäre fräie Verkéier vun de Servicer hätt, de muss och d'libre Circulation vun de Persounen - Persounen, an dat si Mënschen - akzeptéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Wat den Här Johnson do gefuert huet, dat géif iwwersat näischt aneschtens heesche wéi den norwegesche Modell. Iwwersat géif dat näischt aneschtens heeschen, wéi dass se sech weiderhin un EU-Regulationen hale mussen, mä kee Vott méi hunn. Iwwersat géif dat heeschen, dass se näischt gewonnen hunn, mä ganz vill verluer hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass all dëst huet misse gesot ginn, mä et geet net duer, mam Fanger op alles ze weisen, wat a Groussbritannien falschgelaft ass. Dese Referendum ass och e Signal un déi aner Membere vun der EU. E Signal vun Onzeffridenheet. Mir wëssen am Moment net, wéi Referenden an anere Länner géifen ausgoen.

Also, jo, och eng Portioun Selbstkritik ass ubruecht. Mä och e Wee no vir gëtt gebraucht. An deem Sënn hu mer säit dem leschte Freide schon eng ganz Rei vun - sorry, wann ech dat esou ausdrécken - europäesche Plattitüde gelies an och héieren. Ech wëll se awer net widerhuelen, well et sinn déiselwecht Saachen, déi mer alleguerten - an ech ginn et och zou, ech selwer - hei säit Joren oft gepriedegt hunn.

Als Sozialist gleewen ech awer ëmmer nach un eng Visioun vun engem méi staarken, vun engem méi sozialen, vun engem méi ökologeschen a vun engem méi gerechten Europa. Mä wa mer just grouss Visiounen fuerderen, ouni konkret eppes ze maachen, da verstinn d'Leit net, firwat mer dann net einfach dat och maachen, wat mer soen.

An dorobber wëll ech nach kuerz agoen. Wat ass d'EU? D'Europäesch Unioun ass schlussendlech mir alleguerten. D'EU ass dat, wat mir se si loosse. A se ass eben och dat net, wat mir se net si loosse. D'Leit hunn oft d'Gefill, dass si an der EU souwisou näischt ze soen hätten. Dobäi hu si wierklech villes ze soen. Wa si konservativ oder neoliberal wielen, an dat egal op nationalem oder op europäeschem Plang, da kréie si eng konservativ an eng neoliberal EU. Wa se progressiv wielen, kréie se eng progressiv EU.

Bei de leschten Europawahlen huet sech déi konservativ Parteifamill mam Versprieche vum Jean-Claude Juncker duergesat, nom Motto „big on big things“ an „small on small things“ ze halen. D'Iddi dohannert - eng gutt Iddi - war, dass et näischt bréngt, bis an de leschten Detail alles ze reguléieren, wann ee bei wichtigen Themen, wou mer europäesch Léisunge manifestement brauchen, näischt mécht.

Dat war richteg. Nëmme, wat ass dobäi erauskomm? Dass d'Europäesch Kommissioun haut effektiv manner a bestëmmte Beräicher reguléiert, ouni awer dass mer op deene groussen Dossieren a virun allem am soziale Beräich wierklech méi EU kritt hätten.

A firwat ass dat esou? Ma ganz einfach do-wëinst, well dat eng Fro vu politesche Majoritéiten ass. An et gëtt am Conseil, dat heescht ënnert den nationale Regierungen, momentan keng Majoritéit fir méi Europa, zum Beispill op Theme wéi Migratioun, Grenzschutz, Energieunioun, digitale Maart oder Sozialunioun.

Dat gesäit een och dorunner, Dir Dammen an Dir Hären, dass Länner wéi Ungarn an d'Slowakei kloe virum Europäesche Geriichtshaff, well si an der Flüchtlingsfro am Conseil iwwerstëmmt goufen, statt ze akzeptéieren, dass een an engem demokratesche System eben och emol eng kéier verléiere kann.

Dat gesäit een och dorunner, dass déi nei Grenzschutzagentur, déi d'Kommissioun virgeschloen hat - e gudder Projet -, am Conseil schon nees verwässert gouf an en Nicolas Sar-

kozy, deen emol net méi am Conseil ass, mä a Frankräich wëllt Oppositionschef spillen, sech schon emol a Positioun bréngt a Stëmmung mécht a behaupt, bulgaresch Poliziste sollte keng franséisch Grenze sécheren. Mat esou aberrante Beispiller kann een natierlech Europa schlechtrieden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Froen, déi sech hei stellen, spille sech och net eleng op der Brochlinn of, méi Europa versus manner Europa, et ass souguer schielech, wa mer ëmmer erëm déi Fro op en Neits hei stellen. Dofir, fänke mer dach net ëmmer nees bei null un! Wa mer bei all Kris erëm Institutionen, Traitéen diskutéieren, da komme mer inhaltlech net virun.

An der Vergaangenheet, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'EU ëmmer doduerch virukomm, wann ee sech drop konzentréiert huet, a wéi engen Themen ee gemeinsam Léisunge brauch an och fanne kann. Kommt, mir gi fest dovun aus, dass mer d'EU als wichteg a richteg empfannen! An da streide mer iwwer hir inhaltlech Ausrichtung. D'Méiglechkeete vum Lissabon-Vertrag sinn nach laang net ausgeschöpft. Mir Sozialiste sinn iwwerzeugt, dass mer gemeinsam sozial Mindeststandarde brauchen, fir op engem gemeinsame Marché de Konkurrenz-kampf vers le bas ofzefiedereren.

Mir brauchen d'Europäesch Unioun och an Ëmweltfroen, well de Klimawandel kann net national gestoppt ginn an d'Atomkraftwierker hale sech eben och net un national Grenzen, falls do eppes geschitt.

Gëschter Owend huet onsen Ausseminister, de Jean Asselborn, sech mam däitsche Finanzminister Wolfgang Schäuble iwwert d'Ausrichtung vun der Europäescher Unioun gestriden. Bëid Politiker si kloer Pro-Europäer. Deen een ass Sozialist, deen anere konservativ. Mä si hu sech iwwer Inhalter vun der Politik gestriden. Dat brauche mer an Zukunft méi, vill méi. D'Europäesch Sozialdemokraten hunn eng Visioun vun engem sozialen Europa, engem ökologeschen an engem fortschrittlechen Europa, an déi Visioun ënnerscheet sech a ganz ville Punkte vun deem Europa, wat mer momentan erliewen.

Mir wäerten eis fir déi Zukunft vill méi staarkmaachen. Mir hu Loscht op e bessert Europa. Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, den 23. Juni huet eng Majoritéit am Vereenegte Kinnekräich fir de Brexit, fir den Austrétt vun hirem Land aus der EU gestëmmt. Dat ass ee Resultat, dat mer selbstverständlech mussen akzeptéieren a wat och wäert emgesat ginn. Freeë muss mer eis net. Et geet duer, datt d'Marine Le Pen sech freet, datt de Geert Wilders sech freet an datt souguer den Donald Trump an den USA sech freet.

Et ass och scho vun engem Zynismus, de bal net ze iwwertreffen ass, wann den Nigel Farage, dee räichen Demagog vun der UKIP, gesot huet, si hätten des Victoire gemaach „without a single shot being fired“ (veuille lire: „without a single bullet being fired“). Esou séier huet hien de Mord un der Labour-Deputéiert Jo Cox ausgeblent!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Duerch de Vott a Groussbritannien geet d'Welt net ënner, mä si gëtt doduerch nach e bësse méi komplizéiert an nach e bësse méi schwierig. D'Europäesch Unioun gëtt méi kleng, a wa mer net oppassen, méi schwaach. D'Vereenegt Kinnekräich gëtt méi schwaach, a wa si net oppassen, eventuell och nach méi kleng.

D'Prozedur fir de Brexit soll ulafen, an am Intéret vu Groussbritannien a vun Europa soll déi Prozedur net iwwert de Knéi gebrach ginn, mä awer esou schnell wéi méiglech entaméiert ginn.

Firwat esou schnell wéi méiglech? Ma et ass am Intéret vun Europa, wa Gewëssheet iwwert d'Zukunft besteet. Onsécherheet féiert zu Onstabilitéit. An dat ass schlecht fir d'Leit an dat ass och schlecht fir d'Wirtschaft.

Besteet dann e Risk, datt eppes iwwert de Knéi gebrach gëtt? Jo, mir mengen, och de Risk besteet, well et ass jo zimlech däitlech, datt kaum een am Virfeld sech Gedanke gemaach huet, wéi den Artikel 50 dann elo emgesat gëtt.

Zënter der Grënnung vun der EU ware mer jo bis elo, bis den 23. Juni, mat Demandé konfrontéiert, fir Member vun Veräin ze ginn. Do gëtt et Prozeduren, déi daueren ënnerschiddlech laang. Mir hunn am Moment dräi

Kandidaturen, wou scho verhandelt gëtt: Montenegro, Serbien an d'Tierkei. D'Tierkei ass schon zënter '99 Baitrëttskandidat. Et ass kee gléckleche Kandidat, wann een d'Entwécklung kuckt, déi mer rezent an der Tierkei hunn.

Den Artikel 49 vum Lissabon-Vertrag regelt de Baitrëtt. An den Artikel 50 regelt eben den Austrétt.

Et ass och schon eng kéier en Austrétt ginn: dee vu Grönland viru laanger Zäit aus der deemoleger EWG. Och hei war den Ausléiser ee Referendum, de mat 52% fir den Austrétt ausgegang war. Mä domat ass et awer och schon eriwir mat de Vergläicher.

Den United Kingdom ass mat ronn 64 Milliounen Awunner a mat enger staarker Wirtschaft eent vun de gréisste Länner vun der EU. De Wirtschaftswuesstum louch 2015 bei 2,2%. D'Beschäftigungsquot louch 2015 bei ganz héijen 73,6%. D'Aarbechtslosequot louch 2015 bei 5,4%. Alles Daten, déi eigentlech guer net esou schlecht sinn.

Mir froen eis: Firwat haten d'Engländer majoritär d'Gefill, si géifen an der EU just verléieren? Dat ass schwéier ze verstoen. Et ass awer interessant ze erfuerschen, wa mer eppes aus dem Brexit wëlle léieren.

D'EU verléiert deen drëttgréissten Nettobezueher. Si muss sech froen, wat si falsch gemaach huet. D'Mënschen hunn d'Fäegkeet, eppes a ganz kuerzer Zäit ze zerléieren, woufir Generationen oft Joren, wann net jorzéngtelaang geschafft hunn, fir et opzebauen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Natierlech ass et net un enger grénger Partei zu Lëtzebuerg, eng endgültig Analys vum brittesche Vott ze maachen, mä mer sinn hei op engem politeschen Terrain, an ech mengen och, datt eng politesch Partei roueg kann eng Aschätzung vun der Situatioun maachen.

Et gëtt bestëmmt eng ganz Rei Ursachen, déi zum Brexit-Vott gefouert hunn. Et ass och scho gesot ginn: D'Vesprieche vum Referendum ass en innepolitesch Pokerspill vum Premier David Cameron geschicht, schon am leschte Wahlkampf. Hien ass mat deem Versprieche un d'Muecht komm. En huet dat Versprieche gemaach, ënner anere, fir déi europafeindlech, déi offen europafeindlech UKIP a Schach ze halen. Bon, en ass un d'Muecht komm. Seng Wett ass allerdéngs no hanne lassgaangen. E wäert och wahrscheinlech vun der Muecht verschwannen. Mä och duerfir géif ech nach net d'Hand an d'Feier leeën.

Zweetens, während der Campagne zum Referendum ass kaum eng sachlech Debatt gefouert ginn. Et ass vun alle Säite mat Ängshten a Veronsécherung vum de Bierger gespillt ginn. D'EU ass fir hausgemaachte Problemer verantwortlech gemaach ginn. Et sinn onrealistesch Versprieche gemaach ginn. An déi si jo och schon e puer Stonnen nom Resultat vum Referendum zrëckgezu ginn.

An der englescher Press ass mat drasteschen Headlines un europäesche Feindbiller geschafft ginn. Besonnesch wichteg fir d'Brexit-Lager war de Sujet vun der Souveränitéit.

Esou ass et besonnesch och d'Immigratioun aus Osteuropa, déi intensiv genotzt ginn ass, fir Stëmmung géint d'EU ze maachen. Et ass natierlech och interessant ze wëssen, datt grad déi brittesch Regierung et war, déi sech fir eng schnellstméiglech Osterweiderung agesat huet. Dat huet och an de Konzept vun der brittescher Wirtschaft gepasst. Déi brittesch Wirtschaft, de sougenannten Ursprung vum angelsächsische Kapitalismus, déi baut op op eng, an eisen Aen, outragéis Liberaliséierung an op e fräie Maart, op Niddregbesteuerung an op eng geréng Reguléierung. An déi haten deemools no méiglechste bellegen Aarbechtskräfte geruff.

Problematesch war natierlech och, datt souwuel an der konservativer Partei wéi an der Labour-Partei keng geschlossene Meinung war; och net geschlossene fir de Verbleif vu Groussbritannien an der EU. Souwuel bei deenen enge wéi bei deenen aneren hunn d'Deputéierten a souguer Regierungsmembere souwuel fir dat eent, fir de Brexit Reklam gemaach, wéi och fir de Remain. Dat schuet der Glawierdegkeet vun enger Regierung. Dat huet och der Glawierdegkeet vum Cameron geschuet.

An, leschte Punkt, natierlech muss et och erlaabt sinn, ze froen, ob ee Referendum dat richteg Mëttel ass, fir iwwer eng Membership oder Netmembership an der EU ze decidéieren, ënner anere, well de Vott vun den Engländer och Konsequenzen huet fir déi aner 440 Milliounen Europäer, déi jo och vun deene Konsequenze betraff sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, eis Prioritéit muss elo bei de 440



Milliounen Europäer leien, déi an der Unioun bleiwen. Einstweilen ass d'Veereenegt Kinnekräich jo nach ëmmer Member vun der EU. Et huet sech nach guer näischt geännert fir d'Englänner, déi bei eis liewen a schaffen, a fir d'Europäer, déi an England liewen, schaffen oder studéieren.

Wéi scho gesot, mir sinn der Meenung, datt d'Prozedur fir eng Trennung solle schnell ulafen. Wann de Referendum ee bindende Charakter gehat hätt, da wier jo den 23. Juni schon den Dag gewiescht, wou den Artikel 50 déclenchéiert gi wär. Deem ass net esou. An duerfir läit de Ball elo ganz kloer bei der englescher Regierung a beim englesche Parlament.

De Cameron wëllt d'Prozedur net lancéieren, e wëllt dat sengem Nofolger iwwerloossen. D'Parlament ass majoritär fir de Remain gewiescht.

Elo ass dat, léif Kolleegen, guer net esou einfach! D'Veereenegt Kinnekräich war 43 Joer Member vun der EU an déi ganzen Zäit och ëmmer e bëssen Netmember: kee Euro, kee Schengen, verschidden Opt-out-Choixen, d'Verhandlung vum Cameron nach virum dem Referendum.

Denkbar ass et, ze fäerten ass et, a mer mussen eis dérgéint wieren, datt verschidden englesch Politiker elo drop hischaffen, déi nächst 40 Joer Netmember vun der EU ze sinn, ouni richteg auszutrieden. Dat kënne mer Europa net zoumuden.

Mir hu keen Interessi drun, datt Europa destabiliséiert gëtt. Mir hunn als Europäer och keen Interessi drun, datt Grousbritannien destabiliséiert gëtt. D'Torie stinn elo nom Referendum net méi unifiéiert do wéi virun. Do dierfe mer eis dann elo an deenen nächste Méint ukucken, wien de beschten Taktiker ass, wie sech am beschten duerchgesat kriit, fir d'Ierfchaft vum Cameron unzutrieden. A bei Labour gesäit et am Moment leider och net aus, wéi wa si kéinten eng Alternativ bidden. Och do ass de Krich ëm d'Féierung ugesot.

Wat bréngt d'Zukunft fir d'Veereenegt Kinnekräich?

Mir wëssen, datt a Schottland, Nordirland a London vill Leit fir de Verbleif vun hirem Land an der EU waren. Virum allem a Schottland ginn d'Stëmme vun engem Referendum fir en onofhängegt Schottland ëmmer méi haart. Da wier jo och emol interessant ze gesinn: Wéi reagéiert da Spuenien op esou eng Diskussioun?

Wéi wäerten déi enzel Parlamentarier an der Chamber ofstëmme? Hale se sech un d'Referendumresultat oder un hir eegen Iwwerzeugung? Souguer wa se sech un d'Referendumresultat halen, ass et nach net onbedéngt kloer, wéi se solle wieren. Da stellt sech jo och nach d'Fro, ob se sech un d'Gesamtresultat halen oder un d'Resultat aus hirem Bezierk. Am leschte Fall misst jo de Boris Johnson zum Beispill géint de Brexit stëmmen.

Et gesäit een also: Et ass nach vill Raum fir Spekulationen.

De Brexit ass awer och, an dat ass extrem wichteg fir eis alleguer, en Zeechen, datt vill Europäer sech net méi mat der EU an hiren Institutionen a Politiker verbonne fillen.

Et ass schwéier soen, wat de Brexit méttel- a laangfristeg fir d'EU bedeit. Kee weess, wéi d'Partnerschaft téschent der Europäescher Unioun an dem Vereenegte Kinnekräich an Zukunft wäert ausgesinn. Kee weess och, wéi d'Auswirkungen op d'Wirtschaft wäerte sinn, souwuel bei den Englänner wéi och bei eis. Et gëtt negativ Unzeechen, schon eng ganz Rei. Mä iwwert déi méttel- a laangfristeg Auswirkung kënne mer jo nëmme spekuléieren. Mir kréie jo dann och schon d'nächst Woch direkt d'Geleehheet, fir hei an der Chamber weider doriwwer ze spekuléieren, wat dat alles bedeit.

déi gréng gleewen awer och weiderhin an de Projet Europa. Mir gesinn d'Schold vun der aktueller Kris net onbedéngt bei der EU. D'EU huet jo nëmme déi Kompetenzen, déi se vun hire Memberstaaten zougeschwat kriit. Wa mer also méi e soziaalt Europa eis wënschen a mir mengen, datt dat noutwendeg wier, da musse mer och derfir suergen, datt d'EU déi néideg Kompetenzen an deem Beräich kriit.

Mir brauchen en europäesche Mindestloun. Dat ass keng Utopie. Deen ass natierlech net fir all Land d'selwecht. Dee ka sech zum Beispill no dem Seuil de pauvreté riichten, dee jo och fir all Land verschidden ass. Wann d'Bekämpfung vun der Jugendarbeitslosigkeit net méi decidéiert ugepaakt gëtt, da wäerte mer och an Zukunft déi Jonk net méi kënne fir den europäesche Gedanke gewinnen.

D'Politik muss sech e Bild maachen, wéi déi Europäesch Unioun soll ausgesinn, an där mer an Zukunft lieue wëllen a lieue mussen. An do musse mer d'Décisionen zesummen huelen a mir mussen et och erëm fäerdegbréngen, datt

d'EU méi no bei hir Biergerinnen a Bierger kennt. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt ee vereent Europa nach ëmmer ee ganz héije Potenzial huet.

D'Europäesch Unioun ass och haut nach ëmmer e Friddensprojet, mä awer och scho vill méi wéi e Friddensprojet. Ech sinn iwwerzeugt dervun, datt déi gréissten Erausforderunge vun der Zäit net nationalstaatlech, mä op europäescher Ebene geléist kënne ginn.

De Klimawandel, d'Bekämpfung vum Krich an der südlicher Noperschaft vun Europa, d'Migratiounsstréim, d'Finanzkris, den Terrorismus, d'Globalisierung sinn international Problemer, si kontinental ze verspieren. Mir mengen net, datt dës Erausforderunge vu méi oder manner klengen Nationalstate geléist kënne ginn.

Mir verspären eis och net enger Debatt iwwer Souveränitéit am 21. Jorhonnert. Mir mengen allerdéngs, datt eng Debatt iwwert d'Solidaritéit am 21. Jorhonnert vill méi wichteg a vill méi dréngend ass.

D'Immigratioun war e groust Thema bei der Brexit-Debatt. Dobäi war an ass Grousbritannien net am Schengen-Raum an hat seng Grenze guer net opgemaach fir Krichsflüchtlingen. Déi Migratioun, déi Grousbritannien effektiv am groussen Ausmooss kennt, huet engersäits eppes mat der ehemoleger Kolonialmuecht a mam Commonwealth ze dinn. Et ass jo schon erstaunlech, datt grad ee Land, wat d'ganz Welt kolonialiséiert huet, elo dee Problem op eemol gesäit, datt och Leit bei si kommen.

Anerersäits huet et natierlech och eppes mam angelsächsische Kapitalismus ze dinn, dee bëleg Aarbechtskräfte wollt importéieren.

Wat muss d'Europäesch Unioun aus deem Brexit léieren? Europäesch Wäerter, Fräiheet, Friden, Sécherheet, Demokratie a Wuelstand fir all Bierger als Ziler deelweis nei entdecken a vermëttelen. An och vläicht: manner Arroganz ausstralen.

Wéi anescht als arrogant an taktlos kann een dann dem Kommissionspresident säin Optrëtt a seng Aussoen zum CETA-Kontrakt bezeichnen, e puer Deeg nom Brexit-Vott?

Do huet et an eisen Aen dem Här Juncker awer däitlech um politesche Feeling gefeelt. Den Här Juncker huet all Sensibilitéit hei op der Säit gelooss. Mat esou enger Haltung kréien och mir, déi vun der Iddi vun engem solidareschen Europa iwwerzeugt sinn, d'Liewe schwéier gemaach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Courage mécht eis d'Jugend, déi och am Vereenegte Kinnekräich verstanen hat, datt Wuelstand, Fräiheet a Sécherheet éischter duerch ee gemeinsam Europa garantéiert kënne ginn, wéi duerch vermeintlech staark Nationalstaten.

Mir wäerten eis och weider fir esou ee solidarisch, soziaalt a gerecht Europa asetzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Claude Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 24. Juni si mer effektiv alleguer iwwerrascht gewiescht iwwert dat Resultat. An ech mengen, eis Regierung wor mat iwwerrascht, well de Premier, deen huet moies gesot, e misst emol de Conseil zesummeruffe vun de Ministere an e kéint net direkt eng Deklaratioun maachen. An da freet ee sech: Eng Regierung, bei esou enger wichtiger Echance wéi dem 23. Juni, mat esou engem wichtige Referendum, hätt se dann net am Virfeld misse schon ofstiechen, wéi hir Reaktioun wär, wou eis Interesse leien a wéi se géif reagéieren?

Mir begréissen op jidde Fall, datt an där Stellungnam, déi de Premier haut gemaach huet, en Toun, dee mesuréiert war, ugeschloe gouf. Dat ass der Situatioun ugepasst, well näischt wär méi falsch an deser Situatioun, wéi eng Strofmentalitéit géintwuer dem Vereenegte Kinnekräich ze weisen oder mat Arroganz opzutrieden. Well déi Décision, déi an England elo geholl gouf oder am Vereenegte Kinnekräich geholl gouf, déi ass net nëmme zréckzeféieren op d'Manéier, wéi de Wahlkampf do gefouert ginn ass, oder op déi oder op déi Manéier, mä och op Sënnen, déi Europa gemaach huet an deene leschte Joren a Jorzéngte vu senger Entwécklung.

Ass et dann net esou, datt den europäeschen Zentralismus, net nëmme an England, mä och do, ville Leit Onwuel mécht, déi net wëllen d'Kontroll verléieren un Institutionen, déi wäit ewech sinn, net transparent, net demokratesch genuch? Et ass éischter esou, datt d'Iddi vun den Natoune vu ville Leit weidergedroe gëtt, awer net déi vun engem europäesche Federal-

stat. An deem Sënn ass de Referendum am Vereenegte Kinnekräich eng Warnung.

A wa mer soen haut, wéi bal jiddwereen et gesot huet, datt mer de Referendum mussen akzeptéieren, jo, souguer respektéieren, dann héieren ech awer vun eise Ausseminister ganz aner Téin! Gëschter huet den Här Asselborn an engem Interview mat der „Hannoverschen Allgemeinen Zeitung“ gesot: „Firwat ass e Referendum gutt?“, an den Ae vun eise Ausseminister! Ma hie seet, e Referendum wär vu grousssem Nutzen, wann et géif goen, zum Beispill, ëm déi Fro, ob eng Gare soll iwwerierdesch oder ënnerierdesch gebaut ginn; kéim et awer zu nationalen oder europapolitischen Thematata, da géif e Referendum geféierlech, onkontrolléierbar Konsequenzen hunn.

Ass dat d'Versteesdemech vun Demokratie, mat deem mer wëllen d'Leit iwwerzeegen vun der Politik oder vun der Europapolitik? E Referendum akzeptéieren a respektéieren, dat ass den ABC vun der Politik. An et schéngt esou, datt dat souguer an eiser Regierung net verstanen ass!

Europa gëtt als Friddensprojet duergestallt, wat et och ouni Zweifel war. Nom Zweete Weltkrich eng grouss an nobel Iddi; vill Diktature sinn opgefange ginn am Prozess vun der Vereenegung vun Europa. Mä hu mer net och als Europa, wéi mer méi staark goufen an deene leschte Joren, vill Feeler gemaach, a Libyen, an der Ukrain?

Schwätzt den däitschen Ausseminister net zu Recht an eiser Russlandpolitik vu „Kriegsgeheul und Säbelrasseln“. Ass dat den europäesche Friddensprojet, dee mer de Leit wëlle verkafen? Sanktiounen, déi net méi ze justifiéieren sinn, verlängeren an nach verlängeren, an net wëssen, wéi mer sollen erauskommen aus eppes, wat Europa selwer verursaacht huet?

Europa behandelt och net all Memberstat d'nämlech. Dee Grondprinzip an der Diplomatie vun der Égalité souveraine des États ass ëmmer erëm a Fro gestallt ginn duerch d'Majorité qualifié. Enner Lëtzebuurger Présidence huet den Här Asselborn eng Reunion presidéiert, wou e Vott par majorité geholl ginn ass, géint deen haut Ungarn an d'Slowakei, an eisen Aen zu Recht, virum Europäesche Gerichtshaff kloer, well hir vital Interessen net respektéiert goufen an hiren Aen.

De Conseil des régions (veuillez lire: Comité des régions) ass en anert Beispill, wou Lëtzebuerg, duerch Drock vun anere Länner, op e Sëtz verzicht huet an eng europäescher Institution. Och dat ass e Beispill, wéi Europa funktionéiert.

Den Directoire vun de Groussen, vun Däitschland, vu Frankräich, déi elo probéieren, dat Europa, wat dat Vereenegt Kinnekräich amgaangen ass ze verloossen, ze steieren. Wa mir net oppassen, da si mer geschwéi wierklech nach en däitscht Bundesland. An dat wëlle mer net sinn. Mir wëllen e souveräne Stat an Europa bleiwen.

Polen refuséiert deen hegemonialen Usproch vun deene groussen europäesche Länner. A si hu recht, dat ze maachen.

D'Migratiounskris huet vläicht dat Vereenegt Kinnekräich e bësse manner betraff wéi anerer, obschonn, Calais betrëfft si och, obschonn, den „resettlement“ betrëfft si och. Mä et ass awer net nëmme do, wou déi Saach kritiséiert gëtt, déi Politik kritiséiert gëtt, mä och zum Beispill an Éisträich, wou en ÖVP-Ausseminister, den Här Kurz, seet, d'Migratiounspolitik, déi an Europa gemaach gëtt, dat wär deen dramateschste Feeler vun der EU. Dat ass kee brittesche Politiker, deen dat seet, mä en éisträicheschen ÖVP-Politiker.

An et muss ee sech da froen, ob eng unilateral däitsch Décision duergeet, fir eng Solidaritéit an Europa anzefuerdere fir eng falsch Politik an eng falsch Interpretatioun vum Asylrecht, mat onberechenbaren an onkalkuléierbare Konsequenzen!

D'Wärungspolitik ass en aneren Domän, wou et dach vill europäesch Feeler gouf! D'Transferunion hu mer. Et ginn Eurobonds gefuerdert. Et gëtt eng Politik gefuerdert, déi net an den Traitée steet oder déi vun den Traitée verbuede gëtt. Zum Beispill an de Maastricht-Vertrag ass jo kloer gesot, et kéint keng Transferunion ginn. Mir sinn net do, fir datt een deem anere seng Scholde bezilt. An awer gëtt dat ëmmer erëm gemaach an ëmmer erëm probéiert.

Wéi dacks ass de Maastricht-Traitée gebrach ginn? A wat fir eng Konsequenze goufe geholl? Keng!

Mir hu géintwuer Griichenland gewisen, datt et kee soziaalt Europa gëtt. En Europa mat engem sozial kalen Häerz. Wivill Griiche liewen haut an Nout? An ass et dach net esou, datt esou eng Politik mat derzou gefouert huet, datt hei an do an Europa „populistesche“ Parteien, wéi se elo genannt ginn, iwwerhand kréien?

Oder datt souguer rietsradikal Parteien, wéi a Griichenland mat der Goldenen Morgenröte, sech konntend do kréieren a groussen elektorale Succès hunn? Huet net och Europa eng Matverantwortung fir dat, wat et haut wëllt bekämpfen?

Den ondemokratesche Charakter vun Europa, CETA, d'Aschränkung vun der Meenungsfräiheet: Wat ass net alles haut en „hate crime“ um Internet, och wann et keen „hate“ ass, mä et ass politesch net korrekt, et ass politesch net erwünscht, also gëtt et verfollegt?!

Referenda goufen ignoréiert. A wivill Länner hu mer dat gemaach? Wéi dacks hunn d'Ire missen eng zweete Kéier stëmme goen? Ass de Respekt virun de Referenda iwwert de konstitutionellen Traitée a Frankräich an an Holland wierklech dee gewiescht, datt mer mam Lissabon-Traitée kuerz drop praktesch dat nämlech a Kraaft gesat hunn? Ech kéint déi Lëscht nach laang weiderféieren.

Mä elo geet et eigentlech ëm eng aner Fro: Wat maache mer elo an Europa? Mir mussen emol éischters wierdegen, datt d'Britten eng fräi an eng demokratesch Décision geholl hunn. Den David Cameron ass e Premier, deen den Anstand hat, obschonn de Referendum net iwwer seng Regierung gaangen ass, mä no engem verluerene Referendum zréckzuetrieden. En huet net mat 80% verluer, mä mat 51,9%.

Et ass net un eis, fir de Britten en Timing ze imposéieren fir Verhandlungen. Mir sinn elo an engem Prozess vun der politescher Ofklärung vun de Suite vun engem Referendum. Dat hält déi Zäit, déi et brauch. Mir brauchen eis net ze fläissen an deem, wat elo kennt.

Mir wëlle keng Destabilisierung vun Vereenegte Kinnekräich doduerch, datt mer elo mat Schotten oder mat Iren separat Successionsverhandlung wëlle féieren, niift all deene Konsequenzen, déi et op Spuenien oder aner Länner an der Europäescher Unioun hätt. Mir musse generéis kucken, datt mer England an Europa halen, vläicht net an der Europäescher Unioun, wéi mer se elo kennen, mä an Europa, an iwwerleeën, ob mer net wëlle fir eng Rei vu Länner e Statut vu Quasi-Memberschaft schafen, déi vläicht net an allen Institutionen vertruede sinn, sech net allem mussen ënnerwerfen.

Awer eisen Intérêt ass et jo och, datt de Marché intérieur fonctionnéiert, datt mer eng Liberté de mouvement des personnes an engem grouse Mooss hunn, datt eis Finanzplaz an déi Londoner Finanzplaz opgrond vun deeneselwechte Regele funktionéieren an datt mer net eng Offshore-Konkurrenz zu London kréieren, déi eis géif immens schueden.

Et ass net eisen Interessi, a Kategorien ze denken, ze soen: Mir mussen ausschléissen. Et ass eisen Interessi, fir ze kucken, datt mer déi institutionell Suerge vun de Britte respektéieren an hinnen eng Membershaft an engem ganz grouse Mooss erméiglechen.

Mir sollen och un eis Studenten denken. Programmer wéi Erasmus an all déi aner Saache sollen esou wäit wéi méiglech weider funktionéieren.

D'Traitée mussen nei négociéiert ginn, well mir kënnen dach net esou virumaachen! A wivill anere Länner hu mer äänlech Tendenzen? De Ruff no Referenden? De Ruff no Verännerung? Solle mer daf bleiwen oder musse mer dat respektéieren?

Mir brauchen eng Réckverlagerung vu Kompetenzen an d'Memberstaten. Mir mussen déi Arrangementer, déi mer am Februar mam Vereenegte Kinnekräich geholl hunn, an eis Traitée integréieren. Déi Zäiten, wou mer vun enger „ever closer union“ konnte schwätzen, déi sinn definitiv eriwuer.

A mir brauchen e Verhandlungsstopp mat der Tierkei. Well en Europa, wien heibanne wëllt, wierklech, datt d'Tierkei Member an der Europäescher Unioun gëtt, zemoos elo, wou d'Britten eraus sinn? D'Britten an déi Däitsch, dat woren nach déi zwee stäerkste Länner an Europa. Eent hu mer verluer. Wéi géif dat Europa ausgesinn, wann elo d'Tierkei Member wär an d'Britten net méi?

De britteschen Nettobäitrag zum EU-Budget wäert eis natierlech feelen. D'Antwort kann net sinn, datt mer elo alleguer musse méi an den europäesche Budget bezuelen. D'Antwort ass, datt méi Kompetenze mussen zréck an d'Nationalstate goen an datt doduerch Europa, d'Europäesch Unioun manner Sue brauch.

Mir brauchen eng aner Währungsunion. Mir brauchen, wéi gesot, keng Transferunion. A mir mussen d'Budgetkompetenz zréck an

d'Länner ginn, dohinner, wou se higeheiert. Hei an der Chamber solle mir erëm déi voll Autoritéit iwwer eisen nationale Budget hunn, wéi och an all anerem Land dat muss de Fall sinn.

Et ass schliisslech eng Décisioun iwwer de Modell Europa, déi mer wëllen. D'Britten hu keng Décisioun geholl géint Europa. Si sinn iwwerzeegt Europäer, wéi mir heibannen och. Et ass jo och net esou, datt, wann ee gär Fußball spillt, ee muss d'FIFA gutt fannen. Et ass och net esou, wann ee sech als europäesche Bierger fillt oder als iwwerzeegt Europäer fillt, datt deen eenzege Modell dee vun der EU ass, fir dat ëmzesetzen. Et ass villméi esou, datt et en dauerhaften anere Modell gëtt: dee vun dem Europa vun den Natiounen, dee vun der enker, vertrauensvoller Zesummenarbeit an allen Domänen, a vollem Respekt vun der Verschiedenheet vun de Länner, vun hire Souveränitéiten, vun hire jeeuweiligen Identitéiten.

D'Britten hunn duerch hire Vott e Plus u Fräiheet gewonnen. Si hunn d'Kontroll iwwer hir Legislatioun zrëckkritt. Dofir kënne mer se nëmme félicitéieren. Mir wäerte se ënnerstëtzen, fir datt d'Britten an Europa bleiwen. Et ass an eisem Interessi. Et ass an hirem Interessi. Mir sti mat hinnen zesummen, fir déi nei Zukunft zesummen ze gestalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*). - Merci, Här President. Den Här Angel huet virdu gesot, datt et schwéier wier, an 23 Minutten an d'Zukunft ze kucken. Ech mengen, dat ass ganz richtig. Mä ech denken och, datt et vläicht hellefe kann, wann een e bëssen zrëckkuckt, fir ze kucken, wou et da weider no vir soll goen.

An duerfir wëll ech drun erënneren, datt mer virun engem Joer, bal op den Dag genau, och hei an der Chamber eng Debatt haten iwwer d'Konsequenze vun engem Referendum an engem aneren europäesche Land an iwwer d'Auswirkung vun deem Referendum a vun der europäescher Politik op dat Land an op seng Mënschen. Dat war Griichenland, virun engem Joer.

Deemools hat dat griichescht Vollek mat enger enormer Majoritéit vun 62% nee gesot. Si haten nee gesot zu enger Politik vun der EU a besonnesch vum Eurogroup, enger Politik vun Austeritéit, déi weder d'Schulde vun deem Land reduzéiert huet nach de Mënschen an deem Land och nëmme de klengste Fonke vun Hoffnung ginn huet.

Duerfir hat dat griichescht Vollek, e puer Méint virdu, enger Lénksregierung e Mandat ginn, fir nei ze verhandele mat der EU a mam Eurogroup, mam Zil, fir nees Loft ze kréie fir hir Leit. All Propos, awer wierlech och all Propos vun där Lénksregierung ass zu Bréissel ofgeschmettert ginn! A wéi d'Regierung dunn d'Vollek zu där Austeritéitspolitik befrot huet, huet d'Europäesch Zentralbank de Revolver erausgeholl an hinnen de Krunn vun de Suen zougedréit. An där Situatioun huet dee Referendum virun engem Joer a Griichenland stattfonnt an d'Griichen hunn trotzdeem neen zur Austeritéit gesot. Si hunn awer ni neen zum europäesche Projet gesot.

Deemools huet ee gesinn, zu wat d'Europäesch Unioun effektiv alles bereet ass a wéi d'europäesch Solidaritéit och negativ kann ausgesinn. D'Banken, hu mer gesinn, si gerett ginn, awer a Griichenland ass e ganz Vollek duerch eng falsch Politik bei d'Lisette gelooss ginn. A wéi se du ganz ënne waren, hu se och nach d'Léngt ugedoe kritt.

Duerfir diskutéiere mer haut iwwer en anere Referendum an engem Land, wou d'Regierung gefrot huet, ob d'Bierger wëlte weider zur Europäescher Unioun gehéieren oder net. Virun deem Referendum huet d'Europäesch Unioun awer nach séier der Cameron-Regierung Konzessiounen gemaach an an Aussicht gestallt, d'Sozialrechter vun den Europäer weider ze beschneiden. Dat soll jo elo an d'Dreckschicht kommen, glécklecherweis! An d'Majoritéit vun de Britten, déi viele waren, huet trotzdeem fir den Exit aus der Unioun gestëmmt. Dat ass ganz bedauerlech.

Mä wann een d'Resultat vum Referendum analyséiere wëllt, da stiechen zwou Saachen eraus: Eischtens, am vehementeste fir de Brexit hunn déi sozial Schwaach gestëmmt. Kleng Leit, Aar-

bechter. All déi Laissé-pour-compten, net nëmme vun der Bréisseler Politik, mä och a grad vun der Londoner Politik. Déi Leit, déi gesinn hunn, datt sech hir sozial Situatioun an deene leschte Jorzénge degradéiert huet, déi ganz desindustrialiséiert Regiounen, déi al Héichbuerger vu Labour. An déi Leit hunn nee gestëmmt oder fir de Leave gestëmmt, déi Ängscht virun enger weiderer Degradatioun hunn.

Ängscht: Jo, dat war dat zweet Bemierkenswäert an där Brexit-Campagne, well souwuel de Remain wéi och de Leave hunn allen zwee an éischter Linn mat Ängscht Campagne gemaach. Déi eng mat der Ängscht virum Migrant, virum Friemen, an déi aner mat der Ängscht virum ekonomesche Konsequenze respektiv mat der Ängscht virum deem soziale Klima, dat mer am Moment a Grousbritannien erliewen an zu deem och de Mord un der Labour-Deputéierte Jo Cox gehéiert.

Wann an engem Land e Referendum iwwer d'Europäesch Unioun gemaach gëtt, an déi zwee Lagere schaffen an éischter Linn mat Ängscht, da seet dat eppes iwwer d'Unioun aus. Dann heescht dat, datt souguer d'Verteiderer vun der Unioun keng fortschrëttlech Perspektiv méi opzeeche kënnen, fir déi et sech lount anzestoen. An da si mer beim eigentleche Sujet, näamlech der Zukunft vun dëser Unioun.

An effektiv, wéi eng aner Perspektiv bitt d'Kommissioun dann nach, ausser engem méi enthemmte fraie Marché, dee just de Regele vun der Kompetitivitéit ënnerleie soll? Mä Kompetitivitéit heescht nëischt anescht wéi eng geckeg Konkurrenz tëschent Länner, Regiounen, an eng Konkurrenz virun allem tëschent Mënschen, Aarbechter, Leit, déi schaffen. A wéi bei all Kompetitioun gëtt et nëmme weínege Gewënner a ganz vill Verlëierer.

Europa, Här President, ass awer net ronderëm d'Konkurrenz opgebaut ginn deemools an de 50er Joren, mä ronderëm d'Kooperatioun tëschent Länner. Länner, déi nach Jore virdu mateneen am Krich waren. Europa konnt och just ronderëm d'Kooperatioun opgebaut ginn, mam Zil a mat der Perspektiv op Brout a Friden - Brout a Friden: deen ale Mot d'ordre vun der Aarbechterbewegung -, a mat der Perspektiv, datt et de Leit besser goe sollt, mat der Perspektiv op soziale Fortschrëtt. Dat Europa.

D'Perspektiv op Friden a soziale Fortschrëtt hat d'EU zu engem Projet gemaach, dee grouss populär Majoritéite kritt huet a mat deem sech d'Bierger identifizéiere konnten. Ech denken u meng Grousselteren, déi de Krich erlief hunn an déi den Opbau vun der Europäescher Unioun gesinn hunn. Ech denken u meng Elteren, déi d'Verdeiwung dovunner gesinn hunn. An ech kucke mech a stellen da fest, datt sech zënter den 80er Jore villes verännert huet.

Den Neoliberalismus ass zum entscheidenden an alles beherrschende politeschen an ökonomeschen Dogma ginn. An domadder huet sech och d'Ausrichtung vun der Unioun komplett verwandelt. Et ass e giganteschen technokrateschen Apparat entstanen, dee just nach an der Logik vun der Pensée unique vu Liberaliséierung an Deregulierung funktionéiert huet.

Mam Traité vu Lissabon ass dat a Steen gemesselt ginn. Als Lénk hu mer virun där Entwécklung 2005 beim Referendum expressis verbis gewarnt an dës Entwécklung och kritiséiert. An zënter der Finanzkrise huet sech dat nach verschäert. Déi neoliberal Politik vun der EU huet e ganz schaarfen austeritären an autoritären Charakter kritt.

Mir gesinn dat jo och, wa mer kucken, wéi eng Recommendatiounen d'Kommissioun eis als Land ëmmer erëm mécht; wéi eng ökonomesch Recommendatiounen. Am Grondsaz sinn et der virun allem zwou: näamlech, datt eis Pensiounen ze héich wieren an d'Leit misste méi laang schaffe goen. An déi zweet wier, den Index a Fro ze stellen, datt heescht d'Léin ze senken. Dat ass d'sozial Entwécklung an d'sozial Orientéierung vun der Kommissioun!

Richtig erfieert, Här President, sinn ech awer, wéi ech hu misse gesinn, wéi helleflos an deelweis geféierlech bornéiert verschidde Reaktiounen op de Brexit waren, souwuel am Bezug op europäesch Institutiounen wéi och vu verschidde nationale Statscheffen. Verschidde menger souguer, datt een England elo bestrofe misst!

Här President, den David Cameron ass mat Sécherheet kee Frënd vu mir, an e war och ni e Frënd an iergendenger Form vu Lénken. Do hutt Der recht. An all déi Leit, déi dat gesot hunn, hunn dat och zu Recht gesot. Awer et muss een dann och soen: Am selwechten Otemzuch sinn et déi Leit, déi soen, datt mer mat England eventuell e strategesche Bündnispartner an Alliiéierte verlëieren, mam David Cameron. Och do muss mir eis awer Froe stellen.

Här President, mir wieren eis dergéint, datt dat englescht Vollek soll bestrooft ginn, gradesou wéi mer eis virun engem Joer dergéint gewiert hunn, datt dat griichescht Vollek sollt bestrooft ginn. A mir mengen och, datt den Austrëtt vu Grousbritannien aus der EU net als Gemauschels hannert zouenen Diere geschéien däerf, mä an aller Rou an Transparenz, well soss, ouni Transparenz, setze sech d'Intérète vun de Bäcker a vun de Multinationallen duerch, deenen englesche gradesou wéi deenen europäeschen.

Här President, mir brauche virun allem e fundamentale Politikwiesel an Europa, souwuel um Niveau vun den Nationalstate wéi awer och um Niveau vun der Europäescher Unioun.

An dëser Kris gëtt et vill Saachen, déi d'Unioun falsch maache kann. An dat Falschst wier, zum Business as usual iwwerzegoen. Mä wann ee sech déi rezentesten Aussoen an Décisiounen vun der Kommissioun ukuckt, da kann ee just de Kapp rëselen: CETA, gëtt ugekënnegt, soll elo laanscht déi national Parlamenten goen; Glyphosat kritt eng Verlängerung; an nodeems d'Britten eraus wëllen, ginn elo weider Kapiteln an de Verhandlungen mat der Tierkei opgemaach.

Mir mengen, datt dat net dee richtege Wee ass. A mir mengen net, datt d'Kritik um Kommissiounspräsident lamentabel ass, mä, ech mengen, datt déi Décisiounen an déi Signaler, déi en ausgestraalt huet, datt déi lamentabel sinn.

Här President, mir mengen, datt ee kuerzfristeg an enger Situatioun, wou mer Verhandlungen féiere fir de Marché unique, an e Land dovunner eventuell ausschleissen, datt mer net parallell dozou weider Verhandlungen kënnen féieren iwwer Fräihandelsaccorde mat Kanada oder den USA. Dat geet net! Dat ass geckeg! Duerfir brauche mer e Moratoire op deenen Handelsaccorden. Mir brauche kuerzfristeg eng wierkelech gesellschaftlech Debatt iwwer d'politesch Orientéierung vun Europa.

A jo, mir mengen och, datt ee muss kënnen iwwer d'Traitéen diskutéieren. Et ass net déi éischt Zilsetzung, mä mir mussen awer kënnen driwwer diskutéieren. A mer mengen, datt mer virun allem sozial Initiativen an Impulser brauchen am Sënn an am Interessi vun de Schaffenden. Stéchwuert: europäesche Mindestloun; Stéchwuert: Détachement; Stéchwuert: Aarbechtszäitverkürzung.

Här President, als Lénker wiere mer eis géint de Retour zum Nationalstat, well mer wëssen, datt d'Zukunft just gemeinsam kann ugaange ginn. An déi Konflikter a Problemer, déi mer hunn - Stéchwuert: Klimawandel; Stéchwuert: Migrationenkris -, kënnen just gemeinsam europäesch geléist ginn. Mä duerfir brauche mer e Politikwiesel!

Merci.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. An ech ginn d'Wuert nach eng kéier un de Premier- a Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Villmools Merci, Här President. Ech wëll den Orateuren och alleguete Merci soen.

Ech erlabe mer just, och op d'Aktualitéit vun haut ze rebondéieren, wou och de Statec Informatiounen matgedeelt huet, fir ze soen, dass de Brexit och Répercussiounen wäert hunn hei op eis Ökonomie. An an den Diskussiounen, déi mer och déi lescht Deeg zu Bréissel haten, ass geplangt gewiescht, dass Grousbritannien eng Croissance vun 2% kéint hunn an dass déi no bei null wäert sinn. Dat heescht, d'Répercussiounen sinn net nëmme fir Grousbritannien, mä och fir ganz Europa net ze ignoréieren.

Ech wollt just hei och soen, dass de Brexit eppes ass, wat mer all bereien. Hei ass elo keen, dee gesot huet, dass en dat géif gutt fannen. Ech fannen et wichteg, dass mer als Chamber e geschlossent Bild ginn an eis bewusst sinn, dass eis Zukunft vu Lëtzebuerg, an dat huet keen hei contestéiert, an Europa ass, an engem Europa, wat fonctionnéiert, an engem Europa vun de Bierger, fir d'Bierger, an engem Europa, mat deem sech d'Leit och identifizéiere kënnen.

An dowéinsder ass et wichteg, dass mer iwwer d'Zukunft vun Europa ab September och zesummekommen an diskutéieren. Mir sollen net d'Rad ganz nei erfannen. Dat, wat positiv ass, solle mer och erklären, solle mer och besser verkafen, solle mer och net als en Acquis dobäi hunn, mä au contraire wëssen, dass een et wéi eng kleng Planz muss netzen, drop oppassen.

Europa ass net de droit, dass et esou fonctionnéiert. Et ass eppes, wou mer all mussen zesummenhalen. An ech si frou hei iwwer déi grouss Zoustëmmung, Här President, fir eist

Bewosstsinn, dass et ouni Europa och keng Zukunft fir Lëtzebuerg gëtt.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci dem Här Statsminister.

5. Ordre du jour

Ech wollt just zum Schluss vun der Debatt froen: Et ass am Ufank vun der Sëtzung eng Motioun vum Här Kartheiser abruecht ginn, déi zwar elo net direkt mam Brexit zesummenhängt. De Statsminister huet Stellung dozou geholl.

Ech wollt d'Chamber froen, ob mer se sollen elo direkt zur Diskussioun stellen, da géif ech dem Här Kartheiser nach eng kéier d'Wuert ginn, fir se virzustellen, oder ob d'Chamber anerer Meenung ass.

(Assentiment)

D'Chamber ass also dermat d'accord, dass mer se direkt huelen.

Da géif ech dem Här Kartheiser d'Wuert ginn, wat nach net geschitt ass, wat nach net gesot ass, fir dat dann elo ze maachen.

6. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la déclaration auprès de la Commission européenne que le Luxembourg souhaite que l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) soit un accord mixte

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *auteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da soen ech lech alleguer Merci, datt mer dat hei elo vläicht kënnen diskutéieren.

Ech hat an der Introductioun gesot, datt et ëm den CETA geet an ëm Décisiounen vun der Kommissioun, fir den CETA-Accord als exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun ze bezeichnen. Mir hate jo hei alleguer als Partei gesot, datt dat eng rout Linn wär, datt dat net géif goen. D'Regierung mécht och dat, wat richtig ass an deem Kontext: Si verdeedegt déi Positioun vun der Chamber, déi jo och hir ass, an den europäeschen Institutiounen.

Mir wëssen awer net, wéi dat ausgeet. An d'Fro ass, och an engem Kontext, wou mer nach aner wichteg Fräihandelskommessen négociéieren, an notament den TTIP, ob mer net musse Konsequenze vu juristescher Natur zéien. Et ass jo esou, datt den Här Juncker juristisch argumentéiert. D'Europäesch Kommissioun huet hire juristeschen Avis ginn. An et ass um Conseil eventuell, fir dat ze änneren.

Mä den Här Juncker selwer seet eppes an deem Kontext, wat eis soll guidéieren. E seet, seng „Kritiker...“, also all déi wéi mir, déi elo soen: „Neen, et ass och eng national Kompetenz“, well mir sinn an deem Kontext seng Kritiker, déi hien uschwätzt. Hie seet, mir solle juristisch argumentéieren - et ass u sech dat nämléicht - oder eng Debatt iwwer d'Regele vun der EU ufänken. En invitéiert eis also, selwer nozedenken, ob déi Regeln, déi mer hei gebrauchen, wa mer iwwer d'Behandlung vu Fräihandelskommessen an den europäeschen Institutiounen nodenken, ob dat déi richtig sinn.

Mir wëllen als ADR dee Präzedenzfall hei vum CETA huelen, fir esou eppes, wéi mer et am Abléck hunn, an Zukunft ze verhënnern. Mir wëllen op eis Prärogativen als nationaalt Parlament kënnen effikass verweisen. Fir dat ze maachen, hu mer ugereet an dëser Motioun, fir eben déi Regeln ze änneren, op déi den Här Juncker hiweist. A mir soen an deenen zwee leschte Punkten, fir déi Regeln ze änneren, datt eben éischtens, d'Europäesch Kommissioun net nëmme selwer an onofhängeg vun de Memberstaten, zwar op Basis vun engem Mandat vun de Memberstaten, kann négociéieren, mä mat der Matwirkung vun de Memberstaten.

Wa mer dat am CETA an am TTIP gehat hätten, hätte mer eng ganz Rei vu Suerge vun der Zivilgesellschaft iwwer de Contenu, iwwer d'Auswirkung vun deenen Accorde kënnen mat an d'Verhandlungen afléisse loossen, amplaz datt mer elo Verhandlungsdokumentener mussen ënner ganz bestëmmte strikte Regele liese goen. Dat ass net dee Wee, wéi mir mengen, datt d'Memberstate vun der Europäescher Unioun sech sollen abréngen an Traitéen, déi si jo awer herno bannen. Et ass also e bëssen och en Zréckhuele vun der Dignitéit, en Zréckhuele vun eiser Méiglecheit, Verhandlungen ze beaflossen, déi zu Bréissel gemaach ginn.

Deen zweeten Deel, déi zweet Fuerderung ass eben, fir dat auszeschalten als Méiglecheit,

wat hei mat Recht ëmmer erëm kritiséiert ginn ass. Dat ass eng Application provisoire vun engem Traité, just wann déi europäesch Institutionen en ugeholl hunn an iert déi national Parlamenter sech kënnen eenegen oder ausschwätzen am Fall vun engem Accord mixte. Och dat ass eng ganz wichteg Saach.

Et ass ëmmer erëm an den Diskussiounen vun alle Parteien ugeklongen, dass mer dat eigentlech net wëllten, eng Application provisoire - ma, da loosse mer déi Méiglechkeet aus dem Traité eraushuelen! -, genausou wéi mer eigentlech iwwerhaupt keng exklusiv europäesch Kompetenz brauchen. Ech mengen, wann et esou ass, dass en Traité wierklech nëmme gemeinschaftlech Kompetenzen beréiert, da passéiert e jo och ouni Problemer an ouni Délaien déi national Parlamenter. Soudatt och dat rengt zäitlech Argument kaum kann invoquéiert ginn, fir eng einfach Ofschaffung vun enger exklusiv europäischer Kompetenz an den Traitéen duerchzusetzen.

Et ass eigentlech dat, wat d'ADR lech proposéiert: eng Konklusion aus eisen eegenen Observatiounen heibannen. U sech och eng Méiglechkeet, fir ze testen, wéi seriö mir et mengen, wa mer soen, mir hätte gär éischstens, dass d'Nationalstate méi matzeschwätzen hunn a wichtige Handelstraitéen, dass mer eis net wëlle viru Faits accomplis vun iergendengem juristeschen Avis vun der Europäischer Kommissioun setze loossen an dass mer et escht huelle mat deem Wunsch, fir berechtigt Bedenken an der Zivilgesellschaft anzebréngen a Verhandlungen, och wann en europäesch Traité ausgehandelt gëtt.

Dat ass Sënn an Zweck vun dëser Motioun. An ech mengen, mir wäre mat eis selwer logesch an éierlech, wa mer se géifen unhuelen an domadder och den europäesch Institutionen e kloert Signal ginn, wat mir meng mat engem Matsproocherecht vum Lëtzebuerger Parlament.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. De Premier- a Statsminister hat Positioun dozou geholl. Den Här Angel freet sech d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här President. D'Lëtzebuerger Parlament huet sech an deene leschte Joren, wann et ëm Fräihandelsverträge gaangen ass, ëmmer fir d'Matbestimmung vum Lëtzebuerger Parlament agesat. Ech erënneren un déi sëlliche Bréiwer, déi Dir mat Kollegee Presidente vun aneren nationale Parlamenter zesammen un d'Kommissioun geschriwwen hutt. Ech erënneren un déi Bréiwer, déi ech als President vun der aussen- an europapolitischen Kommissioun am Kader vun der COSAC mat menge Kollegee Presidente vun den Europa-Kommissiounen aus deenen aneren nationale Parlamenter un d'Kommissioun gericht hunn. Ech erënneren un d'Motiounen, déi mer hei am Parlament gestëmmt hunn, souwuel zu TTIP wéi och zu CETA, wou mer dat net méi spéit wéi de 7. Juni gefuerdert hunn. Ech mengen, mir setzen eis ëmmer derfir an.

Ech wollt och soen: An där Motioun hei gëtt d'Regierung opgefuerdert, der Europäischer Kommissioun kloer an dätlich matzedeelen, dass Lëtzebuerg fuerdert, den Accord mat Kanada als Accord mixte ze deklaréieren. Ma ech mengen, de Premierminister huet eis virdrun erkläert, dass en dat gemaach huet. Den Ausseminister och, dee selwer och mat Kollegee Bréiwer geschriwwen huet, huet dat an deene leschte Jore souwuel am Dossier TTIP wéi am Dossier CETA ganz kloer gemaach. A souwuel den Ausseminister an de Premierminister hunn dee Message, deen hei de 7. Juni an der Chamber gestëmmt ginn ass, ganz gutt héieren.

De Problem ass deen drëtten Punkt. Wann ech déi Diskussioun haut iwwert de Brexit héieren hunn, hunn ech kloer héieren - déi meescht Fraktiounen: Ech hunn dat aus der CSV-Fraktioun eraushéieren, bei der DP, bei deene Gréngen, ech hunn et gesot -, dass mer elo net erëm sollen zéng Joer mat Traitée verléieren a mat Regeln änneren, dass mer sollen Europa no vir bréngen. An et ass kee Wëllen do, elo hei grousse eng Diskussioun iwwer nei Traitéen ze hunn.

Dat hunn ech zumindest emol erausgehéiert. An dat gëtt hei an deem leschten Tret vun der ADR gefrot, den Traité iwwert d'Europäesch Union ze änneren. Mir kënnen domadder net d'accord sinn. Dofir géif ech soen, mir sollen déi Motioun hei zum Vott stellen. A meng Fraktioun, ons Fraktioun wäert géint déi Motioun hei stëmmen.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Mosar.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech ka mech eigentlech a grouse Linnen dem Virriedner, dem Marc Angel, uschlëssen. Dës Motioun gesäit effektiv zwee grouse Voleten vir.

Deen éischten ass, dass mer nach eng Kéier sollen erklären, dass mer der Meinung sinn, dass den CETA en Accord mixte wär. Do gesinn ech wierklech net, wat d'Plus-value ass. Mir haten eng laang Diskussioun hei an der Chamber driwwer. Mir hunn eng Motioun gestëmmt, déi ganz, ganz kloer op deem dote Punkt ass. Soudatt ech elo net gesinn, wat d'Plus-value ass, wa mer dat elo nach eng Kéier an enger Motioun deklaréieren.

Wat dann deen zweete Volet betrëfft, fir op de Wee ze goen, den Traité op verschidde Punkten ëmzeänneren, warnen ech dervir, d'Pandorabox vun den Traitéen opzemaachen. Dat wär äusserst geféierlech. An ech mengen, mir sollen elo emol mat Rou a roueger Hand kucken, wuer mer an Zukunft wëllen histeieren.

Duerfir gesi mir am Moment absolutement guer keng Urgence, den Traité op dësem wéi och op anere Punkten opzemaachen. Duerfir wäerte mir och dës Motioun net stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll eigentlech elo net méi vill...

Oh, dee Mikro hei! Hei ass en technesch Defekt, dann huelen ech deen hei niewendrun.

► **Une voix.** - Neen, et geet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech wëll eigentlech elo näischt speziell méi, Här President, zum Inhalt soen. Ech ka mech nëmme deem uschlëssen, wat meng zwee Virriedner gesot hunn. Ech wëll virun allem d'Prozedur nach eng Kéier kucken. De 7. Juni hate mer hei eng intensiv Debatt, wou mer all d'Argumenter ausgetosch hunn.

Mir haten deemools och an der grousser Majoritéit hei an der Chamber eng Motioun gestëmmt, wou mer gesot hunn, mir hätte gär en Accord mixte an dass d'Parlamenter musse matagebonne ginn. An ech kann nëmme feststellen, an de leschten Deeg, dass d'Regierung och där Motioun wierklech follegt an dass se dat also eigentlech kloer ëmsetzt, wat mer se opgefuerdert hunn. Da brauch een dat net nach eng Kéier ze maachen.

Déi Motioun hei ass an eisen Ae superfétatoire. Se ass net néideg, well dat schon alles amgaangen ass, gemaach ze ginn. An duerfir géif ech och proposéieren, dass mer déi Motioun hei net stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Berger. Den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Mir hunn et hei effektiv mat enger Motioun ze di mat zwee Voleten.

Deen éischte Volet, do hu mer d'Gefill, wéi wann den Här Kartheiser eis wëll mat op een Zuch huelen, dee scho laang fiert. Mir hunn déi zwou Saachen, déi hei gefrot ginn, hei votéiert. A mer hunn och gesinn, dass d'Regierung sech un dat hält, wat mer do vottéiert hunn.

An dee leschte Volet, dat ass een Zuch, wou mer net wëssen, wou mer sollen hige fouert ginn. A mer mengen, dass dat wierklech éischter onglécklech wier, fir dat hei am Kader vum Brexit an esou weider ze vottéieren. Duerfir wäerte mir déi Motioun hei och net matdroen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. Den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Ech fannen et och e bësse gelungen, dass mer dat elo hei am Kader vun der Brexit-Debatt debattéieren. Ech mengen awer, dass... Mir hate bis elo als Lénk zwou Motiounen hei eraginn, wou zwee Tretten dovunner, dass sinn déi éischt, zréckbehale si ginn. Do hu mer e Konsens fonnt mat anere Parteien hei an der Chamber. Et ass e ganz grouse Konsens op deenen zwee éischten Tretten.

Um drëtten, wat d'Veerännerung vum Traité ueget, ass, mengen ech, deen éischte Punkt, wou den Här Asselborn vum Här Kartheiser gesot kritt, also déi Formulierung, dass international Accorden nëmme nach opgrond vun engem Mandat an enger permanentem Matwierke vun alle Memberstate vun der Europäischer Kommissioun am Numm vun der Union d'äerfe verhandelt ginn. Dat ass am Moment de Fall! D'Europäesch Kommissioun hat e Mandat, fir ze verhandelen. Leider hat se dat Mandat, muss ee soen! Mä dat ännert um Wesentlechen näischt.

Dann dee leschte Punkt, dat ass awer wierklech eppes Neies an eppes, wat an déi Richtung geet, wat mir awer eigentlech ënnerstëtzen, näämlech ze soen: Esou international Handelsaccorde vun där doter Envergure, déi kënnen net provisoiesch a Kraaft treden, well se wesentlech Dealer vun alle Länner betreffen. An duerfir solle se och, mengen ech, vun den nationale Parlamenter alleguer ratifizéiert ginn an och eréischt da kënnen a Kraaft treden.

Dëst gesot, vun deene fënnf Punkte sinn der véier, déi effektiv superfétatoire sinn, mä dee fënnfte Punkt, dat ass en neit Element, wat mir ënnerstëtzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech mengen, mir sinn dann och um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Motioun ukomm. A mer kënnen dann direkt iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hu 5 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mer géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6959, e Gesetz, dat en neie Sätz fir d'Biobank am Gesondheetslabbo zu Diddeleng virgesäit. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

7. 6959 - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, mat deemem Projet de loi modifizéiere mer d'Gesetz vum 18. Dezember 2009, wat de Bau vun der zweeter Phas vum Laboratoire national de santé zu Diddeleng erlaabt huet.

Deemools war virgesinn, dass véier nei Servicer am zweete Gebai vum LNS sollten ënnerbruecht ginn: éischstens, den Institut vun der Médecine légale, der Opferambulanz - also Aferambulanz, op Lëtzebuergesch gesot -; zweetens, de Laboratoire vun der Veterinärmedizin; drëtten, de Service vun der Pathologie moléculaire; a véiertens, de Laboratoire vun der Radiophysik vun der Santédirektioun mat der Divisioun vun der Radioprotektioun.

Et ass ganz genee dës Divisioun, Dir Dammen an Dir Hären, déi aktiv muss ginn, wann et zu enger Atomkatastroph zu Cattenom kënnt. Si ass enger anerem zoustänneg, fir d'Radioaktivitéit ze moossen, de radioaktiven Offall ze géierieren an d'Bevölkerung viru radioaktiver Bestralung ze schützen, wann dat iwwerhaupt nach méiglech ass.

An deem Sënn spillt déi Divisioun eng wichteg Roll am sougenannte Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire, de PIU Cattenom, deen am Oktober 2014 offiziell ginn ass als iwwerschaaft Versioun vum éischte Plang.

Et ass ganz genee dës Divisioun, déi vun deemem Projet de loi betrëff ass, well et sech am Nachhinein erausgestallt huet, dass de Site vun Diddeleng sech net derfir eegent. Wéi Der wësst,

ass am Interventionsplang näämlech en Evakuationsradius vu 15 Kilometer ronderëm Cattenom definéiert ginn. Dat heescht, dass grad Diddeleng sech an deem Radius befënnt, an dass d'Divisioun vun der Radioprotektioun am Fall vun enger Atomkatastroph misst evakuéiert ginn. Domat wier se net méi funktionsfäeg.

Och hei muss ee sech froen, wat an eise Land iwwerhaupt nach funktionsfäeg wier, wann zu Cattenom en Accident geschitt.

► **Une voix.** - Ganz genau.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Jiddefalls muss de Site vun Diddeleng aus deem genannte Grond fale gelooss ginn, mam Resultat, dass d'Radioprotektioun hire Sätz virleefeg an der Villa Louvigny soll behalen, bis dass e bessere Site kann ausgewise ginn.

Dëst féiert natierlech derzou, dass déi betraffe Lokaler vun Diddeleng anescht affektéiert kënnen ginn an de Servicer vun der IBBL, der Integrated BioBank of Luxembourg, kënnen zeguttkommen. Dëst wëssenschaftlech Institut ass ganz aktiv an der medezinescher a biologescher Fuerschung a beschäftegt méttlerweil schonn 42 Leit.

Leider feelt et der IBBL schonn zanter hirer Kreatioun am Joer 2010 u gëeegente Raimlechkeeten. D'Containergebai nieft dem CHL, wou d'IBBL ënnerbruecht ass, gëtt den Uspréich vun enger moderner Fuerschung jiddefalls iwwerhaupt net méi gerecht. Woubäi ee muss wëssen, dass schonn am Joer 2013 iwwer 300.000 biologesch Echantillonen an der Biobank stockéiert waren.

Derbäi kënnt, dass war elo kierzlech an der Press och ze liesen, dass d'Biobank amgaangen ass, Synergie mam Ausland opzebauen a Plaz brauch, fir sech weiderzuentwéckelen. An deem Sënn ass d'Plaz, déi am zweete Gebai vum LNS fräi gëtt, ideal, fir déi aktuell an zukünfteg Besoine vun der IBBL ofzedecken.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, kuerz gesot geet et also an deem Gesetzesprojet ëm d'Reaffektatioun vun de Lokaler, déi fir d'Divisioun vun der Radioprotektioun geduecht waren an elo der IBBL sollen zeguttkommen. Déi betraffe Fläch, ëm déi et geet, läit bei 965 m² fir d'Büroen an d'Laboratoire-Aktivitéiten, plus 380 m² fir de Stockage vu Material, Datebanken, Echantillonen an esou weider. Dat ginn am Ganzen 1.300 m². An dat sinn iwwer 700 m² méi wéi dat, wat d'Biobank hautdesdaags zur Verfügung huet.

De Käschtpunkt vum Gebai geet mat dëser Reaffektatioun ëm bal 6,5 Milliounen an d'Luucht a beleeft sech schlussendlech op 51,6 Milliounen Euro, amplaz vun den initiale 45,125 Milliounen, déi mam Gesetz vum 2009 accordéiert gi waren. Well d'Infrastruktur momentan just aus engem Réibau besteet an eréischt am Joer 2017 soll fäerdeg ginn, bleift genuch Zäit, fir déi néideg Adaptatiounen virzehuelen am Banneberäich an d'Raimlechkeeten un d'Besoine vun der IBBL unzepassen.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech kommen nach kuerz zu den Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun. Nodeems de Minister François Bausch dëse Projet de loi den 22. Februar 2016 déposéiert hat, huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech den 12. Mee 2016 zesumme mat der Santékommissioun mam Projet de loi befaasst.

An där Sëtzung sinn eng Rei Froen opgeworf ginn, notamment a puncto Aménagement vum Bausseberäich vum Labbo, wat an indirekter Relatioun mam Gesetz steet. Dee Bausseberäich gëtt momentan en zimlech desolat Bild of. En ass op alle Fall alles anescht wéi gréng.

Dernieft sinn och d'Verkéiersproblemer am Raum Diddeleng-Beeteburg ervirgehuewe ginn. Hei ware mir eis alleguer eens, dass den Ausbau vum Labbo mat véier nei Servicer weideren Trafic an där scho ganz belaaschter Regioun wäert generéieren an dass d'Verkéierskonzept, wat vu Ponts'et'Chaussées zesumme mat deenen zwou Gemengen ausgeschafft ginn ass, an deemem Kontext eng ganz wichteg Roll wäert spillen.

Här President, well de Statsrot a sengem Avis vum 19. Abrëll 2016 keng Awänn géint dëse Projet de loi erhuewen huet, war d'Aarbecht séier ofgeschloss. Den 9. Juni 2016 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

E Merci géllt ofschléissend den Dammen Anne Negretti a Carole Schmit vun der Administration des bâtiments publics, dem Här Xavier Poos vun der Santédirektioun, an dem Här Christian Ginter vum MDDI, déi eis an eiser Kommissioun Ried an Antwert stoungen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der grén-ger Fraktioun a wünsch den IBBL an allen anere Servicer eng glécklech Zukunft zu Diddeleng. Merci villmools!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Rapportrice fir hiren exzellente schréfflechen a méndleche Rapport e grouse Merci.

Dofir just e puer Kommentaren am Numm vun der CSV. Zur Virgeschicht: De 6. Juli 2015 huet den Nohaltegkeetsminister der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, der Comexbu, matgedeelt, dass déi zweet Bauphas vum nationale Gesondheitslaboratoire, dem LNS, muss ofgeännert ginn an dass de Radiophysiklaboratoire vun der Divisioun vun der Radioprotektioun net méi, wéi am Gesetz vum 18. Dezember 2009 virgesinn, op Diddeleng ka kommen. De Grond vun dëser Ännerung, hu mer elo just héieren, läit bei deem neien Noutfallplang vum 15. Oktober 2014 am Fall vun engem Accident an der Atomzentral zu Cattenom.

Do mussen déi zéng Gemengen, déi an engem Émkrees bis zu 15 km ronderëm Cattenom leien, evakuéiert ginn, also och d'Stad Diddeleng, an zwar an Opfangstrukturen an d'Éislek.

D'Sécherheet an d'Ofschalte vun allen Atomreaktoren ronderëm eist Land waren elo éfters en Thema an der Chamber, deem mäi Fraktiounskolleeg Marco Schank besonnesch verbonnen ass. An de Bierger dobauss läit dëst Thema och um Mo. En attendant hoffe mer all, dass deen Noutfall ni wäert antrieden.

Als Ersatz fir de Laboratoire de radiophysique huet d'Regierung jo virgeschloen, d'Integrated BioBank of Luxembourg IBBL an d'Gebäilcheete vum LNS ze setzen. An der Comexbu gouf doropshin d'Fro opgeworf, ob fir dës Ännerung vum Bauprogramm vum LNS dann net dat besteendend Gesetz misst ofgeännert ginn, wat sech dunn och den 20. Juli bestätegt huet.

An dësem Sënn hat ech och eng Question parlementaire N°1456 un den Här Minister gericht. Ech stellen awer fest, dass d'Regierung bis den 22. Februar gebraucht huet, fir de Projet de loi ze déposieren.

Här President, d'CSV begréisst ausdrécklech d'Synergien, déi elo tëschent der IBBL an dem LNS kënne stattfannen um Niveau vun der Recherche, der Logistik a virun allem der Qualitéit, well besonnesch den LNS huet dat déck néideg. Wat näämlech de Fonctionnement an d'Konzept vun deem ugeet, esou ass deen alles anescht wéi an dréchenen Dicher. Fait ass, dass de Modell vum Konzept net méi deem entsprécht, wéi en initial gestëmmt gouf; d'CSV huet an der Kommissioun dorop higewisen.

Ech verweisen och op e Rapport vun 2015 vun der Cour des Comptes iwwert d'Finanzgestioun an de Joren 2013 an 2014 vum LNS. Do geet rieds vum Feele vun enger mëttel- a laangfristeger globaler Visioun a vun diverse finanziellen Irregularitéiten. Grouss Problemer gouf et och scho bei den Analysen an der Anopathologie, wou potenziell Kribspatienten immens laang op hir Resultater hu misse waarden. An et gëtt Schwierigkeeten, fir den Direktiounsposten ze besetzen.

Et läit kee Plan stratégique vum LNS vir, ob-schonn d'Madamm Minister an der Santéskommissioun ugekënnegt hat, dee géif bis den 30. Abrëll fäerdeg ginn. An eis geplangte Visitt vum LNS zu Diddeleng ass och elo an den Hierscht verluecht ginn.

Här President, d'Fro vum definitiver Standuert vun dem Radiophysiklaboratoire war opgeworf gi vum mengem Fraktiounskolleeg Aly Kaes. Vu deem Labbo seng Schlüsselroll am Fall vun engem nuklearen Accident, muss en op enger sécherer Plaz ënnerdaach kommen. Laut Exposé des motifs vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 wier deen aktuelle Site och net optimal. - Wéi gesäit d'Regierung d'Fro vun deem Standuert?

Zum Bau selwer ass net vill ze soen, ausser de Konsequenzen, déi e mat sech wäert bréngen um Niveau vum Verkéier. An der Kommissiounssëtzung, sou vun der Rapportrice akteiert, hat d'CSV op d'Problematik vum Verkéier ronderëm dem Site LNS opmierksam gemaach, deen duerch déi zousätzlech 42 Mat-aarbechter vun der IBBL nach verstärkt wäert ginn.

Au vu vun der massiver wirtschaftlecher Entwécklung am Raum Beeteberg-Diddeleng, der Ouverture vum LNS 2013 mat iwwer 200 Leit Personal, dem Logistikzenter um fréiere Site vun der WSA, dem CFL Multimodal, deen 2017 soll lassueren, a weidere kommerziellen Aktivitéiten ass et a wäert et zu engem massiven Zouhuele vum Trafic kommen. Déi Sitte sinn awer nach ëmmer net un den öffentlechen Transport uegbonnen, d'Mobilité douce abegraff, wat awer eng absolutt Prioritéit muss sinn.

De risegen Tëntefeschronpoint bei der Autobunn Sortie Dudelage-Burange, fir dat Ganz opzefänken, soll och eréischt 2020 fäerdeg sinn. An et ass och keng Brëtell fir de Camions-traffic vum CFL Multimodal, deen nees op d'Autobunn wëllt eropfuere, virgesinn. An dat hat ech och scho bei de Chambersdebatten zur zweeter Phas vum CFL Multimodal kritiséiert.

Als Rappel: De fréieren Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler hat schon den 7. Mee 2012 zesumme mat de Gemenge Beeteberg an Diddeleng d'Ponts et Chaussées mat enger regionaler Verkéiersstudie beauftragt. Déi läit zënter Enn 2015 vir. Hei mussen elo Neel mat Käpp gemaach ginn, an dat esou séier wéi méiglech, am Sënn vun der Liewensqualitéit vun den Awunner.

Här President, ze hoffe bleift, dass d'IBBL hiren Betrieb wéi geplangt kann opuhelen. An dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un d'Rapportrice fir hire gudd menschelechen, pardon: méndlechen - menschelechen och - a schréffleche Rapport. Deem ass u sech net méi vill bäizefügen.

Erlaabt mer awer am Numm vun der LSAP-Fraktioun e puer kuerz Remarques zu dësem Projet: Lëtzebuerg brauch e modernen a gudd funktionnéierende Statslaboratoire, deen an deene verschidde Beräicher mat den Ufuerderungen, déi mer eis selwer stellen an déi mer awer och op EU-Niveau als Standard virausgesat kréien, ka mathalen.

Dës Erkenntnis hate mer scho virun enger ganzer Partie vu Joren. Zanterhier evolueiert de Statslabbo Schrëtt fir Schrëtt. An et sinn och schon en cours de route eenzel Décisiounen ofgeännert ginn. D'Prinzipie bleiwen awer déiselwecht.

Zu Diddeleng soll probéiert ginn, op engem eenzege Site Synergien tëschent verschidde Aufgabenberäicher ze schafen. Scho wéi mer déi éischt Phas vum Bau 2003 hei an der Chamber gestëmmt hunn, ware mer eis eens, dass de Site an de Gebaier misst genuch Raum loossen, fir kënnen deene spéideren Nutzungsméiglechkeeten ugepasst ze ginn. Wéi mer dunn 2009 gréng Luucht ginn hu fir déi zweet Phas vum Bau, war entre-temps d'Iddi, fir de Waasserlaboratoire op dësem Site unzesidelen, erëm fale gelooss ginn.

Haut muss mer dann nach eemol eng Adaptatioun maachen, well de radiophysische Laboratoire net, wéi ursprénglech geplangt, dohinne komme kann. Elo kann ee soen, et hätt ee schon éischer kënnen dropkommen, dass Cattenom relativ no bei Diddeleng läit, mä am Resultat ass déi Ännerung am Gesetz vum 2009, iwwert déi mer haut ofstëmme, awer positiv. An et ass jo dorëms, wou et geet.

Et ergëtt sech dann haut ganz gudd, dass d'Biobank, déi 2010 geschafé gouf, eng nei Plaz brauch, wou se hir Aktivitéiten kann dévelopen. Dat passt dann och ganz gudd bei déi aner Aktivitéiten op dësem Site an ass also och net nëmme eng Kompromëssléisung.

Wann een da bedenkt, dass 2012 den interne Fonctionnement vum Statslaboratoire mat engem neie Gesetz eng nei Basis krut, da kann een dovun ausgoen, dass mer esou lues a lues un d'Enn vun der grousser Émstrukturierung kommen.

D'LSAP begréisst, dass mer domat endlech déi modern Infrastruktur kréie fir de Statslaboratoire, déi mer schon zënter Jore fuerderen. An ech ginn deemno och d'Zoustëmmung vun der LSAP. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Engel. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den LNS ass ouni Zweifel eng ganz wichteg Institution hei zu Lëtzebuerg. En ass och gudd fir eis Renommee. Duerfir ass et och ganz interessant, dass mer dru schaffen, fir weiderhin e wichtegen an im-

portante Laboratoire ze hunn, deen och virun allem op internationalem Niveau Partner fanne kann.

Zënter 1960 hu mir jo de Laboratoire hei zu Lëtzebuerg. Den éischte Site um Verluerekascht, deen huet sech am Laf vun de Jore schon als vill ze vill kleng erausgestallt. Duerfir si jo och relativ fréizäitig Iwwerleeungen gemaach ginn, fir eben en neie Site ze sichen.

Ech erënneren hei zum Beispill un eng Äntwert op eng Question parlementaire vum 27. Juli 1990 un den deemolege Gesondheitsminister Johnny Lahure, deen du geschriwwen huet: «Il est un fait que les conditions de travail sont actuellement très difficiles au laboratoire. La raison essentielle en est l'exiguité des locaux, conçus à l'époque pour un personnel moins important et moins sophistiqué (veuillez lire: pour un personnel moins important et pour des appareillages moins nombreux et moins sophistiqués). Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a décidé la construction d'un nouveau bâtiment. Le projet de loi afférent sera déposé à la Chambre à la rentrée.»

Dat war 1990. Wéi mer alleguer entre-temps wëssen heibannen, huet et allerdéngs gedauert bis de 17. Dezember 2003, bis dann eppes Konkretes geschitt ass.

Entre-temps waren natierlech och eng Rei aner Sitten an d'Visiier geholl ginn: d'Kockelscheier, d'Stäreplaz, de Kierchberg an du finalement de Site Diddeleng. Ech mengen, wann een de Site haut zu Diddeleng analyséiert, da féint ee ganz séier eraus, dass dat net onbedéngt den optimale Site ass, mä awer trotzdem e gudd Site ass.

En huet eng Rei vun Avantagen: 4,5 ha Terrain, e funktionnell Gebai, no beim Zuch a bei der Autobunn, a virun allem wäerten och elo déi Aarbechten, déi rezent ugefaangen hunn um Échangeur Biereng, derzou bäidroen, dass d'Verkéiersproblematik zumindest am direkten Émfeld do misst verbessert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat natierlech e bësse kokass a speziell ass un dësem Projet de loi, dat ass, dass ebe just Cattenom d'Ursach ass, firwat dat mer haut muss léigiféieren. Et ass schlëmm, dass u sech dat Monster - et kann ee roueg vun engem Monster schwätzen - eis derzou féiert, dass mer verschidde Ännerunge mussen virhuelen.

Et sief ganz kloer nach eng Kéier hei ënnerstrach, dass Cattenom jo ëmmer méi och op eng grouss Opposition hei am Land stéisst. Mir haten net méi spéit wéi déi viregt Woch nach en Débat hei, wou dat ganz kloer zum Ausdrock komm ass. Et ass evident am Fall vun engem Accident bei Cattenom, dass da grad de Laboratoire de radiophysique eng wesentlech Roll ze spillen huet.

Datt deen elo ebe muss transferéiert ginn an e Rayon vu 15 km, ass eng Evidenz, woubäi een allerdéngs d'Fro muss stellen, ob 15 km iwwerhaupt duerginn, an ob mer net emol eng Kéier müssen driwwer nodenken, och eng Antenn vläicht souguer nach vill méi nördlech ze installéieren. Well ech fäerten, mat 15 km leie mer och net onbedéngt glécklech, wann et wierklech eng Kéier zu engem Super-GAU sollt kommen.

Trotzdem, wéi et esou oft am Liewen ass: All Schlechtes huet och eppes Guddes u sech. Dat erlaabt eis, wéi gesot, dass awer och d'Biobank ze transferéieren op Diddeleng, déi jo de Moment beim CHL ass an do net ënnert deene beschte Konditiounen. Si ass en interessant Standbeen an huet jo schon 2008 hei ugefaangen, an zwar am Kader vun der Regierung hirem Health Sciences and Technologies Action Plan, an do si jo interessant Programmer, déi do gemaach ginn, ënner anerem iwwer Kriibs, Diabetes a Parkinson.

Ech hu virdu schon op déi wichteg internationale Verbindunge vun der Biobank higewisen. Déi huet se entre-temps och fäerdegbruecht. Ënner anerem schafft se zënter 2014 mam U.S. National Cancer Institute oder mat der DNA Genotek aus Kanada zesummen.

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass eis Biobank eng vun deene weinigen ass, déi op Basis vum ISO 17025:2005 zertifizéiert ass. An da krut d'IBBL och nach 2015 de Qualitätspräis vun de klengen Betriber hei zu Lëtzebuerg a gouf och an de CANCER-ID Consortium opgeholl. Ech mengen, alles dat beleet jo awer, dass d'IBBL entre-temps eng héich Renommee erreicht huet.

Et ginn entre-temps och iwwer 300.000 Prouwen do stockéiert. Wat interessant ass: Et schafft Leit do vun 13 verschidde Nationalitéiten, allerdéngs nëmme dräi Lëtzebuerg.

Ech wollt awer zum Projet u sech och nach e puer Froe stelle respektiv e puer Remarqué maachen.

Fir d'Éischt - d'Virriednerin vun der CSV ass och schon drop agaangen -, wat de Verkéier ube-

laangt: Et ass eng Situatioun, déi engem net onbekannt ass. Ech mengen natierlech elo net, well 42 Leit do bäikommen, dass dat u sech géif en zousätzleche grouse Verkéierskollaps do bewierken. Mä sécher ass, dass de Site natierlech riets a léns vum Verkéier erdréckt gëtt an dass et awer gudd ass, wéi gesot, dass den Échangeur elo do awer réaménagéiert gëtt, soudatt den Accès awer gudd ka garantéiert ginn.

Dann hate mer an deene leschte Woche jo eng gewëssen Opreegung an deem Raum do, wat d'Nationale 31 ubelaangt, wou et geheescht huet, et géifen eng Rei Beem do verschwanen. Vläch meng Fro un de Minister, ob déi Aussoen, déi do gemaach gi sinn, der Realitéit entsprechen, well ënner anerem jo och gesot ginn ass, dass virun dem LNS e puer Beem sollen ewechkommen.

A wann ech scho bei de Beem sinn, dann ass een och séier bei der Verdure. De Moment presentéiert sech dat Gebai jo net onbedéngt an engem flotten Ambiente. Ech weess, dass dat soll mat der Gemeng Diddeleng zesumme geschéien. Mä et wier gudd, wann och do awer méi Gréngs ronderëm d'Gebai géif aménagéiert ginn.

Da vläch nach eng lescht Fro. Do geet et ëm d'Behandlung vun den Ofwässer, well dat jo awer ganz spezifesch Ofwässer sinn, déi do entstinn. Déi mussen jo awer thermesch a chemesch traitéiert ginn, ier se iwwert den öffentleche Kanal an d'Kläranlag zu Beeteberg kommen. Duerfir meng Fro, ob duerch deen Transfer do net gegebenenfalls nach kënnen zousätzlech Problemer entstoen.

An deem Sënn steet trotzdem awer, wéi gesot, d'Demokratesch Partei hannert dësem Projet, féint et e ganz interessante Projet, an ech soen der Madamm Lorsché dann och nach e grouse Merci fir hiren exzellente Rapport.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och d'ADR wäert dësem Projet zoustëmmen.

Et ass am Fong e Projet, bei deem mer elo grouss Diskussiounen kënne féieren iwwert de Statslabbo, mer kënnen der och iwwert de Verkéier féieren, mä mir hunn déi Diskussiounen jo alleguer am Fong gefouert, wéi mer de Projet vum Statslabbo heibanne gestëmmt hunn. An ech mengen, d'Problematik vum Verkéier hu mer och schon e puermol heibannen ugefuert, zweemol eleng schon am Kader vun zwee Gesetze, déi mer gestëmmt hunn am Zesummenhang mam Terminal, deen tëschent Beeteberg an Diddeleng realiséiert gëtt.

Èm wat geet et hei ganz genau?

Am Fong, wann Der d'Gesetz iwwert de Statslabbo huet, da muss en der Regierung eng Kéier e Virwurf maachen, dass se am Fong vill ze prezis an deem Gesetz definéiert, wat an de Statslabbo kënn. An dat ass hir natierlech dunn zum Verhängnis ginn an et huet missen emgéännert ginn, well eppes huet missen erauskommen an op där anerer Säit elo d'Biobank géif erakommen.

An d'Fro, déi sech am Fong gestallt huet, war: Mussen mer duerfir extra e Gesetz maachen? An duerfir ass de Minister jo och an d'Comexbu komm, wou en d'Comexbu gefrot huet a wou d'Comexbu am Fong gesot huet: „Mir sinn dermat d'accord, dass de Projet soll weidergefuert ginn, dass en, och wa mer mussen e Gesetz maachen, awer net soll retardéiert ginn, wat d'Aarbecht ubelaangt.“ D'Comexbu huet dunn hei am Haus en Avis juridique gefrot, ob dat misst en neit Gesetz ginn oder net. An eise Service juridique huet gesot, dass misst schon en neit Gesetz ginn.

Duerfir hu mer dann eben elo haut dat Gesetz hei, esou wéi dat vun der Comexbu verlaangt ginn ass a vum Minister versprach ginn ass, wou mer dann eben déi Ännerung maachen, dass d'Radioprotektioun erauskënn an dass d'Biobank erakënn.

Dat ass den Objet vun dësem Projet de loi, deen, wéi gesot, eis Zoustëmmung féint.

Et ass natierlech fir eis e bësse gelungen, wa mer soen, dass mer d'Radioprotektioun do mussen eraushuelen, well mer eben déi Konventioun hunn, dass mer 15 km am Émkrees vu Cattenom dat net dierfen installéieren. Elo kënn et dann oder et bleift elo hei an der Stad.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer heibanne bewosst, dass mer eis mussen un déi Regel do halen. Mä wann et wierklech eng Kéier zu Cattenom géif klaken, wat jo kee vun eis heibannen hofft, dann hätte mer net nëmme e Pro-



blem zu Diddeleng, mä dann hätte mer iwver-all hei am Land e Problem. Ech géif souguer soen: Da besteet eist Land net méi. An da géif et och keng Roll méi spillen, ob d'Radioprotektioun hei an der Stad ass an net zu Diddeleng, well déi géife sech genausou séier duerch d'Bascht maachen, wéi ee vun Diddeleng oder vun Hesper oder vu Fréiseng. Ech soen ëmmer: „Deen Eischen, deen et gewuer gëtt, wann eppes zu Cattenom geschitt, dat ass deen Eischen, dee fortleeft, an déi aner lafen alleguer hannendrun.“

An ech mengen, losse mer nëmmen hoffen, datt dat eng Kéier zougemaach gëtt an datt bis dohinner näischt geschitt, well mir hunn dat schonn heibanne gesot, an ech mengen, mir sinn eis eens: Wann eng Kéier do eppes geschitt, dann ass dat heiten dat klengst lwwel, well da gëtt et einfach Lëtzebuerg duerno net méi an da stelle sech vill méi grouss Froe wéi déi heiten. Mä, wéi gesot, losse mer hoffen, datt dat net geschitt!

Dat Eenzegt, wat geännert huet, mengen ech, no der Diskussioun, déi mer an der Comexbu haten - deen Abléck ass de Minister nach vun enger kächtenneutraler Situatioun ausgaangen -, et gëtt elo 6,5 Milliounen méi deier. Mä wann déi Ännerung dat mat sech bréngt, da bréngt se dat nun ebe mat sech. An och dat hätt souwisou missen eng Gesetzesännerung bréngen, well an deem anere Projet jo och de genaue Präis stoung, an dann hätt och souwisou missen eng Rallonge do an d'Gesetz kommen.

Iwwert de Verkéier schwätzen ech net. Mir hu genuch doriwwer geschwat. An ech mengen, mir wëssen alleguer, datt an deem Eck mer de Chaos am Abléck hunn. An och, wann elo déi eng oder déi aner Moossname getraff ginn, déi gutt sinn, wësse mer awer, datt de Verkéier deementspreechend an deem Eck an deenen nächste Jore wäert zouhuelen, datt mer och, trotz alle Moossnamen, iwwert déi nächst Jorzéngten do am Chaos vum Verkéier hänke wäerte bleiwen.

Dat gesot, nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire gudder Rapport, an och alle Riedner fir hir Bäitrag respektiv der Chamber fir déi unanime Zoustëmmung. Dat erlaabt mer, just vläicht zu e puer Saachen eng Remarque ze maache respektiv op déi zwou, dräi Froen, déi gestallt gi sinn, ze äntwerten.

Fir d'Éischt wollt ech emol der Madamm Andrich soen, datt ech dat awer relativ speziell fonnt hunn, datt se hei quasi uprangert, datt de Minister ëmmerhin dräi Méint gebraucht hätt, fir e Gesetzesprojet hei ze déposieren, nodeem en dann am Dezember an der Comexbu gesot kritt hätt, datt e Gesetz misst gemaach ginn.

Bon, éischtens emol wëll ech soen, mir maache jo déi Gesetze hei - dat si jo Finanzierungs-gesetze - op APD-Niveau. A wann ech gesot kréien am Dezember vun der Chamber - duerfir war ech bei d'Chamber komm, fir ze froen, ob ech iwverhaupt emol misst e Gesetz maachen -, datt ech e Gesetz muss maachen, dann ass et awer vläicht ubruucht, datt dat Gesetz, deen APD uerdentlech gemaach gëtt.

A wéi den Här Gibéryen dat och ënnerstrach huet, war et gutt, datt mer dat esou gemaach hunn, well et huet sech erausgestallt, datt de Projet sechs Milliounen méi deier gëtt, wéi ursprénglech virgesi war. An dat rëselt een net - vu datt genau Analyse muss gemaach ginn iwver komplex a kompliziert Programmer; et geet hei ëm eng Biobank, et ass net iergendepes, wat mer do installéieren - esou einfach an engem Dag op den Dësch an et déposiert een et hei.

Bon, ech loosse awer jiddwerengem zur Appréciatioun, ob en do dräi Méint laang fënn et oder net laang fënn. Ech fannen, datt meng Verwaltung do extrem schnell geschafft huet.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass, datt ech awer wierklech iwwerrascht sinn iwwert der Madamm Andrich hir zweet Remarque, wa se hei eropkennt a schwätzt vum Verkéiersproblem, an da bal mécht, wéi wann elo de Fait, datt mer d'Radioprotektioun ersat hätten duerch d'Biobank, zum absolutten, definitive Super-GAU a Chaos géif féieren.

Den Här Gibéryen huet zu Recht drop higewisen: Et geet hei ëm 43 Leit. Dat heescht, ëm à peu près den Equivalent, wat souwisou virdu virgesi war. Also, sorry, et kann een elo net be-

haapten, datt duerch de Fait, datt dee Switch do gemaach ginn ass, datt dat iergendepes ännert un der Situatioun um Verkéier!

Datt de Verkéier net gutt do ass an deem Eck, dat ass richtig. Mä ech wëll lech awer do soen: Ech sinn elo ganz genau zwee Joer an néng Méint do, ech hu scho relativ vill gemaach, ech wäert och nach relativ vill maachen. An déi Étud, effektiv, déi mäi Virgänger lancéiert huet, déi ech weidergefouert hunn, déi mer och elo an Tëschenzäit de Gemenge virgestallt hunn, déi huet e Programm virgesi vu bal 600 Milliounen zousätzlechen Investissementer fir d'Verkéiersproblematik do am Eck. Mä Roum gouf och net an engem Dag gebaut. An nach muss mer dat alles bauen a realisieren a finanzieren.

A fir déi Problemer, déi haut do bestinn, kënt Der op alle Fall net dës Regierung responsabel maachen! Dat ass awer emol ganz sécher. Mir probéieren, eist Beschte ze maachen, fir all déi Problemer esou séier wéi méiglech geléist ze kréien. An ech ginn och dovun aus, datt Der dat jo eigentlech och wësst, well Dir waart jo op deene Versammlungen do, wéi ech bei de Bierger war, wou d'Säll gutt geféllt waren, wou ech dee ganze Programm virgestallt hunn.

An och zu deenen Opfaarte wëll ech lech soen: Eng Opfaart gëtt et. Déi zweet - dat wësst Der eigentlech och, well Der jo an där Versammlung waart, sou ass dat am Detail erkläert gi vun der Stroossebauverwaltung -, déi zweet ass aus Stroosessécherheets- an technesche Grënn net machbar. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer net weider lwwerleungen ustellen, fir ze kucken, ob mer net awer nach iergendwéi anescht dann eng zweet hirkéien. Dat hunn ech och deemools gesot, a meng Verwaltung och. Mä déi, déi d'Leit all do gär hätten, déi geet einfach net, aus sécherheetstechnesche Grënn geet déi net.

An och do kann een net zauberen. Da kann een dat och nach honnertmol fuerderen, datt een déi awer gär hätt. Mä ech mengen, wa se net geet, da geet se net. An da muss mer ons eppes anescht afale loosse. An dat wäerte mer awer maachen, dat hunn ech och versprochen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da wollt ech awer och dem Här Graas Merci soe fir déi Fro iwwert déi berüümte Beem un der N31,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...soudatt ech emol endlech och d'Chance kréien, eppes dozou ze soen.

► **Une voix.** - Sot eis, wien dann d'Häerzer ewechgeholl huet!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat soen ech lech och nach hannendrun. Oder ech soen lech op alle Fall, wien et net war, nämmlech ech!

(Hilarité)

Also fir d'Éischt emol zu de Beem. Ech sinn erstaunt gewiescht iwwert déi Aktioun vun der Biergerinitiativ, déi elo gemaach ginn ass, well d'Biergerinitiativ war nämmlech dräi Woche virdu bei mir am Ministère. An heiansdo freet ee sech, firwat een d'Leit empfängt! An do hunn ech der Biergerinitiativ gesot: „Jo, dat, wat Der do sot, dat ass net esou.“

Effektiv ass zwar an deem Verkéierskonzept, wat mer zu Diddeleng an zu Beetebuerg virgestallt hunn, och d'Erweiderung vun der N31 op där Plaz virgesinn. Mä dat ass e Projet, deen ass éischtens emol à long terme gewiescht. Et gëtt nach iwverhaupt keng Detailler zu deem Projet. Et gëtt emol nach näischt um Pabeier, seriö Gezeechentes. An ech hunn hinnen och gesot: „Vu mir aus gesinn ass och net elo déi grouss Demande do, fir direkt do ze verbreederen.“ Et gëtt e Problem lokal selwer, well do Diddeleng eng Aktivitéitszon huet. An d'Fro, déi sech stellt: Packt se de Verkéier op der N31 oder net, wa mer déi Strooss erweideren oder net? Mä et ass nach iwverhaupt näischt decidéiert.

Duerfir sinn ech dann awer erstaunt, wann dann zwou Wochen duerno an der Effentlechkeet dat duergestallt gëtt, wéi wann d'Motorsee scho quasi hannert der Heck stéing, fir d'Beem ewechzemaachen, wat einfach net richtig ass. An zemoos, wann ee beim Minister war zwou Woche virdu, fannen ech dat net grad korrekt, fir dat esou duerstellen.

Ech hu perséinlech guer näischt géint déi Häerzer, déi hätte wéinst menger och nach kënnen schéin do hänken. Ech hu se och net ewechgeholl. Ech weess och net, wie se ewechgeholl huet.

(Interruption)

Mä ech mengen awer, datt, éierlech gesot, mer dat Thema domadder ofgehaakt hunn. An déi puer Beem, déi elo ewechkommen, dat hunn

ech deemools och gesot der Biireng21, déi komme wéinst dem Echangeur ewech. Déi waren awer decidéiert. An do gëtt et Autorisatiounen vun der Administration de l'Environnement. Déi ware laang geneemegt. Dat sinn och keng 20 oder 25. Wivill ass gesot ginn? Ech mengen, et sinn der siwen oder aacht, déi müssen ewechgeholl ginn. Dat ass wéinst dem Echangeur. Mä et huet näischt mam Rescht vun der N31 ze dinn hannendrun.

An dann zu där anerer Fro nach vum Här Graas, wat do an d'Ofwässer géif kommen. Dat gëtt a Kanistere gesammelt an extra entsuergt. Also do brauch ee sech also keng Suergen ze maachen.

Fir de Rescht, Merci, Här President, fir déi breet Zoustëmmung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

An ech mengen, dass mer dann direkt kënnen zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6959.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6959 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 60-mol Jo, also Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Élvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen vum nächste Punkt vun eiem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6998 iwwert de Bau vun der éischer Phas vun der neier N3. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

8. 6998 - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Wéi kéint et anescht sinn?!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 6998 handelt et sech ëm e Finanzierungs-gesetz, wat de Bau vun der éischer Phas vun der neier N3 soll erlaben. Dës Strooss spillt eng wichteg Roll beim Opbau vun engem kohärenten an nohaltege Verkéierskonzept an der Stad Lëtzebuerg a ronderëm an ass scho säit Joren am Gespréich.

Konkret geet et bei der éischer Phas vun där N3, och Module Nord genannt, ëm de Bau vun der Verbindung tëschent der Stater Gare an dem zukünftege Pôle d'échange vu Bouneweg. Dat ass dee Pôle d'échange, deen a Proximitéit vum Lycée technique vu Bouneweg wäert entstoan a wou spéitstens am Joer 2019 den Tram wäert fueren.

Zum geplangte Stroossenofschneitt gehéieren dowéinst net nëmme just déi classesch Spure fir den Auto an de Bus, mä och d'Assise fir den Tram an déi néideg Foussgänger- a Vëlosweeër, déi mëttlerweil néierens méi vergiess ginn.

D'Vëlosweeër entstinn zu engem groussen Deel en site propre a garantéieren domat déi

Sécherheet, déi wichteg ass, fir datt méi Leit iwverhaupt emol de Courage hunn, op de Vëlo ze klammen, a fir d'Mobilité douce schlussendlech am Beruffsverkéier ze verankeren. Dat ass wichteg.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wat gëtt mat dësem Gesetz finanzéiert? Finanzéiert gëtt net nëmmen de Bau vun der Strooss mat allem, wat dozou gehéiert a wat ech opgezitt hunn, finanzéiert gëtt och déi komplett Renovatioun vun der Bréck Jean-Pierre Büchler, déi d'Gare mam Quartier Bouneweg verbënnt. Grad wéi d'Strooss gëtt och d'Bréck mat der Assise vum Tram versinn. Dierneft kënn op d'Bréck och e gemëschte Foussgänger- a Vëloswee.

Zougang zu der Bréck kréien d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer iwver eng zirkulär Ramp mat, an der Mëtt, engem Lift fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit.

E weidert Element, wat mat dësem Projet de loi finanzéiert gëtt, ass den Émbau vum Rond-point Gluck. Fir de Flux vum Trafic op där Plaz ze verbessern, gëtt de Rond-point zu enger Kräizung mat roud Luuchten ëmgebaut, wat eng besser Steuerung vum Trafic wäert erlaben.

Derbäi kënn op darselwechter Plaz en ënnerierdesche Bypass, deen d'Rocade vu Bouneweg mat den Autobunnen a Richtung Frankräich an Däitschland verbënnt, an dierneft och d'Renaturéierung vun der Drosbaach.

D'Kreditter, déi fir all dës Aarbechten zur Verfügung gestallt ginn, leie bei insgesamt 106 Milliounen an 21.000 Euro. Vun deene Milliounen fléisse 75,8 Milliounen an de Bau vun Stroossenontronen tëschent der Bréck Jean-Pierre Büchler an dem Rangwee zu Bouneweg. 30,213 Milliounen si virgesi fir de Bau vum Bypass Gluck an zousätzlech nach 1,2 Milliounen fir den Déplacement vun de Réseauen, deen jo ëmmer dozou gehéiert.

Well d'Strooss op engem Terrain gebaut gëtt, deen momentan vun alen CFL-Halen an anere vétusté Gebailechkeete besat ass, stellt dës Projet ekologesch gesi kee Problem duer. En erlaabt villméi, datt d'Route de Thionville an enger spéiderer Etapp kann ëmgebaut gi respektiv zréckgebaut, wat den Awunner vum Quartier wäert zeguttkommen.

Och wat d'Empriisen ugeet, stellt sech bei dësem Projet kee Problem. Den Terrain, deen gebraucht gëtt, ass zum gréissten Deel am Besëtz vum Stat, am Besëtz vun den CFL oder am Besëtz vun der Stad Lëtzebuerg. Just 32 Ar vun insgesamt 4,13 Hektar sinn a Privatbesëtz a stellen, laut den Aussoe vun de Responsablen, keng weider Schwierigkeet duer.

Wat d'Zäitschinn ugeet, esou soll dës éischt Phas vun der N3 schonn Enn 2017 fäerdeggestallt sinn. Duerno geet et weider mat der zweeter Phas, déi um Rangwee ufänkt an iwwert d'Rue des Scillas weidergeet op de Pôle d'échange Houwald. An och do wäert den Tram integréiert ginn.

Eng lescht Etapp ass dann d'Phas 3, mam Bau vum Contournement vun Alzeng an Hesper, wou ech géif mengen, datt de Buergermeeschter vun Hesper mat Schmärerzen drop waart.

► **Une voix.** - An de Conseiller vun Hesper och!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - An de Conseiller vun Hesper och, an d'Leit vun Hesper och.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

An d'Awunner vun Hesper ganz besonnesch.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Net nëmmen déi Hesper!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Lorsché, loosst lech net duerjernee maachen!

(Interruptions)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - An déi Alzenger...

Ech loosse mech net beiren!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Allez, e bëssen Disziplin, wann ech gelift!

(Brouhaha général)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - An d'Stater och.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Dir kritt jo allegueren d'Wuert duerno. Da loosst d'Madamm Lorsché elo schwätzen!



► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*. - Ech fannen dat do awer léif.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Wann Der wéilt virufueren, wann ech geléif!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), *rapportrice*. - Fir datt all dës Aarbechten ënner gudder Konditione kënnen stattfannen,...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...gi si iwwert dëse Projet de loi als Utilité publique deklaréiert. Domat kritt de Stat d'Recht op Expropriation, fir de Fall, wou e Propriétaire vun engem Terrain de Projet wéilt blockéieren - Stéchwuert Échangeur Helleng.

Dernieft gëtt d'Rue des Scillas um Hesper Territoire vun enger kommunaler zu enger nationaler Strooss ëmklasséiert. Dëst erlaabt, dës Strooss als Haaptkommunikatiounswee unzugesinn an ze geréieren, wat eigentlech dann där Strooss eng Prioritéit ka ginn.

Ech kommen dann zum Oflaf vun den Aarbechten an der Kommissioun. Nodeems den Nohaltegkeetsminister François Bausch dëse Projet de loi den 30. Mee 2016 déposéiert hat, huet d'Kommissioun sech an de Sëtzung vum 9. Juni a vum 16. Juni 2016 domat befaasst. An deem Kontext hunn d'Membere vun der Kommissioun eng Rei Froen opgeworf, notamment um Niveau vum Aménagement vum Bypass Gluck, vum Ausbau vum de Parkplaze ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, der Zäitschinn vun den nächste Phase vum Gesamtprojet an och generell a puncto Wuesstum.

An der Kommissioun ass an deem Kontext be-
tount ginn, datt den effentlechen Transport an d'Mobilitéit douce an den nächste Jore mindestens 40% vun de Gesamtbewegungen an der Stad mussen ausmaachen, fir datt d'Mobilitéit an deem Raum kann iwwerliewen an net komplett kollabéiert.

Madamm Presidentin, an der Sëtzung vum 21. Juni 2016 huet d'Kommissioun mä Rapport eestëmmeg ugeholl. Dat heescht, datt mir dëse Projet op den Dag genee ee Mount no sengem Dépôt kënnen stëmmen.

Ofschléissend wéll ech dem Här René Biwer vum Pons et Chaussées an dem Här Romain Spaus vun der Administration des Travaux publics (veuillez lire: Département des Travaux publics) Merci soe fir hir ausféierlech Duerstellungen an der Kommissioun, grad och wéi der Mathéleef vun eiser Sekretärin, der Madamm Rachel Moris.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, well déi nei N3 e wichtegt Puzzlestück duerstellt an engem gutt duerchduechte Mobilitéitskonzept, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Merci der Madamm Lorsché fir hiren ausféierleche Rapport. Als éischte Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Lies** (CSV). - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt virop der Rapportrice, der Madamm Lorsché, gär Merci soe fir hiren gudden an ausféierleche Rapport zu dësem Projet de loi.

Wéi si scho gesot huet respektiv och schonn duergestallt huet: Wat ass déi nei N3 a wou kënnst se hin? Dat ass sécherlech eng Fro, déi sech esou munchereen heibanne wäert stellen. Déi nei N3 setzt sech aus dräi verschiddeenen Deelstécker zesummen: dem Module Nord, wat dësem Projet de loi 6998 entsprécht, no dem Nord-Module kommen awer nach dat zentraalt an dat südlecht Deelstéck hannendrun. Nëmme wann déi dräi Moduller bis färdgestallt sinn, huet déi nei N3 hir komplett Funktioun. Dat zentraalt Deelstéck ass den Ëm- an Ausbau vum der Rue des Scillas an der Z.A.C. Howald.

Dat südlecht Deelstéck ass de sougenannte Contournement d'Alzingen oder Contournement de la Commune de Hesperange.

Duerch dës Aarbechte kann déi jëtzege N3, d'Route de Thionville, déi vun den Alzenger Koppe bis op d'Gare centrale féiert, an Zukunft zréckgebaut ginn. An doduerch kann d'Liewensqualität vun de Leit, déi längs vun der Route de Thionville wunnen, sécherlech och verbessert ginn.

Den Ursprung vun där neier N3 fousst op den Iwwerleungen, déi viru ronn zéng Joer gemaach gi sinn, wéi ugefaange ginn ass, sech intensiv Gedanken iwwert den Aménagement

vum Ban de Gasperich ze maachen a wéi den Trafic an Zukunft an a ronderëm dëst neit Entwécklungsgebitt drainéiert ka ginn.

Fir d'Verkéisersstréim besser kënnen ze kanaliséieren, ass de Bau vun engem Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper een absolute Must. Schonn an de 60er Joren huet den deemolege Bauten- a Verkéisersminister Albert Bousser - hie wor virdrun och knapps ee Joer Buergermeeschter vun der Gemeng Hesper - vu genau dësem Contournement ronderëm d'Gemeng Hesper geschwat. Wat fir e Visionär wor dach dëse Mann!

An de Joren 2007, 2008...

(Interruption)

...ass de Contournement Hesper oder d'Alzingen an de Plan sectoriel «Transports» ageschriwwen ginn. Eng sëllegen Etüde sinn zanterhier gemaach gi mat dem Constat, datt eng komplett nei Strooss vun den Alzenger Koppe bis op d'Gare centrale déi beschte Solutioun wier.

Net nëmmen op den Individualverkéier gouf sech bei dësen Etüde fokusséiert. Mat dem MoDu-Konzept, wat vum deemolegen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler am Abrëll 2012 der Effentlecheet presentéiert gouf, sinn och den effentlechen Transport an d'Mobilitéit douce matanalyséiert a considéiert ginn.

De Ban de Gasperich an d'Z.A.C. Howald deen eis risegt Entwécklungsgebitt. Ee gudden Deel heivun ass momentan och schonn am Bau. Ech hat d'lescht Woch d'Chance, bei der Pose de la première pierre vun Deloitte Touche derbäi ze sinn.

Mam Accès iwwert den neie Boulevard de Kockelscheuer konnt ee schonn eranen, wat an deenen nächste Joren alles hei entstoe wäert. Den neie Lycée Vauban mat ronn 2.000 Schüler ass am Bau. Niewendru kënn den neie CNIS. Den Auchan mat ronn 100.000 Meter carré Geschäftsfläch, Deloitte mat engem Gebai vu 16 Etagen, 125.000 Meter carré Wunnfläch sinn zurzäit déi gréisste Chantieren. An anerer wäerten an deenen nächste Joren nach nokommen.

Ech brauch kengem heibannen ze soen, wat dat heescht a wéi Verkéisersstréim an den nächste Joren hei musse kanaliséiert ginn. Et ass dee richtige Wee, datt an dësem Ballungsgebitt versicht gëtt, op en „modal split“ vu 40/60 ze goen.

Och wann dat ee ganz wäite Wee ass, fir d'Leit op aner nei Transportmëttelen ze kréien: Mir mussen hei awer d'Grondastellung änneren, vum Auto fort, an do, wou et méiglech ass, op den effentlechen Transport, d'Mobilitéit douce, Carsharing an nach aner Outilen ëmklammen.

An dësen Entwécklungsgebiddern muss sech déi lokal Politik, wann et ëm d'Baupolitik geet, awer och konsequent sinn. De Schlëssel, wat de Parkraum ugeet, muss deementspreechend ugepasst ginn. Mat engem konsequente Parkraummanagement kann een d'Zil vun dësem ambitiösen „modal split“ erreechen.

Ech wéilt awer och een Appell un déi lokal Politik maachen, notamment un déi Gemengen, déi an der DICI-Konventioun sinn - d'Stad Lëtzebuerg, Stroossen, Bartreng, Leideleng an Hesper -, fir verstärkt an zesummen enger gemeinsamer Mobilitéitspolitik ze schaffen.

Enn 2017 kënnst de Kontrakt vum vel'oh!-System vun der Stad Lëtzebuerg op en Enn. Hei besteet d'Chance, ab dësem Moment op de Gebiddern vun dëse fënnf Gemengen, an awer och iwwert d'Gebiddern vun anere Gemenge ronderëm d'Stad eraus, ee gemeinsam Mobilitéitskonzept op d'Been ze stellen. Mat der Locatioun vu Véloen, E-Biken, Carsharing oder der Mise en place vun transversale Buslinne ka villes zesumme gemaach ginn an esou ee kohärent a konsequent Verkéiserskonzept erstallt ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi virdu scho gesot, ass de Projet de loi 6998, also de Module Nord vun där neier N3 tëschtent der Gare centrale an dem Pôle d'échange Bouneweg, dat éischt Deelstéck vun dëser neier Infrastruktur.

Wann een de Projet d'ensemble kuckt, esou gesäit een, datt nach eng sëllegen Etappen hannert dësem éischten Tronçon komme wäerten. Mat dem Ëm- an Ausbau vum Pont Büchler kënnst d'Ingenieurskonscht voll a ganz zum Droen. Dës Bréck muss wesentlech ausgebaut ginn, well verstärkt op déi douce Mobilitéit gesat gëtt an awer haaptsächlech, well den Tram an Zukunft iwwert dës Streck bis op Bouneweg, den Houwald, duerno mat Terminus beim neie Stadion op der Cloche d'Or fuere wäert.

Et stellt ee bei dësem Projet fest, datt den Individualverkéier méi schnell aus der Stad erausdrainéiert soll ginn, wéi datt een e eraféiert. Aus dësem Grond gëtt dann och am Rond-

point Gluck den „fly under“ oder Bypass ënnert dem Gluck gebaut. Aus deemselwechte Grond muss dann awer och déi komplett nei N3 bis op d'Alzenger Koppe gebaut ginn.

Wichtig bei dësem Moosnamen ass awer, datt an Zukunft de Fonctionnement vun den Ampelanlagen iwwert d'Gemegegrenzen eraus harmoniséiert muss ginn. De Pôle d'échange Tram/Bus zu Bouneweg, hannert der Rue d'Ivoix a Richtung vun der Rue d'Orchimont, kritt eng vital Funktioun, notamment fir de Lycée technique de Bonnevoie, awer och fir déi Leit am ënneschten Deel vum Quartier Houwald an déi Leit, déi an der Route de Thionville a ronderëm d'Rue du Cimetière zu Bouneweg wunnen.

Ech wéilt de Minister invitéieren, fir vun dësem Pôle d'échange aus an der Rue de Neufchâteau laansch d'BMW's-Garage een adequate Foussewee an ee performanten Iwwergang fir d'Schüler an all d'Passanten iwwert d'Route de Thionville a Richtung vun der Rue du Cimetière, also dem Lycée technique de Bonnevoie ze assuréieren.

Eng manner erferelech Inzidenz vun dësem Pôle d'échange ass awer déi, datt all Persoun, déi mat engem RGTR-Bus aus südlicher Richtung kënnst, à part vun den Eurobussen, hei muss erausklammen an op den Tram ëmklammen. Mat der Taktéierung vum Tram ginn dës Waardezäiten nom Ëmklammen awer op ee Minimum reduzéiert.

Här Minister, aus de Pläng geet net kloer ervir, ob hei genügend Méiglechkeete fir d'Passagéier entstinn, wou si sech bei schlechtem Wieder kënnen ënnerdaach stellen an ob hei eventuell och e klenge Kiosk virgesinn ass.

Déi nei Strooss soll hannert dem Sichel a Richtung vum Rangwee um Houwald verlafen. Am Projet de loi, ënnert dem Punkt 5, steet, datt de Chemin vicinal, Rue des Scillas, an eng Nationalstrooss ëmklasséiert soll ginn. Ze wëssen ass, datt dës Jonctioun tëschtent dem Rangwee an der Rue des Scillas ee richtegt Nadelöhr ass, an datt d'Tunnelverbindung mat dem Rond-point Gluck zurzäit richteg geféierlech ass.

Ënnert dem Punkt 1 vum Gesetz steet, datt de Rond-point Gluck zu engem Carrefour an engem Bypass ënnert dem Gluck ëmgebaut soll ginn. Meng Fro un de Minister, well et sech hei ëm ee wichtegt Dréikräiz handelt: Ginn dës Aarbechte vum Bypass an Ëmbau am Rond-point Gluck simultan ausgefouert?

Am Kader vum Projet d'ensemble soll och nach eng zweet Verbindung iwwer een Tunnel tëschtent dem Houwald an dem Gluck gebaut ginn. Beim Bau vun dësem zweeten Tube muss och onbedéngt op d'Verkéiserssécherheet opgepasst ginn. Uecht doe soll een och, datt d'Mobilitéit douce hei hir Plaz féint.

Ech weess, Här Minister, ech sinn elo schonn eng Etapp méi wäit. Kéint Dir eis awer vläicht nach approximativ soen, fir wéini mat der Mise en œuvre vun dësen Aarbechte plus ou moins ze rechnen ass. Well déi Houwalder Leit vill Froen hunn, wéi et am Beräich vun dem Rangwee an der Rue des Scillas virugeet, géif ech lech bieden, de Leit aus dem Rangwee, der Rue Eugène Welter an der Rue Auguste Scholer dee leschte Wëssensstand, wat d'Emprispläng ugeet, ze ginn.

Ech weess, hei si schonn Informatiounen ausgetosch ginn, wat déi zukünfteg Tramstreck ueget. Aus Transparenzgrënn ass et awer wichtig, d'Leit esou gutt ewéi méiglech informéiert ze halen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi fousst op dem Mobilitéitskonzept MoDu 2020 an ass e Meilesteen an der Weiderentwécklung an dem Ausbau vun de Verkéisersinfrastrukturen an a ronderëm de Südweste vun der Stad.

Et bleift sécherlech nach u ville Stellschrauwen ze dréien, bis datt dëst Konzept funktionéiert. De richtige Wee ass heimat awer ageschloe ginn, andeems engem gudder Mix vun effentlechem Transport, Mobilitéit douce, Stroossebau an awer och dem Bau vun neie Parkméiglechkeete Rechnung gedroe ginn ass.

Dëst Deelstéck, iwwert dat mir haut hei ofstëmmen, ass, wat reng de Stroossebau hannert dem Pont Büchler ueget, sécherlech dat einfachst Deelstéck bei der Realisatioun. Den Ëm- an den Ausbau vun der Rue des Scillas, och wat d'Propriétéitsverhältnissen ueget, gëtt sécherlech méi schwierig.

Beim südliche Stéck vun der neier N3, dem Contournement de Hesperange, ass den Impakt op d'Natur vill méi grouss, och well déi nei Strooss deelweis duerch Natura 2000-Gebitt féiere soll. Et ass awer vital, an och wat d'Liewensqualität vun den Awunner aus der Gemeng ueget, datt dës Strooss schnellstméiglech realiséiert gëtt.

Zum Schluss wéilt ech de Minister froen, ob d'Consultation publique iwwert dëse Contournement nach dëst Joer an d'Prozedur wäert goen.

Ech wéll awer net mëssen, dem Minister Bausch, deem fréieren Transportminister Claude Wiseler an deem ganze Ministère Merci ze soe fir dëse wegweisende Projet. Merci och den Här Biwer a Fox vun de Pons et Chaussées an awer och deene jeeweiligen Ingenieurbüroen, déi mat vill Wäitsicht un dësem Projet geschafft hunn.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Merci dem Här Lies. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel** (LSAP). - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un d'Rapportrice fir hire gudder mëndlechen an ausféierleche schrëftleche Rapport.

Mir stëmmen haut iwwer eng éischt Etapp vun enger ganzer Rei vu grouse Bauprojeten of, déi, alleguer zesummen, d'Mobilitéit bei eis zu Lëtzebuerg, hei am Land verbessere wäerten.

Ee Kärstéck vun deem ganze Mobilitéitskonzept ass natierlech den Tram an der Stad. An dëst Gesetz erlaabt et, do de Bauofschneitt tëschtent der Stater Gare an dem Pôle d'échange Bouneweg ze finanzéieren.

Mam Dépôt vun dësem Projet de loi goufen och déi Etappen, déi spéider eng Kéier nokomme wäerten, matpresentéiert, soudass mer an der Kommissioun eis ee Bild konnte maache vun deem ganzen, globale Kontext, an dee sech dëse Projet aschreift. An dat ass och ganz wichteg gewiescht.

Meng Fraktioun begreist et, dass den Tram elo endlech ëmgesat gëtt, an ënnerstëtz deemno dëse Projet de loi.

Et geet hei awer net nëmmen ëm den Tram, mä et geet och ëm eng Verbesserung vun der Stroosseverkéisersféierung vun enger vun den Haaptfallstroosse fir an d'Stad eran.

Den Ëmbau vum Rond-point Gluck, eng Klammer op - et ass „Gluck“ an et ass net „Glück“, et ass näamlech de Christoph Willibald Gluck, en däitsche Komponist aus dem 18. Jorhonnert, Mëtt 18. Jorhonnert, no deem e benannt ass -, d'Klammer erëm zou, also deen Ëmbau, deen dierft hei eng wesentlech Erliichterung bréngen, net zulescht duerch déi direkt Ubannung un den Autobunnsréseau.

Erlaabt mer awer, e klengt Bedauern auszeschwätzen, dass dësen direkten Accès nëmme virgesinn ass fir den Trafic, deen aus der Stad erauskënnst an net eng direkt Verbindung hiergestallt gëtt fir deen Trafic, deen an d'Stad erageet. Mir kennen alleguer d'Argumenter, dass ee méi Verkéier unzitt, wat ee méi Stroosse schafft. Mä ëmgedréit muss een awer och zouginn, dass eis Transportcapacitéiten, déi haut total iwwerlaascht sinn, net automatesch dozou gefouert hunn, dass d'Leit elo den Auto stoe loossen.

Mir striewen ee 25/75- voire 40/60-Mobilitéitskonzept un. Dann hu mer awer nach ëmmer 60% oder 75% Individualtransport oder Individualverkéier, soudass mer mengen, dass do eng Ubannung direkt vun der Autobunn eran an d'Stad och mat Sécherheet hire positiven Effekt gehat hätt. Dat wär jo och keng nei Strooss u sech, déi mer hei gebaut hätten, mä et wär eng Verbesserung vun enger besteender Situatioun.

Dat empëchéiert eis awer net, dëse Projet ze stëmmen!

Dass d'Leit den Auto stoe loossen, dat erreeche mer nëmmen, wann et méi ëmweltfrëndlech Alternative gëtt, déi attraktiv sinn. An och do stousse mer un d'Limite vun eise Capacitéiten. Wann näamlech haut alleguer déi Leit, déi mam Auto fieren, géife wëllen den Zuch oder de Bus huelen, dann hätte mer e seriöse Problem, well mer d'Capacitéiten einfach net hunn.

Mir hoffen awer, dass mer, wa mer den Tram bis hunn, do e wichtige Bäitrag zu der Léisung vum Problem wäerte bäidroen kënnen.

Dat wäert awer just a Kombinatioun mat engem Ausbau vun aneren Offerten am effentlechen Transport funktionéieren. Net zulescht wäert d'Attraktivitéit vum effentlechen Transport dovun ofhänken, wéi gutt dass d'Zesummespill tëschtent Bus an Tram herno funktionéiert. De Bus soll iwwerall do, wou et méiglech ass, Prioritéit kréien op den Individualverkéier. Gläichzäitig muss den Undeel vun der Mobilitéit douce am Verkéisersopkommen erhéicht ginn.



An d'LSAP begréisst et dofir ganz staark, dass de Projet, deen hei verlícht, dem Vëlo och genuch Plaz gëtt an en duerchgeeënde gesécherter Vëloswee virgesäit. An ech si gëschter Moie mam Vëlo an d'Stad komm a si gëschter Owend mam Vëlo zrëckgefuert. An ech kann lech soen, dass dat net evident ass, fir sech hei duerch d'Stad ze bewegen. Duerfir ass dat hei ëmsou méi ze begrëissen. An den Här Krieps kann dat confirméieren, dass ech mam Vëlo ënnerwee war.

Insgesamt stellt dëse Projet jo och e wichtige Schratt um Wee zu méi enger performanter Transportinfrastruktur duer. An ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun fir dëse wichtige Projet.

Merci fir d'Nolauschteren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Engel. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass näischt Neies, wann ee behaupt, dass mer e ganz rasante Wuesstum an dësem Land hunn. Et sinn och e puer Zuelen, déi dat ganz däitlech kënnen ënnersträichen. 2003 waren et zum Beispill all Dag 105.000 Leit, déi aus de Grenzregiounen an eist Land schaffe komm sinn. Enn 2015 louch dës Zuel scho bei 174.300, Tendenz steigend. A bis 2030 sollen et der souguer iwwer 200.000 sinn.

Wéi rasant eist Land sech och an deene leschte Jorzéngten entwéckelt huet, dat bewiesen och fréier Prognosen, déi awer gréisstendeels ëmmer falsch waren. Zum Beispill d'LuxTraffic-Etüd hat am Joer 1994 an hirer Prognos fir d'Joer 2020 mat enger Awunnerzuel vu 553.000 gerechent. Op den 31. Dezember 2015 ware mer awer schonn zu 576.200. Dës Entwécklung verlaangt natierlech eng Rei vun Orientatiounen, wéi ee sech soll an Zukunft genee dann och deenen Erausforderunge stellen, dat virun allem um Niveau vum Verkéier. Ech mengen, et brauch een net méi op d'Problemer anzegoen, déi sinn alleguer gutt bekannt.

De Verkéier huet, och dat ass näischt Neies, e ganz groussen Impakt op d'Wuelbefanne vun deem Eenzelnen, vun de Bierger. An et ass also wichtig, dass do mat engem Konzept reagiert an och gehandelt gëtt.

Ech mengen, dee mannste Virwurf, deen een dëser Regierung ka maachen, dass ass deen, dass se net direkt u sech där Problematik hei entgéintgetruede wier an net scho ganz vill Initiativen an d'Wee geleet hätt.

Ech wëll nëmmen un déi vill, un déi sëllegen Eisenbahnprojeten hei erënnere. An natierlech virun allem awer och e gréisserer Projet, deen och mat Schinnen ze dinn huet, den Tram, ass e bëssen den Haaptprojet, dee mer an deene leschte Méint hei gestëmmt hunn.

Ech gi ganz gären zou, dass meng Partei viru Jore méi reservéiert war vis-à-vis vum Projet Tram. Mä wien eis Positioun méi genee de leschte 4. Juni 2014 nogelauschert huet, spëtstens du krut e jo de Bewäis, dass d'Demokratesch Partei haut awer kloer hannert dem Projet Tram steet a mer och iwwerzeegt sinn, dass dat wäert zu enger Verbesserung vun der Verkéiersproblematik, net nëmmen um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, bäidroen. Well et därerf een net vergiessen, och dat gesäit een all Dag, dass souguer de Bus-Trafic och lues a lues u seng Grenze kënn. Wann een déi eenzel Cursoren all Dag gesäit, dann ass dat jiddefalls e gutt Beispill.

Ech wäert mech a menger Interventioun hei duerfir méi spezifesch mam Vëlo Tram ofginn. Kuerz Remarquen och nach zu dem Rondpoint Glück - an net „Glück“ -, well mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Lamberty, fréiere Schaffen an heitege Member vum Hesper Gemengerot, do vill besser verséiert ass an d'Situatioun besser kennt, wat eben, wéi gesot, eng zukünfteg Entwécklung vun der N1 ubelaangt, wäert hien dat hei no mir och nach méi am Detail analyséieren.

Wéi gesot, dat Kapitel,...

(Interruption)

...wat mer haut schreiwen... Gesitt Der emol, Här Lamberty, wann Ären Numm hei fällt, dat provoziert dat direkt eppes Positives.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Maacht elo virun!

(Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP).** - No där strenger Befelssuertwahl wäert ech dann och méi séier virufueren, Här President.

Wéi gesot, de Punkt ass viru schonn hei ugeschwat ginn. Mir bewegen eis hei an engem

wichtige Puzzlestéck, wat mer haut hei stëmmen, wat dee ganze Vëlo Tram ubelaangt. Déi Infrastrukturarbechten, déi mer haut hei decidéieren, sinn ouni Zweifel noutwendeg. Et ass e ganz interessante Projet.

Wann ee gesäit, raimlech gekuckt, wat mer u sech fir begrenzte Méiglechkeeten hunn, fir hei nach eng zousätzlech nei Strooss ze bauen, ass dat scho ganz interessant. Ugefaangen, wéi gesot, bei der Jean-Pierre-Büchler-Bréck, déi jo och zu engem gudden Deel elo nei aménagéiert gëtt. Ech mengen, och hei soll een déi zoustänneg Ingenieure félicitéiere fir hiert innovatiivt Gedankegutt do.

Positiv ass un dësem Projet awer virun allem, dass bei der Mobilité douce e groussen Akzent gesat gëtt. Et muss einfach an Zukunft ganz kloer de Reflex sinn, wa mer eng nei Strooss bauen... Och wa mer nëmmen e Stroosstéck réamagéieren, muss automatesch de Reflex do sinn, fir eben och eng Vëlospist do dernieft ze aménagéieren.

Foussgänger a Vëloer mussen eben och zousätzlech nei Rechter kréien, wa mer gär wëllen e Gesamtkonzept entwerfen, fir eben den Autosverkéier a sengen Entwécklungen awer anzeschränken, ouni dass en duerfir soll eng Anti-Autos-Politik bedreiwen, mä mir sinn eis bewusst, dass mer awer do musse ganz kloer ëmdenken.

De Projet bréngt natierlech och eng ganz Rei Avantagé fir d'Awunner vun der Diddeneuewer Strooss mat sech, well déi u sech jo elo reklässiert gëtt, dass se do och herno ka méi als Wunnstrooss aménagéiert ginn.

Mir sinn eis natierlech och bewusst, dass déi Aarbechten hei wäerten eng ganz Rei vu Perturbatiounen um Niveau vum Verkéier mat sech bréngen. Een, deen de Moment regelméisseg iwwert d'Gare fiert oder an deene leschte Wochen iwwert d'Gare gefuert ass, wo jo och ganz emseg geschaff gëtt, deen huet jo gemierkt, dass dat natierlech seng Répercussioune op de Verkéier huet. Mä wou geschaff gëtt, entstinn natierlech och eng Rei Nodeeler. An dowéinsder och den Opruff un all déi, déi mengen, Aarbechten, déi moies ugefaange ginn, misste schonn owes ofgeschloss sinn an dass se ouni Perturbatioun missten iwwert d'Bün goen: Se solle sech emol bewusst sinn, dass hei awer wierklech Projete fir d'Zukunft realiséiert ginn!

vläicht dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wieder och zum Rondpoint Glück. Ech muss mech och dru winnen. Ech hunn och ëmmer „Glück“ gesot, Här Engel, mä ech wäert mech dann och elo drun halen an „Glück“ soen. Mat Sécherheet ass dat net vu Muttwëll, dass dee Rondpoint do réamagéiert gëtt, nei gestalt gëtt, wann ee kuckt, wat an der direkter Proximitéit do entsteet, dee ganze Ban de Gasperich. An déi vill Kranen, déi de Moment dostinn, déi si jo dat beschte Symptom, dat beschte Beispill, wéi aktiv do gebaut gëtt a wéi och eng ganz gezielte wirtschaftlech Aktivitéit an deem Raum do och entsteet.

Datt elo de Kreesverkéier an eng Kräizung mat roude Luuchten aménagéiert gëtt, doriwwer kann een natierlech gedeelter Meenung sinn. Doriwwer kann ee sech och munch Fro stellen. Mir gleewen de Spezialisten, dass dat dann awer sollt keng Nodeeler, mä éischter Virdeeler mat sech bréngen.

Eppes wäert kloer sinn: Och den Trafic op der A3 wäert mat Sécherheet net ofhuelen, och wa mer, wéi jo decidéiert ginn ass, eng drëtt Spur wäerte bauen tëschent dem Beetebuurger an dem Gaasperecher Kräiz. Och do solle mer eis kengen Illusiounen higninn. Dat wäert natierlech kuerz- bis mëttelfristeg zu enger Verbesserung, zu enger gewëssener Erhuelung vun der Problematik bäidroen, mä ech woen awer elo schonn hei ze behaupten, wa mer an zéng, 20, 30 Joer eng Keier iwwert dee Problem schwätzen, dass mer dann erëm an darselwechter Situatioun sinn.

Et interesséiert een natierlech och, dass och um Niveau vun der Ekologie hei versicht gëtt, eppes ze maachen. Ech kommen op d'Drosbaach do ze schwätzen. Duerfir hoffe mer, dass endlech och do eng qualitativ Verbesserung entsteet, well déi Baach, déi ass jo de Moment net onbedéngt an deem beschten Zoustand.

Wéi gesot, hei ass een Element vun engem gesamte Konzept. Natierlech musse mer doriwwer eraus denken. Mir musse kucken: Wéi kënnen mer dee grouse Flux vun Autosverkéier, deen aus deenen dräi Richtungen haapt-sächlech op d'Stad Lëtzebuerg all Dag drainéiert gëtt, nach besser an de Grëff kréien?

Dozou gëtt et natierlech eng Rei Elementer, déi ee ka virgesinn. Enner anerem, et ass näischt Neies, mä et muss eng Politik sinn, déi virugedriwwer gëtt: Den Aménagement vu Park & Ride-Parkingen. Ech denken zum Beispill un d'Plaz hanner Fréiseng, wou jo nach

Potenzial ass, wou nach soll ausgebaut ginn. Ech denken och un d'Idée wéi de Covoiturage, ech denken och un de System Carsharing, bis hi souguer, ob een net eng Keier soll op d'Idée kommen, vläicht eng speziell Linn souguer op enger Strooss respektiv Autobunn ze reservéiere fir déi Leit, déi sech d'Méi ginn, zu méi an engem Auto ze fueren an net onbedéngt eleng dorëmmer kutschéieren.

Natierlech, op där anerer Säit hu mer ganz grouss Problemer op eisem Autobunnréseau. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen, mä den öffentliche Transport muss ganz kloer eng Prioritéit bleiwen. An dowéinst ass et och interessant feststellen, dass d'Regierung op deem Wee wëllt weidergoen an och grouss Investissementer virgesinn huet, well et därerf een net vergiessen, dass mer an enger relativ noer Zukunft wäerte missen dermat rechnen, dass iwwer 200.000 Leit all Dag an d'Land erakommen. An da wäert dat zu neie Problemer féieren.

Jiddefalls, déi éischt Phas hei vun där neier Strooss N1 ass e gudder Projet, ass e Projet, deen eis Ennerstëtzung féint. Ech kann och elo schonn zu dësem Zeitpunkt, ouni dass ech mengem Kolleeg Claude Lamberty virgräifen, awer den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen. An da soen ech och elo schonn am Numm vun menger Fraktioun an dem Här Lamberty der Madamm Lorsché Merci fir hire Rapport.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus der Kolleegin Josée Lorsché Merci fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport, dee se gemaach huet iwwert dëse Projet, wat am Fong eng éischt Phas ass vun enger Rei vu Projeten, déi nach wäerten hannendrukomen, an deen am Fong geet vun der Stater Gare bis op deen neie Pôle d'échange zu Bouneweg, dat Ganzt zu engem Käschtepunkt vun 106 Milliounen Euro.

Ech mengen, Här President, mir sinn eis eens heibannen, dass mat deem stramme Wuessstum, dee mer hei am Land hunn, mat där Verkéierssituatioun, wéi mer se haut hei am Land kennen, wou d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss ginn, wat och e groussen ekonomeschen an ekologeschen Verloscht ass, fir déi Zäit, wou d'Autoen an de Staue stinn, dass mer musse Stroosse bauen, nei Stroosse bauen, nei Verbindunge maachen.

A wann ee weess, wat haut alles am Bau ass an deem Eck - ech denken un d'Cloche d'Or, de Ban de Gasperich -, da weess een, wat nach alles un zousätzlech Verkéier do an dem Süde vun der Stad Lëtzebuerg wäert bäikommen. An dass do nei Infrastrukture vun de Stroosse musse kommen, ass eng Selbstverständlechkeet.

An ech kann och duerfir, Här President, nëmmen deem grénge Minister félicitéiere fir deen Asaz an déi Energie, déi en opréngt, fir hei am Land Turbo-Rondpointen ze bauen, Contournementen ze bauen, d'Autobunn op dräi Spuren auszebauen, nei Stroossen ze bauen. An ech mengen, mer kënnen eis heibannen alleguer félicitéieren, mat wat fir enger Rou déi Projeten hei an der Chamber diskutéiert ginn. Praktesch keng Oppositioun géint de Bau vun enger Strooss.

Ech ka mech erënnere, ech mengen, dat war awer virun der Zäit vun dëser Regierung, du war all Stroossebauprojet heibannen déi Schluecht, wou déi gréng hei opgetratt sinn a géint all...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech ka mech dat och erënnere.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kënnst Der lech och erënnere?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech ka mech dat och erënnere, jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wou déi gréng sech heibannen opgereggt hunn a vun „Mordstroossen“ geschwat hunn an alles...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Dir liest eis Riede guer net.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wat sot Der?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Bréngt eis Ried mat an da gesitt Der, dass mer déi dote Strooss vun Ufank un ënnerstëtzt hunn!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Also, Madamm Lorsché, elo hätt Der awer wierklech besser gehat, de Mond ze halen!

(Hilarité)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Neen, ech hätt besser gehat...

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Also, Dir sidd awer nu wierklech déi Éischt hei am Land, déi festgestallt huet, dass déi gréng an der Vergaangenheet all Stroosseprojete matgestëmmt hätten.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Déi dote Strooss!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gitt emol hin a liest emol!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Här President...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech schwätze vun deenen Debatten, wéi déi gréng an der Oppositioun waren,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Här President...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...du war dat Haus hei ze kleng mat deem Kaméidi, deen déi gréng opgefouert hunn.

(Interruptions)

Bei all Stroosseprojete, dee gebaut ginn ass, war dat Haus hei ze kleng! An haut ass dat kee Problem méi. A wann och musse Beem ewechgerappt ginn, dann ass dat och kee Problem, well da freed dee grénge Bauteminister bei där grénge Émweltministesch eng Autorisatioun an da kritt en déi, an da ginn déi Beem einfach ëmgemaach.

Et ass einfach keng Diskussioun méi! All déi Terrainen, déi zoubetonéiert ginn: Do ass keng Diskussioun méi! Also, mer sollen eis driwwer freeën. Wann eppes positiv un dëser Regierung ass, dann ass dat, dass mer endlech déi gréng Ministeren an den Innenministären hunn, wou haut alles hei ouni Diskussioun duerch d'Chamber geet, wou mer fréier... Sidd dach emol verstänneg, wat hu mer dach do Zäit verluer hei mat Diskussiounen, well déi gréng ëmmer do dergéint waren!

An duerfir wëll ech ausdrécklech, Här President, dem grénge Minister gratuléiere fir déi Energie, déi en Dag an Nuecht opréngt, fir dass mer hei am Land endlech déi Stroossen an Autobunnen a Contournementen a Rond-pointe gebaut kréien, op déi d'Land esou laang waart.

An et ass och deen Deel...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen, just eng Sekonn Loft.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ben, mat der Loft hunn ech kee Problem.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Madamm Lorsché...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann dat net op meng Zäit geet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, selbstverständlech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ah, ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir wësst dach, wéi ech mat lech sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Lorsché!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Also, ech hoffen, dass et dem Här Gibéryen elo besser geet, well e sech défouléiert huet, mä...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass mir ganz gutt gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - ...ech wëll just drop hiweisen, dass déi gréng déi dote Strooss nach ëmmer ënnerstëtzt hunn. An ech wär frou, wann Dir mer déi Riede géift matbréngen, wou mir déi do Strooss a Fro gestallt hätten, déi nei N3. Ech waarden drop, dass Der de Bewäis bréngt fir dat, wat Der elo hei behaupt hutt; besser gesot, ënnerstallt hutt. Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madamm Lorsché, ech hu jo gesot, dass déi gréng déi Strooss hei bauen. Ech hu jo net gesot, Der géift se net bauen. Mä all déi Stroosse viru,...

(Brouhaha)

...do waart Der ëmmer dergéint. Dir waart dergéint, dass eng Autobunn sollt gebaut ginn. Haut ass den Här Bausch frou, fir kënnen ze soen, dass hien déi Autobunn zu Diddeleng bis an d'Stad op dräi Spuren ausbaut. Also, ech mengen, loosse mer awer éierlech sinn! An et

ass jo awer kee Mënsch am Land, deen dat doten net weess. Ech mengen, dat ass awer ganz kloer.

Also, mat deem Deel vum Projet, Här President, si mir selbstverständlech d'accord, well et wichtig ass, datt déi Stroossen do alleguer gebaut ginn. Mir sinn natierlech net mat deem Deel d'accord, wat den Tram ubelaangt. Mir si leider déi eenzeg Partei heibannen, déi géint den Tram ass.

► **Une voix.**- Zum Gléck!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech weess net zum Gléck.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Just den Här Gibéryen huet elo d'Wuert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Mir si leider déi eenzeg Partei, déi vun Ufank u géint de Projet war. Ech ka mech erënnere, datt d'DP och géint den Tram war. D'Madamm Polfer, si ka sech doudsicher och drun erënnere, wéi se an der Neier Avenue déi Busser hannereneegestallt huet, fir de Leit ze weisen, wéi schrecklech esou en Tram...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat war awer net weinst dem Tram!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an der Stad wier.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här Gibéryen, do hu mer nach net vum Tram geschwat. Dat war de BTB.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat war den Zuch duerch d'Nei Avenue!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo. En ass leider och op Schinne gefuer.

(Hilarité)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ah, dat ass richtig! Ah, dat ass richtig.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An duerfir war et esou schrecklech an duerfir hutt Der dat misse virdemonstréiere mat Bussen. Mä, wéi gesot,...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Et ass richtig. Jo, jo, jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...all Mënsch huet d'Recht, seng Meenung ze änneren, och wann et an deem Fall eng schlecht Ännerung war.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat ass och richtig.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir sinn op jidde Fall géint den Tram. Ech brauch elo net déi ganz Diskussioun hei nach eng Kéier opzeweere vum Tram oder net Tram. Mir wäerten op jidde Fall kengem Projet zoustëmmen, deen den Tram beinhalt oder matfinanzéiert. An duerfir wäerte mer eis och bei deem Projet enthalten.

Ech wëll mech just, Här President, hei vis-à-vis vun der Chamber entschëllegen. Ech mengen, dat muss een och als Politiker fäerdegbréngen, wann een eng Kéier eppes Falsches gesot huet, datt een dann och heihinner ka kommen a sech entschëllegen.

Ech hunn nämlech ëmmer hei am Kader vun den Diskussiounen vum Tram gesot, deen Tram géif eng Milliard kaschten. Ech wëll haut formell soen, datt dat net stëmmt, well mir kommen ëmmer méi zur Iwwerzeegung, datt et wäit iwwer eng Milliard wäert goen, wat den Tram wäert kaschten.

(Hilarité)

Wa mer all déi Projeten huelen, déi direkt den Tram sinn, an all déi aner Projeten, wou mer net direkt esou dervu schwätzen - vun der Rouder Bréck, vun der Neier Bréck, vun deem Projet an an, a wat d'Stad Lëtzebuerg iwwerall muss vu Projete maache fir den Tram, a mer sinn nach laang net fäerdeg -, da wäerte mer och do leider recht behalen, datt dee Projet net eng Milliard, mä méi wéi eng Milliard wäert kaschten. A mir, wéi gesot, wäerten eis bei deem Projet enthalten.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou! Dee virleefeg leschte Riedner, deen ech agedroen hunn, ass den Här Claude Lamberty.

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där ganz emotionaler Ried vum Här Gibéryen probéieren ech dann elo d'Strooss och vläicht erëm e bësse méi op d'Schinn ze bréngen.

D'Entréesdier aus dem Süden an d'Stad ass haut oft eng Dier, wou et quitscht an och emol kraacht, wou et wuertwärtlech ze vill Leit gëtt, déi mateneen duerch eng ze vill kleng Dier wëllen erakommen. Déi nei N3 wäert no an no eng nei a verännert Entrée an d'Haaptstad duerstellen. Dat, fir moies an d'Stad eran, an dat natierlech dann och owes aus der Stad eraus.

Haut debattéiere mer iwwer déi éischt Phas vun deem groussen a bedeitende Projet: déi éischt Phas vun dräi, déi direkt d'Stad Lëtzebuerg, d'Gemeng Hesper an all déi Leit betrëfft, déi all Dag duerch déi zwou Gemenge fuere, fir sech hire Wee an d'Stad ze siche. Kuckt ee sech haut d'Situatioun un, da stellt ee fest, dass esou eng Reform vun Verkéiersfloss dréngend néideg ass a gréisser Verännerungen a Verbesserungen am Gesamtkonzept absolut déi richtig Äntwert sinn op déi dach extrem problematesch Situatioun, déi sech dagdeeglech stellt.

E kleng Rappel, wéi sech déi Situatioun effektiv haut duerstellt: kilometerlaange Stop-and-go an der Route de Thionville, scho wäit virun Hesper a Richtung Stad moies, an owes dat nämlech an déi aner Richtung; eng extrem Be- laaschtung vun der Wunn- a Liewensqualität fir d'Leit am Raum Weiler, Conter, Fenteng, Izeg, Alzeng, Hesper, Houwald, Bouneweg bis op d'Gare an d'Stad eran. Ass och just déi klengste Stéierung op der Autobunn, gëtt aus deem Stop-and-go an der Route de Thionville, dem Hesperberg, an der Rue des Scillas, dem Rang- wee inklusiv allen Niewestroossen en hand- feste Stau mat Répercussionen op ganz villen ënnerschiddleche Beräicher.

Dat ass haut d'Realitéit. An dat ass en Zou- stand, deen eben net konnt unhalen. Duerfir gouf reagéiert an et gouf e Gesamtkonzept opgesat. An ech kann d'Regierung nëmme féliciteiere fir dee Projet, dee vun der Gemeng Hesper, der Stad Lëtzebuerg an doriwwer eraus fir déi weider Phasen, déi wäerte kommen, och mat allen anere Gemenge muss diskutéiert ginn an och diskutéiert gëtt an zesummen aus- geschafft gëtt.

D'Gemenge sinn do wichteg Partner. Et si schliisslech d'Awunner aus deene Gemengen, déi momentan am meeschten drop waarden, dass sech hir Situatioun, hir Liewensqualität an hirem Wunnquartier daitlech verbessert.

Wuel wëssend, dass mer hei iwwer e Projet schwätzen, deen net just Fléckwierk ass, mä eng grondleeënd Verännerung duerstellt, eng komplett Renovatioun vum Verkéiersdräieck Hesper-Houwald-Stad Lëtzebuerg duerstellt, a wuel wëssend, dass et e Projet ass, deen am Gesamten net haut a muer ëmgesat ass, ass et awer e ganz wichtige Bausteen fir d'Zukunfts- dier zur Stad Lëtzebuerg am südlechen Deel.

A wann een duerch eng Dier geet, wëllt een esou schnell an esou gutt wéi méiglech der- duerchkommen, fir sech op dat ze freeën, wat eben hannert där Dier ass. Fir dass méiglech- st vill Persounen relativ bequem duerch des nei En- tréesdier kënne kommen, ass eng breet Vue néideg.

Ech projezéieren de Projet elo eng Kéier kuerz zu Enn a stelle mer elo scho vir, wéi et ausgesäit, wann en dann integral ëmgesat ass. D'Awunner aus der Gemeng Weiler, Hesper res- pektiv aus de Quartiere Bouneweg a Gare hunn eng extrem verbessert Liewensqualität, well déi heiteg Hauptverkéiersachs, déi total iwwer- laascht ass, wou Stau un der Dagesuerdung ass, also d'Route de Thionville, da just nach eng lokal, kleng, benotzte Strooss a keng Na- tionalschlagoder fir de Verkéier méi duerstellt.

Déi Leit, déi nämlech wëllen a Richtung Stad fuere, fir soit schaffen ze goen, akafen ze goen oder einfach just eis Stad ze genéissen, déi béie scho virun Hesper op déi nei Umgehungs- strooss Alzeng of, fir dann am neie Quartier Midfield, Ban de Gasperich oder um Houwald erazekommen, fir do da mat hirem Auto wei- der an d'Stad ze fuere oder natierlech mat deenen neien öffentliche Transportmëttelen, oder souguer mam Vélo, an d'Stad eranzefue- ren.

Duerch déi Plaz, déi fräi gëtt op der aktueller Route de Thionville, kann do den Akzent natier- lech verstärkt op d'Mobilitéit douce geluecht ginn. Déi aktuell Hauptverkéiersachs N3, d'Route de Thionville also, wäert dee Moment zrëckgestuift ginn, ebe well et des nei N3 gëtt.

Wat elo vläicht um Pabeier fir vill no enger klenger, banaler Stroossebezeechnung klängt, bedeit fir ganz vill Awunner an dem Raum Hes- per/Stad einfach eng total Steigerung vun der Liewensqualität an hirem Raum. An et ass eppes, op wat d'Leit am Raum Weiler, Hesper, Houwald, Bouneweg sehnsüchtig waarden.

Dës Visioun ass Réalitéit, um Pabeier och schonn zimlech konkret, jo, just leider zäitlech nach net fir haut a fir muer. Ech denken, et ass awer kaum een heibannen, deen net wëllt, et

kéint méi séier goen; besonnesch natierlech ëmmer erëm déi Leit, déi all Dag an där Géigend ënnerwee sinn. Mä all Projet, deen esou déif gräifend Verbesserunge mat sech bréngt, muss natierlech op engem zolitte Fun- dament stoen a brauch nun emol seng Zäit. Hei schwätze mir jo ëmmerhin dervun, dass mer Zéngdausenden Autoen all Dag eng nei Orientatioun ginn, de Leit eng nei Offer bidde mam öffentliche Transport - ech mengen, de Kollege Gusty Graas huet dat jo a senger Ana- lysis exzellent duergeluecht -, fir dann effektiv herno kënne an déi Stad eranzekommen.

Kommt, mir sinn eis och eens: Eis Hauptstad mat all hirem Charme a mat hire Virdeeler am Häerz vun Europa wäert och an Zukunft eng Stad mat héijer, attraktiver Unzéiungskraaft bleiwen! An duerfir mussen d'Mobilitéit an den Zougang zu där Stad fir de Public besch- méiglech organiséiert sinn. A mat deem Projet ass dat de Fall.

D'Ubannung vum Tram fir d'Quartiere Bouneweg an Houwald, an duerno bis an de Ban de Gasperich eran, suert eleng schonn optesch fir eng Verännerung vun deem bis dato Exis- téierenden. D'Prioritéit gëtt eng nei. An d'Leit kréien eng Méiglechkeet gebueden, fir schnell a bequem vun A op B ze komme mat engem aneren, mat engem neie Verkéiersmëttel. Besonnesch um Houwald - an huet mer et net iwwer, dee kennen ech nun emol am längsten - sti gréisser Changement virun der Dier. Net just mam Tram wäert déi ganz Rue des Scillas eng ganz nei Nues kréien. Den Ëmbau an deenen nächste Jore wäert sech sécherlech po- sitiv op dat ganz Erscheinungsbild auswirken.

Ganz positiv fannen ech och an deem Kontext, dass déi extrem geféierlech Spur virum Tunnel Rangwee, Rue des Scillas als Lénksabbieger ver- schwénnt. Absolutt positiv ass sécher och d'Re- naturéierung vun der Drosbaach um Houwald. Als ehemolegen Enseignant an deem Lycée fannen ech et natierlech och extrem positiv, dass de Lycée zu Bouneweg duerch den Tram vill méi einfach erreecht ka ginn. Dausende Schüler soen do op alle Fall e grouse Merci.

Wat mir perséinlech gutt un deem Projet ge- fält, ass, dass et e Projet ass, deen eng Proble- matik am Groussen a Ganze kuckt an eng glo- bal Léisung presentéiert. Och wann et haut just ëm d'Phas 1 geet, esou ass et e wichtige Start- schoss fir eng verkéierspolitesch Evolutioun un der Süddier zur Stad. Eng Evolutioun, déi fir vill Awunner positiv Effeten huet. E Konzept, wat sécherlech gutt ass a wat vläicht nach fir déi weider Phasen déi eng oder aner Ajustement an Diskussiounen brauch, notament wat vläicht déi eng oder aner Plaz ugeet, wou ee ka säin Auto ofstellen, fir dann och den Tram esou attraktiv wéi méiglech ze maachen.

Virun ass et vum Marc Lies gesot ginn, an ech kann dat nëmmeënnersträchen: Den DICI-Raum, mengen ech, spillt hei eng ganz primordial Roll, dass do zesummegeeschaff gëtt an dass och herno eng méiglechst breet Mass vu Leit kann do koordinéiert dervu profitéieren.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mat deser éischer Phas de Grondsteen geluecht gëtt a scho villes erreecht gëtt vun deem, wat eis Regierung sech virgeholl huet. Et bleift derbäi, dass d'Awunner gutt informéiert ginn, fir wéini si sech op wéi eng Verbesserungen a Veränne- runge kënne astellen. Net nëmme zu Hes- per, mä och zu Weiler an an der Stad waarde se - wéi ech virdu gesot hunn - sehnsüchtig op déi Verbesserungen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'No- lauschteren an ech ginn nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Lamberty. Domat si mer un Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, Merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport an alle Riedner fir hir Baiträg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, Kollegen! D'Reunioun ass nach net eriwwer!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- E beson- nesche Merci wollt ech natierlech dem Här Gi- béryen hei gi fir dee grouse Luef, deen en hei fir mech bruecht huet, fir...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Gär geschitt!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Deen en hei gutt ënnerstrach huet, mat vill Energie, datt ech schaffen u menge Projeten, an deen am Fong, an dat ass dat, wat mech besonnesch er- freeet, mer dat leschte Beispill liwwert, datt et...

Ech hunn ëmmer gesot, wéi mer an d'Regie- rung komm sinn als Gréng: Wann et ee Grönd gëtt, fir datt et wichtig ass, datt mer iwwer- haapt an d'Regierung och eng Kéier kommen, dat ass, datt mer mat enger ganzer Rei Viruer- teeler kënne opraume par rapport zu deene Gréngen.

An den Här Gibéryen huet haut dee leschte Bewäis bruecht, datt dat voll gelongen ass, nämlech datt déi gréng Projeten duerchweegs ënnerstëtzen, wa si se als sennvoll ugesinn, wa se a Kombinatioun mat verschiddenen anere Saachen ze gesi sinn, wéi zum Beispill deen heiten. Esou hu mer dat an der Vergaangen- heet gemaach an esou hu mer et och haut ge- maach.

Duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier e Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bei der Nord- strooss.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Nach eng Kéier e Merci, Här Gibéryen, fir déi breet Zou- stëmmung an déi Bewonnerung och, déi Der mir entgéintbruecht hutt.

(Interruption)

Dat huet mech wierklech erfreet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat war ech lech méi wéi schëlleg!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat ge- sot, Här President, wëll ech e puer Remarqué maachen.

Déi éischt Remarque ass: Et gëtt hei gesot vu verschiddene Riedner, et wär am Fong ee Pro- jet an dee wär an dräi gedeelt. Dat ass net ganz richtig. Et gëtt dräi verschidde Projeten, déi zwar natierlech zesammenhängen, dat ass ganz kloer. Dat eent ass déi nei N3, déi elo gebaut gëtt bis op de Lycée technique Bouneweg; dann d'Rue des Scillas, d'Ëmgestaltung vun der Rue des Scillas: éischtens emol, datt et eng Statsstrooss gëtt, dat gëtt jo schonn hei am Projet matgeregelt. Mä dann duerno kënnt en zweete Projet, deen d'Ëmgeederung vun der Rue des Scillas virgesäit. An da kënnt en drëtten Projet, dat ass de Contournement vun Hesper.

Also, et sinn dräi Projeten, déi natierlech ze- summespillen herno am Fonctionnement, esou wéi et vun eenzelne Leit beschriwwen ginn ass, mä et sinn awer dräi separat Projeten, déi sepa- rat realiséiert kënne ginn an och sollen an och musse ginn.

Datt et iwwerhaapt esou schnell zu deene Pro- jete komm ass... Well ech muss lech soen: Dat heite si Projeten - an, ech mengen, d'Komplexi- téit ass genuch hei beschriwwen ginn, duerfir wëll ech net méi am Detail drop agoen -, déi sinn net esou einfach, well et muss vill koordi- néiert gi mat anere Saachen, déi duerno kom- men.

Datt et iwwerhaapt esou schnell dozou komm ass, dat war, datt emol iwwerhaapt ech respek- tiv d'Regierung den Optrag kritt huet vun der Chamber, natierlech op Basis vum Koalitions- programm, deen déi dräi Parteien ausgeschafft hunn, wou och ganz kloer drastoung zum Bei- spill, datt d'Extensioun vum Tram solle beschleunegt ginn, nämlech direkt gebaut ginn, vun der Gare op d'Cloche d'Or zum Bei- spill, wat jo een Deel hei ass herno, datt dat soll gemaach ginn.

Dës Majoritéit huet dat am Koalitionssof- kommes décidéiert. An et gouf eng Motioun, déi mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn ass. Am Juni 2014 sinn ech beoptragt ginn, dat ze maachen an duerfir dee Prozess ze beschleunegen. Well soss, soen ech lech, wäer mer haut net um Punkt, datt mer déi nei N3 haut esou géifen décidéieren, wéi mer dat dé- cidéiert hunn.

Well ech wëll drop hiweisen, datt déi Projeten hei virdu ganz wäit no hanne geschobe gi wa- ren. Déi sollten eréischt no 2020 kommen.

Or, et ass awer esou, datt ech ëmmer iwwer- zeegt war, an des Majoritéit an och d'Regie- rung iwwerzeegt waren, datt duerch dat, wat am Südweste vun der Stad geschitt - an de Südwesten, dat ass net nëmme den Houwald, de Ban de Gasperich, also d'Stad Lëtzebuerg oder d'Gemeng Hesper, mä dat geet och a Richtung Leide- leng weider, wou Der wësst, wou och eng grouss Aktivitéitszon ass, och déi spillt am Ze- summespill hei eng Roll -, well des Majoritéit vun Ufank an iwwerzeegt war, datt dat, wat do gebaut gëtt a wat elo do am Bau ass, iwwer- haapt net wäert an net ka funktionéieren, wa mer net dat hei beschleunegen.

An et ass och en Deel vu Korrektur vu Landes- planung, déi mer hei maachen. Et ass en Deel vu Projeten, déi an der Vergaangenheit déci- déiert gi sinn, wou d'Päerd vun hannen op- gezeimt ginn ass, dat heescht fir d'Éischt d'In- frastrukture gebaut gi sinn, mat den Dausen-

den Aarbechtsplazen, an duerno eréischt déi Infrastrukturen, déi eis d'Mobilitéit garantéieren, fir dohinner ze kommen.

Ech wëll dat awer hei nach eng Kéier ënnersträchen, bei aller Freed, déi mer hunn, an déi ech hunn, datt natierlech de Projet à l'unanimité gestëmmt gëtt. Et ass awer wichteg, dat awer nach eng Kéier hei emol ze soen.

Mir sinn hei, wéi gesot, beim éischten Deel, dat ass déi nei N3. Dat ass, éischstens emol, de Pont Büchler nei ze bauen. An dann déi nei Strooss ze bauen, hanne laanscht d'Eisebunn bis op d'Héicht vum Lycée technique vu Bouneweg, wou dann dee berüumten neie Pôle d'échange soll gebaut ginn.

An ech muss och dem Här Gibéryen soen, datt ech erstaunt sinn, datt hien den Text hei net matstëmmt oder datt si sech enthalen, well hei an deem Projet ass kee Centime fir den Tram dran, Här Gibéryen. Dir kënnt dat rouege Gewëssens matstëmmen. Dir wäert gesinn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Bréck zu Bouneweg.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, d'Bréck zu Bouneweg.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Gëtt déi net och gebaut fir den Tram?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen. D'Bréck zu Bouneweg, déi muss nei gemaach ginn, och an där neier Configuratioun, Här Gibéryen.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, da kënnt Der och soen, da musst Der och an der Zukunft bei allen anere Projete réckwierkend erëm dergéint stëmmen, well um Boulevard Kennedy, déi Spur, déi Der riets hutt, wou den Tram elo haut gebaut gëtt, déi sinn och deemools mat gebaut ginn.

Mä hei, soen ech lech, an deem Projet hei ass kee Centime dra fir den Tram. Et kënnt en zweet Finanzéierungsgesetz fir den Tram. Do si mer amgaangen, d'EIE virzebereede fir dat ganz Stéck bis op d'Cloche d'Or. Dat leeft am Hierscht a bis d'nächst Joer am Fréijoer wäert ech e Gesetz déposéieren: Dat ass dat zweet Finanzéierungsgesetz fir den Tram an do kommen eréischt d'Engagementer fir den Tram.

Elo an deenen Aarbechten, déi hei och gemaach ginn, gëtt keng Schrauf gedréit fir den Tram. Et ass alles just nëmme rengen Stroossebau, wat hei gemaach gëtt, a Bréckebau.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, Här Gibéryen, datt e gewëssene Raum an där Strooss do ass, jo, mä dee kënnt och, wa mer den Tram net gebaut hätten. Soll ech lech soen, wat mer da gemaach hätten do? Dann hätte mer Busspuren dohinner gemaach! Well da wäre jo Busse gefuer. Ech sinn awer der Meinung, datt d'Capacitéit vun de Bussen net duergeet. Duerfir bauen ech, oder d'Regierung, gar en Tram.

Mä d'Spur, déi mer do bauen, wier genausou breet ginn ouni Tram wéi mat Tram, well mir hätten da missen direkt Busverbindunge schafe vun deenen Zentren erof an d'Stad iwwert déi nei Achsen, déi do gebaut gi sinn, op separate Busspuren, soss hätt dat net fonctionnéiert!

Donc, Dir kënnt mer gleewen, rouege Gewëssens kënnt Der dee Gesetzesprojet hei matstëmmen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen, neen!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An da kënnt Der nach ëmmer duerno Äre gebetsmilenaartege Widerstand leeschte géint den Tram. Dir kritt nach d'Geleehheit, wann den zweeten an den drëtte Projet kommen.

Dir kënnt och bei der Aweigung, wa mer 2017 dat éischt Stéck aweien, mat Bänderolen nach dohinner stoe kommen, datt Der dergéint sidd. Kee Problem. Mä, em Gottes Wëllen, stëmmt dat hei mat, well Dir stëmmt géint lech selwer a géint Är eegen Iddien, wann Der dat hei net matstëmmt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Also, Här Bausch...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Kann ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Selbstverständlech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann den Här Bausch d'accord ass. Ech géif lech awer bieden, den Här Bausch adresséiert sech elo an Zukunft erëm un d'Chamber an den Här Gibéryen mécht dat esou...

(Brouhaha)

...an den Här Gibéryen mécht dat esou, wéi mer dat gewinnt sinn. Wann en eppes ze soen huet, freet e sech d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt den Här Bausch froen...

(Interruption)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech kucken lech all Dag, duerfir kucken ech heiansdo gären op déi dote Sait.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wollt den Här Bausch froen, ob en de Rapport vun der Kommissioun gelies huet, wou kloer drasteet, datt dat wier, fir d'Assise fir den Tram ze maachen an net fir eppes aneschtens.

An da wollt ech den Här Bausch froen, wéi en dat gemengt huet, datt ech, wann den Tram ageweit géif ginn, dann do derbäi wier? Ech kann lech soen, Här Bausch...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, neen, fir do ze protestéieren, hat ech gemengt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Fir ze protestéieren kann ech derbäi sinn!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Maja, dat hat ech gemengt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An dat ass eppes, wat eis zwee vuneneen ënnerscheet!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo.

(Brouhaha)

A Gott sei Dank!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bei der Nordstrooss hutt Dir och dergéint demonstréiert an Dir hutt se herno ageweit.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat ass richtig.

(Brouhaha)

Dat ass richtig, well wéi ech Minister gi sinn, war et fir mech kloer, datt ech net kéint mam Bagger déi ganz Nordstrooss erëm erausrappe goen, well se war gebaut.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hätt se och net als Minister ageweit!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Gibéryen, Dir hutt an Ärem Liewe scho vill aner Dommheete gemaach wéi dat doten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ooh!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dir wäert der och nach an Zukunft maachen.

(Hilarité)

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, Här Minister!

(Brouhaha)

Kommt, mir halen op mat deem Dialog tëscht...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Président, ech si gär bereet...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Fuert Dir elo, wann ech gelift, virun!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech sinn d'accord, Här Président. Just, ech hunn awer missen dem Här Gibéryen, dee mech awer ugeschwat huet virdrun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat hutt Der jo elo gemaach.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hu gär Diskussiounen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo.

(Interruption)

Här President, da wollt ech och nach soen, datt, wa gesot gëtt: Déi Autobunn, dat gëtt eng Stéchstrooss, fir méi schnell an d'Stad eranzekomme respektiv mir hätten dat gär. Ech soen lech just: Em Gottes Wëllen, wa mer gären déi Verkéiersproblemer an de Grëff kréien, dann huet dat kee Sënn, well Dir fuert, och wann Der breet Stroossen hutt, iergendwann eng Kéier, wann Der da bei d'Stad kommt, an en Triichter. An den Triichter bleift do, dee kritt Der net ewech! Donc gëtt déi Strooss hei net dowéinst gebaut.

Déi gëtt gebaut, fir datt dee ganze Beräich do ka fonctionnéieren, datt den ëffentlechen Transport ka mat deem aneren am Zesummespill fonctionnéieren, wéi ech gesot hunn, mat de Pôles d'échange. An duerfir ass dat och ganz am Geescht vun dem MoDu effektiv vun 2012, wou d'Haaptzil ass, landeswäit 75/25 en „modal split“ ze kréien. An duerfir mussen mer an deene Ballungsgebiddern mindestens, soen ech lech, 40% ëffentlechen Transport kréien, niewent der Mobilitéit douce, fir datt dat och an Zukunft ka fonctionnéieren.

Da waren nach zwou, dräi Froen gestallt ginn. Déi éischt, dat war déi vum Här Lies, wéini datt de Contournement vun Hesper kéim, wou mer do dru wären. Ma ech kann lech soen, mir sinn amgaangen, d'EIE-Prozedur fäerdegstellen. Ech ginn dovun aus, datt bis Enn des Joers dat fäerdeg ass an datt mer wahrscheinlech dann am Laf vum Fréijoer d'nächst Joer an d'ëffentlechen Prozedur ginn.

Dat heescht, an der Prozedur muss fir d'Éischt, wann elo d'Dokumenter fäerdeg sinn, mat den definitive Varianten, dat jo un déi eenzel Administratiounen goen, also eenzel Ministère goen, Émwelt, d'Landesplanung an esou weider, an dann, wann dat ofgeschloss ass, gi mer et direkt an d'Prozedur. Ech ginn dovun aus, datt Ufank, déi éischt Halschent 2017 déi ëffentlechen Prozedur wäert lafen.

Dann ass och nach gefrot ginn, mat dem Pôle d'échange beim Lycée technique, wéi dee gestallt gëtt, ob do och soll en Zeitungskiosk oder esou Saachen derbäikommen. Jo, all déi Pôles d'échange, déi mer haut plangen, hunn eng gewësse Qualitéit.

Do ass net nëmme virgesinn, datt d'Zesummespill gutt fonctionnéiert tëschent dem Tram oder dem Zuch oder dem Bus, wat et ebe grad ass, mä zum Beispill kënnt och eng „mBox“ derbäi an et gëtt och ëmmer gekuckt, datt, niewent dem Fait, datt d'Leit sollen natierlech ënnerdaach stoen, op de Pôles d'échange och en Zeitungsbuttek, esou kleng Saachen derbäikommen, fir datt mer déi richtig Qualitéit kréien, fir datt den Émsting do och gutt fonctionnéiert.

An dee wäert herno gutt fonctionnéieren. Well den Émsting herno och do vun de Bussen, den Här Lies hat dat och virdrun opgeworf, op den Tram wäert ganz gutt sinn. Well Dir hutt herno an de Spéitzestonnen en Takt vun dräi Minuten. Dir sidd herno also, trotz dem Émsteigen, méi séier op Ärer Aarbechtsplaz, wéi Der et haut sidd mat engem Bus, dee meeschtens am Verkéier iergendwou hänke bleift.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier, wéi gesot, Merci fir déi breet Zoustëmmung. An ech ginn dovun aus, datt mer, wann haut d'Gesetz elo gestëmmt gëtt, direkt d'Ausschreiwunge wäerte lancéieren, datt de Bau heivunner, fir d'Éischt vun dem Pont Büchler, d'nächst Joer am Januar wäert ugoen.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen iwwert de Projet de loi 6998 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6998 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo...

► **Une voix.**- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo?

► **Une voix.**- Bei mir funktionéiert et net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, kee Problem. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss. Mir hu 56 Jo-Stëmmen an 3 Abstentionen. A mer kucken nach eng Kéier no bei der Ofstëmmung, ob ee feelt, dee wollt drécken, a wou d'Maschinn net gaangen ass.

Merci. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6998 est adopté par 57 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsche, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer kommen zum nächste Projet, de Projet 6978, eng europäesch Direktiv iwwert d'Steieren op d'Zënsen. An des Kéier huet d'Wuert d'Madamm Rapportrice Joëlle Elvinger.

9. 6978 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, zu deem ech lech op deser Plaz elo de Rapport maachen, transposéiert d'Direktiv 2015/2060/UE vum 10. November 2015 an eist nationaalt Recht. Dës Direktiv vun 2015 abrogéiert déi Direktiv 2003/48/CE, dat heescht déi sougenannten Directive «épargne», déi duerch d'Gesetz vum 21. Juni 2005 an eist nationaalt Recht schonn transposéiert gi war.

Ech wëll op deser Plaz elo net op all klengen Detail vun deenen eenzelnen Direktiven agoen, mä fir dass des technesch Matière, déi awer wichteg fir eis Finanzplaz ass, vläicht e bësse méi kloer gëtt, erlaben ech mer awer, e kuerzen Historique ze maachen.

D'Zil vun der Directive «épargne» vum 3. Juni 2003 war, dass, wann en EU-Bierger Zënsrevenue op engem Kont an engem anere Memberstat huet wéi do, wou hie wunnt, da sollen des Revenuen effektiv an deem Land besteiert ginn, wou déi Persoun och wunnt. Dofir sollt all EU-Memberstat déi aner Staten informéieren iwwert d'Zënsen, déi aus sengem Land u Residenten an aneren EU-Länner iwwerwise gi sinn.

Wann also e Fransous e Kont an Däitschland huet an do Spuerzënsen guttgeschriwwen kritt, da mussen déi franséisch Autoritéiten doriwier informéiert ginn, fir dass d'Besteuerung richtig ka berechent ginn.

Wéi Der lech awer all kënnt erënneren, Éisträich, d'Belsch a Lëtzebuerg hunn desén Informatiounsaustausch awer net zur selwechter Zäit applizéiert wéi déi aner EU-Memberstaten. Mir haten do eng Iwwergangsperiod, wou mer d'Quellesteier applizéiert hunn, dat heescht déi sougenannte Retenue à la source, déi fir d'Éischt 15% war tëschent Juli 2005 a Juli 2008, duerno bis 2011 war se op 20% an duerno op 35%.

Déi Directive «épargne» vun 2003 ass duerch d'Gesetz vum 21. Juni 2005 an eist nationaalt Recht transposéiert ginn. Dëst Gesetz ass dunno och zweemol ofgeännert ginn, fir d'Éischt duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2007, wat am Fong geholl eng Adaptatioun vun technesch Detailer gemaach huet an och d'Adapta-

tion no der Adhäsion vu Bulgarien a Rumänien zur EU.

An déi zweet Modifikatioun vum deem Gesetz vun 2005 ass duerch d'Gesetz gemaach gi vum 25. November 2014, wat mir op dëser Plaz och zesumme gestëmmt hunn. D'Gesetz vun 2014, wat den obligatoreschen automateschen Informatiouns Austausch vum 1. Januar 2015 un agefouert huet. Dësen automateschen Informatiouns Austausch huet d'Besteuerung vun Zënse betraff, déi hire Wunnsätz an aneren EU-Memberstaaten hunn oder a Länner, mat deene Lëtzebuerg en Duebelbesteuerungsofkommes huet, wat d'Besteuerung vun Zënse op den Erspuerner regelt.

D'Zil war och hei nees, dass d'Bénéficiaire gemäss der Legislatioun vum hirem État de résidence, dat heescht deem Land, wou si hire Wunnsätz hunn, besteiert ginn. Dësen automateschen Informatiouns Austausch huet finalement och vill manner Welle geschloen, wéi verschidden Akteuren dat gemengt haten.

Kuerz duerno, knapps hate mer dëst Gesetz gestëmmt 2014, kum dunn déi nächst Direktiv, an zwar den 9. Dezember 2014 kum d'Direktiv mat der Nummer 2014/107/UE. Dës Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 an eist nationaalt Recht transposéiert ginn, dat heescht e gutt Joer, nodeems mir den automateschen Informatiouns Austausch gestëmmt haten.

Dëst Gesetz huet dann och d'Modalitéit vum automateschen Informatiouns Austausch virgesinn, dat heescht en erwiderten Informatiouns Austausch, wat de Contenu vum den Destinataire betraff huet. An et huet sech och applizéiert net nëmme just fir d'EU-Länner. An den Austausch gëtt gemaach no enger „norme commune de déclaration“, oder op Englesch och „common reporting standard“ genannt, eng Norm, déi vun der OCDE ausgeschafft gi war a vum G20 approvéiert gouf.

Här President, ech mengen, dëst war wierklech e wichteg Gesetz, fir méi Transparenz bei den Zënsebezielungen ze kréien. Et ass awer och dës Direktiv vum 9. Dezember 2014, déi double Emploi mat der Directive «épargne» vun 2003 mécht. An d'Directive «épargne» vun 2003 ass soumat iwwerflësseg ginn, well déi zwou Directive sech zimlech vill iwwerschniden.

Nodeems mir d'Direktiv 2014/107/UE vum 9. Dezember 2014 duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 an eist national Gesetzgebung emgesat hunn, kënne mir dann och haut d'Gesetz vum 21. Juni 2005, wat déi sougenannt Directive «épargne» transposéiert hat, erëm abrogéieren.

Här President, de Projet de loi 6978, dee mir haut dann hoffentlech herno stëmmen, transposéiert éischters emol dann d'Direktiv 2015/2060/UE vum 10. November 2015 an eist nationaalt Recht, wat dann déi Direktiv ass, déi d'Directive «épargne» vun 2003 ofschaft.

Zweetens...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...abrogéiere mir domadder dann och d'Gesetz vum 21. Juni 2005, wat dës Direktiv deemools an eist nationaalt Recht transposéiert hat.

Fir komplett ze sinn, wëll ech awer dann och drop hiweisen, dass et an der Tëschenzäit schonn erëm eng weider Direktiv gëtt, déi d'Directive «épargne» vun 2003 ofgeännert hat, dat heescht dës Direktiv huet den Nummer 2014/48/UE. Mä elo, wou déi Directive «épargne» jo net méi gëlleg ass, brauche mer dës Direktiv dann och net méi ze transposéieren.

Zum Schluss, den drëtten Punkt vum Gesetzesprojekt vun haut, adaptéiert dës Gesetzesprojekt dann och nach dat sougenannt RELIBI-Gesetz, d'Gesetz iwwert d'Retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière vum 23. Dezember 2005, dat, well dëst Gesetz sech zu groussen Deeler op d'Gesetz vum 21. Juni 2005 berufft, also dat Gesetz, wat mir haut abrogéieren.

Här President, ech weess, et ass net ëmmer evident, den Iwwerbléck iwwer all d'Direktiven an d'Gesetz am Finanzberäich ze behalen, mä dofir ass et vläicht emso méi wichteg, dass mir als klengt Land op dësem Niveau eis Gesetzgebung ëmmer séier upassen. Et war an dësem Zusammenhang och richtig, an deene leschte Jore resolutt op Transparenz ze setzen. An d'Chiffere vun eiser Finanzplaz hunn eis do recht ginn.

Ech mengen, eis Finanzplaz leeft vun där Transparenz, fir déi mir eis hei setzen. Mä wéi schonn oft hei op dëser Tribün gesot ginn ass: ëmmer am Kader vun engem „level playing field“.

Dofir soen ech eise Finanzminister e ganz besonnenesche Merci fir seng Beméiungen a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschtere vun deem komplizierten, technesche Projet de loi.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice, déi dat, wéi mir et vun hir gewinnt sinn, op eng ganz kompetent an detailléiert Manéier hei exposéiert huet an eis och nach eng Kéier dee komplexen Historique duergeluecht huet.

An ech mengen, dat hei ass alt erëm eng nächst Etapp op deem laange Wee zum obligatoreschen Informatiouns Austausch. Et wäert sécherlech net déi lescht sinn, wann ech nach gesinn, wat do vun Direktiven ennerwee ass.

Mir wäerten, bien entendu, eisen Accord zu dësem Gesetz ginn.

Ech wollt awer profitéiere vun der Geleeënheet, well och d'Madamm Rapportrice nach eng Kéier den „level playing field“, dee mech ëmmer erausfuert, ernimmt huet, fir déi Fro ze stellen, déi sech d'ailleurs net nëmme hei beim Informatiouns Austausch wäert stellen, Här Finanzminister, mä och bei ganz villen anere Projeten, nämlech iwwer eis zukünfteg Relatione mat Grousbritannien, déi jo hei wäerten elo ausscheeden. An do stellt sech natierlech d'Fro, awéifern déi trotzdem wäerten déi doten Dispositiounen bäibehalen.

Mä ech ka mer virstellen, dass do nach ganz flott Diskussiounen wäerten op eis zoukommen. Notamment wann een esou e bësse schonn hannert de Kulissen héiert, dass et verschiddene Leit do virschwief, aus der City of London dee groussen Offshore-Zentrum ausserhalb vun der Europäescher Union ze maachen, kann ech mer do virstellen, dass nach ganz vill passionnant Diskussiounen, ganz besonnenesche och op deem dote Punkt, op eis zoukommen.

Dat gesot, nach eng Kéier, ginn ech awer hei den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Mosar. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP). - Merci, Här President. E grouse Merci och vun eis un d'Rapportrice fir hire gudden an ausféierleche Rapport, wat eis et dann erlaabt, hei direkt den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. D'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Här President, och mir soen der Rapportrice Merci fir hire Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk). - Merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

D'Rapportrice huet vun Transparenz...

(Interruption)

Well et Sënn mécht. D'Rapportrice huet vun Transparenz geschwat. Mir sinn och der Meinung, dass een awer weiderhi misst weider Schrëtt maachen zu méi Transparenz.

Wa mer hei am réimesche Senat wieren, an de Cato, deen Alen, dee géif hei sätzen, da géif e vu Karthago schwätzen, wat ee misst zerstéieren. Mir hu guer näischt géint Karthago, mä mir sinn der Meinung, dass awer de Secret bancaire fir d'Résidenté misst opgeléist ginn. An dat wier dann déi nächst Etapp. Ech hoffen, dass dës Senat eng Kéier dee Wee géif goen. An ech mengen, et sinn der och e puer, déi dat géifen ennerstetzen. Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Ech wollt och vun eiser Säit aus der Kolléegin Joëlle Elvinger Merci soe fir de Rapport, dee se gemaach huet, an esou wéi meng Virriedner och d'Zoustëmmung bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Domat hätte mer den Tour gemaach. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech iwwert de Konsens, dee mer haut hei hunn, fir déi Direktiv vun 2003, déi mer jo nach guer net esou laang, tel quel, emgesat hunn, ze annulléieren. Dat kléngt wéi e ganz techneschen Dossier, ass awer en fait net ganz technesch. Ech géif gären och dofir fir d'Éischt der Rapportrice villmools Merci soe fir den Historique, deen effektiv ganz kloer ass an deen déi eenzeg Aart a Weis ass, wéi ee kann den Dossier verstoen, fir duerch déi verschidden Etappen ze goen.

Et ass net nëmme en technesche Projet de loi, et ass en fait eng ganz Period, déi sech hei schléisst, e Krees, dee sech hei schléisst. 2003 huet déi Direktiv iwwert d'Intéréten, déi Lëtzebuerg jo mat verhandelt huet, eis d'Méiglechkeet ginn, d'Retenue à la source ze maachen, well mer keen Échange automatique wollte maachen, well mer de Secret bancaire haten.

Iwwert d'Joren huet sech den Échange automatique bewäert weltwäit, an och Lëtzebuerg huet schlussendlech sech missen de Realitéit fügen, dass dës System elo universal ugesi gëtt, an huet deen dann och mat u Bord geholl.

Déi Transparenzpolitik ass haut wahrscheinlech an den Ae vun alleguerenten en immensen Atout fir eis Finanzplaz. An déi ganz Debatt och ronderëm, wat d'Konsequenze vum Brexit sinn, bréngt mat sech, dass mer zu Lëtzebuerg do duerch méi attraktiv sinn, well mer eben eng transparent Finanzplaz hunn. Wa mer dat net gemaach hätten, stéinge mer haut net esou positiv do. An dofir solle mer frou sinn, dass mer haut dat Kapitel, wat laang Jore gedauert huet, schléissen.

Doduerch, dass mer déi Direktiv hei elo ofschaffen, évitéiere mer eng legal Onsicherheit. Mir verhenneren double Emploien. A mir suergen derfir, dass effektiv och e gewëssenen „level playing field“ an Europa existéiert. Mä en fait, deen „level playing field“ hei geet wäit iwwer Europa ewech, well et ass jo esou, dass den Échange automatique jo haut och duerch d'Konvention vum Berlin vun 2014 garantéiert gëtt an dass och do den „common reporting standard“ agefouert ginn ass.

Wat d'Engländer wäerte maache par rapport zur Direktiv, mengen ech, muss ee grad an engem méi breede Kontext kucken, well Europa huet deen „common reporting standard“ iwwer eng Direktiv effektiv elo emgesat virun e puer Méint. Mä mir hu jo och Obligatiounen an d'Engländer och par rapport zum G20, par rapport zur OCDE, an och am Kontext vum „level playing field“. Soudass ech mengen, dass, op deem heite konkrete Punkt, mer wahrscheinlech eis net esou vill Suerge musse maachen, obwuel ech dat vläicht misst nach méi am Detail nokucken, mä ech sinn awer do relativ berouegt. Mä dat wëllt net heeschen, dass dat op alle Sujeten de Fall wier.

Dofir nach eng Kéier: Merci un all déi, déi dorop geschafft hunn. An ech freeë mech iwwert de Konsensus.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Finanzminister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6978 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6978 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 6978 ass mat 59 Jo-Stëmmen uegoholl bei 59 Participanten, domat Eestëmmegkeet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6978 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), Mm. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Hansen), Mm. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, Mm. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Michel Wolter);

Mm. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, Mm. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hémmen et M. Roger Negri;

Mm. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, Mm. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme

Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mm. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

Mm. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

Mm. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

Nächste Projet um Ordre du jour ass de Projet de loi 6591 iwwert d'Afféierung vu Préparatoresklasse fir Héichschoulen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lex Delles.

10. 6591 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Lex Delles (DP), rapporteur. - Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „grande École“, dat kléngt schonn no Prestige an no enger Schoul, déi eppes ze bidden huet. Scho säit dem 18. Jorhonnert gëtt et a Frankräich Grande-écolen. Si goufen deemools an d'Liewe geruff, fir Leit auszubilden, déi herno Responsabilitéiten op héije Positione vu staatlechen Institutione sollen iwwerhuelen, sief dat an der Arméi, beim Zentralstat, bei der Post oder am Enseignement.

Haut sinn dës prestigieus Schoulen nach ëmmer renomméiert a bekannt, well zum Beispill vill franséisch Politiker duerch si gaange sinn. Schoule wéi d'ENA, Polytechnique oder Saint-Cyr wäerte jiddwerengem heibannen e Begrëff sinn.

Hautzudaags ginn d'Absolvente vun de grandes Écoles net méi automatesch bei de franséische Stat schaffen. Vill aktuell Direktive vu multinationale Firmen hunn hir Ausbildung an enger grande École gemaach. Renomméiert Firms streide sech hautzudaags, fir déi bescht Absolventen aus dëser Schoule kënnen ze rekrutéieren.

Et kann een also mat Recht behaupten, dass, wann ee säin Diplom an enger grande École gemaach huet, ee sech da keng Gedanke brauch ze maachen, fir en Job ze fannen. Haut sinn déi Schoulen och op fir jiddwereen. Et muss een awer e Concours bestoen a sech en rang utile klasséieren, fir an esou eng grande École opgeholl ze ginn. An déi Concours sinn net ohne!

Duerfir goufen och extra Classe-préparatoiren agefouert, déi als Zil hunn, d'Schüler op dese Concours virzebereeden, an dat während ganzer zwee Joer.

Här President, och zu Lëtzebuerg gëtt et jonk Leit, déi an esou eng grande École wëllen. Duerfir ass et och sënnvoll, déi néideg Classe-préparatoiren hei zu Lëtzebuerg unzebidden, fir dass eis Schüler och eng Chance hunn, de Concours vun der grande École ze packen. Et ass och gewosst, dass esou eng Classe préparatoire de Schlüssel zur Réussite vum Concours ass.

Här President, dëst Gesetz, wat mir haut stëmmen, wäert eis eng legal Basis ginn, fir dass all Lycée zu Lëtzebuerg, deen esou Classe-préparatoiren ubidde wëllt, dat och ka maachen. Dass et esou Klassen zu Lëtzebuerg gëtt, ass nämlech d'Viraussetzung, fir dass och Lëtzebuerg Schüler hir Chancé wouerhuelen, fir duerch esou eng grande École ze goen an do och en Diplom ze kréien.



Dëst Gesetz wäert et eis dann och erlaben, dës Klasse méi bekannt ze maachen, dass och effektiv Schüler an déi Klasse ginn, fir am beschte Fall herno op enger grande École ugeholl ze ginn. Jiddweree weess, dass Lëtzebuerg ugewisen ass op héich qualifizéiert Aarbechtskräften. Leit, déi eng grande École besichen, si Leit, déi och de Lëtzeburger Aarbechtsmaart brauch.

Falls een awer de Concours net packt, d'Classe-préparatoire awer gepackt huet, esou sinn dat awer keng zwee verluere Joren. Duerfir ass och näamlech eent vun den Ziler vun deem Gesetzprojet, dës Klassen zu engem Deel vun eiselem Enseignement supérieur ze maachen. Dat heescht, d'Absolvente vun de Classe-préparatoire kréie beim Ofschloss en Diplôme d'études supérieures générales, falls si dës Formation packen.

Dësen erlaabt et hinnen, herno sech an aner universitär Studiegäng ze integréieren, falls si net méi gewëllt sinn, de Concours ze maachen, oder dese leider net packen. D'Cours-préparatoire sinn also keng Sakgaass am Fall vun engem Échec. Et ass mir perséinlech och immens wichtig. Well dës Klassen zu engem Diplom féieren, muss dese Gesetzesprojet och d'Modularisatioun vum Léierprogramm esou wéi d'ECTSen definéieren, fir dass dës Formation och den europäesche Standarden entsprécht.

Hautzudaags ass et näamlech immens wichtig, dass deen Diplom, deen ee kritt, och am Ausland unerkannt ass an engem do och d'Dieren an den Unien opmécht. Dat heescht och, dass déi Schüler, déi esou eng Classe préparatoire besichen, och de Statut vun Student kréien.

Niewent dësen Dispositionen iwwert d'Classes préparatoires ginn an deem Gesetzesprojet awer och nach Disziplinarstrofen definéiert, déi engem Schüler droen, deen e BTS mécht oder an esou eng Classe préparatoire geet. Domadder droe mer dann och enger Demande vun Statsrot Rechnung.

Eng aner gréisser Ännerung betrëfft d'Accréditation vun den auslänneschen Héichschoule souwéi de Formationen, déi dës wellen zu Lëtzebuerg enseignéieren. Dëst Gesetz definéiert duerfir all d'Kritären an d'Modalitéiten, déi esou eng Institution muss erfëllen, fir kënnen zu Lëtzebuerg akkreditéiert ze ginn.

Wat elo nei ass, ass, dass d'Demande vun enger auslännescher Héichschoul elo net méi vum Comité d'accréditation evaluéiert gëtt, mä vun enger Agence d'évaluation de qualité (veuillez lire: Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur). Dëst ass eng international unerkannt extern Agence, déi allen europäesche Standarden entsprécht an doduerch beschtens qualifizéiert ass, fir eng Héichschoul op hir Qualitéit hin ze evaluéieren.

D'Zil heivunner ass et, ze garantéieren, dass déi Institutionen, déi hei am Land Héichschulformatiounen ubidden, och gewisse Qualitätsstandarden entsprechen, an net egal wien egal wat hei am Land kann enseignéieren.

Zum Schluss gouf och nach d'Base légale geschafte fir d'Bestëmmen vun den Indemnitéiten fir déi verschidden Enseignanten, déi an de Formationen BTS an Études supérieures générales zum Asaz kommen.

Fir den Detail vun deem Projet de loi an deene verschiddenen Aise vun de Berufskummere verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport.

Loosst mech, fir ofzeschlëssen, awer nach der Madamm Christiane Huberty, dem Här Gast Schmit vum Ministère grad esou wéi allen anere Mataarbechter vum Héichschulministère, der Madamm Joëlle Merges an dem Gigo Lamesch e ganz grouss Merci soe fir dee ganz technischen Dossier oder dee ganz technische Projet de loi, dee mer hei virleien haten, deen awer ganz gutt an der Kommissioun erkläert ginn ass. Duerfir villmools Merci.

Da wëll ech awer och nach lech alleguerter Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu deem Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A mir soen lech Merci fir d'Mercien. An ech ginn dann d'Wuert direkt weider un d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Och ech fuere mat de Mercie virun. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Lex Delles, villmools Merci. Also, en huet definitiv alles ganz am Detail beschriwwen, dofir kann ech mech kuerzhalen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis zu Lëtzebuerg immens wichtig, fir intellektuell Kapital erunzezillen, ze féerden an ze behalen. An dofir ass den Enseignement supérieur fir eis ex-

trem wichtig. Mat deem Projet de loi ginn elo e puer Amendementer oder Adaptatiounen un eiselem Héichschulgesetz gemaach.

Ech wäert just kuerz op dräi Punkten agoen. Deen éischten ass de System vun den Accréditationen, deen elo ugepasst gëtt. De Comité gëtt ersat - den Här Lex Delles huet et gesot - duerch eng extern Agence d'accréditation. Dat ass fir eis als CSV an der Rei, well wichtig ass et, dass mer alles maachen, fir sécherstellen, dass eis Héichschuloulandschaft zu Lëtzebuerg och en héijen Niveau behält. An doduerch, dass dës extern Agence muss Member vu där ENQA sinn, gi mer wierklech dovunner aus, dass d'Qualitéit ka garantéiert ginn.

Den zweete Punkt sinn d'Disziplinarsanktiounen, déi elo mat deem Projet de loi souwuel fir d'BTS-Formationen wéi fir d'Prépa-Klasse sollen un d'Lycéesgesetz ugepasst ginn. Dëst ass sécherlech sennvoll, virun allem doduerch, dass dës Formationen jo och an de Lycéeeën oflafen.

Op där anerer Säit sinn déi entsprechend Bestëmmungen an de Lycéeeën scho ganz laang an der Diskussioun, fir geännert ze ginn. Et wier interessant, vum Här delegéierte Minister ze héieren, wéi wäit dës Diskussiounen am Moment sinn. Gëtt hei elo op d'Reform vum Secondaire gewaart? A wa jo, wéini kënnst déi? Ech hunn déi Fro schonn e puermol gestallt, ech hunn awer nach keng Äntwert kritt. Vlächert kréien ech dann haut eng. A gëtt an deem Fall, wou Ännerungen do kommen, och dru geduecht, fir dëst Gesetz dann erëm eng Kéier ëmzeännere?

Da kommen ech zu mengem drëtten a leschte Punkt, zu de sougenannte Prépa-Klassen. Ech mengen, déi sinn definitiv am Detail beschriwwen ginn. Mat deem Projet de loi soll also elo eng gesetzlech Basis geschafte gi fir déi Pilotklass vun lechternach a parallel dozou d'Méiglechkeet geschafte gi fir nach aner Lycéeeën, fir dass déi och déi Klasse kënnen och nach an anere Filiären ubidden.

Als CSV soe mer op där enger Säit, dass et natierlech gutt ass, eist Ugebuert un Héichschulstudien ze erweideren, dass et also gutt ass, dës gesetzlech Basis ze schafen, virun allem well mer wëssen, an och dass ass scho gesot ginn, dass dës Ausbildung den Accès op ganz héichwärtig Studien erméiglecht, Studie mat quasi Aarbechtsplazgarantie, eng Ausbildung, wéi se bei eis um Aarbechtsmaart gebraucht gëtt. Dofir hate mer dat jo och esou virgesinn an där leschter Legislaturperiode.

Mä als CSV soe mer awer och, dass een op där anerer Säit muss realistesch sinn a sech iwwerleeën, ab wivill Schüler esou eng Klasse soll geneemegt ginn.

E puer Zuelen zum Pilotprojet. 2012 sot d'Madamm Delvaux, dass de Projet Prépa-Klass zu lechternach géif lancéiert ginn, wa mindestens 20 Studente géifen ufänken. Dat war vlächert e bëssen iwwerdrivven. Am Endeffekt huet d'Klass mat véier Studenten ugefaangen. Dës sinn encadréiert gi vun zéng Enseignanten. D'Unzuel vun den Umeldungen huet och an de leschte Joren net zougeholl. Mengen Informatiounen no si fir d'nächst Joer nëmmen dräi Umeldungen do.

Dir Dammen an Dir Hären, obwuel den Taux de réussite exzellent ass - se hunn natierlech och en exzellente Encadrement -, huet d'Offer net vill Succès. Firwat, muss ee sech froen.

Den Här Minister Meisch hat an engem Interview gesot, dass de Problem warscheinlech géif un der Kommunikatioun, déi bis elo gemaach gi wär, leien. Dofir wéisst ech gäre vum Här delegéierte Minister, wat bis elo ënnerholl ginn ass, fir dës Kommunikatioun no baussen ze verbessere, respektiv wat eventuell geplangt ass, well ech mengen, eleng dëst Gesetz geet net duer.

Fest steet op jidde Fall, ob eppes ënnerholl ginn ass oder net, dass nach ëmmer net méi Interesse do ass fir dës Ausbildung. An dofir muss d'Fro erlaabt sinn, ob et méttlerweil, no der Pilotphas, net esou misst sinn, dass dës Klasse just ab enger Mindestunzuel vun Inskriptiounen kéinte geneemegt ginn. Wéi gesäit den Här delegéierte Minister dat?

Mat dëser ofschléissender Fro ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Hansen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann och ufänken an dem Rapporteur, dem Här Lex Delles, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport.

Den Ursprung vun deem Gesetz ass eng Konventioun, déi 2012 tëschent der Académie de Nancy-Metz an dem Educatiounsministère

ënnerschriwwen ginn ass, fir d'Relatiounen tëschent Frankräich a Lëtzebuerg ze stäerken.

Derbäi kumt deemools, dass d'Zuel vun de Lëtzeburger Studenten, déi a Frankräich studéiert hunn, säit Joren amgaange war erofzegoen; eng Tendenz, déi sech bis haut bestätegt. Dësem Trend woullt de Ministère och mat der Schafung vu sougenannte Classes préparatoires entgéintwierken. Dës Klassen oder, besser gesot, den erfollegräichen Ofschloss vun dësen Klassen erlaabt et de Studenten, de Concours fir eng vun de franséische Grande-écolles ze maachen. Dës Schoulen, déi traditionell Formationen am ekonomeschen, wëssenschaftlechen a literareschen Beräich ubidden an zu deenen zum Beispill d'HEC, d'Polytechnique oder d'ENA gehéieren, fir nëmmen dës ze nennen, hunn iwwert d'Grenz vu Frankräich eraus e gudder Ruff.

Mat deem Gesetz, wat mer elo hei stëmmen, schafe mir eng legal Basis fir dës Classes préparatoires hei bei eis zu Lëtzebuerg. Si sollen näamlech hir fest Plaz an der lëtzebuergescher Héichschulouffer kréien.

Dat neit Gesetz ass och dofir esou wichtig, well, nodeems 2012 déi Konventioun ënnerschriwwen ginn ass, 2013 ënnert der deemoleger Educatiounsministesch Mady Delvaux zesumme mam lechternacher Lycée e Pilotprojet fir esou eng Classe préparatoire an d'Liewe geruff ginn ass. Bis haut, dräi Schouljoren nom Lancement vun deem Pilotprojet, ass dës Classe préparatoire nach ëmmer e Pilotprojet, mä mat deem Gesetz schafe mir elo déi legal Basis fir dese Projet, wat esou vill heescht ewéi, dass dese Projet zu lechternach elo och ka weidergefouert ginn.

Déi Classe préparatoire besteet aus zwee Schouljoren. Deemno hunn och schonn déi éischt Schüler aus der Klass zu lechternach déi zwee éischt Jore vun hirem Studium hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss a studéieren och de Moment an enger grande École a Frankräich. Sou sëtzt haut ee vun deene Studenten op der EM zu Lyon. Dës Schoul ass ënnert den Top Fënnf vun de Grande-écolles a Frankräich. An zwee anerer studéieren op Grande-écolles zu Stroosbuerg an zu Montpellier.

Dës franséisch Schoule ginn ëmmer erëm gellueft fir hir héich qualifizéiert Studenten, déi hiren Ofschloss do maachen. Oft fënnt een dës Studenten zréck a Féierungspositionen am Beräich vu Wirtschaft, Politik a Fuerschung. An och Lëtzebuerg brauch esou Leit um Aarbechtsmaart. An dofir ass et ëmsou besser, wann och selwer Lëtzebuerg seng Studente férdert, fir esou héich Studien ze maachen.

An deem Kontext ass et wichtig ze soen, dass an der Vergaangenheet duerch dës Klasse zu lechternach eng Rei Studente rekrutéiert gi sinn, déi guer net d'Iddi haten, fir op esou eng Schoul ze goen. Dës Studenten hunn awer d'Potenzial, fir esou e Studium ze maachen. An duerch dës Klasse ass dëst Potenzial och geférdert ginn.

Allerdéngs, wéi et scho grad gesot ginn ass, besteet de Moment nach de Problem, dass sech relativ weenig Schüler op där Klasse schreiwen. Och wann et net geplangt ass, dass dat ganz grouss Klasse solle sinn, esou soll d'Zuel vun de Schüler awer méi héich sinn, wéi se de Moment ass. Déi lescht zwee Joer hu jeeeweils dräi Schüler hiren Ofschloss an där Klasse gemaach.

Den lechternacher Lycée huet an der Vergaangenheet an och fir dës Rentrée eng ganz Rei Moosnamen ënnerholl, fir Schüler ze rekrutéieren. Allerdéngs sinn hir Méiglechkeete begrenzt, soudass nach aner Efforte musse gemaach ginn, fir méi Studenten ze rekrutéieren.

De Minister hat an enger Kommissiounssetzung ugekënnegt, dass een, nodeems d'Gesetz gestëmmt ass, nach emol offensiv Reklamme fir dës Klasse wëllt maachen.

Dofir och hei d'Fro un den Här Minister, ob nach Moosnamen ënnerholl gi fir dës Rentrée a wat am Laf vum nächste Schouljoer geplangt ass, fir där Klasse zu lechternach deen néidege Support ze gi bei der Rekrutéierung vun hire Studenten.

Dofir ofschléissend wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et wichtig ass, am Kontext vun der Orientéierung deenen zukünftege Studenten hei zu Lëtzebuerg och interessant Alternativen zu deene méi klassesche Studiegäng ze bidden.

Voilà, dat gesot, wëll ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kol-

leegen, mir stëmmen hei e Gesetz, wat mer theoretisch e ganz gutt Gesetz fannen. Dat, wat den Här Delles gesot huet, dat ass alles richtig. An duerfir och Merci dem Här Delles fir säi Rapport.

► **Une voix.** - Wat eng Chance!

(Hilarité)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - En huet och drop higewisen, wat eng grande École ass. En huet e klengen Historique gemaach an en huet och munnech Saache gesot, déi ech em bestëmmt net falsch maachen. Ech wëll se awer..., leider Gottes, muss ech se ganz e bësse relativéieren.

Den Här Delles huet zu Recht gesot: „Wann een eng grande École absolvéiert huet, da stinn engem d'Dieren op. Dann huet ee praktesch mat Sécherheet eng gutt Aarbechtsplaz.“ Dat ass natierlech immens flott. An, et ass och gesot gi vun him an och vun aneren hei: „Mir brauchen esou Leit op eiselem Aarbechtsmaart.“

Duerfir maache mer dann elo e Gesetz fir e Projet, deen 2013 am lechternacher Lycée ugefaangen huet, a mer erlaben dann och all Lycée - firwat soll et just deen lechternacher sinn? -, fir an déi Richtung ze goen. Dat ass alles richtig an duerfir wäerte mir och dese Gesetzesprojet stëmmen.

Ech maachen awer ee klengen „Awer“, en ass souwuel vun der Madamm Hansen wéi och vum Tess Burton gesot ginn: Leider Gottes ass dee Superprojet awer kee grouss Publikumserfolg. An do musse mer eis eng Rei Froe stellen. Ech mengen, et ass zum Beispill och keng Lëtzeburger Tradition, fir an déi „grandes écoles françaises“ ze goen.

Zënter jeehier schécke mer d'Leit an der ganzer Welt ronderëm op d'Unien. Dat soll natierlech net heeschen, dass mer eis Leit net och sollen encouragéieren, fir an déi grandes Écoles ze goen. Tatsaach ass - d'Zuele si genannt ginn: Mir hunn ee Joergang emol dräi, emol zwee Schüler, déi dat maachen, an da stellt sech bei all Schoulsystem natierlech d'Fro vun der Effizienz. Déi ass de Mëtteg opgeworf ginn.

Mir ënnerstëtzen de Projet. Mir soen natierlech och, dass mer awer eng Kéier mussen e Bilan zéien. A wa mer net méi Leit fannen, déi deen do Wee wëlle goen, da musse mer och iergendwann eng Kéier d'Konsequenz zéien.

Mir sinn, grad wéi déi meescht oder wéi jiddwereen heibannen, der Meenung, dass mer net dierfen un der Formation vun eise Jonke spueren. Mä mir mussen eis natierlech awer iwwerleeën, ob mer déi Suen, déi mer asetzen, dann och sennvoll asetzen. Wann een héich-rechent, wat esou eng Plaz an enger École préparatoire kascht, ech mengen, da kënnst een op ganz astronomesch Chifferen.

Datt mer dann, wa mer déi Méiglechkeet ubidden, fir deen do Studium ze maachen, och hingginn a mer belouene dee Studiegang mat ECTS-Punkten, dat ass absolut korrekt a richtig, well wann een dann net op deene grandes Écoles ugeholl gëtt, da kann ee säi Studium weidermaachen. An et ass och gesot ginn, dass mer eng Ännerung hu vum System vun den Accréditationen. D'Demande vun enger auslännescher Héichschoul gëtt elo anescht traitéiert; den Här Delles huet dat och gutt erkläert an duerfir brauch ech net méi dorobber anzegoen.

Wéi gesot, ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mä ech wier och frou, wa mer nach eng Kéier an iergendwellecher net allze ferner Zukunft géifen driwwer diskutéieren. Ech wënsche mer, dass déi Publicitéit, déi de Minister ugekënnegt huet, dann och den Erfolg wäert kréien an dass mer eng gewëss Masse critique kréie fir déi Schoulen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An den Här Fernand Kartheiser ass prett.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech och kuerzfaassen a wëll just e puer Kommentare maachen a Froe stellen. Fir d'Éischt dem Här Delles Merci fir en - wéi ëmmer - ganz ausgezeechente Rapport.

Et ass eng éischt Fro un den Här Minister vlächert, ob hien eis ka confirméieren eng Informatioun, déi eis awer vun enger Rei Säiten zougedroe gëtt, dass wéinst deem ëmmer manner héijen Niveau vum Franséischen an eise Lycéeeën eng generell Tendenz besteet iwwert d'Joren - statistesch relevant Tendenz -, dass

ëmmer méi Leit sech an däitschsproocheg Länner wellen orientéieren, fir ze studéieren. An och, ob et richtig ass, datt déi méi technesch Fächer, well och eng Rei vun deene grandes Écoles jo awer op méi technesch Fächer virbereeden,... (veuillez lire: manner gewielt ginn), an ob net och eng méi allgemeng Tendenz besteet fir éischter sozioedukativ Beruffer oder anerer, déi méi am Humanwëssenschaftleche leien.

Ech mengen, eng niddreg Zuel vu Kandidate géif sech natierlech och zum Deel duerch eng sproochlech Tendenz respektiv eng Tendenz, déi mat der Natur vun de Studien zesummenhängt, erklären; da kann een dat besser verstoen.

An dann ass natierlech eng zweet Fro. Wann esou wéineg Leit an engem Lycée Kandidat sinn, da wäert dat vläicht an anere Lycéeën äänlech sinn. An d'Fro stellt sech dann awer, ob een dee Cours, dee sännvoll ass, net soll zentraliséieren, zum Beispill op der Uni, an da vläicht do déi awer beschränkten Zuel vu Leit mat där néideger Zuel vun Enseignanté soll betreien. Et ass also och eng Fro vun der Effizienz a vun enger gewëssener Kontroll vun de Käschten.

Dat relativt Ofhuele vum Franséische kann eventuell och kompenséiert ginn, ech hoffen et wéinstens emol, duerch vläicht eng Verbesserung vun den Engleschenkenntnisser. A mir hunn am angelsächsische Raum och eng Rei vun Universitëiten, déi esou Tester maachen. An dofir ass natierlech d'Fro, wann een also higeet an et hëlt een d'Schüler zesummen, fir se op grandes Écoles oder extra Elitteeniversitéite virzubereeden, ob mer dat wierklech sollen op de franséischsproochige Raum beschränken oder net och op aner sproochlech Raim ausweiten.

Dann ass d'Fro - mir schafe jo hei en neie Studentestatus an deem Sënn: Wéi ginn déi Jonk behandelt? Si se nach éligibel fir d'Kannergeld an der Suite vum Lycée? Oder komme se awer och schonn an deem do System an de Genoss vu Bourse respektiv vu Studentenhëllef? Och dat, mengen ech, muss elo gekläert ginn, well mir schafe jo hei en Amendement an eiser Legislatioun iwwert den Enseignement supérieur.

Da schafe mer och en neien nationalen Diplom. A wien en neien nationalen Diplom schafft, muss sech natierlech och d'Fro stellen, wéi den Diplome dann an eisem nationale System unerkannt gëtt. Wat heescht en an der Fonction publique? Wat heescht en op der Universitéit Lëtzebuerg mat deenen ECTS-Punkten a wat kann do a wéi engem Bachelor-Studieléiergank eventuell direkt unerkannt ginn?

D'Initiativ ënnerstëtze mer also. Mir wieren awer och derfir, datt mer kucken, fir dee ganzen Effort méiglechst rational ze gestalten, a mir stellen eis eben och eng Rei Froen, op déi mer haut kënnen eng Antwort kréien; dat hoffe mer. Mä op jidde Fall wäerte mir als ADR och des Initiativ ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet de loi och ënnerstëtzen. Ech mengen, déi exzellente Reputatioun vun de grandes Écoles a Frankräich, déi kënnst och net esou vum Himmel gefall. Wat ganz wichteg ass, dat ass jo och deen éffentleche Charakter, deen déi Schoulen hunn, d'Polytechnique, d'École des mines och, déi deelweis déi beschten Ingenierien oder Wëssenschaftler vun der Welt weltwäit forméieren, déi da leider oft och opkaaft gi vu Länner, zum Beispill an den USA, wou de Charakter méi privat ass an u sech d'Formatioun vläicht net onbedéngt esou gutt ass.

Et muss een och soen, et muss ee relativéieren, och wann déi grandes Écoles public sinn, hu se awer trotzdeem nach ëmmer weiderhin e gewëssene Charakter vu sozialer Reproduktioun, awer eendeitig manner wéi déi Schoulen am angelsächsische Raum, deen och nach eng Diskriminatioun aféiert opgrond direkt vun de Finanzen. Dat ass en Ënnerschied.

An duerno kann ee vläicht och, mengen ech, och wa gewësse Grande-écolle wierklech exzellente sinn, wéi d'Polytechnique justement, wéi d'École des mines an esou weider, duerno kann ee relativéieren. A Frankräich gëtt jo och driwwer diskutéiert, awéifern d'ENA wierklech och nach esou eng Exzellenz produzéiert - oder éischter formatéiert wéi forméiert. Dat kéint

een och vun HEC soen am méi ekonomesche Volet. Mä bon, dat ass eben eng Fro, déi Frankräich misst klären, net mir.

An natierlech, déi Leit hei zu Lëtzebuerg, déi wéilten déi Formatiounen maachen, déi net einfach sinn, déi sollen och déi deementsprechend Ënnerstëtzung kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den delegéierten Héichschoulminister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wieder an och e puer Antworten zu deem, wat elo vläicht als Froen opgeworf ginn ass.

Ech wëll als Éischt natierlech och dem Rapporteur Merci soen, dem Här Delles, fir säi Rapport. Et kann ee soen, dass elo ganz vill just iwwert déi grandes Écoles hei geschwat ginn ass, an déi Classes préparatoires, dat ass awer just een Deel vun dem Gesetz. Ech mengen, et sinn aner relativ wichteg Changementer dran, déi guer net ernimmt gi sinn.

Dat heescht, dass mer och elo eng korrekt Basis kréien, fir verschidden Indemnitéiten ze bezuelen. Ech mengen, dat ass och ëmmer eppes, wat bis elo op wackelege Bee stoung, an dem Kontext vun de BTSen, an dat gëtt heimmadder och richtig gesat. Dat ass op deser Plaz elo net esou vill thematiséiert ginn, mä dat ass awer och net onwichtig.

Dann awer ee Wuert och zu deem neie Volet, wat d'Accréditiounen ugeet, well dat awer och e Qualitätssprong ass. An dat wëll ech awer och hei eng Keier ernimmen. Et ass, mengen ech, vun der Madamm Hansen ernimmt ginn, dass dat eben och wichteg ass fir eisen Héichschoulberäich, well ëmmer méi Akteuren op deem Marché, kann ee scho bal soen, drécken aus dem Ausland. Do si ganz vill privat Initiativen, déi kommen. An do muss een natierlech genee oppassen, dass dat och dee richtige Wee geet, an dass deen Niveau, deen dann och hei am Land eventuell ugebuede gëtt, mat Diplomer, dass dat och en anstännege Niveau ass.

Dat ass eppes, wat vläicht déi Kommissioun net méi esou kënnst hirkéien, ënnert den aktuelle Konditiounen. Dat huet eng Zäitche laang funktionéiert. Mä ech mengen, dat ass dee richtige Choix, fir an déi dote Richtung ze goen. An dofir bréngt dat eis och do weider.

Et kann ee vläicht e Wuert awer och soen, vläicht als Informatioun derzou, well Der dat elo net ernimmt hutt, wéi d'Héichschoullandschaft do ausgesäit iwwerhaapt, wivill mer der am Moment am Land hunn.

Mir hu véier international Institutiounen, déi no de Bestëmmunge vun dem Gesetz vun 2009 akkreditéiert sinn. Dat sinn haaptsächlech déi Instituter, déi zu Wolz sinn: Dat ass de BBI, den UBI, dann hu mer nach hei zu Lëtzebuerg d'Eufom, déi och amgaangen ass, sech zréckzeziehen an déi dann iwwerholl wäert ginn, an dann natierlech och d'Healex, déi elo d'Luxem am Fong ass, déi am Beräich vun der Physiotherapie hei zu Déifferdeng am Land aktiv sinn.

Et kann ee soen, dass vill där Demanden ufänken, op informell Aart a Weis hei u Lëtzebuerg erugedroen ze ginn, an dass mer eben do mussen oppassen, dass mer net op eemol e schlechte Ruff kréien. An dofir ass dat doten eppes, wat wichteg ass, och an deem heite Kontext.

Déi meescht Froen, déi koumen, awer elo vun den Deputéierte ronderëm déi École préparatoire. Do kann een natierlech soen, dass net ganz vill Schüler an deene Classes préparatoires sinn. Dat ass och richtig. Dat ass e Pilotprojet, deen ass deemools ugefaange ginn. A wa mer ëmmer, an dat kann een awer kloer soen, ënner zéng leien, dann ass dat net, dass dat schonn eng Masse critique ass, fir dat einfach esou goen ze loossen. An do ginn ech och dem Deputéierten Adam recht, dass mer dat am A solle behalen.

Ee vun de Punkten awer ass - an ech mengen, et ass och e Gesetz, wat jo och vun där aler Regierung agereecht ginn ass, déi dat doten also och erkannt huet, fir dat op méi fest Féiss ze setzen -, ee vun de Punkten ass awer, dass et bis elo e Pilotprojet war, an dass et och keen Diplom am Fong gouf fir déi zwee éischt Joren. An dat gëtt natierlech hei och domadder reglementéiert.

Dat huet och vläicht deen een oder anere vun de Studenten e bëssen onsécher gemaach a skeptesch, wann en et net géif packen, wat da mat him géif geschéien, well nun emol déi zwee Joer dann net iwwerall akzeptéiert gi sinn, soudass dat e bëssen onsécher war.

Dat ass awer en neie Facteur, dass mer natierlech och elo en Diplom mat derbäisetzen. An ech mengen, dat wäert awer och dozou déngen, dass een dat ka besser promouvéieren, e bësse méi Sécherheet deene Studente ginn. An do mussen Efforte gemaach ginn natierlech vun der Kommunikatioun. Mä mat deenen doten neien Elementer kann een dat fäerdegréngen.

An ech stëmmen lech awer och hei zou, dass mer dat am A solle behalen an deenen nächste Joren, fir ze kucken, ob d'Zuelen dann elo evoluéieren, wa mer dat heiten op méi fest legal Féiss setzen.

Fir déi nächst Rentrée ass dat schwierig, d'Deputéierte Burton hat dat gefrot, well mer natierlech elo kuerz do virdu sinn. Mä ech mengen, d'Efforte solle sech konzentréieren op dat Joer duerno.

D'Fro vum Här Kartheiser war, ob dat elo net soll zentraliséiert ginn. Also ech mengen, bei deenen doten Zuele wäerten elo net Honnerte Schoulen oder Lycéeën an d'Luucht sprangen, fir dat doten ze maachen. Ech ginn dovun aus, dass lechternach och déi wäerte sinn, déi dat weiderhi konzentréiert wäerte maachen, well soss den Effort fir deen een oder deen anere Lycée awer ze vill héich wär.

Dir hutt d'Fro gestallt, Här Kartheiser, wat d'Zuelen ugeet vu Frankräich oder Däitschland. Do kann ech lech awer soen, dass nach ëmmer méi Studenten an déi franséischsproocheg Länner ginn. Mir hunn a Frankräich 2.134 Studente gehat, an der Belsch 3.236. A wann Der dat zesummerechent, da kommt Der op méi wéi 5.000 där Studenten. An Däitschland sinn et der 3.500.

Dat heescht, d'Zuel vun deenen, déi a Frankräich ginn, déi läit awer nach ëmmer méi héich. Mä do muss een awer wëssen, dass dat do Zuele sinn, déi op alleguerten d'Studenten, Résidents an Netrésidents gekuckt ginn. Mä déi doten Zuel ass awer nach méi héich.

An Dir hutt eng Remarque gemaach, déi ass och richtig, dat ass, dass vill technesch Beruffer oder technesch Studiegäng vläicht net méi esou gewielt ginn. Do maache mer awer och Efforten, well mer wëssen, dass grad do och Leit op dem Aarbechtsmarché gebraucht ginn. D'Employeure soen ons ëmmer, dass do mussen Efforte gemaach ginn.

Do fänken d'Efforten u schonn an der Grondschoul, wou do vill Echange si mat den Associatiounen vun den Ingenieuren. Mir hunn och en neie Pilotprojet entwéckelt elo mat dem Fonds national de la recherche, fir deem entgéintzewierken, fir och do déi technesch Beruffer e bëssen ze promouvéieren, fir d'Toolen och den Enseignanten zur Verfügung ze stellen, fir déi Beruffer och nach eng Keier kënnen méi duerzestellen. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer als Land op jidde Fall mussen um Radar behalen.

Da war nach eng Fro - ech wëll se beäntweren, mä ech kann awer keng Antwort ginn -, déi d'Madamm Hansen gestallt huet, dat ass eben, wéi et mat dem Lycéesgesetz ass. Dir wësst, dass ech natierlech do keng Kompetenzen hunn an deem Beräich, deem vun der Education nationale, soudass Der dat natierlech musst den Education-nationales-Minister froen an dee kann lech do dee Moment eng Antwort ginn.

Fir de Rescht soen ech lech Merci, dass et hei awer e breede Konsens gëtt, fir dat doten ze stëmmen. Et sinn e puer Saachen, déi awer den Héichschoulberäich weider wäerte bréngen. A mir sollen awer och e Bilan maachen, no enger gewëssener Zäit, fir ze kucken, wéi et dann elo mat deem neien Diplom a mat deenen doten neien Ausrichtung wäert ausgesinn an ob déi Zuel an d'Luucht geet oder ob een dat net dann eng Keier wierklech muss anescht gestalten an e puer Joren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A mer géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6591 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

Et schéngt awer hei ze klappen. D'Ofstëmmung ass eriwuer an de Projet de loi 6591 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine

Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn? Ass dat esou?

(Assentiment)

Ma dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools.

A mer géifen zum nächste Projet, dee leschte Projet vum Ordre du jour, iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6975 iwwert d'Studieboursen. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapportrice Simone Beissel.

11. 6975 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Espaces, des Communications et de l'Espace

► **Mme Simone Beissel (DP), rapportrice.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 10. Juli 2014 hu mer an deem Plenum de Projet de loi 6670 iwwert d'Studentebäihëllef gestëmmt. Domadder hu mer e Gesetz gemaach, wat jiddwerengem et soll erméiglechen, fir studéieren ze goen, an zwar wat e wëllt studéieren a wou e wëllt studéieren.

Deeselwechten 10. Juli hunn ech hei op darselwechter Tribün gesot: „Wie méi Ënnerstëtzung brauch, dee kritt déi och.“ An dofir hu mer an deem Projet de loi verschidden Annerungen elo virgeholl, fir ebe verschiddene Situatiounen nach méi gerecht ze ginn. Well wie brauch méi Ënnerstëtzung? Dat sinn déi Leit, deenen et finanziell net gutt geet oder méi schlecht geet. An et sinn der ganz oft derbäi, déi am Ausland studéieren. An dofir ass décidéiert ginn: Mir erhéien also gezielt déi Boursen, déi am meeschten deene Besoine gerecht ginn.

Fir de ganzen Detail vum Projet, d'ganz Prozeduren an d'Datumen erlaben ech mer aus Zäitmangel, lech op mäi schrëftleche Rapport hincweisen, wou Der alleguerten am Detail d'Evolutioun vum System vun de Boursen hutt an och d'ganz Detailler vun der Prozedur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wichteg ass, dat ass, wat mer erhéien a firwat. Erënnert lech: 2014 hu mer misse relativ schnell dat neit Gesetz iwwert d'Studentebäihëllef unhuelen, well eben dat alt Subsidengesetz fir d'Studenten net méi Uklang fonnt huet virun dem Europäesche Gerichtshaff. Lëtzebuerg war veruerteelt ginn. An du ware mer u sech ënner Zäitzwang a mer hu misse relativ schnell dat neit Gesetz huelen.

Wat mer elo maachen, dat ass de Peaufinage vun dem Gesetz vun 2014. Dat heescht am Kloertext, dass mer kengesfalls d'Grondprinzipien, déi wichteg Prinzipie vum Gesetz vun 2014 a Fro stellen. Au contraire, an dem neie Gesetzestext ginn déi ganz Prinzipie verbessert.

2014 war et ee vun de grouse Butte vun der Regierung, fir selektive Kritäre Rechnung ze droen. Studenten, déi vun doheem net déiselwecht finanziell Moyenen haten, sollte gezielt ënner d'Aerm gegräff kréien.

Deemools ass d'Bourse sociale agefouert ginn. Elo ass dat de politesche Wëlle vun der heiteger Regierung, fir eben déi Bourse sociale an d'Luucht ze setzen, fir déi ze erhéien. Dat heescht, et ass virgesinn, fir déi Bourse sociale vun 3.000 op 3.800 Euro pro Joer pro Student ze erhéien. Dat ass eng Hausse vu 26,7%. De Volet vun der Sélectivité sociale gëtt also an deem neie Gesetzesprojet nach vill méi valoriséiert.

Déi zweet Ännerung, déi betrëfft d'Bourse de la mobilité. Et ass gewosst, dass Studenten, déi



am Ausland studéieren, aner a meeschtens méi Fraisen hu wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg studéieren a ganz oft bei hiren Eltere kënnen wunne bleiwen. Dofir ass 2015 e Sondage gemaach ginn, fir genau erauszefannen, wéi d'Fraise vun de Studente sinn. D'Fraisen, fir ze wunnen, d'Fraisen, fir sech ze déplacéieren, d'Fraisen, fir sech anzuschreiwen op d'Uni an iwwerhaupt all Zorte vu Fraisen.

Dës Zuelen, déi aus deem Sondage erauskomm sinn an déi elo verwäert ginn, hate mer 2014 net, well ebe keng Méiglechkeet war, fir déizäit e Sondage ze maachen ënnert dem Zäitdruck. An dofir kënnen mer elo nach besser déi ganz Besoine vun de Studenten erfassen.

D'Resultater vun deem Sondage, wat d'Bourse de mobilité ugeet,...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...bréngen et elo mat sech, dass déi Bourse de mobilité pro Joer pro Student vun 2.000 op 2.450 Euro an d'Luucht gesat gëtt. Dat ass och eng grouss Hausse: Dat ass eng Hausse vun 22,5%. Dat soll wierklech de Studenten et erlaben, do studéieren ze goen, wou se wierklech wëllen.

An deem Kontext wëll ech wierklech en häerzleche Merci soen un all d'Cercles d'étudiants, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, déi eis ëmmer gehollef hunn, well dank hirem groussen Asaz hu mer et fäerdegbruecht, well si massiv bei hire Studentemembere intervenéiert sinn, dass esou vill wéi méiglech Studente bei deem Sondage matgemaach hunn. A mat deem System hu mer net nëmmen en interessant, mä en total representatiivt Resultat kritt.

Déi drëtt Ännerung ass och eppes wierklech ganz Interessantes. Dat ass, dass elo d'Bourssen indexéiert ginn. D'Bourssen ginn indexéiert: 2017 soll dat fir d'Éischt a Kraaft treden. An dann, wann 2017 dee Moment d'Échelle mobile des salaires, wat mer jo d'Cote application, wat mir ëmmer de Salaire un den Index upassen nennen,...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...dat soll dee Moment valoriséiert ginn. An da kënnt scho bei der Rentrée 2018, dat heescht d'Semester 2018/2019, kéint déi éischt Adaptatioun vun deem Index un d'Bourse goen.

Mat deem System soll garantéiert ginn, dass déi Bourssen alleguerete regelméisseg adaptéiert ginn, well mer wëssen, dass d'Fraise vum reelle Liewen och an d'Luucht ginn.

Déi véiert Adaptatioun, déi ass spezifesch, awer och wierklech ganz interessant an och wichteg, dat ass, dass den Zäitraum, während deem e Student, deen en unerkannten Handicap huet, kann op Studiebäihëllefen zréckgräifen, während zwee zousätzleche Semestere verlängert ka ginn. Dat heescht, e kann d'Zäit verlängeren, wou e kann déi Subside kréien, dat, falls en an engem Studium ass vum éischte Cycle, dem zweete Cycle oder dem Cycle de formation à la recherche.

An dann, wann de Studium nëmmen à cycle unique ass, gëtt et souguer eng Méiglechkeet, fir déi Studiebäihëllefe während maximal véier Semestere méi unzefroen.

Dat fanne mir alleguerete ganz wichteg an och ganz gutt, well mat deem do System ass de Principe de l'égalité de traitement oder de l'égalité des chances tëschent allen Zorte vu Studente garantéiert. An ech mengen, dat steet engem Land wéi eisem gutt zu Gesiicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn awer och profitéiert, wéi mer dese Gesetzesprojet um Métier haten, fir och e bësse Simplification administrative ze maachen. Dat heescht, d'Prozedur ass op de Métier geholl ginn, fir ze kucken: Wéi kënnen mer vereinfachen, wéi kënnen mer verbessern, wéi kënnen mer clarifiéieren? An dat esou gutt wat d'Démarchen, d'Demanden ugeet a Saache Bourssen, wéi d'Préten.

Et ass och gekuckt ginn, fir eng besser Kohärenz ze kréien, wat d'Éligibilitéit vun de Formatiounen, fir ebe Subsidien unzefroen, betrëfft. An da sinn och nach Prezisiounen dran, wat d'Anticumulbestëmmungen ugeet. Dat heescht eigentlech am Kloertext, dass an der Zukunft d'Demandé semestriell eragereecht ginn, semestriell berechent a semestriell sollen ausbezuelet ginn. Dat ass eng bestëmmte Flexibilisatioun, eng Entbürokratiséierung vum System. An ech mengen, doriwier sinn all d'Studente frou.

Fir de Rescht vun dem Rapport, dee vill méi laang ass, mä wou ech lech wierklech wollt e léftege Rapport virstellen, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen och alleguerete de Chambres professionnelles, awer och dem Statsrot en häerzleche Merci fir hir circconstanciéiert Avisen.

Merci soe wëll ech awer och den Hären Diederich a Schmit an natierlech der Madamm Hu-

berty, déi se jo gierft hu vun eiser Héichschoulkommissioun, fir déi ganz konstruktiv Aarbecht, dass mer konnte schnell virufieren. Mer bei der Madamm Joëlle Merges, déi wierklech d'Rad geschloen huet, fir dass mer alles géifen hikréien, an dem Christian Lamesch vun der Fraktioun. A Merci lech alleguerete vun der Kommissioun. Wéi ëmmer hunn ech gedüüst, fir dass mer sollte schnell virukommen. Dir waart alleguerete konstruktiv.

An dofir soen ech en häerzleche Merci a Merci och fir d'Nolaschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An éischt Riederin ass d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech soen nach eng Kéier Merci, Här President. An da fänken ech erëm eng Kéier mat engem Merci un.

(Brouhaha)

E grouse Merci fir d'Madamm Rapportrice, d'Simone Beissel. Dës Kéier wierklech ee ganz schätzege Rapport an et ass alles dran. Dofir villmools Merci.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci un d'Regierung awer och!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Neen, dat maachen ech net.

(Hilarité)

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, zimlech genau virun engem Joer hu mer hei iwwert d'Reform vun de Studentebourssen diskutéiert. D'Zil, wat mat dese Bäihëllefen erreicht soll ginn, do schéng sech wierklech alleguer d'Parteien eens ze sinn, ass, dass mer méiglechst ville Jugendlechen een Héichschoulstudium sollen erlaben. Eisen Aarbechtsmaart brauch des Leit.

Genausou wéi elo grad beim Héichschulgesetz, ass et bei deemem Projet de loi wichteg, dass mer eis bewusst sinn, wéi bedeitend et fir eist Land ass, verstärkt ze kucken, fir eben intellektuell Kapital erunzezellen. An d'Studentebourse sinn hei ee wesentlech, ee ganz wesentlech Instrument, fir dëst ze erreechen.

Firwat sinn elo dës Upassunge gemaach ginn? Op där enger Säit si manner Suen ausgi gi wéi berechent. Et war also nach Sputt no uewen, krute mer erkläert. An op där anerer Säit haten d'ACEL an den OGB-L verschidden Doléancen. Do muss op deser Plaz fir d'Éischt d'Fro erlaabt sinn, firwat déi aner Studentevertriedungen, déi aner Gewerkschaften net bei den Diskussiounen zu deser Reform aktiv agebonne waren. Am Rapport gi si op jidde Fall net erwäant.

Allgemeng zweifelt d'CSV un där Logik, automatesch Upassungen ze maachen, wann emol eppes manner kascht wéi ursprénglech berechent ginn ass. Soss misst een a puncto Spuerpak jo och nach ëmmer froen, ob Upassunge gemaach ginn, wa manner gespuert gëtt wéi ursprénglech berechent ginn ass.

An deem Sënn wëll ech och direkt op déi aktuell Fiche financière agoen. Laut de Berechnunge vum Ministère géifen no deser Reform bei de Studentebäihëllefen Ausgaben an Héicht vun 116,8 Milliounen ufalen: 11,9 Milliounen méi wéi 2014/2015. Ech hunn elo alles nogerechent mat deenen Zuelen, déi mer an der Kommissioun kritt hunn. Mir hunn do ënnerschiddlech Tableaux kritt, si stëmmen och net ëmmer ganz iwwereneen. Mä ech hu mech alt emol op eenzel Tableaux do bezunn.

Mir hu vum Ministère Date kritt vun 2015/2016 iwwert d'Unzuel vu Studenten, déi d'Bourse de base, d'Mobilitéitsbourse an d'Bourse familiale kruten. Ech hunn also do mat deenen Donnéeën gerechent. Bei der Bourse sur critères sociaux hunn ech missen op d'Zuele vun 2014/2015 zréckgräifen, well mer do keng méi eng nei haten. Meng Berechnung ass also éischer nach eng Ennerschätzung, well am Allgemengen den Undeel vu Studenten zouhëlt, wat een awer net däréi vergiessen.

Wéi vill Käschte géifen also tatsächlech ufalen, wann ee mat deene rezentesten Zuele rechent? 129,64 Milliounen Euro. Dat sinn der ëmmerhin 13 Milliounen méi wéi an der Fiche financière ugi sinn. Am Verglach zu 2014/2015 sinn dat 25 Milliounen zousätzlech Ausgaben - ech sinn e bësse geschiedeg an de Lycéeskäschten -, dat ass ee Véirel Lycéesgebai!

Och wann dës Steigerung elo net eleng op d'Reform zréckzeféieren ass - well dat ass déi Berechnung, déi an der Fiche financière ass, meng Berechnung bezitt sech op déi aktuell Zuelen -, dat heescht, wann dës Steigerung elo net eleng op d'Reform zréckzeféieren ass, mä och op déi steigend Unzuel vu Studenten zréckzeféieren ass, an och wann ech dëst elo net direkt wëll bewäerten, esou muss een dach awer feststellen, dass d'Fiche financière net

ganz kloer ass an dass mer erëm bei der Käschtenhéicht ukomm si vun 2013, wou deemools awer och vu Käschtenexplosioun geschwat ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann elo zum Projet de loi selwer.

D'lescht Joer hat ech op deser Plaz gesot, dass mer et géife gutt fannen, dass d'Kritären, déi déi al Regierung ugeduecht hat, näamlech fir nieft enger Basisbourse eng Mobilitéitsbourse an och déi sozial Kritären ze berücksichtigen, dass dës Kritären elo vun der jëtzege Regierung och géifen ugeholl ginn, mä dass mer mat der Gewichtung vun deenen eenzelne Kritären esou net kéinten averstane sinn, well se géint de Prinzip vun der Autonomie vum Student geet. Duerfir hate mer als CSV d'lescht Joer eng Partie Amendementer proposéiert. Si sinn alleguer en bloc refuséiert ginn!

D'Gewichtung vun den eenzelne Kritäre gëtt och elo net wesentlech geännert. Duerfir, a well nach eng Partie Froen an Onkloerheeten opbleiwen, wäerte mer géint dese Projet de loi stëmmen.

► **Une voix.** - Ooh!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An op des Froen an Onkloerheete wëll ech nach kuerz agoen, an dat a sechs Punkten.

Éischtens, d'Basisbourse. Wéi Der lech vläicht kënnt erënneren, hate mer d'lescht Joer proposéiert, fir dës Basisbourse ze erhéijen, an dat am Sënn vun der Autonomie vum Student an awer och, fir Ongerechtegkeete vis-à-vis vu gläichaltrige Jugendlechen, déi nach an de Lycée ginn an déi nach d'Kannergeld kréien, ze verhéieren. Mir hunn deemools gesot, dass d'Basisbourse misst vergläichbar si mam Kannergeld.

Dir Dammen an Dir Hären, am Moment kréien 2.100 Studente just d'Basisbourse. Am Ganze kréien, laut Zuele vum Ministère, méi wéi 25% vun de Studente manner, wéi wa si nach d'Kannergeld kréichen. Méi wéi ee Véirel vun de Studenten, dat sinn der net wéineg, kréiche manner Bäihëllef, fir op d'Uni ze goen, wéi wa se e bësse getrennt hätten an nach am Lycée wäeren. Da kréiche si näamlech dat méi héicht Kannergeld a si kéinten elo neierdängs, dat ass zwar net wesentlech, och nach gratis mam öffentliche Transport fueren.

Wann ech dann d'Allocation fir d'Rentrée scolaire géif derbärechnen, da wäeren et der nach eng Partie méi. Dat ass an eisen Aen net normal. Firwat sinn hei keng Upassunge gemaach ginn? Den Här Meisch hat mer d'lescht Joer gesot, dat wär net vergläichbar, well d'Studente wäere schonns an enger anerer Liewenssituatioun.

Datt si an enger anerer Liewenssituatioun sinn, dat kann ech net bestreiden, mä dass ee mander Sue brauch, wann ee Student ass, wéi wann ee Schüler ass an doheem wunnt, dat kann ech awer ganz sécher bestreiden. Also bleift d'Fro nach ëmmer op: Firwat sinn hei keng Upassungen un der Basisbourse gemaach ginn?

Da kommen ech zum zweete Punkt: d'Mobilitéitsbourse. Mir hunn an haten hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer de Virdeel, dass mer Héichschoulabsoventen aus ganz verschiddene Länner um Aarbechtsmaart hunn. Dës Mobilitéit vun de Studente solle mer - a mer sollen d'Autonomie vum Student net aus den Ae verléieren - weider féieren. Duerfir hate mer och bei deser Bourse d'lescht Joer een Amendement gemaach, fir si ze erhéijen. Deemools war d'Regierung dergéint. Et freet eis duerfir émsou méi, dass si no engem Joer Iwwerleeungen an Analysen hir Meenung an deem Punkt geännert huet.

Am drëtten Punkt dann d'Bourse sur critères sociaux an d'Bourse familiale. Am Allgemenge muss ee festhalen, dass déi grouss Gewichtung vun deser Bourse géint de Kritär oder géint de Prinzip vun der Autonomie vum Student geet. Et muss een awer och festhalen, dass 44% vun de Résidentskanner d'Bourse sur critères sociaux net kréien. Dat hat Der liicht ënnerschätzt. D'lescht Joer waart Der vu 35% ausgegangen. A 74% kréien d'Bourse familiale net.

Dernieft bleift weider festzehalen, dass des Bourse - ech widerhuele meng Ausso vum leschte Joer - keng sozial Bourse ass, mä definitiv just eng Bourse sur critères sociaux. Firwat? Bei der Berechnung vun där Bourse gëtt als eenzege Kritär de Revenu vum Haushalt gekuckt. D'Unzuel vun de Kanner gëtt net berücksichtig. D'Majoritéit ka mer elo vill erklären, mä si ka mer net erklären, dass et kee groussen Ennerscheid ass, ob eng Famill, wa se zum Beispill 2,5-mol de soziale Mindestloun géif verdéngen, ee Kand oder dräi Kanner am Ausland liewen huet a fir hir Käschte muss opkommen.

Firwat gëtt dëst also net berücksichtig? Ech krut zwou Erklärungen vum Här delegéierte Minister.

Éischtens, dat wär keng Revendicatioun vun der ACEL gewiescht. Dat ass fir mech keng Erklärung. Et ka jo net sinn, dass, wann eng Studentevertriedung net un eppes denkt, et dann net gemaach gëtt, oder anescht gesot, dass just dat gemaach gëtt, wou d'Studentevertriedung drun denkt. An dat ass och net de Fall. Do kommen ech herno nach drop zréck. Ech mengen, hei huet d'Politik nach eng Verantwortung ze droen.

Déi zweet Erklärung, déi ech kritt hunn, war, d'Unzuel vun de Kanner géif jo an der Bourse familiale gekuckt ginn. Dozou dann awer erëm zwou Bemerkungen: Hei ginn nëmmen déi Kanner berücksichtig, déi studéieren, an dann nach nëmmen, wann et der méi wéi zwee sinn. An déi aner kaschten awer och. An deem Punkt hat d'ACEL Revendicatiounen. Si hunn allgemeng festgehalten, dass kannerräich Famillje géife benodelegt ginn an dass missten Upassunge gemaach ginn. Hei war also dunnet op d'ACEL gelauschert ginn. Ech ginn dat komescht Gefill net lass, wéi wann des Regierung definitiv déi kannerräich Famillje géif konsequent benodelegen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Oh!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et freet ee sech jo, wou de gesonde Mënscheverstand ass, wann ee wierklech drun zweifelt, dass méi Kanner an engem Haushalt keng Méikäschte géife verursaachen. Vläch kréien ech jo haut méi eng zefriddestellend Äntwert.

Da mäi véierte Punkt: d'Leeschtung. An eiseem gesamten Éducatiounssystem musse mer d'Leeschtung fuerderen a féieren. Dovunner si mir als CSV iwwerzeegt. Och duerfir hate mer d'lescht Joer an deem Sënn een Amendement déposéiert, fir d'Leeschtung am Boursesystem ze honoréieren. Mir haten deemools gehofft, dass mer een Alliierten an der DP géife fannen, well si dat bei der Reform vun 2013 gefrot haten. Mä si haten hir Meenung iwwert d'Joer geännert. Schued!

Ech wëll hei just nach drop verweisen, dass och d'Chambre des Métiers gefrot huet, fir d'Leeschtung ze honoréieren. An ech wär frou, vum Här delegéierte Minister gesot ze kréien, firwat dat net och an des Richtung zumindest iwwerluecht ginn ass.

Da kommen ech zum fënnefte Punkt: d'Studente mat engem Handicap. Hei wëll ech betounen, dass mir dese Virschlag vun der Regierung als CSV begréissen. An eisen Aen ass et eng gutt Saach, dass si zousätzlech Zäit kréien, fir hire Studium fäerdeg ze maachen.

Da kommen ech zum sechsten a leschte Punkt, zu där ominéiser - ënner Gänseféisschen - „Indexéierung“ vun der Bourse. „Firwat ass dat gemaach ginn?“, hate mer an der Kommissioun gefrot. Äntwert: „Well den OGB-L et wollt.“ Ass dat eng Äntwert? An eisen Aen net. D'Gewerkschafte froe vill.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Sou war dat net gesot ginn!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Esou steet et awer am Rapport.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Esou äänlech! Esou äänlech!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ma da steet et bal esou dran. Ech sichen et no.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Jo, jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Et war awer soss keng Äntwert komm. Den OGB-L hätt dat gefrot.

An da muss ech mech froen: Huet d'Regierung wëlles, ab elo alles ze maachen, wat gefrot gëtt? Wann dat esou wär, da wär et eng Äntwert. Wann et net esou ass, ass et keng Äntwert.

An da stellt sech nach eng aner Fro: Firwat hu mer dräi verschidde Systemer vu regelméissegem Upassungen? D'Studentebourssen, d'Présentations familiales, Indemnitéite beim Congé parental. Wou ass do d'Kohärenz? De Marc Spautz war gëschter och schonn dorop agaangen.

An den Ae vun der CSV solle regelméisseg Upassungen envisagéiert ginn. Automatesch Upassunge wäeren net noutwendeg. An a kengem Fall sollen dräi verschidde Systemer vun Upassunge benotzt ginn.

Äänlech gesinn d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers dëst och. Si verweisen an hirem Avis nach zousätzlech drop hin, dass

dëst net a Richtung vu Konsolidéierung vun de staatlechen Dépense vum Statsbudget geet. Et wär op jidde Fall interessant, vum delegéierten Här Minister gewuer ze ginn, ob et nach aner Erklärunge fir dës Mesure a fir dës Inkohärenz bei den Upassungssystemer gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV si mer nach ëmmer iwwerzeegt vum eise Propositionen, déi mer d'lescht Joer gemaach haten am Sënn vun der Autonomie vum Student. Als CSV hu mer, wéi Der elo grad héieren hutt, nach eng Partie Froen, déi net zefriddestellend konnte beäntwert ginn. An duerfir wäerte mer géint dese Projet de loi stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo den Här Claude Lamberty.

(**Interruption**)

Neen, mä ech erkennen den Gentleman erëm.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2014 gouf eng Reform vun de Studiebahillefe gestëmmt, déi et net nëmme all Student erlaabt, universitär Studien ze maachen, mä déi och nach derfir gesuergt huet, dass déi Leit, déi méi brauchen, och méi kréien. Mat deem Gesetzesprojet, dee mer haut wäerte stëmmen, ginn d'Bourse fir dës Leit erhéicht. A soumat ass a bleift Lëtzebuerg dat Land, wat seng Studenten am beschten ënnerstëtzt, fir kënnen erfollegräich studieren ze goen.

Dass Lëtzebuerg gutt ausgebildete Leit, ech géif souguer soen déi bescht ausgebildete Leit brauch fir säin Aarbechtsmaart, dat soen eis net just d'Betriber all Dag an oft genuch. Dat ass vun nationale Interesse, fir eist Land fit ze halen; och am internationale Verglach mat anere Länner. Gutt ausgebildete, dat zielt fir all d'Beräicher vun de Betriber, mä an deem Kontext geet et ëm de Beräich vun den universitäre Carriären. Dofir mussen mir heibannen och fir deen adequate Kader suergen, fir dass genuch Leit studiere kënnen goen an esou dann och genuch Leit an Diplome kënnen kréien. Ech mengen, dëst Gesetz wäert erhebelech derzou bäidroen, dëst Zil ze erreechen.

2015 gouf e Sondage gemaach, fir erauszefannen, wat d'Besoine vun de Lëtzebuerg Studenten sinn a wat hir Käschte während dem Studium genau ausmaachen. 2.839 Studenten, dat war d'Zuel vun deenen, déi fir d'Joer 2014-2015 eng Demande fir Studiebahillef gemaach haten. Déi hunn um Sondage deelgeholl: 2.839 Studenten. D'Studente selwer waren och Demandeur, fir esou e Sondage ze maachen.

An deem Kontext wëll ech d'Participatioun vun de Studente beim Ausschaffe vum Froekatalog ausdrécklech luewen, sief dat d'ACEL, d'UNEL an awer och CGJL. Si hunn aktiv matgeschafft, fir d'Froen ze definéieren, an hunn och zum Schluss de finale Froekatalog validéiert. Ech muss soen, ech fannen dat eng ganz gutt Saach, dass eis Studente sech aktiv un der Gestaltung vun der Politik bedeelegen, ganz besonnesch un där Politik, déi si direkt betrëfft.

Net nëmme beim Ausschaffe vum Sondage, mä och beim Ausschaffe vun deem Projet de loi souz d'ACEL, also d'Vertriedung vun de Studentecerclen, bis zum Schluss mam Héichschoulministère um Verhandlungsdësch. Och wann herno net all hire Forderung Rechnung gedroe gouf, esou kann een awer soen, dass si derzou bäigedroen hunn, dass Verbesserung konnten ausgeschafft ginn.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Ech fannen dat wichteg fir eng Studentenorganisatioun, fir produktiv matzeschaffen am Intérêt vun de Studenten. Si hunn hir Roll hei an deem Dossier méi wéi erfüllt. Ech fannen allgemeng, dass de Kontakt vun de Studente mam Ministère, sief dat op der järelecher REEL oder während de bilaterale Gespréicher, selten esou gutt war wéi elo. Jo, den Héichschoulministère lauschtert op seng Studenten. An dat ass och gutt esou! De Gesetzesprojet vun haut ass do dat beschte Beispill.

Här President, oder ech gesinn, Madamm Presidentin: Wat sinn dann elo d'Resultater vun deem Sondage? Ech ginn elo net op all Detail an, mä interessant war erauszefannen, dass 45% vum Budget vum Student am Ausland an de Logement gestach gëtt. An iwwer een Drëttel vun de Befrote wëlle gären esou eng Erfahrung am Ausland maachen. Dëst beweist, dass e reelle Besoin do ass, fir d'Mobilitéit ze ënnerstëtzen. An dofir fannen ech et nëmme

richteg, dass d'Bourse de mobilité elo erhéicht gëtt.

47% vun de Studenten hunn uginn, keng Geldsuergen ze hu während hirem Studium. An 23% hunn allerdéngs regelméisseg Problemer. Aus dem Sondage geet och ervir, dass vun dësen 23% d'Elteren doheem manner Akommes hu wéi déi, déi keng Geldsuergen hunn. Dofir erhéije mer haut d'Bourse sociale, fir genau déi Leit geziilt ze ënnerstëtzen, déi Problemer hunn, um Enn vum Mount déi zwee Enner zesummenzekeréien.

Interessant ze liese war och, dass iwwer 76% net brauchen nieft hirem Studium schaffen ze goen, fir sech hir Studien ze finanzéieren. An anere Länner ass dat ondenkbar. Vill Studente müssen do nieft der Uni owes oder weekends, meeschtens an engem Café oder an engem Bar, an engem Fast-Food-Restaurant jobbe goen.

Ech mengen, wann een d'Zuelen aus dem Sondage liest, da kann ee soen, dass d'Lëtzebuerg Studenten insgesamt genuch Ënnerstëtzung kréien, fir kënnen ze studieren. Déi Studenten, déi elo méi Problemer haten, sinn déi, wou d'Eltere manner verdéngen, oder déi, déi am Ausland studieren. A genau déi Leit kréie mat deem Gesetzesprojet an Zukunft elo e Stéck méi vum Kuch.

Madamm Presidentin, genau aus dese Grënn wäert d'Demokratesch Partei fir dese Projet de loi stëmmen. Erlaabt mer zum Schluss awer nach eng kleng Remarque: Firwat et eng CSV haut fäerdgebréngt, fir net wëlle fir dese Projet de loi ze stëmmen, ass mer e Rätsel. Jo, si hu virun zwee Joer géint d'Reform vun de Studiebahillefe gestëmmt, mä ass dat elo e Grond, haut géint dëst Gesetz ze stëmmen, wat jo awer eng wesentlech Verbesserung fir d'Studente mat sech bréngt?

Jo, d'Studente selwer, mä och d'Gewerkschaftskreesser si sech eens, dass dës Adaptatiounen gutt a richteg sinn. D'Studenten hu mer och gesot, dass dat hei genee dat ass, wat si brauchen, fir kënnen studieren ze goen. Wann d'CSV emol heiansdo ganz gäre seet, dass d'Majoritéit net géif op d'Leit lauschten, sinn et hei awer si, déi géint dat stëmmen, wat d'Leit, an deem Fall d'Studenten, wëllen. Dat ass definitiv net onbedéngt eng konstruktiv Oppositounsarbecht. Dat ass just dergéintstëmme, fir dergéint ze sinn.

Heiansdo muss ee vläicht och unerkennen, dass dës Regierung dee richteg Wee geet. Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolasschteren, ginn der Rapportrice natierlech och e grouse Merci, an heimadde den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Lamberty. D'Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech wollt just kuerz op dat reagieren, wat den Här Lamberty gesot huet. Ech weess net, ob den Här Lamberty eis Amendementer vum leschte Joer kennt. Dat war eng aner Iddi hannendrun, eng ganz aner Grondphilosophie. Ech hu se probéiert nach eng Keier ze erklären. An ech weess och net, ob dee Véirel vun de Studenten, déi elo manner kréien, wéi wa se Kannergeld kréichen, ob déi esou zefridde sinn.

Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Gutt! Merci. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Bofferding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Op en Neits beschäftegt sech d'Chamber mam Gesetz vun de Studiebahillefen. Sait dem Gesetz vun 2000 si vill Changementer gemaach ginn, besonnesch an deene leschten zéng Joer. D'Detailer zur Evolution sinn am Rapport zum Projet de loi nozelesen. An domadder profitéieren ech elo vun der Geleehheet, fir der Rapportrice, der Madamm Beissel, e grouse Merci ze soe fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport.

(**Brouhaha et interruption par la présidence**)

Op den éischte Bléck mag et vläicht komesch ausgesinn, dass mer an der Chamber, nodeems mer virun zwee Joer e Gesetz gestëmmt haten, dat déi ganz Aides financières nei geregelt huet, dann haut nees iwwer eng Reform vun deem Gesetz ofstëmme. Op den zweete Bléck gesäit et awer manner komesch aus, wann ee weess, dass mer eis bei der Reform 2014 an engem Motioun engagiert haten, dass no engem Joer en éischte Bilan respektiv no zwee Joer eng detailléiert Evaluatioun presentéiert sollt ginn. A genau dat ass gemaach ginn. An dofir maache mer och haut déi Adaptatiounen.

D'LSAP begreiss net eleng d'Tatsaach, dass e Bilan gezu ginn ass, mä dass och vun Ufank op d'Zesummenaarbecht mat de Studente ge-

sat ginn ass, esou wéi mer dat och deemools gefuerdert haten. Déi TNS ILReS-Émfro mat de Studente war sënnavoll, fir eben déi sozioekonomesch Situatioun vun de Studenten ze erfaassen an ze analyséieren.

Et ass gutt, dass mat hinnen zesummen no Léisunge gesicht ginn ass. Och wann déi eng Sait sech net op alle Punkten duerchgesat kritt huet, esou gouf sech awer op deene wesentleche Punkte géeneegt.

An deem Kontext géif mech interesséieren, wou déi Iddi vun engem national representative Gremium fir d'Studenten drun ass. Et gouf jo driwwer nogeduecht, esou eng Instanz ze schafen, déi sech nom Modell vun der CNEL, der nationaler Schülerkonferenz, kéint orientéieren an eben esou d'Vertrieder vun alle Studenteorganisatiounen kéint regruppéieren. Esou kéint e permanenten Échange net just tëschent de Studenten, mä eben och mam Ministère respektiv mat der Regierung etabléiert ginn.

Vu dass elo bei der Ausaarbechtung vun der Reform awer just eng Studentenorganisatioun, wann och bii Wäitem déi gréissten, trotzdem um Dësch souz, fir ze verhandelen, géif ech gäre vum Minister wëssen, ob déi Iddi elo gëss ass oder ob de Minister awer nach un där Iddi festhält. Op alle Fall géife mir et als LSAP begreissen, wann esou eng Studentekummer géif geschafte ginn.

Wat elo d'Elementer an der Reform betrëfft, esou fanne mir net, dass et hei nach esou vill Onkloerheete gëtt, dass mer dat Gesetz elo net kéinte matstëmme. Ech hunn och éischter den Androck, dass dee Refus sech éischter doranner begrënt, dass ee prinzipiell vläicht mam Gesetz, wéi mer et deemools gestëmmt haten, also mat dem neie Bourssesystem net averstanen ass. Ongeräiften Adaptatiounen hu mir op alle Fall elo keng hei am Text fonnt.

Och si mer net, am Géigesaz zu aneren, der Meinung, dass hei bei de Studiebourssen Aewäscherei géif gemaach ginn. Déi zousätzlech Enveloppe vun zéng Milliounen, dat si fir eis keng Peanuts. Mir sinn der Meinung, dass dat gutt investéiert Sue sinn an eis Studentinnen a Studenten. A mat deser Reform ginn och konkret Verbesserungen agefuert.

Elo kann een natierlech froen, firwat mer net direkt bei der Reform 2014 verschiddene Kritäre Rechnung gedroen hunn. De Verdacht war do, dass et bei verschiddene Staffellungen vläicht e bësse méi enk kéint ginn a Montante geréng ausfallen. Mir haten eis awer drop géeneegt, eben zesumme mat de Studenten déi Émfro ze maachen, an hunn eis och domadder eben d'Dier opgehalen, fir spéider respektiv haut ebe kënnen déi Adaptatiounen ze maachen a fir, wéi gesot, mat de Studenten zesummen ze kucken, wou dann herno schlussendlech de Schung dréckt.

Esou soll elo d'Sozialbourse erhéicht ginn, fir besonnesch deene Studenten aus den akommeschwache Familien nach méi kënnen ze hëllefen. D'Mobilitéitsbourse geet ëm 450 Euro an d'Luucht, woumadder mer d'Studenten ënnerstëtzen, déi am Ausland studieren.

Weider begrëisse mer och an der Reform d'Veereinfachung vun den administrative Prozeduren a fannen déi Opdeelung a Semester fir d'Attributioun méi sënnavoll. Esou kritt e Student pro Semester dat, wat him zousteet, a mer évitéieren domadder och déi aktuell Handhabung, dass, wann e Student fir ee Semester refuséiert gouf, dann automatesch fir dat ganz Joer mat refuséiert war.

Och begrëisse mer déi zousätzlech Dauer vu maximal zwee Semestere plus... pardon, pro Cycle, déi engem Student mat enger Behënnung accordéiert ginn. Eng grouse Modifikatioun, déi dann natierlech menger Partei ganz besonnesch um Häerz läit, ass d'Indexéierung vun de Studiebahillefen. Den Héichschoulministère huet sech mam OGB-L no laange Verhandlungen iwwert d'Indexéierung vun der Studiebourse géeneegt, fir déi periodesch unzepassen. Fir eis als LSAP ass et nach ëmmer wichteg, dass net de Portmonni driwwer decidéiert, ob e Mënsch ka studiere goen. Mir gesinn de Stat hei an der Pflicht ze hëllefen.

Och mat deser Reform suerge mer weiderhin derfir, dass all Jonken, dee wëllt studiere goen, ënnert d'Aerm gegruff kritt. Mat deem System gëtt weiderhin op sozial Gerechtegkeet gesat. Dat heescht, dass virun allem déi Studenten aus finanziell méi schwach gestallte Familien zousätzlech ënnerstëtzt ginn.

Et gëtt och weiderhi keng Altersgrenz - dat gëtt oft vergiess -, dass jiddwereen, deen och spéider a sengem Liewe wëllt e Studium ufänken, vum Stat do ënnerstëtzt gëtt; ganz am Sënn vum Lifelong Learning. Weider kënnen Studenten, déi enger regulärer Aarbecht noginn, vun der Studiebourse profitéieren. An d'Handhabung fir d'speziell Fall, déi sougenannten Härtefall, bleift weiderhi bestoen.

Dëst sinn Atouten, déi meng Partei, d'LSAP, weiderhi verteidegt. An dofir stëmmen mir deem Gesetz och ganz gären zou, fir ebe weiderhin an d'Bildung an an d'Chancéglichheet vun eiser Zukunft ze investéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och direkt da mat e puer Mercien ufänken. Merci lech. Et war gesot ginn, Dir hätt e schéizege Rapport gemaach, mä dee Rapport war awer ganz korrekt a ganz komplett. Dann ass dat och net schued, wann e schéizege ass. Merci dem Här Lamberty, well en eis rappelléiert huet, wat an deem Sondage vun der TNS ILReS vu März/Abriell 2015 stoung. Merci och der Madamm Bofferding, dass se nach eng Keier un déi Studentekummer erënnert huet. Dat ass natierlech interessant. Da si mer och gespaant, wat de Minister dozou wäert soen.

Deene Leit, déi no mir schwätzen, deene soen ech emol net am Viraus Merci, mä dat wäert ganz interessant ginn, esou wéi mer lech kennen. Merci selbstverständlech och der Madamm Hansen, well mer hu Modell 1, an ech hätt meng Zäit wahrscheinlech net ausgefüllt kritt, wa mer awer net och d'Méiglechkeet gi wier, do op verschidde Saachen anzegoen.

Vläicht, fir unzefänken: Et ass fir d'Veiere, dass ech dierf iwwert d'Reform vun de Bourssen hei schwätzen. Ech komme mer e bëssen al vir. Dat huet awer och de Virdeel, dass een den Historique kennt, an dat mécht et engem e bësse méi einfach, fir hei Positioun ze bezéien.

Ech kann zum Beispill soen: Et ass fir d'Alleréisch, dass mer hei ouni Zäitdrock schwätzen. Dat fannen ech schonn ee ganz grouse Gewënn. Bei all deenen anere Reforme war ëmmer, souwuel déi vun Här Biltgen wéi déi vun der Madamm Hansen wéi déi éischt vun Här Meisch, en Drock do, dass mer hu misse schnell reagieren op eng Situatioun, déi riskéiert huet, ausser Kontroll ze geroden. Haut hu mer dann ee Gesetz, wat mer stëmmen, wou mer néierens... Et huet kee missen hei soe bei enger Ried, dass mer eis hu missen tommelen an dass Drock do war.

Wat maache mer mat deem Gesetz? Majo, mer besseren dat Gesetz vum 10. Juli 2014 no. Mir haten och den 10. Juli 2014 gesot, dass mer eis géifen - an ech fannen dat bal eng Selbstverständlechkeet - d'Recht eraushalen, dass mer, wa mer Spillraum hätten a wa mer geséichen, dass et noutwendeg wär, fir nozebesseren, dass da géife maachen. Dat maache mer dann haut. Mir kënnen dat maachen, mir maachen dat a mir maachen et geziilt an hëllefen do, wou et néideg ass.

Bourse de mobilité: Et ass gewosst, dass am Ausland studieren am Prinzip méi deier gëtt wéi bei eis. Duerfir setze mer déi Bourse erop.

Bourse sociale: Mir hunn de Kritär vun der Sélectivité sociale méi eropgeschrauft. Mir hu méi Sue libéréiert, fir där Sélectivité sociale kënnen entgéintzegoen. Mir hunn an Zesummenaarbecht... De Minister huet mam Cercle des étudiants, mat der ACEL, zesumme geschafft.

Et ass gesot ginn, mat der UNEL wier net geschwat ginn. Dat ass net ganz richteg. Et ass och mat der UNEL geschwat ginn, et ass awer net an deemselwechten Ausmooss geschwat ginn. Den Här Minister kann duerch aus drop agoen. Ech war net bei deene Gespréicher derbäi, ech war awer wahrscheinlech, wéi Dir och, vun der UNEL ugeschwat ginn.

A mir haten och Gespréicher mat der UNEL. An ech kann lech soen, ech fannen déi Gespréicher ëmmer extrem interessant. Si komme mat ganz ville Proposen, déi Dir deelweis och hei gesot hutt. A si kommen awer och mat Proposen, déi een net ëmmer muss deelen. Si hu mir zum Beispill Saache gesot - ouni en Detail ze verrodnen -, mä si hu méi Saachen iwwert de Prêt gesot, déi ech einfach net konnt gutthalen. An ech hunn hinnen dat och kloer an daitlech gesot. Also, ech menge schonn, dass d'UNEL sech och zu Wuert gemellt huet.

Dir hutt och nach gesot: „Den OGB-L huet sech zu Wuert gemellt.“ Jo, en huet eng Propos gemaach. Ginn d'Bourssen indexéiert, well den OGB-L dat gefrot huet? Ech mengen, den OGB-L huet vläicht eng Iddi lancéiert, a mir hunn déi Iddi gutt fonnt an duerfir hu mer dat gemaach. Ech fannen dat nach wie vor och gutt. Ech ka mech elo erënnere, mir haten emol d'Bourssen desindexéiert, do hu mer dat net gutt fonnt. Elo indexéiere mer se erëm; dat fannen ech gutt.



Den LCGB huet sech net bei mir gemellt. Ech hätt och gäre mam LCGB geschwat. Wéi et beim Minister war, dat muss de Minister soen.

Hëllef fir Studenten à besoins spéciaux, do maache mer och eng gutt Saach. Déi verlängere mer. Mir verlängeren d'Délai. D'Prozedure gi vereinfacht. Dat huet och eis Rapportrice gesot. Dat fanne mer alles positiv.

Et ass eigentlech ganz flott, dass mer haut iwwert d'Bourse schwätzen an dass mer keng Manifestantë virun der Dier stoen hunn, dass mer och keng Polemik am Virfeld haten, soudatt ech eigentlech, wéi meng Kolleegen och vun der DP, dervun ausgaange sinn, dass mer eventuell hei méi a Richtung Unanimitéit géife goen. Mä dat ass net de Fall. Dat ass awer och net problematesch. Ech mengen, d'CSV stëmmt, wéi si wëllt stëmme. Dat ass hiert absolutt Recht. Si si verantwortlech vis-à-vis vun eiser Här an hirem Gewëssen an net vis-à-vis vu mir.

Ech ginn awer trotzdem e bëssen an op déi sechs Punkten, déi d'CSV hei kritiséiert huet.

Si seet: „D'Basisbourse ass ze niddreg.“ Dat huet Der ëmmer gesot. Dat kann een natierlech deelen. Et ass méi einfach ze deelen aus der Opposition eraus wéi aus der Majoritéit eraus. Mir hunn awer emol... Dir hutt awer engersäits och nogerechent, wann Der d'Fiche financière... Dir hutt gesot, Dir hätt lech vill Méi ginn an Dir hätt nogerechent. An Dir hutt gesot, dass dat wahrscheinlech awer méi deier géif gi wéi dat, wéi de Minister et ausgerechent huet. An Dir hutt et och nach mat - wéi vill ass et? - engem Véirels-Lycée oder engem hallwe Lycée...?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- E Véirels.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- ...engem Véirels-Lycée gerechent. Engersäits sot Der, et gétt méi deier wéi gewollt, an anerersäits géift Der awer gären duerch d'Bourse de base d'Käschten nach eropsetzen. Dat ass awer e bëssen eng géigesätzlech Ausso.

(**Interruption par Mme Martine Hansen**)

Gutt!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Adam, fuert virun, wann ech gelift!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci. Jo, soss gi mer net fäerdeg. Dir hutt recht, Madamm Presidentin.

Zweetens, d'Mobilitéitsbourse. Do sot Der och vun der CSV aus, déi wier ze niddreg gewiescht. Elo huet d'Regierung déi ugepasse. Dir hutt gesot, et wier elo besser. Ech weess net, ob Der grad gesot hutt, et wier elo gutt.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech hu gesot, mer wieren ëmsou méi frou, dass...

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Dir sidd frou. Wonnerbar! Also, dee Punkt, do wiere mer eis dann entgéintkomm.

Déi Geschicht vun der Autonomie vum Student bréngt Der ëmmer erëm. Dat ass en Discours. Vlächcht misste mer eng Kéier en Débat d'orientation maachen iwwer: Wat versti mer ënner Autonomie vum Student? Do ginn ech elo net drop an.

Dir hutt gesot, d'Sozialbourse, dass wier net eng sozial Bourse, mä et wier eng Bourse sur critères sociaux. Vlächcht hutt Der och recht mat där Ausso. Mir sinn op alle Fall frou, dass mer do méi Sue libéréiert hunn an dass mer do wierklech geziilt awer trotzdem kënnen deenen hëllef, déi et brauchen.

Är Iddi, fir d'Leeschtung ze férdere an engem Bourssesystem fanne mer interessant. Et kéint ee sech duerch aus eng Kéier iwwerleeën, wéi dat kéint ausgesinn. Ech sinn allerdéngs net onbedéngt der Meenung, dass dat mussen öffentlech Gelder sinn, déi mer do asetzen. D'öffentlech Gelder setze mer schonn an, wann ee seng Studie mat Succès suivéiert. Mä wéi gesot, do kéinte mer gären driwwer diskutéieren.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Datt mer dat mat de Studente mat Handicap besser geregelt hunn, fannt Der gutt.

D'Indexéierung vun der Bourse, hunn ech scho gesot, do mengt Der, mer hätte just dat gemaach, wat den OGB-L wëllt. Ben, ech gesinn dass dat anescht. An do sot Der dann och erëm eng Kéier, domadder, dass där Indexéierung géife mer net zu enger Stabiliséierung vun de Statsfinanze kommen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- D'Chambre des Métiers huet dat och geschriwwen.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Mä Dir hutt dat awer wahrscheinlech and guttgehalen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech hunn et gelies.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Ah, Dir hutt et just gelies!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- An dunn hunn ech lech dat gesot.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- A wat ass dann Är Meenung dozou?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech sinn der Meenung, dass si recht hunn.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Gutt. Da sinn ech der Meenung, dass Der zweemol sot, mer hätten net genuch Suen ausginn, an op zwou anere Plaze sot Der, mer géifen der méi ausginn. Also, dass ass awer schonn eng...

(**Interruption**)

Et ass ee Spill. Trotzdem...

(**Interruption de Mme Martine Hansen**)

Här President, ech kommen zum Schluss vu mengem Ausféierungen. Ech si frou, dass mer déi Méiglechkeeten haten, déi Studenteboursses hei nozebesseren. An ech sinn och frou, dass mer se op deene Punkten nogebessert hunn, wou mer dat gemaach hunn. An domat bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu demem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Adam. An als virleschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn e ganz interessante Rapport vun der Madamm Beissel héieren. E wor séier, e wor gutt, e wor komplett. Villmools Merci derfir!

Et ass fir eis eng Freed, d'Gesetz ze liesen, well et op ville Punkten enger ADR-Motioun entsprécht, déi mir schonn 2010 abruucht hatten. Et ass also ouni Zweifel e Schratt an déi richteg Richtung. Mir hunn eis driwwer gefreet, dass d'Bourse sociale, d'Bourse de mobilité gehéicht géife ginn. Mir fannen och d'Indexéierung gutt. Mir wäre souguer frou, wann d'Indexéierung op aner Leeschtungen, am Familljeberäich notament, kéint ausgedeeent ginn. Déi Lektür, déi mer maache vun dem Historique vun der Indexéierung, ass allerdéngs och déi, déi d'Madamm Hansen proposéiert huet.

Am Rapport steet, dass et parallel Rencontre ginn hätt vun de Verrieder vum Ministère mat dem Syndikat OGB-L «pour analyser les adaptations projetées». An da steet do: «Ainsi il a été retenu d'introduire une indexation des différents bourses (...).» Also et besteet am Rapport op jidde Fall en direkten «lien de cause à effet» tëschent der Rencontre mat dem OGB-L an d'ëser Moosnam. Mir hunn näischt dergéint. Ech wollt dat awer just preziséieren, dass eis Analys do déiselwech ass wéi déi, déi d'Madamm Hansen lech proposéiert huet.

Da fanne mir et och ganz gutt, dass fir déi handicapéiert Mënschen d'Studienzäite verlängert ginn. An dofir wäerte mir och d'Gesetz matstëmme, well eng Rei positiv Punkten dra sinn.

Ech wëll awer och derbäisoen: Mir sinn elo bei der sechster Versioun, wa mer richteg gezielt hunn, vum Gesetz iwwert d'Studiebehëllef. Mir wären awer der Meenung als ADR, dass trotz all deene Verbesserungen, déi mer haut hei stëmme, eng siwent Versioun och nach méiglech wär.

An op dräi Punkte kéinte mer eis ganz sécher och Verbesserung virstellen: Dat Éischt ass d'Adaptation vun der Basisbourse, fir déi op d'mannst op den Niveau vum Kannergeld ze héijen. Dat Zweet ass, dass d'Unzuel vun de Kanner am Stot soll matberücksichtegt ginn. An dat Drëtt ass, dass d'Leeschtung och gär mat öffentleche Gelder, well et ass schlisslech am Interessi vun eiser Gesellschaft, soll matberücksichtegt ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der ADR. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Wéi ech déi heite Ried virbereet hunn, hunn ech missen un Island denken. Dir wäert lech froen: Wat ass mat deem erëm hei lass? Firwat hunn ech un Island geduecht? Mä zurzäit kuckt jiddwereen hei zu Lëtzebuerg op Island an op déi Fussballséquipe, well dat klengt Land, wat 200.000 Awunner manner huet wéi Lëtzebuerg, et fäerdegbréngt, sech ze behaapte géint déi grouss.

Et ass e Land, wat sech duerchsetzt a ville Beräicher. An der Politik ass et e Land, wat kämpft, wat Ministeren aus der Regierung jot, wa se an de Panama Papers opdauchen, wat Banquieren an de Prisons stécht, wa se falsch Saache maachen. Et ass och e Land, wat eng grouss Kultur huet, wat sech behaupt weltwäit an der Literatur an an der Musek. Et ass e Land, wat am Joer 1911 scho seng éischt Uni hat, an et ass e Land, wat e ganz gudder Ruff huet. Et brauch keen

Nation Branding. D'Islänner schafen Tatsachen; dass ass manner deier an et ass effikass.

Mir hu quasi ee Jorhonnert méi gebraucht, fir eng richteg Uni ze kréien. De Prozess ass wahrscheinlech en plus nach net ganz ofgeschloss. Ech mengen net, dass eis Héichschoulpolitik onbedéngt eppes ass, woumadder mir eis kënnen am Ausland bretzen. A souguer do, wou mir eis et leeschte kéinten, derfir ze suergen, dass d'Studéiere fir jiddwereen abordabel misst sinn, zemoos fir déi manner gutt Situéiert, do weise mer wéineg Gréisst.

Mir si souguer éischer klenglech. Ech brauch nëmmen drun ze erënnere, wéi eng viregt Regierung natierlech d'Hëllef an d'Critères de résidence gebonnen hat an de facto d'Kanner vun de Grenzgänger, déi jo och cotisiéieren, also zum Rächtum vum Land bäidroen, ausgeschloss hat. Dobäi hu mir Lëtzebuurger jo awer iwwer Jorzéngten och vun den auslänneschen Unisinfrastrukture grandement profitéiert. Dat gouf selbstverständlech natierlech virun der EU-Gerichtsbarkeit verworf, wat ze erwaarde war.

Mir glänzen awer nach ëmmer net. Well och wann d'Frontalierskanner net méi ausgeschloss si vun den Hëllef, kréie se déi eréischt, wann d'Elteren an enger Referenzperiod vu siwe Joer fénnef Joer hei geschafft hunn. Déi Klausel vu fénnef Joer, déi jo och ugefecht gétt, staamt aus dem Gesetz vun 2013, wat natierlech e bësse verbessert gouf 2014, andeems déi Siwejoeresreferenzklausel komm ass. Mä ech géif och mengen, dass souguer dass deemno wéi deem nächst net kéint virun enger EU-Gerichtsbarkeit standhalen. Mä on verra bien.

Här President, d'ëse Projet de loi gesäit zwou richteg Verbesserung vir an eisen Aen: e speziell Traitement fir Studente mat Handicap, déi zwee Joer méi laang Urecht hunn op d'Hëllef, an natierlech och d'Indexéierung vun den Hëllef. Et ass gutt, dass d'ëse Regierung munchmol op d'Gewerkschafte lauscht. Dat muss een ënnersträchen, well dass geschitt ganz, ganz, ganz seelen.

Wat déi aner Verbesserungen ugeet, do bleiwe mer awer e bësse méi skeptesch. Mir hunn net den Androck, dass d'Regierung verstanen huet, firwat 2014 17.000 Schüler a Studente op d'Stroos gaange sinn. An et mierkt een dat och weiderhin. Bis elo gouf e puermol gesot hei: „Jo, mir hunn diskutéiert mat de Studentenorganisationen.“

Ech hunn éischer den Androck, dass et «cause toujours, tu m'intéresses!» ass, ze diskutéieren mat Studentenorganisationen, hinnen nozelauchteren a souwisou quasi näischt ze iwwerhuelen. Do brauch een awer schonn nëmmen d'Position vun der UNEL ze kucken. An ech mengen, och wann d'ACEL an och déi aner Organisationen gewësse Reforme vun demem Projet de loi akzeptéiert hunn, dass si awer nach ëmmer bei hirer fundamentaler Kritik bliwwen sinn, genau wéi d'Chambre des Salariés d'ailleurs och. Dass därer een awer net vergiessen.

Also mir hunn awer nach ëmmer Problemer. Doduerch, dass d'Bourse de base onverännert bleift, si mir der Meenung, dass d'Autonomie vun de Studenten, déi manner finanzkräfteg sinn, geschwächt bleift. Elo kéint d'Regierung natierlech soen, dass déi sozial Bourse erhéicht gétt. Dass ass à la limite och nach e Minimum. An duerno gétt monéiert, dass och d'Bourse de mobilité erhéicht gétt.

De Problem ass awer deen, dass d'Realitéit ganz anerer sinn, well, wéi dat permanent och vun de Studentevertriedungen zu Recht betount gétt, sinn dass zwou Boursses, déi sech gären a sech géigesäit neutraliséieren. Firwat? Mä ganz einfach well de Student, deen an de Genoss kennt vun der sozialer Bourse, déi gréisste Chancen huet, net an de Genoss vun der Mobilitéitsbourse ze kommen, well grad déi, déi am mannste finanzkräfteg sinn, manner Méiglechkeeten hunn, fir an d'Ausland studéieren ze goen.

Vlächcht wann een eng méi déifgrénneg Analys kéint maache vun der Situatioun vun de Studenten, am plaz Sondagen ze maachen, déi een esou oder esou kann interpretéieren, déi Saachen aussoe selbstverständlech, kéint een e bësse méi dorobber agoen.

An dobäi muss een awer och nach betounen, dass vlächcht grad ee Student, dee manner huet, am wahrscheinlechsten dann och nach eng Schaff brauch, wa méiglech hei zu Lëtzebuerg. Da kann ee soen: „Ben voilà, duerch déi Schaff kann e sech finanzéieren“, just dass et awer erëm esou ass, dass déi, déi schaffe mussen, manner Chancen hunn op Réussite par rapport zu deenen, déi net brauchen ze schaffen. An do bäisst d'Kaz sech erëm eng Kéier an de Schwanz.

Wat mer awer och bedauern, dass ass, dass déi Mobilitéitsbourse beim Käschtepunkt vun de jeeeweilege Stied am Ausland och net differenziéiert. Wann een zu Metz oder zu Tréier stu-

déiert, do sinn d'Käschten natierlech anerer wéi zu Paräis oder zu London. Dofir menge mir och, dass d'Bourse de mobilité éischer de Käschtepunkt vun der jeeeweileger Studiestad misst a Betruecht zéien.

A wat geschitt dann iwwerhaupt mat engem Grenzgänger, deen zum Beispill zu Oth residéiert an a sengem eegene Land wëllt studéieren, zu Montpellier? Dee kéint dann net an de Genoss vun d'ëser Bourse. Een, deen awer zu Oth haut leeft an d'Grenz iwwerschreit, fir um Belval ze studéieren, dee kritt eng, mä net een, deen zum Beispill vu Wäisswampech kéint, deen awer vill méi e groussen Trajet muss maachen. D'Land ass zwar kleng, mä ëmmerhin hu mer och deemno wéi gréisser Trajeten. An dovunner ofgesinn hu mer jo och keng phenomenal - nach net, op jidde Fall - Transportmëttelen.

Dofir, an dass gëtt och ëmmer vun de Studente kritiséiert: Et ass nach ëmmer net méiglech erauszufannen, ob d'Studenten, zemoos déi aus manner guddem Haus, gutt ewechkomme par rapport zum viregte Regimm. Allem Uschäin no, menge mer, net. An dass mierkt ee jo och an der Fluktuation - budgetär gesinn - vun deem, wat ausgi gétt. Also elo kommen zéng Milliounen bäi, mä et muss een awer och soen, dass vill ewechgefall ass virun.

An nach eng lescht Saach, wat d'Autonomie vum Student ugeet: Wann ee vun Autonomie schwätzt, schwätzt een net nëmme vun Autonomie par rapport zu den Elteren, mä och vun Autonomie vum Student an dem spéidere Salarie par rapport zu de Banken. Et kann net sinn, dass e Prêt - och mat engem staatleche Subsid op den Zësen - als eppes Normales ugesi gétt, fir säi Studium ze finanzéieren.

An den USA gétt mat enger gewëssener Nervositéit zurzäit och op d'Platze vun enger weiderer Bulle gewaart, an zwar där vun de Studentenrepréten. Souguer de President Barack Obama huet, no eegener Ausso, säi Studentepret eréischt komplett integral zrëckbezuelt e puer Joer ier e Statschef vun der éischer Weltmuecht gouf.

Mä dass ass net nëmmen an den USA de Fall; dass ass och de Fall an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, wou et normal ass, dass e Student seng beruflech Lafbunn deemno wéi och mat enger zolliher Verschëldung ufänkt. An Dir wësst jo och, wéi et hautzudaags mam Jugendchömage ausgesäit, mat der Jugendprekaritéit ausgesäit, mat der Finanzéierung vun enger Wunneng ausgesäit.

Ech mengen, d'Ofhängegkeet par rapport zu de Banken ass scho virprogramméiert ier een iwwerhaupt eng stabil Aarbecht fonnt huet. An do beweist och d'Regierung erëm eng Kéier hiren Archaismus, well - dass muss een all Kéiers erëm soen - mir sinn net méi an den 80er oder 90er Joren, wou d'Situatioun vlächcht och vu gewëssene Regierungsmemberen oder Koalitionsmemberen nach e bësse méi glänzend war.

D'Situatioun vun der Jugend ass hautzudaags anescht. Si ass vlächcht net esou katastrofal wéi an eisen Nopeschlänner, mä ça ne tardera pas à venir, wa mer esou weiderfueren. An d'Situatioun ass um Aarbechtsmarché wierklech ganz schwéier fir déi Leit, an ech mengen net, dass et eng gutt Iddi ass, fir hinne schonn iwwerhaupt e Prêt dropzebrummen.

Här President, duerch deen heite Projet de loi kéint et zu liichte Verbesserung. Dofir wäerte mir och net dergéintstëmme. Mä de Prinzip bleift dee falschen. Ech kann drun erënnere, dass mäi Virgänger, de Justin Turpel, och immens vill Amendement gemaach hat, déi grandement ignoréiert goufen. A mir wëllen awer de Prinzip net cautionéieren, dofir kënnen mer och dee Projet de loi net unhuelen. Deementspriedend wäerte mer eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet d'Regierung. Den Här Marc Hansen ass ënnerwee.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif als Éischt natierlech der Rapportrice an der Presidentin vun der Kommissioun Merci soe fir dee mëndlechen a schrëftlechen Rapport, dee mir et erlaabt, net méi op all Detail brauchen anzugeen.

Ech géif awer och e bëssen aushuelen, fir awer nach eng Kéier op déi Verbesserungen anzugeen, déi op där heiter Plaz mat deenen heite Modifikatiounen wäerte bei de Studenteboursses kommen.

Ee vun deene wichtege Punkten ass natierlech deen d'Montanten ugeet vun deene verschiddene Boursen. An ech wëll dofir och soen, wéi et zu deene Modifikatiounen kumt. Mir haten, an dat war scho virun zwee Joer, Madamm Hansen, wou mer dat heite Gesetz hei diskutéiert hunn, och ofgemaach - an d'Madamm Bofferding huet dat och hei ernimmt -, mir géife mat de Studenten eng Kéier kucken, fir erauszefannen, wat hir reell Ausgabe wären a wat hir Besoine wären.

Mir hunn dat dann och gemaach. Dir hutt gesot, et wär just mat enger Associatioun geschwat ginn. Déi Etüd, déi mer do gemaach hu mat der ILReS, do hu mer souwuel mat der UNEL wéi mat der ACEL wéi mat der Confédération vun deene Jonken dee Questionnaire ausgeschafft. A mir hu ganz genee - an et ass en Dokument, wat ech lech och an der Chamberskommission ginn hat - gekuckt, wat dorëmmer d'Ausgabe wären, opgedeelt no deene verschiddene Punkte vu Logement bis Transport, an och opgedeelt op déi verschidde Länner an dernieft awer och op déi verschidde Universitätsstied.

Mir hunn dernieft eng zweet Etüd gemaach, fir och dat ze analyséieren, wat den Här Wagner elo grad thematiséiert huet: Wéi ass et an deene Jore virun och ëmmer gewiescht mat der Verscheldung, well dat eis och wäert ass, a wéi kënne mer dat an de Grëff kréien?

Déi Etüd hu mer mat allegueren de Studenten, déi do implizéiert waren an där Diskussioun, gemaach. Si hunn de Questionnaire ausgeschafft. Mir hunn déi Etüd du bei der ILReS duerchféiere gelooss ënnert deene Leit, déi bei eis och als Studenten agedroe sinn.

Dat war deen éischte Schratt, dee mer ofgemaach hate mat deene Jonken.

Doropshi gouf et Avisé vun deene verschiddene Studentenassociatiounen: Mir hunn déi Avisé ganz seriö gekuckt, mir hunn d'Etüd analyséiert a mir si mat deenen och an d'Diskussiounen gaangen, nodeem se hir Fuorderungen och eragerecht haten, fir ze kucken, wat dann nach méiglech wär, well mer gesinn hunn - an do hutt Der recht -, dass et par rapport zu der initialer Fiche financière an deem heite Gesetz och nach Méiglechkeete géife ginn no der Exekutioun vun dem Gesetz.

An deenen Diskussiounen hu mer dunn zum Schluss mat der ACEL, wat awer eng ganz grouss Associatioun ass, d'Diskussioun weidergedriwwen. A mir koumen do zu engem Accord, wat dann och Montantsadaptatiounen géif ugoen. Déi Montanten, déi hu mer adaptéiert, déi wäerte mer haut och stëmmen an déi sinn awer substanzuell. Si gi genee op dat an, wat d'ACEL eis gesot huet, déi awer e gudden Abléck hunn, och well se verschidde Cercle an de Stied hunn.

Mir sinn higaangen a mir hunn d'Bourse de base do gelooss, wou se ass, bei 2.000 Euro. D'Bourse de mobilité hiewe mer ëm 22,5% vun 2.000 op 2.450 Euro. An dann hu mer awer och genee dat gemaach, wat d'ACEL eis gesot huet, fir grad an deene Kategorien, wou d'Revenue vun den Eltere méi déif wäeren, massiv eppes dropzeleeën, a mir hunn do Héijunge gemaach vu bis zu 26,7%. D'Bourse familiale bleift do, wou se ass, bei 500 Euro. D'Frais d'inscription bleiwen och do, wou se sinn, bei 1.850 Euro, well dat och festgestallt ginn ass, dass dat kee richtege Besoin wär, dass dat iwwerall géif duergoen.

Ech wëll op där heiter Plaz dann och agoen op deen zweete Punkt, deen Der gesot hutt, mat wat fir enge Gewerkschafte mer geschwat hunn. Mir hu mat dem OGB-L laang geschwat, well dee sech bei eis och manifestéiert hat, well dat och en Akteur war, deen zanter Laangem do thematiséiert ass. Den LCGB hunn ech op Initiativ gesinn. Si haten eis eng Entrevue gefrot; viru Kuerzem hate mer déi och. An da läit awer och en Avis do vun der CSL, vun der Chambre des Salariés, wou ech awer mengen, dass se allegueren dra representéiert sinn, soudass dat, wat déi mengen, mengen ech och do agefloss ass. Dat...

(Interruption)

Ben, ech mengen, d'CSL: Dat ass lech jo awer e Begrëff, dass do d'Gewerkschafte allegueren vertruede sinn, an déi hunn en Avis gemaach, dee souguer ganz positiv ass dobäi.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, mä mir sinn eis eens gi mat der ACEL, déi a mengen Aen eng ganz grouss Representativitéit huet, an do hu mer och... Do war, mengen ech, d'Fro vun lech a vun Här Wagner - ech liesen lech awer nach eng Kéier den Accord mat der ACEL vir -, ob dat doten dann elo

duergeet oder wéi mir iwwerhaupt drop kommen, fir déi dote Montanten dranzesetzen an deen Accord, dee mir hunn.

An dat hunn ech an der Chamberskommission och gesot gehat. Do steet dran an deem Accord téschent der ACEL an eis: «Les modifications proposées» - an d'ACEL ënnerschreift dat - «répondent et satisfont aux besoins des étudiants.» Méi kloer kann et jo awer net do stoen. A wann d'Étudianten eis dat soen, mengen ech, ass dat jo awer relativ kloer.

Den Avis vun de verschiddene Chamberen hutt Der ugeschwat.

Ech wëll awer och nach eppes soen, wou iwwer ech awer wierklech op deeser Plaz erstaunt sinn, well et eppes ass, wat souwuel den OGB-L wéi den LCGB eis gesot hunn: Wann Dir heihinnerkommt an Dir sot, dass d'Kannergeld deemools méi héich gewiescht wär an dass et elo net méi op deem Niveau ass oder elo méi héich ass (veuillez lire: elo méi niddreg ass), mä wat soen d'Gewerkschafte eis? Wien huet dann d'Kannergeld fir d'Studenten ofgeschafft? Dat ware mir net!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir hu gefuerdert, dass d'Bourse de base misst d'selwecht si wéi d'Kannergeld!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Den OGB-L an den LCGB hunn an hiren Entrevue gesot, dass se schrecklech enttäuscht waren, dass d'Kannergeld deemools fir d'Studenten ofgeschafft ginn ass. Dat war dee gréisste Kritikpunkt an déi si relativ rosen doriwwer gewiescht. An dat hu mir awer definitiv net gemaach, Madamm Hansen!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Jo, firwat hutt Der dann des Woch d'Kannergeld nach eng Kéier erfogeschat?

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Wann een d'Wuert wëllt, freet ee sech et an da kritt een et och. Madamm Hansen?

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Zweete Punkt, deen ech awer an deem Kontext och wëll ernimmen.

(Brouhaha)

D'Gesetz 2013, dat hutt Dir - an Dir selwer - an enger onheemlecher Hetz hei stëmme gelooss. Ech liesen näamlech och d'Rapporten an d'Compte-renduen. An do sidd Dir higaangen an Dir hutt selwer hei op der Tribün gesot, wéi Der gefrot gi sidd vun deene verschiddenen Deputéierten, ob Der da genuch consultéiert hätt dorëmmer, souwuel d'Gewerkschafte wéi d'Studentenorganisatiounen... Dir hutt esougutt wéi net consultéiert! Dir hutt keen...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat stëmmt net!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ee Moment, ech sinn nach net fäerdig! Duerno loosse ech lech och schwätzen.

An Dir hutt schon iwwerhaupt keen Accord gehat, weder mat deenen engen nach mat deenen aneren. An dat kënnt Der mer net falschmaachen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Mir hunn en Accord mat der Studentenorganisatioun a mat enger Gewerkschaft hei an den Avis vun der CSL. Wa mer iwwer Gewerkschafte schwätzen, dann ass et och relativ kloer. Elo lauschten ech lech no.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Hansen, Dir adresséiert lech direkt un d'Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ech entschëllege mech dofir.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann huet d'Madamm Hansen selbstverständlech d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Also et stëmmt sécherlech net, dass mir mat kenger Gewerkschaft a kenger Studentevertriedung geschwat hunn, well ech hunn...

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Dir hat keen Accord!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da loosst mech emol schwätzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loosst jiddwereen ausschwätzen!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hu mat en alleguer geschwat. An ech kann lech soen: Den 23. oder de 24. Juni bis de souvellige Juli ass et relativ schwierig, een Accord ze kréien. An dofir...

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Aha!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mä da lauschtert emol virun!

Mir hunn et just konform gemaach. Fir net misse Strofen ze bezuelen, hu mer u sech den Anticumul agefouert a mir hunn d'Frontalierskanner u sech als Bénéficiaire gemaach. An ech mengen, do wier een Accord ze fanne gewiescht. A méi hu mer net gemaach, well mer haten d'Mobilitéitsbourse schonn ugeduecht a mir haten d'Basisbourse schonn ugeduecht. An dat hu mer net duerchgezunn, well mer do keen Accord haten.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Dat stëmmt!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Well Der keen Accord hat! An dat ass ebe grad de Punkt: Mir hunn en Accord. Haut sti mir hei mat engem Accord mat der Studentenorganisatioun an op där anerer Säit deenen Akteuren.

► **Une voix.** - Et ass besser ouni Accord.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Et ass besser ouni Accord.

(Hilarité)

Ech fuere awer virun an där ganzer Diskussioun. Well Dir hutt jo mat villen Zuelen hei hantéiert. Ech hunn och eng Kéier Är Proposen an Är Amendementer rechne gelooss, déi Der virun zwee Joer gemaach hutt an der Chamberskommission.

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

A wann ech do, och mat Är Bourse de base, déi Dir deemools op 2.750 hat, wann ech dat mat de Boursen zusemmerechnen, kommen ech op 9.350 Euro.

Dat, wat mir haut hei stëmme, sinn 11.100 Euro. Ech mengen, dat ass méi wéi Är Propos, och wann et iwwer aner Weeër erreecht gëtt. Just fir iwwert d'Zuele vun Äre Propositionen ze schwätzen.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann den Här Minister erlaabt, soss kritt Der herno d'Wuert nom Här Minister.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Kee Problem.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Den Här Minister hat mech erëm direkt ugeschwat. Ech hu gesot hei, wann Der richteg nogelauschert hutt, ech hunn lech gesot, dass dat hei elo géif 129,64 Milliounen kaschten. Ech kann lech och d'Zuele weisen, wéi ech dat gerechent hunn. An ech hu gesot, ech géif dat elo net direkt bewäerten. Ech hu just festgestallt, dass déi 116 Milliounen, déi drastinn, esou net géife stëmme.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - An ech huelen déi heiten Zuelen an ech maachen do meng Rechnungen. An ech soen: Mat der Proposition vun 2014 vun den Amendementer vun der CSV, déi deemools agereecht gi sinn, komme mer op en Total vun de Bourse vun 9.350 Euro, a wat mer haut hei stëmme am Fall vun deem, deen d'Bourse sociale kritt, dee Montant läit bei 11.100 Euro. Dat heescht, mat där heiter...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat stëmmt net!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Dat heescht, mat där heiter Propos, wou et en Accord gëtt,...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - D'Leeschtingsbourse, hutt Der déi gekuckt? Neen.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - ...leie mer wesentlech méi héich.

► **Une voix.** - Très bien! Super!

► **Une autre voix.** - All Respekt!

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Ech fuere viru mat deem, wat hei diskutéiert ginn ass vun deene verschiddenen Orateuren.

Mir maachen och e ganze Koup vun Erliichterungen, wat den administrative Volet ugeet, fir d'Studenten. Mir hunn am leschte Joer och schonn d'Méiglechkeet geschafen, fir et online ze maachen; dat ass eppes, wat ech relativ gutt ukënn. A mir hunn hei och nach administrativ Erliichterung gemaach, soudass ee säi ganzen

Dossier just emol muss erareche bannent engem Zyklus, wat natierlech och d'Saach e gutt Stéck méi einfach mécht.

Beim Volet, wat déi handicapéiert Studenten ugeet, mengen ech gëtt et e Konsens heibanen. An dat ass eng Saach, déi eis och relativ wäert war, déi mer och mat deenen Organisatiounen, déi sech ëm déi Iwwerleeunge bekümmere, natierlech zesummen diskutéiert hunn.

Zur Mobilitéitsbourse wëll ech och e Wuert soen, well gesot ginn ass, dass ee vun Oth oder vu Metz, wann deen op Montpellier fiert, dass deen déi Bourse net kritt. Ah ben, ech kucken awer och emol eng Kéier op d'Résidenten: Deen, dee vun Elwen op de Belval fiert, dee kritt se och net! An dat muss een och, mengen ech, eng Kéier op där doter Plaz kloer soen.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dat hunn ech jo och gesot. Dat ass jo de Problem.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - An do gëtt et awer och Méiglechkeeten, an dat kann ech an der Qualitéit als Logementsminister soen: Mir sinn amgaangen, do Studentewunnungen ze schafen - dat ass eppes, wat och relativ wäert ass - fir allegueren déi Leit. An déi ginn och mat den öffentleche Gelder richtegerweis subventionéiert.

Dee ganze Problem, deen Der jo och hei eraus mierkt - an d'Madamm Bofferding an den Här Adam hunn dat hei och thematiséiert -, dat ass, wou een dee korrekten Usprichpartner fënnt, mat deem een dat heite kann diskutéieren. Mir hunn déi national representativ Organisatioun op där anerer Säit vum Dësch am Moment nach net sätzen.

Mir hunn awer och mat allen Organisatiounen dat dote schonn ugeschwat. Mir si mat deenen am Prozess, fir dat ze schafen, fir dat hinze kréien. Et goufen Iwwerleeungen, déi d'Studenten eis gemaach hunn, wéi si sech do virstellen. Et goufen och Vergläichspabeieren, eng Nott, déi mer lech als Deputéiert aus der Chamberskommission zoukomme gelooss hunn, wéi dat am Ausland gelagert ass. A mir sinn amgaangen, mat deene respektive Studenten dat doten ze thematiséieren, fir ze kucken, wéi mer do op en Enn kommen, dass mer eben och déi Saach eng Kéier kenne finaliséieren.

Ech wëll am Fong schléissen - well ech kënnt natierlech och nach laang drop zrëckkommen, wéi de Prozess gelaf ass a mat wem mer alles an deem Kontext geschwat hunn - a soen, dass mer hei Accorden hunn, déi nohalte sinn, déi indexéiert sinn. Dee System ass esou, dass, wann Tranché fälleg sinn, eng éischt wäert kenne fir d'Année académique 2018-2019 fälleg sinn.

Wat, mengen ech, och wäert ass, ass, dass mer deen Dossier an deem Kontext geséichert hunn, fir dass d'Studenten allegueren, d'Résidenten an d'Non-Résidenten, déi ënnert déi heite Bestëmmunge falen, kenne studéiere goen, dass mer déi eenzeg Ressource, déi dëst Land nach huet, d'Matière grise, och kenne férdere, an dass mer d'Zukunft vun deem Land iwwert deen heite Wee, och mat deenen heite Modifikatiounen, mam Accord vun de Studenten an de Gewerkschafte haut kenne stëmme, wat déi Saach vill méi einfach mécht an deenen allegueren an Zukunft hëllef.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mer kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6975...

► **Plusieurs voix.** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen?

► **Une voix.** - Neen ass „non“.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah! Ech hat geduecht, mir sollten net ofstëmme.

(Hilarité)

Also kenne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6975 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6975 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung - et kënnt kee méi bäi - ass elo ofgeschloss. Mir hu 57 Participatiounen um Vott: 34-mol Jo, 21-mol Neen an 2 Abstentiounen.

(Interruptions)

D'ADR huet et matgestëmmt. Et ass fir de juste Équilibre. Voilà, domat ass de Projet adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6975 est adopté par 34 voix pour, 23 voix contre et 2 abstentions.



Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme

Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine

Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marcel Oberweis (par M. Marco Schank), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet (par M. Marc Lies).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment et négation)

Also ech géif mengen, dass mer eng Majoritéit hätten, à moins dass Der insistéiert, fir nach eng Kéier ofzestëmmen?

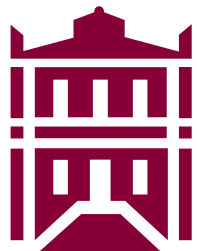
(Négation)

Neen. Okay, dann ass d'Dispens ginn.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Eis nächst Sëtzung sinn de 5., 6. a 7. Juli. Merci. E schéinen Owend nach, an haalt zu deene Richtegen!

(Hilarité)

(Fin de la séance publique à 19.48 heures)



SÉANCE 41

MARDI,
5 JUILLET 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°205 du 1^{er} juillet 2016 de M. André Bauler relative aux élèves intellectuellement précoces, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. André Bauler - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°206 du 5 juillet 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la politique de communication du Gouvernement sur la nouvelle loi sur les prestations familiales, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Laurent Zeimet - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Claude Wiseler)

Question n°207 du 5 juillet 2016 de M. Roger Negri relative à la circulation d'un train «Pendolino» entre Bruxelles-Luxembourg-Bâle et l'évolution des lignes ferroviaires Luxembourg-Bruxelles et Luxembourg-Liège, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question écrite n°2125 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative au train du type «Pendolino», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri, M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°208 du 5 juillet 2016 de M. Marc Baum relative à d'éventuelles négociations bilatérales entre le Luxembourg et le Royaume-Uni, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Marc Baum - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Question n°209 du 5 juillet 2016 de M. Claude Adam relative au financement de la politique culturelle suite aux Assises culturelles, adressée à M. le Ministre de la Culture

- M. Claude Adam - M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture

Question n°210 du 5 juillet 2016 de M. Aly Kaes relative à l'intervention de certains agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan «VIGILNAT» et des incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Aly Kaes - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt), M. Laurent Zeimet (fait personnel), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Question n°211 du 4 juillet 2016 de M. Lex Delles relative à l'inscription des diplômes au registre d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- M. Lex Delles - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°212 du 5 juillet 2016 de Mme Martine Hansen relative au développement futur du Lycée technique hôtelier Alexis Heck à Diekirch, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°213 du 5 juillet 2016 de M. Gusty Graas relative à la peronospora de la vigne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°214 du 5 juillet 2016 de M. Léon Gloden relative à la circulaire ministérielle 3196 ayant trait aux calculs de l'amortissement des infrastructures et des équipements d'assainissement des syndicats de communes ayant pour objet l'assainissement d'eaux, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Léon Gloden - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

5. Question élargie n°18 de M. Marcel Oberweis relative au «fairtrade»

- M. Marcel Oberweis - M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

6. Interpellation de Mme Françoise Hetto-Gaasch sur les troubles de l'apprentissage

- Exposé: Mme Françoise Hetto-Gaasch

- Débat: M. Lex Delles, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (questions de Mme Françoise Hetto-Gaasch)

7. 6985 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum (dépôt d'une motion)

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

An de Premierminister géif mer net verzeien, wann ech em net déi kllassesch Fro géif stellen: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dir kritt och déi kllassesch Äntwert, Här President.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Merci! Da gi mer zu eise Kommunikatiounen iwwer. Déi kléngen och familiär.

2. Communications

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéit verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 5 juillet 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

686 - Demande de pétition publique: Gratis Parkplätze für alle Schüler

Dépôt: MM. Chris Pletschet, Fränky Schiltz, le 28.06.2016

687 - Demande de pétition publique: Mehr Geld für die Milchbauern

Dépôt: M. Yves Lallemand, le 28.06.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour, wéi e vun der Presidente-

konferenz proposéiert ginn ass, wollt ech d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, dee verdeelt ginn ass.

► **Une voix.**- Jo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

A mir fänken eisen eigentlechen Ordre du jour mat enger Froestonn un d'Regierung un. D'Konditiounen si jo bekannt: De Froesteller huet zwou Minutten Zäit, fir d'Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir ze äntwerten. Ech géif lech och bieden, lech strikt un déi Zäiten ze halen, well mer soss d'Froen net alleguer duerchréien. Mir hunn der zéng virleien. Also, wann ech gelift, wa mer jiddweren zum Zuch wëlle komme loosse, da kommt, mir halen eis un déi virgeschriwwen Zäiten!

Déi éischt Fro kënn vum Här André Bauler un den Erziehungsminister a betrëfft besonnesch begaabt Schüler. Här Bauler!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

- **Question n°205 du 1^{er} juillet 2016 de M. André Bauler relative aux élèves intellectuellement précoces, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt, wéi gesot, eng Fro un den Här Unterrichtsminister stellen. An eisem Schoulsystem gëtt et eng Rei Schüler, déi héichbegabt oder, wéi dat aneschtens genannt gëtt, intellektuell fréiräif sinn. Et verlaangt, datt dës Kanner a Jugendlecher, déi et net ëmmer einfach hunn, spezifesch begleet ginn, zum Beispill, datt si Aufgabe kréien, déi si iwwert déi normal Ufuerderungen eraus fuerderen a se esou an hirer Kreativitéit ënnerstzen.

Ech wollt duerfir den Här Minister froen, wat fir Projeten de Ministère an d'Wee geleet huet, fir dës Schüler besser en charge ze huelen, ze betreien. A wat fir enge Lycéee gëtt et mëttlerweil Projeten, déi dës Schüler solle begleeden? Wéi vill Schüler, déi intellektuell fréiräif sinn, ginn an eise Schoulen zurzäit ënnerriicht? Verfüügt de Ministère iwwer Zuelematerial, dat och weist, wéi dës Schüler iwwert de Fondamental an de Secondaire opgedeelt sinn? Weess den Här Minister och, wéi vill Schüler wéinst hirer spezieller Begabung an d'Ausland studéiere musse goen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo den Erziehungsminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och dem André Bauler fir déi Fro hei, ob-schonn ech sécherlech net mat allerleschter Prezisioun kann op all déi Froen do äntwerten, zum Beispill iwwert d'Zuelen. Mir wëssen net, wéi vill Schüler mer insgesamt am Ausland hunn a wou se sinn. Do wësse mer och net onbedéngt, wat fir eng als héichbegabt kënne bezeechent ginn.

Mir wëssen awer, wat fir eng an eiser Schoul méi schnell virukomm sinn. Dat si ronn 2% vum de Schüler, déi méi schnell virukomm si wéi hiren theoretischen Alter eigentlech. Dat heescht, datt se - op Lëtzebuergesch nennt een dat - eng Klass iwwersprongen hunn, wat sécherlech eng Indikatioun ass op eng Héichbegabung.

Mir wëssen awer och, datt mer Schüler hunn, déi sécherlech net esou einfach domadder kënnen ëmgoen. Ech ka mech erënneren, bei enger éischter Visitt, déi ech am Centre socio-éducatif de l'État zu Dräibur eng Kéier gemaach hunn, do hunn ech e Schüler begéint, e Jonke begéint, deen do war - dee sécherlech dann an der Schoul oder a sengem Liewen eng Rei vu Problemer begéint huet, soss wär en net do gewiescht -, an et ass mer gesot ginn, datt en en IQ vun 130 hätt. Et wäere vill Leit, déi sech dee géife wënschen! Mä trotzdem huet en déi intellektuell Capacitéit, déi intellektuell Energie net ëmgesat kritt, vläicht well en déi néideg Offeren och net gemaach kritt huet, sief dat an der Schoul, sief dat a sengem Ëmfeld, soudatt dat dote sécherlech eng grouss Erausforderung awer stellt, och fir d'Schoul stellt.

Mir wëssen, datt Jonker och an d'Ausland ginn. Mir hunn zwéi Fäll, wou dat matfinanzéiert gëtt vun der Education différenciée, aus eben deene Grënn, déi ech och elo genannt hunn. Mä exakt Zuele feelen eis awer do.

Bon, mir hunn d'Schoul jo mëttlerweil awer esou wäit, datt se muss differenzéieren, virun allem an der Grondschoul, datt do muss gekuckt ginn, de Schüler a sengem individuelle Rhythmus kënne matzëbegleeden. Dat gëllt fir Schüler, déi och emol eng Kéier Schwierigke-

ten hunn an der Schoul. Dat gëllt awer och fir Schüler, déi iwwerdurchschnittlech begaabt an talentéiert an intelligent sinn. Ech déi sollen entsprechend hiren Ufuerderunge gefërdert ginn.

An et gëtt Schoulen, och am Secondaire, déi sech ganz besonnesch deenen dote Schüler unhuelen. E ganz flotten a koordinéierte Projet mécht de Lycée classique zu Dikrech. Dee probéiert wierklech, d'Schüler iwwert dat Normaal eraus ze férdere, hinnen eben d'Geleeënheet ze ginn, déi intellektuell Capacitéit, déi se matbréngen, och unzewenden an der Schoul a ronderëm d'Schoul, a virun allem eben duerch zousätzlech Offeren oft och an der schoulfräier Zäit, also am péri-, parascolaire Beräich sech do kënnen eben ze engagéieren.

Mir hunn och Psychologen an de Schoulen, an de SPOSe sensibiliséiert fir déi heite Fro, datt, wa se an de Schoulgebaier thematiséiert gëtt, dann och Fachkompetenz op der Plaz ass, fir d'Schüler an och d'Enseignanté richteg ze begleeden.

Mir wëssen awer och, datt net nëmme d'Schoul, net nëmme d'Enseignanté erausgefuerdert sinn, mä awer och d'Eltere ganz oft erausgefuerdert sinn, et eng grouss Erausforderung stellt fir Schoul an Elteren.

Nun, wat sinn déi Mesuren, op deene weider geschafft gëtt?

Sécherlech, méi périscolaire Aktivitéiten an eenzelne Schoulen ze bidden, wou de Schüler iwwert déi normal Schoulzäit och eraus ka bleiwen an dann och mat aneren Erausforderunge konfrontéiert gëtt, aner Aufgabe ka gestallt kréien, déi net direkt eppes mam Schoulprogramm ze dinn hunn, mä dann deem sengen intellektuelle Capacitéiten och wierklech Rechnung droen.

Mir wäerten och do all déi Schoulen ënnerstzen dran, déi eng deementspreechend Offer weider wëllen ausbauen, sief dat, andeems een zousätzlech Sprooch léiert, Chinesesch zum Beispill, sief dat, andeems ee Schach ubitt als eng Sportart, déi och ganz besonnesch vun intellektuell Héichbegabte bevirzucht gëtt, fir och do de Schoulen d'Moyenen ze ginn.

Mir sinn amgaangen, eng Zesummenarbecht mat Rheinland-Pfalz unzestriewen, well déi eng ganz flott Experienz a sécherlech eng vun de bonnes Pratiques - Här President, ech sinn och gläich souwäit fäerdeg - zu Tréier hunn a mir eis do sécherlech nach kënnen drun inspiréieren. A mir wëllen och kucken, datt d'Schoule sech méi enk mat wëssenschaftlechen, kulturellen Institutier och hei am Land an och am Ausland vernetzen, fir Schüler eben och kënnen an déi Richtung do weiderzeginn an hinnen do Dieren opzemaachen.

Mir wëssen awer och, datt e Schüler net nëmme muss intellektuell gefuerdert ginn, mä och déi dote Schüler sozial an emotional ganz oft musse begleet ginn, fir datt se och do déi intellektuell Capacitéite richteg kënnen op den Terrain bréngen.

Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Mir géifen dann zu der zweeter Fro kommen, déi vum Här Laurent Zeimet kënn, sech un de Premierminister riicht an d'Kommunikatioun vun der Regierung betreffend d'Gesetz iwwert d'Neiregelung vun de Kannerzoulage betrëfft.

- **Question n°206 du 5 juillet 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la politique de communication du Gouvernement sur la nouvelle loi sur les prestations familiales, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Jo, ech weess net, ob d'Kolleginnen an d'Kollegen och gesinn hunn, wat mir gesinn hunn. D'lescht Woch ass op de sozialen Netzwierker e Video opgetaucht vun der Familieministesch, dee mer mat Erstaunen zur Kenntnis geholl hunn - anerer hunn en amüséiert zur Kenntnis geholl an nach anerer hu sech driwwer opgereegt -, wou d'Madamm Minister an der Ech-Form iwwer Familljen a Kanner schwätzt. An zu deemem Spot hätte mer awer eng Rei vu Froen un de Premierminister.

Déi éischt Fro wär emol déi, ob de Premier net och der Meenung ass, datt d'Ministere sollen am Numm vun der Regierung kommunikéieren an net an der Ech-Form, an hirem eegenen Numm.

An eng aner Fro wär, ob de Premier eis kéint oplären, wat eigentlech de Message vun deemem Spot soll da gewiescht sinn am Numm vun der Regierung. An ob de Premier net och der Meenung ass, datt et hei vläicht awer zu enger Confusion des genres kom ass, déi och vläicht déi eng oder aner deontologesch Fro géif opwerfen, an ob dese Spot net éischter e Spot gewiescht wär, dee vläicht vun der Demo-

kratescher Partei hätt kënnen an Optrag gi ginn, amplaz vun der Regierung.

Schliisslech: Kritt elo all Minister esou e Budget zur Verfügung gestallt, fir eng perséinlech Imagecampagne ze maachen? Wann dat de Fall wär, wäere mer natierlech och interesséiert ze wëssen, wat dee Budget an der Héicht wär a wat esou e Spot da géif kaschten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet de Premierminister, den Här Xavier Bettel.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem honorabelen Här Zeimet Merci fir dës Fro. De Ministère de la Famille huet e Kommunikationsbudget, deen am Budget jo och gestëmmt ginn ass, vu 85.000 Euro fir dës Campagne virgesinn. Et sinn nëmme 19.000 Euro, déi ausgi gi sinn, fir dës Reform och ze erklären.

Doranner ass den Internetsite, Här President, mat allem Drum und Dran, grad ewéi och d'Dépliants, déi all d'Elteren téschent Enn Juli a Mëtt August heemgeschéck kréien, mat all den Explikatiounen an och mam Montant vum Kannergeld, dee si elo kréie fir hir Kanner. Et ginn 197.500 Dépliants gedréckt. Dovunner ginn der 187.500 verschéckt an 10.000 ausgedeele.

An deenen 19.000 Euro, wéi ech virdu gesot hunn, dat ass mat allem Drum und Dran an och d'Fraise vun der Agence. An och deen Internetsite wäert duerno benotzt ginn, fir de Congé parental am Detail ze erklären, wa mer bis den Avis vum Statsrot hunn an et och hei um Ordre du jour hunn, fir et kënnen ze stëmmen.

Voilà, Merci!

(**Brouhaha, protestations**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also d'Froestonn ass ganz kloer: eng Fro, eng Äntwert.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Dat war et sech awer zimlech einfach gemaach!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann en Deputéierten,...

(**Protestations**)

...wann en Deputéierten...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et wier awer gutt, wann een d'Äntwerte géif kréien!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - War dat eng Äntwert? Dat war awer keng Äntwert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann en Deputéierte mat där Äntwert net zefridden ass, huet en all Méiglechkeeten, fir eng Fro an deenen anere Formen nozeschéissen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir sinn iwwerhaupt net zefridde mat der Äntwert an déi aner Froe kommen do no!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà.

(**Interruption**)

Da komme mer zu der drëtter Fro. Déi drëtt Fro kënn gläich vun zwee Deputéierten, vum Här Negri a vum Här Graas, a betrëfft den Zuch, de sougenannten „Pendolino“ téschent Lëtzebuerg...

(**Brouhaha général**)

Wann ech gelift, wann ech gelift!

...téschent Lëtzebuerg, Bréissel, Léck a Basel. Als Éischten huet d'Wuert den Här Negri. An dann direkt hannendrun den Här Gusty Graas, deen eng schréftlech Fro an deemselwechte Sënn gestallt hat, déi mer dann zesumme behandelen. Här Negri!

- **Question n°207 du 5 juillet 2016 de M. Roger Negri relative à la circulation d'un train «Pendolino» entre Bruxelles-Luxembourg-Bâle et l'évolution des lignes ferroviaires Luxembourg-Bruxelles et Luxembourg-Liège, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

- **Question écrite n°2125 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative au train du type «Pendolino», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Jo, villmools Merci, Här President. Gëschter war an der Press ze liesen: „Brüssel-Luxembourg ab 2023 in zwei Stunden“. Ech fannen, dat ass eng super Nouvelle. Aus der Aktualitéit eraus hunn ech dofir och déi Fro gestallt vun deem Sommet Gäichel do mat der Belsch, wat mer absolutt begrëissen. An ech mengen, de Kolleg Gusty Graas huet jo och déi Fro gestallt.

Ugefaange mam „Pendolino“, Här Minister: Dir hat jo viru ronn engem Mount annoncéiert,

dass et eventuell awer méiglech wär, mat dem „Pendolino“ ze fueren téschent Bréissel, Lëtzebuerg a Basel. Sengerzäit ass dat jo, mengen ech, an d'Waasser gefall - well och d'Schwäizer, déi sollten deen „Pendolino“ do bauen -, well dat sech herno net rentabiliséiert huet. An dofir géif ech dat eng gutt Saach fannen, wann een dat géif studéieren, wuel wëssend, dass dat och vill technesch Contrainté mat sech zitt, och an der Infrastruktur. Do musse Kurve verbessert ginn an esou weider.

Dann déi aner Fro, déi eis och beschäftegt: Ech mengen, de Moment hu mer eng Fuerzäit téschent Lëtzebuerg a Bréissel vun 3 Stonne 15 uginn. Mä mir wëssen alleguerten, déi mam Zuch do fueren, dass et oft méi laang dauert, an notament, do ass elo e spezielle Chantier nach opgaangen hanner Namur an enger Tranchée rocheuse, wou am eegleisegen Trafic muss gefuer ginn, wou nach zousätzlech Verspéidunge kommen. An do dauert natierlech d'Fuerzäit elo méi laang. Bon, dat ass limitéiert, mä trotzdem ass dat awer elo eng grouss Gène fir d'Leit.

An deem Zesammenhang wollt ech och d'Fro stellen, wéi dann d'Zukunft ass vun der Streck Lëtzebuerg-Gouvy-Léck, virun allem um belschen Deel. Do gëtt ëmmer erëm geschwat, dass déi Streck eventuell ausser Betrib soll geholl ginn, wat natierlech fir Lëtzebuerg e groussen Nodeel wär, well jo Léck och d'Verbinding Thalys Richtung Däitschland an esou weider duerstellt.

An zum Schluss géif ech nach gär de Minister froen: Dir hat jo eng Kéier déi super Iddi lancéiert, fir dee Park & Ride zu Stockem ze maachen am Triage. An dat steet jo och an der Zeitung, dass do e Projet pilote géif gemaach gi bis 2017. Dofir wollt ech den Här Minister froen, ob en eis dozou kéint Informatiounen ginn.

Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Negri. An den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just kuerz nach eng Kéier hei u meng Question parlementaire erënnere vum 6. Juni. Den Här Negri huet haut dee Volet vum „Pendolino“ a senger Fro yerschafft. Vu datt ech nach bis haut elo keng Äntwert kritt hunn, war ech der Meenung, datt ee vläicht haut och kéint dovu profitéieren, fir dann op dee Volet „Pendolino“ nach eng Kéier kuerz zrëckkommen. Dowéinst schléissen ech mech dann och an deenen Aussoen, wat deen Aspekt vun der Fro ubelaangt, dem Här Negri un.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Nohaltekeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Voilà. Ech wollt deenen zwee Deputéierte Merci soe fir hir Froen. An ech fänken da mam „Pendolino“ un.

Et ass esou, datt den neie belschen Transportminister, den Här Bellot - Dir wësst jo, datt an der Belsch de Minister gewieselt huet viru Kuerzem -, mech drop ugeschwat huet bei der Ouverture vum Gotthardtunnel, wou eng Reunion war téschent him an de Schwäizer vir-drun, ob ech interesséiert wär, an där Reunion mat derbäi ze sinn, a wou dann d'Diskussioun opkomm ass, op Wonsch vun der Belsch hin, fir erëm eng Kéier eng Relance ze maache vun entweder „Pendolino“ oder mindestens méi attraktiven Zich vun der Qualitéit hier téschent Lëtzebuerg a Bréissel an natierlech awer och doriwwer eraus.

Selbstverständlech hunn ech deem wohlwollend zugestëmmt, datt, wann d'Belsch do Demander wär, Lëtzebuerg géif alles maachen, fir matzëhelfen op dee Wee erëm eng Kéier frësch ze goen, fir ze kucken, wat do méiglech wär.

Dir wësst, datt deemools déi Etüd gemaach ginn ass vun deene véier Länner Frankräich, Schwäiz, Lëtzebuerg an d'Belsch. Déi Etüd huet deemools erginn, datt haaptsächlech fir d'Schwäizer an d'Fransosen dat Ganzt sech net géif wirtschaftlech rechnen. Dunn ass dat fale gelooss ginn.

Dir musst och wëssen, datt op där Streck, internationaler Streck fir eben téschent Basel a Bréissel, do si mer am total liberaliséierten internationale Persouneverkéier. Do kënne mer näischt maachen am Stil Service public respektiv subventionéieren. Dat muss wierklech en Zuch sinn, wann eng Eisebunngesellschaft deen aféiert, dee sech selwer muss droen. Do kënne mer et net maache wéi elo téschent Lëtzebuerg a Bréissel. Do wësst Der, do hu mer de Service public.

Jo, dat ass scho grenzwäerteg, wat do gemaach gëtt téschent Lëtzebuerg an der Belsch

- et gëtt awer nach akzeptéiert vu Bréssel -, wou de Gros dovunner eben an dem Kader vum Service public gefuert gëtt, wou mer selwer kënnen donc Zich organiséieren, egal ob se mikroekonomesch, loosse mer et emol esou soen, rentabel sinn oder net. Hei géif dat net goen.

Bon, selbstverständlech soll déi Saach am Detail nach eng Kéier elo nei gekuckt ginn. D'Schwäizer sinn och positiv eigentlech. D'Schwäizer Ministesch huet gesot, si wär och bereit, dat nach eng Kéier ze kucken. A mir wäerten dann och elo eng Kéier an der Schwäiz eng Reunion hunn, wou och d'Fransousen derbäi sinn, wou mer dat dann nach eng Kéier am Detail kucken.

Déi Streck ass och, wa se fäerdeg ass eng Kéier... Den Datum ass jo elo definitiv arrétéiert ginn. Ech hoffen, dass mer... Ech hätt am léifste gehat natierlech, e wär nach e bësse méi no vir geréckelt. Dat war awer bei der belscher Säit net méiglech. Bon, ech mengen, Dir wësst, bei eis ass dat kee Problem. Mir hunn eis Streck bis Enn 2017 komplett moderniséiert. D'Stallwierker si scho fäerdeg. Mir sinn elo amgaangen, am Kader mat der Elektrifikatioun dat ze maachen. Mä 2017 ass dat ofgeschloss. Mä de Rescht ass op belschem Territoire. Mir kënnen ëmmer nëmmen do à charge kommen. A mir kënnen net d'Belsch zwängen, fir méi séier dat ze moderniséieren.

Bon, mindestens ass elo emol e klore Datum festgehal ginn, 2022/2023, an och, wat dann d'Zäit wäert sinn: Dat wär dann tëschent 2 Stonnen an 2 Stonnen 10, déi een nach bräicht fir op Bréssel, jee nodeem, wat fir en Zuch ee géif huelen. An et wär dann eben ze kucken, entweder ob een nach eppes droplet herno, wat nach méi schnell fiert. Well Dir wësst, mam „Pendolino“ gewannt Der och elo net masseg Zäit. Et sinn zéng Minutte bis 15 Minutten, déi Der kënn wannen.

Mä et geet awer net nëmmen elo ëm den „Pendolino“, mä et geet och ëm d'Material, wat agesat gëtt, dass mer uerdentlech, qualitativ gutt Material hunn. Ech denken och zum Beispill dorunner, dass ee misst e Material hunn, wou een emol eng Taass Kaffi ze kafe kritt, vläicht eng Zeitung kritt am Zuch an esou Saachen. Also dat heescht, dass d'Qualitéit och besser ass.

Bon, an alles dat soll eben elo gekuckt ginn, dann eben och mat de Fransousen. Well do ass jo natierlech eng aner Fro, déi hannendrunhänkt, dat ass, dass mer de Moment keng Zich méi hunn tëschent Basel a Bréssel. Dat Eenzege, wat mer elo als Ersatz hunn, dat ass den TGV, dee vu Lëtzebuerg op Stroosbuerg fiert. An do huet Lëtzebuerg jo en Deel matfinanziéiert nach. An et ass och esou, dass Lëtzebuerg do gutt verhandelt huet. Mir hunn nämlech an der Schlussphas ausgehandelt kritt mat de Fransousen, dass déi TGVe weider a Südfrankräich ginn an dass se esou konzipéiert sinn, dass mer gutt Uschlëss hunn da vu Stroosbuerg eriwuer op d'Schwäizer Säit, fir da vun do aus op Basel ze kommen. Wat natierlech net dat Optimaalt ass, besser wär et natierlech, wann een eng direkt Verbindung hätt! Duerfir sollen all déi Saachen dann nach eng Kéier zesammen diskutéiert ginn.

Dann ass nach d'Fro vu Lëtzebuerg-Léck. Déi Rumeur, déi war schonn e puermol opkomm. Ech hat selwer, dat war nach mam Här Labille - dat war de Minister, dee virdrun do war bei där viregter Regierung -, ech hat mat deem nach aacht, néng Méint ze dinn. En huet awer confirméiert, dass si sech géifen an déi Konvention halen, déi tëschent Lëtzebuerg an der Belsch ausgehandelt ginn ass, an dass dat net a Fro kéim. Deemools och de Minister aus Wallounien huet mer dat nämlech versprochen. An et ass awer elo kee Signal do, weder vun der neier Regierung an och net vun den neie Ministeren, dass se déi Streck do wéilten zoumaachen, soudatt ech mengen, dass dat wierklech Rumeur sinn, déi am Fong keng realistesch Grundlag hunn.

Nach zu dem Park & Ride: Do sinn ech frou, dass mer elo den Text méi prezis an der Gäichel ugehall hunn. D'lescht Joer war jo en Aarbechtsgrupp agesat ginn. Mat deem Aarbechtsgrupp si mer net schrecklech vill virukomm, well d'SNCB och immens do gebremst huet an deem Projet. Allerdéngs ass do deen neie Minister wierklech, muss ech soen - all Respekt! -, vill méi mat bereit, offensiv dorun erunzegoen. An et ass elo festgehal ginn, dass fir de Fahrplangwiessel 2017 am Prinzip de Park & Ride soll funktionnéieren.

Da géifen d'CFL d'Zich duerchzéie bis op Vville. Dat ass am Fong den Halt, de Persounenhalt vu Stockem. An da kënn nach d'Fro vun enger gemeinsamer Tarificatioun. Do soll e Pilotprojet gemaach ginn. Meng Iddi wär, fir dat een de Pilotprojet esou géif maachen, dass een en Tarif comun géif maachen, dee géif goe fir Arel a Vville, also fir déi zwou Garé géif zielen,

datt en Tarif géif versicht ginn erausgewielt ze ginn, deen e bësse méi gënscht wär wéi de Moment dat Kombiniéiert, dee belsche Flexpass mat eisem mPass an esou weider, wat Der jo kennt.

An dann natierlech stellt d'Fro sech vum Park & Ride zu Stockem selwer. Menger Meenung no misst dee gratis sinn. Et ass allerdéngs esou, dass um belsche Réseau d'Park & Ride alleguer payant sinn an d'Belsch sech do e bësse schwéierdeet, déi belsch Säit. Mä ech mengen, mir kéinten do en Accord fannen. Do geet et jo och ëm den Déchet de recettes insgesamt, wa mer den Tarif géife méi bëllege maachen.

Also ech mengen, mir sinn och bereit, do selwer en Effort ze maache vu Lëtzebuerg Säit aus, well dee Parking eis eigentlech immens vill jo och géif bréngen, well mer doduerjer Dausende Frontalieren op den Zuch kéinte kréien, well dee Park & Ride immens gutt läit um belsche Stroosseréseau an duerch de Fait, dass mer dann d'Zich géife verlängeren op Stockem/Vville, wou ganz sécher vill Frontaliere géifen do den Zuch huelen.

Also wéi gesot, de Projet ass elo ugepeilt, dass e soll fir den Dezember 2017 operationell sinn. An ech hoffen och, dass mer dat dann agehale kréien.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister, deem ech e bësse méi Zäit gelooss hunn, well et zwou Froe waren. Ech hoffen, dass dat war am Sënn vun der Chamber. Merci.

Da komme mer zu där nächster Fro. Déi kënn vum Här Marc Baum un de Premierminister betreffend eventuell Négociatiounen tëschent Lëtzebuerg a Groussbritannien nom Brexit.

- **Question n°208 du 5 juillet 2016 de M. Marc Baum relative à d'éventuelles négociations bilatérales entre le Luxembourg et le Royaume-Uni, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, an der Regierungsdeklaratioun vun leschter Woch iwwert d'Konsequenze vum Brexit-Referendum vum 23. Juni huet de Premierminister duergeluecht, dass d'EU-Kommissioun keng Verhandlung mat London iwwer Modalitéite vum Brexit féiere kéint a féiere sollt, ier Groussbritannien net den Artikel 50 vum Traité invoquéiere géif.

Kuerz duerno huet de Premier awer Aussoe gemaach, déi eng Rëtsch Froe fir eis opwerfen. En huet gesot, an ech zitieren: „Et ass awer gutt méiglech an et ass awer och wahrscheinlech, et ass net nëmmen d'Méiglechkeet, et wäert och eng Wahrscheinlechkeet sinn, dass mir selwer als Regierung solle kucken, fir bilateral Accorde mat Groussbritannien och ze ënnerschreien, justement déi ofzeschlëssen. Mä, wéi gesot, do si mer nach... Et ass net fir muer, wou déi sollen ënnerschriwwen ginn. Mä et kann een awer esou lues awer sécher och Kontakt huele mat senger Kollegen a Groussbritannien, fir ze kucken, wéi een op deem engen oder op deem anere Punkt zesumme weiderschaffe kann.“

Dozou véier Froen:

Éischtens: Zu wéi engem Zäitpunkt huet d'Regierung wëlles, mat hire brittesche Kollege Kontakt opzehuelen? Respektiv, wéini gedenkt d'Regierung Négociatiounen unzefänken en vue vum Ofschloss vu bilateralen Accorden mat Groussbritannien?

Zweetens: Huet d'Regierung an deem Fall wëlles, bilateral Accorde mat Groussbritannien ze négociéiere parallel zu de Verhandlungen op europäeschem Niveau, also zu där Period vun zwee Joer, déi da lassgeet, wann den Artikel 50 invoquéiert gëtt?

Drëttens: Wéi eng Secteure wiere Géigestand vun deene bilateralen Négociatiounen tëschent Lëtzebuerg a Groussbritannien?

A véiertens: Wéi steet d'Regierung generell zu enger Approche vu bilateralen Verhandlung vun deene 27 eenzelnen EU-Memberlänner mat Groussbritannien? An dozou gehéiert och: Stécht net grad an esou enger Approche d'Gefor, dass sech Groussbritannien doduerjer kéint déi ominéis Rosinne pro Land erauspicken? An anere Wieder, ënnergrueft net déi doten Approche vu bilateralen Accorden vu 27 eenzelne Memberstate komplett déi communautaire Approche vun der Europäescher Union?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech soen dem honoreabelen Här Baum Merci fir des Froen. Déi Froen, déi gestallt gi sinn: ob Kontakt besteet,

Ass e permanente Kontakt, dee mer hunn, wéi elo, fir konkret, fir bilateral Accorden ze fannen?

Ech muss lech soen, mat deem, wat an deene leschten Deeg geschitt ass, weess iwwerhaapt kee méi, a wéi eng Richtung et a Groussbritannien geet! Déi, déi fir de Brexit plädéiert hunn, sinn all amgaange sech zréckzezéien an hunn am Fong Décisiounen an hiert Land an eng Sakgaass gefouert. A selwer, well se net wëssen, wat se solle maachen, hu se e bësse kapituléiert. An elo hu se gesot: „Elo kuckt Dir,“ - déi aner - „dass Der eens gitt mat eiser Décisioun!“

Wéini dat geschitt, déi Accorden - dat heescht, mir waarden elo, bis den Accord, bis den Artikel 50 invoquéiert gëtt. Et ass jo am Ufank gesot ginn, dass kéint am September, Oktober stattfannen. Et kann awer och am Januar oder am Februar sinn, wou déi Accorden, also déi Négociatiounen sollten ufänken.

Bei eis ass awer och eng Situatioun, déi mer net sollte vergiessen, dass mer eng Rëtsch vun EU-Beamten hunn, déi aus Groussbritannien kommen. An déi Leit, wéi geet et mat deene weider? Wéi geet et au niveau professionnel mat deene weider? Wéi geet et mat de Kanner? Dat sinn déi Froen, déi mer gestallt kréien och um Niveau vun der Europaschoul. Kënnen déi Kanner nach an d'Europaschoul goen? Oder kënnen se net méi an d'Europaschoul goen, wa Groussbritannien net méi an der EU ass? An do mengen ech, dass et net onwichtig ass juste och, wann ee bilateral Gesprécher huet, oder mat verschiddenen Instanzen, wann d'Eltere Froen hunn, fir kënnen Antwerten drop ze ginn.

Elo selwer wëlle bilateral Bezéiungen a bilateral Kontrakter ze hunn tëschent de 27 Länner mat Groussbritannien, mengen ech, ass net eng Optioun. Duerfir solle mer kucken, och zu 27 zesammenzehalen, fir Saachen auszemaachen. Mä wéi gesot, spezifesche hei, wann ech kucken iwwert d'Santé, iwwert d'Studenten, iwwert d'Rechter, déi een huet als aktuellen EU-Bierger hei zu Lëtzebuerg, verstinn ech, dass Dausende vu Bierger sech déi Froe stellen. An duerfir fannen ech et wichtig, dass een do och hinnen eng Antwort ka ginn an net an der Expectativ seet: „Elo muss mer emol waarden, wéi, wat, wou.“ Well déi Leit stelle sech all Dag och déi Froen.

Wéi eng Secteuren duerno bilateral behandelt ginn, do, mam beschte Wëllen, Här President, den Här Deputéierte Baum soll mer et net iwwel huelen, mä mir sinn do amgaangen ze waarden, bis den Artikel 50 geholl gëtt. Duerno, déi speziell Relatiounen, ginn déi geregelt iwwer Texter, wou mer als EU eng Relatioun hu mat Groussbritannien? Fale se ënnert de Statut vun den EFTA-Länner, esou wéi Island, esou wéi Norwegen oder esou wéi d'Schwäiz? Oder wéi ee Statut kréie se? Dat si Saachen, dat kënn an den Négociatiounen.

Fir eis ass et just wichtig, dass een hautdesdaags och mat Groussbritannien e wichtege Handelspartner huet an dass déi Relatiounen och an der Zukunft weider bestoe bleiwen.

Mä nach eng Kéier, wéi gesot, Här President, hei si virun allem och Froen, déi brittesch, also Awunner aus Groussbritannien - also, pardon, Leit mat engem Pass aus Groussbritannien, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen - och hunn. Esou séier (veuillez lire: Wichtig ass, esou séier) wéi méiglech eng Antwort kënnen ze ginn. Et gëtt näischt méi Schlemmes fir déi Leit, wéi net ze wëssen, wéi hir Zukunft iwwerhaapt ausgesäit an deem Land, wou se haut hiert Liewe féieren.

An ech ka mer virstellen, an e puer Wochen, an e puer Méint wäert och en Deputéierten d'Fro stellen, wivill Leit elo eng Naturalisatioun ugefrot hunn. Mä dat ass och e Fait, dass Awunner aus Groussbritannien sech Suergen ëm hir Zukunft maachen a froen, fir hei och e Lëtzeburger Pass ze kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Premierminister.

Déi nächst Fro kënn vum Här Claude Adam a betrëfft de Finanzement vun der Kultur no den Assisen vun der Kultur. Den Här Adam huet d'Wuert.

- **Question n°209 du 5 juillet 2016 de M. Claude Adam relative au financement de la politique culturelle suite aux Assises culturelles, adressée à M. le Ministre de la Culture**

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech stellen eng Fro un den Här Statsminister a Kulturminister. Mir hate jo de leschte Freideg a Samschdeg d'Assisen culturelles zu Lëtzebuerg, wat eng ganz positiv Saach war. Dat huet eis d'Méiglechkeet ginn, e breeden Dialog mat der ganzer Kulturzeen ze kréien. Do ass jo och ugeknéngt ginn, dass et e Suivi gëtt. Ech huelen och un, dass mer dee Suivi och an der Chamber maachen, an der Kultur-

kommissioun; dat ass keng Fro un den Här Kulturminister.

Et ass och an der Press gesot ginn, et wier gutt preparéiert gewiescht. An et war eng Ausso, déi mech dann awer dozou gefouert huet, fir déi Fro hei ze stellen. Selbstverständlech war och eng Demande, fir méi Suen an d'Kultur ze investéieren. An do ass, wann ech déi Antwerte richtig verstannen hunn, eigentlech zougesot ginn, dass méi Suen an Zukunft fir d'Kultur do wäerte sinn. A well dat alles gutt organiséiert war, ginn ech och dovun aus, dass sech och Gedanke gemaach gi sinn, wéi eng Beräicher dass dann elo an Zukunft eventuell an op wéi eng Aart a Weis solle méi Suen aus dem Statsbudget kréien.

Et ass am Gespréich, dass 1% vun de Statsausgabe soll fir d'Kultur sinn. Ass dat e Leitfuedem? Wéi soll dee Finanzement ausgesinn? Gëtt et do Sparten, wou mer der Meenung sinn, si hätte méi Hëllef verdéngt? Ech denken do direkt un de Secteur vum Buch, vläicht och, well dee mir am nooste steet. Wéi ass et mat de Kulturhaiser, mat den Institutionen? Sollen do méi Suen hikommen? Oder soll de Stat vläicht als Optraggeber fir eenzel Kënschtler méi zur Kulturzeen bäisteieren? Oder ginn d'Konventionen mat deene verschiddenen Interessenten a verschiddenen Associatiounen an d'Luucht gesat?

Dat ass meng Fro. An do freeën ech mech dann op Antwerte vun eisem Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här Kulturminister.

► **M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem ganze Kultursektor an och de Beamten aus dem Kulturministère an all deene Leit, déi dru geschafft hunn, Merci ze soe fir de Succès vun deenen Assisen, déi mer dese Weekend hatten. Et waren iwwer 450 Leit, déi do bedeelegt waren, fir zwee Deeg iwwert d'Situation actuelle an och iwwert d'Perspektive vun der Kultur zesammen ze diskutéieren.

Et ass elo schwéier, fir op all Fro eng konkret Antwort direkt kënnen ze ginn, well déi Assisen culturellen eis haut erlaben... Do sinn Décisiounen getraff ginn, dass de Jo Kox zum Beispill, dat hu mer jo och schonn ugekënnegt...

Ech héieren, d'Madamm Modert laacht. Här President, kéint Der vläicht froen, wéi eng Satisfaktioun d'Madamm Modert elo...

(Brouhaha)

Neen?

(Interruption par Mme Octavie Modert)

Kann ech weiderfuereen?

Okay, da fuereen ech weider. Wéi gesot, dass den Här Jo Kox d'Mission kritt huet, Här President, fir déi Aarbecht och opzeschaffen. Ech si frou, dass dat stattfonnt huet, déi Assisen de la culture, well si hunn nach ni ënner enger anerer Regierung stattfonnt, dass een all Akteuren zesummebruecht huet an d'Akteure sech virun allem gefreet hunn, dass och een deen aneren emol hei gesinn huet, well der ganz vill sech och net kann hunn, an dass se do e konstruktiven Échange konnten hunn. An ech freeë mech do virun allem iwwert dee groussen Enthusiasmus, fir weiderzeschaffen.

Am Kader vun deenen Assisen soll d'Aarbecht, soll e Kulturentwicklungsplang ausgeschafft ginn. Mir wëllen net vun uewen erof soen - ech hunn dat och schonn hei d'lescht Kéier gesot an der Regierungserklärung -, wat richtig ass, wéi eng Kultur mir mengen, dass déi richtig ass fir d'ganz Land, an dass dat esou vun uewen erof diktéiert gëtt, mä au contraire wëlle mir zesumme mat de Leit aus dem Kultursektor och schaffen.

D'Assisen hunn an deem Sënn elo, wéi ech ganz genau preziséiert hunn, keen direkten Afloss op d'Budgetspolitik vun deem Joer, esou wéi den Här Adam elo freet, wéi dat elo dra sollt goen, well op den Assisen goufen eng Rëtsch vun Iddien virgestallt an elo gëtt an Aarbechtsgruppen déi Aarbecht och weidergefouert. An dat hëlleft eis dann och, zu Konklusiounen ze kommen, wéi gesot, wou mer dann deen Entwicklungsplang an der Kultur och kënnen ausschaffen.

Zesumme mam Statssekretär Arendt - an ech selwer - wäerte mer op jidde Fall alles maachen, fir dass de Kulturbudget 2017 an d'Luucht wäert goen. Elo lech fix ze soen, wat de Montant ass... Mir sinn an Négociatiounen, déi Diskussiounen, d'Budgetdiskussiounen sinn nach net ofgeschloss. An ech hat mäin

„Contradictoire“, wéi een dat esou schéi seet, nach net mam Finanzministère. Mä de But, dee mer hunn, ass, dass de Budget dëst Joer sollt och an d'Luucht goen.

Wivill? Wat? Wou? Mir hu jo och eng Rëtsch vu Projete schonn ugekënnegt, déi fir eis wichtig si fir d'Zukunft. A mir wäerten op jidde Fall alles maachen, fir dass déi Zuel vun leschte Budget an d'Zuel vun dësem Budget dann och eng aner ass, an dat am positive Sënn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënn vum Här Aly Kaes, riicht sech un de Premier an dréit em Interventioune vun der Douane am Kader vum Plang „VIGILNAT“. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°210 du 5 juillet 2016 de M. Aly Kaes relative à l'intervention de certains agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan «VIGILNAT» et des incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, den 11. Mee hat ech eng schréfflech Fro un de Minister fir bannenzeg Sécherheet an un de Finanzminister iwwert d'Missioune vun den Douanieren am Kader vum Plang „VIGILNAT“ gestallt. Hir Äntwert ass allerdingss net op meng prezis Froen agaangen. Vläch kann den Här Statsminister dat herno nohuelen.

Elo stellen ech awer gären eng mëndlech Fro un de Premier, näämlech am selwechte Kontext, wou et wéi et schéngt zu seriösen Tësche-fäll komm ass: An zwar wier bei engem Postewiessel hannert dem Dëngschtwon op der Bee-tebuenger Gare bei enger gesécherter Maschin-nepistoul e Schoss lassgaangen, deen an d'Ca-mionnette vun der Douane agedrongen ass, an där mindestens zwee Beamte souzen. Et ass Gott sei Dank kengem eppes geschitt. Op der Plaz stoungen awer och eng Rei Buschauffeu-ren a Passanten.

En äänlechen, bal deeslewechten Tësche-fäll ass anscheinend och hei an der Stad Lëtzebuerg geschitt. A bei engem drëtten Fall huet bei engem Douanier e Schoss an der Waff gefeelt. Et weess een elo net, ob deen och lassgaangen ass oder wou déi Munitioune da schlussendlech hikomm ass. Bon, ech wëll guer net driwwer nodenken, wat elo lass wier, wann ee vun deenen Tësche-fäll béis ausgaange wier!

Ech géif also duerfir ganz gären den Här Stats-minister froen, wat seng Positioune am Kader vum Plang „VIGILNAT“ zu dese Virfäll, zu dese anscheinende Virfäll ass.

Éischtens, kann hien déi confirméieren? A wa jo, ass hien der fester Iwwerzeugung, datt d'Douaniersagenten gutt genuch preparéiert sinn, wat enner anerem d'Formatioune, mä och d'Material ugeet, fir hirer Aufgab am Kader vun deem „VIGILNAT“-Plang nozekommen?

Zweetens da meng aner Froen, wou ech nach op eng konkret Äntwert waarden: a) Wat sinn déi prezis Missioune vun den Douanieren am Plang „VIGILNAT“? b) Wéi gesinn d'Moyens de coopération mat der Police aus? An c) Wéi vill Interventioune vun den Douanieren sinn an deem Kader bis elo scho geschitt?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kaes. An d'Wuert huet de Premierminister.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, wann Der erlaabt, ier ech op dem Här Kaes seng Fro aginn, wëll ech just soen - well ech kréie matgedeelt, dass den Deputéierten Zeimet sech opreegt op de soziale Medien, en hätt op d'Froen keng Äntwert kritt -, wëll ech nach eng kéier soen, dass e Premier viru senge Ministere steet, hannert senge Ministere steet, an dass déi Regierungspolitik, déi am Koalitionsaccord steet, déi ass, déi hei meng Ministeren och verteidegen an déi hei an der Chamber och eng Majoritéit fonnt huet!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et muss een awer och Äntwerten op d'Froen ginn!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo! Här President, ech wëll just dat hei eng kéier soen. Et schéngt, wéi wann den

Här Zeimet jo da vun hei aus op de soziale Medien Zäit huet, fir ze schreiwen.

(**Protestations et brouhaha général**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sidd awer de Spezialist doranner!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ma Dir och, soss géift Der et jo net wëssen. Do sidd Dir jo awer e King dran!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bettel, Dir musst dat..., Dir sidd awer elo dee Richtegen, fir dat do ze soen! Dir an d'Madamm Cahen!

(**Interruptions et brouhaha général**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, dass den Här Premierminister elo soll op d'Fro vum Deputéierten äntwerten.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech mengen, dass d'Deputéiert net eleng op de sozialen Netzer sinn.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà. Merci, Här President! Ech wollt just dem honorabelen Här Kaes och Merci soe fir seng Fro. Här Kaes, ech äntwerten lech! Ech wëll dem Här Kaes och eng Äntwert ginn op seng Fro, déi e gestallt huet iwwert den Incident, dee geschitt ass bei der Douane.

Tatsächlech, et ass zweemol geschitt! Et ass zweemol geschitt, zweemol bei enger Gare, wou am Fong owes, also no der Missioune den Agent muss seng Waff do sécurisieren an déchargieren. An do ass, trotz de Consignes, déi och festgehalte gi sinn iwwert d'MP7, zweemol e Schoss lassgaangen. Eng kéier, an dat ass och richtig, Här Kaes - also, Här President, den Här Kaes huet et gesot -, dass och e Lach an en Auto komm ass. Dat ass och eng Realitéit. Mä et hätt awer zu kengem Moment, esou wéi meng Informatiounen sinn, och dem Public eppes kënnen geschéien.

D'Enquête, d'intern Enquête huet och mat sech bruecht (veuillez lire: huet och erginn), dass de Schoss geschitt ass beim Déchargement vun der Waff. Dat heescht, dass elo net geschoss ginn ass, mä dat heescht, beim Déchargement vun der Waff ass e falscht Manöver geschitt.

D'Décisioun ass och geholl gi vun der Direktioun vun der Douane, fir d'Beamten ze sensibilisieren an och, dass se net, nodeem d'Missioun fäerdeg ass, do e Moment d'inattention sollen hunn, wou awer d'Konzentratioun wierklech permanent sollt sinn a virun allem an deene Momenter, wou jo och eng Gefor besteet.

Et ass e Rappel général och vun de Sécherheitsmesurén gemaach ginn. An un de Manie-men vum Pistolet mitrailleur ass och duerch de Moniteur, dee vum Schéisse bei der Administratioun, bei all deene véier Séancen, déi och Pflicht si beim Entraînement d'armement fir all Beamten, deen och beim „VIGILNAT“ matmécht, geduecht.

Déi Beamten, wéi gesot, nach eng kéier, si beim „VIGILNAT“ mat ageplangt an hëllef virun allem och bei de Garen. An dat Ganzt ass och approuvéiert ginn duerch de Plang „VIGILNAT“, deen och exécutoire ginn ass duerch d'Décisioun vum Conseil de Gouvernement vum 27. März 2015.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Premierminister.

Mir géifen dann zu der nächster Fro...

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Här President! Fait personnel!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech géif lech proposieren, dat no der Froestonn ze maachen, wann Der näischt dergéint hätt. Mir maachen d'Froestonn fäerdeg an da géif ech lech d'Wuert fir Fait personnel ginn, well d'Froestonn eigentlech...

(**Interruptions**)

Ah, majo, da maache mer et direkt.

► **Une voix.** - Wann d'Regierung freet, da...

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Ech sinn da frou, datt de Premierminister no enger hallwer Stonn nach eng kéier op meng Froen zrëckkomm ass. Ech hätt natierlech virgezunn, en hätt op déi fënnf konkret Froen, déi ech em gestallt hat, direkt geäntwert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Da stellt e fest, datt ech op engem sozialen Netzwierk ennerwee war. Pardon, mä ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen hei am Haus, deen dat mécht. Sollt ech mech do ireden, därdf deen Eischen de Stee geheien. An ech mengen, de Pre-

mier selwer, dee jo grouss ginn ass an de sozialen Netzwierker, sollt vläch net deen éischte Stee werfen.

Fir de Rescht froen ech mech, wéi en erausfënnt, datt ech eppes getwittert hunn, wann en net selwer op de sozialen Netzwierker ennerwee gewiescht wär. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Ech hunn em et gesot.

(**Hilarité générale**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, elo hutt Der meng Quell, elo hutt Der meng Quell nach eng kéier!

► **Une voix.** - Wéi léif vun lech!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Hei ass eng Ministesch, déi eng Informatiounscampagne mécht. Ech fannen, et ass och ganz wichtig bei engem wichtige Projet, dass eng Informatiounscampagne gemaach gëtt. An dat ass konform zu deem Text, deen och hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, a konform zu deem Regierungsaccord.

A wéi gesot, déi Informatiounscampagne, do hunn ech wierklech hei am Detail erkläert, wat dat alles mat sech bréngt, iwwert den Internet, iwwert d'Dépliants et cetera, et cetera. An ech mengen, et soll een d'Regierung schaffe loossen...

(**Brouhaha**)

...an och déi Informatiounen, déi d'Bierger zeggutt hunn, och fir do verschidde Desinformatiounen e Stopp ze ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wat gutt Viraussetzungen!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat waren dat nach schéin Zäiten, wéi mer d'sozial Netzer net haten!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir géifen dann elo zu der Fro vum Här Lex Delles un den delegierten Héichschulminister kommen iwwert d'Aschreiwung vun Diplomer an den Héichschulregëster. An den Här Lex Delles huet d'Wuert.

- **Question n°211 du 4 juillet 2016 de M. Lex Delles relative à l'inscription des diplômes au registre d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

► **M. Lex Delles (DP).** - Merci villmoos, Här President. Wéi gesot, meng Fro riicht sech un den delegierten Héichschulminister an et geet em eben d'Aschreiwung vun den Héichschuldiplomer an de Lëtzebuenger Registre des titres. Dëser Deeg ginn näämlech vill Examen am Land geschriwwen, sief dat an de leschte Wochen d'Statsexame fir d'Carrières A1, A2 oder B1, oder zum Beispill dëser Deeg den Examen-concours fir Enseignant-Fonctionnaire am Primaire ze ginn. Fir sech fir esou en Examen anzuschreiwen, mussen déi betrafte Kandidaten allerdingss oft hiren definitiven auslänneschen Unis- oder Héichschuldiplom am Lëtzebuenger Registre des titres androen.

Elo ass et awer leider esou, datt et jee no Land oft eng ganz Partie Méint, wann net souger Joren dauert, bis een den offiziellen Ofschlossdiplom vu senger Uni heemgeschéckt kritt, an datt een doduerch gär riskéiert, déi éischt Examenssessiounen ze verpassen, well een deen ugefuerteren Diplom eben deen Ament nach net kann am Registre des titres androen, oder datt een eben - bei den Enseignanten - Problemer ka kréie mat enger „attestation de réussite“, déi vun der Héichschul ausgestallt gëtt, well ee sech nom Examen, mä virum Stage den 1. September mat sengem Diplom am Registre des titres muss ageschriwwen hunn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Minister folgend Fro stellen: déi éischt, ob dat e reelle Problem an der Praxis och esou ass. An eben: Och wann d'Studente méi laang mussen op hiren Ofschlossdiplom waarden, kréie se jo déi sougenannten „attestation de réussite“ direkt no der Publikatioun vun hiren Examenresultater ausgestallt vun hirer respektiver Héichschul. Ech wollt dowéinst froen, ob et och méiglech ass, esou eng Attestatioun erzeereche fir den Examen oder respektiv, wann dat geet, och fir duerno an de Stage an der Fonction publique zougelooss ze ginn an dann den offiziellen Diplom méi spéit an d'Commission des titres nozerechen.

Ech soen lech Merci fir d'Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Delles. An d'Wuert huet den Här Marc Hansen, den delegierten Héichschulminister.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, ech soen dem Här Delles Merci fir déi dote Fro, well et kann een eng kéier ganz kuerz drop agoen, wéi am Allgemengen d'Problematik läit. Et ass ganz dacks ganz laang, dat heescht ee bis zwee Joer, wou et dauere kann, bis dass en Titulaire säin Diplom ausgestallt kritt. Dowéinst goufen dann och schonn an der Vergaangenheet Leit opgrond vun hirer rezenter Attestation de réussite an de Registre des titres académiques ageschriwwen. Dat gouf et schonn an der Vergaangenheet.

Am Laf vun dësem Joer gouf ech och drop opmierksam gemaach vun de Beamten am Ministère, dass dat doten eng spezifesch Problematik wär, déi sech haaptsächlech an der Belsch bei den Haute-écolles an den Instituts supérieurs géif stellen, déi eben och haaptsächlech d'Schoulmeeschteren ausbilden.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass de Ministère an dësem Fall nieft der Attestation de réussite e Certificat vun der Communauté française aus der Belsch gefuert hat, wat heiansdo e puer Woche gedauert huet. De Certificat vun der Communauté française an der Belsch huet am Fong just déi Attestation de réussite nach eng kéier homologéiert, ouni awer eng grouss Valeur ajoutée am Kontext vun eisem Regëster ze ginn.

Dat konnt dann effektiv dozou féieren, dass d'Personen de Certificat vun der Communauté française an der Belsch net matzäiten hatten, doduerch eventuell net matzäiten duerch d'Kommissioun vun Registre des titres gaange sinn an dass se esou net am Délai d'Aschreiwung vun der Attestation de réussite an dem Registre des titres académiques hatten an dass se als Konsequenz net an de Stage opgeholl goufen.

Dofir hu mer d'Pratique administrative adaptéiert an d'Kandidaten aus der Belsch brauchen net méi de Certificat vun der Communauté française an der Belsch. D'Attestation de réussite geet also duer. Den Dossier kann direkt an d'Kommissioun vun Registre des titres goen an e kann esou matzäiten am Registre des titres académiques ageschriwwen ginn.

Zousätzlech gesäit de Projet de loi 6893 vir, dass d'Kommissioun vun Registre des titres ofgeschaaft gëtt. A mat der Moosnam, déi mer do dann hunn, gewanne mer och nach e puer Deeg Zäit, fir dat doten hinze kréien.

Mir versichen also, mat dese Moosnamen den administrativen Opwand ofzebauen, ouni dass mer awer bei der Unerkennung vun der Attestation de réussite oder dem Diplom iergendepes änneren. An ech mengen, dat léist déi Problematik, déi sech an deem dote Kontext gestallt huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. A mir géifen zur nächster Fro vun der Madamm Martine Hansen un den Educatiounsminister betreffend d'Hotelschoul zu Dikrech iwwergoen.

- **Question n°212 du 5 juillet 2016 de Mme Martine Hansen relative au développement futur du Lycée technique hôtelier Alexis Heck à Diekirch, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. D'Enseignanten aus der Hotelschoul maache sech, lauf mengen Informatiounen an och laut engem Artikel aus dem „Land“, grouss Suergen iwwert d'Zukunft vun hirem Lycée. Si fäerten em d'Existenz vun dëser Traditionsschoul, an dëst aus ennerschiddleche Grënn. Ech zielen der just dräi op.

Éischtens: Vu Januar un huet dës Schoul keen Direkter méi. Datt d'Leit sech heizou Fro stellen, ass nëmme verständlech. Mengt den Här Minister, d'Hotelschoul bräicht keen Direkter méi? Firwat? Wëllt een d'Hotelschoul un eng aner Schoul annexéieren? Dës Froen an nach anerer stelle sech d'Leit.

Ech hat dem Här Minister och schonns eng schréfflech Question parlementaire gestallt, firwat dat hien nach keen Direkter genant huet, obwuel d'Kandidaturen hu misse bis Mëtt März am Ministère sinn. Den Délai, fir dës Äntwert ze ginn, ass ofgelaf. Dann hoffen ech, datt ech déi Äntwert vläch haut och kréien.

Zweete Grond: Et lafe Gerüchter, wéi wann op d'mannst een anere Lycée Interessi ugemellt hätt, fir d'Hotelschoul ze iwwerhuelen.

An een drëtten Punkt: Et ass viru Kuerzem public gemaach ginn, datt de Clierfer Lycée elo och soll de Beruff Kach am Concomitant ubidden, an dat, ouni sech mat der Hotelschoul ofzschwätzen.

All dës Ongewëssenheeten, Gerüchter féieren zu grousser Onzefriddenheet. Dofir ass et wichtig, datt an dese Punkten nach virun der grousser Vakanz Kloeerheet kënn. Dofir wëll ech gäre



vum Här Minister wëssen: Bleift de Lycée technique vum Hôtelier Alexis Heck als onofhängege Lycée zu Dikrech bestoen, jo oder neen? Wa jo, da freet dat net nëmmen d'Leit aus der Hotelschoul, mä och eis als CSV a ganz besonnesch als Norddeputéiert. A wann neen, wat ass den Här Minister amgaange mat plangen?

An dann hoffen ech natierlech, och nach eng Kéier eng Äntwert op d'Fro nom Direkterposten ze kréien. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet den Här Erzéiungsminister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir zu Ärer Fro e Wuert direkt ze soen: Jo, d'Hotelschoul bleift bestoen. Si bleift zu Dikrech. Si gëtt och net ofgebaut, d'Aktivitéit zu Dikrech. Si gëtt net annexéiert als Schoul un eng aner Schoul an et kënn och keng Fusioun, déi a Fro kënn.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Dat freet och den Dikrecher Buergermeeschter, gesinn ech.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Op alle Fall!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - De ganzen Horesca-Secteur ass e wichtige Piliere vun eiser Economie. Et geet hei awer ëmmerhin ëm bal 3.000 Entrepreneuren, déi 8,8% vun der nationaler Beschäftegung ausmaachen. Mir hunn eng Schoul, déi sech dorobber zënter Laangem spezialiséiert huet, déi dat och mat grousem Erfolleg a Kompetenz gemaach huet.

Ech denken awer, datt mer och mussen eis d'Fro stellen, wat dee ganze Schoulsystem nach méi ka maachen, well mer wëssen, datt do ganz besonnesch jonk Leit beschäftegt ginn. Wa mer an der nationaler Beschäftegung ronn 9% vun deene Beschäftegten ënner 25 Joer hunn, esou sinn dat am Horesca-Secteur ëmmerhin 20%, déi manner wéi 25 Joer al sinn. Dee ganzen Horesca-Secteur mécht also och ganz kloer eppes géint de Chômage vun deene Jonken.

An duerfir, denken ech, muss mer de Lien tëschent de Schoulen, net nëmmen der Hotelschoul, mä de Schoulen am grouse Ganzen an deem ganze Wirtschaftssecteur do nach eemol stäerken. A mir wëssen och, datt d'Bandbreit vun de Formatiounen, de Schwiegrkeetsgrad vun de Formatiounen ganz breet ass vun deene Leit, déi an d'Hotellerie, an d'Gastronomie era schaffe ginn. Och Leit mat enger manner héijer Formatioun fannen do ganz gutt Zukunftsperspektiven. An duerfir muss d'Schoul natierlech och kucken, datt se där Aufgab do gerecht gëtt.

Mir sinn amgaangen am Ministère nozedenken iwwer en nationaalt Konzept, en Aktionsplang fir eben de ganzen Horesca-Secteur, wou mer intern Viraarbechte maachen, wou mer awer och elo um Punkt sinn, fir dat mat den externe Partner kënnen ze diskutéieren, och mat deene jeeweilege Schoule kënnen ze diskutéieren. Ech denken do, datt et absolut méiglech ass an och noutwendeg ass, déi schoulesch Offer an deem dote Beräich auszubauen, ouni datt dat iergendwéi au détrimement geet vun der Dikrecher Hotelschoul, mä éischer datt och d'Hotelschoul doranner nei Perspektiven opgezechent ka kréien.

Ech denken, si war kompetent an en Exzellenzzentrum a wäert dat sécherlech och an esou enger Kartografie, wou e puer Schoule Responsabilitéit fir dee Wirtschaftszweig do iwwerhuelen, an Zukunft bleiwen. Mä et gëtt Beräicher, déi mer haut guer net ofdecken. Ech denken do un den Hotelmanagement, ech denken un de ganze Wellnessberäich, datt sinn awer Beräicher mat Zukunft, mat flotten Débouchée fir jonk Leit. Och do muss eis Schoul sech deementsprechend opstellen a kucken, datt mer Of-ferté schafen.

A mir wëssen, datt haut Hotellerie net nëmmen an der Dikrecher Hotelschoul ugebuede gëtt, soudatt mer aner Partner do hunn an der och vläicht nach derpäikommen. An duerfir brauche mer fir d'Éischt e grousst nationaalt Konzept, e Plang, wéi mer dee ganze Secteur do vun der Schoul aus wëllen dann och adequat bedéngen, éier mer nach eenzel Personal-décsiounen huelen.

Ech hu vollst Vertrauen an d'Directrice adjointe, déi elo zënter dem Januar chargéiert ass, fir d'Geschäfte an der Dikrecher Hotelschoul ze féieren, datt se dat gutt mécht. A mir wäerten dann och, wann déi ganz Kartografie eng Kéier gezechent ass, déi personell Décsiounen huelen, déi dann noutwendeg sinn, fir d'Ëmsetzung vun där Strategie do kënnen unzegoen.

Villmools Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Erzéiungsminister.

Déi nächst Fro kënn vum Här Gusty Graas, riicht sech un de Landwirtschaftsminister a betrëfft e Pilz bei de Riewen, dee Peronospora heescht an zu deem mer elo zousätzlech Erklärung kréien.

- **Question n°213 du 5 juillet 2016 de M. Gusty Graas relative à la peronospora de la vigne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech weess zwar net, ob ech kompetent genuch sinn, fir vill zousätzlech Erklärungen ze ginn. Mä déi schlecht Wiederkonditiounen aus de leschte Wochen a Méint hu jo zu ganz grouse Problemer um Niveau vun der Landwirtschaft gefouert, dat virun allem um Niveau vun Wäibau.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill zu Stadtbredimus an der Period vum 26. Mee bis de 14. Juni net manner wéi 190 Millimeter Ree gefall sinn, dat waren der néng den Dag, wat enorm vill ass. Dat huet derzou gefouert, datt awer eng gewësse Pilzkrankheet sech entwéckelt huet, de Falsche Mehltau, wéi dat genannt gëtt. Oder fréier huet een effektiv derfir de Peronospora gesot. Dat ass eng Pilzkrankheet, déi an der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert aus Nordamerika a Lëtzebuerg importéiert ginn ass. Déi mécht sech bemierkbar duerch sougenannt Uelechflecken op de Blieder. An dat kéint souguer un engem Totalausfall och vun der Récolte féieren.

Ech hunn duerfir an deem Kontext véier Froen un den Här Landwirtschaftsminister ze stellen.

Wéi héich ass effektiv den Infektionsdruck elo vun där Krankheet do? Ech erënneren drun, datt mer schonn 2012 dee Problem haten.

Eng zweet Fro ass déi, ob d'Wënzer adequat Méiglechkeeten hunn, fir, wéi gesot, déi Krankheet ze bekämpfen. Ech denken hei zum Beispill och un den Asaz vun Helikopter, ënner anerem.

Drëtens, kann een elo schonn eng Schätzung maachen, wéi héich den Ausfall ass? An ass domat ze rechnen, datt vläicht doduerch och 2016 manner Wäi ka récoltéiert ginn?

An dann eng véiert Fro, ob d'Regierung awer och drun denkt, vläicht gewësse Moossnamen an d'Wee ze leeden, fir, wéi gesot, dese Fléau ze bekämpfen, dee jo awer eise Wënzer ganz vill Problemer bereet.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.** - Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem honorabelen Här Gusty Graas Merci soe fir déi Fro iwwert d'Situatioun an de Wéngerten duerch de Peronospora-Pilz.

Erlaabt mer kuerz, op d'Biologie vum Peronospora-Pilz anzugehen. Ech mengen, den Här Graas huet et gesot: Dese Pilz ass 1878 vun Amerika no Europa komm. Dat heescht, eis europäesch Rief Vitis vinifera huet keen natierleche Schutzmechanismus géint dese Pilz. D'Peronospora gehéiert der Gattung Plasmodium an, esou wéi dat och fir d'Kraut- an d'Braunfäule bei de Gromperen a bei den Tomaten de Fall ass.

Fir sech optimal ze entwéckelen, brauch de Pilz méll Temperaturen a Reen. Hie befält d'Blieder an déi jonk Drauwen. D'Peronospora kennt d'est Joer keng Gnod. Déi éischt grouse Infektione sinn duerch déi massiv Nidderschléi vum 30. Mee verursaacht ginn, wou bal 30 Millimeter Ree gefall sinn. Weider ausgebreit huet sech duerno dese Pilz duerch déi permanent naass Wiederkonditiounen. Am Juni si beispillsweis zu Stadtbredimus 175 Millimeter Ree gefall, dat heescht dräifach méi, wéi dat üblicherweis de Fall ass.

D'Befallsituatioun ass vu Wéngert zu Wéngert verschidden an hânt vum Mikroklima, der Riefzort a vum Moment of, wou gesprézt ginn ass. Dat erkläert, datt och verschidde Wéngerte bal befallsfrei an anerer massiv infizéiert sinn. Den Ertragsausfall variéiert duerfir momentan, jee no Parzell, tëschent 0 an 90%.

Ech kann lech awer elo nach net soen, wéi sech de Pilzbeffall op d'Gesamtrécolte auswirkt, well mer nach net wëssen, wéi d'Drauwe sech elo no der Bléi entwéckelen.

Ech hu meng Beamte vum Wäibauinstitut den Optrag ginn, eng éischt Evaluatioun vum Schued ze maachen, soubal dat méiglech ass.

De Wënzer gëtt awer net eleng am Ree stoe gelooss. Hien ass duerch eng kompetent Berodung vum Wäibauinstitut an de Beruffsorganisatiounen encadréiert. Des Weidere sinn déi sechs Wiederstatiounen vun der ASTA op der Musel mat deene modernste Peronospora-Prognosmodeller équipéiert ginn.

Et ass mir awer ganz wiczig ze betounen, datt dese Pilz keen Impakt op d'Qualitéit vun den Drauwen an dem Wäin huet. Ab dem Entwécklungsstadium 75 - dat ass ierbessegrouss - vun de Grone kann de Pilz d'Drauwen net méi befallen. An déi Drauwen, déi elo befall sinn, verdréchnen.

Wéi geet et weider? D'Klimaexperte vum LIST mengen, datt esou extrem Wiederkonditiounen an der Zukunft éischer d'Regel wäerte si wéi d'Ausnam. An eise Regiounen vill et méi waarm ginn an d'Nidderschlagsverdeelung verännert sech. Si rechnen mat engem verstärkten Optriede vun extremen Nidderschléi fir d'est Joer a laangen Dréchephase, wéi beispillsweis 2015.

Bei esou extreme Wiederkonditiounen wéi d'est Joer kann de Wënzer leider net méi maachen, wéi sprézte goe géint d'Peronospora. Berodung a Prognosmodeller sinn zwar eng wiczig Hëllef, mä net d'Léisung vum Problem. Dat Eenzegt, wat laangfristeg eng Léisung ass, si pilzfest Sorten. International gëtt mat Héichdruck u pilzfesten Zorte gefuerscht. Mä des Evolutioun brauch nach ganz vill Zäit. D'Champagne huet zum Beispill d'est Joer e grouse Fuerschungsprojet mat pilzfräien Sorten an Optrag ginn. D'Wëssenschaftler vun der Forschungsanstalt Geisenheim gesinn och an deenen Zorte laangfristeg déi eenzeg Léisung.

D'Lëtzebuenger Regierung huet duerfir verschidde pilztolerant Zorte fir de Lëtzebuenger Wäibau erlaabt. Den Haaptproblem ass d'Akzeptanz vun neien Zorte beim Konsument. D'Qualitéit vun dese Wäiner ass zwar genausou gutt wéi bei deene klasseschen Sorten, mä d'Nimm vun den Sorten, wéi zum Beispill Cabernet Sauvignon, Cabernet Blanc oder Johanner, kennt de Konsument awer bal net.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

A mir géifen zu eiser leschter Fro kommen, déi vum Här Léon Gloden un den Här Innenminister geet an d'Cirulaire 3196 betrëfft. An do gi mer elo e bësse méi gewuer.

- **Question n°214 du 5 juillet 2016 de M. Léon Gloden relative à la circulaire ministérielle 3196 ayant trait aux calculs de l'amortissement des infrastructures et des équipements d'assainissement des syndicats de communes ayant pour objet l'assainissement d'eaux, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Ech hoffen, Här President. Ech hunn eng Fro un den Här Innenminister. Op Basis vun der Cirulaire N°3295 vum 2. September 2015, déi eng Cirulaire vum 28. Oktober 2014 ofgeännert huet, hunn d'Ofwaassersyndikater d'Méiglechkeet, den Taux d'amortissement vun den Ofwaasserinfrastrukturen an Equipementer vun de fréieren 100% op 50% erfrozesetzen.

Wéi dat vun de Syndikater bis ugepasst ginn ass, ass opgefällt, datt des Prozedur awer mat der Comptabilité commerciale vun de Syndikater net kohärent ass, vu datt net kloer definéiert gouf, wou déi aner 50% hierkomme sollten. Missten déi aner 50% och gedeckt ginn, sollt mengen Informatiounen no de Stat déi aner 50% couvréieren. Et gëtt awer dofir nach keng schrëftlech Bestätegung.

D'Syndikater wäerten awer an den nächste Méint hire Budget fir 2017 opstellen. An dofir ass et wiczig ze wëssen, wéi een an deser Af-fär virgoe soll, well et geet hei bei deser Problematik jo ëm ganz vill Suen.

Merci fir d'Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gloden. An d'Wuert huet elo den Här Innenminister Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President, a Merci och dem honorabelen Deputéierte fir déi Fro. Et ass effektiv esou, dass opgrond vum Artikel 172 vum Gemengegesetz den Innenminister déi Gemengesyndikater designéiert, déi kënnen no enger Comptabilité générale oder no enger Comptabilité commerciale fonctionnéieren. D'Ofwaassersyndikater, an dat ass kee Geheimnis, gehéieren dozou. De Prinzip ass dann deen, esou wéi dat och virun ugeschwat ginn ass, dass 100% mussen amortiséiert ginn.

Wat ass de Sënn an den Zweck vun deem Amortissement? Ma et soll séchergestallt ginn, dass, wann eng Installatioun hiren Dëngscht gelescht huet a muss ersat ginn, dann och genuch finanziell Moyenen do sinn, fir se ze ersetzen. A virun allem am Ofwaasserberäich ass dat

natierlech och net vu Muttwëll, dass een dat virgesäit. Zum Beispill soll de Wäertverloscht vun enger Kläranlag an deem Fall och kënnen amortiséiert ginn.

Zugläch ass dat awer, an dat soll een net négligéieren, och eng Charge fir dee betreffende Syndikat respektiv och fir déi eenzel Membersgemengen. Dat bedeit, dass den Amortissement datt finanziell Resultat vun enger Entitéit no ënnen dréckt. A vu dass jo d'Budgeten am Gemengesecteur mussen équilibréiert sinn, bréngt dat natierlech ënner Ernstänn eng ganz héich finanziell Belaaschtung fir d'Gemenge mat sech, déi héich Zomme mussen op d'Säit leeën, fir d'Ofwaassersyndikater ofzesécheren.

Dat spillt bei den Ofwaassersyndikater awer nëmmen zum Deel, wéi ech dat och elo wëll erklären. An da kommen ech op déi Fro: Wou kommen déi aner 50% dann hier, déi dann net sollen, mä mussen amortiséiert ginn?

D'Ausgangssituatioun wéi se war huet mech also dozou bruecht, no Consultatioun mam Umweltministère - an ech halen drop, dass dat och hei gesot gëtt -, dass dofir d'Syndikater, sou wéi Der et gesot hutt, nëmme méi brauche 50% ze amortiséieren. Et ass hinnen also fräigestallt, entweder 100% oder e bësse manner ze amortiséieren, mat dem Minimum vu 50%. Et ass also fakultativ fir d'Syndikater, dat ze decidéieren.

Och dat huet schonn Ulass ginn zu enger Rei vun Diskussiounen, wou d'Syndikater déi Circulaire net ëmgesat hunn an d'Gemengen domadder natierlech net ëmmer immens frou waren. Mä do soen ech: Et ass kloer, dass all Gemeng am Prinzip hire Vertrieeder am Syndikat huet, an da mussen och déi Gemengen hire Vertrieeder unhalen, dass de Gemengesyndikat dann och déi Méiglechkeeten, déi d'Cirulaire hinne gëtt, och ëmsetzt. Am anere Fall dierfe se sech net bekloun!

Wesentlech an der ganzer Diskussioun ass, dass den Ofwaasserberäich staatlech subventionéiert gëtt. Aktuell sinn dat 65%. Et waren der an der Zäit scho méi. Mä 65%, déi ginn am Moment nach ëmmer subventionéiert. Fir d'Ofwaassersyndikater, déi an esou enger Situatioun sinn, fir déi dann ze forcéieren, 100% ze amortiséieren, bréngt an deem Fall net nëmmen net ganz vill, mä ass en plus och nach kontraproduktiv, well u sech méi amortiséiert gëtt wéi dat, wat herno eventuell gebraucht gëtt, wann dat Ganzt muss nei gebaut ginn.

Mat dem 50%-Modus vun Amortissement erlaube mer de Gemenge carrément, en Deel vun deene Suen, déi d'Syndikater am Fong guer net brauchen, selwer ze investéieren an dee Projet, dee se als Gemeng virhunn. Mä selbstverständlech ëmmer erëm vorausgesat, dass d'Gemengen hir Delegéiert an de Syndikater och dann dozou unhalen, de Syndikat ze froen, da wann ech gelift och déi Méiglechkeet vum 50%-Amortissement ze notzen.

Engersäits kann ee soen, dass de 50%-Modell fonctionnéiert, natierlech nëmmen esou laang, wéi déi staatlech Subventiounen lafen! Ech mengen, dat ass evident. An engem Moment, wou de Stat géif decidéieren, déi staatlech Subventiounen net méi ze bezuelen, wäere mer natierlech erëm an enger anerer Situatioun a missten dann deementspriedend och eis Circulaire upassen.

Ech kann awer hei soen, dass et net ugeduecht ass vun der Regierung, fir déi Subventiounen ënner 50% ze drécken, soudass also déi 50%-Amortissementsklausel nach ëmmer ka weider bestoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir ginn zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwer. Et ass eng erweidert Fro vum Här Marcel Oberweis vum Fair Trade. Den Här Oberweis huet fënnf Minutte fir seng Fro an d'Regierung huet herno zéng Minutten, fir dorop ze äntwerten. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie n°18 de M. Marcel Oberweis relative au «fairtrade»

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Jo, Merci fir d'Wuert, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Fair Trade, deen ass net esou jonk nach. Et ass säit dem Joer 1946, also scho laang hier, wou et dee Begrëff gëtt. Et handelt sech ganz einfach ëm e kontrolléierten Handel, mat deem d'Produzenten e gerechte Präis fir hir Produkter bezuelt kréien. Iwwer laangfristeg Partnerschaften gi liebenswäeg Relatiounen tëschent alle Partner an der ganzer

Geschäftsketten opgebaut. Virun allem sollen déi virgeschriwwen Umwelt- a Sozialstandarden agehale ginn an et soll keng Kannerarbecht verriicht ginn.

Momentan profitéiere ronn 1,7 Milliounen Klengbauere a 74 Länner vum dem fairen Handel. Dës Klengbauere stelle ronn 86% vum alle Fair-Trade-Produzenten duer. Meng Kolleegin, d'Nancy Kemp-Arendt, hat schonn an hirer Ried d'lescht Joer am Oktober op d'Wichtigkeet vun de Produiten aus dem fairen Handel higewisen.

An der Europäescher Unioun gouf et am Joer 2013 Fair-Trade-Produkt am Wäert vun 2 Milliarden Euro. Hei am Land ass am Joer 2013 nëmmen e Chiffre d'affaires gewiescht vum Fair Trade vun 10,7 Milliounen, dat sinn op de Kapp 20 Euro pro Awunner.

Wann de Konsument e Fair-Trade-Produkt keeft, fir dat en e wéineg méi déif an d'Täsch muss gräifen, ass en awer verséichert, dass de Produzent ënnert deene beschte Bedéngunge schaffe kann a mat senger Famill e mënschwerdegt Liewe féiere kann. Zousätzlech gëtt och seng Umwelt respektéiert, déi hie jo brauch fir d'Produktioun vu senger Liewensmëttel. Deemno eng Win-win-Situatioun an e Kärelement vun eiser Kooperatiounspolitik.

Et ass och wichteg drop hanzeweisen, dass de Syvicol sech dem Fair Trade verschriwwen huet. Mëttlerweil sinn eng ganz Rei vu Gemengen dem Fair Trade bäigetragt a goufe scho mat dem Logo „Fairtrade“ ausgezeichnet. Domat sollen a gi virun allem d'Schoulkanner an d'Awunner an dese Gemengen opgeruff, verstärkt Fair-Trade-Produkt ze kafen.

Enger rezenten Ëmfro no sinn ëmmer méi Leit der Opfaassung, dass de Fair Trade méi ënnerstëtzt muss ginn. De Konsument an d'Regierung wéi och déi öffentlech Autoritéite mussen hei hire Bäitrag leeschten.

Et muss och ënnerstrach ginn, dass niewent de Fair-Trade-Produkt och déi Lëtzebuurger Produkter hire Wee bei d'Clienté fanne mussen. Et dierf hei net zu engem Konkurrenzdenke kommen. Dofir hunn néng Organisatiounen aus dem Baueremilieu eng Petitioun lancéiert, fir méi regional Produkter an den öffentleche Kantinen ze consomméieren, verschléisse sech awer net dem Akaf vu Fair-Trade-Produkt, déi mir hei am Land jo net hunn, wéi de Kaffi, d'Mangoen oder Banannen.

Dës Initiative gi vun der CSV ganz daitlech ënnerstëtzt. An trotzdem: Um Härebiereg zum Beispill gëtt iwwer eng Tonn Banannen am Joer konsuméiert, dovunner quasiment keng aus dem Fair Trade. Nëmme e Brochdeel vum konsuméierte Kaffi soll aus dem Fair Trade kommen. Och läit an de Spideeler, den Altersheimer, Fleegeheimer e risegt Potenzial virun ons. Hei kënnen mir vill méi Fair-Trade-Produkt an den Asaz bréngen.

Ech wor frou ze gesinn, dass déi lescht Woch déi éischte Kéier hei am Haus an der Buvette Fair-Trade-Banannen ausgeluecht gi sinn. Bravo fir déi Aktioun! An elo soll nach Fair-Trade-Kaffi kommen. Mir sinn also um gudden Wee, och hei am Haus.

Dat lescht Joer huet den Här Minister Romain Schneider och drop higewisen, dass jiddweree gefuerdert ass, sief et den eenzelne Bierger oder wéi gesot, déi öffentlech Akteuren. Hien huet gesot, et géif e Screening gemaach ginn an der Regierung. A mir waarden haut awer nach dorobber! Mir brauchen also eng kohärent a voluntaristesche Akafpolitik an de politesche Wëllen. Ons Regierung muss hei hir Responsabilitéit iwwerhuelen!

Et soll net vergiess ginn, dass de Cercle de coopération dat lescht Joer eisem Här Chamberspräsident hanneru mir eng Fro zur Politikkohärenz vun eiser Kooperatioun am fairen Handel iwwerrecht huet. Et ass ënnerstrach ginn, dass den Achat public e politesche Akt ass, mat deem mir alleguerten e Zeeche setzen an eng fair Partnerschaft kënnen mat de Mënschen opbauen, déi op eis Hëllef ugewise sinn.

Den Här Chamberspräsident huet deemools gesot gehat, hie géif eng Démarche ënnerhuele bei der Regierung, duerch déi dann elo bei den Achaten och déi sozial, etesch an ekologesch Kritäre sollte mat diskutéiert ginn. Leider bis elo ouni Erfolleg!

► **Une voix.** - Ouh?

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - An der rezenten Konferenz zu diesem Sujet huet d'Madamm Marie Greindl et kloer ënnerstrach: „Ouni de politesche Wëlle geet hei näischt!“ Et dierf net dat bëllest Produkt bei der Ausschreibung gewannen. Déi dräi genannt Kritäre mussen

onbedéngt bei der öffentlecher Ausschreibung agehale ginn.

Doriwwer, Här Minister, véier kleng Froen:

1. Wat ass dann déi aktuell Situatioun zur Akafpolitik vun de Produkter aus dem Fair Trade an den öffentleche Verwaltungen?

2. Huet d'Regierung zënter der leschter Debatt d'lescht Joer eppes Konkretes am Kontext vun de Fair-Trade-Produkt ënnerhollt?

3. Huet eis Regierung konkret Mesuren ergraff, fir sech an de Ministären, de Verwaltungen, de verbleiwende Gemengen, an de Schoulen fir de Geescht vum Fair Trade anzusetzen?

4. A wou sti mir - lescht Fro - mëttlerweil mat der europäescher Direktiv aus dem Joer 2014, déi bis de Januar dëst Joer sollt ëmgesat ginn an nationaalt Recht?

Jo, léif Frënn alleguerten heibannen, well et jo mam Schwätzen net duergeet, mä een och eppes muss maachen, wéi ech an Ärem Numm dann - well ech denken, dee Gedanke gëtt gedroen - eisem President hei fir seng Mataarbechter Fair-Trade-Schockela iwwerreechen. Net fir hien, mä fir d'Mataarbechter. Ech soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Merci!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Passt op, dat déi gréng näischt dovun kréien, déi gi krank dovunner!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wéll och heimat weisen, dass dem Här Oberweis seng Verpackung net eidel war, mä dass wierklech eppes dran ass. An ech géif et weiderginn un zum Deel eist Personal, mä awer och un d'Deputéierte-Kolleegen, wann dat am Sënn ass vum Här Oberweis, well fir d'Erreicherung vun deenen nobelen Ziler brauche mer eis alleguer. Merci!

An ech ginn d'Wuert un de Kooperatiounsminister, wou ech weess, dass en eis vill mat upuekt. Här Kooperatiounsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. Ech hunn lech leider elo keen esou e flotte Fair-Trade-Projet oder -Kaddo matbruecht, mä ech kucken dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass fir d'nächste Kéier.

► **M. Romain Schneider, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech kucken dann, Här President, op regional Manéier mat regionalem Slang ze äntwerten, well dat gehéiert jo natierlech och derzou. Ma ech mengen, virun allem gesäit een: Do wou „Fairtrade“ dropsteet, ass och „Fairtrade“ dran. Ech mengen, dat ass esou, natierlech hutt Der lech och vergewëssert dovun.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ech ugeschwat ginn hei als Minister vun der Kooperatioun op dese Volet vum Fair Trade a vun den Akeef dovun, mengen ech, steet un, well den Här Oberweis weess, dat ech ganz sensibel sinn an där doter Thematik a virun allem och als President respektiv Minister de tutelle vum Comité interministériel, e Comité, wou ganz dacks dës Problematik schonn diskutéiert gouf, diskutéiert gouf an deem richtege Wee.

An ech mengen, et ass zu Recht och, dat Der gesot hutt, dat grad an der Chamber während dem Débat iwwer d'Kooperatioun - deen iwwerregens am November war, net am Oktober, mä am November, de 17. November war - eigentlech och méi Riedner schonn dorop higewisen hunn; et war d'Madamm Arendt, et war den Här Gusty Graas, et war d'Cécile Hemmen an et war virun allem och de Claude Adam, déi op déi dote Problematik agange sinn, dat dat e wichtege Facteur wier, dat mer selbstverständlech op Fair-Trade-Produkt mussen a missten agoen.

Ech mengen, et ass genau dat och, wat d'Politik ass vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef: fir hinzugeen an ze kucken, dat mer virun allem an de Länner selwer kucken - an den Entwécklungslänner, awer och a Länner, déi effektiv op engem Niveau sinn, wou mer Hëllef musse ginn -, de Leit op der Plaz Perspektiven ze ginn. A si kënnen nëmme Perspektiv kréien, wa se engersäits déi néideg Formatioun hunn, fir Saachen ze maachen, an anerersäits och eng Economie kënnen opbauen, déi da souzeseen zu engem Ganze féiert, wou déi ganz Protection sociale, wou ech soen, ëmmer hannendrun ass a wou ee virun allem dann och natierlech fair Präisser fir fair Produkter muss kréien. Dat ass ganz kloer d'Schinn, wuer mer wëllen higoen.

Et ass och esou, dat dat heite jo eng Suite ass vu villen Débat an och Consultatiounen respektiv och Froebéi, déi mer an der Vergaangen-

heet schonn haten. Ech ka mech erënnere, an der viiregter Regierung war et meng Virgängerin, d'Madamm Jacobs, déi dës Ëmfro eng Kéier gemaach hat beim Stat selwer, bei den Administratiounen.

Ech mengen, déi e bësse méi wéi 100 Äntwerten, 122 ganz genau, déi mer kritt hunn, hu gewisen, dat nach ganz vill ze maache wier, hu gewisen awer och, dat et virun allem eng ganz grouss Konfusioun géif ginn téschent Fair Trade, téschent lokale Produkter an téschent regionale Produkter. An ech mengen, dat déi dräi Voleten immens wichteg sinn, dat mer effektiv hei zu Lëtzebuerg probéieren, dës Produkter esou wäit wéi méiglech an de Vierdergrond ze stellen, a selbstverständlech och Fair Trade.

Ech géif dann e bësse méi op de Fair-Trade-Volet agoen.

Dir wësst, dat ech net all d'Kompetenzen hunn an deenen eenzelne Ministären, wat den Achat betrëfft vun de Produkter. Do sinn et effektiv déi eenzel Ministären. Mä d'Kolleegen hu mer eenzel Beispiller matginn op de Wee, fir ze weisen, dat effektiv ganz vill Bewegung an diesem Volet ass.

Engersäits zum Beispill am Statsministère ass et esou, dat souwuel de Kaffi wéi och d'Jusen de Moment Fair Trade akaaft ginn, obwuel ech bei de Fair-Trade-Juse muss soen, dat een heiansdo sech d'Fro muss stellen. E Fair-Trade-Juse, deen een importéiert, zum Beispill aus Südamerika, do hunn ech vläicht heiansdo léiwer e regionalen hei aus eisem Eck, dee gedronk gëtt. Och do muss een heiansdo d'CO₂-Emissiounen spille loosse an eng Kéier och de Bilan maachen: Wat ass dann am beschten?

Mä eleng am Statsministère, mengen ech, sinn Efforte gemaach ginn, souwéi och iwwerregens an der Economie, d'Economie, déi och hir Certificatioun „Fairtrade“ nach versinn huet supplementar mat der Responsabilitéit vun den Entrepreneuren. Och dat ass jo e wichtege Facteur säitens dem Secteur privé, fir mat op deen dote Wee ze goen.

An ech mengen, Dir wësst alleguerten, dat virun allem och am Kader vum MDDI a virun allem och am Kader vun de Marchés publics duerch de Projet de loi, deen um Instanzewe ass, wou de Moment op den Avis vum Conseil d'État gewaart gëtt, och hei d'Méiglechkeet ginn ass, iwwer d'Artikelen 35 a 36 nei Ouverturen ze maachen a virun allem och ze kucken, dat mer an der Attributioun vun de Marchéen och d'Nohaltegkeetskriterien drakréie respektiv och Qualitätsregele kënnen mat erabrénge. An ech mengen, dat gëtt eis d'Méiglechkeet, a ville Beräicher och déi Beispiller, déi Dir genannt hutt, ze ëmgoen an och ganz kloer och do Marchéen ze verginn, déi deenen dote Kriterien entsprechen.

Ech selwer, ech mengen, dat wësst Der, hu probéiert, virun allem während der Présidence och fir d'Thematik ze sensibiliséieren, hu probéiert, virun allem och op europäeschem Niveau all Kéiers drop hanzeweisen, dat et wichteg ass, dat mer Fair-Trade-Produkt promouvéieren an dat mer virun allem Fair-Trade-Produkt akafe respektiv probéieren, Schinnen ze fannen, fir dat ze maachen.

Dir wësst, dat virun allem am Beräich vu Fair-Trade-Kleeder, Fair Fashion souzeseen, ech selwer un enger Rei vun Evenementer deelgeholl hunn, wat flott Evenementer waren, wou een eng Rei nei Saachen entdeckt huet, wou ee gesäit, dat ganz vill um Marché ass, mä wou mer virun allem awer gesinn hunn, dat mer op europäeschem Niveau keng Eenegung hunn, fir effektiv do virunzecommen.

Dofir hu mer virun allem och hei zu Lëtzebuerg gekuckt, dat selwer an d'Hand ze huelen. Mir hunn eis zesummesat mat der zoustänneger ONG a wäerten a kierzester Zäit och hei e Projet national maachen. Mir wäerte virun allem awer hoffen, dat mer e Secteur privé kréien, deen och mat an déi Richtung geet, fir dann och eng gréisser Offer kënnen unzibidden a wierklech eng gemeinsam Aktioun dann téschent Regierung, téschent ONG an téschent dem Secteur privé kënnen ze lancéieren. Éischt Resultater erwaarde mer eis hei am September, dat se effektiv kommen an dat mer och kënnen op diesem Wee virugeen.

E wichtege Partner, mengen ech, och an deem ganze Volet hei ass, niewent dem Stat selwer, virun allem och dee konventionéierte Secteur, virun allem, Dir hutt et gesot, dee ganze Volet vu Fleegeheimer, Altersheimer. An och hei, mengen ech, kennt Der zum Beispill d'Approche vu Servior, Servior, déi hei och ganz kloer Kriterien erausginn hunn, wat d'Fraicheur betrëfft, wat virun allem awer och d'Nohaltegkeetsprinzipie betrëfft beim Akaf, beim Verdeeke vun hire Wuere respektiv vun hire Produkter an deene Beräicher.

An dann ass natierlech nach e ganz wichtege Akteur an deem ganze Beräich, dat sinn d'Ge-

mengen. Ech mengen, mir hunn ëmmer méi Gemengen, déi sech hei implizéieren. Et gi laang Traditiounen. Ech gesinn hei de fréieren Diddelenger Buergermeeschter sëtzen, an...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Zweek!

► **M. Romain Schneider, Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - ...zwee fréier Diddelenger, déi zënter 15 Joer implizéiert sinn am Fair Trade. Och déi Schëtter Gemeng huet iwwer 15 Joer, an anerer koumen no an hu virun allem och ëmmer erëm Aktioun gemaach, virun allem Aktioun gemaach och ronderëm zum Beispill de Kleeschen, wou flott Tuten ëmmer eriwuerbruecht ginn, wou vill Leit dann och selwer hei konnte sensibiliséiert gi fir Fair-Trade-Produkt duerch faire Schockela et cetera, alles, wat dann an deenen Tute konnt ausgedeelt ginn.

Ech mengen also, dat eng ganz Rei vun Aktiounen hei an diesem Beräich lafen. Ech mengen awer och, dat mer an Zukunft nach ganz vill ze sensibiliséieren hunn an ze promouvéieren hunn. An dofir och grad ass et jo esou, dat d'Lëtzebuurger Regierung iwwer de Budget vun der Kooperatioun grad och d'ONG Fairtrade ënnerstëtzt, an dat an engem Accordcadre, do wou mer 80% vun de Finanzementer iwwerhuelen, wou mer ëmmerhin awer iwwer d'Period 2015 bis 2017 pro Joer e Budget vun 325.000 Euro zur Verfügung stellen! Dat ass gutt esou, dat ass richtig esou. Ech sinn iwwerzeegt, dat se och richtig ugeluecht sinn, dat effektiv déi Sensibilisatioun fir d'Fair-Trade-Schinn och ka virugeen.

An ech wënsche mer fir eis, dat mer, wa mer d'nächste Kéier hei driwwer debattéieren, net nëmmen eng Tut kënnen ausdeelen, mä generell kënnen soen, dat wierklech och d'Fair-Trade-Schinn ukomm ass hei an de Ministären an an de Verwaltungen, awer och generell iwwerhaupt bei der Bevelkerung.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Oberweis wëllt nach nohaken.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Ech wollt just e grouse Merci soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Da profitéieren ech dovun, fir dem Här Oberweis als Merci fir de Schockela - wou et iwwerregens och ganz gudd Fair-Trade-Schockela hei zu Lëtzebuerg gëtt, Fondation Tricentenaire zum Beispill, mat fair gehandelte Produkter -, ech wéilt dem Här Oberweis eise Bréif iwwerreechen, dee mer opgrond vun der Rencontre mat Fairtrade un d'Regierung geschéckt hunn, awer net nëmmen un d'Regierung geschéckt hunn, mä och selwer behäerzegt hunn.

Zënter annerhallwem Joer gëtt et hei fair gehandelt Banannen. Eist Uebst ass an der Zwëschenzäit entweder fair gehandelt, regional bio oder dat gemeinsam zesummen. Den Téi ass fair gehandelt respektiv regional. Mat eisem Kaffi fuere mer Tester. A wat de Rescht vun der Acquisitiounspolitik ugeet, probéiere mer, d'Nohaltegkeet hei am Haus ze respektéieren, souwuel a Saache SuperDrecksKëscht wéi Acquisitioun vu Material. An ech soen dat hei virun den opmierksamen Ouere vun engem vun den Haaptartisanen, dem Henri Kox.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wollt dat just soen, dass den Här Oberweis net eleng dosteet.

Voilà, dat gesot, géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergeen, der Interpellatioun vun der Madamm Françoise Hetto iwwer d'Leierschwieregkeeten, déi ënnert dem Sammelbegrëff „Dys“ regroupéiert sinn. An d'Madamm Hetto-Gaasch huet d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Françoise Hetto-Gaasch sur les troubles de l'apprentissage

Exposé

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), interpellatrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 30. Januar vun diesem Joer war op Initiativ vun der Fondation Grand-Duc a Grande-Duchesse e groussen internationale Forum initiéiert ginn, fir iwwer déi verschiddenen Troubles d'apprentissage wéi Dyslexie, Dysphasie, Dyscalculie oder och nach Dyspraxie an ADHS ze schwätzen. Iwwer 1.500 Interesséierter hate sech afonnt, dee beschte Bewäis, dass d'Thematik vill Mënschen op déi eng oder aner Manéier beweegt.

Eng ganz Partie Experten a Betreffener koume moies zu Wuert an hu sech och net gescheit, de Fanger op d'Wonn ze leeën. Nomëttes konnten Elteren an Enseignanten a verschidde Ateliere léieren, mat deenen eenzelne

Léierschwieregkeeten ëmzegoen. Si kruten Adressen, praktesch Tuyauen, gutt Rotschléi a pädagogesch Outille mat op de Wee.

Den 1. Februar vun dësem Joer hunn ech dës Interpellatioun ugefrot. Haut schreiw mer de 5. Juli. Méi wéi fënnf Méint huet et also gedauert, bis dës Sujet wichteg genuch war, fir en op den Ordre du jour vun der Chamber ze setzen!

E kuerze Rappel, firwat déi eenzel Begrëffer iwwerhaupt stinn:

Bei Dyslexie, och nach Legasthenie oder LRS genannt, vertauscht e Kand Buschstawan, et verdréit Silben, et léisst beim Liesen, wat him iwwerregens ganz schwéierfällt, carrément Wierder weech.

Bei enger Dyspraxie fällt d'Successioun an d'Koordinatioun vun einfache Gestë schwéier. Zum Beispill huet e Kand scho Problemer, fir einfach nëmmen e Bic unzehen, oder et mécht en général ganz ongeschéckt Bewegungen.

Bei enger Dyscalculie huet e Kand Schwieregkeeten, Zuelen ze verstoen an ze benotzen, se iwwerhaupt emol ze erkennen a souguer scho kleng Quantitéite vu Saachen, déi virun him leien, ze evaluéieren.

Kanner, déi eng Dys-Problematik opweisen, hu keen intellektuellen Defizit, och keng organesch Problemer, mä neurokognitiv Entwécklungsstéierungen. Ganz dacks gétt eng Dys entdeckt, wann eng Persoun aus dem Kand sengem Entourage feststellt, dass eppes am Kand senger Entwécklung net esou richtig klappt. Et deet sech zum Beispill schwéier beim Schwätzen, et huet Problemer ze molen, seng Schung ze strécken oder e Knapp einfach nëmmen op oder zou ze maachen.

Et ass duerfir vu ganz grousser Wichtigkeit, dass den Dépistage esou fréi wéi méiglech geschitt, fir dass kann adequat reagiert ginn an dem Kand säin Ëmfeld kann deementsprechend aménagéiert ginn.

Wat de Problem näamlech éischter detektéiert gétt, wat een éischter kann hëllefen an domadder kann évitéieren, dass d'Kand opgrond vu senger Problematik nach weider Schwieregkeeten hannendrun entwéckelt an an e sougenanntene Cercle vicieux erageréit. An nëmmen - nëmmen - duerch eng ganz fréi Diagnos kann een esou eng Dys eenegermoosse gutt kontrolléieren, huet d'Madamm Suzette Everling, d'Grënnerin vum SCAP, um Forum erkläert.

De Professor Germain Weber, Doyen op der psychologescher Fakultéit vun der Uni Wien, huet um Forum betount, dass Kanner mat enger Dys meeschtens ganz intelligent sinn an ebe just aner Kompetenzen hunn. Och fir hien ass e fréizäitegt Erkennen immens wichteg, well een zum Beispill Dyslexie da ka bis zu 80% behiewen.

A wann een dann d'Erkenntnis bis huet, da mussen d'Kand a säin Entourage dës Erkenntnis unhuelen, verstoen a léieren, domadder ëmzegoen. An dat betreffend Kand muss gehollef kréien an ënnerstëtzt ginn, fir seng Talenter ze entwéckelen. Domadder verhënnert ee vill Frustratiounen a ganz vill Enttäuschung.

Den Jackie Stewart, de Winston Churchill, de Walt Disney, den Ernest Hemingway an de Leonardo da Vinci haten all eng Dys. An alleguer hunn an hate se aner Talenter.

Ech hu mer och am Virfeld vun dëser Interpellatioun e bëssen ugekuckt, wat an anere Länner an deem Kontext gemaach gétt, ganz besonnesch fir Legastheniker, also fir Dyslexiker. An ech hunn eng Retsch Best Practices erausgeschriwwen.

A Kanada zum Beispill, do gétt et e Guide, wou d'Rollen an d'Kaderbedéngunge vun all deene Persounen, déi am Bildungsprozess bedeelegt sinn, beschriwwen sinn, dat heescht d'Enseignanten, d'Enseignants spécialisés, Psychologen, Therapeuten an d'Ministèresverrieder. An dësem Guide, do stinn da ganz konkret Commandatiounen, wéi si solle virgoen an handelen, wa bei engem Schüler psychesch a physesch Beanträchtegung festgestallt gi sinn.

Neuseeland huet zum Beispill Informatiounen zum Thema Legasthenie op senger Homepage fir Elteren a Schoulen. Duerch speziell Therapië ginn d'Kanner ënnerstëtzt, hir Stärken a Schwächen ze erkennen an ze verstoen, mam Zil, fir hirt Selbstwärtgefill ze stäerken. An dës Prozesser si souwuel Enseignant wéi och Elteren an Therapeute matagebonnen.

Finnland setzt op Fréierkennung, fir Barrieren an der Kompetenzentwécklung ze évitéieren, an op eng ganz gutt Aus- a Weiderbildung vun den Enseignanten.

Och a Schweden entstinn ëmmer méi Spezialiséierungsoffere fir d'Schouleschlechteren. Bei de Schweden stinn de Schüler Förderlehrer oder pädagogesch Hëllefkräften zur Säit, fir Aufga-

bestellungen ze erklären oder virzeliesen. D'Schüler kréien e Laptop mat enger spezifescher Software, fir hir Lies- a Schreifkompetenz ze verbessern. Doriwwer eraus kënnen se och méi Zäit zougustane kréien bei Prüfungen.

An Italien ginn zum Beispill regelméisseg Treffere mat de betraffene Familljen organiséiert. De Schouleschlechteren hir Aarbecht soll bekannt gemaach ginn an am Team besprach ginn, fir dass vum pädagogesche Standpunkt aus gesinn optimal kann zesummege schafft ginn.

Och an Italien steet de Schüler eng speziell Software zur Verfügung. D'Texter dierfen opgeholl ginn, amplaz dass se geschriwwen mussen ginn. Et gétt extra Programmer fir Textverarbeitungssoftware a verschidde Mesuren, fir Prüfungen méi lichter duerchzuführen. Souguer op den italienschen Unien hu Studenten, déi Léierschwieregkeeten an dësem Sënn hunn, d'Recht op Dispensen oder Aménagementen. Si kënnen hir Tester zum Beispill mëndlech maachen amplaz schrëftlech. Si hunn en Asaz vu Computeren oder si hunn einfach méi laang Zäit, fir hir Tester ze schreiw.

An Holland hu Kanner mat Dyslexie zum Beispill d'Méiglechkeet, sech Texter während dem Unterrécht virlesen ze loosse. A fir dass si d'Wierder besser verstinn an erkennen, gétt an där Therapie déi auditiv Erfahrung, also dat, wat se héieren, mat enger Gesinn-Erfahrung, dat, wat se kucken a gesinn, kombinéiert. Dat heescht, do sti bestëmmte Faarwe fir bestëmmte Buschstawan a fir bestëmmte Lauter.

Déi positiv Resultater vun all dësen ënnerschiedlechen Offere an d'Fördermoosname wierke sech laangfristeg positiv op déi jee-weile Gesellschaft vun deene Länner aus. Duerch dee méi héije Bildungsstand besti fir d'Legastheniker och besser Chancen op Integratioun um Aarbechtsmaart. Deemno kann een och do soen: Positiv Bildungsergebnisse schafe positiv Wirtschaftseffekter. Et gétt e reellen „return on invest“.

Dës puer Beispiller bezunn op d'Dyslexie solle veranschaulichen, wéi eng verschidde Méiglechkeeten een dach awer huet, wann ee gewëllt ass, eppes fir Dys-Problematiken ze maachen.

An deem Kontext wollt ech dem Schoulminister an awer och der Gesondheitsministesch e puer Froe stellen, vu dass och e grouse Volet Santé dovunner concernéiert ass. Och wa si net hei ass, ech profitéieren dann dovunner, dass den Här Schneider hei ass, vläicht kann hien dann, oder och net, op déi eng oder aner Fro äntwerten.

Éischt Fro dann un - déi wär fir d'Madamm Mutsch gewiescht - d'Regierung: Laut den Experten um Forum wier et vu grousser Hëllef, wann d'Pädiateren, déi jo als Alleréischte a Kontakt mat de Kanner sinn, gitt iwwert d'Dys-Problematik an ADHS informéiert wieren an deemno dës Form vu Léierschwieregkeeten esou fréi wéi nëmme méiglech këinten detektéieren. Do wär meng Fro un d'Ministesch gewiescht, ob si gewëllt ass, an deem Sënn d'Pädiater fir de Sujet ze sensibiliséieren. Och eng Gesamtsensibilisatioun iwwer ADHS an déi sougenannt „assoziiert Stéierungen“, all déi Dyssen, wier absolutt wichteg, esou wéi dat zum Beispill och beim Diabète vusäite vun der Santé gemaach gétt.

Meng zweet Fro, do kann awer elo den Här Schneider vläicht drop äntwerten: Bis viru Kuerzem huet d'Krankekeess d'Therapie an der Psychomotorik rembourséiert, als eenzeggen Traitement vun den Troubles d'apprentissage. Zanter Kuerzem, dat gouf um Forum gesot, gétt dës Therapie refuséiert, souguer wa se verschriwwen ginn ass. Wéi géift Dir dat erklären? Wéi wëilt Der dorobber reagéieren?

Drëtens: Den Dépistage précoce, do si mer eis eens, ass den A an den O, fir de betraffene Kanner ze hëllefen. Am Précoce, am Préscolaire gétt jo vun der Logopédie d'Sproochentwécklung vun Kand wierklech systematesch iwwerpréift. Wier et net och sénnvoll, dass am Cycle 1 d'Kand genausou systematesch a senger Globalitéit - also Motorik, Wahrnehmung, Konzentratioun - géif vun Experte gekuckt ginn, fir dann direkt esou fréi wéi méiglech kënnen mat enger ergotherapeutescher, psychomotorischer oder orthophonistescher oder sonderpädagogescher Prise en charge unzefänken, wann dat da sollt néideg sinn?

Véiertens: Wann ee weess, dass 10% bis 15% - 10% bis 15%! - vun de Kanner Léierschwieregkeeten hunn, 5% hunn ADHS, wier et vläicht oportun, regelméisseg d'Léierpersonal an d'Elteren ze sensibiliséieren an Informatiounsmaterial ze verschécken, fir ze informéieren, wéi ee mat där ganzer Problematik ëmgeet, wéi een eventuell eng Medikamentatioun sollt handhaben, wéi dat zum Beispill bei ADHS de Fall ass.

Do och d'Fro un d'Regierung: Ass si gewëllt, esou Informatiounsmaterial auszeschaffen an ze

verdeelten? Hei gétt et jo scho ganz vill gutt Beispiller am Ausland, wou ee sech kéint inspiréieren.

Da meng Froen un Iech, Här Éducatiounsminister.

Eng éischt Fro: Eisen Informatiounen no gétt et kee spezifescht Testmaterial, dat op Lëtzebuerg zougesechnidde ass. Mir verwenden däitsch, franséisch an englesch Dépistage-Tester. Gebraucht ginn awer norméiert Tester, déi op eis Populatioun zougesechnidde sinn. D'Uni Lëtzebuerg kéint esou Tester ausschaffen. De Fonds national de la recherche ass net gewëllt, d'Ausschaffe vun engem norméierten Test ze finanzéieren, well et keen internationalen Impakt hätt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Duerfir meng Fro un Iech, Här Minister: Sidd Dir gewëllt, esou en Optrag un d'Uni ze verginn, fir dass mer iwwer standardiséiert Tester kënnen verfuergen?

Zweetens: Wier et net wichteg, dass an der Formation initiale an an der Formation continue fir Erzéier a Léierpersonal eng ganz breet Plage am Programm fir d'Troubles d'apprentissage virgesi wier?

Drëtens: Et wier am Interessi vun der Saach, wann eng Equipe multiprofessionnelle kéint op e Sonderpädagog an hirer Métt zréckgräifen, fir den Diagnostic bei de Kanner ze maachen - de Fall gesat, et wier nach net gemaach ginn. Dee Sonderpädagog kéint näamlech dann duerno den Enseignanten zur Säit stoe beim Ausschaffe vu spezifesche Programmer oder vu klengen Adaptatiounen, déi musse gemaach ginn. Ass de Minister gewëllt, op dese Wee matzegoen, fir eng beschtméiglech Prise en charge ze assuréieren?

Véiertens: Am Enseignement secondaire ass bei eis hei zu Lëtzebuerg en „aménagement raisonnable“ virgesi fir Schüler mat Léierschwieregkeeten, fir hinnen déi néideg Zäit ze loosse, fir hir Tester ze schreiw. Wier et net och sénnvoll, en äänlechen Aménagement raisonnable fir den Enseignement fondamental virzugesinn? Wéi sti Dir dozou?

Fënneftens: Kanner mat Léierschwieregkeeten mussen alt bis zu engem Joer waarden, bis se kënnen behandelt a begleet ginn. D'Waardelescht beim SCAP, also deem Service, deen dës Kanner begleet, ass immens laang. Ass de Minister gewëllt, dese Service opzestocken, fir dass si där grousser Demande besser kënnen nokommen?

Sechst Fro: Am Moment huet de SCAP mat Sëtz an der Stad eng eenzeg Antenn zu Housen. Sidd Dir gewëllt, äänlech Antennen am Osten, am Süden oder am Weste vum Land anzeriichten, fir eng besser Accessibilitéit fir jiddwieren ze garantéieren?

Siwentens: Wéi steet de Minister dozou, eng Plate-forme d'échanges tëschent Ministären, Experten, Professionellen an Elteren an d'Liewen ze ruffen, fir de Problem kënnen méi effikass unzegoen? De besteeënde Site dysforum.lu kéint dobäi interaktiv fungéieren.

Aachtens: Ass de Minister gewëllt, sech un eisen Nopeschlänner ze inspiréieren, wéi zum Beispill der Belsch, wou et en Onlineformationstool gëtt, mat deem Enseignant kënnen eng Dyslexie bei engem Kand am Ufankstadium detektéieren an och en charge huelen?

Néngt an domadder lescht Fro: Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, dat iwwer keng fiabel Statistike verfüegt, wat déi eenzel Forme vu Léierschwieregkeeten ubelaangt a wat och d'Unzuel vun de betraffene Kanner ubelaangt. Sidd Dir der Meinung, dass mer esou Statistike brauchen? Wéi eng Moyene wëllt Der Iech ginn, fir se ze erfassen? Oder ass duerfir éischer de Gesondheitsministère zoustänneg?

Zum Schluss, Här Minister, wollt ech nach vun Iech wëssen, wou Der mat all deene Saachen dru sidd, déi Dir owes um Forum annoncéiert hutt. Schued iwwerregens, dass Dir moies, geneesou wéi d'Gesondheitsministesch, net do waart fir déi vill Témoignagen an déi vill konkret Pisten, déi virgestallt goufen, well Der déi verpasst hutt.

300 Spezialiste wollt Der astellen, fir op dës oder och aner Problematiken ze äntwerten. Wou sidd Der do drun? Wou fannt Der dës Spezialisten? Hutt Dir der scho fonnt? A wéi vill?

Dann eng Broschür, déi déi néideg Outille géif beinhalten, fir kënnen d'Diagnos ze stellen, wollt Dir „prochainement“, esou stoung et Enn Januar an der Press, un d'Enseignant verschécken. Gëtt et dës Broschür schonn? An ass se scho verdeelt?

Da wollt Der och zwee Institutere grënnen, wouwinner eent sech sollt op Léierschwieregkeeten konzentréieren an dat anert op Ver-

halensopfällegkeeten. Wou ass dee Projet drun? A wéi soll dat konkret fonctionnéieren?

Dir hat wëlles, dat alles tëschent der Fuesent an Ouschteren ze verdéiw. Elo sti mer kuerz virun der...

Sou hutt Dir gesot an engem Interview - ech hunn dat alles nogelies.

Elo sti mer kuerz virun der Summervakanz. Duerfir meng allerlescht Fro: Wéi wäit sinn Är Verdéiwunge fortgeschrott a réusséiert?

Am Numm vun alle Concernéierte soen ech Iech elo schonn e grouse Merci fir Är Äntworten an och déi konkret Mesuren, déi sech hoffentlech do wäerten erausschlielen. Et geet net duer, hei op dëser Plaz an dësem Kader iwwert dat Ganzt ze schwätzen, et muss och réellement eppes um Terrain geschéien!

A sot wann ech gelift elo net nees, d'CSV wär laang genuch an der Regierung gewiescht, fir selwer eppes an deem Dossier ze ënnerhuelen!

(Brouhaha)

D'CSV hat an deene leschte Regierunge weder d'Santé nach d'Éducatioun! Ech sinn op alle Fall ganz gespaant op Är Äntworten, Här Minister.

► Plusieurs voix. - Très bien!

(Interruptions)

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci, Madamm Hetto. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► M. Lex Delles (DP). - Merci villmoos, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Léierschwieregkeeten sinn net nëmme fir déi betraffe Kanner en immensen Challenge, mä och fir déi Leit an hirem Entourage. Elteren, Enseignanten an Erzéier stinn hei oft viru groussen Eerausforderungen. An deem Sënn begréisst d'Demokratesch Partei dës Interpellatioun als zousätzlech Plattform, déi ka benotzt ginn, fir op dës Thema am Public opmierksam ze maachen. Duerfir e grouse Merci!

Den 30. Januar dëst Joer, wéi virdu scho gesot ginn ass, huet zu Lëtzebuerg den éischten internationale Forum fir Léierschwieregkeeten stattfonnt. An d'Press war doropshi voll mat Artikelen iwwert d'Dys-Problematik. Ënner Léierschwieregkeeten falen awer net nëmmen Dyscalculie, Dysphasie an Dyslexie, mä och ADS mat oder ouni Hyperaktivitéit. Jo, Dir hutt et gesot, ech wollt et just nach eng Kéier kloer maachen, well näamlech an der Opinion publique ganz oft Léierschwieregkeeten sech wierklech just op d'Dys-Problematik limitéieren. An dat ass net de Fall!

ADS, den Aufmerksamkeitsdefizitsyndrom, kann an der schoulescher Carrière vun engem Kand ganz grouss Schwierigkeeten mat sech bréngen, wou et ganz schwéier ass, se ze detektéieren, an op där anerer Säit et och ganz schwéier ass fir déi betraffe Kanner, Elteren oder Enseignanten, iwwerhaupt den Dépistage ze maachen an ze mierken, dass do wierklech eppes ass, well et fällt net op. Et ass kee Buschtaf, dee verdréit ass. Et ass keng Zuel, déi verdréit ass. Et ass och kee Wuert, wat verpasst gétt oder esou Saachen.

Et gouf op dee Problem also an der Press opmierksam gemaach, deen déi Betraffen a besonnesch d'Schoule scho laang hei zu Lëtzebuerg belaauscht. Dës Sensibilisatioun an der Effentlechkeet ass ganz wichteg, fir d'Leit ze interesséieren an iwwert dës Thema och dobaussen en grand public ze schwätzen. Et ass keen neie Phenomeen, wéi ee gesäit an der Literatur. Deen éischte Fall vun ADS, deen dokumentéiert ginn ass, dee kenne mer allegueren heibannen, souguer déi, déi net déi grouss Recherche zu deem Thema gemaach hunn, nogelies hunn, dat ass den „Zappellphilipp“ beim „Struwelpéiter“, dee scho ganz kloer hei den ADS weist.

Prezis Studien, Statistike ginn et keng hei zu Lëtzebuerg, mä et gétt geschat, dass ongeféier 5% vun de Kanner vun enger Léierschwieregkeet betraff sinn. Dat maache ronn 4.500 Kanner aus. Schoule sinn an dese Fäll enorm belaauscht, well se ganz einfach net adequat opgestallt sinn, fir den Eerausforderung gerecht ze ginn. Hei ass et, wou et op den Engagement vun den eenzelnen Inspekteren, Enseignanten an Elteren ukënn, wat si iwwert dës Thema kennen, fir ze weisen, wéi se reagéieren an och kënnen par rapport zu dëser Problematik agéieren. Agéieren, awer net nëmmen am formalen, mä och am nonformalen Beräich.



Ech si selwer Enseignant an ech si souwuel an der EMP wéi och als Enseignant am Fondamental, gradesou wéi sécherlech och mäi Frënd, de Gilles Baum, an all aner Enseignant hei zu Lëtzebuerg, där Problematik do begéint. Den Här Oberweis sécherlech och. Et geet drëm, des Troublen esou séier wéi méiglech feststellen an adequat ze agéieren, sief et d'Matière, d'Durée vum Apprentissage oder de Fonctionnement an der Klass individuell ze adaptéieren.

Et fänkt mam Dépistage un. Mir kënnen do-vunner ausgoen, dass all Enseignant mat Schüler mat Léierschwieregkeeten ze dinn huet. Si ze ermëttelen, ass awer guer keng einfach Saach. De Schoulmeeschter oder d'Joffer huet mat intelligenten, net besonnesch opfallende Kanner ze dinn, déi sech gutt entwëckelen, déi awer an engem spezifeschen Domän méi Schwierigkeeten opweise wéi déi aner Kanner aus der Klass.

Duerfir ass et wichteg, dass een den Enseignant am Laf vun der Ausbildung och hei mat Formation-continuen op d'Erkennen, op den Dépistage vun de Léierschwierigkeeten ausbildt. Experte bedauern, dass besonnesch hei zu Lëtzebuerg et keen effektiven Dépistage-Test gëtt. Dat läit eben un der sproochlecher Erausforderung, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ginn der am Franséischen, am Däitschen, am Engleschen, mä d'Mammesproche sinn, wéi mer alleguerter wëssen, ënnerschiddlech hei zu Lëtzebuerg.

Wann den Diagnostic awer bis gemaach ass an ee gesäit, dass déi Léierschwierigkeete wirklech och bestinn, ass vill Zäit vergaangen an dem Kand hätt kënne scho säit méi laanger Zäit spezifesch gehollef ginn. Tëschent dem Dépistage an dem Ufank vun der Betreuung vergeet och nees eng gewëssen Zäit. D'Équipe multiprofessionnelle, d'EMP, huet net genuch Ressourcen, fir kënnen direkt ze reagéieren. Derbäi kënn, dass deen zweete Service, d'Cellule d'inclusion scolaire, dee sech ëm d'Dossiere vun de Kanner këmmert, sech mat der EMP muss koordinéieren, wat net ëmmer eng ganz evident Saach ass, besonnesch wann et dann nach Kanner sinn, déi plënneren oder aner Changementer nach mat derbäikommen.

Madamm Presidentin, ech sinn elo just ganz kuerz op déi evidentste Problemer agaangen. Am Alldag heefe sech dann nach eng ganz Rei praktesch an organisatoresch Problemer. D'Regierung huet de Problem erkannt a setzt elo ganz konkret Projete ëm. Den 22. Februar gouf tëschent dem Éducatiounsministère an dem SNE en Accord ënnerschriwwen, deen d'Leitlinien an der Bildungspolitik fir déi reschtlech Zäit vun der aktueller Regierungspe-riod festleet.

Mam véierte Punkt vum Accord, „Aide et Assistance“, si méi Ressourcë fir Schüler à besoins spécifiques et/ou particuliers virgesinn. D'Prise en charge vun dese Kanner soll méi séier goen an d'EMPe sollen och verstärkt ginn. Zweek Kompetenzzentren um nationalen Niveau, ee fir d'Troubles de comportement an ee fir d'Difficultés d'apprentissage, solle geschafe ginn, an d' CIS, d'Cellule d'inclusion scolaire, gëtt reorganiséiert.

Mir wëssen, dass dat kee Projet ass, dee vun haut op muer kann déposiert ginn. Derbäi kënn, dass 150 spezialiséiert Schoulmeeschteren agestallt ginn, déi direkt an de Schoulen, direkt am Unterrecht bei a mat de Kanner der Schoul kënnen zur Säit stoen. Ech denken, dass den Här Minister wäert a senger Interventioun op d'Detailler agoen. Gradesou wéi et op deser Plaz awer och wichteg ass ze ënnersträchen, dass eng Reform vun der ganzer Édifff virgesinn ass.

Besonnesch awer wëll ech nach eng kéier ganz kuerz op d'Assistance en classe agoen, gradesou wéi op déi 150 nei Posten, déi geschafe wäerte ginn. Mir hunn an der Kommissioun schon all d'Explikatioun vum Minister kritt, deem ech awer och nach eng kéier wëll e ganz grouse Merci soen, dass e sech déi Zäit geholl huet, fir direkt all déi Erklärungen dozou ofzeginn.

Madamm Presidentin, eng Léierschwierigkeet ass keen Handicap. Mä wa se net diagnosti-zéiert gëtt an een net op d'Besoin vum Kand ageet, kann ee se awer eng schwéier Laascht a sengem Schoulparcours an och a sengem spéidere Liewen nennen.

Madamm Presidentin, loosst mech op deser Plaz e Beispill vun engem Kolleg vu mir erklären, wat e gudder Fonctionnement weist!

Et ass e Kolleg, als Jonken ass en an d'Spillschoul komm, als Kand. Do war keng grouss Opfällgkeet. E konnt vläicht d'Schong net

direkt strécken, mä bei engem Kand an der Spillschoul ass dat net ëmmer eppes immens Opfällg. Spéider dunn, wéi en an der Primärschoul war, sinn awer d'Problemer lass-gaangen.

D'Eltere waren awer ganz engagéiert an hunn och direkt de Kontakt mam Enseignant gesicht. E krut Cours-d'appuie, et ass gekuckt ginn, wat nach kéint gemaach ginn. Et huet awer keng grouss Hëllef bruecht. Wat ass geschitt? D'Kand ass an d'Kannerklinik bei den Dokter gaangen. Deen huet du festgestallt, dass eng gewëssen Dyslexie kéint bestoen, an huet och dunn do de Suivi gemaach. Eemol d'Woch konnt de Jong du mat senger Mamm an d'Stad fuere, fir dann do och adequat gehollef ze kréien.

Natierlech, an ech schwätzen hei aus den 80er Joren, 90er Joren, gouf et zu deem Moment nach den Examen, an den Opnameexame fir an de Lycée war ganz schwierig. Mä mat den Hëllef, déi e konnt kréien, ass en dunn awer orientéiert ginn an de Lycée technique.

Mat Ach a Krach ass dunn eng Septième, Huitième, Neuvième och gelongen, well d'Elteren déi ganzen Zäit zesumme mam Direkter vun der Schoul an zesumme mat den Enseignanten dee Jong adequat betreit hunn an zum Beispill am Franséischen net all eenzelne Feeler gerechent hunn, net gekuckt hunn, wéi e misst richtig schreiwen, mä gekuckt hunn, dass e geschriwwen huet, wat e geschriwwen huet, ob d'Iddie richtig waren, mä net all eenzelne Punkt ass do erauskomm.

Wat ech wëll heimat soen, ass, dass do d'bonne Volonté, de gudder Wëllen hei vun den Enseignanté gefuerdert war, gradesou wéi vum Direkter. Op Dixième ass dunn awer opgefällt, dass d'Onzième, Douzième, Treizième schwierig wieren, fir dat kënnen ze maachen. Dunn ass en op Ettelbréck an d'Schoul gaangen. De Jong wollt Éducateur ginn, huet awer dunn erausfonnt, dass en dat wéinst senger Dyslexie net kéint maachen.

Dunn ass en op Ettelbréck an d'Akerbauschoul gaangen, well do den Direkter sech direkt be-reet erkläert huet, fir kënnen ze hëlfele an zesumme mat de Proffen och do deem Jong eng Chance ze ginn, soudass dee Jong dann, obwuel en nach weiderhi Cours-d'appuie krut, iwwerall gehollef krut, nach e Suivi médical hat, trotzdem awer do konnt gehollef kréien an en Ofschloss konnt maachen.

Haut, just fir d'Geschicht ofzeschlëssen, krut en en Diplom an et ass en zefriddene Fleuriste.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lex Delles (DP).** - Madamm Presidentin, all Kand...

► **Une autre voix.** - Léif!

► **M. Lex Delles (DP).** - Et ass eng flott Geschichte, eng léif Geschichte, wou een awer muss soen, déi wirklech och déi reell Problematik weist. Et war hei de gudder Wëlle vun den Enseignanten, de gudder Wëlle vun de Schoulen an awer och den Engagement vun den Elteren, wat ganz wichteg war, dass dee Jong konnt e Schoulofschloss maachen a sech och esou, wéi et virdu gesot ginn ass, hei an dem Aarbechtsliewen zurechtfannen.

All Kand huet déi nämlechte Rechter, egal ob mat oder ouni Léierschwierigkeeten, egal ob mat oder ouni Besoin-spécifiquen. D'Schoul muss sech kënnen upassen, fir dass all Kand kann d'Méiglechkeet kréien, sech an de beschte Konditiounen ze entwëckelen.

D'Demokratesch Partei gesäit an de Projete, déi elo am Domän vun de Léierschwierigkeeten ustinn, eng Politik, déi d'Chancen an d'Perspektive vum Kand staark stärken. Dëst ass e weidere Schritt an déi richteg Richtung, deen et erméiglecht, dass d'Schoul nees zum soziale Lift gëtt, fir dass Kanner a Jugendlecher hir Zukunft selwer kënnen esou gestalten, wéi si sech selwer gesinn, am Aklang mat hirer Léierschwierigkeet.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Delles. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Geleeënheet hei ze hu mat deser Interpellatioun, iwwer en Thema ze schwätzen, wat e ganz wichtige Sujet ass an awer och e ganz vast Thema. Et kann ee vu ganz lichten Dysse bis ganz schwéier Dysse hei schwätzen, an et ass relativ schwéier, hei de Problem vun där Diskussioun ze cernéieren. Wat richtig ass awer, dat ass, dass mer mat deser Diskussioun awer en Element kënn bäidroen, fir dat néideg Verständnis fir déi Leit ze kréien, déi esou eng Dys hunn oder haten.

„Du kanns jo emol net eent an eent zesummenzielen!“, oder: „Du kanns d'Buschstawe jo emol net richtig uneneereien!“, dat sinn alles Saachen, déi net onbedéngt zum Selbstwärtgefill vu Kanner bäidroen, mä déi awer mat Sécherheet och déi eng oder aner kéier zu deenen eenzelne Leit gesot goufen, déi ënner esou enger Schwierigkeet leiden. An dat ass e ganz schlecht an e ganz schlëmmt Gefill fir déi Kanner.

Bis 1994 goufe Kanner mat enger Behënnung a spezielle Schoulen éduquéiert. Mat der Aféierung vum SREA, dem deemolege Service rééducatif ambulatoire, kruten d'Kanner mat speziellem Förderungsbedarf d'Méiglechkeet, an der Regelschoul integréiert ze bleiwen a mat enger ambulanter Ënnerstützung um Unterrecht hire Moyenen no deelzuelen.

Am neie Schoulgesetz vun 2009 koum dann och dunn den inklusiven Usaz an eiser Grond-a Sekundarschoul zur Sprooch.

Sougenannt Dys-Kanner, Kanner mat Léierschwierigkeeten, maachen internationale Studien no 5% bis 10% vun der Schoulpopulatioun aus, also och hei zu Lëtzebuerg. Ënner Schüler à besoins éducatifs spécifiques, also Schüler mat sonderpädagogeschem Förderbedarf, wat den techneschen Term ass, versteet een déi Schüler, wou déi optimal Prise en charge net méi duerch déi normal Méiglechkeeten, déi d'Schoul huet, garantéiert ka ginn.

D'Madamm Hetto huet d'Begrëffer hei am Detail erkläert.

De Schüler ka verschidde Schwierigkeeten hunn: um Niveau vun der Motorik, vun der Sprooch, vun der Vue, vum Héieren. D'Schwierigkeete kënnen awer och emotionaler Aart sinn oder am Verhale leien oder et kann een eng Schwierigkeet oder e Retard an der kognitiver oder an der geeschteger Entwëcklung hunn. D'Kand kritt eng Ënnerstützung an der Schoul, vun Appui pédagogique duerch d'Équipe pédagogique vun der Schoul selwer iwwert d'EMP bis hin zur Aschoulung an eng spezialiséiert Schoul.

Haut ass et de Wunsch vun der Regierung, dass all Kand d'Méiglechkeet huet, a senger Schoul an a sengem sozialen Ëmfeld déi Ënnerstützung ze kréien, fir dass et senger Méiglechkeeten no léiere kann. Dat ass en Usaz, dee mir nëmme kënnen ënnerstützen. Ëmmer méi Kanner mat speziellem Förderbedarf ginn haut mat hire Kollegen an hir Schoul, an déi Schoul, wou se ëmmer gaange sinn.

2014/2015, an deem Schouljoer, do waren dat laut de Statistike vum Ministère 1.350 Schüler. 58% dovunner waren an der Regelschoul integréiert a goufe vun der Équipe multiprofessionnelle ënnerstëtzt, 25% waren an enger Classe de cohabitation, eng Édifff-Klass an de Gebailechkeete vun der Regelschoul, a 16% sinn an de spezialiséierte Schoule vun der Education différenciée oder vun der Logo ageschoult gewiescht.

Dat si ganz oft Kanner, an do hänken natierlech dann och hir Elteren drun, déi oft mat engem Échec scolaire befasst waren. An dat féiert natierlech zu Frustratiounen, ëmsou méi, well déi Kanner oft genauou gescheit a begaabt si wéi aner, mä eng Dyslexie hinnen d'Liesen erschweiert oder eng Dysphasie hinnen d'Schwätzen erschweiert. An et ginn nach vill aner Beispiller.

An der Unesco-Deklaratioun vu Salamanca vun 1994 gouf eng integrativ Approche festgehalen, déi dora besteet, déi betrafte Kanner an den normale Schoulssystem ze integréieren nom Prinzip „Eng Schoul fir jiddwereen“. D'LSAP deelt déi Opfaassung, an an eisem Wahlprogramm vun 2013 heescht et: „Die LSAP befürwortet die Inklusion von Kindern mit spezifischen Bedürfnissen in den regulären Schulbetrieb.“ Inklusiv Schoule sollen zu Lëtzebuerg d'Regel sinn, well d'Elteren och fräi kënnen entscheiden, ob se hir Kanner an eng Regel- oder an eng Spezialklass wëllen aschreiwen.

D'LSAP wëllt déi zwou Méiglechkeeten och ophalen a fuerdert also duerfir och genuch Ressourcen, fir desen Extraaufgaben am öffentleche Bildungsoftrag souwuel an deene spezialiséierte Schoulen, awer och an der Regelschoul mat deem néidege Fachpersonal kënnen entgëntzekommen.

Doriwwer eraus setzt sech d'LSAP an, dass d'Édifff reforméiert a méi no un d'Grondschoul erugefouert gëtt; dass och an de Lycéeen äänlech wéi an der Grondschoul multiprofessionell Teamen agesat ginn, fir deene spezifesche Bedierfnesser vun de Schüler besser gerecht ze ginn; dass alle Schoulmeeschteren a Schoulmeeschteren, alle Jofferen a Schoulmeeschtere verstärkt Fortbildungscoursen, also Formation continue ugebuede gëtt, fir dass si dorop virbereet sinn, fir Kanner mat spezifesche Bedierfnesser an an der Schoul kënnen ze integréieren.

Iwwregens ginn et véier Etappe bei der Inklusioun. Fir d'Éischt ass emol d'Exklusioun. Do gi se ganz ausgespaart vun dem normale Schoulbetrieb. Duerno koum et zur Separatioun, si goufen a separaten Instituten dann - bon, et kann een dat esou nennen, an der Zäit war dat esou - „caséiert“. Da koum et zur Integratioun, wou se awer an engem spezielle System nient deem normale System gelaf sinn. An haut si mer glécklecherweis um Punkt vun der Inklusioun, wou se nieft all deenen aneren, nieft hire Kollegen an hire Kolleginnen an der Schoul kënnen an hirem soziale Milieu bleiwen.

Alles, wat ech lech elo opgezielt hunn, dat ware Punkten aus dem LSAP-Wahlprogramm, a mir hunn och gesinn, dass d'Regierung dat an hirer Regierungserklärung esou iwwerholl huet. Dat ass de Prinzip, un deem mer wëlle festhalten. Ee Prinzip, deen och déi internationale Mënscherechtskonventiounen virschreiwen, dorënner d'Konventioun iwwert d'Rechter vum Kand oder déi europäesch Charta vun de Grondrechten.

De Stat huet d'Obligatioun, fir alle Kanner eng Éducatioun ze garantéieren, onofhängeg och vun hirer sozialer Situatioun an am Respekt vum Choix vun den Elteren, déi selwer, wéi gesot, décidéieren kënnen, wat fir eng pädagogesch Betreuung fir si déi bescht ass fir hir Kanner, wann des da spezifesche Besoinen hunn. D'Schoul muss an alle Fäll, an och an desen, wéi och schonn de Lex Delles et gesot huet, d'Méiglechkeet erlabe vum soziale Lift. An och dat ass eis ganz wichteg.

Duerfir huet d'Regierung dese Prinzip an hirem Koalitiounsprogramm och ageschriwwen. D'Inklusioun soll d'Regel sinn, mä et soll och méiglech sinn, Kanner mat spezifesche Besoinen an enger spezialisierter Schoul ënnerzëbréngen.

Mir begrëissen duerfir de Wëlle vun der Regierung, fir d'Education différenciée dann och ze reforméieren, andeems se déi Services dann och méi no un d'Grondschoul erubréngt. Duerfir maache mer hei och en Appell un d'Regierung, fir deen Text esou séier wéi méiglech ze déposéieren, esou wéi de Minister dat och an enger Antwort op eng Question parlementaire vu menger Kollegin, dem Cécile Hemmen, gesot huet.

Et muss een och soen, dass an der Édifff jo elo schonn eng ganz Rei vun Experte vun allen Zorten Dysse schaffen, vun deene méi lichten Dysse bis och zu méi schwéieren Dysse. Also hu mer och do schonn eng ganz Partie vun Experten, op déi ee soll zréckgräifen.

Enn Januar, d'Madamm Hetto huet et gesot, war zu Lëtzebuerg deen éischten internationale Forum iwwert d'Troubles de l'apprentissage, en Eventement, wat zu Recht vill positiv kommentéiert gouf a wou d'Problematik an de Vierdergrond gesat ginn ass. An d'Konklusiounen, déi sinn op dräi Achsen: 1) de Phenomeen muss erkannt ginn an et muss doriwwer informéiert ginn; 2) déi bescht Moosname mussen identifizéiert ginn. Et muss e sech Beispiller aus dem Ausland huelen - do ginn et der eng ganz Rei - an déi dann och hei am Land ëmsetzen. D'Madamm Hetto huet der och eng Partie genannt, an ech wäert och nach eng kéier dorop zréckkommen. A finalement 3) muss een den Dialog och mat den Akteure féerden.

Zum Phenomeen vum Erkennen a vum Informéieren: Fir d'Alleréischt ass et wichteg, dass déi betrafte Kanner net stigmatiséiert ginn. Stellt lech vir, wéi frustrant et muss si fir Kanner, déi intellektuell op engem Niveau mat deenen anere sinn, déi awer wéinst hirer Dys an der Schoul échouéieren! Wann dann och nach kee matkritt, dass et duerch eng Dys ass, wa se mengen, déi Kanner, déi wäeren net gescheit genuch, si géifen net genuch léieren, si wäeren ze faul, si wäeren de domm, wat jo dann oft gesot gëtt, dann ass dat ganz dramatesch fir d'Kanner; ech hunn et schonn eng kéier gesot.

Et ass duerfir och primordial, dass een alles dru- setzt, esou Léierschwierigkeeten esou fréi wéi méiglech ze identifizéieren. Do si virun allem d'Kannerdokteren - d'Madamm Hetto huet nach eng kéier drop higewisen -, awer och d'Elteren an d'Schoulmeeschtere gefuerdert. D'Eltere mussen d'Moyene kréien, eng Hëllef kréien, fir eppes wéi e Prediagnostic ze maachen, an do ass virun d'Beispill vun der Belsch genannt ginn, wou et esou Programmer ginn um Computer, wou ee ka fréi schonn erkennen, wann een e Questionnaire ausfüllt, ob een eventuell deen Diagnostic do kéint stellen. Duerfir ass et wichteg, dee Kader ze schafen, fir esou fréi wéi méiglech d'Dysse bei de Kanner ze diagnostizéieren.

Da muss een den Enseignanten déi néideg Formation ginn, fir déi Dys-Problematik dann och ze erkennen. Allgemeng muss awer och d'Gesellschaft sensibiliséiert ginn fir déi Problematik. Domat gëtt verhënnert, dass déi Betraf-



fen dann, wéi och virdru scho gesot, als faul oder domm stigmatiséiert ginn, wat jo absolutt net de Fall ass. Wat de Problem och éischter erkannt ass, wat en och méi einfach ka behuewe ginn, wat méi einfach kann dru geschafft ginn, fir deem Kand ze hëllefen.

Zu deene beschte Moosnamen: Do begrësse mir als LSAP, dass de Fondamental an deem Sënn ugepasst ginn ass, andeem enner anerem mat de Cyclé geschafft gëtt, déi ee méi flexiblen Apprentissage fir déi Betraffe garantéieren an och d'Méiglechkeet, zäitlech méi flexibel de Kanner d'Saache bäizebréngen, an net wéi an der Vergaangenheet, dass d'Kanner, déi net direkt esou wäit waren, redoubléiert hunn, wat nach méi Frustratioune mat sech bruecht huet.

Och begrësse mer d'Approche, dass mat Kompetenz geschafft gëtt. Virun allem bei Dys-Kanner ass et wichteg ze kucken, wat e Kand kann, an net just dat, wat et vläicht net kann, an do dann och stoen ze bleiwen an dat ëmmer erëm an ëmmer erëm ze widerhuelen, obwuel d'Kand et einfach net kann. Dat gëllt speziell fir eise Schoulsystem, wou ee jo och mat ville Sprooch muss handele kënnen, wat och vu vireran net einfach ass. Mir mussen duerfir oppassen, dass dat net zu enger Hürd fir déi betraffe Kanner gëtt.

Haut gëtt et och d'Méiglechkeet am Gesetz iwwert de Fondamental, fir op multiprofessionnell Equippen an der Schoul zrëckzegräifen, also Educateurs, Psychologen, Pädagogen, Logopäden, déi eng spezifesch Betreierung kënnen maachen. Mir mussen déi Equippen ausbauen, och am Secondaire, an hinne weider déi finanziell Ressourcë ginn, déi se brauchen.

Natierlech ass et wichteg, dass d'Kanner zum Beispill vum Centre de Logopédie opgefaange ginn. Mä d'Regel soll sinn, dass se an den normale Schoulsystem kënnen integréiert ginn. D'LSAP ass duerfir fir méi ambulante Equippen um Terrain, déi d'Integratioun an der normaler Schoul favoriséieren.

Zu dem drëtte Punkt, zum Dialog mat den Akteuren, ass et wichteg, dass allegueren d'Akteuren um Terrain, déi ëffentlech an déi privat, zesummeschaffen, fir déi beschtméiglech Léisungen ze fannen an zesummen och déi wichteg Sensibiliséierungsarbecht kënnen ze maachen.

An deem Kontext erlaabt mer awer hei, och e Merci ze soen un alleguer d'Akteuren um Terrain, déi vun der Education différenciée, déi vum Centre de Logopédie, déi vum Office national de l'enfance, déi d'Orthophonisten zur Verfügung stellen. An ech hunn der elo nëmmen dräi genannt, et ginn der awer nach ganz vill. An e Merci awer och de privaten Associatione wéi der Dyspel, der Dysphasie, der Fairness Asbl, der Caritas, an och do ginn et der nach eng ganz Partie.

Wat soll eiser Meenung no dann also elo geschéien?

D'Servicer vun der Édif, d'Schoulen an d'EMP - Equippen multiprofessionnelles - sollen a Kompetenzzentren gebündelt ginn. Doduerjer kënnen d'Ressourcë méi effikass agesat ginn a si si méi no um Terrain a méi no bei der Schoul, wat also am Sënn vum Regierungsprogramm och

ass. Well ëmmer méi Schüler méi laang an der Grondschoul integréiert bleiwen, ginn dës Schüler dann och op engem inklusiv Wee weider an de Lycée. Duerfir mussen och déi Equipe-multien an de Lycéeeën, an dem Enseignement secondaire verstärkt ginn. Duerfir brauch een natierlech finanziell a personell Moyenen, an och déi mussen dofir bereitgestallt ginn.

De Minister huet et ugekënnegt: Zweek weider Kompetenzzentren solle kommen, deen een am Beräich Léieren an een am Beräich Verhaltensopfällgkeeten. Do ginn et och schonn eng Partie Projeten op lokalem Niveau. Och dat wëlle mer ënnerstëtzen.

An um Niveau vum Kand brauche mer eng individuell Prise en charge. Dat kann eng Adaptatioun vum Unterrecht sinn, déi de Léierschwiergkeete vum Kand gerecht gëtt, iwwer Appui pédagogique an der Klass bis hin zu enger Assistance en classe vun der Equipe multi oder der Aschoulung an eng Education-différenciées-Klass; eng Édif, déi Partie intégrante ass vun eisem Schoulsystem, dat dierf een och net vergiessen.

An der Equipe multi si professionnell Mataarbechter aus dem Centre de Logopédie, aus der Édif an och aus der Regelschoul, fir de Kanner op deene verschiddene Niveauen dann och ze hëllefen. D'Kanner hunn e spezielle Léierplang, de PPCI, de Plan de prise en charge individualisé, an deem d'Schwierpunkten, un deenen d'Kand dann och schafft, festgehale ginn. An et gëtt festgehale, ob e Schüler lernziligläich oder lernzildifferent par rapport zum Regelschoulunterrecht dann och schafft. An dat soll och weider gefërdert ginn.

Hei lafe Bestriewungen, aus deem Dokument PPCI an der Grondschoul an dem PEI, dem Plan éducatif individualisé vun der Édif, dorauer, aus deenen zweek, ee gemeinsam Dokument fir de Schüler ze verfaassen, wou dann den Integrationslehrer aus der Édif zesumme mam Grondschoullehrer dat zesummen erschaffen. An déi Kompetenz solle gebündelt ginn an d'Zesummenarbecht soll gefërdert ginn, dat alles am Interessi vum Kand.

Am Lycée kann de Schüler dann d'Aménagements raisonnables ufroen. Dës Mesurë gi vun der Commission des aménagements raisonnables accordéiert am Fall, wou de Schüler den normale Schoulprogramm suivéiere kann, mä opgrond vun enger Behënnerung Aschränkungen huet bei der Vue, beim Héieren oder motorescher Aart.

D'Reform, wat d'Regierung also elo nach plangt oder wat se och nach misst maachen, dat wär eng Reform vun de besteende Strukturen vun der Education différenciée an och deene vun dem Centre de Logopédie. An e Kompetenzsystem mat verschiddene Kompetenzzentren, wou déi verschidde Ressourcen da gebündelt ginn, soll op d'Beeg gestallt ginn. Da soll een och aféieren, wéi scho gesot, déi zweek weider Kompetenzzentren, wéi de Minister et schonn ugekënnegt huet, a spezialiséiert Leit ausbilden an deene spezialiséierten Domänen, wat d'Dyscalculie, d'Dysphasie, d'Dyslexie, an et ginn der jo nach vill méi, sinn.

Doranner wëlle mir als LSAP d'Regierung och ënnerstëtzen. Si ass do um richtege Wee.

Zur Interpellatioun vun haut muss ech soen, dass et en Ennerscheid gëtt tëschent deem, wat d'Opposition, an an deem Fall bis elo d'CSV, an d'Regierungsparteie gesot hunn, an och vun der Approche hier, wéi een un esou eng Interpellatioun erugeet. Et muss ee soen, d'Madamm Hetto huet eng ganz Rei vu Propose gesot, stellt awer och Froen, wou een awer e bësse spiert, dass se méfiant si par rapport zu deem, wat geschitt.

D'Regierungsparteien, déi sinn dat éischter net. Déi gesinn, dass de Minister sech engagéiert, an drécken him och a sengen Démarchen, déi e bis elo geholl huet, an och an deenen, déi e weider wäert huelen, hiert Vertrauen aus. An ech sinn och iwwerzeegt, dass - an esou kennen ech de Minister och aus senger Zäit als fréiere Buergermeeschter vun Déifferdeng, wou e sech och scho ganz staark derfir agesat huet, dass Édif a Regelschoul no beieneen, a vill méi no beieneen a vill besser koordinéiert konnte schaffen - de Minister do dat wäert weiderféieren a sengem Engagement. An duerfir drécke mer hei och der Regierung d'Trauen aus.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. A Merci der Madamm Hetto-Gaasch fir d'Interpellatioun, dat mer haut kënnen iwwert d'Kanner mat Léierschwiergkeete schwätzen. Dat ass net oft de Fall. Datt dat fënnf Méint gedauert huet, bis et drukomm ass, Madamm Hetto, dat ass, mengen ech, net e Problem vum Minister, ech mengen och net, dass dat e Problem ass vun der Chamber. Mir sinn innerhalb vun eisem Règlement. Eng Interpellatioun huet sechs Méint Zäit. Hei sinn elo fënnf Méint. Selbstverständlich ass all Auteur der Meenung, dass säi Sujet deen allerwichtigste wier. Ech fannen Äre Sujet och ganz wichteg.

Am Fokus sti Kanner mat Dys-Problematike genesou wéi och Kanner mat ADS oder ADHS. Mir hunn et mat Léierschwiergkeeten ze dinn, déi net just temporär optauchen, mä déi vun ausdauernder Natur sinn. An dës Schwiergkeete kënnen och net duerch e Mangel un Intelligenz oder eng geeschteg Behënnerung erkläert ginn an och net duerch eng psychiatresch Erkrankung.

Et ass mer awer wichteg, drop hinzeweisen direkt vun Ufank un, dass all Kand en Urecht op eng him ugemosses Fërderung huet, onofhängeg vu sengem IQ.

Dys-Problematike ginn nach ëmmer gären an der Schoul a bei de Leit verkannt, och wann dës Problematiken haut vill méi a vill méi oppen diskutéiert gi wéi nach virun zéng oder zwanzeg Joer. De Mérite, dass mer haut dës Problematike méi thematiséieren, läit virun allem bei den Elteren, déi sech enner anerem an Asblen organiséiert hunn, läit och beim Mi-

nistère, deen iwwert de SCRIPT eng ganz Rei Formations continues an deem Beräich ubitt, a bei Organisation, wéi zum Beispill dem SCAP, déi de Ministère finanziell ënnerstëtzt.

Jo, an och d'groussherzoglech Famill huet hire Bäitrag gelescht, enner anerem domat, dass se ëffentlech Stellung geholl huet op deem Forum, deen och den Ausléiser war vun der Interpellatioun.

D'Madamm Hetto huet e bëssen iwwert déi verschiddene Dyssen erkläert. Merci fir déi Erklärungen! Den Här Engel huet dat och gemaach. Och him e Merci fir déi Explikatiounen. Mä d'Madamm Hetto huet och e klengen Tour duerch d'Welt gemaach, Kanada, Neuseeland, Finnland, Schweden, Holland an esou weider. Merci fir déi flott Beispiller! Mä dobäi kéint den Androck entstoen, wéi wa bei eis an de Schoulen eigentlech guer näischt géif geschéien. Wann deen Androck sollt entstoen, da soen ech: Deen Androck ass falsch!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Et ass och wichteg, drop hinzeweisen, dass um Gebitt vun den Dys-Problematiken hei an de Schoule scho vill an och gutt geschafft gëtt. Dat ass heiansdo eng Initiativ vun einzelen Persounen oder einzelen Schoulen. Et sinn awer och eng Rei Gesetzter, déi eis hei eng Rei Méiglechkeete ginn, déi och genotzt ginn.

Ech wëll just zweek Gesetzter ernimmen. Dat eent ass d'Schoulsystem vun 2009. Do sinn eng ganz Rei Méiglechkeeten eis ginn. An dat anert, dass ass och scho vu verschiddene Virriedner hei erwänt ginn, d'Gesetz iwwert d'Hëllef fir Kanner à besoins particuliers. Ech wäert nach dorobber zrëckkommen.

Et ass also och scho bei eis am Land villes geschitt an der leschter Zäit. Do nach ee Beispill: Den SNE huet eng Émfro gemaach zur Prise en charge vun den Élèves à besoins spécifiques an hirer leschter Nummer. Do ass gefrot ginn: Wou gëtt et scho Strukturen? An dann, 65% vun de Schoulen, déi geäntwert hunn, hu schonn e Centre d'apprentissage fir Kanner mat Léierschwiergkeeten, Verhaltensschwiergkeeten, och déi zweek, fir déi zweek ze betreiwen. Also 65% vun deene Schoulen, déi geäntwert hunn, hu schonn eng Struktur. Ech fannen net, dass ee muss bis an Neuseeland kucke goen, wat geschitt. Mir maachen och villes.

(Interruptions)

Pardon?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou, kommt, loosst den Här Adam schwätzen, wann ech gelift!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Et geschitt also scho munches bei eis. Dat heescht awer net, dass alles bescht ass. Et bleift nach vill ze dinn, fir de Kanner alleguer an eben och den Dys-Kanner gerecht ze ginn an hinne besser Chancen an eisem Schoulsystem ze ginn.

Ee Problem am Émgang mat de Léierschwiergkeeten ass d'Diagnos. Eng Rei vun de Problemer kënnen eréischt festgestallt ginn, wann de Kontakt mat de Buschstawen an den Zifferen kënnt, also relativ spéit. Eng Rei vun de Problemer kënnen awer och scho méi fréi detektiert ginn. A well et wichteg ass, esou fréi wéi méiglech mat enger spezieller, gezielter Fërderung unzefänken, ass et och wichteg, scho fréi an de Beräicher Sprooch a Motorik opmierksam ze sinn.

D'Éducation précoce ass net just agefouert ginn, fir dass d'Kanner Lëtzebuergesch schwätze léieren, mä och, fir dass all Kand emol iwwerhaupt d'Méiglechkeet kritt, sech vill a bewosst sproochlech auszudrécken, an och fir seng Motorik ze fërderen. Elteren, Educateurs an Enseignantë sollen opmierksam sinn a sech matzäiten un e Spezialist wenden, sief et en Orthophonist, e Psychomotoriker oder en Heilpädagog.

Virun der eigentlecher Schoufflicht kann ee sech un eng Frëifërderariichtung wenden, de SIPO oder d'Rééducation précoce. A wann d'Kand da bis schoufflichteg ass, dann ass et d' CIS, d'Commission d'inclusion scolaire, déi fir d'Koordinatioun vun der Hëllef zoustänneg ass.

Fir dem Kand ze hëllefen, mussen Elteren, Enseignantë a méiglech Spezialisten zesummeschaffen. Déi Léierschwiergkeeten, vun deene mir haut schwätzen, si komplex. Si sinn hartnäckeg. Si dauere laang un. Eng Dys-Problematik kënnt sielen eleng. Eng Léierschwiergkeet ass net wéi déi aner. Si verschwénnt och meeschtens net vum selwen. Léierschwiergkeete beanträchtegen net nëmmen

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

d'Schoulkanner, mä och de Jugendlechen a souguer den Erwuessenen.

Fibel Statistike gëtt et keng. Ech mengen, dass dat allerdéngs och e Problem ass, dee problemhéierent ass, well déi Problemer si munchmol grouss, munchmol éischter kleng, trieden heiansdo eenzel op an heiansdo mateneen. Dat géllt souwuel fir d'Dysse wéi och fir ADHS.

Wéi reagéiert eise Schoulsystem op dës Problematik?

Ma de Ministère huet sech verpflichtet, an esou liesen ech et an engem rezenten Artikel vun enger Gewerkschaftszeitung:

- fir de Fonctionnement vun de CISEn ze verbesseren. Do wier da vläicht meng Fro un de Minister: U wat ass dobäi geduecht? Also déi CISE fonctionnéieren a mengen Ae guer net esou schlecht. Si hu vläicht net Moyene genuch. Wéi wëllt Der de Fonctionnement verbesseren?

- fir d'Personal vun den Équipes multiprofessionnelles opzestocken;

- fir den Encadrement vun de Kanner mat spezifische Besoinen ze verstärken duerch d'Astelle vun 150 spezialiséierte Schoulmeeschteren hors contingent, déi an eise Schoule mat deene Kanner schaffen an

- fir op nationale Plang, och dat ass de Mëtteg scho gesot ginn, zwee Kompetenzzentren ze schaffen, déi eng Prise en charge fir Kanner mat Léierschwierigkeeten a Verhalensopfélegkeeten offréieren.

Dat soll alles geschéien, ouni besteeënd a gutt funktionnéierend Strukturen futzizemaachen.

Mir begréissen dat alles. Ech erlabe mer awer, an deem Kontext och op eng weider Méiglechkeet hinzewisen, déi d'Schoulesgesetz vun 2009 virgesäit, déi bis elo awer nach net oder zumindest nach bal net genotzt ginn ass.

Am Artikel 68 vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental hu mer 23 verschidde Berufsgruppe festgehalen, déi kënnen an de Schoulen intervenéieren. Dat ass e gewaltege Fortschritt par rapport zum Schoulesgesetz, dat bis 2009 d'Schoul geregelt hat, well do huet et ganz einfach geheescht: An der Schoul schafft de Schoulmeeschter oder d'Léierin.

Den Artikel 68 zielt als méiglech Mataarbechter an eise Schoulen ënner anerem dës Leit op: Logopédisten, Heilpädagogen, Orthophonisten, Psychomotoriker, Ergotherapeuten, Educateurs gradués an esou weider. Et ass also méiglech, dës Leit net just an den Équipes multiprofessionnelles schaffen ze loosenen, wéi et am Artikel 69 vum selwechte Gesetz festgehalen ass, mä se och carrément als Schoulpersonal vun enger Schoul anzustellen. Dat ass eng Méiglechkeet, wou nach vill Potenzial draläit, an déi misst een och am Kader vun deenen ugekënnegte Verbesserungen matdiskutéieren.

Mir mengen, dass et absolutt sännvoll wier, wann d'Spillschoulen zum Beispill géifen en Orthophonist astellen. Déi regelméisseg Aarbecht vun dësen Spezialisten mat de Kanner, awer och mat den Enseignanten a mat den Eltere schéngt eis e richtege Wee, fir ville Kanner ze hëllef. Natierlech missten déi Spezialisten och am Réseau schaffen a wann d'Schoul net grouss genuch ass, wiere se dann och fir zwou oder dräi Schoulen zoustänneg. Plazeweis schaffen d'Leit vun der Logo och schonn no dësem Prinzip.

D'Astelle vun 150 Spezialisten-Schoulmeeschteren fir de September fanne mir prinzipiell eng gutt Décision. Mir froen eis allerdéngs, wou déi Kandidaten alleguer sollen hierkommen. Wéi ginn déi Leit ausgewielt? Wéi gi méiglech Diplomer a Berufserfahrung a Weiderbildung gehandhabt?

Madamm Presidentin, natierlech ass d'Formation vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen e ganz wichtige Punkt, fir e richtigen, positiven Émgang mat den Dys-Kanner an de Schoulen ze garantéieren. Mir brauche Spezialisten, jo, mä et sinn awer nach ëmmer d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen, déi de Schoulkanner am nooste stinn.

Wat d'Formation initiale ugeet, do hu mer jo engersäits d'Uni Lëtzebuerg. D'Uni ass onafhängeg; dat stelle mer net a Fro. Mä d'Uni huet natierlech en ureegenen Intérêt drun, eng qualitativ héichwärtig Ausbildung ze garantéieren. En plus soll de Ministère als quasi eenzege potenziellen Arbeitgeber net ze vill bescheiden oprieden.

Nieft der Uni Lëtzebuerg studéieren och vill Jonker am noen Ausland fir Schoulmeeschter, zum Beispill Bréssel, Virton, Baaschtnech, Eupen an esou weider. Ech ënnerstellen deenen

Instituter deeselwechten Intérêt, fir eng héichwärtig Ausbildung ze garantéieren, wéi eiser Uni. Hei dierft allerdéngs den Afloss vun Ministère de l'Éducation nationale net allze grouss op d'Formation sinn. An duerfir ass et jo och gutt, dass mer dee Stage vun dräi Joer agefouert hunn. Do kënnen mer jo dann och nach noschaffen, wa mer d'Gefill hätten, do wier nach Besoin do an der Formation.

Wat d'Formation continue ugeet, do ass och e grouss Angebot do. Dat kann een och um Site vum SCRIPT sech ukucken. An dat gëtt och gutt genotzt.

Madamm Presidentin, d'Interpellantin huet och an hirer Demande de Rôle vum SCAP thematiséiert. Firwat just de SCAP? Et gëtt jo zum Beispill och d'Dys-positiv vun der Caritas. Mir si schonn iwwerzeugt, dass all dës Organisationsen eng gutt Aarbecht maachen. Mir sinn awer och der Meenung, dass dat net déi definitiv Antwort op dës Problematiken an eisen éffentleche Schoule ka sinn.

De Modell, fir Elteren eemol an der Woch an eng Struktur ze ruffen, ass an eisen Aen en Auslafmodell. D'Elteren huele sech gären eng Kéier Congé fir hiert Kand. Si kënnen awer net regelméisseg all Woch sech Congé huelen, fir mat hire Kanner an e Service ze goen. An eemol an der Woch eng hallef Stonn mam Kand schaffen, dat bréngt och net genuch Resultat.

D'Fro ass natierlech gestallt, de SCAP huet laang Waardelëschten: Wëllt Dir eppes dergéint ënnerhuelen, Här Minister?

De SCAP schafft mat Kanner a Jugendleche vu 4 bis 18 Joer. Natierlech freet ee sech do: Wéi ass et da mat deenen 3-Järege, déi jo och schonn zu engem groussen Deel am Précoce erfaasst ginn?

De SCAP verlaangt eng regelméisseg an aktiv Mataarbecht vun den Elteren. Dat ass bestëmmt berechtigt, mä doduerch ginn eng Rei berufstäteg Elteren ausgeschloss.

De SCAP gëtt et zënter 1991. Vum Mee 2010 u gëtt eng Participation aux frais vun den Eltere gefrot, déi och nach 2013 op 20 Euro eropgesat ginn ass. Dat si vill Sue fir vill Elteren. Et gëtt e Sozialtarif, an trotzdeem, ass dat net awer eng Diskriminierung vis-à-vis vun Elteren, déi manner Revenu hunn?

An de SCAP huet och 2015 eng nei, eng besser Konvention mam Ministère ënnerschriwwen. Ech liesen awer an hirem Rapport d'activité, dass vum September 2015 u se manner Säll am IMC zur Disposition hätten. Dat wonnert mech e bësselchen.

De SCAP ass nach ëmmer eng ganz wichtig Ulafstell fir Elteren, deenen hir Kanner mat Léierschwierigkeete geplot sinn. Hei fannen d'Elteren een, deen hinnen nolauschert, een, deen hir Suergen eescht hält, an een, deen hir Kanner och net als domm duerstellt. Dat ass immens wichtig fir d'Kanner an hir Elteren.

Bleift nach d'Fro vun der finanzieller Hëllef, der Ennerstetzung duerch d'Krankekeess oder Gesondheitskeess. Mir erkennen engersäits un, dass mer eng ongutt Situation hunn. Et gëtt eng Rei Hëllef, déi Eltere fir hir Kanner siche ginn an och brauchen. An déi muss se dann aus hirer eegener Täsch bezuelen: Psychomotorik, Orthophonie, SCAP.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Op där anerer Säit di mer eis awer schwéier, en héije Prozentsaz vun eise Kanner - et gëtt vu fénnef bis zéng a souguer nach driwwer Prozent geschwat - einfach an eng Krankekeess ze verweisen. Déi Kanner hu Problemer, si brauchen eng Hëllef, mä si sinn net krank.

Här Presidentin, et gëtt och an den Équipes multiprofessionnelles ganz vill Leit, déi eng entsprecheend Formation gemaach hunn, fir op déi Problematiken ze reagéieren. Do ass meng Fro, ob de Ministère eigentlech och weess, wéi vill Leit a wéi eng Leit wéi eng Formation an der Dyslexie oder Dyscalculie gemaach hunn. An eisen Aen ass do ganz villes geschitt, mä et feelt eventuell trotzdeem nach an enger Strategie, un engem Netzwerk. Am Lycée fänke se dann erëm oft vu vir un. De SPOS weess oft net, wat an deem Beräich schonn alles am Fondamental geschitt ass.

Positiv schéngt sech op alle Fall d'Gesetz ze entwéckelen, dass sech ëm d'Kanner mat de Besoins particuliers këmmert. D'Kommission, déi déi Mesuren do accordéiert, muss sech ëmmer méi oft zesummefannen, fir iwwert d'Aménagements raisonnables ze decidéieren.

Da kéint een nach iwwer eng Reform vun der Ediff schwätzen. De Kolleg Georges Engel huet eng ganz Rei Saachen och vun der Ediff mat an d'Spill bruecht. Ech hu mech decidéiert, wéinst der Zäit, déi elo och souwäit opgelaf ass, den Dossier Ediff déi Kéier net opzemaachen. Ech géif mengen, do kréiche mer och nach gesonnert Diskussionsen, wou

mer dee ganze Volet dierften auserneehuelen.

An deem Sënn, Här Minister, si mir der Meenung, dass eng ganz Rei positiv Saachen och zu Lëtzebuerg an de Schoulen och an den Dys-Problematike geschéien. Et géif eis nach e bësselchen eventuell un Netzwerk, u Koordinationen feelen an all deene Mesuren, déi geschéien. A wéi gesot, mir sinn zouversichtlech, dass mer dat an deenen zwee Joer, déi elo nach bleiwen, och nach ronkréien.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Eischt der Madamm Hetto an der CSV Merci, fir dese Sujet op eisen Ordre du jour ze bréngen. Et ass e ganz wichtige Sujet. Den Här Engel vun der Sozialistischer Partei huet gesot, d'Opposition wär e bësse méfiant. Natierlech ass se méfiant, well et ass de Propre vun der Opposition, d'Realitäten ze kucken an eis net domadder opzehalen, dass d'Regierung Saache verspricht, dass se eis verträischt, dass se sech op Programmer referéiert. Dat geet jo net duer!

Et ass un eis, fir ze kucken, dass sech wierklech eppes am Interessi vun de Leit um Terrain ännert. An et ass eng Méfiance virun der Regierung, esou kann een et presentéieren. Mä et ass virun allem en Encouragement un d'Regierung, fir dass eppes geschitt. An an deem Sënn ass dat heiten eng ganz wichtig Thematik.

Ech wëll och ufänken an der Grande-Duchesse Merci soe fir déi Initiativ, fir dee Forum ze organiséieren, deen den 30. Januar war, well et ass hirer Initiativ mat ze verdanken, dass dat hei elo erëm e Sujet ass, deen am Zentrum vum politeschen Interessi ass.

Déi Troubles de l'apprentissage, Léierstéierungen oder Léierbehënnerungen, déi betreffe jo souwuel Erwuessener wéi och Kanner, Erwuessener als Elteren oder well se selwer betraff sinn. An ech sinn an där glécklecher Situation, wann een als Véierter iwwer e Sujet schwätzt, dass ee wéinstens d'Definitionen an all déi Saachen net nach eng Kéier muss widderhuelen, well ech mengen, dass ass elo dacks genuch gemaach ginn.

Wat déi konkret Problematik ugeet, ass et awer wichtig, fir eppes kloerzestellen. Et héiert een ëmmer méi - dacks, op jidde Fall -, ëmmer méi weess ech net, mä dacks héiert een, dass déi Dysse keen Handicap a keng Krankheet wären. Dat ass gutt gemengt! Dat ass eng Rücksicht, dass ass eng Formulierung, déi e bëssen normal ass an där heiteger Tendenz, fir alles als normal ze betrachten, fir nëmme keen ze „diskriminéieren“ oder ze „stigmatiséieren“; déi Wieder sinn haut schonn eng Kéier gebraucht ginn. Also ass et sécher e gutt gemengten Usaz.

Mä wëssenschaftlech ass et awer evident, dass et neurokognitiv Entwécklungsstéierung sinn, dass et sech domadder ëm en organesche Problem handelt an dann och ëm eng Krankheet. An dat kann ee roueg soen, och wann natierlech domadder net automatesch en intellektuellen Defizit verbonnen ass! Dat sinn zwou grondverschidde Saachen, mä et ass nun eemol eng neurokognitiv Entwécklungsstéierung an domadder eng Krankheet.

Ech betonen dat ganz besonnesch, well wann ee probéiert, d'Ursache vun där Problematik op den Environnement oder op sozial Facteuren ofzewälzen, da vergeet ee sech u sech un engem Rechtsusproch vum kranke Mënsch. An dee Rechtsusproch ass emol d'Recht op eng Diagnos, d'Recht op eng Behandlung, d'Recht op eng inklusiv Approche an eben och d'Recht op de Remboursement duerch eng Krankekeess. Dat ass alles verbonnen mat enger Diagnos, well eng Diagnos, wann een eng medezinesch Diagnos stellt, da fuerdert een eng Solidaritéit vun der Gesellschaft, déi e kranke Mënsch zegutt huet. An dat ass eigentlech en zentraalt Element an dëser Diskussion.

Eng Behandlung wéinst enger Dys oder ADHS ass eng intensiv Behandlung. Si ass zäitintensiv. Si ka ganz spezifesch Besoinen nach hunn. A si ass dacks mat héije Käschte verbonnen. Wann een also elo higeet an et seet een, et schléisst een de Krankheitsbegrëff aus aus der Definition, da kann et sinn, dass d'Behandlung eben net rembourséiert gëtt. Dass ass jo dann d'Konsequenz dovunner. An da verschlëmmt een e Krankheitsbild nach duerch e soziale Problem, well net jiddweree sech da kann eng Behandlung erlaben. Dofir soll ee ganz virsiichteg sinn, dass een net nach eng Situation doduerch verschlëmmt, dass ee se aus enger falsch verstanener Rücksicht net als dat bezechent, wat et ass, nämlech eng Krankheet.

D'Schoul - an ech si frou, dass den Unterrechtsminister haut hei ass -, déi muss sech natierlech och op déi betraffe Leit astellen, dass ass gesot

ginn, duerch déi Aménagements raisonnables. Mä dat muss un Aarbechtsmaart equivalent dann och de Fall sinn duerch de Statut du travailleur handicapé. Déi zwou Saache mussen hei zesumme gekuckt ginn.

A bei deenen Aménagements raisonnables gi mer och der CSV recht, wéi se et gesot huet, dass dat an der Primärschoul muss méiglech sinn, allerdéngs och op der Universitéit. Well mir hu jo hei festgestallt, an do si mer jo all d'accord, dass eng Dys oder en ADHS net verbonnen ass mat enger intellektueller Defizienz. Déi Leit kënnen normalerweis eng vollkomme komplex Sclaritéit maachen, bis inklusiv eng Universitéit, an et muss also och méiglech sinn, op enger uni.lu Aménagements raisonnables anzeféieren, wéi et op auslänneschen Universitéiten och de Fall ass. Op enger Sorbonne ass et méiglech, da muss et och hei méiglech sinn.

Mir hunn och de Problem, deen ënnerstrach ginn ass, dass mer keng fibel Statistiken hunn. A wat d'standardiséiert Fréierkennungstester ugeet, ass et effektiv néideg, dass d'Universitéit, och wa keen internationalen Impakt domat verbonnen ass, dass eis Universitéit op eis Populatioun zougesechniden Tester entwéckelt! Mir kënnen déi auslännesch Tester net huelen, well d'Referenzen, déi Standardreferenzen, déi si fir d'Evaluatioun huelen, fir eis net gëllen. Mir hunn eng ze vill homogen (veuillez lire: heterogen) Schoulpopulatioun, fir auslännesch Tester kënnen ze iwwerhuelen. Dofir ass et wichtig, dass de Ministère dofir selwer den Optrag gétt, fir eng Fréierkennung hei ze erméiglechen.

Bei der Formation vun den Enseignanten, do wëilt ech just ënnersträchen, dass do de Problem äänlech ass. Dass mer müssen op déi Dys an ADHS an der Formation vun den Enseignanten agoen, ass evident. Dat ass och vun e puer Riedner ënnerstrach ginn. Mä och hei ass et an enger Lëtzebuerg Schoul méi schwierig, eben och duerch d'Méisprochekeet an d'Heterogenitéit vun der Schoulpopulatioun, fir zum Beispill am sproochleche Beräich ugesidelt Dysse fréi genuch ze erkennen. Also dass ass eng grouss Erausforderung, déi mer müssen och ganz seriö ugoen.

Zu de Sonderpädagoger, do wollt ech den Här Minister och froen, eben déi Verspriechen, déi e gemaach hat am Januar, wou mer domadder stinn. A virun allem och, wann ee vun enger inklusiver Approche schwätzt an et hält ee se eescht, dann heescht dat och, dass ee genuch Stonnen am Contingent zur Verfügung stellt, fir déi néideg Spezialisten an de Klassen och effektiv kënnen ze gesinn. An dat ass eben och eng Saach vun engem globalen Usaz an där ganzer Diskussion. Et geet net nëmme ëm d'Spezialiste selwer, déi mussen fonnt, engagiert a forméiert ginn, mä eben och dorëm, dass mer Stonnen an de Schoulen derfir hunn.

All dës Elementer sinn ebe ganz wichtig, well et gëtt ëmmer méi schwéier. Mir hunn dat à la luxembourgeoise dacks esou gemaach, dass mer déi Kanner mat deene Problemer am Ausland scolariséiert hunn. Mä et gëtt ëmmer méi schwéier, vill vun hinnen an der Belsch oder an Däitschland oder an der däitschsproocheger Belsch zum Beispill opzehuelen. Et ass vun der Belsch hier eng gewësse Resistenz a leschter Zäit gewiescht, fir déi Kanner do ze scolariséieren.

Dofir ass et ëmsou méi wichtig, dass mir hei eis politesch a schoulesch Verantwortung huelen, fir se kënnen hei am Land ze scolariséieren. Wann d'Kanner bis am Ausland scolariséiert ginn, ass et wéinst där spezifischer Sproochesituation bal net méi méiglech, se hei am Land ze reintegréieren. An dat heescht, dass se och kee lëtzebuergeschen Diplom kënnen kréien a ville Fäll, wat natierlech och net gutt ass fir si.

Et dierft also keen theoretisch Konzept sinn, déi Inklusioun, mä mir müssen eis déi néideg Moyene ginn, fir dësem Konzept eng reell Dimension ze ginn. Et ass, wéi gesot, eng Saach vu Verantwortung.

An och géintiwwer den Eltere mussen mer kucken, dass mer den Eltere proaktiv Information an Hëllef ubidden. Si sinn dacks haut an enger Situation, wa se mierken, dass e Problem mat hire Kanner ass, dass se praktesch müssen ëm Hëllef biedelen, dass se net direkt wëssen, u wie sech adresséieren a wéi dat maachen. Et ass och dat eng Verantwortung vun der Schoul: eben d'Fréierkennung bei de Kanner an den Elteren och fréizäitig ze hëlfe an hinnen déi néideg Informationen ze ginn.

Mir kënnen kee fale loosenen, well e krank ass. An dat ass eben eng richtig Erausforderung fir eise Schoulsystem. Mir mussen kënnen garantéieren als Politik, dass déi Kanner, déi dat kënnen, wa se d'intellektuell Fäegkeeten hunn, och kënnen eng ganz normal Schoulcarrière maachen.

Informationen, Sensibilisierung vu Kannerdokteren, Informationsmaterial, dat sinn och Sujeten, déi ugeschwat ginn. An och de SCAP ass

zu Recht ugeschwat ginn. De SCAP also ass e Service, deen u sech dat mécht, wat eng staatlech Verantwortung wär. Dofir ass et richtig, fir ze soen: Mir musse kucken, ob de Stat net bereet ass, déi Mëttele dem SCAP ze ginn, well en u sech jo eigentlech hei enger Aufgab suppléiert, déi dem Stat misst zugerechent ginn. Dat ass eigentlech dat Wichteg gewiescht bei dëser Interpellatioun, an d'Aufgab vun der Opposition. Et ass eben en Encouragement fir d'Regierung, eis elo ze soen, wéi se wëllt virgoen, fir deene Leit adequat a séier ze hëllefen. Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Ech mengen, et si keng aner Wuertmeldung méi do. Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Éducatiounsminister Claude Meisch, wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischte der Madamm Hetto Merci soe fir dës Interpellatioun. Et ass eng flott Geleeënheet, fir doriwier ze schwätzen. Mir hunn nach net oft hei op dëser Tribün an dem Haus iwwert déi ganz Dys-Problematik geschwat.

Mir hätten et vläicht schon heiansdo misse maachen - nun, ech hoffen, datt et net déi leschte Kéier ass -, well et huet ee beim Dys-Forum gemierkt, dat mierkt een, wann ee vill Leit begéint, an ech hunn zanter zwee an engem hallwe Joer d'Geleeënheet gehat, vill Leit ze begéinen, mat deenen ech iwwert déi ganz villfälteg Problematiken, vun deenen de Mëtten hei kuerz geschwat ginn ass, konnt schwätzen. Et gesäit een oft vill Verzweiflung, vill Hoffnungslosegkeet. Et gesäit een awer och Hoffnung, wann ee weess, datt ee kann hëllefen. Et muss een awer och wëssen, datt keng Wonner kënne bewierkt ginn. An ech denken och, datt mer dat kengem sollte versprechen, och wa mer eis sécherlech nach aneschtens kënne opstellen.

Ech mengen och, datt et hei net em Barmhärzegkeet geet par rapport zu deene Kanner, deene Mënschen, déi betraff sinn, mä virun allem geet et em Gerechtegkeet, datt och si eng Chance hunn op eng adequat Bildung, datt och si hire Liewenswee kënne maache mat deene Méiglechkeeten, deenen Talenter, déi se hunn, och wa se eben op eenzelnen Aspekter ganz spezifesch Schwierigkeete mat sech ron-derëmdroen.

Mir wëssen, datt mer nach net adequat opgestallt sinn. An ech mengen, datt dat souwuel de Mëtteg hei vun de Riedner vun der Opposition wéi och vun der Majoritéit eriwierkomm ass, datt mer nach Aufgabe virun eis hunn. Mech stéiert virun allem nach ëmmer, datt mer, wat déi ganz Dys-Problematik ubelaangt, net flächendeckend déiselwech Offere maachen, datt duerch vill Pionéiergeschicht, vill Initiativen um lokalen Terrain, a Schoulen, an Arrondissementen vun Inspekteren a Gemengen munches schon en place gesat ginn ass, dat awer och heiansdo ganz fragill ass a riskéiert, erëm eng Kéier zesummenzuebréchen, well et un enger, zwou oder dräi Persoune läit, an datt et finalement oft eng Fro vun der Chance och ass, wou een dann an d'Schoul geet, also och dovunner, wou ee wunnt, a wat fir enger Strooss ee wunnt, a wat fir enger Gemeng ee wunnt, ob een dann an der Schoul adequat gehollef ka kréien. An dat, denken ech, kann et net sinn.

Mä, an de Claude Adam huet dat och scho gesot, et ass awer och net esou, wéi wa mer näischt hätten, wéi wa mer kee Wee zréckgeleucht hätten. A mir hunn an eisem Schoulsystem awer eng ganz Rei vun Atouten, déi et erméiglechen, vläicht souguer besser op déi Problematiken do ze reagieren, wéi munch anere Länner dat kënne maachen.

Et gëtt eigentlech zwee Amenter, déi wichteg sinn an der Entwécklung vun engem Kand, och wou et nach drëms geet, fir ze prevenieren oder dann awer och eng Kéier feststellen: Ëm wat fir eng Problematik, em wat fir eng Léierschwierigkeet handelt et sech dann hei? Dat ass eng Kéier relativ fréi an der klenger Kandheet, wann et drëms geet, datt déi Léier-virusetzung sech ueeën a sech entwéckelen; an dat anert ass dann awer dee Moment, wa méi grouss Léierschwierigkeeten - ech soen hei wierklech „méi grouss Léierschwierigkeeten“ - awer eng Kéier optrieden, bemierkt ginn an dann awer och en Impakt hunn op déi schoulesch Entwécklung um Kand.

Beim klenger Kand ass et jo esou, datt et virun allem drëms geet, déi sproochlech Entwécklung ze favorisieren, déi motoresch Entwécklung ze favorisieren, d'Feinmotorik ze favorisieren, de Kierperschema, d'Latéralisatioun, virun allem d'Wahrnehmung an all hiren Dimensionen: déi visuell, déi auditiv, déi taktil

Wahrnehmung. An ech denken, datt mer do eben hei zu Lëtzebuerg e groussen Atout hunn, datt mer eng obligatoresch Schoulpflicht hu vu véier Joer un, dee ganze Cycle 1, also ab der Spillschoul, wou jiddwereen an d'Schoul geet, an datt virun de Précoce awer vu ganz, ganz ville Kanner mëttlerweil och als eng Normalitéit ugesi gëtt, och wann en net obligatoresch ass, an datt mer do natierlech nieft der Förderung vun de sproochleche Kompetenzen awer ganz staark d'Entwécklung vun deenen dote Kompetenze favorisieren, dat mat enger gewësserer Systematik.

Dir wësst och, datt mer amgaange sinn, dee ganze Crèche-secteur mat op deen dote Wee ze huelen, fir och do scho virun der Scolarisierung déi Kompetenzen do kënne ze favorisieren, d'Entwécklung kënne unzeleeën an och do schon - et ass hei vu Fréidiagnostik a fréiem Dépistage geschwat ginn - heiansdo déi éischt Schell eng Kéier ze lauden, wann ee mengt, et wär vläicht eppes net, wat sech deemspriechend géif entwéckelen, oder eng Problematik, déi sech géif erausschlielen.

Woubäi ech awer och wëll warnen: Et sinn ëmmer och ganz kleng Kanner, vun deene mer hei schwätzen. An net all Kand ass d'selwech a senger Entwécklung. An deen een, dee vläicht emol eng Kéier eppes mat véier Joer scho ganz automatesch kann, do ass vläicht en aneren, deen dat da vläicht iergendwann e Joer oder annerhalft Joer méi spët och entwéckelt, an et ass ni méi e Problem dono. Och dat, mengen ech, muss mer an där Diskussioun hei agesinn.

Mä et geet natierlech drëms, Entwécklung fréi ze erkennen, eng propper Diagnos ze stellen. Well nëmmen esou kann een och richtig an adequat hëllefen. Et geet eben och dorëms, an dat gëtt jo och gemaach, Elteren ze sensibilisieren, awer och an deem doten Alter - schon am Klengkandalter -, jo, Spezialisten ze recommandieren, d'Elteren ze guidieren, wat si kënne maachen.

Mir hunn Instrumenter vu systemateschem Dépistage, wann et em d'Kucke geet, wann et em alles dat, wat d'Logo mécht, wann et also em d'Schwätzen an em d'Lauschtere geet. Do geschitt dat. Ech denken och, datt mer et op anere Plazen och nach kënne ausbauen, virun allem wann et em d'Entwécklung vun der Motorik geet, wou mer et méi systematesch misse maachen, wéi mer dat haut maachen. An och dat, mengen ech, ass eng vun deenen Aufgaben, deene mer eis mussen unhuelen, wa mer vu weidere Kompetenzzentren schwätzen. A mir hunn der jo haut hei schon e puermol zwee zitëiert, déi d'Regierung envisagéiert ze schafen.

Dann dono am éischte Schouljoer, dann, wann d'Kand déi wichteg Kulturtechnike léiert vum Liesen, vum Schreien, vum Rechnen, trieden natierlech bei där enger oder anerer Dys-Problematik schon déi ganz prezis Schwierigkeeten op. Dann ass eigentlech spëitstens dee Moment, wou eng Diagnos muss gemaach ginn. Ech denken och do, datt mer scho munches hunn, wat eng schoulesch Begleedung vun deene Kanner an eng Prise en compte vun hire Problematiken awer favorisiert.

D'Gesetz vun 2009 vum Enseignement fondamental seet, datt mer differenzéiert sollen ënnerrichten, datt mer och zildifferent sollen ënnerrichten, datt mer also esou Schwierigkeeten, wéi déi, déi de Mëtten ugeschwat gi sinn - Dyslexie, Dyscalculie, Dysphasie an anerer -, och solle considérieren beim Kand an et deemspriechend och encadréieren respektiv och Ziler definieren, déi mer mat deem Kand kënne errechen.

Da geet et awer och drëms, em vum éischte Schouljoer un awer ze hëllefen, wann dat eent oder dat anert, och vun deene Prérequisen, sech net esou erausgebilt huet, respektiv wa sech och eng Dys-Problematik wierklech bemierkbar mécht, em Léierstrategie bäizebréngen, fir awer mat deenen dote Problematiken och kënne ze funktionieren.

Duerfir mengen ech, ass alles dat richtig, wat hei gesot ginn ass de Mëtteg vun deenen eenzelne Riednerinnen a Riedner. An duerfir maache mer dat jo och; vläicht nach net ëmmer an deem Mooss, wéi mer et musse maachen. An do wäerte mer et ausbauen.

Et ass geschwat gi vun der Sensibilisierung vun den Enseignanten. Selbstverständlech ass dat eng permanent Aufgab. Mir hu ganz vill Wäert drop geluecht, wéi mer d'Continue vum neie Stage vun den Enseignanten am Enseignement fondamental definéiert hunn, datt do déi ganz Dys-Problematik wierklech déi Plaz anhëlt, déi se och muss unhuelen, fir datt - an hei ass jo och virun der Grondausbildung geschwat ginn -, egal wou ee seng Grondausbildung gemaach huet, sief dat hei am Land bei der uni.lu, wou ech weess, datt déi Problematik och en Thema ass bei der Grondausbildung, sief dat awer och op enger anerer Plaz,

keen eben herno fest ugestallt ass an eisem Enseignement, deen net déi dote Formatioun mat op de Wee kritt huet.

Mir hu ganz vill Formation continue, déi mëttlerweil ugebuede gëtt. Mir sinn och an Négociatioun, fir online Formation-continuen ze maachen, eng Uregung, déi mer ënner anere op dem Dys-Forum och kritt hunn, wéi och ganz wäertvoll Kontakter, déi mer do kritt hunn, wou mer kucken, déi deemspriechend Lizenzen och ze kafen, datt och eis Enseignanté vun deenen Online-Formatioune kënne profitieren.

Mä mir haten an deene leschten zwee Joer ëmmerhin 30 verschide Formatioune, déi mat dausend Aschreiwungen awer besicht waren, dat nëmme fir den Enseignement fondamental, déi vum Institut de formation de l'Éducation nationale organiséiert goufen. Och de CPOS huet nach Formatioune an och Sensibilisierungsveranstaltungen organiséiert, haaptsächlech da fir, bon, interesséiert Eltere respektiv awer och ganz besonnesch fir d'Enseignanten aus dem Secondaire.

D'Interpellant hat och eng Fro gestallt zu där Broschür, déi ugeschwat ginn ass um Dys-Forum. Mir hunn déi iwwerschaft. Et ass e Modell aus der Belsch, un deem mer eis do inspiréiert hunn an dee mer op déi lëtzebuergesch Situatioun adaptéiert hunn. An déi ass och verdeelt gi vun der Education différenciée an zesummenarbecht mam ONE un all déi verschiden Akteuren am Schoulberäich an och ausserhalb vum Schoulberäich, déi mat der Dys-Problematik betraff sinn.

D'Kompetenze vun der Commission des aménagements raisonnables sinn och de Mëtten ugeschwat ginn. Ech denken, datt mer do den Zeitpunkt erreecht hunn, fir en Tëschebilan ze zéien. Zanter 2011 hu mer dat Instrument am Secondaire. Menger Meenung no muss mer et nach ausbauen, muss mer der Commission des aménagements raisonnables nach méi Instrumenter un d'Hand ginn, fir eben Aménagements kënne ze maachen.

Haut ass et oft esou, datt bei Épreuves e bësse méi Zäit zur Verfügung gestallt gëtt, datt och emol eng Kéier vläicht eng technesch Hëllef ka proposéiert ginn, mä domat huet et sech awer scho ganz oft. Do gëtt et haut awer, denken ech, och an anere Länner Outilen, déi deene concernéierte Schüler awer nach däitlech méi kënne hëllefen. Also, do soll en éischten Tëschebilan, dee gemaach ginn ass, hëllefen, eng weider Orientéierung, och eventuell eng Revisioun vun deene gesetzleche Méiglechkeeten do ze schafen.

Mir hunn d'Commission d'inclusion scolaire am Fondamental, déi zum Deel jo och déi Kompetenzen huet fir de Fondamental. An do, wou si se net huet, denken ech, soll si se och kréien, also déi, déi d'Commission des aménagements raisonnables huet fir de Secondaire, fir datt mer eigentlech do keen Ennerscheid méi hunn an datt dat, wat och hei vun de Virriedner ugeschwat ginn ass, datt een engem Kand eben déi Aménagements soll ganz fréi och zur Verfügung kënne stellen an em se zeguttkomme loosse, datt dat och iwwerall deemspriechend méiglech ass.

Dann ass eng Fro gestallt ginn iwwer eng Reform vun der Commission d'inclusion scolaire. Jo, mir denken, datt se grosso modo gutt funktionéiert. Mir mengen awer, datt mer nach méi Échange brauchen tëschent den Akteuren vun der formaler Bildung an och deene vun der nonformaler Bildung, well iwwert déiselwech Kanner ganz oft och am nonformale Beräich, sief dat an engem Maison relais oder an enger anerer Struktur, sech déiselwech Froe gestallt ginn. Zum Beispill bei verhalensopfällege Kanner ass dat jo ganz heefeg, soudatt mer do mussen einfach dee Kenntnisstand austauschen an am beschten eigentlech och eng eenzeg Prozedur maachen, wat eng Erliichterung wär fir déi Kanner, hir Familljen an all déi Professionell, déi domadder mat deene Kanner zesumme schaffen, sief et an der formaler Bildung oder an der nonformaler Bildung.

Jo, mir hunn eis e Programm ginn, fir 150 Posten ze schafen an der A1-Carrière fir den Enseignement fondamental. Mir hunn eis dee ginn. Dat heescht net, datt déi den nächste September alleguete wäerten ufänken. Mir hunn eis jo och en Échéancier ginn, dee mer mat enger Gewerkschaft ofgeschwat hunn. Mir fänken am nächste Schouljoer 2016-2017 dermadder un ze rekrutieren. An et wäert bis 2019-2020 dann och rechen, bis mer dee ganze Contingent vun deenen 150 dann och rekrutiert hunn.

D'Virusetzung soll e Masterdiplom an der Sonderpädagogik sinn oder en equivalenten. Mir diskutieren awer och iwwert d'Méiglechkeeten, virun allem fir déi Enseignanten, déi am Fondamental schon äänlech Projekte begleet hunn, opgebaut hunn an haut déi Servicer do assurieren, fir déi iwwer e

Changement de carrière oder eng Voie express, wéi d'Gesetz et virgesäit, kënne an déi nei Carrière do eranzehuelen, wat éischters emol eng Valorisation ass vun deenen Efforten an deem Kompetenzopbau an och vläicht vun hirem Pionéiergeschicht, dee se hei un den Dag geluecht hunn, a wat hinne awer d'Méiglechkeet gëtt, weiderhin hir Kompetenzen an hir Erfahrungen an den Déngecht vun deene Projekte kënne ze stellen, an éischer nach do d'Vernetzung ze maachen, fir datt dat, wat si opgebaut hunn, och op anere Plazen eigentlech ganz gutt ka kopéiert ginn.

Mir schwätzen och mat der Uni Lëtzebuerg iwwer e Masterstudiegang an der Sonderpädagogik, wat, denken ech, eng interessant Méiglechkeet wär. Mir wëssen, datt haut ganz vill Enseignanten direkt no hirem Bachelor en sciences de l'éducation oder och no enger Rei vu Jore Berufserfahrung nach op eng Uni ginn, fir dat en cours d'emploi an engem Fernstudium, awer och emol eng Kéier an engem reguläre Präsenzstudium als Master derbäizemaachen. An ech denken, datt hei d'Uni Lëtzebuerg och eng Aufgab huet, fir op déi spezifesch Situatioune ganz spezifesch och kënne weider auszubilden, soudatt mer doriwier scho Potenzial gesinn, iwwert déi eenzel Weeër vum Rekrutement och op déi 150 Posten herno ze kommen an déi mat kompetentem Personal, déi och all déi Virusetzungen do erfüllen, kënne ze fëllen, fir datt se duerno da successiv an d'Schoulen affektéiert ginn.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen: Déi 150 spezialiséiert Schoulmeeschterinnen, Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi ginn an d'Schoul affektéiert. Si gi mat an der Schoul agesat. Et ass net, datt se iergendwousch vum Ministère géréiert ginn oder vun enger regionaler Struktur. Si sinn an der Schoul! Si sinn en Deel vun der Schoulcommunitéit a si kënne direkt mat de Kanner schaffen. Si kënne direkt och emol en Enseignant beroden. Si kënne direkt d'Eltere beroden a guidieren an deene Problematiken, déi de Mëtteg hei zur Diskussioun stoungen. An duerfir hu mer en direkten Usprechpartner do an der Schoul. Dat ass sécherlech eng grouss, grouss Plus-value par rapport zur Situatioun vun haut.

Dat, well een awer vläicht, och wann een eng spezialiséiert Ausbildung huet, nach als relative Generalist un déi Problematik do erugeet, wann een an der Schoul affektéiert ass an all Dag mat de Problemer konfrontéiert ass. Do gëtt et Problemer, wou ee vläicht och als Generalist muss passen a muss soen: Jo, elo ass et awer besser, et kënnt een, deen nach méi Detaillierung huet, dee vläicht nach méi eng gezielte Formatioun gemaach huet an elo wierklech weess, wéi ee mat deene spezifesch Problematiken, déi déi ganz Bandbreit vun der Dys-Problematik jo awer a sech dréit, wéi een do nach ka besser schaffen.

Duerfir muss mer nieft dem lokalen Niveau, wou mer weider Ressourcen da wëllen higinn, awer och kucken: Wat brauche mer op engem regionalen Niveau? Äänlech engem Fonctionnement wéi haut an der Équipe multiprofessionnelle, wou ech och ganz d'accord sinn, wa gesot gëtt: Mir mussen eigentlech elo méi Personalressourcen nach draginn, fir den Demandé vum Terrain méi schnell kënne nozekommen.

Do muss mer awer och nach eng Kéier kucken, datt mer d'Kompetenzopdeeling klären tëschent dem Inspektorat an domadder den zukünftigen Directeurs régionaux vun der Grondschoul an der Education différenciée, datt mer déi Ressourcen, déi mer hunn, och méiglechst schnell kënne op déi Plaz bréngen an de jeeweilege Schoulen, och wa se regional verdeelt ginn a géréiert ginn, mä an de jeeweilege Schoulen, wou se gebraucht ginn.

A mir mussen awer och wëssen, datt et kënne Situatioune ginn, wou een awer och op nationaler Ressourcë muss kënne zréckgräifen. An duerfir eben déi weider Kompetenzzentren, déi mer wëlle schafen nieft deene besteeënden, eben hei ganz besonnesch déi, déi jo och hei an der Diskussioun si fir Kanner mat Léierschwierigkeete respektiv fir Kanner mat Verhalensopfällegekten.

Déi Kompetenzzentren, denken ech, hunn eng ganz Rei vun Aufgaben, fir eben Diagnostik ze maachen, fir awer och Diagnostikinstrumenter mat ze entwéckelen. An do, denken ech, muss mat der Uni Lëtzebuerg zesumme geschafft ginn. Mir sinn d'ailleurs och mat der Uni weider an der Diskussioun. Mir wëssen, datt den FNR - ech mengen, aus FNRS-Sicht aus gudder Grënn - dat dote refuséiert huet. Mir denken och, a momentan geet d'Diskussioun dohinner, fir dat spezifesch Diagnostikinstrument ausze-



schaffen an dat als eng Mataarbecht an dee ganze Projet vun dem Opbau vun engem Master an der Sonderpädagogik op der Uni mat eranzehuelen, datt mer do e Pak kéinten draus maachen an datt mer dann déi Aufgab, déi d'Uni do géif iwwerhuelen, och deementsprechend géifen honoréieren an unerkennen.

Ech mengen awer, datt nieft der Diagnostik och d'Adaptatioun vun de Léierpläng eng Aufgab ka si fir esou e Kompetenzzentrum, de Coaching vun all den Akteuren, siefen et déi um lokale Plang, um regionale Plang, an der formaler Bildung, an der nonformaler Bildung. Et kann och emol sinn, datt esou e Kompetenzzentrum eng punktuell ambulante Prise en charge vun engem Kand soll kënnen maachen a grave Situatiounen, do, wou een um lokalen oder regionale Plang awer vläicht mat sengem Latäin um Enn ass a wou et einfach wichteg ass, datt nach méi spezialiséiert Personal sech där Aufgab do unhëlt.

Da gehéiert Elterberodung do derzou. Och Formation continue ubidden iwwert den IFEN, dann herno och kënnen verbreedten, sech an der Recherche engagéieren a virun allem awer och den Affekt ze si vun deene betraffene Kanner an de Schoulen an och doriwwer eraus, an dann awer och - an dee Ruff ass jo awer och hei e puermol de Mëtten erklongen - ze sensibiliséieren an e Bildungssystem eran, awer och an d'Gesellschaft eran, fir ze erklären: Wat ass eng Dys-Problematik a wat ass et och net, fir datt souwuel déi Professionell, déi domadder konfrontéiert sinn wéi awer och de breede Public sech ganz genee eppes kënnen dorënner virstellen, datt Remarquen, wéi se och effektiv heiansdo wéi kënnen dinn, virun allem wa Kannerouere se mussen héieren, datt déi eigentlech och doduerch an Zukunft manner heefeg ginn oder am beschte ganz kënnen op der Säit bliwen.

Ech hu gesot, et gëtt äänlech Kompetenzzentren, un deenen ee sech kann inspiréieren, vläicht just an anere Problematiken. Mir hunn de Centre de Logopédie, dee jo eigentlech e Kompetenzzentrum ass, deen och national schafft, deen och op regionalen Antenne schafft, deen awer och lokal an d'Strukturen era kucke geet.

Mir hunn awer och de SCAP, dee sécherlech, och wann en net direkt e staatlecht Institut ass, mä als Asbl fonctionnéiert, eng grouss Expertise a Kompetenz do opgebaut huet, op déi mer absolutt haut net kënnen verzichten an och net wëlle verzichten a wou mer och musse kucken, wéi mer déi weider vernetzen.

Och wann nei Kompetenzzentren derbäikommen, denken ech, muss ee Stéchwuert ganz groussgeschriwwen sinn: Dat ass eben d'Vernetzung, datt keen do fir sech schafft, mä datt e permanenten Echange ass téschent de Kompetenzzentren an awer och téschent den einzelnen Niveaue vun eisem Educatiounssystem, eisem Bildungssystem, fir datt eben déi Kompetenz, déi mer vläicht gebündelt an deenen Zentren hunn, och kann erof bis an dat lescht Glidd vun eisem Bildungssystem reechen. Esou kréie mer eigentlech jiddwereen avertéiert a jiddweree besser nach ausgeriicht op d'Besoin vu Kanner, déi déi Problematik hei matbréngen.

Och eng aner Thematik, an déi ass de Mëtten eigentlech net esou richteg ugeschwat ginn, oder ee Moment kuerz an der Froestellung vun der Madamm Hetto: Wéi ass et mat der Zesummenaarbecht mat deene fräischaffenden Akteuren? Nun, et ass esou, datt den Office national de l'enfance och do Servicer mat finanzéiert, Fachservicer wéi zum Beispill Dys-positiv mat finanzéiert, awer och fräischaffend Ortho-

phoniste respektiv Ergotherapeuten iwwer Forfait ka finanzéieren an dat dann och regelméisseg mécht. Also och do si Moyenen do, fir deementsprechend ze hëllefen.

An och d'CNS, also d'Gesondheitskeess, ass sech hirer Responsabilitéit absolutt bewosst a mécht dat och an hëlt och eng Rei vun Aktivitéiten do en charge vun Orthophonisten, vu Psychomotoriker, dann, wa se konform sinn zur Nomenclature a wa se awer och vun Doktere verschriwwen sinn, selbstverständlech.

An Dir hutt en anert Beispill hei opgezielt, dat kenne mir op jidde Fall net. Mir wëssen, datt d'CNS awer dat doten iwwerhëlt, wann déi Konditiounen hei erfëllt sinn.

Mäi Ministère gëtt och enger Associatioun, SOS-LRS, e järeleche Subsid vu ronn 50.000 Euro, well déi scho ganz laang och an deem doten Domän aktiv sinn, eng ganz grouss Erfahrung an och Kompetenz ugeheeft hunn an eigentlech och e Pionéier sinn, well aus Mangel vu Reaktivitéit vun de staatleche Stellen do eigentlech gehandelt ginn ass virun enger Rei vu Joren. A fir datt d'Élteren do net ze déif an d'Täsch solle gräifen, iwwerhëlt och de Ministère do dat iwwer e Subsid.

A mir sinn och an Diskussioun mam SCAP, wat hir Raimlechkeeten ubelaangt. Well se an engem Zentrum sinn, wou eigentlech d'Raimlechkeete fir aner Kanner awer optimal sinn, si mer och amgaangen ze kucken, ob mer se net op eng aner Plaz kënnen hikeréien, wou se vläicht nach besser Entwécklungsméiglechkeete selwer hunn. Do ass dat lescht Wuert nach net geschwat ginn. Ech denken awer, datt mer do relativ schnell och gutt Léisungen och fir de SCAP kënnen fannen, déi éischerter nach besser Perspektive fir hir Entwécklung kënnen ginn.

Mir hëllefen also haut scho mat Infrastrukturen an och muer. Mir hëllefen och mat Personal, wat mer zur Verfügung stelle fir de SCAP, a mir hëllefen och iwwer eng Konventioun mat Geld, fir datt de SCAP seng Aarbecht kann erfëllen. An dat wëlle mer natierlech och weiderhi maachen.

Et ass d'Fro vun enger Dialogplattform ugeschwat ginn. Dat war och eng vun de Konklusiounen um Dys-Forum, déi mir eigentlech sympathesch ass, well ech selwer mierken, wann ech mat concernéierten Eltere schwätzen, och Enseignanten, mat den Asblen aus deem ganze Secteur, datt d'Kommunikatioun do sécherlech net ëmmer optimal ass. An duerfir muss een doriwwer nodenken.

Ech hat selwer elo d'Geleeënheet, an de leschte Woche mech do nach mat villen Akteure kënnen auszetauschen, well ech och proposéiert hunn, wat mer amgaange sinn ze maachen: eise Programm fir d'Equipe multiprofessionnelle opzestocken, eise Programm fir déi 150 spezialiséiert Schoulmeeschteren a Léierinnen an d'Schoulen ze kréien. Dat fënnt duerch Zoustëmmung do.

Eng gewësse Skepsis begéint een och, well déi Leit awer net ëmmer déi allerbeschten Erfahrung och mat dem Bildungssystem am Allgemenge gemaach hunn, mä si gesinn awer, datt sech hei eppes an déi richteg Richtung beweegt. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer Strukture schafen, wou ee sech regelméisseg kann austauschen. An dat soll och hei wierklech net vergiess ginn.

Dann nach e lescht Wuert vläicht zu der Reform vun der Education différenciée. Jo, alles dat, wat ech eigentlech hei gesot hunn, ass en Deel - e klengen Deel - vun der Reform vun der Education différenciée, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen.

Dir wësst, datt mer nach eng Rei vun anere Prioritéite virum Summer hunn, fir Gesetzestexte fäerdeg ze kréien. Dat wäerte mer och maachen. Dee ganze Pak iwwert d'Reform vun der Secondaire, déi multilingual Fréiförderung an eng Rei vun anere Gesetze wäerten nach duerch de Regierungsrot kënnen goen, mä wat d'Konzept ubelaangt fir d'Reform vun der Education différenciée, sécherlech nach eng méi breet ugeluechte Reform wéi déi eenzel, éischerter punktuell Moosnamen, déi ech elo de Mëtten hei konnt virstellen, do lafen d'Reflexiounen an d'Diskussiounen. An déi éischt Pabeiere sinn och geschriwwen. An ech denken och, datt een do mam Secteur virun allem an nächster Zäit kann nach eng Kéier an d'Diskussioun kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souwäit zu deem, wat de Ministère amgaangen ass do ze schëlleren, fir deene betraffene Kanner an hiren Eltere ganz besonnesch awer kënnen e beschtméiglechen Encadrement ze bidden, och Hoffnung kënnen ze bidden bei där viller Verzweiflung, déi se am Laf vun de Joren heiansdo, wou se dee Kampf do scho féieren, oft erlieft hunn.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Et kann ee viles maachen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Mir kënnen eis sécherlech och nach besser opstellen, mä Wonner kënnen mer och keng bewierken, an déi beschte Moosnam och net ëmmer. Duerfir ass et awer esou, datt mer méi musse maachen, wéi mer haut maachen, datt mer eis déi Moyene musse ginn, fir deene Kanner mat enger Dys-Problematik adequat kënnen ze hëllefen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Här Minister. D'Interpellantinn wëllt nach eng Fro stellen. Jo, Madamm Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), interpellatrice.** - Jo, Merci, Här President. Also, ech wëll fir d'Éischt emol dem Minister e ganz häerzleche Merci soe fir déi grouss Bereitschaft, déi en awer hei geäussert huet, fir mat op de Wee ze goen, fir déi ganz Problemer do unzepakten.

Et waren nach zwou kleng Saachen, wou Der mer elo net drop geäntwert hutt. Ech ka se och nach eng Kéier schrëttlech norechen, mä ech mengen, Dir kënnt mer an engem Saz äntwerthen.

Zum Aménagement raisonnable, dee mer de Moment hunn an de Lycéeën: Kënnt Der lech dat virstellen, dass mer dat och géife fir de Fundamental maache respektiv och op der Uni?

An déi aner Saach ass déi vum SCAP, Dir hat et och ugeschwat, de SCAP, deen absolutt iwwerfuert ass mat Aarbecht, mat Waardelëschen: Sidd Der do bereet matzuegoen, fir deen opzestocken a fir eventuell iwwer Land och Antennen ze schafen, fir dass jiddwereen e gud-den Accès huet zu där doter Hëllef?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech mengen, datt ech déi zwou Froen awer ugeschnidden hat.

Wat d'Méiglechkeete vun der Commission des aménagements raisonnables am Secondaire ubelaangt, hunn ech scho gesot, datt mer och der CIS déi wëlle ginn. Si huet haut en Deel vun deene Méiglechkeeten, mä awer och, wa si se net all huet, datt mer dann der CIS déi kënnen ginn, déi d'Commission des aménagements raisonnables am Secondaire haut huet, an datt mer och iwwer där hir Méiglechkeete

vun Aménagement am Secondaire nodenken a kucken, ob mer déi net kënnen ausbauen. Dat ass dat, wou mer amgaange sinn doriwwer nozedenken.

Wat de SCAP ubelaangt, ass eng éischt Prioritéit, fir ze kucken, datt mer e raimlech op eng adequat Plaz kënnen transferéieren, wou e wierklech och weider säi Service kann oprecht-erhalen an och kann ausbauen op där Plaz an optimal Fonctionnementskonditiounen och do wäert virfannen. Ech denken och, datt mer do relativ zäitno gutt Léisunge kënnen fannen.

Ech weess, datt schon zënter Längerem doriwwer nogeduecht gëtt, fir deen Service ze dezentraliséieren, fir méi no och bei d'Leit ze kommen. Ech mengen, do muss een herno nach eng Kéier doriwwer nodenken. Wa mer Kompetenzzentren schafen, och fir Kanner mat enger Dys-Problematik, dann, mengen ech, muss een och kucken, d'Rollenopdeeling nach eng Kéier kloer ze diskutéieren.

Wat mécht de SCAP doranner? Ech gesinn, datt en eng grouss Erfahrung huet, op déi mer net kënnen haut verzichten an och muer net solle verzichten, mä et muss een dann awer kucken: Wéi ass d'Zesummespill mat neie Kompetenzzentren a wie këmmert sech da wou an em wat? A wéi kënnen mer och den Transfert de compétence do assuréieren? Da soll dann dee Moment och an deem Kontext gekuckt ginn, wéi de SCAP sech soll entwéckelen, och par rapport zu deenen neie Kompetenzzentren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. Domat wäere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm.

A mir géifen zu eisem nächste Projet iwwer-gehen. Dat ass de Projet de loi 6985, deen d'Orientéierungsprozedur beim Iwwergang vum Fundamental an de Postprimaire soll nei regelen. An de Rapporteur, den honorabele Gilles Baum, ass scho prett.

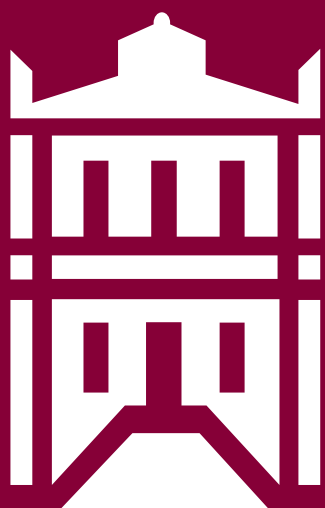
7. 6985 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

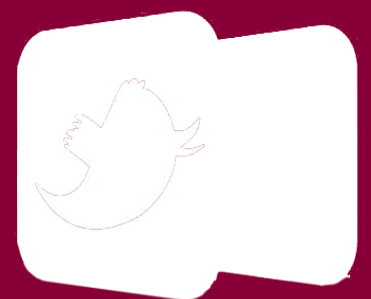
► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam virleiende Projet de loi annere mer d'Schulgesetz vum 9. Februar 2009 of. Mir vereinfachen den Iwwergang vum Primaire an de Postprimaire, vum sechste Schouljoer op Septième also. Mir maachen d'Prozedur méi einfach a mir ginn den Elteren däitlech méi Matsproocherecht an der Entscheidung, ob hir Kanner an de Lycée classique, de Lycée technique oder op de Régime préparatoire orientéiert ginn.

Dir wësst, dass bedéngt duerch d'Aféierung vun de Bilanen d'Élteren dräimol pro Schouljoer bei de Schoulmeeschter oder bei d'Joffer geruff ginn, fir zesummen ze kucken, a wat fir eng Fächer d'Kand scho gutt schafft a wou et sech nach muss ustengen. Am Laf vum Fundamental ginn d'Élteren also net manner wéi 18-mol - op d'mannst 18-mol! - bei d'Léierpersonal geruff, fir déi schoulesch Fortschreitter vum Kand ze suivéieren.

Bon, wann ech u meng Schoulzäit zréckdenken - an ech mengen, mir alleguerten heibannen -, mir kruten d'Zensur an de Schoulsak gestach an dat war da quasi déi eenzeg Informatioun mat de Punkten, déi d'Éltere kruten. An ech



Suivez la Chambre des Députés
sur FACEBOOK
et TWITTER





Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

muss soen, dass déi Entwécklung, wéi se haut ass, souwuel fir d'Eltere wéi och fir d'Kand, mä ech mengen, och fir d'Léierpersonal op alle Fall ganz positiv ass.

Um Enn vum Cycle 4.2, um Enn vum sechste Schouljoer also, koom bis elo e Conseil d'orientation zesammen. Dee bestoung aus der Léierin oder dem Schoulmeeschter, zwee Professeuren aus dem Enseignement secondaire - een aus dem Secondaire classique, een aus dem Secondaire technique - an dem Schoulspekter. Dese Conseil huet sech da mat de schoulesche Leeschtunge vun all eenzelnem Kand ofginn, andeems d'Resultater vum sechste Schouljoer gekuckt gi sinn, och d'Resultater vun deenen nationalen Tester, déi gemaach ginn, an awer och den Dossier, deen zesummegehallt gëtt a wou eng Rei Aarbechten dra sinn. Dat konnte Produktioun sinn, Diktater, Aufsätz oder méi kreativ a kniwwelweg Aufgaben.

D'Eltere waren an dësem Conseil net vertrueden, hunn awer en Ziedel ënnerschriwwen, op deem si matgedeelt hunn, a wat fir engem Ordre d'enseignement dass si hir Kanner gären hätten. Louchen d'Elteren net op der Linn mam Avis vum Conseil d'orientation, dann ass e Recourseexamen ugebuede ginn. En Examen d'accès konnten d'Kanner an deem dote Fall schreiwen.

E bësse Statistik zu dësem Schouljoer: Um Enn vum dësem Schouljoer goufe 5.063 Kanner nom sechste Schouljoer orientéiert, 35,4% sinn op de Lycée classique orientéiert ginn, 47,6% op de Lycée technique, 16% an de Régime modulaire an 1% mécht d'sechst Schouljoer nach eng Kéier. An dës Zuelen, prozentual gesinn, si quasi identesch mat deenen Zuele vum leschte Joer.

Dëst Joer gouf et a 86% vun de Fäll eng Iwwereneestëmmung tëschent dem Avis vun den Elteren, wou d'Kand soll higoen, an dem Avis vum Léierpersonal. D'lescht Joer waren dat 82%. Dëst Joer hunn awer och 260 Kanner d'Épreuve d'accès gemaach. 130 Kanner hu se gemaach, fir op de Lycée classique ze kommen, an 130 Kanner fir an de Lycée technique. 4,6% vun deene Kandidaten hunn et an de Lycée classique gepackt an 3,1% hunn et an de Lycée technique gepackt.

Opgrond vun dësen Zuelen, dat heescht iwwer 80% Zoustëmmung bei den Elteren, an awer och deem immens déiwe Prozentsatz vu Kanner, déi am Examen-recours Succès hunn, ass entscheet ginn, fir d'Prozedur fir den Iwwergang vum Fondamental an de Lycée ze erliichteren.

Wat ännert elo konkret? D'Orientatioun, déi fänkt schon am fënnefte Schouljoer un, am Cycle 4.1, wou an de Gespréicher mat den Eltere scho ka gekuckt ginn, wuer si hiert Kand gären nom sechste Schouljoer orientéiert hätten. Dobäi gëtt d'Kand als e Ganz gekuckt. An nieft senge schoulesche Leeschtunge ginn och seng Interessen, wéi d'Kand léiert, wéi vill Zäit et brauch, mä och seng kreativ Säfte mat a Bezuch geholl. Natierlech gëtt och fir all Kand weider en Dossier iwwer d'Produktiounen iwwer déi zwee Joer ugeluecht. Déi national standardiséiert Épreuve bleiwe bestoe souwéi d'Präsenz vun engem Psycholog an der Orientatioun, wann d'Elteren dat wëllen.

D'Orientationsprozedur gëtt elo op zwee Joer gestreckt am Cycle 4; et gëtt dräi Gespréicher mam Titulaire am fënnefte Schouljoer, am Cycle 4.1; eng Informatiounsversammlung, déi iwwer déi nei Prozedur opkläert; d'Méiglechkeet, awer och schon am fënnefte Schouljoer am Kader vum ORIKA an de Lycée eranzulassen. Den Entretien am drëttem Trimester soll am Kader vum Bilan festleeën, wou d'Stärkten an d'Schwächen vum Kand leien,

wou d'Kand also scho ganz gutt schafft a wou d'Kand sech nach muss druginn.

Am Cycle 4.2, am sechste Schouljoer also, gëtt et zwee Gespréicher mam Titulaire. An dat drëtt Gespréich gëllt als Entretien d'orientation, an deem d'Entscheidung, wou d'Kand dann hinorientéiert gëtt, festgehal gëtt. Och am sechste Schouljoer steet den ORIKA um Programm, natierlech och d'Épreuves communes, déi national standardiséiert Tester.

Well a wäit méi wéi 80% vun de Fäll d'Elteren an d'Léierpersonal déiselwecht Meenung hunn, wat déi schoulesch Zukunft vun de Kanner ugeet, fällt de Conseil d'orientation a senger jëtzege Form also ewech.

Wann d'Elteren an de Schoulmeeschter sech eens ginn, ënnerschreiwe si gemeinsam um Enn vum sechste Schouljoer en Avis d'orientation, fir d'Kand an den Enseignement secondaire, de Secondaire technique oder op de Modulaire ze schécken.

Am Fall, wou keng Eenegung ass tëschent dem Léierpersonal an den Elteren, trëtt déi nei Prozedur a Kraaft. D'Eltere ginn dann an d'Commission d'orientation geruff, déi vum Schoulspekter presidéiert gëtt. Ageluede sinn also d'Eltere vum Kand, den Titulaire vun der Klass an de Psycholog, falls dat vun den Elteren erwünscht ass. Emmer derbäi ass och de Schoulspekter, en Enseignant aus dem Cycle 4, e Psycholog aus dem CPOS, e Professeur-orienteur aus dem Lycée classique an e Professeur-orienteur aus dem Lycée technique.

An dëser Commission d'orientation soll dann zesumme mat den Elteren déi bescht Léisung fir d'Kand fonnt ginn. An dobäi gëtt sech natierlech op den Dossier referéiert, deen da matbruecht gëtt, mat all de Produktiounen vum Kand aus deenen zwee Joer, op déi national Tester an natierlech och d'Resultater vum Kand am fënneften a sechste Schouljoer an den Tester, déi an de Fächer Däitsch, Franséisch, Rechne gemaach ginn.

Eng Neierung ass dann och, dass den Examen-recours, en Examen d'accès, ofgeschafft gëtt, dee bis elo bestanen huet, deen de Kanner d'Méiglechkeet ginn huet, fir de Recours ze maache géint den Avis vum Conseil d'orientation. Deen Examen fällt an Zukunft ewech.

An der Kommissioun haten d'Kollege vun der CSV en Amendement agereecht, fir deen Examen bäizebehalen. D'Majoritéit vun de Membere waren allerdéngs der Meenung, et sollt een am Kader vun der neier Reform a baséierend op deene Resultater, déi ech lech elo just gesot hunn, net un engem alen Deel vun der Orientatioun festhalen.

Dëst Gesetz trëtt a Kraaft am Ufank vum Schouljoer 2016-2017, dat heescht am September, fir déi Kanner, déi an d'fënneft Schouljoer kommen an dann déi nei Prozedur duerchlafen. Déi Kanner, déi elo an d'sechst Schouljoer kommen, déi bleiwen nach an där aler Prozedur, dat heescht mam Conseil d'orientation an eventuell mam Recourseexamen.

Ofschléissend wëll ech lech dat mat op de Wee ginn, wat ech och ganz oft den Eltere gesot hunn, wa se d'Kanner bei mir am sechste Schouljoer haten. Dann hunn ech hinne gesot: „D'Orientatioun ass elo fäerdeg, mä et ass awer kee Fräibrëif fir dat, wat hannendrukënt. An et muss ee sech natierlech bei deem, wat hannendrukënt, déi Studien, déi hannendrukënt, op ganz, ganz vill Aarbecht astellen.“

Ech hunn emol erlieft, dass, nodeems e Kand aus dem sechste Schouljoer erauskomm ass, de Knuet op eng Kéier immens gutt opgaangen huet. Ech hunn awer och erlieft, dass Kanner waren, déi ganz gutt an der Schoul waren an

op eng Kéier aus deem enge Grond oder deem aneren an der Schoul net méi richtig gutt virukomm sinn.

An aus dësem Grond, Här President, wollt ech lech eng Motioun iwwerreechen, an där mer wëllen d'Méiglechkeete fir d'Iwwergäng tëschent deene verschiddeenen Ordre d'enseignements, d'Passerellen, an Zukunft an eise Schoule weider stärken. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet de loi 6985 modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental entend réorganiser la procédure d'orientation des élèves au quatrième cycle de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2016-2017,

- que la procédure d'orientation sera étalée sur toute l'étendue du quatrième cycle (cycles 4.1 et 4.2),

- que la décision d'orientation sera prise d'un commun accord entre les parents de l'élève et titulaires de classe,

- que l'épreuve de recours à l'ordre d'enseignement souhaité sera supprimée,

convaincue

- que la procédure d'orientation doit se faire de manière transparente et équilibrée,

- que l'orientation constitue un moment crucial du parcours scolaire d'un élève,

- qu'une prise en charge personnalisée de l'élève est donc primordiale,

invite le Gouvernement

- à mettre à disposition les ressources nécessaires, tant financières qu'en ressources humaines, pour une mise en œuvre de la nouvelle procédure d'orientation dans les conditions les meilleures,

- à sensibiliser les établissements scolaires afin de proposer un encadrement spécifique pour les élèves qui se distinguent dès la fin du 1^{er} trimestre par leurs bons résultats scolaires,

- à promouvoir la mise en place de passerelles entre les différents ordres de l'enseignement dans les établissements scolaires.

(s.) Gilles Baum, Claude Adam, Tess Burton.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci.

► **M. Gilles Baum** (DP), *rapporteur.*- Ech soen lech alleguete Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci. An och e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Gilles Baum, fir säin ausféierleche Rapport. Wat ass bis elo kritiséiert gi bei der Orientierungsprozedur, déi jo elo reforméiert gëtt? Bei der allgemenger Prozedur u sech net ganz vill. Déi gëtt awer elo geännert. D'Kritären, no deenen orientéiert gëtt, näamlech virun allem d'Sproochen, ware schonns méi dacks an Diskussioun. Mä soulaang wéi sech näischt am Enseignement secondaire um System ännert, müssen dës Kritäre vun der Orientierung esou bäibehale ginn.

Duerfir si mer als CSV der Meenung, datt op d'mannst zwou Froen am Virfeld hätte misse beäntwert ginn.

Éischtens: A wéi eng Richtung soll den Enseignement secondaire reforméiert ginn? Wëlle mer hei méi e flexibele System vun de Sproochen ubidden op de Klassen? An den Ae vun der CSV brauche mer hei dringend en neie Kader, deen de Ministère muss definéieren. An duerfir meng Fro - ech hat se scho gestallt beim Débat iwwer den Etat de la nation, mä du war den Här Minister leider net do: Wéini kënt d'Reform vum Secondaire?

Eng zweet Fro: Wéi kënn mer den Technique méi attraktiv maachen? Wéi kënn mer d'Handwierk méi attraktiv duerstellen? Dës Fro misst beim gesetzleche Kader vun der Maison de l'orientation gestallt ginn. Ech zweifelen awer drun, datt dat richtig gemaach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Hären, dann elo zum Projet de loi selwer. Als CSV begrësse mer zwee Punkten:

Éischtens: méi gezielt Gespréicher mat den Elteren, méi eng staark Abannung vun den Elteren ab dem Cycle 4.1. Dat ass awer näischt komplett Neies, well och bis elo si schon am Cycle 4.1 dräimol Gespréicher gelaf.

Zweetens: d'Bäibehalen - och elo näischt Neies - vun den Épreuves communes. Den Här Meisch sot zwar, mir wäeren endlech aus dem Examen-

zäitalter eraus. Duerfir si mer ëmsou méi frou, datt d'Épreuve bäibehale gi sinn. Si sinn, éischstens, e relativ objektivt Vergläichsinstrument. An zweetens: Eis Kanner müssen och Jéieren, mat limitéierte Stresssituatiounen - d'Épreuve stellen nëmmen een Deel vum ganzen Dossier duer, dee bei der Orientierung gekuckt gëtt, dat muss fir jiddweree kloer sinn -, mä mat deene Stresssituatiounen eens ze ginn. Den Émgang mam Stress muss och geléiert a geübt ginn. Ech erënnere do un d'Lidd vun den „Dëppegëisser“: „D'Liewen ass kee Kichelchen“.

Als CSV hu mer awer eng Partie Punkten, déi mer gäre wëllen hannerfroen; ganz genau dräi.

D'Enseignanten an d'Eltere solle sech jo am beschten eens ginn, soss hëlt d'Commission d'orientation eng definitiv Léisung. Den éischte Punkt ass eng Feststellung: Den Drock op d'Enseignante wäert zouhuelen. Den SEW huet dat och gesot. Bis elo war et ëmmer eng gemeinschaftlech Décisioun vun der Kommissioun. Elo mécht hien dat eleng mat den Elteren.

Zweete Punkt, ganz wichteg: Wéi ka garantéiert ginn, datt d'Elteren an den Enseignant déi verschiddeenen Ordres d'enseignement, iwwer déi si jo decidéieren, mat hire jeeweiligen Uspréich an den ënnerschiddleche Beruffs- a Studieméiglechkeete kennen? Virdu war bei der Orientatioun ëmmer een Enseignant aus dem ES an een aus dem EST derbäi.

Mir kruten zwou Léisungsméiglechkeete gesot. Dat éischt: ORIKA. Elo sollen d'Kanner schonns am Cycle 4.1 bei den Aktivitéite matmaachen. Hei misst an eisen Ae fir d'Éischt e konkret Konzept ausgeschafft gi respektiv dat, wat elo do ass, iwwerschafft ginn. Dat krute mer och esou an der Kommissioun confirméiert. Da froen ech elo: Ass dëst Konzept schon do? An: Wëssen d'Lycéeën iwwerhaapt Bescheid, datt dës soll d'nächst Joer am Cycle 4.1 schonns ulafen?

Eng zweet Léisungsméiglechkeet war de Professeur-orienteur, deen d'Elteren an d'Schüler soll beroden. Kann den Här Minister eis erklären, wéi dat konkret soll an de Schoulen um Terrain oflafen? Also ganz vill Froen zu dësem Punkt.

An en drëtten Punkt: Als CSV si mer genauosou wéi d'Schülerkonferenz net domadder averstannen, datt den Här Meisch d'Méiglechkeet vun engem Recours iwwer eng Épreuve wëllt ofschafen. Dëst wär eng ganz einfach Méiglechkeet vu Recours gewiescht, déi oui vill Opwand kann organiséiert ginn. Elo bleibt an deem Fall, wou d'Elteren net mat der Orientierungsdecisioun averstane sinn, just de Recours virum Verwaltungsgericht. Fir sozial schwaach Familje wäert dat éischter keng Léisung sinn. Et ass also net onbedéngt gerecht.

An deen zweete Punkt do ass: Wéini hëlt d'Verwaltungsgericht eng Décisioun, wann et am Juni domadder befaasst gëtt? Dat riskéiert, eng theoretesch Recoursméiglechkeet ze ginn, wann d'Urteel net fir de Juli do ass, wann d'Inscriptioun sinn.

Et gëtt also keng alliechtend Ursach, fir dëst ofzeschafen. Duerfir hate mer als CSV en Amendement an der Kommissioun proposéiert - den Här Baum sot et schon -, fir dës Épreuve erëm anzeféieren.

Dem Här Meisch säi virgestalltene Projet iwwer besser Passerelle vum Technique an de Classique aus dem Escher Lycée ass sécherlech interessant, mä dat eent schléissst dat anert net aus. Mir sollen déi zwou Saache maachen.

Wéi mer an der Kommissioun iwwer eist Amendement diskutéiert hunn, waren och op Majoritéitssait Leit, déi eis Propos sympathesch fonnt hunn, mä dat ass relativ séier ofgeblockt ginn an et ass decidéiert ginn, dee Moment net ofzestëmme, mä déi eenzel Parteie sollten nach eemol an hire Fraktiounen driwwer diskutéieren. Du war et jo relativ kloer, datt et géif refuséiert ginn, wat jo och esou geschitt ass.

Mä dat, wat eis rose mécht, ass déi regelméisseg respektlos Haltung vun Här Minister vis-à-vis vun der Chamber! Well schonns den Dag ier mer ofgestëmmt hunn, huet den Här Minister a senger Pressekonferenz zu dësem Projet de loi gesot, datt d'Épreuve natierlech géif ofgeschafft ginn. Hätt hien net zumindest kënnen de Vott an der Kommissioun ofwaarden?

Dir Dammen an Dir Hären, hei schwätze mer iwwer de Beräich vun der Educatioun. Da géif ech mer wierklech vun Här Minister esou vill pädagogesch Fingerspëtzegefill erwaarden, datt en der Chamber zumindest d'Gefill gëtt, datt si kéint eppes decidéieren.

Opgrond vun all dëse Bemierkungen a Froen wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalten.



► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dann och ufänken an dem Rapporteur fir d'Éischt Merci soe fir seng gutt Aarbecht hei. Mir als LSAP begreissen och déi geplangten Ernennung vum der Orientationsprozedur am Fondamental, well se fir méi Transparenz suergen a virun allem och d'Eltere méi fréi am Fong dru bedeelege wäerten.

D'Orientation vum Enseignement fondamental an de Secondaire ass eng ganz wichteg Etapp am Liewe vun all Schüler. Vun hirer Orientierung hänkt duerno vill of, ob si mat Succès oder net hir Schoul nom Fondamental meeschteren an och, wéi ee Wee si herno fir hirt spédert Liewen aschloe wäerten.

Mir begreissen et dowéinst, dass déi ganz Prozedur schonn éischter ufänkt wéi bis elo, nämlech am éischte Joer vum véierte Cycle. Et gëtt den Enseignanten d'Méiglechkeet, fir scho relativ fréi anzuschätzen, wéi eng Kompetenzen d'Kand huet, an da mat den Elteren ze diskutieren, wéi ee System am beschte fir hirt Kand ass. Et soll, wéi gesot, gekuckt ginn, d'Kand op Basis vu senger Kompetenzen ze orientieren, mä awer och genausou op Basis vu sengen Interessen. Oft mengen d'Elteren, hir Kanner missten an de Secondaire classique, obwuel se awer vläicht méi Spaass herno un engem technesche Beruff hätten.

Och hei solle mer weider un engem Mentalitéitswiesel schaffen: Eng Richtung ass net méi schlecht wéi déi aner. E Kand huet einfach aner Méiglechkeeten, jee nodeems, wéi eng Schoulen et herno duerchleift.

E weidere Grond, firwat mer déi nei Prozedur begreissen, ass, dass et bei sougenannte Grenzfall méiglech gëtt, scho méi fréi Schwächen ze erkennen an dorunner ze schaffen, soudass d'Kand zum Beispill, wann et wëllt, awer op en aneren Niveau kann orientiert ginn. D'Kand huet méi eng laang Zäit, fir sech an der Schoul ze verbessern an dorobber virzereeden.

Fir de Fall, wou d'Elteren an den Enseignant sech net eens wäeren, gëtt jo, wéi de Rapporteur dat erkläert huet, an där nei geschaffener Kommissioun tranchéiert. D'LSAP begreist et, dass d'Elteren do och matstëmme kënnen an un den Diskussionsionen iwwert de Firwat vun enger Orientierungsdécisioun kënnen deel huelen.

Mir als LSAP haten och Bedenken, wat d'Ofschafe vum Examen ugeet, allgemeng, well mer och net gären e méigleche Recours ofschafen. Allerdéngs geet et hei an deem Fall em d'Wuel vum Kand. An eis schéngt et net am Intérêt vun engem Kand ze sinn, wann et no den negativen Décisioun vum Titulaire an der Kommissioun och nach en Échec an engem Exame verkraaft muss.

Wéi de Rapporteur erkläert huet, packen nëmme wéineg Kanner désen Examen, an de Risiko ass och do, dass se den Exame packen, mä duerno awer am Lycée net richtig nokommen an erëm wiessele mussen. Duerfir begreisse mer émsou méi, dass grad des Kanner, déi net no hirem Choix orientéiert gi sinn oder och net konnten, nach eng Kéier déi néideg Énnerstëtzung herno am Lycée kréien, fir hirt perséinlecht Zil ze errechen.

De Minister hat ugekënnegt, des sougenannt „Passerellen“ tëscht de Schoulsystemer ze fërdere an ze verbessere, fir et de Kanner ze erlaben, wa festgestallt gëtt, dass se falsch orientéiert goufen oder net dohinner orientéiert gi sinn, wuer se wollten, nees an en anere System eriwierwiessele ze kënnen. Duerfir hu mir als LSAP och des Motioun mat énnerschriften, well d'ës en neie Wee ass, dee méi am Interessi vum Kand ass.

A voilà, d'ës gesot, ginn ech natierlech och den Accord zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Iwwergang vun engem Schoulsystem an een aneren ass fir all Schüler an Elteren ëmmer e groussen Aschnëtt. An dat ass besonnesch e groussen Aschnëtt fir Schüler, déi an engem Schoulsystem sinn, dee vun engem System an en draiglidrege Schoulsystem iwwergeet, esou wéi mir dat hunn a wéi dat am däitsch-sproochge Raum de Fall ass: Däitschland, Éisträich, Schwäiz an esou weider. Et gëtt jo och

eng Rei Länner, wou an deenen ëneschte Klasse vum Secondaire eng Filière unique ass, zum Beispill déi skandinavesch Länner, awer och Länner a Südeuropa.

deéi gréng vertrieben d'Meenung, dass eng Filière unique zwar net all d'Problemer automatesch léist, mä awer eng sozial méi gerecht Solutioun fir d'Schüler ass. A mir ënnerstëtzen all Bestriewungen, déi d'Iwwergang vun enger Filière an déi aner méiglechst einfach maachen an et méiglech maachen. E Schüler, dee mat 12, 13 Joer an e Modulair, an e Secondaire technique oder an e Secondaire classique orientéiert gëtt, dee soll d'Méiglechkeeten hunn, an déi eng oder aner Richtung ze wieselen, wann hie sech anescht entwéckelt, wéi seng Orienteure geduecht hunn oder wa seng Orienteure sech ganz einfach geiert hu bei der Orientatioun.

Wat heescht dat dann elo fir d'Orientationsprozeduren am Cycle 4? Majo, an der ganzer Grondschoul huet d'Décisioun, ob e Schüler an den nächste Cycle kënnt, zënter dem Schoulsystem vum 2009 staark geännert. Et gëtt keng Zensure méi mat Punkten, mä et gëtt Bilanen, déi d'Elteren an d'Schoul siche ginn a vum Enseignant iwwerrecht an erkläert kréien. Den honorabele Rapporteur, de Gilles Baum, huet zu Recht gesot: Dat si mindestens 18 Entrevuen, déi stattfannen an der Schoul tëschent Elteren an Enseignanten. Dat ass anescht wéi an der Schoul virun 2009.

Et ass och net méi d'Décisioun vum Titulaire vun enger Klass eleng, mä et ass déi Décisioun vun enger Equipe pédagogique, déi festleet, ob e Schüler an den nächste Cycle kënnt oder net. A wann d'Elteren net d'accord sinn, da kënnen se Recours beim Schoulinstpekt huelen. Mir sinn der Meenung, dass des Aart a Weis am Intérêt vun de Kanner, vun den Elteren a vun der Schoul ass.

Well d'Décisioun um Enn vum Cycle 4 eng besonnesch schwierig ass, wéinst eben eise draiglidrege System am Secondaire, kréien d'Elteren an d'Enseignanten eng Rei Hëlfelefen. Schon am fënnefte Schouljoer - an dat steet jo an deem Gesetz, wat mer haut votéieren - sinn individuell Entrevuë festgeluecht. An des Entrevuë ginn am sechste Schouljoer weider. An et soll och ugeschwat ginn, em wat et geet: d'Stärkten an d'Schwächen vum Schüler, an déi eventuell Konsequenzen dorauer fir seng Orientatioun.

Et sollen och Produktiounen vum Schüler gekuckt ginn. A fir e bëssen en Iwwerbléck ze kréien, wéi dem Schüler seng Leeschtunge par rapport zum Landesniveau leien, gëtt et och en nationalen Test, also eben en Test, deen dee Verglach méiglech mécht. Dat ass keen Opnamexamen an et ass och an eisen Aen absolutt bedauerlech, dass dat nach ëmmer als nationalen Test, als Opnamexamen betruecht gëtt. An och munch Enseignant schéngen de Sënn vun deem Test do net verstanen ze hunn; siehe Echternacher „School Leaks“.

Mam Gesetz vun haut hale mer fest, dass déi Orientierungskommissioun nëmmen nach dann untrëtt, wann den Titulaire an d'Eltere sech net eens sinn. An dat ass gutt esou. A ronn 80%, a méi wéi 80% vun de Fäll ware sech jo béid Partner eens, an do kann ee jo dann och Zäit spueren. Ech géif mer wënschen an ech erwaarde mer eigentlech och, dass an Zukunft de Prozentsatz vum gemeinsamen Accord nach daitlech an d'Luucht geet. Dat misst fir mech d'Konsequenz sinn aus där ganzer Entwécklung, déi mer vum Cycle 1 u kennen.

Mir fannen et och konsequent, dass elo d'Méiglechkeet vun engem Examen ewechfällt. Den Examen ass ee konstrukt, dat fir ganz vill Kanner en Échec bedeit. An d'Zuele schwätzen do eigentlech fir sech.

Mir hu jo och mëttlerweil eben eng Diskussionskultur an eise Schoulen. D'Eltere si beim Orientierungsgespräch derbäi - dat ass och anescht wéi virdrun - an hunn och en cas de litige e Stëmmrecht. Mir hätten och souguer kee Problem dermat, wann d'Elteren d'lescht Wuert hätten. Wann déi Professionell hir Position net iwwerzeegend duergeluecht kréien, da sollen och d'Elteren hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

En attendant, dass mer dann iergendwann eng Kéier och esou wäit eventuell kommen, wëll ech dem honorabelen Här Baum Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vun eiser Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, och vun eis, éischstens, e ganz grouse Merci un de Rapporteur fir e ganz komplette Rapport.

D'Wichtigkeet vun der Orientierung ass natierlech net diskutabel. An duerfir si mer als ADR och der Meenung, dass d'Orientierung all Effort justifiéiert, als Opwand justifiéiert, ob dat elo en Examen ass, ob dat eng Commission d'orientation ass, e Conseil d'orientation, wat och ëmmer. Ech mengen, et ass esou eng wichteg Décisioun fir d'Kanner, fir d'Elteren, dass den Opwand op jidde Fall justifiéiert ass.

Et ass wichteg, dass d'Elteren an d'Kanner esou gutt wéi méiglech informéiert sinn. An et ass och positiv, dass d'Elteren em hir Meenung gefrot ginn. Allerdéngs muss ee sech trotz alle Gespréicher an der Schoul awer d'Fro stellen: Wéi objektiv kënnen d'Elteren, déi ausserhalb vum Schoulbetrib sinn, hirt Kand nach aschätzen? No deenen Entwécklungen vun deene leschte Jore vu Kompetenzen, Kompensatiounen, Bilanen amplaz Zensuren, Smileyen zum Deel, a virun allem kee Klassement méi an de Klassen, ass et wahrscheinlech ganz schwierig fir vill Elteren, sech wierklech virzustellen - objektiv virzustellen -, wéi d'Leeschtunge vun hire Kanner par rapport zu deenen anere sinn.

Derbäi kënnt nach, dass an deser Prozedur jo net nëmme méi d'Schouleschtunge gekuckt ginn, mä eben och d'Interesse vum Kand, seng kreativ Talenter an aner Saachen. Et muss ee sech zesumme mam SEW d'Fro stellen, ob den Drock op de Schouleschtener net wiisst duerch déi Prozedur. An déi 80%, déi hei ëmmer zitéiert gi sinn, déi si jo awer an deem aktuelle System iwwereneestëmme. Wann elo d'Gewicht vun deem enge par rapport zu deem aneren daitlech klëmmt, wou de Konsensus soll gesicht ginn, da kann ee wahrscheinlech net dervun ausgoen, dass déi Ziel vun 80% Konsensus esou bäibehale gëtt. Déi ka sech och verschlechteren, déi muss sech net no uewen entwéckelen. Et muss einfach gefaart ginn, dass déi besser situéiert a méi aflossräich Eltere sech hei méi liicht kënnen duerchsetzen. Dat ass net sozial gerecht.

Et muss een och kucken, dass de Psycholog hei an de Rapporten zitéiert gëtt als een, dee kann intervenéieren, fir „inégalités liées à l'origine sociale“ auszugläichen. Dat ass an eisen Aen e grundsätzlech Mëssverständnis vum Rôle vun engem Psycholog. Deen ass net do, fir Inégalités sociales auszugläichen, mä fir sech em d'Psyche vum Kand ze këmmere! Dat ass seng originell Aufgab.

An och déi Tatsaach, dass den Examen ewechfällt an dass deen eenzege Recours dann nëmme nach den Tribunal ass, dass féiert jo derzou, dass déi Kommissioun jo och weess, dass, wa se net den Elteren nogëtt, dass se dann dem Stat e Prozess abrängt mat alle Problemer. Also och do ass eigentlech derfir gesuergt, dass d'Vuë vun den Eltere sech kënnen duerchsetzen.

Dat ass net gerecht géintwuerd vum Kanner. Et ass sozial net gerecht. Et huet eng ganz Rei Problemer, wéi de Stelwert vum Enseignant. An ech wëll lech e Beispill soen aus dem Ausland, wou dat hiféiert; an zwar aus dem däitsche Bundesland Hamburg.

Déi hunn den „freien Elternentscheid“. Dat ass liicht anescht wéi dat, wat mer hei hunn, mä praktesch d'nämlech. An déi hunn dee scho laang. An ech ginn lech e Beispill vun der Entwécklung. Am Joer 2000 zu Hamburg si 44% vun de Kanner an de Gymnasium gaangen, a Bayern zäitgläich 26%. An an de Gymnasien huet dat zu enger ganzer Diskussioun geféiert, op déi ech elo net kann agoen. Et wär awer interessant. Mä op jidde Fall war den Écho eng Diskussioun an de Gymnasien, wéi d'Lehrerschaft, d'„Schulform“ an d'„Anspruchsprofil der Gymnasien“ sech kéinten op déi verännert Schoulsystemer astellen.

Dat heescht, et ass u sech eng Émschreiwung fir den Nivellement vers le bas, well wa vill Kanner an de Gymnasium kommen, déi originär net predestinéiert si fir an dee Schoultyp, mussen déi Schoule sech natierlech ëmstellen. An am Abléck, 2016, ginn 58% vun de Kanner an de Gymnasium. A geschat gëtt vum Senat Hamburg fir 2020: 70%. D'Diskussioun zu Hamburg ass also am Abléck duerch den „freien Elternentscheid“ am Zäitraum vun eppes iwwer 15 Joer déi, ob de Gymnasium soll ofgeschafft ginn an den Tronc commun soll ageféiert ginn. Dat sinn déi laangfristeg Konsequenzen.

Fir eis als ADR ass dat net déi richteg Richtung. Déi richteg Léisung ass, dass mer déi zwee Schoultypen, also déi zwou Haaptorientierungsspuren, de Lycée classique an de Lycée technique, an engem Sënn opwäerten an eben och déi manuell Beruffer an engem Sënn opwäerten, dass net ëmmer considéiert gëtt, dass deen, deen am Lycée classique ass, „besser“ - zwëschen Anführungszeichen - wär, wéi deen, deen e manuelle Beruff wëllt léieren.

Et geet derm, d'Spezifisitéit an d'Attraktivitéit vun all Schoultyp, vun all Beruff, vun all Perspektiv fir déi Jonk esou opzewäerten, dass wierklech e Choix ka gemaach ginn, ouni dass

mer an déi Mechanismen erakommen, wéi ech se elo fir Hamburg beschriwwen hunn, an ouni dass mer hei d'Léierpersonal an eng ganz schwierig Situatioun ersetzen.

Aus deene Grënn wäerte mir als ADR och des Reform vum der Regierung net matdroen. Mir géifen eis wënschen, dass wierklech eng Orientierung gemaach gëtt, déi net op esou soziale Kritäre leeft an déi eben, wéi gesot, och drun denkt, fir déi manuell Beruffer bei esou enger Geleechenheet opzewäerten.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bis 1996 hate mer en Opnamexamen. Ech mengen, mir sinn am Prinzip wahrscheinlech nach all derduerchgaangen. Ah neen, vläicht emol net méi! Et ginn awer nach Leit, déi méi jonk sinn. Jo, ça ne me rajoint pas.

An dat war natierlech schonn deemools problematesch. Et huet een et jo direkt gemierkt. Deemo a wat fir enger Primärschoul ee war, hat een op eemol duerno am Lycée e ganz anert Ëmfeld. Et ass ganz einfach. Ech hat nach d'Chance esou just, am Prinzip duerch meng enorm gutt Däitschkenntnisser, trotzdem awer nach am Classique ze landen, awer dat war esou just. An ech war op eemol am Lycée classique, a quasi keng Aarbechterkanner méi, quasi nach just nëmme Lëtzebuerger Kanner oder Exceptionellen aus der Immigratioun.

Also, do gesäit ee souwisou, dass et eng sozial Selektivitéit gouf. Dat ass natierlech dunn ofgeschafft ginn. Huet et de Problem geléist? Neen! Et ass nach gefréckelt ginn dorunner e puer Joren drop. An elo fréckele mer erëm eng Kéier un der Selektioun, u sech un der sozialer Selektioun an der Schoul, déi elo weidergefuert gëtt.

Mir hunn e reelle Problem mat deemem Projet de loi, well, wéi Der wahrscheinlech och wësst, si mer der Meenung, dass et kee Sënn mécht, esou fréi ze selektionéieren, ab zwielef Joer, ab ganz jonkem Alter, fir d'Leit direkt op eng Schinn hinzeféieren. Och wann een duerno opfuert, fir d'Passerellen tëschent deenen dräi verschiddene Regimenter kënnen ze erliichtere, menge mer net, dass dat iergendepes wäert fundamental änneren.

Et misst een déi Selektioun vill méi lues maachen, de Kanner och vill méi Zäit ginn a se net esou fréi trennen. An dat huet natierlech och mat der Opwärtung vu manueller Aarbecht ze di par rapport zur intellektueller Aarbecht. Well justement, wann ee verschidde Systemer huet, wéi et elo zurzäit de Fall ass, a wou een a Wierklechkeet...

Wann ee ganz éierlech ass, ass et jo esou, dass, wann een déi besser, et kann een net méi soen: „Notten“ huet, awer déi besser „Smileyen“ huet oder wéi och ëmmer, da geet een an de Classique. Dat, well och meeschtens d'Elteren dat wëllen, well se dovunner ausginn, dass et hire Kanner - net onbedéngt, soe mer, zu Recht d'ailleurs - méi Berufsméiglechkeete wäert erméiglechen. Et huet ee weiderhin nach ëmmer esou eng Reproduktioun an eng falsch Approche.

A mir sinn der Meenung, dass d'Kanner net esou fréi misste getrennt sinn an dass een dat misst versiche vun der Gesamtschoul, wat scho versicht ginn ass virun...

(Interruption)

Jo, ech weess! Et gëtt ëmmer gesot: „Ach, ach, ach!“ Et ass e rout Duch. Et wëllt kee sech druntrauen, well et ass e rout Duch. Ech mengen emol net, dass et... Deemoools war et eng blo-rout Regierung. Also et ass och e blot Duch, deemno wéi. Mä et wëllt kee sech druntrauen. An dat huet mat politischem Courage ze dinn a Wierklechkeet.

An ech ka mer virstellen, dass et net einfach ass, déi fundamental Reform ze maachen, mä soulaang mer déi dote fundamental Reform net maachen, kënnen mer wahrscheinlech weiderhi fréckelen. A mir wäerten och no deem Gefréckels, wat haut dann ugeholl gëtt, wahrscheinlech an e puer Joer erëm zesummen heihinnerkommen an et wäert erëm eng Kéier mussen dru gefréckelt ginn, well et fundamental de Problem net léist.

Am iwwerhaupt, et ass jo interessant ze gesinn, dass och d'Kanner u sech jo net esou richtig gefrot ginn, a wat fir engem Ordre d'enseignement..., dass dat net wierklech wouergeholl gëtt. Firwat gëtt et net wouergeholl? Mä well ee mat zwielef Joer nach net onbedéngt weess, a wat fir eng Richtung ee geet. Dat weess een nach net. Ech wouss et net an ech mengen, déi meescht vun lech woussden dat och nach



net. Et pour cause, well een nach vill ze vill jonk ass. An et gëtt ee schonn op eng Bunn geschéckt!

An et muss een och ganz gutt oppassen: Bis elo war et jo awer och ëmmer esou, datt e gewesenen Arbitraire kann herrschen an datt och vläicht d'Personal, deemno wéi, et zwar gutt mengt, mä sech awer vläicht seet: „Dat Kand do, hm... Doheem gëtt vläicht kee Lëtzebuerger geschwat oder d'Eltere kommen aus engem méi schwache Milieu. Et bréngt guer näischt, dat Kand an de Classique ze schécken. Kommt, mir schécken dat an den Technique!“ Mat 15, 16 Joer entdeckt dat Kand vläicht, datt et eng aner Vokatioun hätt. Oder et kéint ee sech dat och ëmgedréint virstellen.

An da gouf natierlech och nach gesot: „Déi Épreuve commune, déi gëtt weiderhi betruucht wéi eng Aart Opronamexamen.“ Mä well mer fundamentalement de System jo net änneren! Et kann een u sech quasi den Enseignanten net virwerfen, datt se dat weiderhin esou gesinn, wann de System se invitéiert quasi, nach ëmmer an deem Schema ze denken.

Dofir, aus all deenen Ursachen, och wann et zu kleng Verbesserung kënn, wäerte mir eis bei deem Gesetzesprojet enthalten, well mer der Meenung sinn, datt een eng fundamental Reform vum Secondaire misst maachen an deem Sënn vun der Gesamtschoul an net einfach nëmme weiderhi fréckelen. A mir wäerten an deenen nächste Joren erëm eng Kéier dru fréckelen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo direkt den Éducatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischts wéll ech mech de Virriedner uschlëssen an dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir eis souwuel a sengem schréffleche Rapport wéi och an deem mëndlechen duerch déi Matière hin gefuort ze hunn. Ech soe Merci fir déi Schnellgeeket och, mat där d'Chamber hei geschaff huet, virun allem alle Kollegen an der Kommissioun, datt mer hei elo gutt virukomm sinn, fir datt mer déi Reform dann och am Cycle 4.1 d'nächst Joer ab der Rentrée kënnen ulafe loosse.

Ech wéll vläicht nach eng Prezisioun ginn, déi an der Debatt e bëssen ënnergaangen ass. D'Madamm Hansen huet gesot: Wou bleift d'Reform am Secondaire? Ech mengen, et ass ongeféier eng Stonn hier, datt ech hei stoung a gesot hunn, datt déi nach virum Summer wäert duerch de Regierungsrout goen.

Mä och ouni Reform am Secondaire hu mer awer haut schonn eng vill méi variéiert Offer, wat d'Sproocheprofiller vun de jeeeweilege Sektouren an de jeeeweilege Schoulen ubelaangt am Secondaire, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war. An eng vun de Motivatiounen, fir iwwerhaupt déi besteendend Orientatiounsprozedur op de Leescht ze huelen, war eben och, fir datt mer déi doten ënnerschiddelech Sproochenoferen an de jeeeweilege Schoulen am Secondaire méi staark solle considéieren.

Mir wëssen, datt d'Orientatioun jo awer nach ëmmer haaptsächlech no deenen zwou Sproochen Franséisch an Däitsch an och no der Mathematik gemaach gëtt. A wann ech dann awer eng Klass hunn, zum Beispill am Enseignement secondaire, wou als Langue véhiculaire Franséisch ass an Däitsch als Friemsprooch ënnerriicht gëtt, vläicht och nach stoneméissig verstärkt gëtt, fir e gewëssene Retard kënnen opzehuelen, dann erlaabt dat et, eben e Schüler op esou eng Klass hinzeorientéieren an den Enseignement secondaire, dee bei engem reguläre klasseschen Unterrecht am Secondaire classique vläicht déi Orientatioun do net hätt kënnen kréien.

Duerfir muss mer eben där Diversifikatioun vun den Offres scolaires, virun allem am Secondaire, Rechnung droen, ganz besonnesch bei der Orientatiounsprozedur. Soss bidde mer Chancen am Secondaire, déi awer net kënnen genotzt ginn, well d'Orientatiounsprozedur dat net zouléisst.

Nieft de Beispiller wéi deenen, déi ech elo genannt hunn - eng Filière mat Langue véhiculaire Franséisch -, gëtt et Classes à régime linguistique spécifique. Et gëtt och international Filiären; ech denken un déi anglofon, ech denken un déi frankofon. Och dat, denken ech, muss onbedéngt an der Orientatioun téscht dem Fondamental an dem Secondaire considéiert ginn.

Nun, en Haaptuleies awer vun deser Reform ass, d'Eltere méi staark matanzebannen. Mir sinn eis jo alleguerten heibannen ëmmer eens,

wa mer soen, d'Elteren hunn hir Responsabilitéit, wat d'Erzéiung vun de Kanner ubelaangt, och par rapport zu deem, wat an der Schoul geschitt, scho par rapport zu deem, wat an der Crèche geschitt, och wa mer d'Kannerbetreuung ausbauen, an datt dat keen Argument ass, fir d'Elteren ze deresponsabiliséieren, mä datt se grad och mussen op hir Responsabilitéit als Mamm an als Papp higewise ginn.

Dat maache mer. Dat maache mer mat ganz kloer Messagen, déi an der Schoul, mä och schonn an de Crèche mussen un d'Eltere goen a wou mer se mat an d'Fonctionnement eranhuelen. Mä dann op eemol kënn awer en décisive Moment wéi hei d'Orientatioun téscht dem Fondamental an dem Secondaire an de ganze Bildungssystem seet den Elteren dann: „Ben, et ass schéin a gutt, datt Der bis elo ëmmer heihinnerkomm sidd, datt Der matgeholf hutt, mä elo gitt Der wann ech gelift eraus! Mir decidéieren eleng fir Är Kanner a mir soen lech duerno, wat da geschitt ass.“ Dat, muss ech soen, huet mech awer gestéiert.

An ech fannen, datt mer elo hei e ganz gudd Wee aschloen, datt mer hei wierklech kucken, datt jiddweree mat responsabiliséiert ass: d'Elteren, well d'Eltere kenne sécherlech och hir Kanner - vläicht vun enger anerer Säit wéi d'Enseignanten an déi aner Professionell, mä awer si kenne se - a si wëssen och, wat méiglech ass, a wat vläicht net méiglech ass; an déi Professionell mat hirer absolut professioneller Approach bréngt sech och do an a kucken, fir e Konsens erauszeschelen.

Wichtig ass och, datt d'Prozedur éischer ufänkt, well dat ass d'Chance, datt mer herno wierklech nach méi lwwereneestëmmungen téschent dem Avis vun dem Enseignant an dem Avis vun dem Eltere kréien. Deen, deen um Enn vum Cycle 4.1 schonn en éischten Avis d'Orientatioun kritt a gesot kritt: „Wa sech elo näischt ännert an der Leeschtung an deem dote Fach, da wäerte mer warscheinlech op eng Orientatioun an déi dote Richtung histeieren“, deen huet d'Chance, nach eppes drun ze änneren, sech ze engagéieren, Efforten ze maachen, fir vläicht Schwächen opzeschaffen. Dat kann den Enseignant maachen; do kënnen d'Elteren hëllefen. Dat kann och de Schüler maachen.

A wann dann ee Joer méi spéit dat och wierklech eppes bruecht huet, denken ech, dann ass den Enseignant absolut gutt placéiert, fir ze soen: „Jo, effektiv, villmools Merci fir deen Effort do. Da kann et och elo an déi dote Richtung goen.“ Mä d'Eltere gesinn awer vläicht och éischer an, datt et net an déi gewënschte Richtung geet, wann een ebe gesäit, datt och trotz Efforten et eben net zu enger Verbesserung an engem gewëssene Fach komm ass.

Duerfir fannen ech dat heite vill méi fair, wéi einfach herno, no zwar Gespräicher, mä wou jo eigentlech d'Orientatioun oft keen Thema ass, dann eréischt ganz, ganz zum Schluss, e puer Woche virum Schoulschluss am Cycle 4.2 en décisive Verdikt ofzeginn, egal ob dann do nach eng Épreuve de recours hannendru ka kommen oder net.

Ob do den Drock par rapport zu den Enseignanten elo géif klammen oder net - dozou stellen ech fest, datt hei awer eng gelunge Koalitioun entsteet téschent CSV, ADR an SÉW, déi vläicht net ëmmer esou op enger Linn leien. Ech denken awer, datt jiddweree vun deene Professionellen,...

(Interruption)

...wann et do zu Drock géif kommen, datt jiddweree, deen als Professionellen an der Schoul tätég ass, deen Drock och vläicht muss aushalen an em mat enger professioneller Haltung muss begéinen an em mat gudden Argumenter muss begéinen. Dat ass d'Aufgab och vun enger öffentlecher Schoul, fir ebe kloerzemaachen, wat geet a wat net geet.

An ech wéll awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt et jo hei net esou ass, wéi et vum Här Kartheiser duergestallt ginn ass, datt d'Elteren dat lescht Wuert hätten oder scho quasi dat éischt Wuert hätten, an et géif just dem Avis nogoe vun den Elteren, esou wéi dat Hamburger Beispill hei skizzéiert ginn ass. Mä hei soll e Konsens erbäigefuort ginn iwwer eng Prozedur, déi iwwer e Joer laang dauert.

Wann deen net erbäigefuort gëtt, da sinn et net d'Elteren, déi eleng decidéieren, mä et ass eng Kommissioun, wou d'Elteren och derbäi sinn. Entgéint deem Gebrauch, wéi et haut de Fall ass, wou se net derbäi sinn, si se do derbäi. An da soll mat anere Leit, mat aneren Experten, mat anere Professionellen dat och nach eng Kéier zesummen diskutéiert ginn, fir ze kucken, ob dann do kann e Konsens entsto.

A wann dee Konsens net kann entsto an där Kommissioun, da muss déi Kommissioun tranchéieren, a finalement majoritär tranchéieren. An do ka jo kee behaupten, datt an engem Vott

d'Elteren all déi aner géifen do ënnert den Dësch kënnen stëmmen. Duerfir ass do en Horrorzenario skizzéiert ginn, dee jo wierklech net antrëtt!

Jo, et ass driwwer diskutéiert ginn, ob déi Épreuve de recours nach soll Bestand hunn oder net. Ech denken, datt duerch déi Commission d'orientation, déi jo hei nach eng Kéier no all deenen aneren Efforte siégéiert am Fall vun engem Désaccord, datt mer do eng Form vu Mediatioun hunn, wat absolutt och kann engem Recours gläichkommen.

Ech wéll hei net vun de Gerichter schwätzen, well déi jo souwisou net op de Fong kucke ginn, well déi jo éischer Prozedurfeeler géife kucke goen, wann dann iwwerhaupt. D'Effahrung weist, datt do héchstens 5% vun deenen, déi déi Recoursépreuve gemaach hunn, dann och nach eng Kéier réusséiert hunn. Déi aner 95% hunn eigentlech nach eng Kéier gesot kritt, datt se et net packen. Dat solle mer deene vläicht erspueren!

An duerfir wéll ech nach eng Kéier drop hiweisen, well ech kee géif garantéieren a keen haut garantéiert, datt déi, déi no där Épreuve do aneschtens orientéiert goufen, da besser orientéiert sinn. Da fannen ech et méi gescheit, datt mer déi Passerellen ausbauen an eben dat mat op de Wee huelen, wat de Rapporteur och an enger Motioun hei proposéiert, näamlech Efforten ze maachen, och Ressourcen ze mobiliséieren, fir datt déi Passerellen net nëmme theoretisch Seule sinn, déi ee muss errechen, mä datt mer dem Schüler hëllefen, déi och kënnen ze errechen.

Wann ech dat Beispill vum Lycée technique vun Esch genannt hunn, zesumme mam Direkter op enger Pressekonferenz, da war et, fir ze weisen, datt dat net Schüler sinn, déi op eng Septième EST orientéiert goufen a vläicht falsch orientéiert goufen an duerfir herno op eng Sixième ES gaange sinn, mä datt et méiglech ass, mat Efforten an och zousätzleche Ressourcen, déi déi Schoul do mobiliséiert huet, déi esou ze ënnerstëtzen, datt duerno dee Choix méiglech ass.

Do waren 20 Schüler vun all deenen, déi op Septième EST waren, déi dat proposéiert kritt hu vun hirer Schoul, déi Efforte gemaach hunn am Laf vun der Septième a konnten op eng Sixième ES goen. 13 hunn der vun deem Choix profitéiert. Déi allermeeschte wäerten och elo op eng Cinquième kënnen weidergoen. Also och siwen hunn, obscho se déi Propos gemaach kritt hunn, net profitéiert. Dat, denken ech, ass och e Beweis, datt den EST absolutt och e positiv Bild huet an net jiddweree probéiert, do erauszkommen, mä scho jiddweree seet: „Nee, ech gesinn do absolutt Perspektive fir mech. An et ass genau dat, wat ech wéll maachen.“ An et soll jo och herno e positive Choix si fir jiddweree.

Mä dat war eben net eng falsch Orientatioun, mä dat weist dat Potenzial, wat an de Kanner och nom zwielfte Liewensjoer stécht, nom Fondamental stécht, datt, wa richtig no hinne gekuckt gëtt, wa se ënnerstëtzt ginn, datt dann nach aner Passerelléi wierklech net nëmme an der Theorie, mä och an der Praxis kënnen méiglech sinn. An duerfir, denken ech, solle mer dem Schüler do méi Ennerstëtzung ginn, fir säi Potenzial kënnen ze développéieren.

Zu gudder Lescht wéll ech nach einfach eng Kéier soen: Wann ech op der Pressekonferenz gefrot ginn, wat ech vun där Épreuve de recours halen, an dann dat nach eng Kéier widerhuelen, wat ech Méint virun an e Gesetzesprojet geschriwwen hunn, wou draesteet, datt mer déi wéiten ofschafen, dann denken ech wierklech net, datt ech do iwwer d'Kompetenz vum Minister erausgaange sinn an der Chamber op d'Plate-bandéi getréppelt sinn.

Ech mengen, jiddweree kann dat soen, zu wat e steet a wat e probéiert duerchsetzen. Dat kann de Minister, datt kann d'Regierung, dat kann d'Chamber maachen. An näischt aneschtens hunn ech do gemaach! An ech denken och, datt ech et weider wäert maachen.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen direkt iwwer de Projet de loi 6985 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6985 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

32 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen a 25 Abstentionen. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM.

Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zu der Motioun iwwergoen.

(Interruption)

Motion 1

Jo, fänke mer mat der Madamm Hansen un, an dann d'Regierung zum Schluss. Madamm Hansen, wann ech gelift.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mir wäerten eis bei deser Motioun och enthalten. Ech kucke just déi Inviten.

Deen éischten Invite, fir méi Ressourcen a Finanzen zur Verfügung ze stelle fir d'Procédure d'orientation, dat verstinn ech net genau, well d'Prozedur ass u sech net méi komplizéiert ginn. Si ass souguer méi einfach ginn. A mir spueren souwisou scho Sue bei der Kommissioun, déi mer eis jo aspueren. Et wär méi wichtig gewiescht an eisen Aen, e Konzept auszeschaffen, fir wierklech eng positiv Orientatioun ze maachen a Richtung Handwerk/Technique, datt dat u sech soll geféiert ginn. D'Talenter sollen erkannt ginn.

Deen zweete Punkt: differenzéieren. Dat heescht, ab dem éischten Trimester déi Schüler besser ze encadréieren, déi ganz gutt schoulesch Resultater hunn. Och dat ass u sech nëmme eesätteg. Eng Differenzéierung muss lafend gemaach ginn a se muss och gemaach gi bei deene méi schwache Schüler, fir déi u sech méi wäit eropzebréngen.

Deen drëtten Punkt: fir d'Mise en place vun de Passerellen ze féerden. Domadder wäere mer averstane gewiescht. An dofir enthalte mer eis heibäi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Weider Wuertmeldungen zur Motioun? Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Mir wäerten eis och bei deser Motioun enthalten. Et ass fir eis opfälleg, datt bei deem zweete Punkt «à sensibiliser les établissements...» do alt erëm eng Kéier an eng Richtung geduecht gëtt, well de Sous-entendu heibäi ass, datt déi Kanner, déi an den Technique oder an en anere Schoultyp orientéiert gi sinn, sollten u sech kënnen dann an de Lycée classique goen. Mä et sollt an déi zwou Richtunge geduecht ginn.

Et soll och esou sinn, datt, wann een an engem Lycée classique ass a fir sech entdeckt, datt en awer léiwer en handwierkleche Beruff mécht oder aner Talenter, aner Saache wéllt ausprobéieren, datt dat genausou soll considéiert ginn. An déi Formulatioun hei weist just, a wéi engem État d'esprit souwuel déi nei Orientéierungsprozedur wéi och déi Motioun hei geschriwwen goufen.

Mir kritiséieren och d'Considérenten, déi sech op eng nei Prozedur bezéien, déi mir net matdroen, wéi och aner Parteien hei am Sall.

Dofir wäerte mir eis bei deser Motioun enthalten, well mer och prinzipiell dermat averstane sinn, datt et soll méiglech sinn, iwwer Passerelléi vun engem Schoultyp an deenen aneren ze wiesselen, awer, wéi gesot, an déi zwou Richtungen.



Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. D'Wuert huet sech nach den Här David Wagner gefrot.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten eis enthalen bei dëser Motioun, déi jo ganz fein ass, ganz nett ass. Si invitéiert d'Regierung, genuch Ressourcë fräizestellen, finanziell an human Ressourcë fräizestellen - il ne manquerait plus que ce soit le contraire! -, an duerno natierlech och, fir de Schüler, déi sech distinguéieren, ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat ass natierlech net falsch. Mä ech mengen, étant donné datt ech och nach vir-drun dorobber agaange sinn, datt mer et nach weiderhi mat sozialer Diskriminatioun mat eise System ze dinn hunn, weess ech net, ob déi Motioun wierklech ganz wäit geet.

A finalement, deen drëtten Invite, deen ass jo wierklech entlarvend, well en invitéiert d'Regierung awer, d'Passerellen ze erlichteren tëschent deene verschiddene Regimier, wat u sech jo e Beweis derfir ass, datt een a Wierklechkeet déi verschidde Regimier net esou fréi op jidde Fall misst hunn an en anere Regimier misst hunn.

Aus all deenen Ursaachen, well mer wierklech net ganz iwwerzeegt sinn, wäerte mir eis enthalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Keng weider Wuertmeldungen? Dann ass et un der Regierung.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Ech wëll just nach eng Kéier widerhuelen, datt mer mat där Motioun do d'accord sinn an eigentlech dat och an der Chamberskommissioun an och elo hei a menger Interventioun esou duergestallt hunn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien dergéint ass, mat Neen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

32 Jo-Stëmmen, 28 Abstentiuonen. Domat wär d'Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Octavie Modert), Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer. Merci.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.23 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 39, 40 et 41

39^e séance

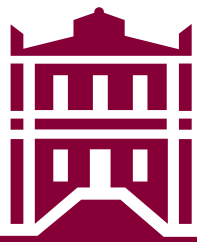
Ouverture de la séance publique	p. 575
6832 - Projet de loi portant modification	
1. du Code de la sécurité sociale;	
2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant	p. 575-584
6940 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au programme multinational „Multi Role Tanker Transport“ (MRTT) (suite)	p. 584
6952 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'Énergie (suite)	p. 584
6820 - Projet de loi portant modification	
1) de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire,	
2) du Code d'instruction criminelle,	
3) du Code pénal	p. 584-588
6946 - Projet de loi concernant le transfert national de déchets	
et	
6945 - Projet de loi concernant les taxes à percevoir sur les documents de notification des transferts de déchets nationaux et internationaux	p. 588-589

40^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 590
Discours de solidarité envers les victimes de l'attentat perpétré le mardi 28 juin 2016 à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul	p. 590
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser	p. 590
Déclaration gouvernementale sur les conséquences du résultat du référendum du 23 juin 2016 en Grande-Bretagne, suivie d'un débat	p. 590-596
Ordre du jour	p. 596
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la déclaration auprès de la Commission européenne que le Luxembourg souhaite que l'Accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic Trade Agreement (CETA) soit un accord mixte	p. 596-597
6959 - Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange	p. 597-599
6998 - Projet de loi relatif à la réalisation de la phase 1 de la route Nouvelle N3 entre la Gare centrale et le Pôle d'échange Bonnevoie	p. 599-603
6978 - Projet de loi portant	
1) transposition de la directive (UE) 2015/2060 du Conseil du 10 novembre 2015 abrogeant la directive 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;	
2) modification de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;	
3) abrogation de la loi modifiée du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts	p. 603-604
6591 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur,	
- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;	
- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;	
- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;	
- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur	p. 604-606
6975 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures	p. 606-611

41^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 611
Communications	p. 611
Ordre du jour	p. 611
Heure de questions au Gouvernement	
Question n°205 du 1 ^{er} juillet 2016 de M. André Bauler relative aux élèves intellectuellement précoces, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 612
Question n°206 du 5 juillet 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la politique de communication du Gouvernement sur la nouvelle loi sur les prestations familiales, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 612
Question n°207 du 5 juillet 2016 de M. Roger Negri relative à la circulation d'un train «Pendolino» entre Bruxelles-Luxembourg-Bâle et l'évolution des lignes ferroviaires Luxembourg-Bruxelles et Luxembourg-Liège, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	
et	
Question écrite n°2125 du 6 juin 2016 de M. Gusty Graas relative au train du type «Pendolino», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 612-613
Question n°208 du 5 juillet 2016 de M. Marc Baum relative à d'éventuelles négociations bilatérales entre le Luxembourg et le Royaume-Uni, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 613
Question n°209 du 5 juillet 2016 de M. Claude Adam relative au financement de la politique culturelle suite aux Assises culturelles, adressée à M. le Ministre de la Culture	p. 613-614
Question n°210 du 5 juillet 2016 de M. Aly Kaes relative à l'intervention de certains agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan «VI-GILNAT» et des incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 614
Question n°211 du 4 juillet 2016 de M. Lex Delles relative à l'inscription des diplômes au registre d'enseignement supérieur, adressée à M. le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	p. 614
Question n°212 du 5 juillet 2016 de Mme Martine Hansen relative au développement futur du Lycée technique hôtelier Alexis Heck à Diekirch, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 614-615
Question n°213 du 5 juillet 2016 de M. Gusty Graas relative à la peronospora de la vigne, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 615
Question n°214 du 5 juillet 2016 de M. Léon Gloden relative à la circulaire ministérielle 3196 ayant trait aux calculs de l'amortissement des infrastructures et des équipements d'assainissement des syndicats de communes ayant pour objet l'assainissement d'eaux, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur	p. 615
Question élargie n°18 de M. Marcel Oberweis relative au «fairtrade»	p. 615-616
Interpellation de Mme Françoise Hetto-Gaasch sur les troubles de l'apprentissage	p. 616-622
6985 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental	p. 622-626



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2088	Cécile Hemmen	Écoles privées	2125	Gusty Graas	Train du type «Pendolino»
2092	Claudia Dall'Agnol	Accès des camions à la plateforme multimodale de Bettembourg	2126	Franz Fayot	Registre d'entreprises étrangères possédant ou voulant acheter un bien
2110	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck	2127	Sylvie Andrich-Duval	Discrimination sur le lieu de travail
2113	Diane Adehm, Gilles Roth	Adaptation du tarif en matière d'impôt sur le revenu	2129	Laurent Zeimet	Nouveau règlement de police «type»
2115	Martine Hansen	Importation de véhicules motorisés	2132	André Bauler	Avenir des bâtiments du Lycée technique d'Ettelbruck
2117	Roy Reding	Vente de l'aéroport de Francfort-Hahn	2135	André Bauler, Edy Mertens	Politique d'achat des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins Servior
2119	Franz Fayot	Épreuves de langues du Conseil de l'Ordre du Barreau de Luxembourg	2136	Serge Wilmes	«Spitzenkandidaten» à la Présidence de la Commission européenne
2120	Claudia Dall'Agnol	Conflit social au sein de l'Office européen des brevets	2137	Martine Hansen, Octavie Modert, Aly Kaes	Impact des intempéries sur les exploitations horticoles
2121	David Wagner	Délocalisation du contrôle radar	2138	Martine Hansen	Promotion des produits du terroir au niveau des centres, foyers et services pour personnes âgées
2122	Jean-Marie Halsdorf	Glucomètre «Abbott FreeStyle Libre»	2140	Aly Kaes	Coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers
2123	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire	2141	Martine Mergen	Procédure de reclassement
2124	Yves Cruchten	État civil	2204	Laurent Zeimet	Spot audiovisuel diffusé par un membre du Gouvernement via les réseaux sociaux au sujet de la politique familiale

Question 2088 (24.05.2016) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant les écoles privées:

À côté des écoles publiques, l'offre scolaire luxembourgeoise inclut des écoles privées appliquant un autre programme tout en étant subventionnées par l'État, ainsi que des écoles relevant de l'initiative privée et ne bénéficiant pas de subventions.

Bon nombre des enfants qui fréquentent ces écoles privées sont scolarisés en anglais ou en français, n'apprennent pas la langue luxembourgeoise et n'ont aucun contact avec les enfants qui fréquentent le système scolaire luxembourgeois.

Très souvent, ces enfants ne sont pas scolarisés dans la commune ou dans le quartier dans lequel ils résident et n'ont dès lors aucun contact avec leurs jeunes concitoyens voisins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Quel est le nombre d'enfants résidant à Luxembourg qui fréquentent des écoles privées?
2. Combien de ces élèves sont scolarisés en langue anglaise?
3. Quelle est la place réservée à l'enseignement des trois langues administratives (luxembourgeois, français, allemand) dans ces écoles?
4. Y a-t-il dans ces écoles des mesures spécifiques en vue de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise comme facteur d'intégration dans la société luxembourgeoise?
5. Le Gouvernement a-t-il une stratégie pour l'intégration de ces jeunes expatriés dans la société luxembourgeoise?
6. Quel rôle les communes peuvent-elles jouer pour l'intégration de ces enfants qui ne sont pas scolarisés sur leur territoire?

Réponse commune (13.07.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

La législation en vigueur confère aux administrations communales le contrôle de l'obligation scolaire, tout en sachant que la formation scolaire obligatoire s'accomplit dans les établissements scolaires publics ou dans une école privée, une école européenne, à l'étranger ou à domicile.

En application de cette disposition légale, mon département n'est pas autorisé à exploiter une base de données qui dupliquerait le Registre national des personnes physiques et morales (RNPP) pour tous les jeunes résidents. Par conséquent, il est tout au plus possible d'établir des statistiques sur base de données fournies par les différentes écoles non publiques en application du règlement (UE) n°912/2013 de la Commission du 23 septembre 2013 exécutant le règlement (CE) n°452/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, en ce qui concerne les statistiques sur les systèmes d'éducation et de formation.

Il convient de préciser que le Luxembourg dispose de trois types d'écoles: les écoles publiques luxembourgeoises, les écoles privées et les écoles internationales. Des programmes scolaires qui diffèrent des programmes établis sous la souveraineté exclusive du Luxembourg sont offerts dans les deux (derniers) types d'écoles.

Sous réserve des remarques introductives, les chiffres suivants se réfèrent aux élèves résidant au Grand-Duché de Luxembourg et fréquentant l'enseignement précoce, préscolaire, primaire, secondaire ou secondaire technique à la rentrée scolaire 2015/2016.

ad 1. et 2. Parmi les élèves résidant au Luxembourg et suivant un programme différent des programmes officiels luxembourgeois, 5.474 fréquentent une école internationale, 5.374 élèves fréquentent une école privée et 449 fréquentent une école publique, dont respectivement 552, 556 et 90 élèves sont de nationalité luxembourgeoise.

Parmi eux, les élèves qui sont scolarisés en langue anglaise sont au nombre de 1.026 dans les écoles internationales, 2.125 dans les écoles privées et 376 dans les écoles publiques, dont respectivement 56, 122 et 89 élèves sont de nationalité luxembourgeoise.

Le rôle des écoles privées internationales est avant tout de proposer un enseignement aux élèves dont les parents travaillent dans un contexte international et qui changent de domicile et de pays d'implantation de manière régulière. Ces écoles font partie de réseaux qui permettent à l'élève de changer de pays tout en poursuivant ses études dans le même système.

Cependant, on peut constater qu'une partie des élèves effectuent l'entièreté de leur scolarité au Luxembourg, et que c'est une tendance qui se solidifie.

ad 3. En ce qui concerne les langues administratives enseignées dans ces écoles, l'allemand et le français sont enseignés suivant le statut de la langue, (langue principale d'instruction, première langue étrangère, deuxième langue étrangère) et les niveaux visés varient (A1-C2).

Dans certaines écoles l'allemand figure comme première langue étrangère obligatoire, dans d'autres établissements ce sera le français ou bien l'allemand.

ad 4. La langue luxembourgeoise est enseignée comme langue d'option et pour certains établissements le luxembourgeois fait part entière du cursus scolaire. Presque toutes les écoles comptent intensifier leurs offres en cours de luxembourgeois à l'avenir, ceci pour rencontrer une demande et un besoin permettant une meilleure intégration des enfants dans la société luxembourgeoise.

ad 5. et 6. Comme bon nombre d'élèves de l'enseignement fondamental ne sont pas scolarisés dans leur commune de résidence, les écoles ont pris conscience de leur rôle de socialisation. Ils offrent et favorisent de multiples activités diverses, intra et extrascolaires, pour les enfants, les jeunes et les parents. Pour certaines écoles, le Luxembourg est un des thèmes principaux d'études sociales. Des éléments de l'histoire et de la géographie du Luxembourg sont utilisés pour les cours.

Dans le cadre d'une réforme de la loi du 13 juin 2003, des mesures visant l'intégration des jeunes expatriés dans la société luxembourgeoise seront considérées.

En ce qui concerne les actions concrètes visant l'intégration de ces enfants et jeunes les communes jouent, ensemble avec les écoles un rôle prépondérant comme partenaire ou acteur dans les domaines du théâtre, de la musique, des sports, du bénévolat, favorisant des échanges, rencontres, création d'associations, etc.

Question 2092 (25.05.2016) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'accès des camions à la plateforme multimodale de Bettembourg:

L'agrandissement de la plateforme multimodale de Bettembourg entraîne des changements importants au niveau de la circulation aux alentours du site qui risquent d'avoir un impact négatif sur la qualité de vie des habitants de la région Dudelange-Bettembourg. L'étude présentée fin 2015 prévoit un accès direct à la plateforme multimodale pour les camions quittant l'autoroute, mais la sortie du nouveau «Centre de repos sécurisé» se fera par la route nationale N31, pourtant déjà saturée.

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me dire si des plans alternatifs ont été étudiés pour relier directement la plateforme multimodale et le «Centre de repos sécurisé» à l'autoroute de façon à ce que les camions ne soient pas obligés de passer par la N31 pour accéder à l'autoroute?

- Le cas échéant, quelles furent les options ainsi étudiées et quelle est la solution qui sera finalement retenue?

Réponse (06.07.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le futur Centre routier sécurisé (CRS) offre des possibilités de stationnement pour camions avec semi-remorques desservant tout l'Eurohub Sud, c'est-à-dire les nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange ainsi que le nouveau parc logistique situé sur les anciens terrains de la WSA. Sa capacité maximale sera à terme d'environ 400 places de stationnement et sa construction se fera par étapes, en suivant la demande. À côté des possibilités de stationnement, il est également prévu d'y installer une station-service multicartes uniquement accessible aux clients de l'Eurohub Sud, des espaces sanitaires ainsi qu'un commerce offrant des produits de première nécessité à prix bas. Les CFL réagissent ainsi aux souhaits des communes limitrophes de réduire au strict minimum le trafic routier généré par ses activités logistiques et d'empêcher la circulation de camions à la recherche de carburant ou de places de stationnement dans les agglomérations.

Pour des raisons d'exploitation il n'est malheureusement pas possible de diriger le flux sortant du CRS à travers les nouveaux terminaux intermodaux. Cependant, les solutions retenues sont le renforcement du réseau autoroutier par une triple connexion directe des zones d'activités économiques, comportant le réaménagement de l'échangeur Dudelange/Burange, la construction d'une nouvelle route de liaison entre la route N31 et le chemin CR161, l'aménagement de l'échangeur Hellange sur la Liaison avec la Sarre ainsi que la mise à 2x3 voies de l'autoroute A31.

Il est important de noter que lors de la mise en service des nouveaux terminaux intermodaux et de l'aménagement du terminal actuel en Centre routier sécurisé, la circulation de camions inhérente aux activités logistiques des CFL va fortement baisser le long de la N31. Même au moment où le nouveau terminal et le CRS tourneront à pleine capacité, le niveau actuel ne sera plus jamais atteint.

Les comptages réalisés en 2015 aux gates du terminal actuel ont donné le nombre de 487 camions entrant par jour et autant de camions sortant par jour. En moyenne, un total de 974 camions a ainsi franchi les gates du terminal actuel et emprunté la N31 tous les jours.

Lorsque le CRS aura atteint sa pleine capacité (ce qui devrait arriver, selon nos prévisions, en 2025), le nombre de camions entrant par le parc logistique et empruntant la N31 sera de 150 et le nombre de camions sortant du CRS sera de 350 + 150 = 500. Les 350 camions venant des nouveaux terminaux intermodaux entreront directement au CRS par un pont existant.



tant et sans passer par la N31. Le trafic de poids lourds généré par les clients des activités logistiques des CFL atteindra donc à terme 650 unités, soit 33% de moins qu'en 2015. Par ailleurs, la possibilité de s'approvisionner en carburant sur le site du futur CRS réduira les trajets à travers les localités de Bettembourg et Dudelange.

Les CFL contribuent ainsi, par la création du CRS, à la réduction du trafic sur la N31, tout comme le projet des nouveaux terminaux contribue à fortement désengorger les autoroutes européennes en acheminant les semi-remorques et conteneurs par train.

Il reste à noter que la route N31 dessert également les zones industrielles Wolser et Scheleck et il va sans dire que les activités économiques en développement dans ces zonings auront des répercussions sur le trafic.

Question 2110 (01.06.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **Lycée technique hôtelier Alexis-Heck**:

Le poste de directeur du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) était à pourvoir à partir de mi-janvier. Les candidatures étaient à adresser à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, avant mi-mars. Or, selon mes informations, le poste n'est toujours pas occupé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Sachant que la fin de l'année scolaire approche et que la rentrée des classes en septembre prochain devrait être anticipée et préparée, Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons on n'a pas encore procédé à la nomination d'un nouveau directeur?

- Combien de candidatures ont été adressées à Monsieur le Ministre?

- Est-ce que les candidats n'ont pas rempli les exigences requises pour le poste en question?

- Comment le Ministre envisage-t-il remédier à cette situation?

Réponse (14.07.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En 2013, Ernst & Young a publié une étude sur la contribution du secteur Horeca (hôtellerie, restauration et cafés) et brassicole à l'économie du Luxembourg. À ce moment, avec quelque 2.845 entreprises pour un emploi total d'environ 19.000 personnes, le secteur Horeca occupe, avec les emplois individuels, plus de 33.000 personnes, soit 8,8% de l'emploi total du Grand-Duché. Même en temps de crise, le secteur Horeca a continué à embaucher avec des perspectives encourageantes pour les salariés, sans distinction de nationalité. Le secteur en question favorise l'emploi des jeunes avec 20% des salariés en dessous de 25 ans (9% à l'échelle nationale). De plus, il engage des personnes avec des niveaux de formation très variés.

Par conséquent, il convient de repenser l'offre en formations répondant aux besoins du secteur Horeca, actuellement essentiellement assurée par le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck et le Lycée technique de Bonnevoie. Ainsi serait-il souhaitable d'élargir cette offre en impliquant d'autres lycées et en visant d'autres professions telles que le manager d'hôtel ou les professions des domaines du bien-être et des soins. Pour une telle panoplie d'offres de formation, le rôle futur qui reviendrait au LTHAH serait de constituer un centre d'excellence.

Suite à la démission de la directrice du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck à Diekirch, un appel à candidature a été lancé le 16 février 2016. Cinq candidatures remplissant les conditions légales ont été introduites dans les délais, à savoir le 7 mars 2016. Or, je n'ai pas encore proposé de nouveau directeur comme je tiens à mener à terme les réflexions esquissées ci-avant. Toutefois, la directrice faisant fonction saura assurer la fin de l'année scolaire en cours et préparer l'année scolaire à venir.

Question 2113 (02.06.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**adaptation du tarif en matière d'impôt sur le revenu**:

Le Gouvernement a récemment dévoilé les mesures phares de sa «réforme fiscale». Parmi ces mesures, le Gouvernement a proposé de revoir les tranches de revenu prévues à l'article 118

de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer le déchet fiscal engendré par une augmentation de 1.000 € de la tranche de revenu inférieure (11.265 €) prévue à l'article 118 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu?

- Monsieur le Ministre peut-il nous chiffrer les recettes fiscales supplémentaires engendrées par l'ajout d'une tranche de 41% à partir d'un revenu imposable ajusté de 125.000 € dans la classe d'impôt 1 et d'une tranche de 42% à partir d'un revenu imposable ajusté de 150.000 € dans la classe d'impôt 1?

Réponse (06.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par leur question parlementaire n°2113, les honorables Députés Diane Aehm et Gilles Roth s'enquerraient des effets budgétaires engendrés par certaines modifications déterminées du tarif prévu à l'article 118 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que les dites conséquences en termes de finances publiques sont fonction de certains comportements induits et ne sauraient dès lors être chiffrées avec exactitude.

Des informations statistiques supplémentaires quant aux effets directs de simulations alternatives du barème pourront, le cas échéant, être fournies dans le cadre des travaux parlementaires concernant la «réforme fiscale».

Question 2115 (02.06.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**importation de véhicules motorisés**:

Lors de l'achat d'un véhicule motorisé (neuf ou d'occasion) immatriculé en dernier lieu dans un pays membre de l'Union européenne (UE), le nouveau propriétaire (c.-à-d. le revendeur professionnel luxembourgeois) doit se présenter avec son véhicule auprès d'un des bureaux de l'Administration des douanes et accises à Esch-sur-Alzette, Grevenmacher, Diekirch, Luxembourg-aéroport ou Gasperich/Luxembourg-ville (centre douanier) pour procéder au dédouanement et le cas échéant paiement de la TVA luxembourgeoise.

S'ensuit l'immatriculation du véhicule à la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) moyennant le dépôt du dossier administratif.

Subséquentement, s'il dépasse certains seuils d'exemption, l'acquéreur (c.-à-d. le revendeur professionnel luxembourgeois) est censé fournir, dans une déclaration, des informations Intrastat relatives à l'importation, ceci à des fins de statistiques européennes sur le commerce intra-communautaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la déclaration Intrastat relative à l'importation constitue un double emploi à l'échelle européenne, sachant qu'à l'étranger, le fournisseur du véhicule pourvoit les mêmes données dans une déclaration Intrastat relative à l'exportation du bien?

- À l'exception du code Intrastat pour la classification du bien importé, les données fournies dans la déclaration Intrastat correspondent à celles fournies lors des étapes précédentes (douane, SNCA et enregistrement). Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Le cas échéant, le Ministre n'estime-t-il pas que les entreprises luxembourgeoises voulant acquérir un véhicule dans un autre État membre de l'UE sont confrontées à une charge administrative disproportionnée, et pouvant de ce fait constituer une entrave à la libre circulation des marchandises dans l'UE? Ne serait-il pas nécessaire d'harmoniser davantage entre elles les différentes étapes afin d'éviter qu'à plusieurs reprises les entreprises ne doivent fournir les mêmes données?

Réponse (04.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur la charge administrative à effectuer par les professionnels qui importent vers le Luxembourg des véhicules soumis à l'immatriculation.

À noter que lors de l'immatriculation d'un véhicule importé, seules les coordonnées de la par-

tie acquéreuse ainsi que les données techniques du véhicule sont recensées dans le fichier automobile géré par la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA).

En comparant les données saisies par la SNCA au moment de l'immatriculation du véhicule et les renseignements à fournir au Stateg dans le cadre de la déclaration Intrastat, on constate que les données communes recensées se limitent à la masse nette du véhicule et au montant facturé.

De ce fait, les données que la SNCA est autorisée à traiter lors de l'immatriculation d'un véhicule importé ne permettent pas de fournir les informations requises dans le cadre de la déclaration Intrastat.

En ce qui concerne les autres volets de la question posée par l'honorable Députée, ils relèvent de la compétence du Ministère de l'Économie respectivement du Ministère des Finances.

Question 2117 (03.06.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **vente de l'aéroport de Francfort-Hahn**:

D'Zeitung FAZ mell, datt déi chineesch Gesellschaft Henan Civil Aviation Development (HNCA) „déi gréisser Chancen hätt“, fir de Flughafen Hahn ze iwwerhuelen.¹

Wéi bekannt ass, hält d'HNCA 35% vun der Part vun der Cargolux.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Gesellschaft HNCA a Verhandlung mat de Propriétaire vum Flughafen Hahn ass, fir dësen opzekafen?

2. Wéi eng Répercussione kéimen op de Flughäfe Findel duer, wann dësen Deal ofgeschloss géif?

3. Wéi eng Répercussione kéimen op d'Fluggesellschaft Cargolux duer, wann dësen Deal ofgeschloss géif?

4. Wéi e Bilan kann ee bis elo zéie vun der Zesummenaarbecht tëscht der Cargolux, dem Findel an der HNCA?

Réponse commune (06.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

An der parlamentarescher Fro N°2117 vum 3. Juni 2016 freet den eierenhaften Deputéierten, den Här Roy Reding, no zusätzlechen Informatiounen zum angebleche Verkaf vum Flughafen Hahn un d'Gesellschaft HNCA.

Wéi den honorabelen Här Reding sécherlech an der Zwëschenzäit matkritt huet, baséiert seng Fro op Falschinformationen.

Question 2119 (03.06.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **épreuves de langues du Conseil de l'Ordre du Barreau de Luxembourg**:

Le Conseil de l'Ordre du Barreau de Luxembourg vient d'adopter un règlement du 11 mai 2016 pris en application de l'article 6 (1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Ce règlement a pour effet que «Les épreuves de langues visées au règlement du 28 août 2013 cesseront d'être organisées à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement» et que les candidats n'ayant pas suivi un enseignement primaire et/ou secondaire dans un système d'enseignement luxembourgeois «(...) devront produire un certificat attestant du niveau de maîtrise de la langue luxembourgeoise requis par la loi délivré soit par un institut de langues luxembourgeois agréé, soit par une personne habilitée par la loi ou par une autorité nationale, à évaluer, entre autres, les compétences en langue luxembourgeoise ou par une personne diplômée d'un master en langue ou lettres luxembourgeoise».

Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Luxembourg confirme d'ailleurs dans une interview publiée au magazine Legimag (hors-série, mai 2016) que «cette problématique des langues a été signalée au Ministre de la Justice et dans

¹ FAZ vum 2. Juni 2016 ënner „Chinesen sondieren Kauf des Flughafens Hahn“: „Größere Chancen, in Hahn zum Zuge zu kommen, soll dagegen Chinas staatlicher Wirtschaftsförderer Henan Civil Aviation Development (HNCA) besitzen. Er hatte bereits 2013 die Frachtfluggesellschaft Cargolux erworben und will den Regionalflughafen zu einem weiteren Fracht-Drehkreuz umbauen. Eine Entscheidung soll nächsten Dienstag fallen.“

l'attente de sa réponse en vue d'un changement de loi, le Conseil de l'Ordre envisage de ne plus effectuer de tels tests et entend se baser sur des certificats récents établis par des instituts agréés qui attestent du niveau de connaissance des langues selon les critères européens tel que le requiert la loi (du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée)».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer son intention de modifier la loi sur la profession d'avocat sur la question du régime des langues et peut-il m'informer quand il compte déposer un projet de loi?

2. Monsieur le Ministre entend-il maintenir les niveaux de compétence prescrits actuellement par l'article 6 (1) d) de la loi de 1991 en allemand et en luxembourgeois, ou entend-il au contraire revoir ces niveaux de compétence?

Réponse (20.06.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Vous vous référez au règlement du Conseil de l'Ordre pris en date du 11 mai 2016 en relation avec l'article 6 (1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Ce règlement vient d'être modifié par décision du Conseil de l'Ordre en date du 8 juin 2016 en ce sens que la maîtrise de la langue allemande ne sera plus présumée acquise par la seule réussite des cours complémentaires en droit luxembourgeois.

En ce qui concerne une éventuelle modification de l'article 6 (1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, elle est à inscrire dans l'évolution du droit de l'Union européenne, voire dans un dialogue avec le Conseil de l'Ordre.

Question 2120 (06.06.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **conflit social au sein de l'Office européen des brevets**:

Depuis quelques années déjà un conflit social au sein de l'Office européen des brevets (OEB) oppose une partie du personnel de l'OEB et leur syndicat, d'un côté, à la direction de l'OEB à Rijswijk (Pays-Bas), de l'autre [cf. mes questions parlementaires n°0338 du 6 juin 2014 (cf. compte rendu n°9/session extraordinaire 2013-2014) et n°1018 du 25 mars 2015 (cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2014-2015)].

Au sein du différend se trouve le président de l'OEB en raison de différentes mesures que ce dernier a décidées à l'encontre du syndicat. Un arrêt de la Cour d'appel de La Haye a par ailleurs ordonné l'annulation de ces mesures au motif que ces dernières seraient contraires aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Or, le Gouvernement néerlandais a empêché l'exécution de l'arrêt en invoquant l'immunité dont bénéficierait l'OEB en tant qu'organisation internationale dans les États parties. Néanmoins en mars dernier, le président de l'OEB aurait reçu un blâme de la part du conseil d'administration et dans une résolution approuvée par la majorité des 38 pays représentés au conseil, le président aurait été invité à faire cesser les mesures envers les syndicalistes et à opérer un certain nombre de changements notamment en reconnaissant les droits des représentants du personnel. En cas de non-respect de cette résolution, le président de l'OEB risquerait des conséquences beaucoup plus lourdes de la part du conseil d'administration.

Or, d'après les dires du syndicat, le président n'envisagerait nullement de respecter la résolution susmentionnée mais, au contraire, préparerait de nouvelles réformes controversées e. a. en matière d'assurance-maladie et de procédure de licenciement. Dans ce contexte, un site Internet britannique a publié en date du 1^{er} juin 2016 une lettre dans laquelle les chambres de recours de l'OEB ont vivement critiqué ces réformes. Celles-ci auraient comme but une diminution de l'autonomie et de l'indépendance de l'organe juridique que constituent les chambres de recours de l'OEB et ne respecteraient pas les principes internationalement reconnus de l'indépendance des pouvoirs judiciaires.

Il me revient que lors de la prochaine réunion du conseil d'administration le 30 juin prochain à Munich, le Luxembourg envisagerait, en cas



de vote, de s'exprimer en faveur du président actuel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces développements récents dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg, en cas de vote, s'exprimera en faveur du président en fonction malgré le fait que ce dernier ait adopté des mesures, qui selon la Cour d'appel de La Haye sont contraires aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme, et malgré son refus de respecter la résolution adoptée par le conseil d'administration au mois de mars?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons pour cette intention de vote?

Réponse (06.07.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Dans sa question parlementaire n°2120, Madame la Députée décrit la situation sociale tendue au sein de l'Office européen des brevets. Je peux confirmer la non-exécution de l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye dont il est fait mention (cf. ma réponse à la question parlementaire n°1018 du 25 mars 2015).

Je peux confirmer par ailleurs que la délégation luxembourgeoise au conseil d'administration de l'Office européen des brevets est parmi celles qui ont soutenu la résolution du 16 mars 2016 demandant au président de l'office de mettre en œuvre certaines mesures et lui demandant ainsi qu'aux syndicats d'apaiser la situation sociale.

http://www.epo.org/about-us/organisation/communiqués_fr.html#a23

Je ne partage pas le point de vue du syndicat SUEPO que le président envisagerait nullement de respecter la résolution. Aux réunions du conseil d'administration du 29 et 30 juin 2016, des progrès importants ont été constatés sur les points suivants:

- réforme structurelle des chambres de recours: Cette réforme, demandée depuis des années par les milieux intéressés et rendue urgente par un jugement de la Grande Chambre de Recours (décision du 25 avril 2016 dans l'affaire R19/12) vise à renforcer l'indépendance des chambres de recours, tout en restant dans le cadre actuel de la Convention sur le brevet européen. Elle entend également améliorer l'efficacité des procédures de recours. Le conseil d'administration a adopté la réforme proposée par le président à la réunion du 30 juin 2016, après l'avoir modifié sur certains points pour tenir compte en partie des avis des milieux intéressés, des chambres de recours et des délégations nationales. Le compromis qui a été finalement trouvé a été adopté avec 35 voix pour (dont le Luxembourg), une voix contre et deux abstentions. Le conseil d'administration a également approuvé une proposition du président portant sur l'intégrité des fonctionnaires après cessation de leurs fonctions et la prévention des conflits d'intérêts. À la demande du Conseil, ces dispositions ont été limitées aux membres des Chambres de recours, alors que la proposition initiale prévoyait leur application à l'ensemble du personnel de l'office. La réforme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

J'insiste sur le fait que l'approbation de cette réforme des chambres de recours par le conseil d'administration ne constitue ni un vote de confiance ni un vote de défiance à l'égard du président de l'office.

- révision du statut des fonctionnaires dans le domaine des directives relatives aux enquêtes et des procédures disciplinaires: Le président a soumis au conseil d'administration des propositions visant à clarifier le statut des fonctionnaires dans ce domaine. Ces propositions seront examinées lors de la prochaine réunion en octobre 2016.

D'autre part, le climat social au sein de l'Office européen des brevets fait l'objet cette année d'une étude indépendante de la part d'un consultant externe, dont les résultats seront présentés le 11 octobre 2016 à l'occasion d'une «conférence sociale» ouverte aux différents représentants du personnel ainsi qu'aux représentants des États membres. J'espère que cette étude apportera les éléments nécessaires pour rétablir de façon durable un climat social serein pour le bénéfice de l'ensemble du personnel de l'OEB.

Question 2121 (03.06.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **délocalisation du contrôle radar**:

Le Paquet Aviation, au stade de la présentation uniquement, viserait à augmenter les droits de trafic avec les principaux partenaires économiques de l'Union européenne, et la Commission veut trouver des moyens pour alléger la lourdeur des contrôles de sûreté dans les aéroports, ainsi que leurs coûts. La Commission déclare aussi vouloir renforcer le dialogue social et les conditions d'emploi dans le secteur de l'aviation.

En ce qui concerne le contrôle aérien, Bruxelles tente encore une fois de relancer le projet d'un Ciel unique européen qui n'avance pas. En la matière, le Luxembourg a déjà donné le maximum en déléguant l'ensemble de son espace aérien supérieur, soit la partie contenant les voies aériennes, à Eurocontrol et Belgocontrol.

En tout état de cause, le Paquet Aviation n'est à l'heure actuelle qu'une série de propositions de la Commission, qui, le cas échéant, devront être soumises aux procédures habituelles de consultation et de prise de décision. On en est encore bien loin actuellement.

1. Monsieur le Ministre peut-il énumérer les points du Paquet Aviation ayant un caractère contraignant et qui sont en rapport avec le projet de délocalisation et de délégation qu'il désire appliquer au Luxembourg?

2. Monsieur le Ministre peut-il rappeler précisément les directives européennes afférentes aux recommandations ou obligations de déléguer des espaces Terminal Manoeuvring Area (TMA) dans les États de l'UE?

3. Monsieur le Ministre peut-il donner des exemples concrets de pays membres de l'UE où un espace TMA desservant un aéroport international majeur est délégué à un prestataire de services étranger?

4. Monsieur le Ministre peut-il donner le nom et la nationalité du prestataire de services gérant les TMA des aéroports de Bruxelles, Liège et Charleroi?

5. Monsieur le Ministre peut-il donner le nom et la nationalité du prestataire de services gérant les TMA des aéroports de Cologne, Hahn, Düsseldorf, Francfort et Saarbrücken?

À plusieurs reprises, Monsieur le Ministre a souligné la nécessité de délocaliser le contrôle radar pour des raisons d'optimisation de l'efficacité de la gestion de l'aéroport. En toute logique, cela devrait signifier que la présence du contrôle radar au Luxembourg constitue un obstacle à l'efficacité de la gestion de l'aéroport.

6. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la présence du contrôle radar au Luxembourg constitue un obstacle aux projets d'optimisation de la plate-forme aéroportuaire luxembourgeoise?

Selon le directeur de l'Administration de la navigation aérienne (ANA), des dysfonctionnements auraient pu être évités par une restructuration et une simplification opérationnelle, justifiant notamment le projet de délégation du contrôle radar vers un autre prestataire. Il faudrait donc en conclure que le contrôle aérien radar local ait causé des dysfonctionnements sur la plate-forme aéroportuaire et qu'un contrôle radar délégué vers l'étranger pourrait éviter de tels dysfonctionnements à l'avenir.

7. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces affirmations?

8. Monsieur le Ministre peut-il énumérer les dysfonctionnements et confirmer si ceux-ci ont donné lieu à des enquêtes?

9. Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions et de quelle manière ces dysfonctionnements sont-ils imputables au contrôle radar?

10. D'une manière générale, y a-t-il eu des problèmes de sécurité sur la plate-forme aéroportuaire liés au contrôle aérien?

11. Dans l'affirmative, combien de ces problèmes étaient liés directement au contrôle radar?

12. Pouvez-vous m'en communiquer la nature et les dater?

13. Ces problèmes de sécurité ont-ils donné lieu à des enquêtes?

14. Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions?

15. Monsieur le Ministre a-t-il comparé les statistiques concernant les incidents et accidents éventuels du contrôle d'approche luxembourgeois avec celles des repreneurs potentiels?

16. Dans l'affirmative, ces statistiques indiquent-elles un meilleur niveau de sécurité aé-

ronautique pour ces repreneurs par rapport au contrôle aérien luxembourgeois?

17. Ces statistiques seront-elles incluses dans le tableau comparatif promis par Monsieur le Ministre?

L'argument économique en faveur d'une délocalisation est régulièrement avancé, quand bien même il n'en constituerait pas l'argument principal.

18. Monsieur le Ministre sera-t-il en mesure, dans le tableau comparatif promis, de démontrer l'avantage économique et financier d'une délégation à un prestataire de services étranger par rapport au même service rendu par l'administration luxembourgeoise?

Lors de l'entrevue au sein de la Commission parlementaire du Développement durable et des Infrastructures du 28 janvier 2016, Monsieur le Ministre ainsi que Monsieur le Directeur de l'ANA ont affirmé que les représentants du personnel étaient régulièrement tenus au courant de l'état d'avancement des études des groupes de travail afin de pouvoir faire valoir leurs observations écrites.

19. Monsieur le Ministre peut-il produire les documents remis à la représentation du personnel organisée au sein de la «Luxembourg Approach Controllers Association» (LACA), ainsi que leurs observations écrites en rapport avec les comptes rendus?

20. Monsieur le Ministre peut-il expliquer de quelle manière les comptes rendus des réunions de travail sont transmis aux représentants du personnel de la LACA?

Lors de l'émission «Invité vum Dag» du 1^{er} juin 2016 sur la chaîne radio 100komma7, Monsieur le Directeur de l'ANA John Santurbano a affirmé que:

«Aktuell huet Lëtzebuerg e Flughaf mat acht Fliegerparkingen an iwwer 100 Niwweldeeg am Joer. Dofir soll mat engem Buedemradar en „ground control“ vun all de Fliegerparkinge mat Fluglotse garantéiert ginn - wat bis ewell net de Fall ass. Et gouf eng Etüd gemaach, inwiewe mat engem Service aus engem Nopeschland déi Lëtzebuerger Fluglotse fir déi Aufgab liberéiert kënnen ginn.»

21. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer l'usage de chacun des huit parkings mentionnés et m'indiquer le nombre d'emplacements d'aéronefs par parking?

22. Pourquoi Monsieur le Ministre n'étudie-t-il pas l'option d'un «ground control» par un prestataire de services étranger permettant ainsi le maintien du contrôle aérien radar national au Luxembourg?

Lors de cette même émission, l'on apprend que: «Dem John Santurbano no ass et net méiglech, den nationalen Approach-Service bäizebehalen a gläichzäiteg en neie Buedemradar opzebauen.»

23. Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons de cette incompatibilité?

24. Monsieur le Ministre peut-il donner des exemples d'aéroports internationaux où l'installation d'un radar sol a entraîné la délégation de l'espace aérien à l'étranger?

Finalement, Monsieur le Directeur affirme également que:

«Et war net méiglech, an deem Beräich zu Lëtzebuerg genuch kompetent Leit ze fannen: Eng Fluglotsenausbildung kascht 150.000 Euro. Mir brauchen heiansdo fënnf bis sechs Joer, fir ee Kandidat ze fannen, deen dann am Ausland ausgebilt gëtt.»

Durant des années, nos gouvernements successifs ont eu recours à des contrôleurs étrangers des sociétés IAL et Serco pour étoffer les effectifs du contrôle aérien national.

25. Combien de contrôleurs étrangers y a-t-il eu au Luxembourg?

26. Combien de contrôleurs étrangers y a-t-il actuellement au contrôle aérien luxembourgeois?

27. Les contrôleurs étrangers ont-ils tous été remplacés par des contrôleurs aériens luxembourgeois?

28. Combien de contrôleurs aériens ont été recrutés depuis 2010? Ont-ils été affectés à la tour de contrôle ou à l'approche radar?

29. Monsieur le Ministre a-t-il considéré l'éventualité d'avoir recours à une société Serco, DFS ou Tower Company permettant d'obtenir rapidement des contrôleurs qualifiés pour le nouveau radar sol ou le contrôle des parkings des avions (apron control)? Dans la négative, pourquoi cette option n'a-t-elle pas été retenue?

Réponse (18.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En référence à la question parlementaire de l'honorable Député David Wagner, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

J'ai insisté d'intégrer la Chambre des Députés dans le processus le plus tôt possible de sorte que la Commission du Développement durable et des Infrastructures a été informée tout au long des différentes étapes entreprises jusqu'à présent concernant le projet d'une éventuelle délégation des services de navigation aérienne relatifs au contrôle aérien.

Ainsi, une visite de l'aéroport avec les membres de cette Commission a eu lieu en date du 25 mai 2016 lors de laquelle tous les acteurs présents à l'aéroport, à savoir la Direction de l'Aviation civile (la DAC), l'Administration de la navigation aérienne (l'ANA) ainsi que la société de l'aéroport de Luxembourg (lux-Airport) ont fourni une vue globale du fonctionnement de l'aéroport et du rôle respectif de chacun d'entre eux.

En outre, les résultats des deux études réalisées au sujet d'une synergie potentielle ont été présentés à la commission parlementaire le 9 juin 2016. À cette occasion, le Ministre et le directeur de l'Administration de la navigation aérienne ont expliqué les détails du projet et répondu aux questions des Députés.

Enfin, le directeur de la Deutsche Flugsicherung (DFS) a également livré des détails de son offre lors de la réunion de la Commission du Développement durable du 14 juillet 2016. Les membres de la commission parlementaire précitée sont également invités à visiter les locaux des services de la DFS à Langen le 14 septembre 2016.

Quoi qu'il en soit, j'aimerais de façon plus synthétique donner encore les précisions suivantes à l'égard de la liste des 29 questions posées par l'honorable Député:

Le Luxembourg se trouve dans une situation unique en Europe dans la mesure où l'on ne dispose que d'un seul aéroport national avec un espace aérien très restreint. Ainsi, le législateur luxembourgeois dispose dans la loi du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne que: «En vue de l'exécution de ses missions, l'administration peut conclure des conventions avec des personnes physiques ou morales de droit public ou privé et coopérer, voire recourir à d'autres prestataires de services de navigation aérienne d'un autre État membre de la Communauté européenne ainsi qu'adhérer à des organisations nationales ou internationales.»

À préciser que les délégations d'espaces aériens sont déjà couramment appliquées en Europe. Pour le Luxembourg, les services de circulation aérienne sont déjà délégués à 80% à Belgocontrol et à MUAC (Maastricht Upper Area Control Centre) pour les niveaux supérieurs à 4.500 mètres d'altitude. Les espaces aériens des Terminal Manoeuvring Areas (TMA) des aéroports dans les pays voisins sont aujourd'hui déjà regroupés et les services sont centralisés et organisés par chaque État pour les mêmes raisons de synergies techniques et opérationnelles qui sont à la base de la stratégie de l'ANA. Il n'existe quasiment plus de contrôle d'approche local pour des aéroports individuels. Ainsi, Belgocontrol s'occupe des TMA des aéroports de Bruxelles, Liège et Charleroi et la DFS est chargée de celles des aéroports de Cologne, Hahn, Francfort et Saarbrücken.

L'aéroport international de Bâle-Mulhouse-Freiburg a mis en place une configuration similaire à celle prévue par l'ANA. La TMA de cet aéroport, situé sur la frontière franco/suisse, est répartie entre la Suisse, la France et l'Allemagne et elle est déléguée à un service approche unique du prestataire civil de services de navigation aérienne en France, la DSNA. L'attribution de contrats de service dans le cadre du contrôle du trafic aérien aux aéroports est déjà établie et pratiquée dans plusieurs pays (entre autres en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Norvège ou en Espagne). La DFS exerce ainsi le contrôle aérien à l'aéroport de Londres-Gatwick en Grande-Bretagne.

Une synergie technique et opérationnelle avec la DFS est susceptible de baisser les coûts d'environ 40 millions d'euros sur une période de dix ans sans pour autant que ce point non négligeable ne constitue un élément déterminant dans le présent processus décisionnel.

L'on précise qu'en fait le renouvellement des systèmes CNS (Communication, navigation and safety) dans les deux années à venir constitue un point crucial dans le présent dossier et devra être résolu prioritairement en coopération avec un partenaire étranger.

L'autre point principal de la stratégie développée par la direction de l'ANA vise à incorporer l'opérateur d'aérodrome en vue de garantir une sécurité globale des opérations d'aéronefs à l'aéroport et une pérennité de l'administration pour le futur. Or, la simple délégation de l'exercice du «ground control» à un prestataire



de services étranger ne permettrait pas de libérer tous les effectifs requis.

Les questions à propos d'éventuels dysfonctionnements se rapportent à des dossiers confidentiels et non publics. La politique «just culture», visant à protéger le personnel, garantit que les rapports restent anonymes et partiellement secrets.

Pour les questions sur le recrutement, l'on précise qu'actuellement le recrutement d'un nombre suffisant de nouveaux contrôleurs aériens pour combler les départs à la retraite dans les années à venir s'avère difficile et lent.

Alors qu'en 2006, l'ANA employait 22 contrôleurs dans le service de l'approche, ce nombre s'est réduit à 20 contrôleurs en 2016, et ceci malgré l'augmentation des trafics.

Depuis 2010, un total de six contrôleurs a été engagé dont trois étaient prévus pour l'interchangeabilité (double licence tour/approche) qui en fin de compte n'a pas été réalisée et trois sont actuellement en stage et n'ont pas fini leur formation. L'un des trois qui est en formation est destiné à intégrer les services de l'approche.

En ce qui concerne les questions relatives à la communication avec les syndicats et en particulier avec la LACA, je me permets de préciser que le papier sur les visions stratégiques de l'ANA a été présenté à tout le personnel de l'ANA à Niederanven le 18 septembre 2014. Depuis cette date, maintes réunions entre la direction de l'ANA et les syndicats ainsi que des réunions en ma présence ont eu lieu.

Deux réunions supplémentaires sont d'ores et déjà fixées avec les syndicats en septembre prochain.

Les dernières réunions en juillet avec les syndicats se sont tenues dans un climat très constructif, ce qui me rend confiant à trouver une solution acceptable aussi bien dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'ANA que des fonctionnaires concernés.

Question 2122 (03.06.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **glucosemètre «Abbott FreeStyle Libre»**:

Selon mes informations, un nouveau glucomètre sans piqûre «Abbott FreeStyle Libre» serait distribué respectivement vendu depuis quelque temps à des patients diabétiques de type 1, ceci électivement par la pharmacie hospitalière de l'hôpital Kirchberg, ceci à l'exclusion des pharmacies ouvertes au public au Grand-Duché de Luxembourg. Le remboursement par la CNS serait limité également aux seules pharmacies hospitalières.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette pratique de distribution sélective?
- Quels sont les critères qui ont mené à ce choix de distribution et ne constitue-t-il pas une limitation de l'accès aux soins par la restriction de l'offre?
- Pourquoi les pharmacies ouvertes au public, pourtant point de délivrance de toutes les insulines et autres consommables, dont ont besoin les patients concernés, n'ont-elles pour l'instant pas été retenues dans le circuit de distribution?
- Est-ce que la pharmacie hospitalière a le droit de délivrer ce type de produits à des patients non hospitalisés? Quelles en sont les bases légales?

- Vu l'étendue de la population visée (environ 3.000 personnes au Grand-Duché), le Gouvernement peut-il affirmer que les pharmacies hospitalières seront à mêmes d'assumer ce flux de patients? N'y a-t-il pas risque de créer une médecine à deux vitesses vu cette difficulté d'approvisionnement le matériel à large échelle?

Réponse commune (30.06.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Actuellement il n'existe pas de filière officielle de distribution des capteurs et lecteurs «Abbott FreeStyle» au Luxembourg. Mais il y a régulièrement des nouveautés pharmaceutiques qui sont mises à disposition des hôpitaux pour leurs patients par l'industrie pharmaceutique, avant leur autorisation de mise sur le marché et leur ajout à la liste positive.

Le comité directeur de la Caisse nationale de santé (CNS) qui travaillait depuis un certain temps sur le sujet de ces capteurs et lecteurs, avait décidé en date du 11 mai 2016 de compléter le fichier B7 par deux nouvelles positions

N01D70 et N01E70 («Abbott FreeStyle Libre») correspondant au capteur et lecteur du système flash d'auto-surveillance du glucose qui constitue un nouveau type de lecteur du taux de glycémie. Conformément à l'article 142 des statuts de la CNS, le fichier B7 comprend les dispositifs médicaux dont la délivrance sur ordonnance médicale est limitée aux établissements hospitaliers pour un traitement effectué en dehors du secteur hospitalier. La CNS avait opté pour cette voie de distribution qui offre au patient la possibilité d'une prise en charge intégrale et via tiers payant.

Or, la CNS vient de constater que le règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2002 relatif à la pharmacie hospitalière et au dépôt hospitalier de médicaments qui constitue la base pour la délivrance par les pharmacies hospitalières vers le milieu extrahospitalier de médicaments et dispositifs ne prévoit pas la délivrance des dispositifs médicaux en dehors des soins palliatifs, de sorte que le circuit de distribution projeté par la CNS n'est pas conforme à la réglementation en vigueur.

Voilà pourquoi la CNS n'a pas exécuté la décision en question et est en train de reconsidérer le dossier en vue de l'élaboration d'une proposition alternative de modification des statuts visant à permettre la prise en charge du nouveau lecteur de glycémie en dehors d'une délivrance par la pharmacie hospitalière.

Cette nouvelle voie de distribution serait à l'avantage des patients, alors qu'ils ne devraient pas se rendre en milieu hospitalier pour l'obtention desdits capteurs et lecteurs.

Question 2123 (03.06.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **gaspillage alimentaire**:

Dans leur réponse commune du 27 mai 2016 à ma question parlementaire n°2034 du 25 avril 2016 (cf. *compte rendu n°13/session ordinaire 2015-2016*), le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, la Ministre de l'Environnement et la Ministre de la Santé précisent que:

«Les principaux constats dégagés de l'étude „Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg“ datant de février 2016 ont été présentés le 3 mai aux acteurs concernés. Selon l'étude, 123 kg d'aliments par personne par an sont gaspillés dont 56 kg sont des déchets alimentaires évitables. Le secteur le plus touché étant le ménage, suivi, dans l'ordre donné, de la restauration de collectivité, de la gastronomie et du commerce. Les déchets alimentaires se composent principalement de restes de table et de repas excédentaires. L'étude indique que la plupart des personnes interrogées sont très sensibilisées à la problématique du gaspillage alimentaire, cherchent des possibilités d'amélioration ou ont déjà mis en place des programmes de réduction. (...) Un groupe de travail regroupant les principaux acteurs concernés par le gaspillage alimentaire s'est constitué, il s'est fixé pour objectif de développer des stratégies pour les différents secteurs et de lutter ensemble contre les causes du gaspillage alimentaire. Dans les mois à venir, des actions phares élaborées par ce groupe seront mises en œuvre.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles sont les pistes éventuellement identifiées par Monsieur le Ministre de l'Économie pour réduire le gaspillage alimentaire dans la gastronomie et la restauration de collectivité? Des discussions dans ce sens sont-elles en cours avec le secteur Horesca?
- Une piste concrète à suivre dans la lutte contre le gaspillage alimentaire pourrait-elle être l'offre systématique du secteur de la gastronomie faite aux consommateurs d'emporter chez eux les restes de table, à l'instar de la pratique bien connue et populaire aux États-Unis des «doggy bags»?

- Dans l'affirmative, une telle pratique pourrait-elle être introduite et généralisée par le biais d'une campagne de promotion avec le soutien du Ministère de l'Économie et du secteur Horesca?

Réponse commune (06.07.2016) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La lutte contre le gaspillage alimentaire est un enjeu transversal touchant plusieurs domaines: l'environnement, l'économie, la sécurité alimentaire, etc. Il est, dès lors, nécessaire de prendre des mesures en concertation avec les acteurs concernés.

Le sujet du gaspillage alimentaire n'est pas un sujet nouveau pour la majorité des cafetiers, restaurateurs et hôteliers. En effet, les déchets alimentaires sont tout d'abord une perte nette pour l'entrepreneur qui essaie donc, d'un point de vue de la gestion de son entreprise, de réduire ces déchets à un strict minimum. Par ailleurs, ce sujet est associé aux efforts d'amélioration de la qualité du service et à une prise de conscience écologique, grâce notamment aux efforts de sensibilisation de la «Superdrecks-këscht fir Betriber».

Le groupe de travail tel que mentionné dans la question de l'honorable Député a identifié des premières pistes en vue de lutter contre le gaspillage alimentaire dont notamment la participation à la révision du modèle de cahier de charges pour cuisines collectives dans les domaines étatique et communal relevant de la compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et la participation à l'élaboration d'une fiche pratique sur les aspects légaux en termes de gaspillage alimentaire sous la direction de la Chambre des Métiers.

Par ailleurs, des campagnes communes d'information seront conduites afin de sensibiliser les consommateurs à un achat responsable.

Lors de la dernière rencontre du groupe de travail auquel participe également l'Horesca, la distribution systématique dans le secteur de la gastronomie d'un «doggy bag» était également évoquée comme l'une des mesures envisageables pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

Aujourd'hui, un certain nombre de restaurateurs proposent déjà aux clients d'emporter les produits non consommés sur place à l'aide d'un «doggy bag». Il est vrai toutefois que cette approche n'est pas systématique. Pour changer les attitudes, il faudra sensibiliser tant les secteurs concernés que les consommateurs. Cette possibilité sera étudiée plus à fond.

Par ailleurs, il y a quelque temps, un «doggy bag» pour emmener les bouteilles de vin entamées a été mis à disposition des restaurants, mais les clients en ont fait rarement usage.

D'autres actions sont en cours de préparation et seront mises en œuvre progressivement.

Question 2124 (06.06.2016) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant l'état civil:

L'état civil indique si une personne vit dans une relation reconnue par l'ordre juridique (mariage, partenariat enregistré), si celle-ci existe ou n'existe plus et le moment auquel un changement est survenu.

L'état civil doit toujours être indiqué dans les formulaires officiels et dans la correspondance avec les autorités.

La loi est muette sur l'état civil après la dissolution du partenariat.

Selon mes informations, au Luxembourg, après la dissolution d'un partenariat la personne concernée reprend l'état civil qu'elle avait avant la conclusion du partenariat, soit «célibataire», «veuf/ve» ou «divorcé/e», même lorsque le partenariat a été dissout par le décès du partenaire.

En Suisse, l'état civil d'une personne indique «partenariat dissout» après la dissolution du partenariat ou le décès du partenaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Au Luxembourg est-il exact qu'à l'état civil une personne «ex-partenaire» soit indiquée comme si le partenariat n'avait jamais existé?
2. Dans l'affirmative, cet état de fait ne pose-t-il pas des complications ou des confusions pour l'attribution des pensions de réversion suite à un partenariat?
3. Ne serait-il pas indiqué, à l'instar de la Suisse, de créer une catégorie à l'état civil pour indiquer l'état civil des personnes suite à un partenariat dissout?

Réponse (20.06.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Avec la loi du 9 juillet 2004, le partenariat enregistré a été introduit au Luxembourg. Contrairement à la logique du droit suisse, il s'agit d'un contrat de droit privé librement conclu par deux personnes qui produit certains effets juridiques, sans pour autant changer l'état civil des personnes.

Ni la déclaration, ni la dissolution d'un partenariat ne change le statut d'état civil d'une personne. Ainsi une personne déclarant un partenariat enregistré mais jamais mariée reste d'un point de vue état civil «célibataire», tout comme une personne précédemment divorcée reste d'un point de vue état civil «divorcée».

Cette approche a été pleinement maintenue avec la loi modificative du 3 août 2010. Désormais une indication relative au partenariat est portée en marge de l'acte de naissance des personnes concernées et cette information est enregistrée auprès du Répertoire civil géré par le Parquet général. Cette information permet a priori d'éviter des confusions et complications au niveau des administrations.

Question 2125 (06.06.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **train du type «Pendolino»**:

Lors de l'inauguration du nouveau tunnel Saint-Gothard en Suisse la semaine passée, Monsieur le Ministre a affirmé avoir tenu des pourparlers avec son homologue belge quant à la mise en place d'une ligne de trains du type «Pendolino» entre la Suisse et Bruxelles. Une telle connexion pourrait relier le Luxembourg à Bruxelles en moins de deux heures, une nette amélioration par rapport à la situation actuelle.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Il y a deux années, une étude a conclu qu'une ligne du type «Pendolino» entre Bâle et Bruxelles ne serait pas rentable. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'une nouvelle estimation en ce qui concerne la rentabilité d'une telle ligne de trains?

- Vu que les trains du type «Pendolino» se basent sur une nouvelle technologie pendulaire, est-ce que des travaux supplémentaires seraient nécessaires sur le réseau luxembourgeois?

- Si une décision en faveur d'un tel projet était, le cas échéant, prise, quand est-ce que les premiers trains «Pendolino» pourraient-ils circuler entre le Luxembourg et Bruxelles?

Réponse (06.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°2125 du 6 juin 2016, l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, souhaite s'informer quant à la mise en place d'une ligne de trains du type «Pendolino» entre la Suisse et Bruxelles.

Lors de l'inauguration du nouveau tunnel Saint-Gothard en Suisse, Monsieur François Belot, Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges a relancé la discussion quant à la mise en place d'un train du type pendulaire entre la Suisse et Bruxelles via Strasbourg et Luxembourg sur l'axe ferroviaire dit «Eurocap-Rail» car devant relier les capitales européennes Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. L'étude de marché menée par les quatre opérateurs CFF, CFL, SNCB et SNCF avait en effet été arrêtée à l'époque pour raison de non-rentabilité du projet.

Des travaux supplémentaires ne seront pas nécessaires sur le réseau ferré national pour faire circuler des trains pendulaires. L'avantage de faire gagner du temps aux clients par le fait de faire penduler les trains se situerait principalement dans la partie sinueuse du tracé ferroviaire à travers les Ardennes entre Ciney et Libramont.

L'initiative relancée par la Belgique sera accompagnée avec un grand intérêt par le Luxembourg.

Étant donné que la Belgique a annoncé la fin des travaux entre Arlon et Bruxelles pour 2023, une circulation d'un tel train avant cette date ne semble pas réaliste.

Question 2126 (07.06.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **registre d'entreprises étrangères possédant ou voulant acheter un bien**:

Quelques heures avant l'ouverture du sommet anticorruption à Londres le 12 mai 2016, le Premier Ministre britannique, David Cameron, a affirmé que «les entreprises étrangères qui possèdent ou veulent acheter un bien au Royaume-Uni devront désormais révéler le nom du véritable propriétaire». À cette fin, le Gouvernement britannique compte mettre en place un registre public sur les bénéficiaires ef-

fectifs des sociétés offshore. En effet, selon des chiffres officiels, quelque 100.000 logements en Angleterre et au Pays de Galles sont détenus actuellement par des sociétés offshore sans qu'on ne connaisse l'identité réelle de leur bénéficiaire.

Aussi, le Gouvernement britannique a ajouté que la France, les Pays-Bas, le Nigeria et l'Afghanistan allaient suivre le leadership du Royaume-Uni en s'engageant à lancer leurs propres registres publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face aux affirmations du Premier Ministre britannique? Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de suivre l'exemple britannique et d'instaurer un tel registre pour les entreprises étrangères?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur le nombre d'immeubles au Luxembourg qui sont détenus par des sociétés offshore dont le public ne connaît pas l'identité réelle du bénéficiaire ou du propriétaire?

Réponse commune (07.07.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il n'appartient pas au Gouvernement luxembourgeois de commenter l'intervention du Premier Ministre britannique, David Cameron, avant l'ouverture du sommet anticorruption à Londres le 12 mai 2016. Le Gouvernement luxembourgeois examinera en temps utile l'opportunité de suivre ou non l'initiative britannique. Pour l'instant, aucun projet correspondant n'est à l'étude.

Messieurs les Ministres se voient dans l'impossibilité d'évaluer le nombre d'immeubles au Luxembourg détenus par des sociétés offshore dont le public connaît ou ne connaît pas l'identité du bénéficiaire ou du propriétaire.

En effet, si les fichiers de l'Administration du Cadastre et de la Topographie recensent pour chaque parcelle la personne physique ou morale qui est détenteur du droit correspondant (propriété, usufruit, droit de superficie ou de tréfonds, emphytéose), ils ne distinguent pas entre sociétés offshore et autres et n'en renseignent pas les bénéficiaires économiques.

Question 2127 (07.06.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **discrimination sur le lieu de travail**:

Kürzlich wurde das Gesetzesprojekt N°6792 im Parlament verabschiedet. Durch dieses neue Gesetz wurden, unter anderem, verschiedene Bestimmungen des Arbeitsrechts, des Staats- und Gemeindebeamtenstatuts, der Antidiskriminierungsgesetze vom 28. November 2006 und vom 13. Mai 2008 sowie des Strafrechts abgeändert, um somit die Geschlechtsangleichung einer Person als Diskriminierungsmotiv im Arbeitsleben anzuerkennen.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an die Herren Minister für Arbeit und Beschäftigung, für soziale Sicherheit und für den öffentlichen Dienst stellen:

1. Mit wie vielen Diskriminierungsfällen wegen des Geschlechts respektive wegen der Homo- und Transphobie wurde die Gewerbeinspektion, die unter anderem zuständig ist für das Entgegennehmen etwaiger Beschwerden im Privatsektor, in den letzten Jahren befasst?

2. Was waren die Folgen davon in puncto Untersuchungen, Anzeigen, arbeitsgerichtlichen und zivilrechtlichen Prozessen?

3. Besteht eine Zusammenarbeit mit der nationalen Dienststelle für Gleichbehandlung und mit den Verbänden, die sich um Mobbing kümmern?

4. Warum wurde die Staatsbeamtenkammer nicht um eine Stellungnahme zum Gesetzesentwurf N°6792 gebeten, da das jetzt verabschiedete Gesetz ebenfalls Anwendung findet im öffentlichen Dienst?

5. Wer übernimmt momentan die Aufgabe des Mobbingausschusses, wissend, dass Artikel 10 des abgeänderten Gesetzes vom 16. April 1979, der die Basis des Mobbingausschusses darstellt, bereits am 12. Dezember 2014 vom Verfassungsgericht als verfassungswidrig erklärt wurde? Wie und wann gedenkt die Regierung dieses Problem insgesamt zu lösen?

6. Gedenkt die Regierung die Arbeitswelt auf die Problematik der Trans-Personen zu sensibilisieren?

7. Gedenkt der Minister für soziale Sicherheit ebenfalls eine gesetzliche Anpassung im Bereich des komplementären Rentenwesens bezüglich der Anerkennung der Geschlechtsangleichung vorzunehmen?

Réponse commune (08.07.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Auf die schriftlichen Fragen der ehrenwerten Abgeordneten Frau Sylvie Andrich-Duval teilen wir Ihnen Folgendes mit:

ad 1. Keine: Eine Diskriminierung aufgrund der Geschlechtsänderung ist mit einer Geschlechtsdiskriminierung gleichzusetzen. Jedoch hat die Gewerbeinspektion zurzeit keine Daten betreffend Beschwerden bezüglich Diskriminierungsfällen wegen des Geschlechts beziehungsweise wegen der Homo- und Transphobie.

ad 2. Der Gewerbeinspektion sind solche Untersuchungen, Anzeigen, arbeitsgerichtlichen und zivilrechtlichen Prozesse zurzeit nicht bekannt.

ad 3. Bedingt: Das Diskriminierungsverbot richtet sich an alle Bürger, insbesondere auch an die Arbeitnehmer und die Arbeitgeber.

Die Gewerbeinspektion ist für die Beratung der Arbeitnehmer und Arbeitgeber zuständig und kann als Ansprechpartner tätig werden, um individuelle arbeitsrechtliche Streitigkeiten vorzubeugen und zu schlichten.

Die Gewerbeinspektion hat zusätzlich als Aufgabe, die Einhaltung der arbeitsrechtlichen Gesetze zu überwachen, die ihrer Kompetenz unterliegen, und kann die Arbeitnehmer und die Arbeitgeber zur Einhaltung des Gesetzes zwingen und Verstöße mit Geldbußen ahnden beziehungsweise, im Fall von strafrechtlichen Sanktionen, diese an die Staatsanwaltschaft weiterleiten.

Das Zentrum für Gleichbehandlung (Centre pour l'égalité de traitement „CET“) arbeitet unabhängig und hat die Aufgabe, die Gleichbehandlung aller zu fördern, zu analysieren und zu beobachten beziehungsweise eine Diskriminierung aufgrund von rassistischer oder ethnischer Zugehörigkeit, Geschlecht, sexueller Orientierung, Religion oder Glaubensbekenntnis, Behinderung oder Alter zu verhindern.

Das Zentrum für Gleichbehandlung hat als Aufgabe:

- Berichte zu veröffentlichen, Empfehlungen und Ratschläge zu erteilen sowie Studien zu allen Fragen rund um das Thema Diskriminierung zu erstellen;

- Informationsmaterial zu erstellen und zu verteilen;

- tatsächlichen Diskriminierungsoffern beziehungsweise Personen, die sich diskriminiert fühlen, zu helfen und zwar durch Beratungs- und Orientierungsangebote im Hinblick auf geltende Gesetzgebung, Rechtsprechung und Mittel zur Umsetzung ihrer Rechtsansprüche.

Die Ratgeber der Mobbing asbl erteilen den Arbeitgebern sowie den Arbeitnehmern Empfehlungen und Ratschläge und geben allen Betroffenen die Möglichkeit, Mobbing früh zu erkennen, um schnell, angemessen und präventiv reagieren zu können. Sie helfen den Betroffenen durch Beratungs- und Orientierungsangebote im Hinblick auf geltende Gesetzgebung, Rechtsprechung und Mittel zur Umsetzung ihrer Rechtsansprüche.

Die Aufgaben der Gewerbeinspektion unterscheiden sich demnach von den Aufgaben des Zentrums für Gleichbehandlung und von denen der Mobbing asbl, da die Letzteren den Opfern nur beratend zur Seite stehen und nicht mit wirksamen Zwangsmitteln gegen Diskriminierungstätter oder Mobbingtäter ausgestattet wurden. Eine Zusammenarbeit zwischen diesen Dienststellen ist infolgedessen nicht möglich.

Jedoch wird den Klägern, die sich bei der Gewerbeinspektion wegen einer Nichtgleichbehandlung zwischen Mann und Frau oder bezüglich Diskriminierungsfällen beziehungsweise wegen Mobbingfällen beschweren, geraten, auch beim Zentrum für Gleichbehandlung beziehungsweise bei der Mobbing asbl oder beim Arbeitsmediziner vorstellig zu werden, damit ihnen auch von diesen Dienststellen weitergeholfen werden kann.

ad 4. Da das Gesetzesprojekt auch im öffentlichen Dienst Anwendung findet, wurde die Staatsbeamtenkammer am 10. Februar 2015 um eine Stellungnahme zum Gesetzesentwurf N°6792 gebeten.

ad 5. Betreffend des Mobbingausschusses, der seit dem Urteil des Verfassungsgerichts von

Dezember 2014 nicht mehr zusammengekommen ist, hat die Dienststelle für Gesundheitsprävention des Ministeriums des öffentlichen Dienstes und der Verwaltungsreform verschiedene informelle Maßnahmen ausgearbeitet, um die Aufgaben des Ausschusses, zwischenzeitlich und bis eine definitive Lösung gefunden worden ist, bestmöglich zu gewährleisten.

Sowohl staatliche als auch kommunale Angestellte und Beamte, die Opfer sind von Gewalt, Diskriminierungen oder Mobbing am Arbeitsplatz, erhalten hier, unter Gewährleistung der notwendigen Vertraulichkeit und Unvoreingenommenheit, eine erste Hilfestellung. Sie kann entweder vom Agenten selbst oder von seiner Verwaltung kontaktiert werden und bietet unter anderem folgende Dienste an:

- Gespräche mit den Betroffenen,

- Beratung der Betroffenen,

- Kontaktaufnahme mit der Verwaltung des Betroffenen, mit dessen Einverständnis,

- Vermittlung zwischen den verschiedenen Konfliktparteien,

- Coaching usw.

Im Jahr 2015 hat die Dienststelle 16 Personen begleitet. Seit Anfang 2016 waren es bereits 14 Fälle, die behandelt wurden.

Des Weiteren wurde im Juli 2015 eine Arbeitsgruppe geschaffen, die zusammengesetzt ist aus Vertretern des Ministeriums des öffentlichen Dienstes und der Verwaltungsreform, des Innenministeriums, des Syvicol, der CGFP und der FGFC, mit dem Ziel, eine Lösung zur Anpassung der legalen Basis des Mobbingausschusses zu finden. Die Arbeiten sind noch nicht abgeschlossen, jedoch kann man bereits jetzt hervorheben, dass eine der Empfehlungen sicherlich darin bestehen wird, einerseits in Zukunft Fachpersonal mit der Betreuung der Opfer von Diskriminierungen, moralischer Gewalt oder sexueller Belästigung am Arbeitsplatz zu beauftragen, und andererseits sich genauer mit den Ursachen von Gewalt und psychosozialen Risiken am Arbeitsplatz zu beschäftigen, um somit die primäre Prävention solcher Risiken zu fördern.

ad 6. Die Problematik der Trans-Personen ist eines unter mehreren Themen, die auch weiterhin Teil von Sensibilisierungsarbeit in der Arbeitswelt und der Gesellschaft sein sollten.

ad 7. Bezüglich der Verwirklichung des Grundsatzes der Gleichbehandlung von Männern und Frauen in betrieblichen Altersvorsorgewerken ist zum gegenwärtigen Zeitpunkt nur eine kleinere Abänderung des Artikels 16 des Gesetzes vom 8. Juni 1999 über die betrieblichen Zusatzrentenregelungen vorzunehmen. Diese begründet sich in einer textlichen Abänderung der Richtlinie 96/97/EG durch die Richtlinie 2006/54/EG.

Weitergehende Maßnahmen in Bezug auf eine Anerkennung der Geschlechtsangleichung sind derzeit nicht vorgesehen, da die gegenwertige Gesetzgebung kein Diskriminierungsverbot, sondern einen Gleichbehandlungsgrundsatz von Männern und Frauen für alle betrieblichen Vorsorgewerke vorschreibt.

Mitglieder eines Vorsorgewerkes, die eine Geschlechtsumwandlung ausführen, sind in gleichem Maße durch diesen Gleichbehandlungsgrundsatz geschützt. Eine spezifische Erwähnung der Gleichstellungen von Trans-Personen erscheint daher nicht nötig.

Question 2129 (08.06.2016) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant le **nouveau règlement de police «type»**:

En date du 21 mars 2016, lors d'une réunion avec les représentants des communes concernant la réforme de la Police grand-ducale à Junglinster, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a annoncé qu'un règlement de police «type» pour les communes sera présenté avant l'été de cette année.

Vu l'approche de la saison estivale, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'élaboration du règlement de police «type» pour les communes?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ledit règlement type sera communiqué dans les prochaines semaines?

Réponse (01.07.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que le Gouvernement, sous l'impulsion du Ministre de l'Intérieur, vient d'entamer les consultations avec le Syvicol et rencontrera prochainement

les membres de l'Association des Agents Municipaux, association professionnelle de la Fédération Générale de la Fonction Communale (FGFC) dans le cadre des travaux d'élaboration d'un avant-projet de loi relative aux sanctions administratives.

L'introduction de sanctions administratives, avec comme corollaire une extension des compétences des agents municipaux, devrait assurer une meilleure application des règlements généraux de police communale.

Il est prévu que les services du Ministère de l'Intérieur élaboreront un règlement de police «type» en amont de l'entrée en vigueur de la loi relative aux sanctions administratives.

Question 2132 (09.06.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**avenir des bâtiments du Lycée technique d'Ettelbruck**:

La loi du 16 juin 1927 avait autorisé le Gouvernement à procéder à la construction d'une nouvelle école agricole à Ettelbruck. Cette école, sise avenue Salentiny, fut inaugurée en 1932. Le Gouvernement actuel a décidé de construire définitivement le nouveau Lycée technique Agricole (LTA) sur le site dénommé «Kréiwinkel» à Gilsdorf. Dans quelques années, les bâtiments actuels du LTA, dont ceux de l'ancienne école agricole de 1932, pourront être mis à la disposition d'autres utilisateurs publics.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur un éventuel concept de transformation, de rénovation, voire de restauration concernant les bâtiments historiques de l'ancienne école agricole?

- Est-il prévu de maintenir un internat dans cette structure?

- Est-il certain que les bâtiments en question seront mis à la disposition du Lycée technique d'Ettelbruck?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer au Gouvernement de faire classer monument national l'ancien bâtiment du LTA afin de sauvegarder leur architecture originale?

Réponse (06.07.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant l'avenir des bâtiments historiques de l'ancienne école agricole à Ettelbruck.

Après le déménagement du Lycée technique Agricole (LTA), prévisionnellement en 2020, à Gilsdorf, les bâtiments de l'ancienne école agricole seront rénovés et réaffectés aux besoins du Lycée technique d'Ettelbruck (LTÉtt). Le concept prévoit que les constructions de type serres et ateliers seront démolies et remplacées par les équipements communs, tels que la cantine avec une cuisine de production et les infrastructures sportives manquantes, à partager avec le Lycée technique pour professions de santé.

Suivant un projet de programme établi en décembre 2015 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il est prévu d'installer un internat sociofamilial à Diekirch pour les élèves des lycées de la Nordstad. Ainsi, un internat supplémentaire au sein de l'établissement scolaire à Ettelbruck ne s'impose plus.

À l'heure actuelle, il n'est pas prévu de proposer au Gouvernement de faire classer en monument national l'ancien bâtiment du LTA, mais je peux vous assurer que les immeubles seront rénovés et restaurés en étroite collaboration avec les responsables du Service des Sites et Monuments Nationaux, afin de sauvegarder l'intégralité de son architecture originale.

Question 2135 (09.06.2016) de **MM. André Bauler et Edy Mertens** (DP) concernant la **politique d'achat des centres intégrés pour personnes âgées et des maisons de soins Senior**:

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services s'efforceront d'améliorer la promotion des produits agricoles au niveau de la restauration dite collective qui est placée sous tutelle (para-) étatique et/ou communale.



Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur la politique d'achat mise en œuvre par les centres intégrés pour personnes âgées et maisons de soins Servior en ce qui concerne les produits du terroir issus de notre agriculture domestique et les produits bio?

- Quels sont les différents produits régionaux achetés régulièrement par les CIPA et maisons de soins Servior pour être transformés dans leurs cuisines de production ou être consommés directement par leurs clients?

- Madame la Ministre sait-elle si les CIPA et maisons de soins Servior sont disposés à augmenter la part des produits issus de nos terroirs dans leur production en vue de soutenir nos agriculteurs tout en pratiquant une politique d'achat inspirée des principes du développement durable? Les labels de qualité (Produit du terroir, Fairtrade) ou la participation à la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg», jouent-ils un rôle dans leur politique d'achat de produits?

Question 2138 (09.06.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **promotion des produits du terroir au niveau des centres, foyers et services pour personnes âgées:**

Les produits du terroir sont d'une qualité excellente, leur provenance est contrôlée et facilement traçable. L'utilisation accrue des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise et une meilleure intégration des produits du terroir luxembourgeois dans la restauration collective représentent une priorité du Gouvernement. En effet, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services continueront à améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collectifs qui fonctionnent sous tutelle étatique et/ou communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration;

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des précisions concernant la politique d'achat des centres, foyers et services pour personnes âgées en ce qui concerne l'utilisation de produits indigènes dans ces établissements?

- Quels sont les produits d'origine luxembourgeoise qui sont les plus utilisés et transformés dans les différents centres, foyers et services pour personnes âgées du pays?

- Quel est le pourcentage des produits nationaux dans le total des différents produits utilisés dans les différents centres, foyers et services pour personnes âgées?

- Y a-t-il des concertations avec les services responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour promouvoir et augmenter l'utilisation de produits du terroir et de produits régionaux luxembourgeois dans la restauration collective des centres, foyers et services pour personnes âgées?

Réponse (01.07.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse aux questions parlementaires sous rubrique, il convient de rappeler que les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique sont régies par la loi modifiée du 8 septembre 1998, dite «loi ASFT». En vertu de cette loi, l'État est en droit de surveiller et de contrôler la conformité des activités agréées; par contre, l'État n'est pas en droit de s'ingérer dans la gestion interne de ces activités agréées. Le choix des produits et consommables utilisés par les organismes agréés dans l'exercice de leurs missions ne relève donc pas du contrôle de l'État. Partant, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne dispose pas des informations demandées relatives à l'utilisation de produits du terroir dans les centres, foyers et services pour personnes âgées.

Pour ce qui est des centres intégrés et des maisons de soins gérés par Servior, il y a lieu de souligner que la politique d'achat, qui découle de la philosophie de restauration de Servior, repose sur trois piliers:

- la fraîcheur: Servior privilégie l'utilisation des matières premières fraîches;

- le terroir: afin de réduire l'impact sur l'environnement et de contribuer au développement de l'économie locale, Servior travaille le plus possible des matières premières issues du terroir luxembourgeois;

- la variété: Servior fournit des menus variés et équilibrés, adaptés aux goûts et aux besoins des seniors et dans le respect du patrimoine culinaire.

Une large partie des produits régionaux régulièrement achetés sont la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes ainsi que les boissons.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la production dans les cuisines de Servior doit être garantie tout au long de l'année. Fidèle à sa philosophie, Servior mise sur une alimentation variée et de qualité.

En 2014, Servior a adhéré à la campagne «Sou schmaacht Lëtzebuerg» et a étendu la gamme de produits nationaux présents dans son offre de restauration.

Actuellement, tous les centres ainsi que le service «Repas sur roues» de Servior ont adhéré au label «Sou schmaacht Lëtzebuerg».

Par ailleurs, Servior fait en sorte d'acheter, dans la mesure du possible, des produits munis d'un label durable, dont notamment les labels «Fairtrade» et «UTZ certified», l'un des principaux programmes de durabilité dans le monde pour les paysans producteurs de café, de thé et de cacao.

Question 2136 (09.06.2016) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **«Spitzenkandidaten» à la Présidence de la Commission européenne:**

Le traité de Lisbonne stipule que le Président de la Commission européenne est élu par le Parlement européen sur proposition du Conseil européen statuant à majorité qualifiée, en prenant en considération le résultat des élections parlementaires européennes. Concrètement, chaque parti politique européen désigne son «Spitzenkandidat» susceptible de pouvoir être nommé Président de la Commission européenne en cas de victoire aux élections européennes. Ainsi, lors des élections parlementaires de mai 2014, les électeurs ont pu choisir la liste de députés en fonction du représentant candidat à la Présidence de la Commission.

Dans un article paru dans la «Süddeutsche Zeitung» le 28 avril 2016, un journaliste a révélé que selon les documents officiels dont dispose le quotidien allemand, et plus particulièrement un rapport de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'UE, 27 des 28 chefs d'État et de gouvernement de l'UE s'opposeraient à la répétition de la nouvelle procédure de nomination du Président de la Commission européenne. Ces États seraient par ailleurs en train de rassembler des arguments juridiques pour contrecarrer l'intention du Parlement européen d'inscrire dans une nouvelle loi électorale la procédure de «Spitzenkandidaten».

Pour rappel, le 11 novembre 2015, le Parlement avait adopté un rapport d'initiative sur une révision de l'acte électorale européen, avec l'objectif d'accroître l'intérêt des citoyens et leur participation aux élections européennes. L'article 223.1 du traité sur le fonctionnement de l'UE donne en effet au Parlement européen le droit de lancer une procédure pour réformer le droit électorale de l'UE et de formuler des propositions en ce sens.

Dans son rapport, le Parlement européen «sugère l'introduction, pour l'attribution des sièges dans les États membres constituant une circonscription unique et dans les circonscriptions ayant recours à un scrutin de liste et comptant plus de 26 sièges, d'un seuil obligatoire allant de 3% à 5%, [considérant] que cette mesure est importante pour préserver le fonctionnement du Parlement européen, car elle évitera de nouvelles fragmentations».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que quasiment tous les États membres sont en train d'entraver l'intention du Parlement européen? Le Luxembourg en fait-il partie?

2. Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à la procédure de «Spitzenkandidaten» à la Présidence de la Commission européenne?

3. Quelle est la position de Monsieur le Ministre en ce qui concerne la proposition du Parlement européen relative à l'augmentation du seuil obligatoire de 3% à 5%?

Réponse (11.07.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Réponse à la question 1:

En date du 11 novembre 2015 le Parlement européen a en effet adopté un rapport d'initiative sur la réforme de la loi électorale de l'Union européenne. Le rapport, qui n'est pas législatif, a été transmis au Conseil accompagné d'un projet de proposition de décision du

Conseil en vue de modifier l'acte électorale. Les présidences luxembourgeoise et, dans la suite, néerlandaise du Conseil des Ministres avaient fait élaborer un avis juridique sur la conformité des propositions du Parlement européen avec le droit primaire de l'Union et la base juridique retenue, à savoir l'article 223, paragraphe 1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

L'article 223.1 TFUE dispose que «le Parlement européen élabore un projet en vue d'établir les dispositions nécessaires pour permettre l'élection de ses membres au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité conformément à une procédure législative spéciale et après approbation du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, établit les dispositions nécessaires. Ces dispositions entrent en vigueur après leur approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives».

Il découle de l'article 223.1 TFUE que:

- s'il appartient en effet au Parlement européen d'élaborer un projet, il revient au Conseil d'établir les dispositions nécessaires. Par conséquent, l'initiative du Parlement européen dans ce dossier qui relève d'une procédure législative spéciale n'est pas comparable à l'initiative législative de la Commission européenne dans les dossiers de la procédure législative ordinaire. Le Conseil peut délibérer sur le projet élaboré par le Parlement européen en pleine souveraineté;

- conformément aux dispositions de l'article 223.1 TFUE, le projet élaboré par le Parlement européen doit viser à permettre l'élection de ses membres au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres. L'élection du Président de la Commission européenne ne relève donc pas de l'article 223.1 TFUE, puisqu'il ne s'agit pas d'un membre du Parlement européen. L'élection du président de la Commission européenne est régie par les dispositions de l'article 17.7 TUE;

- la procédure uniforme ou les principes communs dont il est question dans l'article 223.1 TFUE devront réunir l'unanimité au Conseil et faire l'objet d'une procédure de ratification dans tous les États membres. L'harmonisation du droit électorale national proposée par le Parlement européen est importante et ne se limite pas seulement à l'établissement éventuel d'une circonscription unique pour l'élection du président de la Commission européenne, mais conduirait également à la mise en place de délais communs pour le dépôt des listes électorales et de procédures communes pour leur établissement. Le projet du Parlement européen ne peut donc pas être réduit à une ou deux mesures-phare, mais doit être considéré dans son ensemble.

L'échange de vues initial au niveau des instances préparatoires du Conseil, en l'occurrence le groupe «Affaires générales», sur la base d'un non-papier préliminaire de la Présidence néerlandaise a permis de constater que la quasi-totalité des États membres était dans l'impossibilité de pouvoir souscrire sans réserves à la proposition du Parlement européen.

Je souhaite rappeler dans ce contexte qu'en date du 5 février 2016 la Chambre des Députés a fait sienne la position de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle chargée d'examiner le dossier en retenant que la proposition de décision comporte un certain nombre de dispositions qui risquent ne pas être conformes ni au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.

Réponse à la question 2:

La proposition du Parlement européen concernant la mise en place d'une circonscription européenne unique afin de permettre le positionnement de candidats de tête de liste communs à l'ensemble des États membres et nommés par les partis politiques européens (selon une procédure interne propre à chacun d'entre eux) reviendrait à déséquilibrer fondamentalement les relations entre les institutions et empêcherait sur les prérogatives des États membres et des parlements nationaux dans la procédure de nomination du Président de la Commission européenne.

La proposition du Parlement européen n'est pas en conformité avec les dispositions de l'article 17.7 du traité sur l'Union européenne (TUE) qui dispose qu'il revient au Conseil européen de proposer un candidat à la fonction de président de la Commission européenne. Les membres du Conseil européen adoptent cette décision sous le contrôle de leurs parlements nationaux. Par ailleurs, il n'est question nulle

part dans les traités que pour accéder à la fonction de président de la Commission européenne, il est obligatoire de se faire élire au Parlement européen au préalable. Enfin, cette disposition reviendrait à exclure de facto des élections européennes les formations politiques qui ne sont pas en mesure ou qui ne désirent pas se présenter dans l'ensemble des États membres.

Au niveau du groupe «Affaires générales» la Présidence néerlandaise a conclu que la quasi-totalité des États membres, dont le Luxembourg s'opposait à la mise en place d'une circonscription unique comprenant des têtes de listes communes à l'ensemble des États membres dans le cadre des élections européennes, notamment en raison de son incompatibilité avec les dispositions de l'article 17.7 TUE.

Réponse à la question 3:

Le rapport d'initiative du Parlement européen propose au Conseil d'introduire, «pour les circonscriptions et les États membres constituant une circonscription unique qui ont recours à un scrutin de liste et qui comptent plus de 26 sièges, (...) la fixation d'un seuil pour l'attribution de sièges qui ne soit ni inférieur à 3%, ni supérieur à 5% des suffrages exprimés». Il en découle que:

- seuls sont concernés les circonscriptions et les États membres dans lesquels sont attribués plus de 26 sièges;

- la situation prévalant dans les petits États membres, qui même dans l'absence de toute réglementation dans la matière fonctionnent avec un seuil de facto supérieur à 3%, est prise en compte.

Il en résulte que le Luxembourg n'est pas directement concerné par la disposition relative à l'introduction de seuils obligatoires.

Question 2137 (09.06.2016) de **Mmes Martine Hansen, Octavie Modert et M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'**impact des intempéries sur les exploitations horticoles:**

Les intempéries des derniers jours ont occasionné des dégâts importants chez les maraîchers et horticulteurs, mettant ainsi en péril la survie et la pérennité de certaines exploitations.

Avec la mise en vigueur imminente de la nouvelle loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales, l'État peut prendre en charge une partie des primes d'assurances payées par les exploitations agricoles pour couvrir entre autres les pertes causées par des calamités naturelles, des phénomènes climatiques défavorables respectivement des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux. L'État peut prendre en charge jusqu'à concurrence de 65 pour cent des coûts éligibles pour assurer les risques susmentionnés.

Or, selon nos informations, cette assurance multirisque n'existe pas encore pour les cultures maraîchères, ni pour les prairies et pâtures. Il existe seulement la possibilité d'assurer le risque de grêle pour les cultures maraîchères. Les pertes causées par des pluies intenses ne sont donc pas couvertes par cette assurance.

L'année 2015 a, quant à elle, été marquée par une sécheresse exceptionnelle qui a causé de sérieux dégâts à l'agriculture. Le Gouvernement avait à l'époque décidé de verser une indemnité de sécheresse aux exploitations agricoles pour compenser une partie des pertes de revenu dues à cette sécheresse. L'aide en question a été approuvée par les instances communautaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer du nombre de maraîchers qui ont été sinistrés par les pluies intenses?

- Le Gouvernement entend-il indemniser les horticulteurs des dégâts causés par les intempéries et verser une indemnité «pluies intenses» à l'instar de l'indemnité de sécheresse versée en 2015 pour compenser une partie de pertes de revenu des maraîchers au vu du fait que les pertes causées par des pluies intenses ne sont actuellement couvertes par aucune assurance?

Réponse (13.07.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Pour l'instant un producteur maraîcher a contacté notre Ministère au sujet de dégâts importants causés par une pluie intensive dans une culture de salades. Ces dégâts ont été relevés sur place, et le Service d'économie rurale et l'Administration des services techniques de l'agriculture ont été chargés d'examiner la possibilité d'une indemnisation. Étant donné qu'il faudra notamment évaluer la perte de production annuelle, il est encore trop tôt pour arriver à une conclusion.

L'assurance multirisque qui devrait être disponible sur le marché luxembourgeois à partir de l'année prochaine couvrira en principe les dégâts liés à la grêle, aux tempêtes et aux pluies intensives de plus de 50 mm/jour.

Les fortes pluies répétitives, qui ne correspondent pas nécessairement aux caractéristiques d'une pluie intense, ont engendré de sérieux problèmes à une grande partie de l'agriculture.

Pour le secteur du maraîchage, les difficultés sont multiples et reflètent celles des productions végétales. En effet, il est souvent difficile ou même impossible d'entrer sur les parcelles dont les sols sont saturés en eau. Il s'ensuit des problèmes pour toutes les activités que le maraîcher doit normalement faire dans ses champs: semer, planter, récolter, lutter contre les mauvaises herbes ou faire des traitements phytosanitaires. Pour de nombreuses cultures, les conditions climatiques sont favorables au développement de maladies, alors que les traitements phytosanitaires sont devenus très difficiles à réaliser. Pour ce genre de situation, il n'y a pas d'assurances disponibles, ni au Luxembourg, ni dans nos pays voisins. Pour limiter les risques, les producteurs ont intérêt à diversifier dans la mesure du possible leurs cultures et leurs sites de production.

Le Ministère de l'Agriculture et ses administrations suivent de près la situation dans les secteurs agricoles concernés et essayeront de soutenir les producteurs dans la mesure du possible et dans le respect de la réglementation communautaire en la matière.

Question 2140 (09.06.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant les **coordonateurs de sécurité et de santé sur les chantiers**:

Par arrêté du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 2 janvier 2012, Monsieur X s'est vu refuser l'agrément pour l'activité de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles des niveaux B et C. Ce refus était e. a. fondé sur l'article L.312-8, paragraphe (6) du Code du Travail.

Par la suite, un recours en annulation contre cette décision fut introduit d'abord devant le Tribunal administratif, puis devant la Cour administrative. Sur question préjudicielle de la Cour administrative, la Cour Constitutionnelle a, par un arrêt du 20 mars 2015, déclaré inconstitutionnel l'article L.312-8, paragraphe 6 du Code du Travail ayant trait aux conditions requises pour l'obtention d'un agrément pour pouvoir exercer la profession de coordinateur de sécurité et de santé pendant l'élaboration du projet de l'ouvrage et sa réalisation et pour l'obtention d'un agrément pour l'exercice de cette profession.

La Cour administrative a enfin, par un arrêt du 16 juin 2015, annulé l'arrêté du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration. Selon la Cour, [l'article L.312-8, paragraphe 6 du Code du Travail] n'a pas pu conférer à un règlement grand-ducal, en l'occurrence le règlement grand-ducal du 9 juin 2006, le soin de déterminer les modalités d'octroi de l'agrément des coordinateurs en matière de sécurité et de santé pendant l'élaboration du projet de l'ouvrage et pendant la réalisation de l'ouvrage, de sorte que ledit règlement grand-ducal, à défaut de base légale, doit être considéré comme étant inapplicable. Dès lors, le Ministre n'a pas pu baser sa décision de refus du 2 janvier 2012 ni sur l'article L.312-8, paragraphe (9), du Code du Travail, ni sur le règlement grand-ducal du 9 juin 2006.

L'importance de la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers étant indéniable, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre entend-il saisir la Chambre des Députés d'un nouveau projet de loi en la matière? À défaut, comment Monsieur le Ministre entend-il combler le «vide juridique» actuel?

2. Alors que la loi est déclarée inconstitutionnelle par la Cour Constitutionnelle et le règlement grand-ducal devenu de facto inapplicable, comment Monsieur le Ministre traite actuellement les demandes d'agrément lui soumises?

3. Combien de demandes d'agrément ont été introduites auprès du Ministère du Travail depuis le 23 novembre 2011? Combien de telles demandes ont été approuvées dans leur globalité? Combien de demandes ont, même partiellement, été rejetées? Combien de telles demandes sont actuellement pendantes devant Monsieur le Ministre? Serait-il possible d'obtenir un relevé statistique par an?

4. Combien de fois le comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles s'est-il réuni depuis le 23 novembre 2011? Combien de demandes d'agrément ont été intégralement approuvées (avisées positivement) voire rejetées, même partiellement, par le comité précité?

5. Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste reprenant le nombre de coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers actuellement agréés par Monsieur le Ministre, de même que le type d'agrément qui leur a été délivré?

Réponse (14.07.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1. Comme le souligne à juste titre l'honorable Député, la Cour Constitutionnelle a récemment déclaré inconstitutionnel l'article L.312-8, paragraphe 6 du Code du Travail ayant trait aux conditions requises pour l'obtention d'un agrément afin de pouvoir exercer la profession de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers.

Par arrêté du 26 mars 2015 (n°117/15), la Cour Constitutionnelle a ainsi déclaré l'article L.312-8, paragraphe 9 du Code du Travail, renvoyant à l'article L.312-8, paragraphe 6 du même Code, qui à son tour renvoie à l'article L.311-2, points 7 et 8 du Code du Travail, en ce qu'il habilite le pouvoir réglementaire à déterminer les modalités d'agrément des coordinateurs en matière de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires et mobiles, non conforme aux dispositions combinées des articles 32, paragraphe 3, et 11, paragraphes 4, 5 et 6, de la Constitution.

L'article L.312-8, paragraphe 9, du Code du Travail a été déclaré inconstitutionnel, dans la mesure où le législateur, dans une matière réservée à la loi par la Constitution, ne pouvait pas déléguer au pouvoir réglementaire la compétence de déterminer proprio motu les modalités d'octroi de l'agrément.

Cette décision d'inconstitutionnalité est intervenue dans le contexte où l'article L.312-8, paragraphe 6 du Code du Travail, se limite à énumérer les diplômes devant être détenus par les postulants à l'agrément ministériel, mais sans donner aucune indication concernant les tâches à exercer par le coordinateur détenteur de l'un ou de l'autre des diplômes visés, respectivement les chantiers sur lesquels il peut être admis à œuvrer en fonction du diplôme détenu.

Ces éléments, à savoir les classifications des chantiers déterminant les conditions de l'agrément et la description sommaire des tâches à exercer par le coordinateur détenteur de l'un ou de l'autre des diplômes requis, qui sont repris au sein du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles et déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, doivent être prévus par le législateur.

Voilà pourquoi, un avant-projet de loi, respectivement un avant-projet de règlement grand-ducal adaptant les dispositions précitées par rapport à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle de 2015 précité sont en cours d'être finalisés.

ad 2. Il est à relever qu'actuellement les demandes d'agrément sont gardées en suspens jusqu'à ce que les dispositions devant être adaptées par rapport à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle précité seront adoptées.

ad 3. Les demandes d'agrément qui ont été introduites auprès du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire depuis le 23 novembre 2011 sont au nombre de soixante-dix-huit (78), dont trente-quatre

(34) demandes furent approuvées dans leur globalité. Une demande (1) fut intégralement rejetée et une demande (1) fut rejetée partiellement. Le nombre de demandes actuellement en cours de traitement s'élève à quarante-deux (42), dont sept (7) demandes sont prêtes pour être avisées par le Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments de coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles. Les autres trente-cinq (35) dossiers ne sont pas complets ou se trouvent en suspens parce que les postulants doivent encore produire des pièces.

ad 4. Il y a lieu de préciser que le Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles s'est réuni dix-neuf (19) fois depuis le 23 novembre 2011. Concernant le nombre de demandes d'agrément qui ont été approuvées, voire rejetées, je vous renvoie à ma réponse formulée à la question 3 ci-dessus.

ad 5. Une telle liste ne peut pas être rendue publique pour des raisons de protection des données. Il y a lieu de relever néanmoins que cent quatre-vingt-dix-sept (197) coordinateurs de sécurité et de santé ont été agréés avant le 23 novembre 2011 et trente-quatre (34) coordinateurs après cette date, il en résulte qu'il y a actuellement deux cent trente et un (231) coordinateurs de sécurité et de santé agréés.

Question 2141 (10.06.2016) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la **procédure de reclassement**:

Il me revient qu'une personne souffrant d'une maladie grave depuis un peu plus d'un an n'a plus été à même de travailler à plein temps pour son employeur. Ayant profité d'un mi-temps thérapeutique jusqu'à la fin du mois de février, elle a réintégré son poste à plein-temps du 1^{er} au 15 mars avant d'obtenir une décision de reclassement interne à mi-temps pour le 15 mars 2016.

Or, depuis lors, elle ne reçoit évidemment que 50% de son salaire de son employeur. S'agissant d'une personne assez jeune, qui a des enfants scolarisés et des obligations financières, elle a essayé de savoir à la mi-mai où en était son dossier concernant son indemnité compensatoire.

D'après mes informations, on lui aurait répondu à ce moment-là que le nouveau système de détermination de cette indemnité ne serait pas encore opérationnel, de sorte qu'il devrait patienter pour se voir allouer la somme lui revenant.

Rappelant que la loi du 23 juillet 2015 avait comme mission de favoriser le reclassement interne et de simplifier le calcul de l'indemnité compensatoire, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nouveau mode de calcul de l'indemnité compensatoire n'est pas encore opérationnel? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons expliquant ce retard?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la date de mise en service de ce système?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre de dossiers qui sont actuellement en suspens en raison du retard pris dans la mise en service du nouveau mode de calcul?

4. En attendant la mise en service du nouveau mode de calcul, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de dépanner les personnes financièrement dans le besoin?

Réponse (05.07.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question parlementaire n°2141 de l'honorable Députée Martine Mergen concernant la procédure de reclassement, j'ai l'honneur de confirmer que:

ad 1. Le système permettant le calcul de l'indemnité compensatoire mis en place par le Centre informatique de la Sécurité sociale (CISS) est opérationnel. Le retard occasionné était dû à la programmation.

ad 2. La première ordonnance de paiement par le biais du nouveau système a été exécutée en date du 10 juin 2016.

ad 3. Aucun dossier n'est en suspens en raison du nouveau mode de calcul.

ad 4. Une aide financière n'est pas nécessaire du fait que le système est opérationnel depuis début juin.

Question 2204 (06.07.2016) de **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant le **spot audiovisuel diffusé par un membre du Gouvernement via les réseaux sociaux au sujet de la politique familiale**:

Je me dois de constater que Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias n'a pas répondu aux questions concrètes posées lors de l'heure de questions du 5 juillet 2016 (cf. ci-dessus) respectivement a fourni des explications confuses. Il a ainsi expliqué que le Ministère de la Famille et de l'Intégration dispose d'un budget de 85.000 euros pour la campagne que le Ministère vient de lancer («De Ministère de la Famille huet e Kommunikatiounsbudget, deem am Budget jo och gestëmmt ginn ass, vu 85.000 Euro fir dës Campagne virgesinn»). Il a cependant aussi affirmé que seuls 19.000 euros ont été investis dans la présente campagne et que ce montant couvrirait les frais d'agence, la configuration du site Internet et les déliants qui seront envoyés aux parents.

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que les membres du Gouvernement devraient communiquer au nom du Gouvernement et non pas en leur nom personnel lorsqu'il s'agit d'un sujet de politique nationale?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous expliquer le message que le Gouvernement entend véhiculer par le spot audiovisuel en question?

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis qu'il s'agit d'une confusion des genres et que ledit spot relève plutôt d'une publicité à prendre en charge par un parti politique?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il, le cas échéant, confirmer que chaque membre du Gouvernement dispose d'un budget réservé à la promotion personnelle?

- Dans l'affirmative, à combien s'élève ce budget et quels sont les coûts relatifs au spot tourné par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à toute la campagne relative à la réforme des allocations familiales et au congé parental, au vu des affirmations contradictoires de Monsieur le Premier Ministre quant au total des frais engagés par ladite campagne?

Réponse (07.07.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*:

Le site Internet www.reforme-famille.lu a été créé par le Ministère de la Famille pour informer les citoyens des nombreuses réformes que le Gouvernement a engagées dans le domaine de la politique familiale. Le spot qui y figure comme préface électronique de Madame la Ministre de la Famille reprend les objectifs clés de ces réformes qui concernent plus de 185.000 enfants et leurs parents. Le Gouvernement soutient cette campagne d'information qui lui semble absolument nécessaire en raison de la complexité des matières réformées. En ce qui concerne le contenu des messages véhiculés par Madame la Ministre de la Famille, Monsieur le Député n'est pas sans savoir que ces objectifs ont été formulés dans le programme gouvernemental ainsi que dans plusieurs déclarations gouvernementales, des messages auxquels le Gouvernement souscrit entièrement. Le spot ne sera pas utilisé sur d'autres supports de diffusion.

L'article 12.012.260 du budget du Ministère de la Famille libellé «frais d'exploitation et frais administratifs, dépenses diverses» prévoit pour l'exercice 2016 un crédit de 126.000 euros dont 85.000 euros sont réservés pour frais de publicité. Le budget du Ministère de la Famille prévu pour la campagne d'information en cours s'élève à 19.000 euros et comporte les frais d'agence, les droits d'images, les frais de production et les frais d'impression de 197.500 déliants d'information.